PUBBLICAZIONI DEGLI ARCHIVI DI STATO
SAGGI 28

ALL'OMBRA DELL'AQUILA IMPERIALE

Trasformazioni e continuità istituzionali nei territori sabaudi in età napoleonica (1802-1814)

Atti del convegno
Torino 15-18 ottobre 1990

II

MINISTERO PER I BENI CULTURALI E AMBIENTALI
UFFICIO CENTRALE PER I BENI ARCHIVISTICI
1994

UFFICIO CENTRALE PER I BENI ARCHIVISTICI
DIVISIONE STUDI E PUBBLICAZIONI

Il direttore generale, *presidente*

Comitato per le pubblicazioni: Salvatore Mastruzzi, *presidente,* Paola Carucci, Antonio Dentoni-Litta, Cosimo Damiano Fonseca, Romualdo Giuffrida, Lucio Lume, Enrica Ormanni, Giuseppe Pansini, Claudio Pavone, Luigi Prosdocimi, Leopoldo Puncuh, Isidoro Soffietti, Isabella Zanni Rosiello, Lucia Fauci Moro, *segretaria*

Cura redazionale: Chiara Cusanno

© 1994 Ministero per i beni culturali e ambientali
Ufficio centrale per i beni archivistici
ISBN 88-7125-079-6
Vendita: Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Libreria dello Stato
Piazza Verdi 10, 00198 Roma

Stampa: Stamperia Artistica Nazionale - Torino

LOUIS BERGERON

Remarques complémentaires sur la notion de notabilité à l'époque du premier empire napoléonien

Il n'y a rien à ajouter aux analyses globales très pertinentes présentées par Marco Violardo sur les collèges électoraux piémontais, ni à ses observations sur les attitudes du corps électoral à l'occasion des scrutins. L'auteur, en revanche, n'a pas eu le loisir de revenir sur les réflexions qu'il a lui-même développées en une autre occasion [1] sur le plan méthodologique et conceptuel, et c'est de ce point de vue que j'aimerais maintenant relancer la discussion.

On ne saurait trop souligner, d'abord, à quel point sont disparates les collections d'individus sur lesquelles reposent tous nos efforts d'analyse des structures et des caractères de la notabilité, suivant le niveau auquel on se situe. Souligner, aussi, la distance qui sépare ces corps de référence de l'appartenance effective à la notabilité telle que pourrait la définir une sociologie historique, rétrospective.

Revenons pour cela sur le fonctionnement du système électoral tel qu'il a été défini à partir des dispositions constitutionnelles de l'An X. A la base, on trouve un corps électoral, il serait plus exact de dire: un corps civique, appelé à s'exprimer dans les assemblées de canton, et composé d'une manière qui a varié du Consulat à l'Empire. Dans un régime transitoire, il s'agissait d'un corps défini par les listes de notabilités communales désignées en l'an IX, listes qui opéraient une réduction du corps électoral au dixième des citoyens adultes. Dans le régime définitif, à dater de 1806, le corps civique comprend tous les citoyens inscrits sur les registres civiques, ayant un an de résidence, 21 ans d'âge et la nationalité française (et de sexe masculin, faut-il le rappeler !); le paiement

---

[1] M. VIOLARDO, *Les notables napoléoniens des arrondissements d'Asti et d'Alba*, Mémoire pour le Diplôme d'Etudes Approfondies (École des Hautes Études en Sciences Sociales), dactylographié Paris, 1989, 46 p. + annexes.

de contributions n'entre pas en ligne de compte. L'inscription donne droit à la délivrance d'une carte civique. Au fondement de la pyramide institutionnelle — qui est en même temps une pyramide sociale — existe donc l'esquisse d'une pratique du suffrage universel masculin, mais à laquelle la démultiplication du suffrage ôte l'essentiel de son contenu.

La méfiance instinctive des autorités impériales à l'égard de toute manifestation populaire conduisit d'autre part à une réglementation minutieuse de l'organisation et du fonctionnement des assemblées de canton, cadre de réunion du corps civique. Une très large autorité était notamment confiée aux présidents de canton, nommés pour cinq ans par le Premier Consul sur proposition du préfet, et soumis à prestation de serment. En 1806 les assemblées de canton ouvertes à tous les citoyens furent divisées en sections décentralisées, le président de canton nommant des présidents de sections.

Les assemblées de canton remplissaient deux mandats:

1. Elles désignaient des candidats (entre lesquels s'exerçait ensuite le choix du pouvoir) aux fonctions de juge de paix et de suppléant de juge de paix, en place pour dix ans et aux fonctions de conseiller municipal dans les villes de plus de 5000 habitants [2]. L'élection des juges paraît avoir constitué la principale motivation de participation des citoyens aux assemblées cantonales. Le principe censitaire faisait son apparition au niveau des candidats conseillers municipaux: étaient seuls éligibles ceux qui étaient portés sur la liste des cent plus imposés du canton et, à partir de 1806, de la ville, quelle que fût la taille de celle-ci (il s'ensuit que, dans les grandes villes, il fallait être très riche pour avoir des chances d'être élu).

2. Elles désignaient une partie des membres des collèges électoraux d'arrondissement (une autre partie étant nommée) sans aucune considération censitaire; et une partie des membres des collèges électoraux de département [3] à choisir sur la liste des six cents plus imposés du département.

---

[2] Dans les villes de moins de cinq mille habitants, le conseil municipal était à la nomination pure et simple du préfet; dans les villes de plus de cinq mille habitants, seuls les maires et les adjoints étaient nommés, cette fois par le chef de l'Etat.

[3] Selon la population de la circonscription, il était désigné de 120 à 200 électeurs d'arrondissement, et de 200 à 300 électeurs de département, le terme d'électeur désignant donc le membre d'un collège électoral, par opposition aux simples citoyens participant aux assemblées de canton. Les membres nommés pouvaient être choisis parmi les trente plus imposés de chaque département, ou parmi les membres de la Légion d'Honneur, ou parmi les citoyens ayant rendu des services remarquables. L'électeur recevait une carte en échange de la remise d'une prestation de serment par écrit. Les membres des collèges électoraux le restaient à vie.

Au niveau, donc, des collèges électoraux (chargés de proposer au Premier Consul des candidats à la députation), semblait intervenir un critère de définition brutalement économique du notable départemental. Mais en était-il véritablement ainsi? Le directeur départemental des contributions inscrivait en fait 550 noms, les cinquante dernières places restant ouvertes à des compléments ultérieurs. Il prenait en compte les impositions de toute nature, y compris celles payées dans d'autres départements. Pourtant sa liste ne comprenait pas tous ceux qui, arithmétiquement, auraient dû s'y trouver; il lui était en effet recommandé d'éliminer: les plus forts imposés de moralité douteuse; ceux que ne distinguait aucune «vertu publique ou privée»; ceux qui avaient acquis leur fortune «par des voies quel'opinion réprouve», entendez par là les spéculateurs; ceux dont les biens étaient «notoirement grevés de charges constituées»; enfin les prête-noms. Bref, les directeurs des contributions ne devaient porter sur la liste que des individus dignes de l'estime de leurs concitoyens, elle-même fondement de la confiance du gouvernement [4].

Ainsi donc, au niveau des électeurs du département, la notabilité émergeait-elle d'une double sélection: par en bas, du fait des choix faits par les citoyens; par en haut, du fait d'une épuration ou d'adjonctions opérées par le directeur des contributions, par le préfet. En attirant massivement l'attention des historiens sur les listes des six cents plus imposés, Ernest Labrousse, au Congrès international des sciences historiques de 1955, tout en leur ouvrant une voie féconde, leur faisait aussi courir le risque d'une interprétation censitaire simplifiée de la notabilité. Or il convient de ne pas aller trop rapidement en besogne, compte tenu de l'importance politico-sociale des collèges électoraux. Napoléon Ier les a lui-même qualifiés en 1807 de «corps intermédiaire de l'Etat» et a lié à la qualité d'électeur l'aptitude à recevoir des titres, en particulier dans le cas des présidents de canton (effectivement, 80 membres des collèges électoraux furent à ce titre faits comtes ou barons). La qualité de président de collège électoral à vie devint par la suite une des grandes dignités de l'Empire: chacun des grands officiers présida un collège de département qui lui avait été affecté lors de sa nomination (ainsi Jourdan dans le Marengo, ou Louis Bonaparte puis Berthier pour le Pô).

Quels critères, donc, intervenaient dans les choix opérés parmi les candidats à la notabilité, dont l'appartenance au corps des plus imposés ne constituait

---

[4] Sur tous ces mécanismes institutionnels, le meilleur ouvrage à consulter, resté malheureusement inédit, est: J.-Y. COPPOLANI, *Les Elections en France à l'époque napoléonienne*, thèse de Droit, Nice, 1972, 2 vol., dactylographiés.

qu'une condition nécessaire et non suffisante? Comme nous ne pouvons rétrospectivement interroger ni les votants ni les préfets, force est bien de recourir à une reconstitution externe des profils les plus courants de la notabilité, par un rapprochement avec certaines listes plus restreintes comportant des évaluations personnalisées [5], ou mieux encore par la méthode prosopographique, qui met en oeuvre des sources multiples d'information [6].

Bien que l'inscription sur les listes des plus imposés, on l'a vu, ait dû en principe tenir compte de tous les types d'impôts payés, il ne fait pas de doute que le foncier était pris principalement en compte, et il est possible que dans certains cas il l'ait été d'une façon exclusive, hypothèse qu'une étude de détail sur les circonstances de la confection des listes dans l'ensemble des départements n'est jamais venue confirmer. Le notable est avant tout et de la façon la plus générale un propriétaire, et la propriété paraît fonctionner, dans une société où tous les ordres sont désormais confondus, à la manière de l'ancienne barrière du privilège.

Un autre mode de transposition du fonctionnement de l'ancienne société nobiliaire à la nouvelle société bourgeoise apparaît clairement dans le rôle que la naissance et la famille jouent dans la définition de la notabilité. Les administrateurs insistent sur l'appartenance à de bonnes et anciennes familles, sur la respectabilité et l'historicité de celles-ci. La Révolution a-t-elle engendré cette vertigineuse atomisation de la société qu'on a souvent dite? On peut en douter à constater combien le rattachement à une dynastie, l'évocation des ancêtres, des parentés, des alliances, et plus largement l'insertion dans les réseaux de relations professionnelles ou clientélistes persistent à conditionner la prise en considération et la réussite des individus. Point n'est besoin de s'armer préalablement des conceptualisations chères à Pierre Bourdieu, à Giovanni Levi ou à la *network analysis* des sociologues américains pour déceler et mettre en évidence, selon des méthodes éprouvées de l'histoire sociale, le fonctionnement de l'élite des notables à la manière, non point d'une collection d'acteurs indépendants, mais d'un système de solidarités parmi lesquelles celle du sang joue toujours un rôle de premier plan. Le goût pour la généalogie est commun

---

[5] Par exemple, la «liste des personnes les plus marquantes du département de...», ou encore les listes des «soixante personnes les plus distinguées par leurs vertus publiques et privées du département de...», ou toutes autres listes d'aptitude à telle fonction et comportant des observations de la part du préfet.

[6] Rappelons la série *Grands notables du Premier Empire*, publiée depuis 1978 par les Editions du C.N.R.S., Paris (fascicules parus). Cf. également L. BERGERON, *Un dictionnaire de biographie sociale: les grands notables du Premier Empire*, in *Bourgeoisies de province et Révolution*, Colloque de Vizille 1984, Grenoble, 1987, pp. 109-113.

aux familles de bourgeoisie ancienne et à celles de noblesse immémoriale. L'historien aujourd'hui va plus loin que la généalogie en renouvelant le genre de la prosopographie. Mais les données fort riches procurées par cette dernière ne prendront tout leur sens qu'à condition d'être utilisées pour reconstituer les superpositions ou les imbrications de réseaux qui sont la trame de la société des élites, depuis le village jusqu'à la Cour [7].

Bien que la notabilité impériale soit encore loin d'évoluer en une méritocratie, il est cependant évident que la vieille notion du service de l'Etat, renouvelée par le concept de talent, vient nourrir l'évaluation des «vertus publiques et privées» dont l'administration impériale souhaite pouvoir reconnaître les manifestations chez ceux qu'elle porte sur ses listes. L'Etat napoléonien relie clairement l'accès à la notabilité à la capacité de servir, comme en témoigne le souci permanent de rappeler les fonctions occupées avant et pendant la Révolution, et dans l'exercice desquelles le notable a eu l'occasion de faire reconnaître son autorité sur ses administrés comme son dévouement à la chose publique. Cependant c'est le service militaire, plus que le service civil, qui qualifie le notable napoléonien. La société militaire, et notamment les écoles militaires, sont conçues comme les lieux et les instruments du rapprochement entre les «deux France», entre élites impériales et élites des pays conquis — mais aussi de l'apprentissage de toutes les vertus du bon serviteur de l'Etat: la discipline, l'honneur — entendu non plus comme l'apanage de l'aristocratie, mais comme une valeur commune à tous ceux qui remplissent leur devoir, comme le sens de l'intérêt public et national par opposition aux intérets privés [8]. Dans une belle continuité, l'Ancien Régime, la Révolution et l'Empire ont travaillé à l'édification de corps d'ingénieurs — ceux des Ponts et Chaussées, puis ceux de Polytechnique — soumis à une hiérarchie et à une discipline toutes militaires.

L'élite scientifique a raté son entrée dans la société des notables, qu'elle aurait pu réussir dans le sillage des militaires [9]. Entre l'organisation rigoureuse de la carrière militaire dans la société de la fin de l'Ancien Régime et celle de la science française à travers le mécénat d'Etat, le pont a failli être jeté par Bonaparte lui-même. On connaît ses propos rapportés par Népomucène Lemercier:

---

[7] Cf. Y. POURCHER, *Les Maîtres de granit. Les notables de Lozère du XVIIIe siècle à nos jours*, Paris, 1987.

[8] Cf. J.P. BERTAUD, *Napoleon's officers*, in «Past and Present», nº 112, agosto 1986, pp. 91 e seguenti.

[9] Cf. N. DHOMBRES, *Les scientifiques proches du pouvoir napoléonien*, in «Sciences et Techniques en perspective», II, Nantes, 1983, pp. 85-141.

> «Si je n'étais pas devenu général en chef, je me serais jeté dans l'étude des sciences exactes. J'aurais fait mon chemin dans la route des Galilée, des Newton. Aucune autre gloire n'aurait pu tenter mon ambition».

Mais les savants, qui ont manqué de peu d'être utilisés comme une aristocratie administrative dans l'entourage immédiat du chef de l'Etat, ont été finalement confinés dans des rôles utilitaires, et ont subi les conséquences du rapprochement tactique entre le pouvoir napoléonien et l'Eglise, toujours prompte à dénoncer les prétentions de la science et le glissement de la raison vers l'incroyance.

L'ensemble des caractéristiques du notable qu'on vient d'évoquer brièvement oriente indubitablement vers sa définition comme un médiateur social et politique. Distributeur d'emploi à des fermiers ou à des salariés qui constituent ses clientèles naturelles, faiseur d'opinion publique pour peu qu'il ait de l'autorité morale, du rayonnement personnel, le notable est l'auxiliaire indispensable de l'administration locale ou du pouvoir central en tant que connaisseur de son environnement. Les notables sont les canaux par où coule la puissance et par où remontent les informations puisées à la source, via l'administration préfectorale. Ils sont la base vivante de cet instrument statistique dont le Consulat et l'Empire ont détourné l'élaboration des préoccupations scientifiques du siècle précédent vers la satisfaction de la soif d'informations immédiatement utilisables par le gouvernement au jour le jour [10]. Sous le Consulat, il semble que le pouvoir ait attaché une importance particulière au relais constitué par les conseillers généraux de département, pour la nomination desquels les électeurs du département présentaient à la nomination du gouvernement, et en fait du préfet, deux candidats pour chaque siège à pourvoir, l'un des candidats étant à choisir hors du collège électoral parmi de simples citoyens. On doit à Adrien Duquesnoy, placé par Lucien Bonaparte à la tête du Bureau de Statistique du Ministère de l'Intérieur, d'avoir explicité le rôle des conseillers généraux: fournir au gouvernement «un système général et permanent d'informations», évitant ainsi à l'administration de s'isoler de la société; «élite de la nation», «véritable opinion publique», ils sont «les contrôleurs naturels et nécessaires de l'administration générale et locale; manifestant la sensibilité politique locale d'une part, ils permettent de l'autre de vérifier sur le terrain

---

[10] S. J. Woolf, *Les bases sociales du Consulat. Un mémoire d'Adrien Duquesnoy*, in «Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine», XXXI (1984), 4, pp. 597-618.

l'efficacité de l'action gouvernementale. En un temps où le régime représentatif est sorti discrédité de l'expérience du Directoire et du coup d'Etat de Brumaire, et où la Constitution de l'an VIII l'a réduit à une facade, électeurs départementaux ou conseillers généraux deviennent les interlocuteurs privilégiés de l'homme providentiel, et leur corps apparait comme l'intermédiaire — en un sens différent de celui de Montesquieu, qui impliquait une limitation du pouvoir du monarque — entre Bonaparte et la masse de la population. On est très proche ici de la sémantique de l'Empire, et de la definition par Napoléon Ier des dix ou vingt mille membres des collèges électoraux comme le véritable «peuple» de France, par opposition au peuple de la rue.

Toutefois le régime napoléonien paraît avoir poursuivi d'une manière inquiète et permanente la quête de cette élite socio-politique que ses ministres et ses préfets cherchaient à dégager en permanence de l'intérieur du corps social, en établissant et en révisant perpétuellement des listes sur lesquelles l'inscription de la main des autorités valait promotion à une nouvelle classe de privilégiés. Au temps de Savary et de Fouché, la grande entreprise de la «statistique personnelle et morale» en apporte le témoignage. A travers des centaines de noms, au niveau du département et même de l'arrondissement, et au moyen d'une grille de questions étendue à la vie familiale et privée, cette statistique, ainsi que l'explique le duc de Rovigo dans une circulaire aux préfets (18 juillet 1810),

> «doit être le tableau moral de la nation, l'histoire de chaque individu, l'effroi du méchant, l'espoir du mérite... Il peut devenir une source féconde de lumières pour le gouvernement... Le Ministre et le Souverain, en consultant ce recueil précieux, distingueront facilement l'homme nul ou dangereux de l'homme utile et dévoué; ils connaîtront celui que des facultés intellectuelles rendent intéressant, celui à qui sa richesse ou ses opinions donnent de l'influence, tous ceux enfin qui peuvent servir l'Etat dans la carrière judiciaire, administrative ou militaire».

On ne peut que rester frappé, cependant, de la suspicion qu'une pareille procédure paraissait jeter sur les institutions de l'an VIII et de l'an X, puisque le jeu du suffrage à plusieurs degrés et le filtre des listes d'imposition, qui devaient permettre précisément de dégager les élites du régime, se trouvent doublés par l'enquête proprement policière. Sans doute faut-il voir là l'expression d'un pouvoir qui, de plus en plus, ne veut compter que sur le lien de la fidélité personnelle du sujet à l'égard de son empereur. Elle éloigne, pour quelques années au moins, la conception de l'élite de son véritable sens social pour la restreindre en direction du critère dominant de l'adhésion active à la monarchie impériale.

PAOLA NOTARIO

L'Ospizio di Maternità nella Torino francese. Analisi di un'istituzione assistenziale.

Alla fine dell'antico regime, l'Ospedale S. Giovanni Battista della città di Torino — che ospitava anche l'Opera della Maternità e l'Ospizio dei trovatelli — appariva come un girone dantesco: sani, malati, incurabili, gestanti e puerpere, bambini grandi e piccoli sistemati anche in otto per letto; fino a mille persone povere o inferme, che ricevevano vitto, cure ed alloggio. L'unica separazione giudicata possibile, ed attuata, era quella per sessi, rigidamente divisi e senza possibilità di comunicazione.

Eppure l'istituzione aveva svolto nei secoli una funzione preziosa: da quando, a cominciare dalla seconda metà del Cinquecento, il nosocomio si era attrezzato di suppellettili e di strumenti adatti alla cura e all'allevamento dei neonati, al fine di accogliere per pura «carità» i bambini abbandonati in strada, esso aveva rappresentato l'unico rimedio per migliaia di donne povere o sole, impossibilitate ad allevare la propria prole. E l'atto di carità era stato ampiamente compensato dal risparmio di mano d'opera; i pochi «figli dell'Ospedale» sopravvissuti al trauma dell'abbandono e al baliatico esterno restavano tutta la vita nell'istituto in qualità di infermieri, di servi o di «lavorieri» generici. Il fragile equilibrio si ruppe nel secolo successivo quando le esposizioni divennero più numerose.

Gli amministratori, cronicamente privi di risorse, fecero appelli alla Città e al re denunciando l'estraneità nei confronti di quella funzione, esercitata soltanto *a latere* e per puro spirito di carità; chiesero provvedimenti severi contro gli autori degli abbandoni, ottenendo addirittura, nel 1653, l'autorizzazione sovrana alla marchiatura a fuoco di tutti i bambini abbandonati in Ospedale. Ma nessun provvedimento intimidatorio riuscì a frenare l'afflusso, che anzi era in aumento continuo.

La situazione migliorò alla fine dei Seicento con il trasferimento nella nuova sede progettata dal Castellamonte; gli spazi aumentarono per tutti; le nutrici

interne, recentemente introdotte, poterono avere locali riservati per l'allattamento dei neonati, che furono a loro volta sistemati in un'ala a parte dell'edificio; il cortile poté essere utilizzato per l'allevamento di mucche e capre, il cui latte costituiva il ripiego consueto alla cronica mancanza di latte materno.

Ma neppure una sede più confortevole poteva risolvere i problemi del S. Giovanni, dato l'afflusso sempre crescente di infanti: da 150 all'anno nel 1658, si passò a circa 400 nella prima metà del Settecento, per arrivare a fine secolo a più di 700. Oltre al processo di pauperizzazione dei lavoratori urbani, ai mutamenti avvenuti all'interno della famiglia, alle trasformazioni del lavoro femminile, responsabili ovunque in Europa dell'infittirsi degli abbandoni, a Torino il grande aumento fu anche conseguente alla creazione, nel 1732, dell'Opera delle Partorienti, sistemata essa pure nei locali del S. Giovanni. L'istituzione aveva il duplice fine di ente di assistenza e di istruzione professionale: oltre che funzionare come scuola di ostetricia, costituiva infatti un ricovero sicuro per le fanciulle che «incautamente» avevano perduto «il loro miglior pregio», forniva un sostegno alle donne maritate povere «nella perigliosa congiuntura del parto» [1], e accoglieva i loro figli, che potevano esservi abbandonati.

Ai trovatelli, in aumento progressivo, si affiancarono dunque via via, in pari numero, gli abbandonati partoriti nell'Opera per povertà o vergogna. L'istituzione cercò di far fronte al grande flusso con mezzi diversi, spesso improvvisati, che fungevano da palliativo: fece costruire un'ala aggiuntiva all'edificio (togliendo peraltro aria e luce alle parti preesistenti) e tentò di accordarsi con l'Ospedale di Carità perché accogliesse i bambini più grandicelli in cambio della gestione degli orfani lattanti.

Il funzionamento del brefotrofio torinese non era dissimile da quello di tanti altri, ma con alcune modalità non troppo diffuse e particolarmente mortificanti: all'ingresso, i fanciulli venivano registrati con il solo nome di battesimo e marchiati a fuoco sul dorso del piede. Poi, la penosa trafila era la stessa: dopo alcuni giorni di vita all'interno, erano mandati a balia in campagna a spese della Città, e ricondotti all'Ospedale alla scadenza del baliatico, intorno ai sette-dieci anni.

La restituzione segnava per maschi e femmine un destino assai diverso: i ragazzi, soddisfatti i bisogni interni, venivano avviati a un mestiere per tre o

---

[1] *Raccolta per ordine di materie delle leggi, Editti e Manifesti, ecc. pubblicati dal principio dell'anno 1681 sino alli 8 dicembre 1798 sotto il felicissimo dominio della Real Casa di Savoia*, a cura di F.A. Duboin, Torino, 1818-1868, VII, pp. 644-645.

quattro anni e quindi congedati per sempre dall'istituzione con «una vestimenta nuova, e lire venticinque per una volta tanto, onde comprarsi gl'utensili della sua arte» [2]; le fanciulle invece, che «per la qualità loro» dovevano «ritenersi in casa», avevano un destino di reclusione perenne, segnato dal lavoro in qualità di serve o tessitrici, salvo quei rari casi di matrimonio combinato in cui l'Ospedale versava una piccola dote.

Nell'ultimo ventennio del secolo l'Ospedale straripava; a causa dell'aumento vertiginoso degli abbandoni, i sopravvissuti, benché percentualmente pochissimi, erano ormai in numero ben superiore alle esigenze di utilizzo interno e andavano sistemati; ma mentre fino a pochi anni prima «li panatarj, fornai, calzolaj e simili» avevano preso volentieri i ragazzi in qualità di garzoni, nelle ristrettezze di quegli anni anche la sola scodella di minestra sembrava già troppo; le fanciulle in specie, escluse, come s'è detto, per motivi morali, da una collocazione esterna, risultavano particolarmente numerose. A ciò si aggiungevano altri fattori non secondari di sovraffollamento, come la difficoltà di trovare nutrici esterne, che prolungava, talvola per settimane, il periodo di soggiorno e le continue restituzioni da parte di queste ultime, insoddisfatte della magra paga o intenzionate a sbarazzarsi dei bambini malati.

Nel 1778, fu stipulata una convenzione con un fabbricante di panni di lana, Pietro Manzolino, che aveva appena impiantato a Torino un lanificio specificamente destinato alla tessitura di stoffe per la confezione di uniformi dell'esercito sardo. Egli si impegnava a collocare al lavoro, in un edificio chiamato «La Generala», fino a 300 «figlie esposte venute da balia» [3], e a provvedere ai loro «alimenti e indumenti». Dopo un quinquennio di permanenza nella manifattura, le ragazze sarebbero state libere di andarsene se avessero trovato un onesto collocamento lavorativo o se fosse capitata l'occasione di maritarsi; in quest'ultimo caso il padrone si obbligava a fornire una dote. Ma l'esperienza fallì: il Manzolino morì, carico di debiti, appena dieci anni più tardi, e le esposte ritornarono temporaneamente al S. Giovanni [4] _ costretto ad improvvisarsi imprenditore con l'avvio di una piccola tessitura al suo interno —, fino a che

---

[2] «Relazione alla Municipalità di Torino per l'Ospedale di S. Giovanni, data alla Municipalità nell'anno 7°, 9 gennaio 1799», stesa dal Segretario, notaio Felice Musso, in ARCHIVIO DELL'OSPEDALE S. GIOVANNI BATTISTA E DELLA CITTÀ DI TORINO [d'ora in poi AOSGT], Busta *Relazione Musso.*

[3] «Cenno degl'Ordinati non insinuati dell'Amministrazione dell'Ospedale S. Giovanni», in ARCHIVIO STORICO DEL COMUNE DI TORINO [d'ora in poi ASCT], *Carte sciolte*, n. 667, cat. 5, m. 2.

[4] Le informazioni sono tratte da un manoscritto senza titolo né data, conservato in ARCHIVIO DI STATO DI TORINO [d'ora in poi AST], *Opere Pie di qua dai Monti*, m. 232.

«La Generala» gli fu data in proprietà e venne riaperta come manifattura, con venti telai battenti.

Alla fine dell'*ancien régime* il brefotrofio era quasi al collasso. La mortalità degli esposti, che solo un secolo prima si aggirava intorno al 30%, era divenuta altissima, specialmente in inverno e in estate: nel biennio 1795-1796 aveva raggiunto mediamente l'82%, con punte del 97% fra i lattanti.

Nel biennio successivo essa crebbe ancora, contribuendo a preparare per il governo francese un'eredità allarmante. «E come mai possono conservarsi in vita — scriveva infatti preoccupato il segretario del S. Giovanni alla Municipalità di Torino — trenta, ed altre volte quaranta bambini col solo nutrimento che loro vien dato da cinque, o sei, e quasi mai otto nutrici, e coll'ajuto delle *Pupoire* e del latte di Vacca, la maggior parte delle volte acido, o troppo denso, o non abbastanza attenuato, a capriccio, o per ignoranza, delle nutrici?»[5].

Nel dicembre del 1800 — pochi mesi dopo la conquista definitiva del Piemonte da parte delle armate napoleoniche — incominciarono ad infittirsi i progetti e le proposte per risolvere l'annoso problema del sovraffollamento del nosocomio torinese: la soluzione più immediata parve essere quella della separazione del brefotrofio dall'ospedale, resa in quel momento possibile dai numerosi spazi abitativi lasciati liberi dalla soppressione di alcuni conventi cittadini. Le trattative, durate circa un anno [6], sfociarono nel dicembre del 1801 in un decreto che stabiliva la separazione dall'Ospedale S. Giovanni dell'Opera delle Partorienti e affidava a quest'ultima anche l'amministrazione dell'Ospizio dei trovatelli; ne nacque un nuovo istituto assistenziale, denominato Ospizio di Maternità, che raccoglieva al suo interno due enti con stretti legami di affinità e di funzioni [7].

La nuova sede destinata ad accoglierli fu dapprima l'attiguo convento di S. Croce, e poi, pochi mesi dopo, il convento di S. Michele [8], un fabbricato a quattro piani di forma triangolare posto a fianco dell'Ospedale. Esso però si rivelò subito inadeguato e le modifiche necessarie, come la creazione di locali separati per il personale, le puerpere, i lattanti, i malati e i bambini più grandi, divisi per sesso, richiesero parecchie spese. Quindi, sebbene l'istituto

---

[5] «Relazione alla Municipalità»... cit.

[6] Cfr. *Ordinati, 1799-1801*, in AOSGT.

[7] Decreto 3 dicembre 1801, in *Raccolta di leggi, decreti proclami, manifesti, ecc. pubblicati dalle autorità costituite*, Torino, Davico e Picco, 1800-1814 [d'ora in poi *Raccolta*], I, 230.

[8] Cfr. «l'Informativa sull'Ospizio della Maternità di Torino», in AST, *Opere pie, Torino, Regia Opera della Maternità e trovatelli, sec. XVIII-1849*, m. 234 di ultima addiz.

fosse stato dotato fin dall'inizio di un reddito proprio, questo si rivelò ben presto insufficiente, perché assorbito in larga misura dalle opere di ristrutturazione.

L'amministrazione del nuovo istituto venne affidata alla Commissione amministrativa degli Ospizi, creata nel settembre del 1801, cui facevano capo tutti gli enti assistenziali, completamente laicizzati e dotati di redditi fissi proporzionali alle esigenze e ai compiti di ognuno [9]. Il ricambio nella gestione e l'adozione delle leggi francesi segnarono senza dubbio una svolta importante: non tanto relativamente alla mortalità infantile, rimasta altissima per fattori in gran parte esogeni, quanto piuttosto nella specializzazione funzionale, nella normativa interna e nell'organizzazione dei servizi igienico-sanitari.

L'elemento più innovativo che contraddistinse il quindicennio francese fu infatti la stesura e l'applicazione di alcuni regolamenti, che, sulla base delle leggi vigenti in Francia fin dall'anno V, riorganizzarono l'assistenza ai trovatelli, ridefinendone anche, benché cautamente, la collocazione sociale [10].

La legge stabiliva che i fanciulli esposti dovevano essere ricevuti gratuitamente in qualunque ospedale piemontese sotto la tutela del sindaco, quindi avviati negli appositi ospizi competenti per zona (in linea di massima uno per circondario). Appena nati o entrati nell'istituto, essi venivano come nel passato registrati su un apposito libro, in cui erano annotati il nome, la data di nascita o l'età, l'abbigliamento e tutti gli eventuali segni di riconoscimento posseduti. Ma anziché restare privi di cognome, come prima nel regno sardo, o riceverne uno chiaramente indicativo della loro origine illegittima, come in altri stati, i trovatelli assumevano un cognome desunto da una lista fornita dal sindaco, nella quale non potevano comparire cognomi appartenenti a quell'area geografica o ridicoli o in qualche modo rivelatori dell'origine ignota del fanciullo. All'atto del battesimo, non più obbligatorio in caso di altra professione di fede, ricevevano inoltre se maschi il nome di Petronio, se femmine quello di Eurosia, affiancato al nome del santo corrente nel giorno della nascita o dell'abbandono. Benché quindi segnati da un nome e da un cognome estranei al costume locale, i trovatelli cessavano da quel momento di essere contraddistinti soltanto dall'appellativo di «figli dell'Ospedale», assumendo finalmente un'identità precisa e tramandabile alla propria prole.

---

[9] Decreto 13 settembre 1801, in *Raccolta*, I, pp. 182-183.

[10] «Regolamento proposto dalla Commissione amministratrice degli Ospedali, Ospizj civili, ed altri Stabilimenti di pubblica beneficienza del Comune di Torino», in ASCT, *Carte sciolte, Periodo francese*, m. 111.

Le leggi francesi ribadirono imperativamente la transitorietà del ricovero negli istituti, l'affidamento a balia entro quindici giorni dalla nascita o dall'abbandono e la parità, almeno di diritto, fra maschi e femmine: gli esposti «non saranno conservati negli ospizi, ne' quali saranno stati deposti, eccettuato il caso di malattia, od accidenti gravi, che ne impedissero il trasporto, dovendo questo primo asilo essere solamente considerato come un deposito, sino a tanto che que' fanciulli possano essere collocati secondo la loro età presso qualche nutrice, o posti in pensione presso qualche particolare». Tutti, maschi e femmine, dovevano restare presso le balie, a spese dell'istituto, fino all'età di 12 anni, e «giammai essere ricondotti negli Ospizj civili, fuorchè storpj, o sorpresi da malattie particolari». Le famiglie affidatarie avevano non soltanto l'obbligo di nutrire e mantenere i bambini, ma anche di «mandarli alle prime scuole, per esservi a parte delle istruzioni, che si danno agli altri fanciulli del Comune». Il baliatico era contrassegnato da diverse tappe successive: il primo anno di vita corrispondeva con il periodo fissato per l'allattamento; seguiva poi quello dello svezzamento, che giungeva fino ai sette anni, nel quale i bambini erano definiti «fanciulli da latte»; chiudeva poi il lasso di tempo che andava dai 7 ai 12 anni, durante il quale i ragazzi, chiamati «fanciulli da pane», iniziavano il loro apprendistato nel mondo del lavoro, incominciando a svolgere «servigj» per la famiglia in cui vivevano. Proprio per questo i salari delle balie diminuivano via via nel tempo, in proporzione al minor impegno richiesto dai baliotti, che anzi costituivano da grandicelli una forza lavoro non trascurabile.

Neppure allo scadere del baliatico i ragazzi tornavano nel brefotrofio: coloro che non restavano con le nutrici erano sistemati presso «agricoltori, artigiani, o manofattori», ad «imparare un mestiere, od una professione analoga al loro genio, od alle loro facoltà», sotto la sorveglianza dello stato e fino all'età di 21 anni [11]. Soltanto da maggiorenni uscivano di tutela e potevano incominciare il loro lento cammino di integrazione sociale levandosi dal collo il cordone di seta col piombino — sostitutivo dell'infamante marchiatura a fuoco —, indossato al momento della registrazione nell'istituto. Almeno i segni esterni del loro misero passato potevano finalmente essere cancellati [12].

Altra novità importante introdotta dal dominio francese fu un'attenzione maggiore nei confronti delle condizioni igienico-sanitarie degli istituti assisten-

---

[11] «Decreto del Direttorio esecutivo riguardante la maniera d'allevare ed istruire i fanciulli esposti de' 30 ventoso anno V», in ASCT, *Carte sciolte, Periodo francese*, m. 111.

[12] Cfr. la lunga relazione manoscritta, senza titolo, in AST, *Reale Opera della Maternità e Trovatelli...* cit., m. 234.

ziali, con una serie di norme minuziose, che avrebbero dovuto in prospettiva portare la mortalità infantile interna almeno al livello di quella esterna. *Il Progetto del servizio di sanità*, assai dettagliato, metteva in atto una modesta opera di prevenzione imponendo la visita medica all'ingresso mirata a valutare le condizioni di salute dei bambini; coloro che risultavano sani potevano essere allattati dalle nutrici sedentarie, mentre i malati e i «sospetti» erano collocati in una sala a parte e curati all'interno se esenti da malattie contagiose. Tutti, in ogni caso, dovevano essere subito lavati con vino tiepido nel quale era stato sciolto del sapone. L'igiene preventiva non era tuttavia mirata ad allontanare soltanto le grandi malattie, quali la sifilide, il vaiolo o il tifo; il *Progetto* regolava anche la profilassi di altre affezioni minori ma egualmente endemiche, come, ad esempio, le afte della bocca e il mughetto, particolarmente diffusi tra i neonati; gli infetti non potevano essere allattati al seno, e i loro poppatoi, usati in esclusiva, dovevano essere lavati con cura.

Ma la norma di carattere preventivo più importante fu senza dubbio l'introduzione sistematica della vaccinazione antivaiolosa; Michele Buniva, medico e scienziato piemontese di grande talento, fu infatti autorizzato a immunizzare alcuni esposti, nonostante che il vaccino fosse ancora in fase sperimentale, e quindi ad impiantare presso l'Opera un deposito di pus vaccino rappresentato dagli stessi trovatelli, dai quali veniva prelevato il siero da inoculare a chiunque ne facesse richiesta. Grazie a questo centro di diffusione profilattica, il vaiolo, che nella sola città di Torino mieteva circa 200 vittime all'anno, diminuì fortemente, specie all'interno dell'Opera, fino a scomparire.

Non meno avanzate furono le norme igieniche prescritte per le nutrici sedentarie: ai neonati dell'Opera doveva essere dato per due giorni sciroppo di cicoria, mentre a quelli raccolti dal freddo qualche cucchiaino di brodo caldo; poi, e fin sotto i tre mesi, l'unico alimento consentito era il latte materno, solo in caso di necessità integrato con latte vaccino tagliato con acqua e zucchero; successivamente l'alimentazione diventava esclusivamente artificiale con pappe «faites de la semoule et du biscuit et du lait trempé avec une petite quantité d'eau melée avec du sucre en petite dose» [13]. Di grande modernità risultano inoltre alcune attenzioni nei confronti del neonato: le balie non potevano nutrire al poppatoio da coricati i fanciulli in fasce, ma dovevano invece prenderli in braccio e tenerseli per un po' di tempo allo scopo di evitare i rischi del

[13] Cfr. il «Procès verbal de la Commission administrative des Hospices», 1 aprile 1809, in AST, *Archivio Governo Francese*, m. 1553.

soffocamento; non potevano inoltre conservare le pappe, ma dovevano prepararle fresche ad ogni pasto e soltanto in caso di vera necessità mantenerle in vasi di terra verniciati, lavati ogni volta.

Non soltanto le nutrici sedentarie ebbero definiti e accresciuti i loro compiti; ruoli nuovi e più complessi vennero affidati a tutto il personale ospedaliero, in particolar modo a quello medico, salito a tre unità: un medico, un chirurgo ordinario e un chirurgo assistente. Essi visitavano ogni mattina le donne incinte, le puerpere, le nutrici sedentarie, i bambini ospiti dell'istituto e il personale di servizio che ne facesse richiesta; visitavano inoltre le balie di campagna via via che si presentavano per indurle a prendere i bambini più adatti. Anche il personale paramedico era attentamente coordinato e sorvegliato; una governante vigilava sulla puntuale osservanza dei regolamenti, soprattutto sotto il profilo igienico: che il cambio dei panni avvenisse regolarmente ogni tre ore, che le pezze sporche fossero riposte in canestri, che la biancheria pulita fosse distribuita con regolarità, che i panni umidi o bagnati non venissero stesi nelle stanze dei neonati o alle finestre.

Novità di minor rilievo vennero invece introdotte nell'organizzazione vera e propria del baliatico esterno; furono mantenuti i cosiddetti Visitatori [14], responsabili locali della sorveglianza alle balie, che vennero però sottoposti gerarchicamente agli Ispettori, investiti della massima autorità di controllo nei confronti di tutto il personale gravitante localmente intorno alle balie: il cassiere, i medici, il chirurgo, lo speziale, e soprattutto i bambini, sui quali erano tenuti a vigilare come buoni padri di famiglia, che si preoccupano «occularmente dello stato cui si trovano gl'infanti» [15]; i sindaci, inoltre, i quali disponevano di una lista aggiornata di tutti gli esposti presenti in paese, dovevano assicurare su tutto l'insieme una sorveglianza quasi giornaliera.

Come luoghi preferenziali per il baliatico vennero inizialmente mantenuti i due circondari di Cuorgnè e di Castellamonte, che al momento della riorganizzazione contavano circa 350 baliotti. Negli anni successivi, quando l'aumento delle esposizioni, la saturazione della zona, e le restituzioni delle balie, insod-

---

[14] Cfr. l'«Istruzione della Commissione amministratrice degli Ospedali, Ospizj civili, ed altri stabilimenti di pubblica beneficienza del Comune di Torino alli Visitatori de' Fanciulli esposti ed abbandonati, dati a Nutrici, o posti in pensione nelle due divisioni di Cuorgnè e Castellamonte», in ASCT, *Carte sciolte, Periodo francese*, m. 111.

[15] «Regolamento proposto dalla Commissione amministratrice degli Ospedali, Ospizi ecc. agl'Ispettori de' fanciulli esposti, ed abbandonati, appartenenti all'Ospizio della Maternità, ed all'Ospedale della Carità del suddetto Comune», *ibidem*.

disfatte del misero salario, resero impossibile sistemare altri bambini nel Canavese, l'Ospizio di Maternità adoperò ogni mezzo per trovare altre soluzioni. Inviò lettere circolari a tutti i parroci del Dipartimento, affinché incoraggiassero le donne a venire a prelevare i bambini; scrisse ai Bureaux de Bianfaisance della città per invitarli a condizionare l'aiuto dato alle donne in grado di allattare al prelievo di un infante dell'istituto [16]. Poi, uscendo dalle zone limitrofe, si spinse a cercare le balie fuori dipartimento, nella «parte meno fertile delle province di Asti, Alba, Casale ed Acqui» [17], dove tuttavia il reclutamento risultò irto di difficoltà: le contadine di quella zona erano infatti diffidenti ad intraprendere, anche se *a latere*, un lavoro completamente nuovo ed estraneo alle abitudini locali. Proprio per questo, mentre le nutrici canavesane continuarono a percepire il vecchio «modico» salario [18], l'ospizio offrì alle nuove balie paghe più alte, contrattate via via. Per evitare disagi al baliotto, il controllo sulle loro condizioni di salute continuò tuttavia a restare molto stretto; era compito dei Visitatori accertare se l'aspirante balia «abbia il latte fresco, o di quanti mesi, oppure se desidera prendere un infante slattato, se maritata o vedova, il nome e il cognome del marito, la sua età e patria» [19].

Altra importante novità — anche se di segno negativo — portata dal periodo francese, e che toccò da vicino i trovatelli, fu l'introduzione della coscrizione obbligatoria, riguardante tutti i maschi tra i venti e i venticinque anni. Agli esposti fu riservato un trattamento particolare: i figli di «nessuno» di tutta Europa confluirono in un corpo a parte, chiamato dei Pupilli dell'Imperatore, ad indicare il trattamento paterno che tanti giovani senza padre avrebbero finalmente ricevuto sotto le bandiere. È penoso sfogliare gli elenchi redatti dai prefetti sulla scorta delle informazioni ricevute dai diversi istituti: i «figli dell'Ospedale» — ancora senza nome perché entrati prima del 1800 —, già selezionati a gran fatica fra molti altri, esclusi fin dall'inizio per gravi difetti fisici, vi risultano piccoli, pallidi, segnati dal vaiolo... ed erano i migliori! L'osserva-

---

[16] «La Commission administrative des Hopitaux, Hospices civils, et autres Etablissemens de bienfaisance existans dans la Commune de Turin à M. le Préfet du Département», 27 maggio 1805, in AST, *Archivio Governo Francese*, m. 1553.

[17] Cfr. la relazione senza titolo in AST, *Reale Opera della Maternità e Trovatelli...* cit.

[18] Il governo francese aveva aumentato le paghe mensili delle nutrici di campagna, fissandole nella seguente misura: per gli infanti fino a 2 anni lire 4.10; dai 2 ai 7 lire 3; dai 7 ai 12 anni lire 2.10, oltre alle fasce, i panni e gli indumenti. Aveva concesso inoltre un'indennità di 18 franchi alle balie che avessero allevato correttamente l'esposto nei primi nove mesi di vita e 50 franchi se lo avessero cresciuto sano sino ai 12 anni (cfr. «Regolamento... agl'Ispettori...» cit.).

[19] Cfr. L'«Istruzione... alli Visitatori...» cit.

zione effettuata per un anno campione sulle liste di Torino ha dato risultati sconcertanti: delle decine di trovatelli sopravvissuti e in età di leva, soltanto cinque superarono il doppio filtro del Consiglio municipale e del Consiglio di reclutamento, benché le maglie fossero assai larghe e la volontà di incrementare l'«armée de la victoire» fortissima [20].

Da questo panorama di legislazione modernamente innovatrice parrebbe emergere un sostanziale miglioramento delle condizioni degli esposti dentro e fuori l'istituzione: in realtà non fu sempre così. Intanto la brevità del periodo francese non consentì nè l'applicazione nè l'attuazione completa di tutte le leggi; in secondo luogo lo scollamento che si verificò, in questo come in altri settori, tra aneliti e programmi, tra intenti e mezzi per realizzarli vanificò in gran parte l'efficacia delle nuove norme; infine la necessità del governo napoleonico di convogliare mezzi sempre più imponenti verso l'apparato bellico privò il settore sanitario dei fondi necessari per operare quel salto di qualità pur previsto dalla legge.

Mentre quindi furono rispettate con grande rigore le norme che imponevano il tempestivo invio a balia (non sempre entro i quindici giorni, ma mai oltre il mese), furono invece disattesi i regolamenti interni circa il vitto, la profilassi e l'igiene, compromessi dalla mancanza di disponibilità finanziaria. Ma, soprattutto, furono le disfunzioni gravi relative al pagamento delle balie il perno del parziale fallimento; il diminuito potere d'acquisto dei loro già magri salari indusse molte donne a rinunciare a un lavoro gravoso e ormai poco remunerativo; inoltre, il ritardo, talvolta di sei mesi o un anno, con cui venivano pagate le costrinse a restituire i baliotti all'Ospizio. Invano furono inviate circolari ai parroci e ai sindaci affinché facessero opera di persuasione nei confronti delle nutrici di campagna, convincendole a pazientare; invano nel 1811 furono distribuite dai Visitatori piccole quantità di riso, con il quale balie e baliotti avrebbero potuto integrare il loro vitto.

A partire dal 1811, l'anno della grande crisi, le balie incominciarono a restituire i bambini a decine: «la restitution progressive des enfans de la campagne par les nourrices demeurées en retard de leur salaire — scriveva preoccupata la Commissione amministratrice degli ospizi al prefetto Lameth — a fait augmenter le nombre des dits enfans au point que tous les locals sont entierment encombrés d'enfans, et il n'y a plus d'emplacement pour retirer les

---

[20] Cfr. gli stati nominativi dei trovatelli di leva in AST, *Archivio Governo Francese*, m. 1278, «Pupilli della Guardia Imperiale». Si vedano anche (*ibid.*, m. 1604) le liste dei maschi a nutrice o in affidamento, dai 10 ai 20 anni, compilate per la redazione degli elenchi dei coscritti.

autres qui seroient restitués par la suite, bien loin de pouvoir y placer les nourrices et les enfans infects»[21]. Da circa 40 bambini presenti nell'Ospizio nel 1806 (i neonati in attesa del baliatico e i piccoli malati) si passò nell'aprile del 1814 a 407, tra restituiti, non ritirati e ammalati, di cui quasi la metà lattanti.

Il provvedimento, che sembrava aver trasformato definitivamente il brefotrofio in Opera della Maternità, destinata ad assistere le puerpere e soltanto di passaggio i bambini, era fallito per la mancanza cronica di fondi del sistema francese in Italia.

[21] Lettera dell'8 giugno 1813, in AST, *Archivio Governo Francese*, m. 1553.

MARINA ROGGERO

L'alfabeto e le orazioni. L'istruzione di base nel primo Ottocento *

Gli anni del dominio francese in Italia rappresentano un periodo molto breve per studiare i mutamenti dei principi e delle forme d'istruzione di base. La storia dell'educazione ci ha insegnato infatti che su questo terreno i processi evolutivi sono stati in genere assai lenti e sempre pesantemente condizionati dall'inerzia delle strutture e dalle molteplici resistenze innescate dal mutamento. All'interno di un quadro eminentemente statico, e soprattutto in un Piemonte ove all'apparenza ben poco era mutato nelle forme di alfabetizzazione nel corso dell'età moderna, i primi anni dell'Ottocento rappresentano però una fase di brusca accelerazione. Per la prima volta, almeno negli antichi stati sabaudi, l'intervento delle autorità pubbliche si concretizzò in una riforma [1] che mirava

---

* La ricerca è stata compiuta con fondi erogati dal Ministero dell'Università e della Ricerca Scientifica all'interno di un progetto interuniversitario sulla storia dell'istruzione di base coordinato da Egle Becchi.

[1] Il 15.9.1800 la Consulta del Piemonte, su proposta della Commissione di Governo, approvava una legge in base alla quale le vecchie scuole pubbliche comunali venivano trasformate in scuole prime. Lo stato se ne riservava l'alto controllo e il compito di promuoverne l'apertura laddove non esistessero; la gestione diretta incombeva ancora ai comuni. La legge, confermata e più precisamente articolata da un'*Istruzione* del *Jury d'instruction publique* del 14.11.1800, definiva per la prima volta sull'intero territorio nazionale contenuti e limiti dell'insegnamento primario: leggere e scrivere correttamente, rudimenti di aritmetica pratica, elementi di morale e d'istituzioni sociali. Ove vi fosse un secondo maestro dovevano essere impartite anche le prime nozioni di agronomia e di storia naturale. La successiva legge sull'istruzione, emanata in Francia il 1.4.1802, ed estesa poi ai dipartimenti subalpini, dedicava poche righe all'istruzione di base, confermando la responsabilità dei comuni nella gestione delle scuole e nella scelta dei maestri, e addossando ai sottoprefetti compiti di organizzazione e controllo. Una svolta sul piano istituzionale si ebbe il 17.3.1808, con il decreto istitutivo dell'università imperiale. Le scuole primarie di ogni tipo, pubbliche o private, furono assorbite all'interno dell'università: ogni nuova fondazione doveva ottenere il suo *placet* e tutte erano sottoposte al suo controllo. L'insegnamento fu strettamente

a disciplinare in base a principi generali e uniformi un settore da tempo immemorabile affidato alla buona volontà delle famiglie o all'iniziativa degli organi comunitativi, e caratterizzato quindi dalla più totale anarchia. Per la prima volta, inoltre, la scuola in quanto istituzione venne identificata come strumento e luogo capitale per l'alfabetizzazione dei bambini. E se questo non cancellava una realtà in cui operavano ancora molteplici canali di alfabetizzazione informale, sia nelle famiglie sia nei luoghi di lavoro [2], rappresentava comunque una svolta, e aveva il suo peso anche come affermazione ideale, di principio [3].

Di questa difficile riforma, segnata da un cammino tortuoso e da un'attuazione assai tormentata, può inizialmente essere utile dipanare uno dei fili principali, vale a dire la progressiva sostituzione delle vecchie scuole di alfabetizzazione latina (scuole di base ove il fulcro dell'insegnamento era costituito dalla lingua e grammatica latina) con scuole di leggere, scrivere e far di conto in lingua volgare. Quali esiti e quali echi ebbe, come venne accolta dal pubblico una riforma che rappresentava — sulla carta almeno — il trionfo di una più moderna concezione pedagogica, e segnava una netta rottura con una pratica e una tradizione secolari? [4] Una efficace cartina di tornasole che permette di cogliere con immediatezza la complessità e l'ambiguità della questione è rappresentata dal problema della lingua. Il problema della comunicazione tra i diversi gruppi sociali si era posto con nuova urgenza negli ultimi anni del Settecento, quando gli avvenimenti politici avevano scosso le fondamenta su cui

---

limitato al leggere, scrivere e ai primi rudimenti dell'aritmetica, per ragioni al contempo politiche e fiscali. Al di sopra di questo livello, le scuole venivano classificate come secondarie ed erano tenute a pagare una speciale tassa. Per sottrarsi a esami e obblighi onerosi i maestri delle *petites écoles* dovevano dunque restringere il loro insegnamento al livello più elementare.

[2] Sulla relativa autonomia dei processi di alfabetizzazione e scolarizzazione cfr. F. FURET - J. OZOUF, *Lire et écrire*, Paris, 1977, voll. 2.

[3] Una storia per grandi quadri dell'educazione in Francia tra Sette e Ottocento è stata condotta da R. PALMER, *The Improvement of Humanity. Education and the French Revolution*, Princeton, 1985. Per l'Italia esistono solo ricerche settoriali, alcune delle quali di buon livello: E. BRAMBILLA, *L'istruzione pubblica dalla Repubblica Cisalpina al Regno italico*, in «Quaderni storici», n. 23 (1973) pp. 491-526; ID., *L'istruzione pubblica nei dipartimenti estensi dal 1800 al 1814*, in *Reggio e i territori estensi dall'Antico Regime all'età napoleonica*, II, Roma, 1979, pp. 583-613; R. POZZI, *Il problema scolastico in epoca napoleonica. Il caso di Napoli*, «Critica storica», XIX (1982), pp. 22-41.

[4] Sulle «buone vecchie scuole» e su tutto quel che riguarda l'età precedente cfr. M. ROGGERO, *L'istruzione di base in Piemonte tra Antico Regime e Rivoluzione*, in «Rivista Storica Italiana», CII (1990), pp. 24-52.

si basava il tradizionale dominio sulle masse. Allora una comune lingua nazionale, «un idioma colto» universalmente diffuso divenne agli occhi dei democratici uno strumento di rigenerazione e riscatto per i ceti più umili, sottratti a un'ignoranza «favorevole soltanto all'astuto e al prepotente»[5]. Per i conservatori la difesa della lingua italiana fu concepita invece come veicolo di una battaglia non meno caratterizzata sul piano ideologico, ma di segno opposto, d'impronta quindi tradizionalista e antifrancese [6]. Ma per tutti cominciò ad apparire preoccupante ciò ch'era sempre stato accettato come inevitabile, «che in molti luoghi anche cospicui non s'intende l'italiano da chi ha praticato per diversi anni le scuole» [7]. E si cominciò a teorizzare la necessità di un insegnamento sistematico, graduale di questa lingua sin dalle scuole basse. L'invasione della *Grande nation* e la scelta napoleonica di annettere i territori sabaudi determinò di lì a qualche tempo un ribaltamento dei termini del problema. L'intenzione manifestata e perseguita da Parigi e dai gruppi locali favorevoli all'annessione [8] sarebbe stata infatti quella di affiancare — in un futuro più o meno lontano magari sostituire — e il francese all'italiano: all'interno del difficile processo di integrazione delle nuove province nel territorio metropolitano la lingua veniva così a giocare un ruolo di straordinaria rilevanza [9].

A tale processo la scuola venne chiamata a dare il suo contributo e si può dire che su questo terreno concretamente si misurò la politica di assimilazione linguistica. L'idioma d'oltralpe fu introdotto nelle scuole primarie e secondarie, in maniera progressiva ma in vista di una francesizzazione che doveva essere la più ampia possibile: «Cette langue precieuse va devenir la langue maternelle de

---

[5] *Raccolta delle leggi, provvidenze e manifesti...*, Torino, Davico e Picco, 1800-1814 [d'ora in poi *Raccolta*] I, p. 273, legge del 15.9.1800.

[6] Sulla valenza politica di simili questioni cfr. V. CRISCUOLO, *Per uno studio della dimensione politica della questione della lingua: Settecento e giacobinismo italiano*, in «Critica storica», XIV (1977), pp. 410-470; XV (1978), pp. 109-171; 217-344. Sulla difesa dell'italiano nel Piemonte di fine Settecento, cfr. C. MARAZZINI, *Piemonte e Italia*, Torino, 1984, cap. III in particolare.

[7] Così scriveva F. GALEANI NAPIONE, *Dell'uso e dei pregi della lingua italiana*, Torino, 1791, pp. 135-136.

[8] A proposito della lotta politica nel Piemonte di quegli anni e per un'identificazione delle diverse componenti in gioco (unitari, autonomisti, annessionisti) si vedano le ricerche di G. VACCARINO, ora raccolte in *I giacobini piemontesi*, Roma, 1989, voll. 2.

[9] Cfr. su questi problemi C. LUSEBRINK, *Un défi à la politique de la langue nationale: la lutte autour de la langue allemande en Alsace sous la Révolution française*, in «Linx», n. 15 (1986), pp. 146-168; *Études sur le XVIII siècle. Deux aspects contestés de la politique révolutionnaire en Belgique: langue et culte,* a cura di R. MORTIER, H. HERVÉ, Bruxelles, 1989.

la 27e Division», proclamava nel 1802 il Conseil d'instruction publique, sottolineando come vi fosse già abbastanza diffusa, «pour être celle des hommes instruits, des commerçants, de tous qui ont reçu une éducation un peu soignée, et meme de tous habitans de certains arrondissemens» [10]. In realtà, però, non si sarebbe trattato di un trapasso indolore. Soltanto in alcune zone geograficamente ristrette, come le valli superiori di Susa e del Chisone, passate ai Savoia con il trattato di Utrecht, era comunemente usato il francese. Altrove, in val d'Aosta ad esempio, la gente parlava dialetti franco-provenzali non assimilabili a quello né per pronuncia né per sintassi. Come sottolineavano le locali autorità ecclesiastiche, «le jargon... dit patois qu'on y parle communement rend aux jeunes gens la langue française difficile et imperfaite». Gli stessi seminaristi, pur addestrati «à composer en français les prônes et les explications des catechismes» e abituati a usare quotidianamente questa lingua in «toutes les lectures, instructions et entretiens», faticavano ancora a «s'énoncer et écrire nettement» [11]. Insomma, per prendere a prestito le sensate parole del sindaco di Strambino, se nei dipartimenti piemontesi, «avant leur changement d'état politique, la langue française était inconnue parmi le peuple, ... l'on peut bien dire qu'elle l'est encore à présent» [12].

La magniloquente vaghezza delle dichiarazioni d'intenti e l'ottimismo programmatico di alcuni documenti ufficiali non valgono d'altronde — né valsero allora — a nascondere le difficoltà dell'impresa. È sufficiente scorrere i risultati degli esami di abilitazione dei maestri, introdotti proprio in quegli anni, per capire quanto fosse difficile «de trouver de bons instituteurs, surtout pour la partie de la langue française et de l'arithmetique» [13]. Un'inchiesta condotta nel 1808 sulle scuole primarie dell'*arrondissement* di Ivrea mostrava come solo 36 maestri su 88 conoscessero il francese [14]. Altri avevano semplicemente rifiutato di sottoporsi alla prova; e non mancavano coloro che avevano tentato la fortuna o avevano francamente barato, come quel maestro di Sciolze, che se l'era cavata copiando il lavoro del vicino, pur senza sapere «en écrire ou

---

[10] *Raccolta*, VII, pp. 165-168, *Réglement pour les écoles*, 5.1.1802.

[11] Archivio di Stato di Torino [d'ora in poi AST], *Istruzione pubblica, Scuole secondarie e collegi*, m. 3, «Mémoire responsif à la Pétition du Bureau d'administration», Ivrea 4.2.1812. Il seminario di Aosta — di cui qui si tratta — dipendeva allora dal vescovo di Ivrea.

[12] AST, *Istruzione pubblica, Scuole primarie per A e B*, m. 3, lettera del Sindaco di Strambino al rettore dell'*Académie* di Torino, 1.11.1812.

[13] AST, *Governo francese*, m. 1699, «Rapport (examen d'instituteurs)», 11.3.1808.

[14] AST, *Prefettura Ivrea, Istruzione pubblica*, cat. XIV, *Écoles primaires*, 1.12.1808.

prononcer un seul mot» [15]. Molti dei sindaci dei piccoli comuni del Piemonte scrissero in questi anni ai prefetti lettere disperate (spesso tra l'altro in un francese assai approssimativo [16]) dichiarando di non essere in grado di trovare un docente capace al tempo stesso di insegnare questa lingua e di accontentarsi del misero stipendio disponibile; né di poter trovare d'altra parte allievi che volessero frequentare e soprattutto pagare la scuola per apprenderla [17]. «Je suis très faché que pour la difficulté de la langue français nous perdions un sujet aussi bon, et le seul dans la commune qui reuni touttes les qualités propre à un bon citoyen et instituteur», lamentava ad esempio il sindaco di Riva [18]. Gli faceva eco — e non era il solo — quello di Vauda di Front: «Lorsque je donnerai le congé à l'instituteur actuel, qui se refuse de se presenter à l'examen, il me sera pas plus possible d'en renvenir un'autre, ... vu la tenuité et pauvreté des habitans et la modicité du traitement» [19].

La politica di francesizzazione dette probabilmente i suoi frutti nei centri più importanti, ove l'idioma della *Grande nation* era effettivamente usato dall'amministrazione e dalla burocrazia, dalla legge e dalla giustizia. Gli abitanti della capitale avevano dunque un certo interesse e parecchie occasioni di apprenderla, come rivela anche l'ampio ventaglio di offerte d'insegnamento da parte di scuole pubbliche e private attive sulla piazza di Torino nel corso di quegli anni [20]. Ma nelle zone rurali le autorità dovevano invece ammettere che la scuola primaria era ancora nelle mani di «prêtres piémontais, qui ne savent pas un mot de français, ce qui ne les empeche cependant pas de l'enseigner pour avoir du

---

[15] «Je puis bien vous assurer, Monsieur, qu'il a trompé les examinateurs, en s'etant approprié le travail de ses competiteurs et voisins». AST, *Governo francese*, m. 1698, il sindaco di Sciolze al prefetto del Po, 17.8.1809.

[16] La lingua usata nella corrispondenza ufficiale e nei rapporti amministrativi offre uno spaccato illuminante dei problemi cui andavano incontro burocrati ed esponenti del ceto dirigente locale quando dovevano misurarsi con il francese. Come si potrà vedere nel corso del lavoro, si trattava spesso di un linguaggio approssimativo, sgrammaticato e ortograficamente scorretto. Nella trascrizione dei documenti si è seguito un criterio conservativo, che meglio di ogni altro può illustrare la dimestichezza o la difficoltà degli estensori rispetto alla lingua scritta.

[17] «Je n'ai pu jusqu'à présent trouver un sujet dont existent tous les réquis necessaires pour remplir vos ordres, sauf le prêtre Ange Senatore, qui ignore la langue française et ainsi est impossibilité à se presenter à l'examen... Je vous observe n'etre dans cette commune aucun éleve qui puisset apprendre la dite langue à présent, puisque tous sont des familles rurales; de façon qu'ils sont à un très petit nombre hors de l'hiver». AST, *Governo francese*, m. 1698, il sindaco di Arignano al prefetto del Po, 13.10.1807.

[18] Ivi, il sindaco di Riva al prefetto del Po, 23.7.1807.

[19] Ivi, il sindaco di Vauda di Front al prefetto del Po, 9.10.1807.

[20] Cfr. *infra*.

moins l'air d'obéir à la loi» [21]. Forse, per radicare davvero il francese nell'intero territorio si sarebbe dovuto ricorrere a misure più radicali, come qualcuno in effetti ipotizzava. I funzionari della prefettura del Po, ad esempio, nel 1807 elaborarono un piano che mirava a licenziare i vecchi istitutori e a sostituirli con maestri francofoni reclutati nell'alta val di Susa, zona tradizionalmente nota come vivaio di insegnanti attivi sui due versanti del confine [22]. Una volta rimpiazzati gli «instituteurs des écoles primaires qui ne savent pas le français par des sujets pris dans nos vallées», si poteva pensare che anche gli altri dipartimenti avrebbero seguito «ce sage exemple», e nel giro di pochi anni la XXVII Divisione avrebbe avuto infine «l'inapréciable avantage d'avoir une langue» [23].

La difformità di obiettivi sul terreno della lingua tra Torino e Parigi, tra funzionari, autorità locali e maestri ebbe conseguenze pesanti sulla didattica. Determinò disordine e incertezza nel corpo docente; e per il pubblico, per i ragazzi del popolo ancora in larga misura dialettofoni [24], significò dover affrontare sin dalle prime classi lo studio di due lingue ignote: italiano e francese, cui non di rado si sovrapponeva ancora il latino. La diffusa consapevolezza che la rigidità di queste norme era di fatto temperata da inosservanza e trascuratezza

---

[21] Il documento è citato da F. BRUNOT, *Histoire de la langue française des origines à nos jours*, Paris, 1966, p. 106.

[22] Sull'inchiesta condotta dal sindaco di Oulx in tutti i comuni della valle al fine di reclutare maestri capaci e disposti a trasferirsi nelle comunità di pianura, cfr. AST, *Governo francese*, m. 1700.

[23] «Le desir de naturaliser insensiblement la langue française serait facilement rempli, si les Conseils municipaux... en eussent favorisé l'enseignement en ne proposant pour instituteurs que des hommes versés dans le français, mais il parait qu'ils se sont attachés à faire tout le contrarie», argomentava il sottoprefetto di Susa, illustrando «un tableau de tous les habitants de ces vallées... propres à éxércer les fonctions d'instituteurs». Ivi, lettera del 6.9.1807. Il progetto non venne poi realizzato, per ragioni di opportunità politica, e a causa di insolubili problemi organizzativi e finanziari.

[24] Nelle istruzioni e nei regolamenti di questi anni si riconosceva che gli insegnanti delle scuole prime dovevano ancora valersi del dialetto per comunicare con gli allievi. Il maestro «s'aidera de la version interlinéaire italienne pour donner l'explication des mots français dont il ne pourra présenter les images sensibles. Il recourra meme au besoin à la traduction verbale du dialecte piémontais» (*Raccolta*, VII, p. 166, *Réglement pour les écoles*, 5.1.1802). Anche nel *Piano d'insegnamento per le scuole di Torino*, approvato dopo la cacciata dei francesi (26.11.1814), si prescriveva al maestro di far leggere i libri di testo italiani e di chiedere poi ai ragazzi la spiegazione dei concetti in piemontese (ARCHIVIO STORICO DEL COMUNE DI TORINO [d'ora in poi ACT], *Atti, Scuola*, 624). Qualche tempo dopo, pedagogisti come Michele Ponza avrebbero approfondito e teorizzato l'uso del dialetto come mezzo efficace alla lingua italiana. M. PONZA, *Lettera d'un maestro*, Torino, 1823, pp. 31 e seguenti.

rendeva ancora più confusa la situazione: «Chez nous qui, à proprement parler, n'avons point la langue, dont les enfans doivent étudier à la fois la langue latine, l'italienne et la française (je suppose qu'on vise à perpetuer en Piémont la langue italienne), comment pourront nos élèves marcher d'un pas égal avec ceux de l'Interieur, qui ne doivent étudier que la langue latine?», si domandava fondatamente l'anonimo estensore di una *Memoria* sulla pubblica istruzione redatta intorno al 1802 [25]. Un interrogativo, questo, che si può pensare fosse condiviso dall'opinione pubblica locale.

La persistenza, la straordinaria tenuta del latino, al di là e talora decisamente contro le norme e le prescrizioni legislative, rappresenta un altro problema di fondo. È probabile che la vecchia scuola di alfabetizzazione latina venisse da più parti strenuamente difesa perché appariva ancora coerente con un sistema di valori e una concezione della vita che il nuovo ordinamento politico non era riuscito a scardinare. La scuola elementare nata sotto l'egida dei francesi rompeva con una pratica didattica secolare, e la naturale diffidenza di buona parte del pubblico finiva per saldarsi con la difesa delle tradizioni del paese e con forme più o meno larvate di opposizione politica. La decisione della Consulta del Piemonte di bandire il latino dall'insegnamento elementare [26] — primo passo verso una radicale riforma — determinò come conseguenza immediata «queles classes furent presqu'entierement désertées» [27]. L'ostilità era tale che «dans quelques communes mêmes assez considerables on a aimé mieux d'etre sans des écoles plutot que d'en avoir de telles que le Gouvernement aurait voulu» [28]. Ancora una volta, dunque, sul terreno dell'istruzione la volontà di conservazione sociale si intrecciava e si confondeva con la difesa della religione e della morale tradizionale. «Pour établir dans nos écoles le même mode d'enseignement et le même sistème qu'en France — scriveva proprio in quei mesi con grande lucidità il prefetto della Dora — il faut s'attendre à rencontrer de grands obstacles dans les prejujés dont sont imbus la grande majorité des habitans, ... et surtout le clergé séculier et régulier, qui ne néglige aucuns des moyens qui sont à sa disposition pour les perpetuer et s'opposer de toutes ses

---

[25] ACT, *Fondo carte francesi*, cat. 32, cart. 116.

[26] La legge, del 14 settembre 1800, venne confermata e più precisamente articolata da un'*Istruzione* del *Jury d'instruction publique*, in data 14 novembre. Cfr. *supra*, nota 1.

[27] Così scriveva il professore di retorica Bertone al sindaco di Torino, narrando le vicissitudini delle scuole di base. ACT, cat. 32, cart. 118, lettera del 23.1.1804.

[28] AST, *Prefettura di Ivrea*, cat. XIV. «Rapporto del professore di filosofia nel collegio di Ivrea Morelli al prefetto della Dora», 4.8.1801.

forces aux progrés des nouveaux principes et au succés du nouveau mode d'enseignement»[29].

La decisione, presa nel volgere di pochi mesi, di revocare i provvedimenti più controversi fu il segno più tangibile delle difficoltà incontrate dai riformatori su questo terreno. Con una scelta di compromesso il latino venne provvisoriamente reintrodotto a partire dalla seconda delle tre classi elementari, lasciando spazio in questo modo a molteplici soluzioni in sede locale[30]. Di lì a qualche anno, però, da Parigi sarebbero venuti provvedimenti più organici e radicali. L'insegnamento primario fu riassorbito all'interno dell'unviersità imperiale, secondo un progetto che raccordava con nuovo rigore i vari ordini di scuole, fissandone in modo preciso contenuti e obiettivi. E in questo quadro la scuola primaria venne identificata come istituto schiettamente popolare, vale a dire riservato a quella fascia di popolo che si voleva confermare nella sua collocazione sociale subordinata, ma sollevare da una pericolosa e antieconomica ignoranza[31]. In questo quadro il latino non aveva più senso. Come illustrava il *Grand-Maître* dell'università ai suoi subordinati piemontesi, il governo era convinto «que le latin est non seulement inutile pour les élèves qui ne continuent point le cours des études, mais que cette étude leur est meme nuisible». Si trattava di un lavoro senza scopo, che faceva perdere tempo prezioso «qu'ils peuvent mieux employer en se bornant à l'étude des langues française et italienne et des principes du calcul, et en se mettant de meilleure heure à apprendre quelque metier utile». «Quant aux élèves qui sont disposés à suivre le cours des études — sosteneva ancora il Grand-Maître — ils trouveront toujours les ressources necessaires»[32]. Quest'ultimo punto, in realtà, era assai controverso. I francesi, infatti, avevano già smantellato quel sistema di finanziamento pubblico delle scuole secondarie ch'era stato il vanto del Piemonte settecentesco, rendendo onerosi gli studi classici. E adesso l'abolizione del latino nelle scuolette rurali veniva nuovamente a colpire gli interessi di quei piccoli notabili — le famiglie del notaio, del giudice, del modesto proprietario — che nutrivano qualche ambizione per i propri figli ma, non potendo

---

[29] AST, *Prefettura di Ivrea*, cat. XIV, «Rélation sur l'état de l'instruction publique dans l'arrondissement d'Aoste», 9.8.1801.

[30] *Raccolta*, VI, pp. 96-97, Circolare del Consiglio di pubblica istruzione, 19.10.1801.

[31] Un orientamento simile prevalse in questi anni anche nel Regno d'Italia. Cfr. E. BRAMBILLA, *L'istruzione pubblica dalla Repubblica...* cit.; ID., *L'istruzione pubblica nei dipartimenti estensi...* citata.

[32] AST, *Istruzione pubblica in generale e pratiche complessive*, m. 1, 9.7.1810.

stipendiare un precettore, riluttavano all'idea di mandarli così precocemente e per tanto tempo a pensione lontano da casa. È comprensibile che tali gruppi nutrissero una profonda ostilità per l'idea di un'istruzione non latina ma volgare, non per possidenti ma per contadini, e considerassero come un preciso diritto, anzi «comme un veritable besoin de la population, la conservation de cette degré d'enseignement»[33].

La questione andava però al di là delle comprensibili richieste delle *élites* locali. Non di rado era l'intero nucleo degli abitanti delle comunità rurali, ove ben più che i lumi della Rivoluzione ardevano ancora i bagliori autunnali della Controriforma, a schierarsi compatto in difesa del latino, inteso soprattutto come lingua del culto e della chiesa. Nella mentalità degli uomini del tempo permaneva ancora indiscutibile il privilegio dei maestri ecclesiastici di insegnare il latino ai propri allievi. Come denunciavano allarmati gli abitanti di Genola, lo spezzarsi di questa consuetudine avrebbe fatto sì che in breve tempo nei paesi non si sarebbe più trovato alcun giovane «capable d'aider les prêtres aux fonctions religieuses, aux quelles tout se recite et se chante en latin»[34].

Tale tipo di richieste trovava d'altra parte favorevole accoglienza presso il rappresentante dell'università imperiale in Torino, Prospero Balbo, e nel gruppo che intorno a lui s'era raccolto a partire dal 1805[35]. Era convinzione diffusa tra loro che «le premier besoin du peuple» fosse «celui de l'instruction réligieuse et morale»[36], un bisogno cui si collegava strettamente l'esigenza di formare buoni sacerdoti: considerato in questa prospettiva, il latino tornava a essere materia essenziale. Le autorità locali avevano tra l'altro buon gioco a sostenere che, in certi casi almeno, soltanto salvando il latino si poteva salvare la scuola primaria. Parecchi maestri ecclesiastici infatti, posti di fronte a una tanto temibile novità, minacciarono di abbandonare il posto, il che, in luoghi troppo poveri per provvedersi d'un altro docente, rischiava di significare la fine

---

[33] AST, *Istruzione pubblica, Scuole primarie per A e B*, m. 2, lettera dell'ispettore Cesare Saluzzo al rettore dell'*Académie* di Torino Prospero Balbo, 10.2.1813. Il Saluzzo illustrava e calorosamente appoggiava la richiesta di mantenere nel comune di Montanaro (un paese di circa 3400 abitanti, a pochi chilometri da Chivasso) un maestro per il latino. Su circa 150 bambini che seguivano i corsi primari, «le nombre des élèves susceptibles de ce degré d'enseignement» poteva essere «raisonablement fixé à dix».

[34] Ivi, il sindaco di Genola al rettore dell'*Académie* di Torino, 31.8.1811.

[35] Su Balbo rettore dell'università torinese cfr. G.P. ROMAGNANI, *Prospero Balbo*, II, Torino, 1990, pp. 37-220.

[36] AST, *Istruzione pubblica, Scuole primarie per A e B*, m. 2, lettera dell'ispettore Cesare Saluzzo al rettore dell'*Académie* di Torino Prospero Balbo, 13.1.1813.

di ogni insegnamento o il suo sopravvivere «d'une manière abusive»[37]. La vicenda del latino mostra con chiarezza esemplare come Balbo e il *entourage* difendessero sempre, nei limiti del possibile, le tradizioni e gli istituti autoctoni[38]. Tale orientamento ci ricorda che in fondo i francesi pagarono piuttosto cara la scelta di appoggiarsi ai gruppi moderati, una scelta sempre più esplicita a partire dall'allontanamento di Jourdan e dalla sostituzione di Brayda, Botta e Giraud ai vertici della pubblica istruzione[39]. Essi divennero prigionieri dei loro subordinati e furono costretti a patteggiare sul piano delle riforme, per non attizzare dalle ceneri di una fronda sotterranea una più aperta ostilità[40].

Per quanto i contrasti sulla lingua rappresentino un'ottima cartina di tornasole al fine di scoprire l'intreccio delle forze e degli interessi in gioco, non possono d'altra parte esaurire la complessità della questione. È infatti necessario comprendere quale fosse la risposta, quale l'atteggiamento del pubblico rispetto al nuovo modello di scuola elementare e approfondire quali ne fossero i modi di diffusione, nonché la difficoltà di radicamento nel tessuto locale. Un elemento da non sottovalutare è il fatto che sin dall'inizio lo sviluppo dei nuovi istituti venne condizionato dalla precarietà delle basi finanziarie. Neppure sotto l'Antico Regime le scuole basse avevano versato in floride condizioni, ma la crisi di fine secolo contribuì drasticamente a decurtare ancora i conti delle famiglie e i bilanci delle comunità, mentre la vendita dei beni e la soppressione degli enti ecclesiastici colpì patrimoni e lasciti destinati all'insegnamento[41]. Erano davvero molti i maestri che in quegli anni si ritrovarono, come a Pinerolo, con classi «presso che deserte o coltivate da giovani poveri, incapaci di

---

[37] Ivi, lettera dell'ispettore Cesare Saluzzo al rettore dell'*Académie* di Torino Prospero Balbo, 10.2.1813.

[38] Sulla volontà di applicare le nuove norme in modo graduale, salvaguardando nei limiti del possibile i privilegi della chiesa, cfr. ad esempio la circolare inviata da Balbo ai vescovi il 4.5.1811 (AST, *Istruzione pubblica in generale e pratiche complessive*, m. 1).

[39] Su queste vicende cfr. F. Brayda - C. Botta - S. Giraud, *Vicissitudes de l'instruction publique en Piémont*, Turin, an XI.

[40] Sulla lotta politica sviluppatasi intorno alla scuola cfr., D. Outram, *Education and Politics in Piedmont, 1796-1814*, in «The Historical Journal», XIX (1976), pp. 611-633.

[41] Nel regolare l'accesso all'istruzione formale erano fondamentali i costi e la disponibilità delle scuole e quindi le risorse comunali a esse destinate. Come ha dimostrato M.J. Maynes, (*The Virtues of Archaism: the Political Economy of Schooling in Europe, 1750-1850*, in «Comparative Studies in Society and in History», XXI (1979), pp. 611 sgg.), fasi di sviluppo economico accelerato (con vendita di beni comunali prima indivisi) o eventi rivoluzionari (con dispersione di beni ecclesiastici) potevano in qualche modo peggiorare la situazione precedente, almeno nel tempo breve.

corrispondere le ordinarie mesate»[42]. Evidentemente si trattava ancora di un problema, di una scelta in primo luogo politica. Infatti gli uomini che riorganizzarono la pubblica istruzione nei primi anni dell'Ottocento, più sensibili alle istanze democratiche, si resero perfettamente conto che occorreva un forte impegno finanziario da parte del governo centrale e manifestarono a questo proposito i migliori propositi. Ma bisogna riconoscere che non ebbero poi né il tempo né i mezzi per modificare la situazione[43].

Negli anni successivi al 1803 invece — e questa volta in pieno accordo con i francesi — i gruppi dirigenti moderati abbandonarono ogni idea di gratuità per l'istruzione di base. La politica dei prefetti fu tendenzialmente quella di scoraggiare l'impegno diretto delle municipalità attraverso un rigido controllo dei bilanci, e lo stipendio del maestro venne così di norma a ricadere direttamente sulle famiglie, fatto salvo un certo numero di allievi poveri[44]. Un simile «système de retributions» avrebbe destato parecchio sconcerto e vivaci proteste[45], soprattutto in quei comuni rurali «dont le petit nombre d'élèves et l'état de misère ne permettent pas d'entretenir décemment un instituteur»[46]. In qual modo — ci si domandava — «des cultivateurs à gage, des journaliers qui constituent la population d'une grande partie des communes du Piemont peuvent-ils trouver sur leurs epargnes de quoi fournir à l'instruction des leurs enfans?»[47]. Non soltanto i contadini erano per lo più assai poveri, ma in certi dipartimenti, come il Sesia dalle vaste risaie, la popolazione rurale era unicamente composta da miserabili salariati agricoli, mentre tutti i proprietari risiedevano nei centri urbani. Da ogni parte del Piemonte cominciarono ad arrivare ai prefetti lettere che lamentavano i medesimi inconvenienti: come poteva cavarsela il maestro, se le curve di frequenza obbedivano al ritmo dei

---

[42] ACT, cat. 32, cart. 118, lettera dei maestri di Pinerolo alla municipalità di Torino, 10.2.1801.

[43] Sul contrasto di fondo tra ampiezza generosa dei progetti e povertà dei mezzi hanno posto l'accento anche gli studiosi francesi. Si veda ad esempio il caso studiato da J. VASSORT, *L'enseignement primaire en Vendômois à l'époque révolutionnaire*, in «Revue d'histoire moderne et contemporaine», XXV (1978), pp. 625-655.

[44] La legge dell'11 floreale anno X, gradualmente estesa ai dipartimenti subalpini a partire dal 1803, prevedeva che la retribuzione del maestro fosse pagata dalle famiglie; un quinto degli alunni poteva essere accolto gratuitamente. Ai comuni spettava fornire i locali.

[45] Sotto l'Antico Regime non era infrequente che la quota pagata dagli allievi fosse integrata da una somma stanziata sul bilancio comunale. Ma non bisogna dimenticare che si trattava per lo più di scuole latine, frequentate anche dai figli dei possidenti locali.

[46] AST, *Prefettura di Ivrea*, cat. XIV, «Relazione del prefetto della Dora», 1809.

[47] BIBLIOTECA REALE DI TORINO [d'ora in poi BRT], Misc. 29/5, *Relation sur l'instruction publique*, s.d. (ma c. 1803).

lavori agricoli e due o tre allievi soltanto seguivano regolarmente le lezioni nel corso dell'anno [48]? Come poteva continuare la scuola, se le famiglie di «laboureurs ou journaliers» erano «hors du cas de payer aucune contribution au précepteur», mentre coloro che possedevano qualche soldo avevano già «leurs enfans aux collége hors de la commune?» [49]. Nel nostro paese, concludeva amareggiato il sindaco di Moriondo, «après que par la prefecture a été ordonné que l'instituteur soit payé de ceux qui en profittent, a été fermé l'école» [50]. E non era un caso isolato [51].

In realtà da sempre l'istruzione, e soprattutto quella formale, all'interno della scuola, era stata una scelta legata al reddito. Presupponeva un minimo di agiatezza, dal momento che mandare i figli a scuola quando v'era lavoro da sbrigare rappresentava una decisione doppiamente costosa, e anche le famiglie che apprezzavano in linea di principio il valore dell'educazione potevano essere indotte dal bisogno a scegliere un guadagno immediato rispetto a un futuro potenziale vantaggio [52]. E poi la scelta aveva senso, anche come investimento, soltanto per coloro che potevano pensare di metterla a frutto nel tempo, acquistando maggiore sicurezza o abilità nei propri affari o aumentando in qualche modo il rendimento nel proprio lavoro. Il bisogno di imparare a leggere e scrivere nasceva da motivazioni concrete (tenere conti, pagare tasse, seguire l'andamento dei prezzi, conoscere le leggi) ed era quindi per lo più legato al possesso di qualche appezzamento di terra o di un piccolo esercizio artigianale o commerciale da curare, gestire, vendere. In ogni caso non si può certo dire che il progressivo irrigidimento delle strutture e delle norme in atto in epoca francese contribuisse a sbloccare questo quadro. È anzi possibile che le riforme, rispondendo in prima istanza agli obiettivi dello stato piuttosto che alle esigenze dei genitori, rendessero la frequenza della scuola meno compatibile di prima con l'economia familiare dei gruppi più poveri.

---

[48] Si veda ad esempio la supplica del Consiglio municipale di Arignano, del 28.12.1807 (AST, *Governo francese*, m. 1698).

[49] Ivi, lettera del sindaco di Sangano al prefetto del Po, 15.9.1809.

[50] Ivi, lettera del sindaco di Moriondo al prefetto del Po, 12.11.1807.

[51] Basta scorrere gli elenchi delle scuole primarie municipali compilati in questi anni per rendersi conto della precarietà delle condizioni finanziarie. Non pochi amministratori segnalavano che «le traitement est en souffrance, faute de moyens»; che il comune «est très pauvre»; o che «va manquer de moyens pour le salaire de l'instituteur». AST, *Prefettura di Ivrea*, cat. XVI, *Écoles primaires de l'arrondissement d'Ivrée*, 1.12.1808.

[52] Su questi argomenti si veda l'eccellente messa a punto di J. QUENIART, *De l'oralité à l'écrit. Les modalités d'une mutation*, in «Histoire de l'éducation», n. 21 (1984), pp. 11-35.

La decisione di rendere oneroso l'insegnamento pubblico doveva provocare d'altro canto ulteriori conseguenze. L'obbligo di sborsare denaro anche per accedere alla scuola municipale [53] rischiava infatti di indurre le famiglie minimamente abbienti a optare per un maestro privato. Sulla carta almeno, questi garantiva tutta una serie di vantaggi: la certezza di una clientela più selezionata, così da evitare che i propri figli sedessero nei banchi accanto ai poveri del paese [54]; un *curriculum* più flessibile, misurato sulle esigenze del singolo allievo; maggior controllo e maggiore attenzione per quanto riguardava l'istruzione morale-religiosa. Non sempre infatti le famiglie condividevano il tipo d'educazione perseguita dall'università imperiale, e diffidavano dell'insegnamento della scuola pubblica, accusata — magari senza fondamento — di essere troppo moderna, secolarizzata e liberale. Così la scelta dell'uno o dell'altro maestro traduceva nella quotidianità uno scontro ben più ampio, che investiva il terreno politico-religioso, e vedeva contrapposte due concezioni incompatibili: l'aspirazione a un'educazione nazionale uniforme, e la richiesta di una libertà d'insegnamento che autorizzasse ogni metodo e ogni sistema [55].

Sul piano della concreta pratica pedagogica è però improbabile che una simile concorrenza comportasse un miglioramento del servizio. La rivalità

---

[53] A Torino, la quota richiesta agli alunni per le tre classi elementari variava tra i 5 e i 10 franchi l'anno. Come termine di riferimento, si può ricordare che la giornata di un salariato agricolo era pagata in media uno o due franchi; un artigiano qualificato poteva guadagnare tra i due e i tre franchi. Su questo punto cfr. M. AGULHON, *La vie sociale en Provence intérieure au lendemain de la Révolution*, Paris, 1970.

[54] Le liste degli allievi indigenti delle scuole torinesi, pervenuteci per il 1812 e il 1814, rivelano come l'etichetta di povertà ricoprisse casi molto diversi. Accanto a ragazzi di famiglie civili (militari, impiegati, negozianti) ridotte in miseria dalla morte di un genitore o da rovesci di fortuna, sedevano figli di domestici, venditori ambulanti, manovali e nullatenenti (ACT, cat. 32, cart. 119). Sulle ripercussioni che la morte di un genitore poteva avere sulla carriera scolastica dei figli cfr. le osservazioni di M. SPUFFORD, *Primi passi nell'alfabetizzazione: esperienza di lettura e scrittura nei memorialisti minori del Settecento*, in *Alfabetizzazione e sviluppo sociale in Occidente*, a cura di H. GRAFF, Bologna, 1986, pp. 188 sgg. (I ed. *Literacy and Social Development in the West: a Reader*, Cambridge, 1981).

[55] Mentre in Piemonte l'apertura delle scuole private coincise con la fine dell'Antico Regime, in Francia la rete delle *maisons d'éducation particulière* si era infittita già negli ultimi decenni del Settecento. Ma dopo il 1789 lo spirito della concorrenza si modificò, fondandosi non più soltanto sul confronto di due modelli educativi, ma su quello di due modelli ideologici. Per questi problemi cfr. PH. MARCHAND, *Les maisons d'éducation particulière dans le nord de la France pendant la Révolution, 1789-1802*, in «Revue du Nord», LXXI (1989), pp. 979-998; M. GRANDIÈRE, *L'éducation en France à la fin du XVIII siècle*, in «Revue d'histoire moderne et contemporaine», XXXIII (1986), pp. 440-462.

suscitò «intrigues et cabales» a non finire; i nuovi maestri si adoperarono con ogni mezzo per distogliere «les jeunes gens des anciens établissemens»[56], non esitando a «noircir la réputation» dei colleghi o a giocare al ribasso sui prezzi[57]; e il moltiplicarsi di un'offerta dequalificata portò non di rado «misère et avilissement» per i docenti, con poco vantaggio degli allievi[58]. Il rischio più grosso per l'insegnamento pubblico era la diserzione delle «buone famiglie» e la nomea di scuola di ripiego, riservata al popolino: un rischio non soltanto per l'immagine, ma per la sopravvivenza stessa dell'istituzione, se il maestro dipendeva finanziariamente dal contributo degli allievi. «S'il y a plusieurs écoles primaires — scriveva il sindaco di Pinerolo illustrando una situazione esemplare — les instituteurs de la commune ne pouvront aucunement subsister et accomplir son devoir, car les éleves indigens tomberont tous dans cette école, et ces instituteurs partageront ses travaux gratis avec ceux qui instruisent les enfans des riches avec fruits»[59].

L'aggravarsi della situazione avrebbe indotto più tardi il governo a intervenire per disciplinare e limitare il numero delle scuole private[60], ma senza molto

---

[56] L'analisi assai preoccupata della situazione torinese era del direttore delle scuole della città, Guglielmo Leone, che nel 1811 si opponeva con energia all'ipotesi di accordare la «faculté d'ouvrir des petites écoles à tout individu qui promettra de se soumettre aux réglemens». AST, *Istruzione pubblica, Scuole primarie in genere*, m. 1 da inv., lettera a Prospero Balbo, 16.1.1811.

[57] Si vedano ad esempio le denunce dei sindaci di Pinerolo (24.1.1807) e di Gassino (22.3.1809). AST, *Governo francese*, m. 1701.

[58] Per un'analisi approfondita di questi problemi all'interno di un'area ristretta (il dipartimento della Dora) cfr. C. FABBRI, *La politica scolastica in Piemonte nel periodo rivoluzionario e napoleonico*, tesi di laurea presso il Dipartimento di Storia dell'Università di Torino, prof. M. Roggero, a.a. 1987-1988.

[59] AST, *Governo francese*, m. 1701, lettera del sindaco di Pinerolo al sottoprefetto di Susa, 24.1.1807.

[60] Già la Commissione Esecutiva, preoccupata dal fatto che «des hommes inconnus... ouvraient partout des écoles privées, et y enseignaient quelques fois des doctrines qui n'étaient guère d'accord avec l'intêret public», e desiderosa di «assurer à la jeunesse piémontaise une instruction uniforme», aveva interdetto l'apertura di nuove scuole e decretato (22 novembre 1800) che potevano funzionare soltanto «celles qui auraient obtenu la sanction du gouvernement» (F. BRAYDA - C. BOTTA - S. GIRAUD, *Vicissitudes*... cit., p. 16). La legge dell'11 floreale anno X ammise in linea di principio la libertà d'insegnamento, ma vari decreti governativi rinnovarono negli anni seguenti il divieto di aprire *écoles particulières* senza l'autorizzazione del prefetto. Il permesso veniva rilasciato dopo un esame che vagliava l'attaccamento al governo, le qualità morali, «l'aptitude à enseigner»; e soltanto a patto di attenersi ai metodi prescritti nelle scuole pubbliche. Di fatto però in questo periodo gli istituti privati proliferarono al di fuori di ogni vigilanza e di ogni regola. Fu soltanto con la fondazione dell'università imperiale che si delineò una effettiva politica di controllo sulla scuola di base. A partire da quel momento, da Parigi

successo. Come apertamente doveva riconoscere un ispettore dell'universalità imperiale, «la surveillance... de ces nombreux établissements d'école particulière est presque impossible»[61]. Non si può a questo proposito trascurare il fatto che le autorità locali cercavano di temperare il rigore degli ordini provenienti da Parigi e di applicarli con flessibilità; ma il compito trascendeva le loro forze perché il fenomeno appariva incontenibile. La caccia alle scuole clandestine, scatenata in quegli anni ben oltre i confini del Piemonte, ebbe anche altrove risultati piuttosto deludenti. E il generale fallimento testimonia, meglio d'ogni altro fatto, l'ampiezza del bisogno di cui tali scuole erano espressione.

Tradurre in cifre queste indicazioni generali, dare corpo a questi processi non è affatto semplice. La documentazione è scarsa e frammentaria, e soprattutto va utilizzata con molta cautela. Le grandi inchieste dell'età napoleonica su scuole e maestri, ad esempio, rappresentano un buon punto di partenza, a patto di non dimenticare che i risultati, apparentemente chiari ed esaustivi, sono non di rado viziati da incuria, omissioni o veri e propri falsi[62]. Si pensi soltanto alle resistenze che indagini e questionari dovevano destare e alle minacce di cui apparivano carichi: per i maestri, che per ignoranza, paura o negligenza non si preoccupavano di farsi censire; per le municipalità, timorose che l'inchiesta preludesse a una diminuzione del proprio potere sulla scuola locale; per i parroci, chiusi nella difesa delle loro posizioni e ostili al rafforzamento del potere statale sull'istruzione[63]. Prima ancora della questione dell'attendibilità, si pone d'altra parte il problema della completezza dei dati. Infatti il materiale che ci è pervenuto riguarda quasi esclusivamente le scuole pubbliche, lasciando nell'ombra l'altra faccia dell'insegnamento. I documenti sembrano disegnare nei dipartimenti subalpini una situazione geografica-

almeno, vennero indicazioni per una più severa politica e più severe sanzioni nei confronti dei maestri abusivi o improvvisati, i quali minavano quella «parfaite unité» che si voleva «rétablir dans l'enseignement». Le pressioni sulle autorità locali si accentuarono e per gli insegnanti delle *petites écoles* divenne più arduo, anche se non impossibile, sottrarsi all'esame «sur l'art de montrer à lire, à écrire et à chiffrer», nonché al pagamento di tre franchi per la licenza (ACT, cat. 32, cart. 119, «Circulaire du recteur de l'académie de Turin», 22.6.1811).

[61] L'opinione era espressa da Cesare Saluzzo nel 1813 (AST, *Istruzione pubblica, Scuole secondarie e collegi per A e B*, m. 20).

[62] Su questi problemi cfr. J.C. PERROT, *L'âge d'or de la statistique régionale française (an IV-1804)*, Paris, 1977; *La statistique en France à l'époque napoléonienne*, Paris, 1981; M.N. BOURGUET, *Déchiffrer la France. La statistique départementale à l'epoque napoléonienne*, Paris, 1988.

[63] Cfr. F. FURET - J. OZOUF, *Lire et écrire...* cit., I, p. 119.

mente variegata [64], ma non radicalmente diversa rispetto agli ultimi anni dell'Antico Regime [65]: un'immagine che contrasta sia con l'ipotesi di un subitaneo crollo sia con quella di un poderoso sviluppo della rete di scuole municipali [66]. Potrebbe però essere rischioso azzardare, sulla base di questi dati, valutazioni complessive. In Francia infatti, utilizzando fonti meno povere e parziali, gli studiosi hanno evidenziato come a una sostanziale stabilità dell'insegnamento pubblico corrispondesse una forte crescita delle *écoles particulières*. Quasi ovunque questo fenomeno si tradusse in una incontestabile supremazia numerica, con percentuali variabili dal 63 all'86 per cento [67].

Tenendo conto di queste premesse, può essere utile focalizzare l'attenzione su un'area ristretta come la capitale [68], a proposito della quale è disponibile un

---

[64] Si confrontino ad esempio le situazioni dei due *arrondissements* di Aosta e Susa, entrambi all'interno del dipartimento del Po. Nella prima zona i funzionari napoleonici registravano l'esistenza di 73 scuole primarie su un totale di 78 paesi e borgate; gli insegnanti censiti erano 110, il che significa che la metà circa delle scuole poteva avvalersi dell'opera di più di un maestro. Nella seconda zona si registrava invece un minor numero di scuole (77 per 108 paesi e borgate) e un minor numero di maestri (91 contro 110 di Aosta). Questa difformità aveva radici in un diverso sistema di dotazione delle scuole e in una diversa caratterizzazione economico-geografica del territorio. Per un'analisi più dettagliata cfr. M. ROGGERO, *Scuole e maestri nel Piemonte sabaudo: note per una ricerca,* in *Sulle vie della scrittura. Alfabetizzazione, cultura scritta e istituzioni in età moderna*, Napoli, 1989, pp. 611-618.

[65] Per la Valle d'Aosta confronta l'*État de paroisses* del 1786 (E. REINOTTI, *L'istruzione elementare in Valle d'Aosta dal 1678 al 1822*, tesi di laurea presso la Facoltà di Magistero di Torino, prof. R. Fornaca, a.a. 1973-1974) con l'*État des écoles primaires dans l'arrondissement d'Aoste* del 30.10.1807 (AST, *Prefettura di Ivrea*, cat. XIV).

[66] Molto vigoroso sembra essere stato invece lo sviluppo delle scuole olandesi, il cui sistema era considerato tra i migliori del tempo: S. SCHAMA, *Schools and Politics in the Netherlands, 1796-1814*, in «Critica Storica», XIX (1982), pp. 589-610.

[67] Cfr. J. MEYER, *Alphabétisation, lecture et écriture: essai sur l'instruction populaire en Bretagne du XVI au XIX siècle*, in *Histoire de l'enseignement de 1610 à nos jours*, Paris, 1974, pp. 333-353; E. KENNEDY - M.L. NETTER, *Les écoles primaires sous le Directoire*, in «Annales historiques de la Révolution française», n. 243 (1981), pp. 9 sgg.; PH. MARCHAND, *L'enseignement primaire à Lille*, in «Revue du Nord», LXVI (1984), pp. 868 sgg.; L. TRENARD, *Alphabétisation et scolarisation dans la région lilloise. Les effects de la crise révolutionnaire, 1780-1802*, in «Revue du Nord», LXVII (1985), pp. 643 e seguenti.

[68] Sin dal 1738, e in seguito alla formale interdizione dell'insegnamento privato, erano stati aperti in Torino sei piccoli collegi o scuole di prima latinità. Presso ciascun istituto venne organizzata una sezione propedeutica (la settima, poi sdoppiata in maggiore e minore), ove si impartiva un insegnamento di tipo elementare. Maestri e prefetti dovevano essere abilitati, e operavano sotto il controllo del Magistrato della Riforma; le spese erano coperte da un finanziamento della città e dalle quote versate dagli allievi. In età francese la Commissione Esecutiva avrebbe istituito nei diversi quartieri sei scuole di primi rudimenti, composte di tre classi ciascuna (AST, *Istruzione pubblica, Scuole secondarie e collegi per A e B*, m. 20, decreto del 13.11.1800). Ma

fondo di carte assai ricco, redatto e accumulato nel tempo dal direttore delle scuole cittadine, Guglielmo Leone. Teologo laureato, professore delle scuole regie nell'Antico Regime, commissario del Governo Provvisorio nel 1799, incarcerato come «giacobino arrabbiato» dagli austro-russi [69], Leone venne poi chiamato a incarichi di rilievo in età francese [70]. Funzionario preparato e cosciente dell'importanza del proprio ruolo nel nuovo assetto amministrativo, Leone dedicò l'intera sua vita all'istruzione pubblica: un compito difficile, poco riconosciuto e poco remunerato [71], ma svolto con indefettibile tenacia e lucida passione. Torino rappresenta quindi un osservatorio privilegiato: un esempio di ciò che poteva divenire la scuola se posta in mani capaci e una sorta di modello che non può però essere esteso alle zone limitrofe o periferiche, le quali versavano in condizioni ben peggiori. In città esistevano nel 1807 sei scuole elementari pubbliche, suddivise in tre classi e distribuite nei diversi quartieri, nonché nei sobborghi del Po e della Dora. I maestri, sedici in tutto, percepivano uno stipendio di 4/500 franchi l'anno [72], garantito dal comune ma arrotondato da una quota mensile versata dagli alunni agiati (da 1/2 a 1 franco) [73]. Accanto alle scuole pubbliche vi erano però «plus de trente écoles particulières, ouvertes par des instituteurs qui, à differentes époques, ont obtenu... l'autorisation». Di questa situazione Leone era molto preoccupato, e molto ferma era la sua condanna: «Le nombre de ces établissemens excéde évidemment les besoins présumés de la population et il ne pourrait désormais être augmenté sans détriment sensible de l'enseignement public» [74]. Tuttavia la distribuzione degli

---

la città non volle o non riuscì a far fronte efficacemente a questo impegno: i pagamenti erano sempre in ritardo, i locali inadeguati, gli interventi di manutenzione nulli (ACT, cat. 32, cart. 118).

[69] Si veda a questo proposito l'inchiesta sui «giacobini» di Casale: AST, *Carte di epoca francese*, serie I, m. 9.

[70] Nel 1803 il Consiglio municipale conferiva al Leone l'incarico di direttore dei collegi secondari della città; nel corso dei due anni successivi gli venne affidata anche la sorveglianza delle scuole primarie, pubbliche e private.

[71] Nel 1804, Leone aveva accettato di addossarsi gratuitamente la direzione delle scuole primarie, rinunciando ad ogni compenso. ACT, Coll. IX, m. 210, delibera del Consiglio municipale, 21.11.1804.

[72] Per i tempi si trattava di uno stipendio decoroso, decisamente superiore alla media delle paghe stabilite per le scuole rurali, e paragonabile piuttosto alle somme percepite dagli insegnanti secondari. Ivi, *État des écoles primaires tenues au compte de la Commune de Turin*, 1807.

[73] Il sindaco poteva «accorder l'enseignement gratuit à ceux entre les élèves dont les parens ne pourront supporter cette dépense, toute modique qu'elle est». ACT, coll. IX, m. 209, *Circulaire sur les rétributions mensuelles des écoles primaires*, 24.12.1804.

[74] AST, *Governo francese*, m. 1701, il direttore delle scuole di Torino al prefetto del Po, 24.1.1807.

allievi era ancora favorevole alla scuola pubblica, perché molti degli istituti privati erano imprese familiari di dimensioni assai ridotte: con una certa approssimazione, si potevano contare 700 scolari contro 400. Ma la tendenza, in atto già da tempo e vanamente contrastata dalle autorità, era quella di una crescita del settore privato. Di lì a qualche anno il numero ufficiale degli allievi dei «maitres particulières de petite école» sarebbe salito a 791 [75], e queste cifre, si badi, non tenevano contro delle scuole abusive. Il tasso globale di scolarizzazione, calcolato sui dati del 1807, era circa del 25 per cento [76]: un ragazzo torinese su quattro, nella fascia d'età tra i 7 e i 14 anni, frequentava per qualche tempo una qualche scuola [77].

Forse, per capire meglio le ragioni di questa situazione e, in termini generali, il rapporto tra insegnamento pubblico e privato, è necessario andare oltre le scelte politiche o le questioni finanziarie per affrontare problemi più squisitamente didattici. Su questo terreno si può ben dire, infatti, che si fronteggiassero in questi anni due modelli di istruzione elementare, modelli che, in base a un'operazione semplificatoria ma non errata, possiamo identificare nel «vecchio» tipo della scuola privata e nel più «moderno» archetipo della scuola statale. Le pratiche pedagogiche più antiche, tramandate attraverso tutto l'*Ancien Régime*, tendevano ad assicurare ai bambini la capacità di riconoscere un materiale grafico limitato. Anche quando si affrontavano brevi testi oltre il sillabario, l'apprendimento era sempre basato sulla memorizzazione, così che, ad esempio, non v'era alcuna differenza tra il leggere il *Benedicite* e il recitarlo. Si trattava di un processo di una circolarità perfetta: si imparavano dei testi per poterli leggere e si leggevano per poterli imparare. I limiti erano evidenti. In primo luogo la competenza acquisita era assai fragile e precaria, suscettibile d'essere spazzata via da un analfabetismo di ritorno. In secondo luogo non veniva assicurato l'accesso al senso del discorso, delle frasi. A imprimersi nella memoria erano infatti sequenze fisse di parole, e questi testi spezzati non si

---

[75] AST, *Istruzione pubblica, Scuole secondarie e collegi per A e B*, m. 20, «État supplementaire de tous les maîtres particuliers de petite école», 1813.

[76] E. Brambilla parla di un tasso di scolarizzazione del 20% per i dipartimenti estensi e di cifre di gran lunga superiori per i dipartimenti lombardi del Mincio (48%) e del Mella (77%). Ma si tratta appunto di medie dipartimentali e non riferite alla sola città capitale (E. BRAMBILLA, *Istruzione e alfabetizzazione*... cit., p. 600).

[77] I dati sulla popolazione complessiva sono tratti dal censimento del 1802 (G. MUTTINI CONTI, *Un censimento torinese del 1802*, Torino, 1951, pp. 72 e seguenti). Per calcolare i maschi in età scolare si è seguito il metodo suggerito da R. CHARTIER - M.M. COMPÈRE - D. JULIA, *L'éducation en France du XVI au XVIII siècle*, Paris, 1976, p. 81.

potevano utilizzare per costruire le ipotesi semantico-linguistiche che avrebbero permesso una comprensione piena e autonoma del significato [78].

Di tali carenze erano consapevoli anche i contemporanei. «Sonosi, non lo nego, anche ne' villaggi vedute delle scuole ... per li figli del contado — osservava l'anonimo estensore di un trattato su *L'educazione pubblica e imparziale* — Ma questi miseri, dopo di aver consumato i più anni sotto la sferza dei precettori abicidari, il più grande vanto che ne abbiano potuto riportare fu quello di sottosegnarsi sotto ad una carta con lettere molto anche irregolarmente formate; e di saper leggere (senza però comprenderne la forza) un qualche legislativo editto; ed in rapporto alla religione, saper leggere al più i libri intitolati *Uffici della Beata Vergine*» [79]. Insomma, il facile accesso, la flessibilità del *curriculum*, l'inesistenza di esami, l'esiguità del corredo didattico, la mancanza di rigide regole relative ad abbigliamento e pulizia, elementi tutti che caratterizzavano questo insegnamento, rappresentavano il riflesso istituzionale di un modello educativo disegnato e condizionato dalla povertà. Di contro, le nuove scuole elementari apparse nei primi anni dell'Ottocento, meglio ordinate, strutturate e disciplinate, costituivano una novità per i gruppi popolari, e nell'immediato potevano apparire meno conciliabili e meno rispondenti alle loro aspettative o ai loro ritmi di vita [80].

---

[78] Fondamentale, nel momento della lettura, è la costruzione del significato, realizzata dal lettore a partire dalla sua cultura e in particolare dalla dimestichezza e frequentazione di altri testi scritti. Sull'evoluzione della didattica della lettura all'interno della scuola cfr. J. HEBRARD, *École et alphabétisation au XIX siècle*, in «Annales», XXXV (1980), pp. 66-80.

[79] *L'educazione pubblica e imparziale*, Torino, anno VIII. Questo testo, esistente nella Biblioteca di storia moderna e contemporanea di Roma mi è stato segnalato da Luciano Guerci. In realtà il rapporto tra frequenza scolastica e livelli di apprendimento era qualcosa di estremamente complesso, che dipendeva da una serie di variabili pressoché infinita: capacità e impegno del maestro, numero, livello e interesse degli allievi, caratteri geografico-economici della zona. In termini molto generali, il quadro sopra abbozzato può valere per le scuole rurali di buona parte dell'Europa cattolica. Nella Spagna di quegli anni, ad esempio, la situazione sembra essere stata quasi identica: «Pasados cinco, seis y más años son poquìsimos los que salen de la escuela expeditos para poder leer cualquier libro, escribir una carta, formar una cuenta». *Discurso sobre la necesidad de una reforma general de los métods de educación de las escuelas*, pronunciato nel 1791 da Pascual Vallejo davanti alla *Real Academia de Derecho publico y patrio*. Il passo è riportato da A. VIÑAO FRAGO, *Alfabetización y Ilustración. Difusión y usos de la cultura escrita*, «Revista de educación», 1988, p. 291.

[80] Th. Laqueur cita la testimonianza di un ispettore inglese che, ancora nel 1837, annotava a proposito dei genitori degli allievi: «They resist the discipline of our schools to a surprising extent; they dont like the obligation of attending at fixed hours, and conforming to rules, having clean dress and short or tidy hair». Laqueur sostiene che la scuola pubblica rappresentò l'espressione e il frutto dello sviluppo industriale, e che le resistenze a essa rispecchiarono la resistenza al nuovo

Può essere utile esaminare in tale prospettiva lo sforzo intrapreso in questi anni per elaborare programmi e metodi pedagogici uniformi. Almeno per il Piemonte fu questo il tempo in cui la didattica delle scuole abbecedarie, da secoli lasciata alla casualità e all'improvvisazione dei singoli, acquistò dignità articolandosi, sulla base di una riflessione metodologica, in un corpo relativamente omogeneo di conoscenze [81]. Uno dei provvedimenti più significativi fu l'adozione su vasta scala del metodo simultaneo [82]: abbandonato il criterio della comunicazione individuale con l'allievo, il maestro spiegava contemporaneamente le medesime nozioni a un medesimo gruppo di scolari, sulla base di un programma organico e graduale, cadenzato in funzione d'una classe omogenea. Tutto ciò garantiva, almeno sulla carta, il più completo controllo dell'attività didattica, prescrivendo a ogni maestro «ciò che deve in insegnare nella sua classe; ed a qual tempo, e in qual modo, e con qual progresso debba insegnarlo» [83].

---

ordine. La sua tesi non è però estensibile al continente, ove la creazione su vasta scala di una scuola elementare per il popolo fu piuttosto opera dello stato napoleonico, che utilizzò e rimodellò un calco di matrice illuministico-giacobina (TH. LAQUEUR, *Demand and the Growth of English Elementary Education, 1750-1850*, in *Schooling and Society*, a cura di L. STONE, Baltimore-London, 1976, pp. 199 e seguenti).

[81] Può essere interessante notare come a questo progetto, patrocinato e coordinato dal governo centrale, collaborassero attivamente alcuni maestri. Si trattava, in genere, di persone assai motivate, che condividevano una concezione ormai professionale del mestiere, ed erano quindi interessate a lavorare per la riuscita del nuovo sistema e per la crescita della domanda educativa dal basso. È bene non sottovalutare la loro azione, perché con il passar del tempo questi insegnanti, sempre più numerosi, avrebbero svolto un ruolo determinante nella diffusione delle scuole, concepite come luogo privilegiato per l'apprendimento dei saperi e delle norme indispensabili alla vita associata. Si pensi, oltre al Leone, di cui già si è parlato, a uomini come Michele Ponza, Giuseppe Anselmi, Giovanbattista Sassetti, che in questi anni, sulla base della loro quotidiana esperienza di insegnanti, cominciarono a elaborare nuovi testi e tecniche didattiche. Su Ponza cfr. C. MARAZZINI, *Piemonte e Italia...* cit., pp. 179 e seguenti. Su Anselmi e Sassetti cfr. *infra*.

[82] Il metodo simultaneo (detto anche tabellare o normale), inizialmente adottato in Slesia e Austria, fu poi esteso in età giuseppina alle scuole elementari lombarde. Il nuovo sistema didattico sostituiva alla «confusione ed al disordine» precedenti una ferrea divisione del tempo. Gli allievi venivano suddivisi in classi con programmi omogenei, in modo da impartire «un'istruzione a tutti contemporaneamente». «Il tempo assegnato alla scuola è tutto sempre impegnato per tutti» recitava il *Compendio del metodo*, tradotto da Francesco Soave nel 1786 (p. 6). Dal *Compendio* del Soave e dalla pratica delle scuole normali torinesi il sacerdote Giovanbattista Sassetti ricavò poi un *Metodo pratico e facile delle scuole normali per le scuole primarie dell'Accademia di Torino* (1813).

[83] Ivi. Per una descrizione minuziosa di questo sistema cfr. V. MAZZUCCHELLI, *L'educazione popolare. Dibattiti e strutture*, in *Problemi scolastici ed educativi nella Lombardia del primo Ottocento*, I, Milano, 1977, pp. 143 e seguenti.

Nel 1810 questo metodo era già «en vigueur en presque toutes les écoles» della capitale [84] e le autorità si proponevano di diffonderlo in tutto il paese. «Les grandes tables de lecture et d'arithmétique étant la base essentielle de la nouvelle méthode», si pensava di «charger l'imprimerie de l'Académie de graver en bois les chiffres et les caractères», così da stamparne e distribuirne un numero di copie adeguato. Per i maestri della provincia si volevano organizzare brevi corsi di addestramento, radunandoli a Torino nel giorno di vacanza settimanale. Qui, sotto la guida di un collega esperto, avrebbero acquisito «dans un seul jour la théorie et la pratique nécessaires» [85]. L'adozione del metodo normale determinò nuove scelte anche per quanto riguardava il materiale didattico. Se i testi usati nelle vecchie scuole per insegnare a leggere erano stati più disparati — ché ciascun bambino portava in classe una catechismo, un Vangelo, un libriccino devoto o fantastico e su questo si esercitava il magistero individuale del docente — ora le innovazioni pedagogiche imposero alle autorità uno sforzo per pubblicare e distribuire libri di testo uniformi [86]. In questo settore, oltre che richiamarsi alle più avanzate tradizioni di altri paesi europei, i funzionari napoleonici si riallacciavano, sotto segno mutato, all'esperienza dei catechismi repubblicani promossa pochi anni prima dai governi democratici [87].

---

[84] ACT, coll. IX, m. 191, *Procés-verbaux du Bureau d'administration des écoles secondaires de Turin*, 28.11.1810. «Toutes les mesures sont prises afin que la méthode normale puisse être adopté au commencement de l'année prochaine... Tous les maîtres ont assisté hier à une séance qui leur a offert la théorie simple et lumineuse de ce système, ... en a developpé le mécanisme et la pratique», inducendo «la convinction la plus complètte des grans avantages qu'on peut en attendre». Ivi, m. 210, Guglielmo Leone al sindaco, 7.9.1810.

[85] Ivi, m. 210, Guglielmo Leone e Prospero Balbo, 5.12.1810. Balbo aveva chiesto un parere sul modo di diffondere rapidamente il metodo normale in tutte le *petites écoles* della regione.

[86] Oltre che sulle diverse tabelle (delle lettere, del compitare e del sillabare) maestri e allievi dovevano lavorare su due testi appositamente composti per le scuole basse piemontesi: un sillabario, cui era unita una piccola raccolta di favole per gli scolari di «minori forze»; e una seconda raccolta di racconti, storici o d'invenzione, destinata ai «fanciulli giunti a segno di trattenersi con piacere in qualche lettura». Questi libri vennero redatti nel 1800 su sollecitazione del *Conseil d'instruction publique* da Gianbattista Somis, uomo di legge e illustre filologo e purista. Somis fu membro del Corpo Legislativo e consigliere della Corte d'appello di Torino in età francese, senatore e avvocato generale dopo la Restaurazione.

[87] Si vedano E. Kennedy, *The French Revolutionary Catechisms*, «Studies on Voltaire and the Eighteenth Century», 199, Oxford, 1981, pp. 353-362; C. Pancera, *L'utopia pedagogica rivoluzionaria (1789-1799)*, Roma, 1985; L. Guerci, *Les catéchismes republicains en Italie (1796-1799)*, in *L'image de la Révolution française*, a cura di M. Vovelle, I, Paris, 1989, pp. 359-368; Id., *I catechismi repubblicani piemontesi dell'anno VII*, in *Ville de Turin, 1798-1814*, a cura di G. Bracco, Torino, 1990, pp. 33-61.

La modernizzazione delle tecniche e dei metodi didattici, che di per sè rappresentava ovviamente un fattore positivo, ebbe però ripercussioni contraddittorie sul reclutamento degli allievi. Coloro che in passato avevano frequentato saltuariamente, nei tempi morti dei lavori agricoli o familiari, perché avevano potuto valersi di un insegnamento individualizzato, di qualche briciola dell'attenzione del maestro, ora ebbero maggiori difficoltà a stare al passo con i compagni più assidui, e vennero gradualmente espulsi dalle aule. La stessa adozione di libri di testo, la nuova importanza attribuita agli esercizi scritti rispetto alle pratiche di trasmissione orale del sapere [88], accrebbero l'impegno e il costo degli studi, rendendo più difficili quegli espedienti, quelle formule di compromesso che avevano caratterizzato la scuola d'Antico Regime e determinato con una certa frequenza forme di alfabetizzazione parziale. È insomma possibile, come già si diceva, che nel tempo breve l'affinarsi della pratica pedagogica e il consolidarsi delle strutture scolastiche in seguito alle riforme penalizzassero la popolazione fluttuante, la fascia marginale del pubblico [89].

È quindi comprensibile che il rinnovamento della didattica non venisse sempre e ovunque accolto in maniera positiva e che talora lo sconcerto o il misoneismo delle famiglie si esprimessero in episodi di resistenza sotterranea o palese tali da creare non poche difficoltà anche ai maestri più entusiasti. La triste storia, narrata con toni accorati ai superiori dal maestro delle piccole scuole di Valperga, può esemplarmente illustrare questo tipo di vicende. Nelle sue numerose classi (sette in tutto, per un totale di cento allievi circa) don Giovanbattista Sassetti aveva sollecitamente introdotto il metodo normale, e adottato il libro «del signor avvocato Somis, ... con cui s'insegna a conoscer le lettere, a compitare e leggere». Con «grande fatica» e di sua iniziativa, si era costruito le necessarie tabelle delle lettere e delle sillabe, «in iscrittura di stampa»; di tasca propria, poi, aveva pagato due lavagne. Da tanto impegno e tanto lavoro non aveva ricavato però che biasimo e ingiurie. Non solo era stato tacciato d'essere un pericoloso «novatore», ma «persone del volgo» l'avevano bassamente insultato, «sino a dire che vada a far scuola alle capre ed in galera». Come intuiva il Sassetti, la questione era complessa e travalicava i confini di un conflitto locale. Il nocciolo del problema, a Valperga come altrove, stava nel

---

[88] Sull'accresciuta importanza della scrittura all'interno della didattica, si veda ad esempio la circolare inviata ai maestri nel dicembre del 1804 da Guglielmo Leone: ACT, cat. 32, cart. 118.

[89] Cfr. per il caso inglese, D. HOGAN, *The Market Revolution and Disciplinary Power: Joseph Lancaster and the Psychology of the Early Classroom System*, in «History of Education Quaterly», XXIX (1988), pp. 381-418.

fatto che nuovi metodi e nuovi libri imposti dall'alto erano visti come «carte francesi» e agli occhi dei paesani apparivano «novità odiosa e strana». «Così vorrebbero che io mi attenessi al metodo d'insegnare sinora usato ad uno per uno, ... e vorrebbero pure che solamente mi servissi de' libriccini a loro noti, volgarmente detti carte», una sorta di abbecedari latini, ancora usati peraltro nelle scuolette private, e ancora «venduti in tutti i paesi e mercati dai piccioli negozianti di mercerie» [90]. La diffidenza verso le riforme era tale — concludeva sconsolatamente Sassetti — che alcune famiglie s'erano indotte ad abbandonare le sue classi, e preferivano piuttosto «mandare li loro figluoli dalla maestra o dai quei paesani maestri che da me, dicendo che insegnano più bene» [91].

A ben vedere, però, la linea di confine più netta separava non solo o non tanto istruzione pubblica e privata, quanto mondo urbano e mondo rurale. In effetti il problema dell'aggiornamento didattico era strettamente legato all'uso che si faceva della scuola, così che un'*école particulière* cittadina che mirasse a catturare una buona clientela poteva adottare i metodi più aggiornati, mentre le scuolette di campagna riservate ai figli dei contadini, ancorché municipali, solo a fatica si scostavano dalle vecchie tradizioni. Nelle sedi più povere e disagiate si accentuavano le difficoltà che affliggevano la scuola di quegli anni: l'onnipresenza del lavoro infantile, che sottraeva tempo e impegno alle lezioni; l'irregolarità delle frequenze, che pulsavano secondo il ritmo diseguale dei lavori agricoli e domestici; l'inesistenza di un sia pur minimo corredo di studio [92]. Era come se, allonta-

---

[90] AST, *Istruzione pubblica, Scuole primarie per A e B*, m. 4, *Il maestro instrutto nelle varie classi delle scuole primarie dell'Accademia di Torino, dalla cognizione delle lettere, dal compitare, e sillabare giusto, al leggere con giusta pronunzia, e scrivere con ortografia la lingua italiana, e la francese, ed al calcolare. Del sacerdote G.B.G. Sassetti, maestro di Valperga*, manoscritto redatto nel 1813.

[91] AST, *Istruzione pubblica, Scuole primarie per A e B*, m. 4, il maestro di Valperga al rettore dell'*Académie* di Torino, 13.7.1813.

[92] «In questi comuni di campagna — annotava il maestro Sassetti nella premessa al suo trattato — alle volte, anzi ben sovente, ora agli uni ora agli altri delli scolari mancano li libri necessari per leggere e studiare, e carte, inchiostro e penne per scrivere, per negligenza dei genitori, ... e ben sovente per qualche impotenza o mancanza di comodo nel fare queste spese, ancorché piccole». Inoltre «una parte delli scolari cessa di recarsi alla scuola nelle due stagioni della primavera ed estate, ed un'altra parte ora viene ora non viene, mancando sovente per essere trattenuta veramente dai loro genitori negli affari e lavori rusticali alle loro forze proporzionati». AST, *Istruzione pubblica. Scuole primarie per A e B*, m. 4, *Il maestro instrutto...* cit., pp. XI-XII. In modo più puntuale, il sindaco del comune di Lenta registrava il variare della frequenza degli alunni secondo la stagione: «Dans le mois de novembre 40 environ. En le mois de decembre, janvier et fevrier 90, faite une commune environ. Dans les mois de mars, avril et mai 40 à peu près. En les mois de jouin et jouillet... 30 environ et à la fin se reduit le nombre à 20 seulement». AST, *Istruzione pubblica, Scuole primarie per A e B*, m. 2, il sindaco di Lenta al prefetto del Po,

nandosi dal centro verso la periferia, e attenuandosi i controlli, le informazioni, i mezzi e le capacità, gli echi della riforma divenissero sempre più deboli ed incerti.

Le suggestioni che si ricavano da una documentazione purtroppo assai frammentaria concorrono dunque nel delineare un quadro variegato e tutt'altro che uniforme, ma nell'insieme il processo di rinnovamento didattico sembra essere stato ancor più lento e faticoso del ricambio degli uomini o delle istituzioni. Che ben poco fosse mutato nelle «vieilles routines» delle scuole rurali era anche l'opinione dei funzionari governativi. Come scriveva il prefetto della Dora nel 1801, «on continue à y enseigner à lire, écrire, un peu de chiffres et presque partout du plainchant, pour rendre les jeunes gens aptes à chanter les louages de Dieu dans les églises»[93]. Di lì a qualche tempo, le inchieste condotte dai funzionari dell'università imperiale avrebbero messo a nudo con maggiore evidenza la tenuta del modello di studi più tradizionale, incentrato sempre sulla lettura (e sulla lettura soltanto) del latino e di una lingua volgare, nonché sullo studio del catechismo «par coeur»[94]. Qualche anno dopo, la pubblicistica della prima Restaurazione avrebbe confermato che vecchi libri e vecchi metodi, in apparenza scomparsi dalle scuole urbane, si erano latomicamente perpetuati nei piccoli centri, sopravvivendo alle tempeste rivoluzionarie ed alle riforme napoleoniche. Nell'illustrare «come si procede da noi per insegnare a leggere e scrivere», un maestro pieno di zelo ricordava che si usavano ancora «l'alfabeto latino, il *Pater*, il *Credo*, l'*Uffizio della Beata Vergine* in latino»; e accanto a questi la *Dottrina cristiana* in italiano. «Che conchiudere da ciò? — si domandava — Che i due o più anni della scuola d'abecedario sono stati senza frutto per la mente e che in sostanza non si è imparato nulla»[95]. Le

---

1.10.1811. Nei paesi le scuole erano in genere aperte mattino e pomeriggio, per cinque o sei ore in tutto, salvo che il giovedì e i giorni di festa.

[93] «Ce sont des lectures de livres de piété écrits en français ou en latin, des instructions relatives au culte catholique et aux principaux dogmes et mistères de cette réligion». AST, *Prefettura Ivrea, Istruzione pubblica*, cat. XIV, *Relation sur l'état de l'instruction publique dans l'arrondissement d'Aoste*, 9.8.1801.

[94] Si vedano, a titolo di esempio, la lettera del sindaco di Arnaz in risposta a un'inchiesta del 1811 (AST, *Istruzione pubblica, Scuole primarie per A e B*, m. 1, 26.8.1811) e la nomina a maestro del Consiglio comunale di San Mauro (AST, *Governo Francese*, m. 1698, 15.1.1807).

[95] G. Anselmi, *Correzione al sistema di pubblica istruzione*, Torino, 1818. L'Anselmi, regio professore nelle scuole secondarie e poi all'Accademia militare, s'era guadagnato con la sua proposta l'appoggio di Gian Francesco Galeani Napione, da sempre attento ai problemi dell'istruzione di base. Concordando con i punti salienti del progetto (studio della lingua italiana, libri appropriati, maestri capaci e forniti dalle qualità necessarie) Napione l'aveva esortato a sottoporlo al Magistrato della Riforma e poi a pubblicarlo.

difficoltà e la fatica dei piccoli scolari di fronte ai testi scritti, le loro capacità limitate di lettori di un solo libro, perpetuavano un tratto caratteristico della scuola d'Antico Regime. Come ben sapevano e lamentavano i migliori tra i maestri, i bambini che avevano terminato il corso elementare «non sapevano leggere che in un libro solo, cioè in quello del catechismo, che non leggevano già, ma recitavano pressoché a memoria per essere stati nella sola lettura di esso per anni e anni esercitati». Qualunque altro testo, «benché pure scritto nell'italiana favella, riusciva per essi di difficile compitazione, non che di lettura, quasi fosse in altra lingua composto» [96].

Se lo sforzo di innovare la pratica didattica urtò contro ostacoli a volte insormontabili, più netta fu la svolta che in questi anni si ebbe nella politica di reclutamento e selezione dei docenti [97]. Le autorità centrali si mossero con determinazione su questo terreno, ove preoccupazioni di natura politica si intrecciavano a una volontià di riforma pedagogica, e si adoperarono per istituire nuove procedure di controllo a tutti i livelli — dal più elementare al più elevato, dal settore pubblico a quello privato — al fine di mettere qualche ordine in una situazione caotica, ove eccellenti insegnanti si trovavano a lavorare accanto a maestri privi di ogni competenza [98]. Esami di capacità e

---

[96] M. Ponza, *Lettera d'un maestro...* cit., p. 12.

[97] Sin dal novembre del 1800 la Commissione Esecutiva aveva proibito «a chicchessia d'insegnare ai fanciulli di diverse famiglie senza averne preventivamente riportata l'approvazione del Consiglio di pubblica istruzione», approvazione che era subordinata a una verifica del civismo, della probità, dell'idoneità dei candidati (*Raccolta*, II, p. 191). Negli anni successivi vi furono varie inchieste a proposito dei maestri delle scuole basse, inchieste che si proponevano di indagare le origini, lo *status*, il patrimonio, l'abilità, il carattere dei docenti. Ma si dovette attendere la creazione dell'università imperiale perché venisse approntato un vero e proprio sistema di esami di abilitazione. A partire dal 1807, gli insegnanti delle scuole primarie pubbliche e private furono chiamati a dar prova della loro abilità nelle lingue italiana e francese e nel calcolo decimale davanti a commissioni dipartimentali composte da professori di istituti secondari. Dopo il 1811 vennero promulgate nuove norme, volte a rafforzare il controllo delle autorità amministrative sull'insegnamento primario. Al fine di meglio selezionare i candidati prima ancora dell'esame, fu loro chiesto di produrre tutta una serie di documenti: atto di nascita, certificati di buoni costumi stilati dal sindaco e dal parroco, «et une declaration du maire portant quel'école tenue par le requerant est utile et qu'elle ne produit point d'inconvenient au prejudice des écoles communales». Oltre a ciò, fu imposto il pagamento *una tantum* una tassa di 3 franchi per il «brevet d'enseignement» (AST, *Istruzione pubblica, Scuole secondarie in genere e pratiche complessive*, m. 1 da inv., lettera di Prospero Balbo all'intendente dei beni della corona, 25.9.1812).

[98] Se nell'Italia del Settecento l'insegnamento dei primi rudimenti era legato ancora alla figura dell'ecclesiastico, e non rappresentava per i laici che una scelta di ripiego, questa tipologia non può automaticamente estendersi all'intera Europa. Così, nella Spagna e nell'Inghilterra della prima età moderna, la straordinaria crescita della popolazione universitaria e le conseguenti

licenza d'insegnamento furono gli strumenti essenziali di questa azione. Gli esami, estesi a tutto il territorio, permisero di elaborare e fissare un canone di competenze che rafforzò l'immagine dell'insegnante come professionista. La licenza d'insegnamento contribuì d'altra parte a delimitare il campo di lavoro, concedendo il monopolio dell'attività a un gruppo definito da capacità e attitudini, e impose lo stato come mediatore tra domanda e offerta d'insegnamento. I cambiamenti furono rilevanti, sebbene il governo rifiutasse di provvedere allo stipendio dei maestri e si privasse così di un mezzo che avrebbe davvero garantito stabilità e controllo. In ogni caso né notabili locali né dignitari ecclesiastici ebbero più diritto di assumere un qualsiasi individuo per reggere una classe: la scelta venne limitata all'insieme di coloro che possedessero un attestato pubblico; e nel giudicare la qualità del lavoro dell'insegnante, l'opinione degli utenti cominciò a contare meno di quella dei funzionari governativi [99].

Tutto ciò comportò una trasformazione nella posizione e nel ruolo dei maestri [100]. Certo, sarebbe difficile attendersi un comportamento lineare e coerente da uomini combattuti tra governo centrale e comunità locale, tra stato e chiesa, tra dignità dell'ufficio e miseria del salario, tra ambizioni professionali e comprensione per i bisogni della modesta classe sociale da cui provenivano [101]. Eppure, al di là delle ambiguità e delle contraddizioni, si delineò in modo via via più preciso la volontà di ridisegnare i confini della professione e dare dignità a un mestiere che si era sempre collocato molto in basso nella stima del pubblico. Come scriveva ai suoi maestri il direttore delle scuole basse di Torino,

---

difficoltà d'impiego dei laurati avevano finito per toccare anche le scuole basse. La maggior parte dei maestri che lavoravano nei centri rurali della diocesi di Cuenca tra il 1540 e il 1661, ad esempio, erano graduati in legge (S. NALLEN, *Literacy and Culture in Early Modern Spain*, in «Past and Present», n. 125 (1989), pp. 75-76). Piuttosto alto era anche il livello medio dei maestri attivi nel Cambridgeshire tra il 1574 e il 1604. Quasi i 2/3 dei docenti di grammatica e 1/3 di quelli assunti per insegnare solo a leggere e scrivere erano *graduates* (M. SPUFFORD, *Contrasting Communities. English Villagers in the Sixteenth and Seventeenth Centuries*, London, 1974, pp. 186 e seguenti).

[99] Sulla trasformazione del profilo e dei caratteri professionali dei maestri è interessante un confronto con il caso portoghese, studiato nel lungo periodo da A. NOVOA, *Le temps des professeurs*, I, Lisboa, 1987.

[100] Si vedano a questo proposito le osservazioni di M. J. MAYNES, *Schooling for the People*, New York, 1985, pp. 63 e seguenti.

[101] «En Piémont les individus qui embrassent la profession de maîtres des premiéres écoles sortent généralement de familles dont la fortune est au dessous du médiocre». AST, *Istruzione pubblica, Scuole primarie per A e B*, m. 3, lettera del sindaco di Strambino al rettore Prospero Balbo, 1.11.1812.

«dans la carrière de l'instruction publique, autant necessaire à la société qu'honorable par sa nature, il n'y a rien de bas et de meprisable; et je suis persuadé que votre zèle pour le bonheur de vos concitoyens ennoblira à vos yeux les fonctions que vous sont confiés» [102].

Al di là di questo processo di crescita e specializzazione vi furono però altre conseguenze. Il moltiplicarsi delle inchieste e il precisarsi di un sistema di controlli, volti a vagliare non solo le capacità ma anche il comportamento e le opinioni dei docenti, avrebbero provocato reazioni di panico e rifiuto in quanti esercitavano in maniera irregolare o saltuaria. Ben oltre i confini del vecchio Piemonte, su tutto il territorio francese [103], avvenne così che un buon numero di maestri, «peu éclairés pour toutes ce sortes de nouveautés» [104], si sottraesse alla prescritta aggregazione all'università imperiale, per diffidenza, negligenza o semplice ignoranza della legge [105]. Non ci si può in fondo stupire che non tutti fossero interessati o disposti a presentare domande e documenti, a pagare tasse, a dar saggio della propria capacità di fronte a giudici ignoti e presumibilmente severi, e su materie, poi, nuove di zecca, quali il francese e il calcolo decimale [106]. Per sottrarvisi, vennero addotte le giustificazioni più disparate, dall'età troppo avanzata [107] ai disagi

---

[102] ACT, coll. IX, 209, *Instructions aux instituteurs des écoles primaires*, 12.12.1804.

[103] M. GONTARD, *L'enseignement primaire en France de la Révolution à la loi Guizot*, Paris, 1959, pp. 246 e seguenti.

[104] «Je viens, M. l'Inspecteur, de prendre les mesures pour la prompte exécution de vos ordes relativement aux maîtres des petites écoles del'arrondissement», scriveva ai superiori il responsabile del collegio di Aosta nel febbraio del 1811. Il suo suggerimento, però, al fine di evitare forme di rifiuto e opposizione e di limitare il rischio «d'exposer la jeunesse d'un grande nombre de communes à une privation absolue d'instruction», era di ritardarne un poco l'applicazione. Il momento migliore sarebbe stato quello in cui i maestri «auroient déjà plusieurs mois d'enseignement. La crainte de se voir frustrés du fruit de leur travaux, les aurait déterminés à faire ce que la loi exigeoit d'eux». AST, *Istruzione pubblica, Scuole secondarie e collegi per A e B*, m. 1, il responsabile del collegio di Aosta all'ispettore generale dell'università imperiale, 11.2.1811.

[105] Nell'*arrondissement* di Aosta, alla fine del 1808, solo il 50% dei maestri aveva chiesto l'aggregazione all'università. Tra i restanti, una buona metà aveva rifiutato di farvi parte, l'altra non aveva dato alcuna risposta (AST, *Prefettura Ivrea, Istruzione pubblica*, cat. XIV, *Résumé général des renseignemens sur les écoles primaires*, 1808. Nell'*arrondissement* di Ivrea, alla stessa data, la situazione era la seguente: 60 per cento di adesioni; 25 di rinunzia; 15 di astensioni (ivi, *École primaires, arrondissement d'Ivrée*, 1808).

[106] H. et M. FROSCHLÉ-CHOPARD, *Une double image de la Révolution: le calendrier et le mètre*, in «Annales historiques de la Révolution française», n. 279 (1990), pp. 75-88.

[107] Scriveva ad esempio il sindaco di Collegno che il maestro del luogo, il quale aveva insegnato con buona soddisfazione per più di trent'anni, «attendu son âge plus que septuagenaire, m'a fait observer qu'il ne peut pas se transporter à Turin». AST, *Governo francese*, m. 1699, lettera del 30.10.1807.

e al costo del viaggio [108]. Ma quel che a molti ripugnava era il principio stesso, che si dovessero cioè richiedere e ottenere permessi per insegnare l'A B C e il catechismo ai bambini: «Car les enfans de cette commune ne font que aprendre à lire, et depuis se livrent à l'agricolture», scriveva al prefetto del Po il sindaco di Fiano, il maestro «ne veut pas se soumettre à aucun examen... et il a ajouté qu'il amait mieux en ce cas se retirer chez lui», il che avrebbe causato un notevole danno, perché non esisteva alcun sostituto disposto ad accontentarsi di un salario tanto esiguo e incerto [109]. Le molte suppliche e i molti esposti che in questi anni vennero indirizzati alle autorità insistevano su questo punto [110] e illustravano come i bisogni delle piccole comunità rurali fossero ancora limitati: «Quand la jeune gens a un peu appris à lire et écrire, est par leur parens appliquée au paturage et culture de la campagne». Era difficile accettare l'idea che «un simple Abicidaire, qui uniquement enseigne à lire et écrire et faire de petits comptes tout au plus» [111], dovesse assolvere tanti nuovi e pesanti obblighi. In fondo, come dichiarava il prete maestro di Givoletto, per «dire la messe à comodité du peuple et enseigner quelque jour de la semaine l'alphabet à ces enfans», non c'era davvero — come mai v'era stato in passato — «besoin d'aucun examen» [112].

Pur in mezzo a tensioni e resistenze, la nuova normativa cominciò a sortire qualche effetto. Gli insegnanti vagheggiati dal legislatore, ben preparati e accuratamente selezionati, divennero più numerosi con il passare del tempo. Nei primi anni non furono certo molti, ma al di là del numero si impose il fatto che nel mondo della scuola e presso il pubblico più coltivato iniziasse a circolare e gradualmente si radicasse l'immagine di un maestro ideale, dotato di requisiti ormai professionali. E con questa figura tutti, anche coloro che apparentemente

---

[108] Il prete Luigi Ricaldini, maestro di S. Ambrogio, supplicava di essere esonerato dall'esame «à cause de la dépence, étant bien court d'argent, et la paye très petite, ... ainsi vous voyez que j'ai a peine da vivre bien étroitement». Ivi, lettera del 8.12.1806.

[109] Ivi, lettera del sindaco di Fiano al prefetto del Po, 25.8.1807.

[110] Tra i molti esempi possibili, si può citare il caso di Oyace, un piccolo centro della Valle d'Aosta. Richiesto di dar notizie della scuola locale in seguito all'inchiesta governativa del 1811 sugli «établissemens publiques d'enseignement», il Consiglio municipale narrava come un tempo esistesse una piccola scuola per circa trenta allievi, creata dalla «bienfaisance d'un petit nombre de particuliers habitans», con un reddito annuo di 40 franchi. Nel 1811 però il comune, mancando «de fonds pour ses besoins urgens, les a employé pour y faire face. D'ailleurs la modicité du salaire n'a engagé aucune personne à se presenter pour l'examen du Jury et pour demander le diplôme et en consequence aucun s'est presenté pour le tenir». AST, *Istruzione pubblica, Scuole primarie per A e B*, m. 3.

[111] AST, *Governo francese*, m. 1699, lettera del sindaco di Rivalba al prefetto del Po, 1.9.1807.

[112] Ivi, lettera del sindaco di Givoletto al prefetto del Po, 25.8.1807.

ignoravano le nuove norme o cercavano di sottrarvisi, dovettero cominciare a misurarsi. Anche per questi motivi le indagini e le inchieste allora condotte possono offrire, oltre i limiti pur così evidenti, uno spaccato significativo di un universo in piena trasformazione, ove vecchio e nuovo si intrecciavano ancora in maniera confusa, e personaggi che sembravano emergere dal fondo dell'Antico Regime lavoravano a fianco di individui dai tratti decisamente moderni. Tutti questi maestri di fatto rappresentavano la scuola. Poiché anche le classi ufficiali avevano una dimensione istituzionale estremamente labile, mancando di una sede stabile, di un apparato burocratico e talora anche di una continuità didattica, nella coscienza popolare l'insegnamento si identificava *tout-court* con la figura dell'istitutore. Tenuto conto di ciò, si può ben comprendere come un esame approfondito del corpo docente diventi un elemento essenziale del quadro. Ora, due gruppi di persone si possono annoverare tra i professionisti dell'insegnamento, o quanto meno tra coloro che vi si dedicavano con una certa continuità, facendone un'occupazione prevalente rispetto ad altri impegni. Il primo era quello dei maestri ecclesiastici, che seppero difendere efficacemente le posizioni conquistate nell'Antico Regime, sebbene dovessero formalmente sottostare a maggiori controlli nello svolgimento del proprio mestiere. Pur contro il desiderio di alcune frange repubblicane di limitare l'influenza dei religiosi — considerati ostili al nuovo ordine e d'ostacolo a una riforma dei costumi e della mentalità popolare [113] — bisogna infatti riconoscere che i maestri provenienti dalle fila del clero conservarono nella società post-rivoluzionaria e napoleonica un ruolo di tutto rispetto. Nel 1809, ad esempio, prestavano servizio nelle scuole primarie comunali del dipartimento del Po 78 insegnanti: soltanto 8 erano laici e 4 ex religiosi, che avevano lasciato gli ordini negli anni precedenti [114]. Per il resto si trattava ancora di ecclesiastici, che, più o meno volentieri, avevano accettato di sottoporsi agli esami prescritti, dimostrando una sufficiente conoscenza del latino e dell'italiano e un'infarinatura di francese e di matematica. Percepivano uno stipendio compreso tra i 250 e i 450 franchi: stipendio non lauto ma decoroso, se si pensa che era integrato dai contributi

---

[113] «La plus part des maîtres d'école dans ces communes ce sont des prêtres, parce qu'on veut les associer aux travaux des curés», dichiarava nel 1801 il professore di filosofia del collegio d'Ivrea, rispondendo ai quesiti postigli dal prefetto della Dora. «Il paroit cependant très important d'en tirer aussi des autres classes de gens, pour accoutumer peu par fois le peuple autrement et pour que les prêtres sentissent aussi qu'ils ne sont pas autant nécessaires qu'ils se croient». AST, *Prefettura Ivrea, Istruzione pubblica*, cat. XIV, 8.4.1801.

[114] AST, *Governo francese*, m. 1699, *Inchiesta sui maestri delle scuole comunali*, 1809.

degli scolari, e non di rado cumulavano ancora incarichi didattici e pastorali («obligation d'aider le curé, messe les jours de fête, prédication en Carême»)[115].

A spiegare la tenuta di questa figura d'insegnante concorrono molte ragioni: il precedente monopolio, la disponibilità sul mercato del lavoro di un proletariato ecclesiastico sovrabbondante, l'atteggiamento non ostile delle autorità. Ma decisivi, come già si accennava, dovevano essere il perdurante favore del pubblico, l'attaccamento e la stima loro tributati ancora dalle famiglie, e ben testimoniati dai carteggi intercorsi tra prefetture e municipalità: «J'espere de votre bonté que vous voudrez seconder les voeux de mes concitoyens, en leur permettant d'avoir un ecclesiastique pour instituteur d'école primaire», scriveva ad esempio il sindaco del luogo di Lavriano, ove il licenziamento del vecchio maestro aveva interrotto la consuetudine della messa mattutina, con gran dispiacere dei paesani [116]. «Les habitans de cette commune tiennent beaucoup à la réligion de leur perès», proclamava a sua volta un gruppo di «proprietaires et principaux contribuables» di San Maurizio Canavese giustificando una nomina discutibile agli occhi delle autorità [117]: per questo stesso motivo sempre avevano scelto e per il futuro intendevano continuare a scegliere maestri preti.

Accanto alla permanenza dei religiosi, va d'altra parte segnalata la crescita di un gruppo di professionisti laici. I maestri della val di Susa, che da tempo praticavano stagionalmente e sistematicamente l'insegnamento, per sfuggire alla povertà e alla disoccupazione della loro terra, cessarono in questi anni di essere considerati una peculiarità regionale e divennero un modello ricercato e imitato [118]. «Les habitans de ces vallées en génèral — scriveva il sindaco d'Oulx al prefetto del dipartimento — même quoique en majeure partie cultivateurs et bien minces proprietaires, ont toujours eu une intention notoirement prononcé d'apprendre à lire, ecrire et chiffrer», soprattutto «en la vue d'aller tenir des petites écoles... pendant l'hiver de chaque année dans l'intérieur de la France» [119], là «où ils sont connus et attendus» [120].

---

[115] Ivi, *Tableau des instituteurs qui se sont preséntés aux examens*, 1808.

[116] Ivi, 29.11.1807. Si vedano ancora a questo proposito gli atti di nomina dei comuni di Pecetto (13.10.1806); Cirié (19.10.1806); Pino (22.4.1807); Front (18.12.1807); Poirino (12.4.1809).

[117] Ivi, 1698, 14.8.1807.

[118] Sulla migrazione stagionale di maestri originari delle regioni di Briançon e Barcelonnette cfr. le osservazioni di M. VOVELLE, *Y a-t-il eu une révolution culturelle au XVIII siècle? A propos de l'éducation populaire en Provence*, in «Revue d'histoire moderne et contemporaine», XXII (1975), pp. 127 e seguenti.

[119] AST, *Governo francese*, m. 1698, 21.6.1808.

[120] Ivi, m. 1699, «Rapport du directeur de l'école secondaire de Suse», 3.10.1807. Tutte le fonti erano concordi nel sottolineare che i maestri della valle trovavano «plus d'attraits et de penchant

L'emigrazione di mano d'opera qualificata, ben diversa dai salariati agricoli, poteva fornire un contributo significativo al reddito familiare e valeva pertanto la pena d'investirvi un po' di denaro. In virtù di questa strategia di scelte, che aveva dato vita a una robusta tradizione, accadeva così che i maestri della zona potessero esibire ai funzionari napoleonici *curricula* esemplari e competenze di tutto rispetto, affrontando senza timore quegli esami di abilitazione di fronte ai quali si ritraevano sgomenti non pochi dei loro colleghi. Fossero ragazzi sotto la ventina o uomini maturi con trent'anni di esperienza sulle spalle, essi mostravano di saper coniugare le antiche costumanze con una solida preparazione, spesso coronata dalle classi di umanità o retorica del collegio. Erano quindi in grado di insegnare non solo lettura e scrittura, ma anche calcolo decimale, lingua francese [121] e, a ogni buon conto, latino. Alcuni di questi insegnamenti si offrivano anche «en qualité de secretaire gréffier», come capaci «de travailler aux livres de cadastre, ... de proceder à mensuration territoiralle, ... de dresser tous actes, procès verbaux, arrêtés»: ruolo e compiti questi di primaria importanza nella vita della comunità locale [122]. Tutti, come testimoniano le domande autografe raccolte dal sindaco di Oulx, dimostravano scioltezza nell'uso della penna e padronanza di diversi tipi di scrittura, anche se si era in pieno agosto e, «venant de quitter la pioche ou la faux», i più giovani sostenessero che «la plume parait plus pésante à leurs mains» [123]. Pur tornando ancora in estate al lavoro dei campi, tutti d'altra parte erano disposti a dedicarsi all'insegnamento in modo esclusivo, purché si

---

naturels à se transporter vers le Midi de la France que dans le departement du Po, par rapport au language français qui leur est inné, à l'uniformité des moeurs, et aux accueils favorables qu'ils y ont constament reçu». Al di là dei confini politici, labili come in tutte le zone di frontiera, i valligiani si sentivano ancora legati alle terre d'oltralpe per lingua e costumi. Ivi, m. 1700, «Tableau des individus qui seraient dans l'intention de remplir les fonctions d'instituteurs dans le département du Po», 4.8.1807.

[121] Sulla conoscenza del francese e sulle connesse questioni didattiche e politiche cfr. *supra*.

[122] AST, *Governo francese*, m. 1700, domanda presentata da Jean Chalier di Bardonecchia, 2.8.1807. Sulla possibilità del maestro di cumulare le funzioni di *arpenteur* e *greffier*, divenendo depositario dei molteplici poteri della scrittura, cfr. gli esempi riportati da D. Blanc, *Les saisonniers de l'écriture. Régents de village en Languedoc au XVIII siècle,* «Annales», XLIII (1988), pp. 867-895.

[123] AST, *Governo francese*, m. 1700, «Tableau des individus qui seraient dans l'intention de remplir les fonctions d'instituteurs dans le département du Po», 4.8.1807.Nella sua ricerca di maestri francofoni il sindaco di Oulx aveva raccolto una ventina di candidature; annotava però che esisteva in valle «un nombre beaucoups plus considèrable d'individus qui sortent annuellement pour aller enseigner, ... mais ils ne se sont pas presentés pour être portés sur ce tableau, les uns par la persuasion d'être trop peu instruits, les autres par timidité».

presentassero una buona occasione [124] e un allettante stipendio [125]. Per costoro, insomma, la scuola non era affatto un mestiere di ripiego, ma una scelta professionale consapevole e spesso definitiva.

Contemporaneamente stava crescento nei centri urbani un'offerta diversa, articolata e differenziata rispetto a quella tradizionale. Si trattava ancora di maestri laici, che in questi anni uscivano allo scoperto, affiancando e in parte sostituendo gli ecclesiastici [126]. Anch'essi rivendicavano la legittimità e la dignità della loro funzione, ed erano disposti (in buon numero almeno) ad affrontare esami e pagare tasse d'esercizio. Si rivolgevano a una fascia di pubblico ancora medio-popolare ma proponevano, al di là della lettura e scrittura, una gamma di servizi pensati in funzione di bisogni specifici. Poteva trattarsi della lingua francese per tutti coloro che dovevano misurarsi con il nuovo idioma, impiegati e piccoli burocrati in primo luogo; di operazioni e corrispondenza commerciali, aritmetica, calligrafia, cambi, arbitraggi, tenuta di libri contabili per futuri negozianti, commessi e artigiani, o per quegli adulti che non avrebbero mai osato entrare nelle scuole normali «par la repugnance d'être mélés avec des enfans» [127]; oppure di lezioni di mitologia, geografia, declamazione per quanti desideravano accrescere la propria cultura o semplicemente soddisfare la propria curiosità.

La straordinaria ampiezza dell'offerta e della gamma d'insegnamenti disponibili nei centri urbani non va però generalizzata, e resta da capire a chi si rivolgessero gli abitanti delle campagne qualora — caso non infrequente nelle zone più povere — non avessero né tempo né denaro per seguire le lezioni di un maestro autorizzato all'interno di una scuola istituzionale. Spesso, come già si diceva, la popolazione era composta di «ben pochi particolari registranti»; tutti gli altri erano invece «giornaglieri, nullatenenti magari, e bovari, senza comercio né negozio, così che li figlioli che frequentano la scuola, nel buon de' lavori di

---

[124] «L'intention de son père seroit qu'il n'ensegna que depuis le 1 novembre jusqu'au mois de mai ou de jouin de chaque année», annotava in calce alla sua domanda il giovane Joseph Poncet. «Il seroit cependant plus utile pour lui de s'adonner aux sciences qu'à l'agricolture, et il seroit aisé à s'engager si on lui procuroit une place avantageuse». Poncet, a diciassette anni, aveva terminato il corso di umanità latina e insegnava già da due inverni. Ivi, domanda del 26.7.1807.

[125] Lo stipendio annuale richiesto da questi maestri non era mai inferiore ai 450-500 franchi. Si trattava di cifre superiori alla media dei salari correnti nei comuni piemontesi, e vicine piuttosto alla paga ideale indicata nei progetti di riforma.

[126] Si vedano ad esempio gli stati degli *instituteurs particuliers* di Torino e le patenti di esercizio loro concesse dal prefetto, assai numerose per gli anni successivi al 1805 (ACT, cat. 32, cart. 118; AST, *Istruzione pubblica, Scuole secondarie e collegi per A e B*, m. 20).

[127] AST, *Governo francese*, m. 1698, rapporto del sindaco sulle scuole di Oulx, 21.6.1808.

campagna l'abbandonano e non studiano che a leggere e a scrivere»[128]. Talvolta, poi, data «la piciolezza e selvatichezza» dei luoghi, una vera e propria scuola neppure esisteva. Alcune famiglie soltanto, «per non lasciare in tempo d'inverno i loro figlioli nell'ozio», potevano pensare di «farli istruire da persone a loro piacimento nella conoscenza delle lettere e semplice lettura e scritturazione, per il loro privato bisogno»[129]. Ma a una domanda così limitata per consistenza e qualità rispondevano in genere maestri improvvisati ed estemporanei.

Continuavano pertanto ad operare in questi luoghi le tradizionali figure che avevano animato il mondo dell'insegnamento nell'Antico Regime. In primo luogo si trattava ancora di ecclesiastici: del parroco o di qualche prete residente, titolare d'una cappellania o d'un piccolo beneficio, che si accollavano, per carità o in cambio di una somma poco più che simbolica, «l'officio di insegnare a' fanciulli de' bovari e manuali, ... non essendo li medesimi in caso di potersi provvedere altrove, attesa la grave indigenza dei parenti»[130]. Alcune famiglie di Bussolino, ad esempio, avevano appunto pregato il coadiutore del curato di «vouloir bien s'occuper à l'instruction ... de ses enfans», corrispondendogli «une petite récognition annuelle, et ce non tant par la dite instruction, mais notamment pour avoir plus d'une messe à l'Eglise parroissiale, autant nécéssaire pour le spirituel bien des ames»[131]. A sua volta il curato di Mongreno, «in tempo d'inverno, per puro tratto di carità», era solito invitare i parrocchiani a mandargli «i loro figliuolini per apprendere lettura e catechismo»[132]. «Un clerc de ma sacristie — dichiarava per parte sua il parroco di Madonna del Pilone — enseigne à trois ou quatre enfans la simple lecture et ecriture, uniquement pour des sentimens charitables et pour les intratenir à servir la messe»[133]. In casi come questi era quasi inevitabile che la pastorale finisse per sovrapporsi all'insegnamento, poiché l'interesse prevalente del docente, e talvolta anche dei genitori, si concentrava sull'indottrinamento religioso e morale: ciò che ne risultava, in ogni caso, aveva ben poco a che spartire con le nuove classi elementari, ed era

---

[128] Così si esprimeva il segretario della municipalità di Airasca (AST, *Intendenza di Pinerolo*, cat. II, s. IX, art. 3, 21.1.1804). «Lorsque les enfans connaissent ces premièrs elemens, les parens les retirent», gli faceva eco il sindaco di Bard (AST, *Istruzione pubblica, Scuole primarie per A e B*, m. 1, inchiesta del 1811).

[129] AST, *Governo francese*, m. 1698, il sindaco di Bonzo al prefetto del Po, 10.4.1809.

[130] ACT, cat. 32, cart. 126, domanda per aprire una *petite école* a Villaretto, 6.7.1812.

[131] AST, *Governo francese*, m. 1699, il sindaco di Bussolino al prefetto del Po, 13.4.1809.

[132] AST, *Istruzione pubblica, Scuole primarie per A e B*, m. 4, lettera del curato di Mongreno, 12.7.1811.

[133] Ivi, lettera del curato di Madonna del Pilone, 10.7.1811.

molto più simile alle scuole di carità dell'Antico Regime. Ciò che può sorprendere, forse, è che per ritrovare tali situazioni non fosse necessario avventurarsi in luoghi sperduti. Bastava spingersi nelle comunità della *banlieue* di Torino, a pochi chilometri dal cuore stesso della capitale, così ricca, per parte sua, di moderne strutture d'insegnamento. Là, invece, «faute de revenus», non v'era alcuna scuola regolare e poche erano le opportunità per «enlever l'oisivité et l'ignorance de tant d'enfant, qui ne peuvent pas aller à la ville ne faire depenses» [134]. Una sorta di deserto, insomma, ove agivano soltanto maestri precari, disposti a impartire qualche lezione a titolo «d'amicizia e carità» cristiana [135], o in cambio di «un onorario meschinissimo» [136].

Il miraggio di «qualche soldo o qualche tozzo di pane» [137] bastava in effetti a convertire in insegnanti artigiani o contadini senza lavoro o senza altre prospettive. Anzi, nei primi anni dell'Ottocento si ebbe probabilmente un incremento di questi maestri laici irregolari, che rispondevano a una domanda povera e confusa ma in via di espansione. A riprova di questo sta la preoccupazione sempre più viva con cui le autorità seguivano il fenomeno, tentando invano di disciplinare i piccoli «établissemens qu'on ouvrait furtivement». Ciò che appariva più grave agli occhi dei responsabili del settore, e di tutti coloro che si erano impegnati per una riforma, era che «ceux qui s'adonnent à ce genre de speculation (car c'est le mot propre) n'y sont persque jamais déterminés par ... l'aptitude, mais plutôt entrainés par une espèce de desespoir» [138].

Se per un verso, insomma, si andavano precisando il carattere e la dimensione professionale del mestiere, pure i confini erano così labili, l'immagine così incerta, che la strada poteva ancora essere intrapresa da persone che non riuscivano a guadagnare abbastanza con il consueto mestiere o che erano troppo deboli e malate per svolgere ancora un'attività manuale. Si trattava in effetti di un lavoro che, esercitato al più basso livello e senza alcuna pretesa, richiedeva pochissime competenze e un capitale minimo. Il bagaglio culturale di alcuni di questi maestri era davvero leggero: una buona memoria e la capacità

---

[134] Ivi. «Nella mia povera parrocchia non havvi tra i giovani chi sappia leggere o scrivere per non esservi veruna scuola, quale sarebbe di tutta necessità», scriveva a sua volta il curato di Reaglie nello stesso periodo.

[135] Ivi, lettera dell'economo della parrocchia di Lingotto, 30.7.1811.

[136] Ivi, lettera del vice parroco di Abbazia di Stura, 8.7.1811.

[137] Ivi, lettera del vicario di Pozzo Strada, 10.7.1811.

[138] ACT, coll. IX, 110, *Registre du collège de Turin. Réponses à différentes questions sur les écoles particulières*, 16.1.1811.

di riconoscere le lettere dell'alfabeto [139]. E il corredo scolastico era proporzionato ad esso: nelle stanze dove venivano stipati anche venti o trenta bambini, spesso in tenera età, si trovavano soltanto libretti della dottrina cristiana e abbecedari, «et point d'autre livres» [140]. Ma v'è un'altra buona ragione per spiegare l'esistenza di tanti maestri improvvisati. Troppo a lungo l'insegnamento dei primi rudimenti era rimasto nella più completa anarchia, e troppo recenti erano le norme emanate dal governo per rompere del tutto con le vecchie abitudini e la vecchia mentalità. La memoria storica del pubblico popolare legittimava e giustificava ancora l'attività dei docenti irregolari, ostentando d'ignorare «qu'il fut necessaire un'autorisation pour enseigner seulement l'A B C» [141]. Qualora non fossero denunciati da colleghi esasperati dalla concorrenza illecita, era dunque difficile scoprirli, soprattutto se si trattava di maestri itineranti, che non tenevano una vera e propria scuola ma scorrevano il paese per borghi e cascine offrendo ovunque il loro poco sapere.

Le ambiguità connesse allo statuto e al ruolo di insegnante di primi rudimenti non costituiscono d'altronde un fenomeno esclusivo del Piemonte. Caratterizzano invece la storia di numerosi paesi europei [142] e rappresentano una sorta di tratto distintivo di un'epoca segnata da rapidi mutamenti. Nella stessa Francia, ove si potrebbe pensare che la legislazione napoleonica avesse un'azione più incisiva ed efficace, la crisi economica degli ultimi anni del regime ebbe effetti perversi, gonfiando le presenze abusive. «Le manque d'ouvrage dans les villes et les campagnes a singulièrement multiplié le nombre des instituteurs», scriveva ad esempio il rettore di Nîmes nel 1812. «Ceux qui ne peuvent gagner leur vie dans leur métier ordinaire se font instituteurs pour dernière ressource; le nombre en augmente tous les jours» [143]. La scuola, in qualche caso, poteva nascere anche dalla miseria.

Era inevitabile che anche in Piemonte, tra i marginali che già in passato avevano trovato nell'insegnamento un'attività di ripiego o un temporaneo

---

[139] Le vecchie piccole scuole private «taught to read and... practiced the memory», affermava un testimone inglese del primo Ottocento. TH. LAQUEUR, *Working Class...* cit., p. 199.

[140] Nei casi più fortunati si potevano trovare dei «cahiers contenant l'A B C» e «ecritoirs avec des plumes». Si veda a questo proposito il fascicolo di verbali di polizia relativo a ispezioni di scuole abusive raccolto in AST, *Governo francese*, m. 1701.

[141] Ivi, verbale della perquisizione effettuata presso Pierre Viotti, ex-militare e maestro abusivo, 21.5.1806.

[142] TH. LAQUEUR, *Working Class...* cit.; A. NOVOA, *Le temps des professeurs...* cit.; A. LA VOPA, *Prussian Schoolteachers, 1763-1848*, Chapel Hill, 1980.

[143] M. GONTARD, *L'enseignement primaire en France...* cit., p. 252.

rifugio alla durezza dei tempi, aumentasse allora la quota di artigiani disoccupati, di soldati infermi o inabili al servizio. E le suppliche, le invocazioni di questa gente si fecero più assillanti, più disperate [144], quasi a contrastare la crescente esigenza di controllo delle autorità, alle prese con una situazione ormai avvertita come inaccettabile. Per conciliare in qualche modo «le bien de l'instruction avec la situation pénible de ces pétitionnaires» [145] furono adottate strategie di compromesso. I maestri privi dei requisiti prescritti furono diffidati dall'aprire vere e proprie scuole, ma il permesso di «enseigner chez eux la simple lecture et écriture aux jeunes filles et aux garçons au dessous de 6 ans» [146] fu di norma concesso con una certa liberalità. Così, essi finirono con l'essere assimilati a un altro gruppo che da tempo operava ai margini dell'universo didattico: le donne maestre.

Sebbene il silenzio delle fonti abbia indotto gli storici a sottovalutarne l'opera, queste ultime rappresentano figure d'importanza non secondaria, diffuse ben oltre i dipartimenti subalpini. Un po' in tutta Europa, già nel corso dell'Antico Regime e sino ai primi decenni dell'Ottocento, tra le famiglie di estrazione medio-popolare era invalsa la consuetudine di affidare i bambini più piccoli a un tipo di istituzione non ufficiale [147] — Dame Schools o Winkel Schulen — «per farli dirozzare nell'alfabetto e più ancora per torse-

---

[144] «Un fils malheureux implore votre humanité — scriveva al prefetto il giovane Bernardo Feppa — C'est le petitionaire qui doit pourvoir à la subsistance de quatre soeurs et de son père. Mais si la ressource de l'instruction lui manque, la ruine de tous est inevitable». ACT, cat. 32, cart. 118, 23.4.1806.

[145] Provvedimenti in questo senso vennero emanati più volte nel corso di questi anni dai responsabili delle scuole torinesi. Lo stesso Leone, che pure considerava con sospetto il moltiplicarsi degli *instituteurs particuliers*, si piegava a questa pratica unicamente per soccorrere persone indigenti o sfortunate. Cfr. ACT, coll. IX, 210; ACT, cat. 32, cart. 126.

[146] ACT, coll. IX, 210, lettera di Guglielmo Leone, 22.3.1811.

[147] M. J. MAYNES, *Schooling for the People...* cit., p. 150; TH. LAQUEUR, *The Cultural Origins of Popular Culture in England, 1500-1800*, in «Oxford Review of Education», 1976, n. 2, pp. 255-275; J. HIGGINSON, *Dame Schools*, in «British Journal of Education Studies», XXII (1974), pp. 33-84; M. Garden, *Écoles et maîtres: Lyon au XVIII siècle*, in «Cahiers d'histoire», XXI (1976), pp. 148 sgg.; di questo argomento tratta anche la relazione di C. GOLD, *Female Schoolkeepers and the Copenaghen School System*, tenuta al convegno dell'ISCHE del 1990 a Praga, ora in corso di pubblicazione. Per l'Italia si veda il capitolo riservato alle maestre in G. PELLICCIA, *La scuola primaria a Roma dal secolo XVI al XIX*, Roma, 1986; G. L. MASETTI ZANNINI, *Maestre bolognesi nei secoli XVII-XVIII*, in «Strenna storica bolognese», XXVIII (1978), pp. 253-292; L. GUIDI, *Le «prime educatrici del genere umano»: scuola e alfabetizzazione femminile a Napoli nell'Ottocento preunitario*, in *Sulle vie della scrittura...* cit., pp. 473-501. Si vedano anche le brevi ma acute osservazioni di P. LUCCHI, *La prima istruzione. Idee, metodi, libri*, in *Il catechismo e la grammatica*, a cura di G. P. BRIZZI, I, Bologna, 1985, pp. 68-70.

li d'attorno»[148]. Si trattava di qualcosa di ibrido, che poteva fungere da scuola, luogo di custodia e/o centro d'addestramento al lavoro manuale, in funzione delle richieste specifiche del pubblico e delle competenze del docente[149]. Gli alunni d'ambo i sessi coprivano così una fascia d'età abbastanza ampia: dai piccoli di due o tre anni, sottratti ai pericoli della strada, alle adolescenti che si impratichivano nei «lavori donneschi». L'insegnamento formale era limitato: «lire l'ABC»[150], «le lettere iniziali dell'alfabetto e le orazioni cristiane»[151], e spesso si fermava alle soglie della scrittura, che esulava dalle capacità di un corpo insegnante semianalfabeta[152]. Ma la gamma dei saperi pratici era assai articolata: cucire, filare, lavorare a maglia, fare ordito e trama, ricamare, tingere i tessuti. Magari, dietro adeguato compenso, si potevano anche trasmettere ricette segrete e infallibili, come quella messa a punto da Irene Vidor, che alle allieve prometteva «de débiter une cure ... de sa composition pour arracher les moustaches aux femmes»[153].

L'impressione è che all'inizio dell'Ottocento il numero delle *magistre* attive nei centri urbani (figlie, mogli, vedove di piccoli negozianti e artigiani) si gonfiasse sotto la spinta combinata di un aumento della domanda popolare, attratta dalla modicità delle condizioni, e di un'offerta stimolata dalla congiuntura economica. Ben raramente infatti, nel caso del gruppo, la scelta del mestiere era legata a una vocazione individuale, ma costituiva piuttosto una risorsa, un espediente per far fronte a tempi difficili o a una disgrazia familiare. Al di là delle dinastie di insegnanti, che si trasmettevano di madre in figlia o trasversalmente tra coniugi, gli strumenti di lavoro e la clientela, erano più spesso le «circonstances malheureuses», «la dernière restriction», l'impossibilità di «recouvrer des moyens suffisans au soutien de son existence»[154] a per-

---

[148] Questo scriveva nel Piemonte della Restaurazione un esperto di problemi scolastici come Ponza (*Lettera d'un maestro...* cit., p. 35).

[149] Si veda a questo proposito il fascicolo riservato alle scuole private in ACT, cat. 32, cart. 126, all'interno del quale sono assai numerose le petizioni e richieste di permesso avanzate da maestre. Si confronti altresì la documentazione contenuta in AST, *Governo francese*, m. 1701.

[150] AST, *Governo francese*, m. 1701, verbale di perquisizione della scuola abusiva di Matilde Davico, 20.6.1806.

[151] ACT, cat. 32, cart. 126, supplica dei coniugi Olivero, 1811.

[152] «Je n'enseigne pas à écrire, sachant a peine former mon nom», dichiarava ad esempio Felicita Foine all'ufficiale di polizia incaricato di chiudere la sua scuola. Affermava altresì di non sapere che fosse necessaria alcuna autorizzazione «pour garder les enfans et pour leur apprendre seulement l'abecedaire». AST, *Governo francese*, m. 1701, 21.5.1806.

[153] ACT, cat. 32, cart. 126, supplica di Irene Vidor, moglie d'un *ouvrier en bois*, 18.7.1811.

[154] Ivi, supplica di Giuseppina Boschis e della vedova Lesquier, 5.5.1811.

suadere queste donne — o forse a costringerle, come si esprimeva la vedova Claudina Rivolet — «pour subsister de prendre des petits enfans et comme pour former une petite école» [155].

L'apparente, improvvisa moltiplicazione del loro numero rappresentò uno dei primi effetti della legislazione francese e di una sorveglianza più accurata, che portarono subitaneamente alla luce un'attività svolta in precedenza in una sorta di zona grigia ai margini della didattica ufficiale, e registrata soltanto nell'ambito di transazioni private. Tale scoperta, richiamando l'attenzione delle autorità, innescò a sua volta un processo di trasformazione, che finì con il coinvolgere e rinnovare almeno parzialmente anche questo gruppo. Certo sarebbe eccessivo parlare di un processo di vera e propria professionalizzazione, perché le donne continuarono a svolgere compiti e ruoli dequalificati rispetto ai colleghi maschi, ma anche l'insegnamento femminile venne infine inquadrato sulla base di regole manifeste e di criteri uniformi. A partire dal 1805 a tutte le maestre fu imposta una licenza d'esercizio, rilasciata in seguito a un esame di capacità, e subordinata all'assenso e al controllo dei corpi municipali. Contemporaneamente, vennero tracciati con nuova precisione i confini della loro attività, che doveva indirizzarsi in primo luogo «aux jeunes filles», e tollerarsi eventualmente «pour les petits garçons». Questo intervento traduceva un graduale mutamento di opinioni da parte di uomini di scuola e di governo. Se i più convenivano ancora sull'utilità de «la surveillance particulière des femmes, qui sont plus à la portée des besoins de l'enfance» [156], non erano pochi coloro che, con l'affinarsi della teoria e della pratica pedagogica, cominciavano a nutrire dubbi sulla consuetudine di «consegnare anche a donnicciole ignoranti i fanciulli per essere nella lettura e scrittura ammaestrati» [157]. Così, mentre ancora a metà Settecento i maestri si erano rammaricati di «malamente perdere» il proprio tempo insegnando a leggere ai bambini, e avevano raccomandato caldamente alle famiglie di mandarli prima «alla maestra ad imparare almeno a combinar le parole» [158], ormai parte del pubblico considerava «in-

---

[155] Ivi, supplica di Claudina Boschis, 8.6.1811. Al di là di queste considerazioni generali, non bisogna sottovalutare il fatto che il desiderio di ottenere la licenza d'insegnamento possa aver indotto le postulanti a falsare parzialmente il quadro, ingigantendo le proprie disgrazie al fine di impietosire le autorità.

[156] ACT, coll. IX, 110, *Registre du collège de Turin*, gennaio 1811.

[157] ACT, cat. 32, cart. 118, *Piano di nuovo metodo a seguire per l'insegnamento delle scuole prime e seconde... proposto al Consiglio municipale*, 23.10.1803.

[158] Il caso specifico riguarda il maestro di Nonantola, che nel 1748 scriveva agli anziani del paese, lamentando «l'usanza abominevole di quei padri e madri che non si vergognano di

convenant que des garçons, destinés suivent à suivre la carrière des études, reçoivent des femmes les rudimens des langues». Erano in primo luogo gli addetti ai lavori a bollare questo comportamento come «abuso indecente alla dignità delle lettere, e dannoso a' giovani», da reprimersi insomma «con rigorosa legge» [159]. Alla base di questo irrigidimento stavano ragioni diverse, ove preoccupazioni didattiche [160] si intrecciavano inestricabilmente a timori d'altro genere, morali e sociali insieme. Infatti, se per un verso di accusavano le «sciagurate femminelle» di diffondere le superstizioni e le credenze che i lumi dell'istruzione avrebbero invece dovuto dissipare, per l'altro si temeva un aumento indiscriminato del numero «des femmes desoeuvrées, qui chercheront une ressource facile en prétendant donner un'instruction qu'elles n'ont pas reçue» [161].

Eppure queste maestre, su cui si addensavano ora il biasimo e il disprezzo dei riformatori, avevano rivestito un ruolo preciso all'interno del precedente sistema educativo. Escluse dalla scuola istituzionale, si erano assunte il compito di farvi accedere i ragazzi loro affidati, mettendoli in grado di leggere e magari di tenere la penna in mano. E per gli altri, per i molti che non avrebbero proseguito gli studi, avevano rappresentato l'unica opportunità, l'unico momento di formazione parascolastica. Ora invece il progressivo affermarsi di figure più professionali, di maestri elementari più competenti e selezionati, e una diversa articolazione della didattica ufficiale, estesa ai primi rudimenti della lettura e della scrittura, comportavano un graduale ridimensionamento del loro ruolo. Come vigilatrici della prima infanzia o maestre per «sole fanciulle», le donne venivano risospinte in un ambito ancora più marginale: la presenza di un pubblico esclusivamente femminile significava di fatto un appiattimento verso il basso, e toglieva ogni incentivo a uscire dal tradizionale binomio composto da lettura e lavoro manuale.

Benché l'educazione delle bambine esuli dai limiti di questa ricerca, vale la pena di sottolineare come l'età francese, foriera in altri campi di sviluppo e riforme, non abbia segnato qui alcuna svolta positiva. Certo, va detto con

---

mandare alla scuola i figlioli loro che non conoscano neppure una lettera, per non essere mai stati alla maestra, come per il passato è stato costume». È riportato da P. Severi, *Il buon maestro. Immagini di insegnanti nel XVIII secolo*, in *Il catechismo...* cit., I, p. 216.

[159] ACT, cat. 32, cart. 118, *Piano di nuovo metodo...* citata.

[160] Alle manchevolezze di questo primo insegnamento si attribuiva il fatto che ben pochi degli allievi sapessero «leggere colla vera pronuncia e scrivere colla necessaria ortografia». Ivi.

[161] A dar voce ai diffusi timori era in questo caso il direttore delle scuole torinesi, che rispondeva a una serie di questioni postegli da Balbo circa le *petites écoles* abusive. ACT, coll. IX, 110, *Registre du collège de Turin*, gennaio 1811.

chiarezza che la situazione del paese era estremamente arretrata. Non esisteva nel Piemonte d'Antico Regime, e neppure nella sua capitale, una rete d'istituzioni educative lontanamente paragonabile per ricchezza e articolazione a quella parigina [162]. Accanto alle maestre private, erano state le religiose a occuparsi delle ragazze, soprattutto di quelle benestanti. «Chaque couvent était un excelent pensionnat où les demoiselles s'élevaient à la vertu et au travail — si spiegava in un rapporto sulla istruzione pubblica redatto del 1802 — L'existence de ces couvents a toujours rendu inutile et empêché par consequent l'établissement des maisons particulières d'éducation» [163]. Ma dopo il 1799 la soppressione delle case religiose, e soprattutto la decisione delle autorità di contrastare l'insegnamento misto, separando sin dalle classi elementari bambini e bambine, aveva contribuito a limitare ulteriormente le poche e misere opportunità d'istruzione dei gruppi femminili. Le ripercussioni negative di questa scelta politica non si avvertirono tanto nei centri urbani, ove anzi, come si è detto, esisteva una pluralità di offerte d'insegnamento da parte di insegnanti private e maestre ambulanti: era d'altronde proprio nelle città che i tassi di alfabetizzazione dei due sessi risultavano più vicini [164]. Le conseguenze furono più pesanti nei borghi rurali, dove a stento si riusciva ad avere un solo docente e dove tutto, dalla povertà degli abitanti all'eseguità del numero delle allieve all'alta percentuale di analfabetismo femminile, concorreva a rendere impossibile la formazione di due centri distinti d'insegnamento. L'educazione femminile venne dunque formalmente esclusa dal sistema del pubblico insegnamento e abbandonata all'iniziativa delle famiglie e del risorgente potere ecclesiastico.

Un ultimo gruppo di maestri irregolari dovette in questi anni misurarsi con la nuova normativa e fare i conti, sia pure a distanza, con un modello forte di

---

[162] M. SONNET, *L'éducation des filles au temps des Lumières*, Paris, 1987.

[163] BRT, Misc. 29/5, *Relation sur l'instruction publique*.

[164] Sulla diversità del rapporto uomini/donne in zone urbane e rurali cfr. l'analisi dei dati francesi in *Atlas de la Révolution française. L'enseignement, 1760-1815,* a cura di D. JULIA, Paris, 1987, pp. 22-23. Sui tassi di alfabetizzazione rilevati nelle regioni italiane in questo periodo cfr. G. VIGO, *Istruzione e società nel Regno italico. Il caso di Vigevano*, «Bollettino della Società pavese di storia patria», XXII-XXIII (1972-1973), pp. 129-139; A. MILANESI, *L'analfabetismo a Voghera nel periodo napoleonico (1804-1814),* ivi, pp. 219-230; X. TOSCANI, *L'analfabetismo a Pavia agli inizi dell'Ottocento,* «Annali di storia pavese», n. 6-7 (1981), pp. 353-365; ID., *Gli analfabeti nella campagna milanese del primo Ottocento*, in *Mondo popolare in Lombardia: Milano e il suo territorio,* Milano, 1985, pp. 605-634; E. BOBBI - V. VOLPINI, *Istruzione e società nel piacentino nell'età moderna, 1806-1814*, in «Bollettino storico piacentino», LXXII (1982), pp. 218-259; e soprattutto, anche sotto un profilo metodologico, D. MARCHESINI, *La fatica di scrivere. Alfabetismo e sottoscrizioni matrimoniali in Emilia tra Sette e Ottocento,* in *Il catechismo...* cit., I, pp. 83-169.

docente professionale. Si trattava di quei maestri contadini e artigiani che, in un area geograficamente limitata alle comunità alpine, radunavano i bambini durante le veglie invernali, nelle stalle o in case private, insegnando loro «les premiers elemens de lecture, ecriture et arithmetique» [165]. In ragione di vari fattori — il lungo e forzato riposo invernale, l'esistenza di forti correnti migratorie stagionali, la diffusione della piccola proprietà — la montagna sembra in effetti aver sviluppato un precoce e originale interesse per l'istruzione di base [166]. In Val Grisenche, ad esempio, come riferiva il parroco del luogo al Vicario generale nel 1809, non esistevano scuole comunali, a causa della dispersione dell'abitato e dell'abbondanza delle nevi. Tuttavia, annotava il curato, «on enseigne... partout la jeunesse, parce qu'il y a très peu de personnes dans cette paroisse qui ne sachent pas lire; et quand certaines familles n'ont pas le tems d'eduquer leur enfans, on les met en pension durant l'hiver pour les faire enseigner» [167].

Un'ulteriore peculiarità delle zone alpine, e delle valli valdesi tra queste [168], era data dal fatto che il sapere elementare non si trasmetteva soltanto attraverso circuiti privati. Era infatti diffusa la consapevolezza che i maestri ambulanti, i quali si spostavano di frazione in frazione per cicli di lezioni talvolta abbastanza brevi e sempre legati alle condizioni climatiche, rappresentavano gli unici agenti d'istruzione possibili al di fuori della famiglia. Qui non esistevano altre scuole italiane o latine da finanziare con fondi municipali, come accadeva invece in pianura. Gli organi comunitativi potevano pertanto decidere di stanziare una piccola o piccolissima somma in favore di questi insegnanti, che

---

[165] AST, *Intendenza di Pinerolo,* cat. II, sez. IX, «Certificat sur les maîtres d'école», Pragelato 1.6.1801.

[166] Gli alti tassi di alfabetismo degli abitanti delle zone montane sono sottolineati per la Lombardia da X. TOSCANI, *L'alfabetismo nelle campagne dei Dipartimenti del Mincio e del Mella e nelle Alte Valli del Serio e dell'Adda (1806-1810),* in *Sulle vie della scrittura...* cit., pp. 549-609.

[167] Il documento è riportato in *L'école d'autrefois en Vallée d'Aoste,* Aoste, 1984, p. 31. Si noti come il curato sottolinei soltanto la capacità di lettura dei suoi parrocchiani, senza parlare affatto della scrittura.

[168] Benché sui processi di alfabetizzazione delle valli valdesi abbiano indubbiamente influito fattori religiosi, le strutture d'insegnamento presenti nelle zone protestanti e nelle terre alte cattoliche — ad esempio la Valle d'Aosta — appaiono ricalcate sullo stesso modello. Si veda a questo proposito la ricerca di M.G. CAFFARO, *Alfabetismo e analfabetismo nella prima metà dell'Ottocento,* in «Bollettino della Società di studi valdesi», n. 167 (1990), pp. 3-25, che inquadra la presenza di un alto numero di alfabeti delle valli valdesi in un contesto più ampio, vale a dire in un'area alpina caratterizzata da un elevato tasso di alfabetismo, indipendentemente dalla scelta religiosa degli abitanti.

avevano la buona abitudine di accontentarsi di retribuzioni irrisorie [169]. Si trattava dunque di un curioso ibrido tra scuola pubblica e privata, ma sino allora il sistema, fortemente radicato nei costumi delle popolazioni locali, aveva nel complesso funzionato.

Inevitabilmente la situazione divenne più difficile in età francese [170]. Posti di fronte a nuove regole e a più precise domande, gli amministratori locali furono costretti ad ammettere che si trattava di maestri *sui generis*. «Ne sont que des montagnards» — scrivevano i sindaci alle autorità centrali — capaci soltanto di insegnare l'A B C «aux petits enfans jusqu'à l'age de 8 à 10 ans» [171]. Nessuno di essi conosceva «les principes de la langue, soit française, soit italienne, soit latine» [172]. In queste condizioni non si poteva certo costringerli ad affrontare un esame o a procurarsi una licenza: sarebbero semplicemente scomparsi e gli abitanti, «pauvres comme ils sont, auraient la douleur de voir leur enfans s'elever dans la crasse ignorance» [173]. Ma anche i controlli che si potevano esercitare erano assai labili, perché questi maestri si avvicendavano «chaque automne, et il arrive souvent que, faute d'en trouver, ou faute de moyens pour l'entretenir, on est contraint de s'en passer». Nella loro approssimazione e precarietà, erano figure tipiche dell'universo scolastico dell'Antico Regime; ma ora, almeno agli occhi della autorità, cominciavano ad apparire incongrue e inadeguate al rinnovato sistema scolastico [174].

Volendo riassumere i termini generali della questione, bisogna riconoscere che, considerati nel loro insieme, gli anni del dominio francese rappresentarono un periodo ricco di trasformazioni. Sul piano ideologico, cominciò allora a radicarsi la convinzione che «l'ignorance totale» costituiva la fonte di molti mali e che l'uomo incapace di conoscere e comprendere i suoi doveri era potenzialmente pericoloso per la società [175]. Si trattava di una svolta importante, di un graduale mutamento di mentalità che poneva le basi indispensabili affinché nel

---

[169] A questo proposito cfr. M. ROGGERO, *L'istruzione di base...* cit., pp. 35 e seguenti.

[170] Cfr. le carte relative alle inchieste sui maestri del 1804, 1807 e 1811 in AST, *Intendenza di Pinerolo*, cat. II, sez. IX; *Governo francese*, 1698; *Istruzione pubblica, Scuole primarie per A e B.* Per la Valle d'Aosta cfr. in particolare AST, *Prefettura Ivrea, Istruzione pubblica,* cat. XIV, *Renseignemens sur les écoles primaires*, 1808.

[171] AST, *Governo francese,* m. 1698, rapporto del sindaco di Mean, 1807.

[172] AST, *Intendenza di Pinerolo,* cat. II, sez. IX, «État nominatif des maîtres d'école du Val Balsille», 1804.

[173] AST, *Istruzione pubblica, Scuole primarie per A e B,* m. 4, rapporto del sindaco di Roure, 1811.

[174] Ivi, rapporto del direttore del collegio di Susa, 1811.

[175] AST, *Governo francese,* m. 1698, lettera della municipalità di Roure, 30.9.1807.

tempo si potesse realizzare un'istruzione universalmente diffusa. Sul piano più concreto delle istituzioni, prese corpo una scuola elementare popolare, e si formò un nucleo di insegnanti selezionati sulla base della competenza, cui l'avallo dello stato dava forse per la prima volta coscienza della dignità del proprio ruolo. Ma il processo di riforma fece esplodere contraddizioni, esasperò contrasti che il disordine e la tollerante indifferenza dell'Antico Regime avevano velato. Si fece più evidente il divario tra una città sin troppo ricca di offerte d'insegnamento e il deserto scolastico di certe zone rurali; tra le classi dove i maschi apprendevano con fatica a leggere e scrivere, e quelle ove le fanciulle continuavano come nel passato a recitare il catechismo e a lavorare di filo e d'ago. Si accentuò al contempo la distanza tra i docenti patentati e gli insegnanti precari che, disorientati da nuovi esami e regole più severe, venivano respinti nell'ombra di un esercizio abusivo.

La complessità di tale processo rende difficile dare una risposta chiara e univoca a una questione essenziale, su cui si chiude questa ricerca: per i gruppi popolari, quale importanza poteva rivestire l'istruzione elementare, quale significato, quale valore poteva avere il sapere trasmesso attraverso la scuola? Su cosa realmente significassero cultura scritta o alfabetizzazione per i ceti subalterni possiamo soltanto avanzare ipotesi, più o meno fondate. Il quadro legislativo, il dibattito pedagogico, le opinioni di amministratori o politici, per quanto preziose, non valgono a bilanciare la scarsità delle testimonianze dirette. Pensieri, parole, esigenze degli umili erano quasi sempre mediate da portavoce più autorevoli: il sindaco, il segretario comunale, il gruppo dei notabili locali, così che della domanda d'istruzione proveniente dal basso non rimane che un'immagine piuttosto confusa, come un'ombra riflessa attraverso un vetro oscuro. Non è pertanto facile spiegare perché all'offerta di nuove scuole elementari per il popolo, determinatasi proprio nei primi anni dell'Ottocento in Piemonte come anche in altre regioni, non corrispondesse, nel settore pubblico almeno, un consistente aumento della frequenza, o perché non si verificasse una generale impennata nei tassi di alfabetizzazione. Queste incertezze, queste esitazioni nella risposta sembrerebbero confermare a posteriori la ragionevolezza della scelta dei gruppi dirigenti moderati, i quali, convinti che le masse non erano ancora in grado di accedere all'istruzione, preferirono puntare ancora su collegi e università [176].

---

[176] Si vedano a questo proposito le osservazioni di X. TOSCANI, che sull'area lombarda ha condotto una serie di approfondite indagini: *Alfabetismo e scuole elementari in Lombardia dall'Antico Regime al tramonto del Regno Italico*, in *Vita religiosa e cultura in Lombardia e Veneto nell'età napoleonica,* Bari, 1990, pp. 105-160.

Eppure, per quanto pesanti siano stati i condizionamenti strutturali e le pastoie della miseria e del lavoro infantile, qualcosa d'altro va messo in conto se si vuole comprendere la risposta del pubblico: vale a dire quale tipo di istruzione veniva offerto ai gruppi popolari, e a quali condizioni. E qui, oltre al denaro, entravano in gioco fattori politici. Perché il popolo potesse davvero accettare l'assunto che la scuola assicurava un migliore futuro a un maggior numero di bambini, doveva credere che pianificare il futuro dei figli avesse un senso e che una educazione formale potesse tradursi in accresciute opportunità nella vita o nel lavoro. Invece, nel corso di questi anni, sfumata l'utopia rivoluzionaria di un'educazione universale, intesa come strumento di liberazione e crescita per tutti gli uomini, gli obiettivi della scuola vennero nuovamente circoscritti alla trasmissione di saperi pratici e di norme di decoro, industriosità ed obbedienza. L'affermarsi graduale di principi meritocratici non bastò a mascherare la realtà delle diseguaglianze sociali ed economiche, e il fatto che le nuove classi elementari senza latino, lungi dall'assicurare un più facile o automatico accesso all'istruzione superiore e in prospettiva alle carriere più rispettabili, valevano piuttosto a separare sin dall'inizio i percorsi di studio dei figli del popolo rispetto a quelli praticati dall'*élite*.

E questi, in fondo, sono fattori che possono spiegare l'apparente indifferenza di numerose famiglie verso i potenziali vantaggi della scuola elementare. Svanite le speranze più generose, le ambizioni più ardite, non pochi tra i soggetti più umili tornarono a cercare strade diverse, soluzioni più rapide e flessibili, mentre rimaneva ferma, come lascito dell'Antico Regime, la sostanziale estraneità di molta parte delle campagne rispetto alla cultura scritta. Come sosteneva nel 1801 un alto funzionario francese, non immemore dei grandi dibattiti dell'età repubblicana, non valeva la pena di aprire in Piemonte scuole municipali, anche gratuite, se si intendeva limitarne l'insegnamento a «la lecture, l'ecriture et l'arithmétique, dont la grande masse du peuple ne fait presque jamais usage» [177]. Ai figli della povera gente sarebbe stato invece indispensabile fornire preliminarmente una diversa griglia di conoscenze relative all'ambiente fisico, politico e sociale, conoscenze capaci di suscitare anche in questi allievi il gusto e il desiderio di imparare in seguito a leggere e scrivere [178]. Diversamente, per

---

[177] Archives Nationales de Paris [d'ora in poi ANP], F 17, 1603, *Rapport et projet sur l'instruction publique en Piémont, présenté à l'Administrateur général par P. La Boulinière chef de la Division de l'Interieur,* 18.9.1801.

[178] «Je trace en peu de mots ce qu'il me parait convenable d'enseigner successivement dans les écoles municipales. Faire connoitre à l'élève ses facultés morales comme il connoit ses facultés

molti di essi la scuola avrebbe avuto poco senso e sarebbe stata facilmente disertata.

Sebbene l'incertezza e lo sbandamento nella risposta del pubblico rappresentino un grave problema, pure ai fini di un bilancio altre cose debbono essere messe in conto: ad esempio il fatto che proprio in questo periodo si posero per la prima volta le basi concrete per un'ampia diffusione di saperi elementari tra il popolo; che vennero messe a punto tecniche e metodi per rendere più efficace e più semplice tale insegnamento; che furono incrinati usi e tradizioni secolari; e che tutto questo avvenne a opera del governo centrale, nell'indifferenza e talora in contrapposizione a certi settori della società civile. È ben vero che scuola e alfabetizzazione furono concepite, in parte almeno, quali strumenti di controllo di indottrinamento [179]. Ma non è meno vero per questo il fatto che si trattava di una via obbligata attraverso cui passare per giungere a obiettivi diversi: affinché, in una società ove la cultura scritta acquistava progressivamente terreno, fossero sempre più numerosi gli uomini e le donne capaci di padroneggiare questo strumento, di elaborare pensieri critici, di organizzare strategie e azioni complesse, di svolgere quindi meglio il proprio lavoro ma anche di lottare per cambiare la propria vita. Non si tratta di negare o di sminuire i compromessi, le ambiguità, le contraddizioni che caratterizzarono le riforme di questi anni, ma piuttosto di riconoscere agli uomini che le promossero il merito di aver innescato un processo destinato a portare lontano.

---

phisiques ... lui apprendre la géographie du site municipal ... l'histoire naturelle générale des êtres qui peuplent ce site ... lui enseigner l'agriculture qu'il voit mettre en pratique ... lui faire fréquenter les atteliers et les manufactures de tout genre qui se trouve à sa portée ... lui faire observer les phénomènes physiques dont il est témoin ... Profiter de la tendance qu'il devra montrer vers la connoissance de tout cela pour lui apprendre à lire, écrire, et les élémens du dessein, ... l'arithmétique et la géometrie appliquée». ANP, F 17, 1603, *Rapport et projet* ... citato.

[179] Da tempo ormai la storia dell'educazione ha abbandonato ogni schematismo e ogni meccanica identificazione tra alfabetizzazione e progresso, e ha posto in luce i costi e le ambiguità che segnano il passaggio tra oralità e scrittura: per un riassunto critico di queste tesi cfr. H. GRAFF, *The Literacy Myth: Literacy and Social Structure in the Nineteenth-Century,* New York, 1979.

GIAN PAOLO ROMAGNANI

L'istruzione universitaria in Piemonte dal 1799 al 1814

1. Premessa

Contrariamente a quanto si potrebbe immaginare, fra il 1799 e il 1800, in Piemonte, non si verificarono rotture radicali nel campo dell'istruzione universitaria: vi furono senza dubbio notevoli mutamenti, ma nulla di paragonabile con quanto era avvenuto in Francia tra il 1790 e il 1793, quando le vecchie università erano state chiuse e l'intero sistema educativo sconvolto dalle fondamenta. In Piemonte, in fondo, tutto avvenne entro il quadro delle strutture esistenti ed il lungo processo che portò alla rifondazione dell'Università nel 1808 si svolse nel segno della continuità più che della rottura. Il «filo rosso» che percorre le vicende dell'istruzione superiore e dell'istruzione universitaria degli ex Stati sabaudi fra il 1799 e il 1814 è infatti rappresentato dalla solida tradizione del riformismo settecentesco piuttosto che dal modello rivoluzionario e non è un caso che proprio dal Piemonte siano venuti a Napoleone alcuni suggerimenti essenziali per attuare, fra il 1805 e il 1808, il grande piano di riforma dell'Università Imperiale.

Per dimostrare questo assunto, prenderò dunque in esame le vicende dell'istruzione universitaria in Piemonte dal crollo della monarchia sabauda alla Restaurazione, fissando lo sguardo sia sugli uomini che sulle istituzioni e tentando di definire una periodizzazione che aiuti a seguirne le successive trasformazioni. Schematizzando, si può suddividere il quindicennio «francese» in due periodi distinti: a) *Consolato (1800-1805)* e b) *Impero (1805-1814)*, ognuno dei quali articolato a sua volta in due periodi più brevi. 1) Il primo periodo (1800-1803), immediatamente successivo al cambiamento di regime, è caratterizzato dalla vivacità del dibattito e dalla diffusa volontà di sperimentare soluzioni nuove, ma dalla scarsa capacità di tradurre le proposte in concreti provvedimenti legislativi; protagonisti di questa fase sono da un lato gli uomini del governo provvisorio piemontese, cioè i componenti del primo *Jury* della pubblica istruzione (Botta,

Brayda e Giraud), repubblicani democratici decisi a modificare radicalmente l'assetto politico e istituzionale del Piemonte, dall'altro lato l'amministratore francese generale Jourdan, in bilico fra la volontà di sviluppare la collaborazione con il governo provvisorio e la necessità di dare all'amministrazione del Piemonte un assetto stabile e compatibile con il nuovo quadro legislativo della Francia. 2) Il secondo periodo (1803-1805), che vede l'annessione del territorio piemontese alla Francia, ormai avviata verso la normalizzazione autoritaria, è caratterizzato dalla rapida emarginazione degli uomini di orientamento repubblicano e dal progressivo ritorno agli ordinamenti tradizionali: protagonisti di questa fase sono da un lato i componenti del secondo *Jury* (Saluzzo, Falletti e Baudisson), uomini di provenienza aristocratica e di orientamento moderato, orientati al recupero delle migliori tradizioni dell'università di antico regime, e dall'altro il nuovo amministratore generale Menou, con la sua piccola corte egiziana insediata a Palazzo Reale, deciso a riconquistare alla Francia il sostegno dell'aristocrazia sabauda. 3) Nel terzo periodo (1805-1808) si assiste quindi alla fondazione dell'Università Imperiale, che vede il sistema scolastico piemontese fortemente centralizzato e integrato in quello della Francia; protagonista principale di questa fase è il nuovo rettore imperiale, l'ex conte Prospero Balbo, già ambasciatore e ministro del governo sabaudo durante gli ultimi anni dell'antico regime, richiamato ora in servizio da Napoleone al tempo stesso per favorire l'integrazione dell'aristocrazia piemontese prerivoluzionaria nella nuova élite imperiale e per garantire massima stabilità al nuovo regime; interlocutore diretto di Balbo non è più l'amministratore generale del Piemonte, ma il direttore generale dell'istruzione pubblica, Fourcroy, che da Parigi guida l'attuazione della riforma napoleonica. 4) Il quarto ed ultimo periodo (1808-1814) è caratterizzato infine dal consolidamento del sistema imperiale e dell'accentuazione del suo carattere centralistico e gerarchico; in questa fase il rettore Balbo deve rendere conto del proprio operato al *Grand Maître* Fontanes, un cattolico conservatore posto da Napoleone a capo del sistema scolastico imperiale allo scopo di assicurare la massima disciplina e il rispetto assoluto della volontà del governo centrale.

Da questo schematico quadro deriva tuttavia una conseguenza paradossale: nella prima fase, soprattutto tra il 1800 e il 1803, l'Università di Torino gode formalmente di una notevole autonomia rispetto al governo di Parigi, ma la sua direzione collegiale è debole, instabile e su di essa pesa negativamente il carattere di provvisorietà estrema dei progetti e dei decreti relativi all'istruzione pubblica, inoltre il suo referente immediato è l'amministratore generale francese, presente di persona a Torino e dal cui controllo è impossibile sottrarsi. Successivamente, dopo la proclamazione dell'Impero, l'ateneo subalpino perde formalmente la sua autonomia e viene inserito nel rigido sistema imperiale, ma, con la nomina di

Prospero Balbo alla carica di rettore e poi di ispettore generale dell'Università imperiale per i dipartimenti italiani, ottiene finalmente una direzione forte che le garantisce un notevole margine di autonomia; inoltre, partito l'ultimo amministratore generale francese e nominato al suo posto un governatore assenteista come il principe Camillo Borghese, viene a mancare quel controllo diretto sull'operato dei dirigenti torinesi che aveva rapidamente soffocato l'effimera esperienza dei governi provvisori: in questo senso la collocazione periferica di Torino avrebbe finito per rivolgersi a tutto vantaggio degli amministratori subalpini.

2. L'Università Nazionale e il «Jury d'instruction publique» (1800-1803)

Uno dei primi atti del governo provvisorio piemontese insediato nel dicembre 1798 fu il decreto del 25 frimaio VII (15 dicembre 1798) con il quale si stabiliva la riapertura dell'Università di Torino, rimasta chiusa ininterottamente per sei anni dall'inizio della guerra franco-sabauda. La riapertura fu quindi un atto dovuto con il quale si intendeva dimostrare quanto il nuovo governo avesse a cuore i problemi dell'istruzione e della cultura, così gravemente trascurati negli ultimi anni della monarchia. Riaperta per pochi mesi a partire dal gennaio 1799, l'Università fu riorganizzata da un *Comité d'instruction publique*, presieduto dall'anziano professore di diritto Innocenzo Maurizio Baudisson — nominato anche presidente del governo provvisorio — che era stato uno degli esponenti più in vista della scuola giuridica subalpina. Regalista convinto e nipote dell'ex ministro di Carlo Emanuele III, Giambattista Lorenzo Bogino, Baudisson era stato il maestro di un'intera generazione di funzionari e di uomini di Stato che aveva tenuto alta la bandiera del riformismo negli ultimi decenni dell'antico regime. Non si trattava quindi di un rivoluzionario, né di un uomo particolarmente influenzato dai principi della nuova pedagogia francese, bensì di un riformatore moderato che non aveva esitato a schierarsi con il nuovo regime quando le sorti della monarchia erano apparse segnate [1]. Il *Comité*

[1] Figlio di una sorella del ministro Bogino, Baudisson insegnava all'Università di Torino dal 1768; sospeso per motivi politici nel 1797, fu «riabilitato» con la rivoluzione e nominato successivamente membro del governo provvisorio (1798), presidente della Commissione esecutiva (1799), membro della Consulta (1800), membro della delegazione inviata a Parigi nel 1801 per ringraziare Bonaparte, componente della commissione straordinaria per il riordino dell'Università e membro del secondo «jury» dell'istruzione pubblica (1803); morì a Torino il 12 dicembre 1805. Su di lui cfr. la voce di G. Locorotondo in DBI, VII, pp. 288-289.

presieduto da Baudisson, dopo aver abrogato alcuni articoli degli ordinamenti di antico regime, ma agendo sostanzialmente entro il quadro delle norme vigenti, stabilì le basi della riforma universitaria definendo, con il decreto del 3 pluvioso VII (22 gennaio 1799), la pianta delle nuove cattedre [2].

La rioccupazione del Piemonte da parte dell'armata austro-russa, nel giugno 1799, fece sì che il progetto rimanesse sulla carta: l'Università fu nuovamente chiusa e i vecchi ordinamenti ristabiliti. Tuttavia, dopo la vittoria francese di Marengo e l'insediamento del secondo governo provvisorio, nell'estate del 1800, il lavoro iniziato dal *Comité d'instruction publique* poté essere ripreso: con i decreti del 12 e 26 messidoro VIII (1 e 15 luglio 1800) l'ateneo subalpino, con il nome di Università Nazionale, fu ufficialmente riaperto sulla base di quanto già previsto dal decreto del 3 pluvioso anno VII. Il successivo 19 vendemmiaio IX (11 ottobre 1800) fu quindi nominata una nuova *Commission d'instruction publique* di 23 membri, presieduta da Carlo Bossi, incaricata di provvedere alla nomina dei docenti dell'Università e dei collegi provinciali. Della *Commission* facevano parte intellettuali di diversa provenienza: accademici delle scienze, professori universitari, tecnici militari, personaggi legati al mondo delle logge massoniche ed ecclesiastici repubblicani [3]. Alcuni di costoro erano già da tempo schierati al fianco della Francia repubblicana, altri erano invece su posizioni moderate, ma non ostili al nuovo regime. Il 26 vendemmiaio IX (18 ottobre 1800), al termine di una sola, febbrile, settimana di lavoro, la *Commission* presentò al governo la pianta dell'Università di Torino e pochi giorni dopo, il 9 brumaio (31 ottobre) la pianta delle scuole provinciali, approvate entrambe dalla Commissione Esecutiva con decreto del 13 frimaio (4 dicembre). Contemporaneamente alla presentazione della pianta dell'Università fu costituito anche un nuovo *Conseil d'instruction publique*, di sette membri, che avrebbe dovuto sostituire la *Commission*, assumendo quei compiti di direzione e soprintendenza agli studi che erano stati prerogativa del vecchio

---

[2] Gli insegnamenti di *teologia, diritto canonico* e *anatomia chirurgica* sarebbero stati soppressi e al loro posto sarebbero stati attivati i nuovi insegnamenti di *chimica* e *ostetricia*, inoltre il professore di filosofia morale dell'Università e tutti i professori di filosofia dei Collegi provinciali avrebbero dovuto far precedere le loro lezioni dall'illustrazione in lingua italiana della *dichiarazione dei diritti e doveri dell'uomo e del cittadino* e il professore di lingue orientali avrebbe tenuto anche un corso elementare sulla *libertà dei culti*.

[3] La commissione era costituita da: Allioni, Bertoglio, Bertolini, Bossi, Canaveri, Cridis, Dana, Garmagnano, Ghio, Giraud, Leone, Lirelli, Marenco, Morardo, Regis, Reineri, Rossi, Rostagni, Saluzzo, Tarino, Valperga di Caluso, Revelli e Comolli.

Magistrato della Riforma [4]. In mancanza di un nuovo quadro normativo, il *Conseil* fu incaricato di attenersi alle costituzioni universitarie del 1771 con esclusione degli articoli abrogati con il decreto del 3 pluvioso VII. Cinque mesi dopo, il 25 marzo 1801, il *Conseil* fu a sua volta rimpiazzato da un nuovo organismo di soli tre membri, il cosiddetto *Jury*, che avrebbe riferito direttamente alla Commissione Esecutiva di governo e all'Amministratore generale Jourdan. Ma chi erano i membri chiamati a far parte del *Jury* ? Accomunati dalla fede repubblicana, due di essi, il canavesano Carlo Botta e il savoiardo Sebastiano Giraud, erano laureati in medicina, mentre il terzo, Francesco Brayda, figlio di un senatore, era laureato in giurisprudenza. Carlo Botta, in particolare — che del *Jury* fu presidente — dopo aver collaborato fra il 1789 e il 1792 con articoli di botanica e medicina a periodici quali il «Giornale scientifico, letterario e delle arti» e i «Commentarii Bibliografici», era stato arrestato nel 1794 per sospetta congiura antisabauda; esule in Svizzera e poi Francia fra il 1795 e il 1796, si era arruolato nell'esercito francese ed aveva militato come ufficiale medico nell'Armée d'Italie, inviato in missione all'ospedale militare di Corfù fra il 1797 e il 1798, Botta era rientrato in Piemonte dopo la caduta della monarchia, assumendo subito cariche politiche di notevole responsabilità. Sebastiano Giraud, invece, era fin dagli anni Settanta uno dei più noti esponenti della massoneria piemontese della Stretta Osservanza, in contatto con il Gran Maestro lionese Willermoz, e, come medico, aveva conquistato una discreta fama per i suoi esperimenti «mesmeriani» di magnetismo animale. Fondatore, insieme con i colleghi Bonvicino e Giobert, della Società Agraria di Torino e legato fin dai primi anni Novanta ai circoli repubblicani, Giraud era stato chiamato nel 1799 a dirigere il Collegio Nazionale, già Collegio delle Province [5], e in questa veste di educatore era stato chiamato a far parte del *Jury*.

Il fatto che i nuovi dirigenti repubblicani dell'istruzione pubblica fossero in maggioranza di formazione medica non fu un fatto casuale, ma, come vedremo più avanti, il risultato di una precisa strategia politico-culturale, presto sconfitta.

Insediato il *Jury*, ed in base ai nuovi decreti del governo provvisorio il numero delle facoltà universitarie fu portato da quattro a nove: la facoltà di teologia fu soppressa, la facoltà di giurisprudenza fu trasformata in scuola di *legislazione*,

---

[4] I membri del *Conseil* erano l'accademico Carlo Allioni, il segretario dell'Università Vittorio Amedeo Didier, il professor Ghio, censore dell'Università, il medico Sebastiano Giraud, governatore del Collegio Nazionale, l'abate Morardo, l'architetto Rana e il dottor Boggio.

[5] Cfr. M. ROGGERO, *Il sapere e la virtù. Stato, Università e professioni nel Piemonte tra Settecento ed Ottocento*, Torino, 1987.

della durata di cinque anni, con sei cattedre [6] (in seguito ridotte a quattro, dopo la soppressione di quelle di *diritto politico ed ecclesiastico* e *storia ecclesiastica*); la vecchia facoltà di medicina fu sdoppiata in due scuole, rispettivamente di *medicina*, della durata di quattro anni e con sei cattedre [7], e di *chirurgia*, della durata di cinque anni, con quattro cattedre [8]; mentre la vecchia facoltà delle arti lasciò il posto alla nuova scuola di *letteratura*, quadriennale e dotata di quattro cattedre [9], affiancata dalla scuola speciale di *disegno e belle arti*, erede dell'accademia di pittura e scultura di antico regime, dotata di cinque insegnamenti [10]. Fu creata inoltre una nuova scuola per l'insegnamento delle *scienze fisiche e matematiche*, con un corso di studi previsto in tre anni e con sei docenti [11] e tre nuove scuole speciali: *veterinaria*, *chimica ed economia rurale*, voluta da Giovanni Antonio Giobert, e *musica*, voluta da Carlo Botta il quale, oltre ad essere un buon violinista, aveva dedicato una delle sue tre tesi di laurea alla «musicoterapia». Le nuove cattedre istituite nel gennaio 1799 furono tutte soppresse e sostituite da quelle di *veterinaria*, *architettura*, *lingua francese* e *teologia* (restaurata e poi nuovamente soppressa).

Nonostante le difficoltà di partenza e il susseguirsi di provvedimenti legislativi contradditori fra loro, dopo la riapertura del 1800 l'Università di Torino visse un vero e proprio *boom* delle iscrizioni e in pochi anni la fascia di scolarità universitaria si allargò notevolmente, superando del doppio i dati d'iscrizione degli ultimi anni di antico regime; le facoltà più colpite dall'aumento di iscrizioni furono, ovviamente, quelle professionalizzanti e in particolare medicina e giurisprudenza: la prima raggiunse nel 1803 il record di 290 iscritti, per poi calare sensibilmente, mentre la seconda, che nel medesimo anno contava già 118 iscritti, raggiunse il tetto massimo nel 1809 con 279 studenti.

3. Il dibattito sulla pubblica istruzione in Piemonte. Pierre de Laboulinière e la «Societé libre d'instruction publique»

Gli anni compresi fra il 1800 e il 1803 furono, per l'Università di Torino, un periodo di dibattito e di sperimentazione nel corso del quale si confrontarono

---

[6] Diritto naturale e delle genti, diritto civile, diritto pubblico, istituzioni civili.
[7] Anatomia, fisiologia e patologia, chimica, patologia medica, botanica, dimostrazioni.
[8] Patologia chirurgica, anatomia pratica, operazioni, materie chirurgiche.
[9] Grammatica generale, eloquenza latina, eloquenza greca, lingue orientali.
[10] Pittura, scultura, incisione, architettura, disegno.
[11] Geometria, fisica, matematica pura, economia rurale, macchine, matematica mista.

progetti diversi, espressione di orientamenti ideologici e di concezioni della società assai differenti. Da un lato vi erano i democratici radicali, influenzati dal pensiero di Rousseau, i quali speravano di introdurre in Piemonte i modelli pedagogici «repubblicani», mentre proprio in Francia da quei modelli ci si stava già allontanando. Dall'altro lato vi erano i fautori della continuità con i modelli di antico regime, debitamente riveduti e corretti, i quali cercavano di limitare al massimo la portata del cambiamento. In una posizione intermedia si trovavano coloro i quali ritenevano che il solido impianto istituzionale del sistema scolastico e universitario piemontese potesse essere sostanzialmente conservato, ma che andassero invece profondamente rinnovati i contenuti e i metodi dell'insegnamento. Per evitare che il dibattito sull'istruzione pubblica rimanesse chiuso all'interno di una ristretta cerchia di addetti ai lavori e per far sì che si allargasse all'intera società civile, alcuni intellettuali che erano già stati membri della prima *Commission d'instruction publique* — fra i quali Carlo Giulio, Anton Maria Vassalli Eandi, Tommaso Valperga di Caluso, Benedetto Bonvicino, Michele Buniva, Giovani Antonio Giobert, Michele Giorna, Francesco Regis, Giuseppe Dana, Antonio Revelli, Vincenzo Marenco e Giuseppe Cridis — diedero quindi vita nella tarda primavera del 1801 ad una società, denominata «Societé libre d'instruction publique de Turin», che ricevette l'approvazione ufficiale dell'Amministratore generale Jourdan il 2 pratile IX (13 giugno 1801). Il generale francese, in realtà, era stato probabilmente il vero ispiratore dell'iniziativa tramite il suo segretario Pierre Toussaint de Laboulinière, un giovane medico suo compaesano che lo aveva seguito in Italia e che nel 1800 aveva assunto l'incarico di capo della divisione interni dell'Amministrazione generale del Piemonte. Su questo personaggio semisconosciuto, che sarebbe stato nominato successivamente segretario generale dell'amministrazione generale del Piemonte, vale la pena di spendere alcune parole in quanto non fu un semplice funzionario, ma una complessa figura di intellettuale che lasciò una traccia abbastanza significativa nella cultura dell'epoca. Nonostante la sua laurea in medicina (o forse proprio per questo) nel 1801 egli ottenne infatti l'incarico di professore di filosofia morale al Liceo di Torino e contemporaneamente fu eletto socio corrispondente dell'Accademia Nazionale; nel 1804, dopo aver pubblicato un interessante *Précis d'idélogie*, frutto dei suoi corsi liceali, ottenne finalmente la nomina a professore aggregato presso la Scuola speciale di filosofia dell'Università di Torino. È comprensibile dunque che egli fosse in stretti rapporti con gli ambienti intellettuali torinesi ed in particolare con quei medici e scienziati, come Botta e Giraud da un lato, Bonvicino, Giobert e Giulio dall'altro, che da tempo avevano abbracciato gli ideali repubblicani e che con maggior entusiasmo si erano disposti a collaborare con l'amministrazione francese.

Fu dunque Laboulinière, il 16 pratile IX (5 giugno 1801), a pronunciare il discorso d'apertura della «Societé libre d'instruction publique», ispirato al modello pedagogico di Condillac, prima di esserne eletto segretario perpetuo accanto al segretario ordinario Valperga di Caluso, al presidente Giulio e al vicepresidente Vassalli-Eandi. Fra i fondatori della società figuravano quegli scienziati ed accademici che, nell'ultimo decennio del Settecento, avevano dato vita a periodici quali il «Giornale scientifico, letterario e delle arti» e i «Commentari bibliografici» e che di lì a poco, nel 1802, avrebbero fondato la «Bibliothèque Italienne ou tableau des progrès des sciences et des arts en Italie» [12]; insieme a loro vi erano anche personaggi di orientamento politico più moderato i quali però avevano fatto parte anch'essi della *Commission d'instruction publique*. Scopo principale della «Societé», come risulta dal suo *Statuto*, era discutere i diversi punti di dottrina relativi all'educazione sia pubblica che privata, presa nella sua estensione e stabilire un metodo sistematico d'insegnamento basato sulla natura fisica e morale dell'uomo. La «Societé» si proponeva altresì di promuovere la redazione di testi per ogni ordine di scuola, conformi ai nuovi principi educativi, di evidente matrice condillacchiana [13]. Nonostante l'appoggio delle autorità francesi la società ebbe vita assai breve e si esaurì, probabilmente, nel corso del 1802. Ufficialmente essa non produsse nulla, ma è probabile che al suo interno, almeno nei primi mesi, il dibattito sia stato assai vivace: verso la fine dell'estate 1801, infatti, Pierre de Laboulinière presentò al generale Jourdan un *Rapport et projet d'arrêté sur l'instruction publique en Piémont* [14], successivamente pubblicato in volume sotto il titolo di *Essai d'un plan d'instruction publique* [15], che rappresenta uno dei prodotti più interessanti di questa breve stagione. Nel testo a stampa il *Rapport* sarebbe stato preceduto da alcune *Reflexions* nelle quali l'autore suggeriva di estendersi a tutti i dipartimenti francesi il suo progetto, facendo così del Piemonte un vero e proprio laboratorio della riforma; per unificare più rapidamente il sistema scolastico francese egli proponeva inoltre di creare a Parigi un mistero della

---

[12] Cfr. P. Del Piano, *I periodici scientifici nel Nord Italia alla fine del Settecento: studi ed ipotesi di ricerca*, in «Studi Storici», 1989, 2, pp. 457-482.

[13] Lo *Statuto* della società e il discorso di Laboulinière sono trascritti nel *Procès-verbal d'ouverture, le 16 prairial IX*, conservato presso la Biblioteca dell'Accademia delle Scienze di Torino [d'ora in poi BAST], Misc. 336/8.

[14] Una copia del manoscritto è conservata a Parigi presso gli Archivi Nazionali di Francia [d'ora in poi ANF], F17 1603.1.

[15] Un raro esemplare del volume è conservato in BAST, Misc. 336/1.

pubblica istruzione autonomo e separato da quello degli interni, affiancato a sua volta da un *Conseil général d'instruction publique* — sul modello di quello sperimentato in Piemonte — e da una serie di *Conseils* dipartimentali, incaricati di elaborare nuove proposte e di sovrintendere al sistema scolastico a livello locale. Facendo riferimento a Duclos, Condillac, Rousseau ed Helvétius e individuando nell'opposizione fra ragione e autorità il principio ispiratore del nuovo *système d'éducation*, Laboulinière dichiarava di non illudersi sulla possibilità di passare di colpo dal vecchio sistema alla perfezione, ma auspicava al contrario un insieme di leggi suscettibili di un perfezionamento successivo. La rivoluzione doveva dunque dar vita ad una grande riforma dell'educazione nazionale offrendo ad ognuno la possibilità di sviluppare le proprie facoltà naturali; tuttavia egli avversava decisamente le concezioni egualitarie preferendo sostituire al principio secondo cui «tutti gli uomini sono eguali per la loro natura e devono esserlo davanti alla legge» quello secondo cui «tutti gli uomini sono disuguali per la loro natura e per educazione e devono esserlo per il legislatore». Non si doveva dunque mascherare la realtà dietro l'ideologia, ma riconoscere lucidamente le differenze fra gli uomini (il che non doveva significare il diritto per alcuni di opprimere e sfruttare gli altri) operando nel concreto per coordinarle il più possibile. Il perfezionamento della legislazione avrebbe dovuto marciare di pari passo con quello dell'educazione: «Il est donc de la sagesse législative de savoir disposer de chacun selon que ses facultès et l'éducation qu'il a reçu semblent indiquer et surtout diriger convenablement celle-ci pour que celle-là soit modifiée, ou maitrisée à propos». Sulla base di tali premesse, ogni individuo avrebbe dovuto occupare un posto particolare nel «corpo sociale» senza turbarne l'equilibrio, mentre i legislatori avrebbero stabilito chi mantenere nel proprio stato, chi far avanzare, chi istruire e quale ordine stabilire fra le diverse classi. Il progetto di riforma del sistema scolastico, di conseguenza, avrebbe dovuto offrire a tutte le classi sociali «les moyens d'acquerir le genre et le nombre de connoissances qui conviennent aux citoyens qui les composent». La divisione del sistema scolastico in tre livelli distinti (scuole municipali primarie, scuole comunali secondarie e scuole speciali universitarie) rispondeva dunque alla necessità di fornire gradi di istruzione diversa a seconda della collocazione sociale degli studenti: «Si tous étoient administrateurs — scriveva Laboulinière — il n'auroit pas d'administrés». Se tutti i cittadini dovevano essere messi in grado di partecipare all'amministrazione municipale, solo una minoranza istruita doveva acquisire le conoscenze necessarie a governare lo Stato. L'uguaglianza consisteva quindi nel godimento degli stessi diritti civili e politici e nella possibilità di tutti di accedere ai diversi gradi dell'istruzione, ferme restando le differenze individuali di natura sulla

base delle quali si sarebbero costituite le classi sociali. «Dans l'état actuel des choses — concludeva Laboulinière — tous les citoyens jouissent des mêmes droits civils et politiques, tous sont appelés par la loi à remplir les mêmes emplois, mais tous ne sont pas appelés au même dégré d'instruction». Il compito più urgente del governo era dunque quello di mettere tutti i cittadini della Repubblica in grado di accedere ai vari livelli d'istruzione, offrendo ad ognuno i mezzi di sviluppare le proprie facoltà naturali, senza riguardo alle distinzioni sociali.

Il piano di riforma dell'istruzione universitaria concepito da Laboulinière si differenziava nettamente sia dal quadro legislativo in vigore nel 1801 — in gran parte ereditato dall'antico regime —, sia dai piani di riforma che sarebbero stati successivamente adottati dal governo francese, ma riecheggiava semmai il grande progetto di riforma dell'istruzione pubblica presentato da Condorcet all'Assemblea Legislativa nel 1792 e mai preso in esame [16]. Il progetto di Laboulinière si caratterizzava infatti per l'ambizione e la grandiosità del progetto, prevedendo — come già aveva fatto Condorcet — tre livelli d'istruzione (elementare, secondaria e universitaria) coordinati fra loro; al livello più alto egli prevedeva l'istituzione di dodici facoltà o scuole speciali, secondo uno schema che risentiva da un lato della matrice enciclopedistica e dall'altro da un'attenta valutazione dell'utilità dei singoli corsi di studio in rapporto ai bisogni della società. Non è qui il caso di soffermarsi sulle considerazioni allegate dal Laboulinière ad ogni singola mappa di facoltà; il piano generale è sufficiente per rendersi conto delle ambizioni e dell'ampio respiro del progetto elaborato dal giovane funzionario francese. Esso prevedeva nell'ordine:

I. Scuola speciale di storia naturale: dedicata allo studio della struttura degli esseri e dei corpi naturali. Dotata di cinque insegnamenti, corrispondenti ai cinque regni della natura (terra, cielo, corpi inogranici, animali, vegetali): 1. geografia fisica, 2. uranografia, 3. minerografia, 4. zoografia, 6. fitografia.

II. Scuola speciale di fisica: dedicata allo studio della natura dei corpi attraverso le tre operazioni fondamentali: osservazione, studio della natura interna dei corpi, sperimentazione. Dotata di dieci insegnamenti: 1. fisica inorganica, 2. fisica celeste (astronomia), 3. fisica organica (fisiologia), 4. geologia, 5. anatomia umana, 6. anatomia comparata, 7. anatomia vegetale, 8. fisica sperimentale, 9. chimica sperimentale, 10. fisiologia sperimentale.

---

[16] Cfr. M. ALBERTONE, *Una scuola per la Rivoluzione. Condorcet e il dibattito sull'istruzione 1792-1794*, Napoli, 1979.

III. Scuola speciale di storia, filosofia e morale: dedicata allo studio dei corpi politici e delle società umane, del progresso dello spirito umano impegnato nello studio sull'origine delle cose e degli esseri dell'esame comparato dei costumi e dello spirito delle nazioni. Dotata di sei insegnamenti: 1. storia universale e geografia politica, 2. antichità, 3. storia ecclesiastica, 4. teogonia, mitologia e cosmogonia, 5. teologia, 6. morale pubblica e privata.

IV. Scuola speciale di arti e disegno: dedicata allo studio e alla riproduzione delle forme e delle immagini. Dotata di cinque insegnamenti: 1. pittura, 2. scultura, 3. architettura, 4. anatomia, prospettiva e geometria descrittiva, 5. storia e antichità applicate alle arti.

V. Scuola speciale di veterinaria: dedicata allo studio ed alla tutela del patrimonio zootecnico della nazione. Dotata di cinque insegnamenti: 1. anatomia degli animali domestici, 2. «cours des signes qui constatent la santé et les bonnes qualitès de ces animaux», 3. botanica, materia medica e chimica, 4. patologia animale, 5. forgia e ferratura.

VI. Scuola speciale di scienze economiche, agricoltura, economia rurale e commercio: dedicata allo studio ed allo sviluppo delle risorse economiche della nazione. Dotata di quattro insegnamenti: 1. meccanica rurale, 2. colture arboree, 3. scienze della nutrizione, 4. scienze commerciali.

VII. Scuola speciale di arti meccaniche e chimiche: dedicata allo studio delle tecniche e prodotti dell'industria umana, premessa di un futuro «Conservatorio delle arti e dei mestieri». Dotata di tre insegnamenti: 1. meccanica e idraulica, 2. chimica applicata alle arti, 3. disegno applicato alle arti.

VIII. Scuola speciale di lingue: dedicata allo studio delle forme della comunicazione umana. Dotata di sette insegnamenti: 1. lingue orientali, 2. lingua greca, 3. lingua latina, 4. lingua tedesca, 5. lingua italiana e spagnola, 6. lingua francese, 7. lingua inglese.

IX. Scuola speciale di letteratura: dedicata allo studio delle letterature comparate e delle forme generali dell'espressione letteraria. Dotata di quattro insegnamenti: 1. grammatica generale, 2. logica generale, 3. retorica generale, 4. arte drammatica.

X. Scuola speciale di medicina e chirurgia: dedicata allo studio di tutto ciò che attiene alla salute dell'uomo e strettamente collegata alle altre facoltà scientifiche. Dotata di sette insegnamenti: 1. igiene privata e pubblica, 2. patologia esterna, 3. patologia interna, 4. operazioni chirurgiche ed ostetricia, 5. chimica farmaceutica e materia medica, 6. clinica esterna, 7. clinica interna.

XI. Scuola speciale di legislazione e politica: dedicata allo studio di tutto quanto concerne i rapporti fra i cittadini e lo Stato, ovvero il diritto, l'amministrazione pubblica e l'economia. Dotata di quattro insegnamenti: 1. diritto

pubblico e delle genti, 2. diritto civile, 3. diritto criminale, 4. amministrazione pubblica ed economia politica.

XII. Scuola speciale di matematica: articolata in tre corsi: 1. aritmetica, geometria e algebra elementari, 2. equazioni superiori, sezioni coniche, algebra applicata alla geometria, statica e geometria descrittiva, 3. equazioni numeriche, calcolo integrale e differenziale.

Per quanto riguarda l'organizzazione interna dell'Università, Laboulinière prevedeva che il reclutamento dei docenti avvenisse per concorso pubblico, sulla base del giudizio espresso dai professori di ruolo in servizio presso la stessa Università; questi, a loro volta, non avrebbero goduto tutti del medesimo trattamento economico, ma sarebbero stati inquadrati in due diverse classi di stipendio: una, inferiore, riservata a quei docenti che, per la loro attività, potevano trarre profitto dall'esercizio della libera professione; una, superiore, riservata a coloro i quali avrebbero invece dedicato tutto il loro tempo all'insegnamento universitario. Essendo l'insegnamento gratuito per tutti, gli studenti di medicina e di legge non avrebbero più dovuto pagare, come in passato, alcun contributo a favore dei loro docenti, ma solo una tassa per ottenere il diploma di abilitazione all'esercizio della libera professione.

4. Il decreto dell'11 floreale anno X e l'integrazione del Piemonte nel sistema scolastico francese

Il progetto di Laboulinière, presentato all'amministratore generale del Piemonte il 1 complementare IX (18 settembre 1801), fu da questi sottoposto ad una commissione di esperti che lo giudicarono buono, ma suscettibile di adattamenti per renderlo praticabile nelle condizioni presenti del Piemonte. Senza assumere alcuna decisione in merito, Jourdan trasmise quindi il progetto a Parigi il 15 vendemmiaio X (7 ottobre 1801), delegando al ministro degli interni Chaptal il compito di esprimersi e di decidere. Il ministro lo trasmise a sua volta ai Consoli il 10 frimaio X (1 novembre 1801), come progetto del generale Jourdan, raccomandandone un attento esame. Al termine di questa trafila, però, il progetto rimase sulla carta, né sembra che sia stato successivamente ripreso da nessuno [17]. Qualche mese dopo, infat-

[17] La trafila burocratica è ricostruita sulla base delle carte conservate in ANF, F17 1603: *Instruction Publique.*

ti, il 2 floreale X (1 maggio 1802) fu varata la legge generale che poneva le basi del nuovo sitema scolastico francese, opera principalmente del direttore generale dell'istruzione pubblica e consigliere di Stato Antoine-François Fourcroy, botanico di chiara fama e membro dell'Institut, il quale aveva ricevuto il delicato incarico da Napoleone. Nello stesso periodo, in Piemonte, il *Conseil d'instruction publique* visse una fase di intensa e quasi frenetica attività che non mancò di suscitare il malcontento di coloro i quali volevano evitare i cambiamenti troppo radicali, non ultimi gli stessi amministratori francesi. Dal luglio 1801, inoltre, al *Jury* era stato affiancato un *Conseil supérieur de l'Athenée*, con compiti esclusivamente amminsitrativi, di cui facevano parte il presidente del *Jury* stesso, i presidenti dell'Accademia delle Scienze, della Società di agricoltura e del Consiglio di sanità e il governatore del Collegio Nazionale. Le competenze dei due organismi finirono inevitabilmente per sovrapporsi, creando non poche confusioni e attirando sui tre membri del *Jury* l'accusa di cattiva amministrazione dei fondi loro assegnati. I risultati del lavoro del *Jury* si tradussero in un progetto di organizzazione delle scuole speciali di Torino presentato il 5 termidoro X (24 luglio 1802) al generale Jourdan il quale ne trasse un ulteriore progetto che trasmise a Parigi il 15 vendemmiaio XI (17 ottobre 1802) in allegato al *Rapport concernant l'organisation provisoire des differentes écoles de la 27 division milit. pendant l'an XI* [18]. Leggendo questo progetto — consegnato personalmente da Carlo Botta al Consigliere di Stato Fourcroy, direttore generale dell'istruzione pubblica — appare chiaro che Jourdan non aveva tenuto gran conto delle proposte formulate dal *Jury*, ma che si era preoccupato soprattutto delle compatibilità economiche dell'amministrazione generale e della necessità di adattare il sistema scolastico piemontese al quadro definito dalla legge francese del 2 floreale. Sulla base del *Rapport* di ottobre Jourdan redasse quindi i decreti del 21 frimaio, 4 nevoso e 10 nevoso XI (12, 25, 31 dicembre 1802), con i quali veniva riorganizzato l'intero sistema scolastico piemontese, ormai integrato nel più vasto sistema francese. In un primo momento le facoltà universitarie vennero ridotte da nove a cinque, grazie all'accorpamento di medicina e chirurgia, di chimica e scienze, e all'abolizione di lettere e musica. In questo quadro furono soppresse le due cattedre di patologia interna e patologia esterna, le due cattedre di teologia e le due cattedre di storia e di diritto ecclesiastico; in compenso venne istituita la nuova cattedra di

[18] ANF, F17. 1603.1.

astronomia, affidata al francese Duchayla, un giovane e brillante allievo dell'École Politechnique, nominato direttore dell'osservatorio. La riduzione del corpo docente e il licenziamento di quattro professori assai stimati, ma poco graditi alle autorità francesi, suscitò subito un coro di proteste nell'Università, tanto più dopo la proclamata soppressione della scuola speciale di lettere, ritenuta dal governo superata e inutile e destinata a confluire nell'erigendo Liceo di Torino. Le proteste di docenti ed accademici fecero sì che, non appena il generale Jourdan fu sollevato dall'incarico di amministratore generale, il 31 dicembre 1802, le due facoltà soppresse fossero immediatamente ristabilite, anche se in via provvisoria, dall'amministratore reggente Charbonnière.

5. La liquidazione del «Jury» e il nuovo «Conseil d'instruction publique». Verso la svolta moderata.

È dunque comprensibile che nei confronti del Jury, che aveva avallato e probabilmente ispirato le decisioni dell'amministratore generale, si fossero accumulati malumori e risentimenti. Tuttavia, nonostante le critiche, finché poté godere della protezione del generale Jourdan, che ne era stato in qualche modo il cratore, esso operò con relativa tranquillità, ma quando questi, considerato ormai troppo vicino ai circoli democratici, alla fine del 1802 fu richiamato a Parigi e sostituito provvisoriamente da Gérard Charbonnière, le cose cambiarono rapidamente. Tra l'amministratore generale *ad interim* e il *Jury* si crearono subito forti attriti, a stento attutiti da Laboulinière, nominato segretario generale dell'amministrazione del Piemonte. Dando credito a chi accusava il *Jury* di illecite operazioni finanziarie, Charbonnière costituì infatti, il 12 gennaio 1803, una commissione straordinaria per l'esame dei conti dell'amministrazione economica dell'Università, chiamando a farne parte magistrati ed amminsitratori civici [19]. In quegli stessi giorni, il 3 pluvioso XI (23 gennaio 1803), Laboulinière consegnò al consigliere di Stato Laumond — un alto funzionario parigino del ministero degli interni in missione straordinaria a Torino —, un circostanziato *Rapport* nel quale, rilevando come l'assetto

[19] La commissione fu composta dal sindaco di Torino Laugier, dal consigliere generale del Dipartimento del Po Negro, dal canonico Marentini, membro della commissione d'amministrazione degli ospedali torinesi, dall'avvocato Cavalli, membro del tribunale d'appello, e dal membro della Consulta Bay.

dell'unviersità torinese fosse ancora provvisorio e non del tutto conforme a quanto previsto dalla legge del 2 floreale, chiedeva che le scuole speciali esistenti, ma non previste dalla legge, come lettere e musica, venissero mantenute in vigore e che l'università di Torino non venisse penalizzata a favore delle università francesi. Egli ricordava inoltre che il numero degli studenti iscritti all'ateneo torinese era aumentato di un terzo rispetto all'anno precedente, prova ulteriore della bontà dell'insegnamento in essa impartito e della necessità di sostenerne e potenziarne lo sviluppo. L'amministratore *ad interim* Charbonnière invece, evidentemente deciso a riportare ordine nell'amministrazione scolastica ed universitaria prima che il nuovo amministratore generale designato — l'«egiziano» Jacques-François Menou — giungesse a Torino, diede ascolto a chi accusava Botta, Brayda e Giraud di malversazione e, dopo averli di fatto esautorati, con un *arrêté* del 14 ventoso XI (5 marzo 1803) li esonerò dall'incarico sostituendoli con tre uomini di orientamento moderato come l'ex conte e presidente dell'Accademia delle Scienze Giuseppe Angelo Saluzzo di Monesiglio, l'ex marchese ed accademico della scienze Ottavio Alessandro Falletti di Barolo e il professor Innocenzo Maurizio Baudisson. La scelta di sostituire tre repubblicani dichiarati con due colti aristocratici ed un anziano giurista la dice lunga sulle intenzioni dell'amministratore generale, deciso ormai — in linea del resto con gli orientamenti del Primo Console — a conquistare il sostegno dell'aristocrazia illuminata e di quella parte dell'*élite* d'antico regime che non si era dimostrata pregiudizialmente ostile al nuovo governo e che doveva essere sollecitata in ogni modo a collaborare con l'amministrazione francese. La permanenza del *Jury*, i cui membri si erano segnalati come esponenti della sinistra radicale, rappresentava ormai un ostacolo alla realizzazione del progetto di riforma e «restaurazione» napoleonica, tanto più in quanto esso non era sottoposto al controllo diretto del governo di Parigi.

Il 25 ventoso XI (16 marzo 1803), a pochi giorni dalla nomina, il nuovo *Jury* presieduto da Angelo Saluzzo scrisse all'amministratore generale sollecitando una verifica dello stato dell'istruzione pubblica in Piemonte e chiedendo che, prima di ogni altra cosa, fosse riaperta la facoltà di teologia, che i docenti licenziati in seguito ai decreti di dicembre fossero reintegrati nella cattedra e che l'accademico Ignazio Michelotti fosse assegnata la cattedra di idraulica. Il nuovo *Jury* si richiamava esplicitamente alla gloriosa tradizione sabauda e non intendeva in alcun modo proseguire sulla linea tracciata da Botta, Brayda e Giraud. Charbonnière era pienamente d'accordo con questa linea di condotta e analogamente si espresse anche il generale Menou, giunto finalmente a Torino nel giugno 1803. Il 3 luglio Saluzzo, Falletti e Baudisson scrissero quindi a

Fourcroy chiedendo che a Torino fossero restaurate le facoltà virtualmente abolite dalla legge dell'11 floreale [20]. Per contro, profondamente indignati per il trattamento subìto, che vanificava più di due anni di lavoro, e decisi a difendere il proprio operato agli occhi tanto del governo quanto dell'opinione pubblica, Botta, Brayda e Giraud pubblicarono immediatamente un volume, intotolato *Vicissitudes de l'instruction publique en Piémont depuis l'an VII jusqu'au mois de ventose de l'an XI*, nel quale raccolsero tutti gli atti del *Jury* e i provvedimenti del governo relativi alla pubblica istruzione, mostrando come la riforma della scuola e dell'Università piemontese avesse marciato su binari autonomi rispetto a quelli francesi, ma sostanzialmente nella stessa direzione, e respingendo seccamente le accuse di malversazione. Gli orientamenti di fondo del governo di Parigi, che si stava ormai avviando a trasformare la Repubblica consolare in Impero ereditario, erano tuttavia assai lontani dagli ideali democratici che avevano ispirato il primo *Jury* e nei quali ancora credevano gli ultimi «giacobini» piemontesi. Dopo quasi un anno di lavoro, alla fine di ottobre del 1803, la commissione straordinaria incaricata dell'esame dei conti dell'ateneo presentò al generale Menou il suo rapporto [21] nel quale si confermavano le accuse rivolte a Botta, Brayda e Giraud e si esprimeva il pieno sostegno al nuovo *Jury* presieduto da Angelo Saluzzo.

6. Napoleone e le nuove costituzioni Imperiali (1805-1808).

È stato riferito da numerosi testimoni come Napoleone, visitando di volata Torino nell'aprile 1805, mentre si recava a Milano per cingere la corona di re d'Italia, fosse rimasto favorevolmente colpito dall'ordinamento dell'Università, che rappresentava, ai suoi occhi, il miglior esempio di centralismo statale e di efficienza organizzativa ereditato dall'antico regime. Documentatosi rapidamente sulla storia dell'ateneo torinese e sulle sue riforme, in particolare sulle Costituzioni amedeane, l'Imperatore scrisse proprio in quei giorni a Fourcroy suggerendo alcune linee d'intervento ispirate all'esperienza sabauda. Riconsiderando questo episodio nei primi anni dopo la Restaurazione, Ambroise

---

[20] ANF, F17 1603.1.

[21] *Rapport de la commission extraordinaire de l'examen des comptes de l'Aténée de la ville de Turin au général Menou*, Turin, 1803, firmato da Cavalli, Laugier, Negro, Bertone, Dal Pozzo e Franchi.

Rendu — che aveva collaborato alla riforma del sistema universitario negli anni dell'Impero — avrebbe fatto risalire a questa visita torinese l'origine dell'Università imperiale, ricollegandola così alla tradizione dell'assolutismo illuminato di *ancien régime* e rinnegando il carattere originale del progetto napoleonico [22]. In realtà — e lo vedremo meglio più avanti — le rassomiglianze tra i due modelli erano indubbie, anche se non così accentuate come voleva far apparire Rendu nella sua rilettura *a posteriori*, ma furono più il frutto di una incosapevole convergenza d'intenti tra l'Imperatore e i sovrani sabaudi del XVIII secolo che non il risultato di un'imitazione deliberata. È indubbio, però, che Napoleone decise di dar corpo ad una riforma globale dell'insegnamento unviersitario proprio durante il suo soggiorno torinese e non è da escludere — come ha osservato lo stesso Alphonse Aulard — «que ce soit cet état de choses qui ait donné à Napoléon l'idée de l'Université unique pour toute la France» [23]. Fin dal 1802 Napoleone aveva infatti incominciato a riordinare il sistema francese dell'istruzione pubblica; con la legge dell'11 floreale anno X (1 maggio 1802) il progetto elaborato nei due anni precedenti dal ministro degli interni Chaptal era diventato operativo, garantendo la completa gratuità dell'insegnamento di primo e secondo grado, l'aumento del numero degli stabilimenti scolastici e uno stanziamento statale per la pubblica istruzione maggiorato da 5 milioni a 9.572.600 franchi [24]. Nonostante ciò, Napoleone continuava ad essere insoddisfatto del funzionamento del sistema scolastico francese; per questo egli aveva contemporaneamente ordinato al Consigliere di Stato Fourcroy di predisporre un altro progetto che, presentato anch'esso al Consiglio di Stato, sarebbe stato rimaneggiato ben 12 volte, tra il 1801 e il 1802, prima di diventare legge dello Stato. Egli era preoccupato soprattutto dal permanere di un sistema scolastico, parallelo a quello pubblico, in mano agli enti ecclesiastici. Il progetto che avrebbe dato vita alcuni anni più tardi all'Università Imperiale nasceva dunque dall'esigenza di sottoporre le scuole private ed ecclesiastiche ad un controllo sempre maggiore da parte dello Stato e di uniformare sempre di più l'intero sistema della pubblica istruzione, che rischiava altrimenti di sfuggire all'autorità centrale. «L'éducation publique appartient à l'Etat — si legge infatti in una circolare ministeriale del 5 piovoso anno XI (25 gennaio 1803) — car les familles particulières doivent être dirigées d'après le plan de la grande famille, qui les

---

[22] A. Rendu, *Parallèle entre l'Université de Turin et l'Université de France*, Paris, 1816.
[23] A. Aulard, *Napoléon et le monopole universitaire*, Paris, 1911, p. 159.
[24] La documentazione relativa al «progetto Chaptal» è conservata in ANF, AD VIII, 23.

comprend toutes». Il monopolio dell'istruzione pubblica era dunque l'obiettivo da conseguire in tempi brevi. Questa concezione, in realtà, non fu una trovata personale del Primo Console, ma il naturale sviluppo di un principio, già elaborato sotto l'antico regime e ribadito con forza negli anni della rivoluzione, che Napoleone si propose di tradurre in leggi efficaci. In un tale contesto la religione doveva entrare a far parte integrante del sistema scolastico non già per dominare, quanto per essere controllata dallo Stato.

Un principio analogo aveva ispirato, a partire dai primi decenni del Settecento, le riforme di Vittorio Amedeo II, ed aveva informato la politica scolastica dei governi piemontesi fino alla fine del secolo. Diversamente dalla Francia e dalla maggior parte dei paesi europei, il Piemonte conosceva già da decenni la realtà di un sistema scolastico centralizzato e rigidamente diretto dallo Stato, all'interno del quale gli ecclesiastici trovavano uno spazio solo in quanto «tecnici» dell'educazione. Lo stesso sistema universitario, che in Francia era tradizionalmente monopolio della chiesa e che aveva sempre goduto della massima autonomia, in Piemonte era già da un secolo un meccanismo efficiente e compatto, saldamente controllato da una magistratura statale. L'occupazione francese del 1800 non aveva quindi rappresentato una vera rottura per il sistema scolastico subalpino, ma piuttosto una razionalizzazione o, tutt'al più, una modernizzazione accelerata. Come si è visto, lo statuto dell'Università torinese era rimasto allo stato fluido almeno fino al 1805, quando cioè, con il decreto del 18 pratile XIII (7 giugno 1805) Napoleone impose su tutto il territorio dell'Impero le nuove costituzioni universitarie. Estendendo e rafforzando il sistema centralistico statale, il decreto imponeva a capo di ogni Università, o *Académie*, un rettore, affiancato da un Consiglio di amministrazione, dal quale dipendevano non solo l'Ateneo, ma tutte le scuole e i collegi del Dipartimento. Per la Francia si trattava certo di una grossa novità, ma per il Piemonte non si trattava d'altro che di una riedizione dell'antico Magistrato della Riforma, riveduto e corretto. Così l'Università di Torino venne riorganizzata per l'ennesima volta, riportando le scuole speciali da cinque a otto (medicina, veterinaria, scienze, matematica, diritto, lingua e antichità, disegno, musica) grazie alla separazione di matematica da scienze e la riapertura delle scuole di lettere e di musica [25]. Tutti i 36 professori furono chiamati a giurare fedeltà all'Imperatore e alla Costituzione francese, ricevendo solo dopo quest'impegno il brevetto di

---

[25] Archivio di Stato di Torino [d' ora in poi AST], *Governo Francese. Istruzione pubblica*, m. 1689: «Università. Organizzazione ed istruzioni».

abilitazione all'insegnamento. La nomina del rettore e dei membri del Consiglio di amministrazione, che rappresentava la scelta più delicata, fu demandata all'Imperatore in persona il quale ne discusse con i suoi consiglieri tra agosto e settembre. Per dirigere il sistema scolastico piemontese, che risultava, subito dopo quello parigino, il più importante dell'Impero per numero di facoltà universitarie, di docenti e di collegi, era necessaria una persona di grande prestigio e autorità morale, di notevole esperienza in campo amministrativo, sufficientemente abile per destreggiarsi nel burrascoso mondo delle «famiglie» accademiche — sempre pronte a dar battaglia per questioni di prestigio —, ben accetta al corpo docente, ma non prona ai suoi voleri, in grado di recuperare un rapporto positivo con la chiesa cattolica, con la gerarchia ecclesiastica e con tutto il clero che dalle scuole e dall'Università era stato bruscamente estromesso alcuni anni prima, ma della cui competenza si sentiva ancora bisogno. Per un incarico del genere Napoleone non voleva ricorrere ai tradizionali alleati del governo francese: gli intellettuali repubblicani che avevano appoggiato il primo e il secondo governo provvisorio, ma che ormai erano stati allontanati da quasi tutti i posti chiave. Doveva cercare al contrario di piazzare in quegli stessi posti uomini capaci, fedeli al nuovo monarca, ligi allo Stato e, possibilmente, cattolici. Era dunque giunto il momento di far appello agli uomini dell'antico regime che si erano mostrati maggiormente disponibili a collaborare con il governo imperiale. È comprensibile dunque, che le autorità francesi, dovendo scegliere il nuovo rettore dell'Università di Torino, pensassero innanzitutto a uno dei membri del *Conseil d'instruction publique*: in una minuta presentata il 17 agosto 1805 a Napoleone, in vista della nomina del rettore dell'Unversità di Torino, compaiono infatti i nomi di Tommaso Valperga di Caluso, Ottavio Falletti di Barolo, Angelo Saluzzo e Prospero Balbo, tutti membri dell'Accademia delle Scienze, aristocratici, cattolici e politicamente moderati [26]. Valperga di Caluso era indubbiamente un intellettuale di grande prestigio, ma non si era mai occupato di amministrazione pubblica né aveva mai ricoperto incarichi politici. Falletti di Barolo era già in predicato per una nomina a consigliere di Stato, mentre Saluzzo, che pareva il candidato naturale alla carica di rettore, in quanto presidente dell'amministrazione dell'Università, era piuttosto avanti con gli anni e sembrava non gradire un incarico così gravoso. Rimaneva l'ex ambasciatore ed ex ministro sabaudo Prospero Balbo che univa

[26] La minuta si trova in ANF, F17 1603.1, insieme con le minute del decreto firmato da Napoleone il 1 ottobre 1805.

il prestigio intellettuale, l'esperienza politica, le qualità diplomatiche e la buona conoscenza degli ambienti parigini; egli godeva oltretutto della stima del ministro degli esteri Talleyrand, favorevole alla sua nomina, e dell'amicizia del segretario generale del ministro degli interni, nonché membro autorevole dell'Institut, Joseph-Marie Degérando. Cedendo forse ad una simpatia personale per l'uomo che aveva conosciuto a Parigi alcuni anni prima, l'Imperatore fece cadere la propria scelta su quest'ultimo, che sembrava soddisfare meglio le esigenze del momento [27]. Solo pochi mesi prima Balbo aveva rifiutato un posto di consigliere di Stato, ma ora il prestigio della carica e soprattutto la possibilità che gli si presentava di operare per ricomporre e sanare le lacerazioni provocate dalla rivoluzione, lo indussero ad accogliere con favore la nomina inattesa [28].

7. Prospero Balbo rettore dell'Università di Torino

Dall'ufficio di rettore Balbo avrebbe potuto tenere sotto controllo la vita culturale di tutto il Dipartimento: oltre all'Università ed ai collegi, alle scuole elementari e ai licei, dal rettore dipendevano anche l'Accademia delle Scienze, la Società Agraria, l'orto botanico, l'osservatorio astronomico, la biblioteca, i musei universitari e il Pensionato accademico. Personalmente egli poteva godere di uno stipendio di 6.000 franchi annui, inferiore soltanto a quello di un consigliere a vita che percepiva uno stipendio di 10.000 franchi. Le sue funzioni erano state definite dal decreto del 18 pratile anno X: egli avrebbe dovuto esercitare una sorveglianza generale sul personale e sui beni dell'Università, corrispondere con il ministro degli interni e rappresentare l'Università negli atti pubblici, mentre il sottorettore si sarebbe occupato particolarmente della sorveglianza sull'istruzione secondaria e sulla disciplina delle scuole. Il vero

---

[27] Il medesimo decreto imperiale, firmato a Strasburgo l'8 vendemmiaio anno XIV (30 settembre 1805), nominava inoltre sottorettore l'anziano avvocato ed ex conte Vittorio Amedeo Didier che per oltre trent'anni aveva ricoperto la carica di riformatore degli studi sotto i Savoia e che era stato il principale compilatore delle Costituzioni universitarie del 1772. L'incarico di procuratore gerente dell'Università avrebbe dovuto essere affidato ad Innocenzo Baudisson il quale, però, era morto da pochi giorni nella sua casa di Torino.

[28] Mi permetto a questo punto di rinviare al mio *Prospero Balbo intellettuale e uomo di Stato (1762-1837)*, I, *Il tramonto dell'antico regime in Piemonte (1762-1800)*, Torino, 1988 e II, *Da Napoleone a Carlo Alberto (1800-1837)*, Torino, 1990.

organismo di governo dell'Università era tuttavia il gran Consiglio d'amministrazione, che avrebbe assorbito le funzioni dei consigli d'amministrazione delle singole scuole, virtualmente soppressi dal decreto del 18 pratile. La sua composizione era la seguente: il governatore generale del Dipartimento, generale Menou, in rappresentanza dell'Imperatore; il prefetto Loysel; il primo presidente della Corte d'Appello, Peyretti di Condove; il presidente della Corte di giustizia criminale, Bertolotti; il procuratore generale dell'Impero presso la corte di giustizia, Tixier; il procuratore generale presso la Corte d'Appello, Garnier; il decano dei professori, Valperga di Caluso ed il rettore. Il Consiglio era dunque equamente diviso tra funzionari francesi e funzionari piemontesi (tutti provenienti dalle magistrature di antico regime): tra questi due gruppi Balbo doveva sapersi muovere con grande abilità. Nel gran Consiglio era prevista altresì una rappresentanza del corpo docente, rinnovabile per un terzo ogni anno, composta da undici professori o dottori aggregati, tutti di nomina imperiale. In sostituzione dei vecchi Consigli d'amministrazione delle Scuole speciali venivano istituiti i Consigli di disciplina, composti da due soli docenti per ogni facoltà e da un presidente designato dal gran consiglio su proposta del rettore, incaricati di sovrintendere alla disciplina e all'organizzazione della didattica e di ripartire tra i professori i proventi delle tasse d'esame. Le singole facoltà erano dunque totalmente subordinate al rettore e al gran Consiglio, diversamente da quanto stabilito dagli ordinamenti precedenti.

Il primo problema, per Balbo, era quindi quello di presentarsi come imparziale tutore della legge, mettendo a tacere le voci malevole nei suoi confronti e le manovre di corridoio alimentate da quei docenti che mal tolleravano che a capo dell'Università vi fosse un uomo che non proveniva dall'insegnamento, che aveva servito fino all'ultimo i Savoia e che non aveva mai nascosto i propri sentimenti monarchici. La «fronda» universitaria era particolarmente viva nella scuola di medicina, considerata il *nocciolo duro* del nuovo sistema scolastico imperiale e gelosissima della propria autonomia. A questi motivi di ostilità nei confronti del nuovo rettore si aggiungeva il fatto che il decano della facoltà medica era un uomo di grande prestigio quale Benedetto Bonvicino, professore di chimica farmaceutica e socio fondatore dell'Accademia delle Scienze, già esponente di spicco del primo governo provvisorio piemontese e deputato in carica nel Corpo legislativo. Assunta nel 1800 la direzione della Scuola speciale di medicina e chirurgia e del museo di storia naturale, egli aveva dominato la vita universitaria nei primi tre anni dell'amministrazione francese, ottenendo tra l'altro un sostanzioso aumento della dotazione economica dell'Università. Con l'istituzione dell'Università Imperiale, vedendo che nella maggior parte dei casi era stato nominato rettore un membro del corpo

accademico e per lo più un docente di medicina, Bonvicino aveva probabilmente atteso, con qualche legittima speranza, di essere nominato rettore dell'Università di Torino al posto di Balbo, ma le sue speranze erano state deluse. Sfumata la nomina, egli aveva quindi riunito attorno a sé un gruppo di docenti ben decisi a resistere con ogni mezzo allo svuotamento dei poteri e dell'autonomia della facoltà di medicina, che il nuovo rettore intendeva realizzare al più presto. Accanto a Bonvicino si erano subito schierati il botanico Giambattista Balbis [29], il patologo Luigi Filippi [30], il docente di clinica esterna Giovanni Maria Scavini e l'anziano professore Francesco Canaveri, docente di anatomia e fisiologia. Di fronte a questo gruppo compatto, le uniche persone sulle quali Prospero Balbo poteva contare all'interno della facoltà di medicina erano i suoi due vecchi amici della «Società Patria» Buniva e Moriondo, docenti rispettivamente di igiene e di clinica interna. Il professor Francesco Rossi infine, docente di ginecologia e primo chirurgo dell'ospedale San Giovanni, pur non essendo amico di Balbo, poteva tuttavia considerarsi un potenziale alleato a causa della sua nota rivalità con Filippi.

8. L'opposizione nelle facoltà: medicina e giurisprudenza

Per meglio comprendere le ragioni dei docenti della facoltà di medicina bisogna tuttavia guardare oltre le rivalità personali e le divergenze politico-ideologiche e risalire alla sostanziale differenza tra lo statuto della facoltà medica di Torino e quello delle altre facoltà mediche dell'Impero (Parigi, Strasburgo, e Montpellier), nate in antico regime come scuole autonome, dotate di propri organismi di autogoverno e non sottoposte ad alcun potere superiore. La facoltà torinese, al contrario, era stata inserita fin dal Settecento

---

[29] Giacobino di vecchia data, fuggito in Francia nel 1794 in seguito al fallimento del complotto antimonarchico organizzato da Ferdinando Barolo, arruolatosi successivamente come medico militare nelle armate repubblicane e rientrato in Piemonte con Bonaparte nel 1796. Nominato membro del primo governo provvisorio piemontese, Balbis era stato chiamato nel 1801 alla direzione dell'orto botanico dell'Unviersità e all'inizio del 1806 alla cattedra di botanica.

[30] Già chirurgo maggiore dell'esercito sabaudo, Filippi si era arruolato nell'armata francese come ufficiale di sanità, ricoprendo successivamente gli incarichi di chirurgo maggiore nella seconda Legione elvetica, medico ausiliario dell'Armée d'Italie e membro del Consiglio di sanità di Mantova durante l'occupazione francese del 1798; nominato ispettore della sanità militare dal secondo governo provvisorio piemontese, aveva quindi ottenuto nel 1800 la qualifica di professore aggiunto alla cattedra di chirurgia e nel 1801 la cattedra di patologia esterna.

nel corpo dell'Università di Stato ed era stata equiparata in tutti i suoi regolamenti alle altre facoltà. Il decreto del 20 pratile anno XI (9 giugno 1803); uniformando tutte le facoltà mediche della Francia e dei territori annessi al modello (razionalizzato, ma sostanzialmente analogo nelle sue linee generali) di Strasburgo e Montpellier, aveva aperto alla facoltà torinese la via dell'autonomia giurisdizionale ed amministrativa. In particolare il decreto prevedeva la figura inedita del *direttore della scuola*, dotato di notevoli poteri e incaricato di presiedere il *Bureau administratif* che veniva a configurarsi come un vero e proprio organismo di autogoverno: inutile dire che la carica di direttore della scuola di medicina era stata assunta, a Torino, da Benedetto Bonvicino. Il successivo deceto del 18 pratile anno XIII, come abbiamo già visto, aveva però modificato completamente la situazione, sottoponendo anche la facoltà medica all'autorità del rettore e del Gran consiglio d'amministrazione dell'Università: il direttore della Scuola e il *Bureau administratif* avrebbero dovuto quindi scomparire, i diplomi avrebbero dovuto essere conferiti dal rettore a nome dell'Imperatore, e l'autonomia della scuola di medicina sarebbe stata annullata, riportando la facoltà medica ad una situazione molto simile a quella esistente prima dell'occupazione francese. Ancora una volta le diverse tradizioni creavano delle forti disparità. A Strasburgo come a Montpellier, infatti, essendo la scuola di medicina l'unica facoltà esistente e identificandosi quindi il rettore con il direttore della scuola e il Gran consiglio con il *Bureau administratif*, il nuovo decreto non provocava alcun trauma. A Torino, invece, le nuove normative costringevano i docenti di medicina, e soprattutto il loro potente direttore, a rinunciare all'autonomia da poco conquistata.

Un secondo gruppo di oppositori al rettore Balbo, di orientamento meno radicale rispetto a quello della facoltà medica, ma pur sempre significativo, era riunito nella facoltà di giurisprudenza. Questa era stata, insieme con la facoltà di teologia, il nerbo dell'Università di antico regime, il serbatoio dei funzionari da inserire nelle magistrature e nell'amministrazione dello Stato, il vivaio dei migliori professionisti del diritto. Con la creazione dell'Università Imperiale anche la facoltà giuridica aveva visto ridurre la propria autonomia ed era quindi naturale che un certo malessere si diffondesse tra i docenti. Volendo dare, con un certo schematismo, una colorazione politica alle due facoltà «difficili» potremmo dire che, se nella facoltà medica si raccoglievano gli ex repubblicani, in quella giuridica si raccoglievano i docenti più conservatori e nostalgici dell'antico regime. In particolare, nel 1806, le proteste dei docenti e degli studenti della facoltà di giurisprudenza nascevano dall'aumento delle tasse d'iscrizione — che rendevano la facoltà più cara di tutte le altre — e dalla ventilata proposta di abolire l'antico e prestigioso Collegio dei dottori (*agrégés*).

Istituiti all'inizio del Settecento con la riforma amedeana, i Collegi dei dottori rappresentavano infatti un caso unico nel quadro dell'Università imperiale: per questo e in nome dell'uniformità degli statuti accademici ne era stata proposta la soppressione. Nonostante costituissero un'anomalia ed un retaggio dell'antico regime, i Collegi avevano una loro funzione molto precisa: innanzitutto essi costituivano un vivaio dei migliori tra i laureati delle diverse facoltà, cui attingere per coprire i posti vacanti di professore ordinario, per le supplenze e per gli incarichi temporanei; i *dottori collegiati*, o *agrégés*, erano poi, da circa un secolo, i veri protagonisti degli esami di licenza e di dottorato: erano loro infatti a condurre le discussioni con i candidati e a interrogarli, mentre i docenti erano tenuti solamente ad esprimere il giudizio finale. Questa divisione delle parti rendeva senza dubbio più rigorosi gli esami e permetteva inoltre agli *agrégés* di esercitarsi continuamente nella pubblica discussione delle tesi altrui. Ogni facoltà universitaria aveva a disposizione trenta posti di *agrégé* cui poteva accedere qualsiasi laureato che avesse sostenuto pubblicamente e con successo una seconda dissertazione di fronte al Collegio. I posti di *agrégé* erano gratuiti e non comportavano alcun aggravio economico per lo Stato. Se nell'antico regime di Collegi dei dottori erano stati un vivaio non solo per l'Università, ma anche per le professioni e per lo Stato, che ne aveva sempre tratto i migliori funzionari, nei primi anni del regime napoleonico questa funzione era venuta meno. Era però intenzione di Balbo e di molti docenti universitari far sì che i Collegi tornassero ad avere quel ruolo prestigioso che li aveva caratterizzati in passato.

9. François Fourcroy e la riforma del 1806

Mentre a Torino Prospero Balbo si confrontava con le resistenze dei docenti di medicina e di giurisprudenza, a Parigi, nella primavera del 1806, era iniziata la discussione su di un nuovo progetto di riforma dell'Università Imperiale, elaborato da Fourcroy e pubblicato il 27 febbraio di quell'anno. Il progetto, sollecitato da Napoleone, prevedeva la trasformazione dei docenti delle scuole superiori in un «corpo speciale» dello Stato, organizzato secondo modelli paramilitari e vincolato al celibato; l'intero sistema scolastico ed universitario dell'Impero avrebbe dovuto essere riorganizzato sulla base di sette *divisioni accademiche* : Parigi, Bruxelles, Rennes, Digione, Tolosa, Montpellier e Torino, facenti capo ognuna all'Università del capoluogo di Dipartimento; al vertice di tutto il sistema sarebbe stato collocato il direttore generale dell'istruzione pubblica affiancato da un corpo di ispettori generali e dal *Gran conseil de*

l'Université. In tal modo l'Università Imperiale avrebbe rotto ogni legame con le vecchie Università d'*ancien régime*, subendo una definitiva riorganizzazione su basi centralistiche. Il progetto di Fourcroy fu presentato al Consiglio di Stato alla fine di febbraio e discusso regolarmente per due riunioni ogni settimana, alla presenza di Napoleone, tra marzo e aprile 1806. Il testo della legge, brevissimo, fu approvato e firmato il 10 maggio 1806; ogni ulteriore definizione del piano di riforma fu demandato invece ad una fase successiva.

In questo quadro la linea di fondo lungo la quale Prospero Balbo decise di muoversi fu quella di un'abile mediazione tra la spinta alla centralizzazione proveniente da Parigi e la tendenza a conservare, migliorandoli, gli aspetti più validi dell'antico sistema scolastico piemontese. L'opera di graduale restaurazione, che del resto rispondeva pienamente alle intenzioni di Napoleone, avvenne sotto lo sguardo benevolo del generale Menou, sempre pronto a testimoniare la propria stima al rettore e a fornirgli il proprio autorevole appoggio presso il governo di Parigi. Per tutto il 1806, tuttavia, i docenti di medicina — costretti loro malgrado ad accettare i nuovi statuti proposti dal rettore ed approvati dal gran Consiglio — continuarono ad alimentare l'opposizione, non rassegnandosi a veder ridimensionato il loro ruolo all'interno dell'Università. Dopo ripetute proteste, riuscirono infine ad ottenere dal Gran Consiglio la nomina di una commissione incaricata di esaminare tutto quanto avesse rapporto con la loro facoltà e con il sistema degli esami [31]. Insediata nel gennaio 1807, la commissione — della quale furono chiamati a far parte, oltre al rettore, tutti gli alti magistrati membri del Gran consiglio accademico — divenne, per così dire, il parafulmine del Gran consiglio contro il quale si scaricarono tutte le insoddisfazioni, le proteste, le accuse provenienti dalla facoltà medica. Di dar forma e corpo a queste proteste si preoccupò naturalmente Benedetto Bonvicino, facendo pubblicare nel mese di giugno un libello dal titolo *Mémoire présenté à la Commission du Grand-Conseil d'Administration de l'Université de Turin, nommée pour examiner tout ce qui a rapport aux examens de médecine, par le docteur Bonvoisin, au nom de ses collègues professeurs à l'école spéciale de médecine de la dite Université* [32]. Il *Mémoire* mirava soprattutto a screditare il rettore di fronte alle autorità di governo, presentandolo come un uomo pervicacemente attaccato alle consuetudini di

[31] AST, *Governo Francese. Istruzione Pubblica*, m. 509.
[32] Un raro esemplare del *Mémoire* è conservato in ANF, F17 1609.

antico regime, troppo indulgente nei confronti degli studenti, autoritario nei confronti dei docenti, ostile ai professori «patrioti» della facoltà di medicina e quindi inadatto a ricoprire l'incarico affidatogli. La commissione d'inchiesta si riunì immediatamente per esaminare il contenuto del *Mémoire*, ma, dopo aver messo a confronto la versione dei fatti fornita dal decano di medicina con quella fornita dal rettore, riferì al Gran consiglio, il quale deliberò all'unanimità di non modificare nulla in attesa di una decisione del governo, ritenendo le proteste dei professori di medicina non fondate e lesive della dignità del Consiglio stesso. La risposta al *pamphlet*, pubblicato senza autorizzazione delle autorità accademiche, sarebbe stata espressa di conseguenza all'interno del Consiglio, evitando ogni pubblicità. L'autorità del rettore ne usciva dunque confermata e rafforzata, mentre il prestigio di Bonvicino veniva in qualche modo intaccato da una censura ufficiale, anche se non pubblica. Prospero Balbo, tuttavia, pretese che una risposta a Bonvicino fosse resa esplicita e formalizzata una volta per tutte; di conseguenza egli preparò e sottoposte al Gran consiglio, il 19 luglio 1807, un documento in 119 articoli dal titolo *Réponse au «Mémoire présenté a la Commissione du Gran-Conseil...» par M. le docteur Bonvoisin* [33], destinato ad una circolazione strettamente riservata e limitata ai soli amministratori dell'Università. In esso egli ribadiva la responsabilità collettiva delle decisioni prese, negando di aver mai esercitato alcuna pressione sul consiglio e ricordando l'opposizione accanita esercitata in quella sede dal solo Bonvicino; anzi, egli stesso si era sempre dimostrato fin troppo disponibile a mediare, mentre la maggioranza del Consiglio aveva inteso affermare con estrema chiarezza il principio centralistico dell'amministrazione universitaria. Il torto stava dunque dalla parte dei professori di medicina che avevano tentato di ostacolare il moto degli ingranaggi della grande macchina. La questione degli statuti di facoltà, tuttavia, non era ancora chiusa in quanto il governo di Parigi tardava ad esprimersi al riguardo. In seguito ad ulteriori tergiversazioni da parte delle autorità parigine e a nuove schermaglie da parte dei docenti di medicina, il ministro degli interni scrisse finalmente a Prospero Balbo, il 31 ottobre 1807, invitandolo a recedere dalla sua posizione intransigente e ad uniformarsi agli ordini superiori [34]. Della natura specifica della facoltà medica di Torino non si faceva parola: l'essenziale era rispettare le formule. Posto di fronte alla sordità

[33] ANF, F17 1609.
[34] AST, *Archivio Balbo jr*, vol. 43.

burocratica delle autorità competenti, Balbo rispose al ministro con un dettagliato memoriale, difendendo punto per punto il proprio operato e terminando con l'annuncio delle proprie dimissioni della carica di rettore nel caso in cui il ministro avesse pubblicamente sconfessato le deliberazioni del Gran consiglio accademico [35]. Con evidente orgoglio egli ricordava inoltre che a Torino l'Imperatore aveva voluto creare «un établissement dont le modèle n'existait pas dans l'Europe»; non per nulla nessuno degli ispettori passati per Torino aveva trovato alcunché da ridire sulla sua organizzazione: «L'université de Turin est un établissement nouveau: il est essentiellement différent de toutes les autres écoles de l'Empire: il est jusqu'à présent le seul de son espèce, ou le seul du moins qui réunisse un si grand nombre d'écoles et d'établissemens dépendans. On a voulu un esemble qui n'existe nulle part. On m'a recommandé *l'unité*». Le richieste del ministro rischiavano dunque di minare pericolosamente l'unità raggiunta e di porre le basi per una disgregazione dell'Università imperiale. Di fronte alla concreta prospettiva delle dimissioni di Balbo i cinque docenti della facoltà di medicina, d'accordo fra loro, rinnovarono le proteste inviando una serie di lettere al ministro degli interni [36] e presentando al tempo stesso al rettore una mozione collettiva alla quale Balbo si limitò a rispondere con un severo richiamo all'ordine: «Tant qu'il n'y a pas une décision supérieure, mon devoir est de faire exécuter les délibérations du Gran Conseil; le vôtre, Monsieur, est d'obéir». Finalmente, il 22 dicembre, il ministro Crétet, che pareva molto più propenso del suo predecessore ad assecondare la *cabale* medica, diede disposizione affinché sui diplomi delle facoltà di medicina fosse riportata una formula di compromesso, differente da quella prevista dalla legge, nella quale si ribadiva la subordinazione della facoltà al Gran consiglio accademico. Prospero Balbo non aveva ancora vinto la sua partita, ma quantomeno aveva guadagnato qualche punto sugli avversari. L'appoggio più significativo gli sarebbe però venuto inaspettatamente dallo stesso Napoleone, di passaggio per Torino tra il 26 e il 29 dicembre 1807, dal quale egli ricevette un incoraggiamento a proseguire sulla linea intrapresa: i diplomi di medicina sarebbero stati conferiti a nome di «Sa Majesté l'Empereur et Roi» e avrebbero portato impresso il sigillo del rettore dell'Università di Torino in luogo di quello (peraltro inesistente) della scuola di medicina.

---

[35] ANF, F17 1609: Balbo a Crétet, Torino 19 novembre 1807.
[36] *Ibidem*.

10. La popolazione studentesca e lo sviluppo delle facoltà

Alla fine del 1807 la polemica all'interno dell'Università di Torino pareva dunque sopita con la sostanziale sconfitta dei docenti della facoltà di medicina e con la vittoria di quelli di giurisprudenza, che vedevano confermate gran parte delle loro richieste. Nello stesso periodo, quasi a sancire questa situazione, a medicina si assisteva con qualche preoccupazione all'arresto e poi al calo delle iscrizioni, che faceva seguito allo straordinario incremento dei primi anni, mentre a giurisprudenza si viveva in pieno il *boom* che l'avrebbe portata di lì a poco ad essere non solo la facoltà con il maggior numero di studenti di tutto l'ateneo torinese, ma addirittura una delle facoltà più frequentate di tutto l'Impero.

In base ai dati trasmessi al rettore all'inizio del 1807 gli iscritti alla facoltà di giurisprudenza dell'Università di Torino erano infatti passati, tra il 1803 e il 1807, dal 118 a 180, con un incremento netto, in quattro anni, di 60 unità. Stazionario era invece l'andamento delle iscrizioni alla facoltà di medicina, passata in un anno da 206 a 208 iscritti, interrompendo il *trend* positivo che aveva caratterizzato i primi anni del secolo, quando il numero degli studenti era quasi raddoppiato. Ancora per un anno, tuttavia, medicina sarebbe rimasta la facoltà con il maggior numero di studenti, mentre in tutte le altre facoltà le iscrizioni erano già da tempo in netta diminuzione: scienze e lettere perdevano infatti 19 studenti a testa, la facoltà di belle arti 14 e quella di veterinaria 12 [37]. Commentando questi dati in una breve nota allegata al consuntivo del 1807, Prospero Balbo cercava di dare una ragione del fenomeno: «L'augmentation dans l'école de *droit* est très-remarquable. La diminution dans l'école *vétérinaire* tient à ce que pour cette d'élèves le Pensionnat n'est pas encore ouvert. La diminution dans les écoles de *sciences* et de *lettres* tient au système d'enseignement des Lycées et des écoles secondaires qui fait croire aux jeunes gens qu'ils n'ont pas besoin de puiser à l'Université ce genre d'instruction. La diminution dans les écoles de *beaux-arts* tient à des circonstances qui ont diminué le besoin qu'on a des artistes et les ressources que ceux-ci peuvent se procurer». L'analisi dell'andamento delle iscrizioni universitarie è comunque interessante in quanto ci permette di constatare come il venir meno delle restrizioni, che nell'antico regime avevano precluso gli studi superiori a molti giovani, avesse notevolmente allargato la fascia di scolarità a livello universita-

[37] ANF, F17 1607.

rio. L'impennata delle iscrizioni alla facoltà di giurisprudenza rappresentava il dato più significativo tra quelli registrati dal consuntivo di aprile. Non per nulla su questa facoltà si stava concentrando l'attenzione del governo che aveva incaricato l'ispettore generale Mathurin Sedillez del riordino delle facoltà giuridiche dell'Impero. Risultato dei viaggi d'ispezione compiuti da Sedillez fra il 1806 e il 1807 fu il decreto del 17 marzo 1808 che riformava e, potremmo dire, «rifondava» l'Università imperiale confermando il giudizio positivo sull'ateneo torinese: in tutto l'Impero furono infatti costituite 13 facoltà di diritto: Parigi, Aix, Bruxelles, Caen, Digione, Genova, Grenoble, Mayence, Pisa, Poitiers, Rennes, Strasburgo e Torino la quale ultima poteva conservare il Collegio dei dottori.

L'orientamento prevalente verso gli studi medici e giuridici rispecchiava del resto una tendenza abbastanza ovvia a rivolgersi alle facoltà professionalizzanti a scapito di quelle, come lettere e arti, i cui sbocchi erano sempre più incerti, tanto più che l'espansione del sistema sanitario pubblico da un lato e dall'altro le necessità collegate alla guerra facevano sì che i giovani medici trovassero lavoro abbastanza facilmente; d'altro canto l'adozione dei codici napoleonici da parte di tutti i paesi europei sottoposti all'egemonia francese e la rapida estensione della burocrazia statale rendeva sempre più indispensabili i tecnici del diritto e dell'amministrazione. Viceversa una facoltà nuova come veterinaria, legata anch'essa ad una professionalità utilissima sia per le necessità dell'allevamento e della zootecnia, sia per quelle dell'esercito, stentava a decollare. Nella situazione torinese le cause erano probabilmente da individuarsi nella mancanza di spazi e di «materia prima»: la facoltà non poteva infatti disporre né di scuderie proprie, né di bestiame, né di locali per gli studenti e il progetto caldeggiato da Prospero Balbo di un «polo universitario» presso il castello del Valentino, che comprendesse l'orto botanico, la facoltà di veterinaria e un centro sperimentale di agricoltura e allevamento, non fu mai realizzato. Più difficile comprendere le ragioni del fallimento dell'altra facoltà di nuova istituzione, quella di scienze, passata da 106 iscritti nel 1803, a 128 nel 1805, subendo poi un brusco crollo nel 1807, quando gli iscritti si erano ridotti a 69. In primo luogo si scontava probabilmente una grave carenza di orientamento scientifico a livello di scuole secondarie: i licei, infatti, rimanevano sostanzialmente delle scuole d'«umanità»; in secondo luogo la mancanza di immediati sbocchi professionali per i laureati in discipline scientifiche non incoraggiava certo l'iscrizione alla facoltà. Ben più utili erano ritenuti infatti i diplomi professionali di geometra-arpentatore e di ingegnere, che si conseguivano al di fuori delle strutture universitarie a conclusione di corsi tecnici di durata inferiore alla laurea. Anche per la facoltà di scienze, inoltre, si scontavano

carenze gravissime di strutture: laboratori insufficienti (Benedetto Bonvicino aveva dovuto vendere il suo strumentario personale all'Università), materiale carente o inutilizzabile, mancanza di denaro per l'acquisto di apparecchiature tecniche. Un ragionamento analogo a quello fatto per scienze valeva anche per la facoltà di lettere, destinata tutt'al più a sfornare insegnanti di liceo, in una situazione in cui la lingua ufficiale dell'Impero era ormai il francese e non più (se mai lo era stata in Piemonte) l'italiano. Ovvie le ragioni della crisi della facoltà di arti e disegno, dopo che la rivoluzione aveva pressoché annullato la tradizionale committenza nobiliare ed ecclesiastica.

Un quadro assai interessante dello stato dell'Università di Torino alla fine del 1807 può essere ricavato anche dalla lettura del *Rapport sur le programme de l'enseignement pour l'année classique 1807-1808, presentato da Prospero Balbo il 12 novembre 1807, mentre ancora imperversavano le polemiche sui regolamenti provvisori delle scuole di medicina e diritto* [38]. Il *Rapport* tentava di fare il punto della situazione, individuando pregi e difetti del sistema universitario torinese, segnalando, nelle varie facoltà, i settori da potenziare con l'istituzione di nuove cattedre o con una migliore utilizzazione degli orari, degli spazi e delle persone, e concentrando l'attenzione soprattutto sulle due facoltà più importanti. Nella facoltà di giurisprudenza il professor Ceresa, docente di diritto civile, avrebbe tenuto una volta alla settimana un nuovo corso elementare di diritto commerciale, aperto al pubblico e rivolto, oltre che agli studenti universitari, agli operatori commerciali di città, che si trovavano in notevole difficoltà dopo l'entrata in vigore del nuovo codice napoleonico. Questa apertura dell'Università verso l'esterno, e soprattutto verso il mondo dell'industria e del commercio, rappresentava un'indubbia novità rispetto alla tradizione precedente: per la prima volta le competenze dei docenti venivano messe a disposizione dell'intera società e non più finalizzate solo alla formazione di altre competenze specialistiche, bensì alla più ampia diffusione delle nozioni di base del nuovo diritto napoleonico. Nella facoltà di medicina l'aumento del numero degli studenti stava invece creando non pochi problemi ai professori, costretti a sdoppiare le loro lezioni per far fronte alle richieste di un numero di studenti sempre crescente e per sopperire alle necessità di programmi sempre più estesi. Il punto su cui Balbo più insisteva era una più netta differenziazione del corso di laurea in medicina da quello in chirurgia, già separati subito dopo l'occupazione francese e poi riunificati nel 1805. Questa richiesta era motivata, oltre che

[38] ANF, F17 1607.

dall'esigenza di rendere più coerenti i due diversi *curricula*, corrispondenti a professionalità sempre più differenziate, anche dal desiderio di rompere l'unità della *cabale* medica, dividendone i componenti e, in prospettiva, distribuendoli in due facoltà separate. Il problema più urgente per la facoltà di medicina era tuttavia rappresentato dal numero ancora troppo ridotto di cattedre e di insegnamenti, problema che si era tentato di risolvere provvisoriamente istituendo una serie di nuovi incarichi, affidati ai docenti titolari delle discipline esistenti. I problemi delle altre facoltà, così come emergono dal *Rapport* di Balbo, appaiono poca cosa in confronto. Nella facoltà di scienze il rettore segnalava gli insegnamenti di *chimica* e di *zoologia* come quelli su cui intervenire con maggior attenzione, apportando alcuni miglioramenti ai programmi; nella facoltà di matematica segnalava per la sua buona qualità il corso di astronomia e ottica del giovane professore Duchayla, allievo dell'Ecole politechnique; nella facoltà di lettere il professor Barucchi continuava l'insegnamento supplementare di *filosofia razionale*, mentre Valperga di Caluso lo affiancava in quello di *greco*; inoltre tutti i giovedì il docente di francese Depéret, molto interessato ai problemi di fonetica, avrebbe tenuto un corso speciale *éloquence du barreau*, rivolto specialmente agli avvocati e agli studenti di giurisprudenza, allo scopo di introdurre il buon uso del francese nei tribunali (si ricorderà, a questo proposito, che l'ispettore Sedillez aveva rimproverato ai giureconsulti torinesi la scarsa conoscenza della lingua francese). Nella scuola d'arte Balbo non segnalava alcun problema particolare, tranne il carico di lavoro sempre maggiore che gravava sull'anziano Lorenzo Pécheux. Sulla nuova facoltà di veterinaria, infine, frequentata solo da due o tre allievi, non era necessario spendere molte parole.

11. Louis Fontanes e la riforma del 1808

La riorganizzazione dell'Università imperiale, annunciata da mesi, prese il via nella primavera del 1808 inserendo definitivamente Torino nel sistema universitario francese dotato, finalmente, di uno statuto chiaro. Parallelamente a ciò proseguì silenziosamente l'opera di restaurazione e consolidamento della gerarchia, di recupero degli ultimi sabaudisti ancora rimasti ai margini del nuovo regime, di allargamento sempre maggiore degli spazi d'influenza della chiesa cattolica, di rafforzamento della disciplina interna.

Nel corso dell'inverno tra il 1807 e il 1808 il consigliere di Stato Fourcroy aveva lavorato alacremente al nuovo progetto di riforma che doveva dare un assetto definitivo al sistema scolastico francese. La sua posizione personale,

tuttavia, si era notevolmente indebolita negli ultimi tempi: nel settore dell'istruzione pubblica, infatti, Napoleone tendeva a concedere uno spazio sempre maggiore agli esponenti del mondo cattolico, sia per ingraziarsi la gerarchia ecclesiastica, di cui temeva l'opposizione, sia per rafforzare la disciplina. Il lavoro iniziato da Fourcroy sfociò nei decreti del 17 marzo e 17 settembre 1808, con i quali veniva riorganizzato, sotto la direzione di una nuova magistratura unica, tutto il sistema scolastico imperiale. L'insegnamento privato, che sopravviveva parallelamente a quello pubblico e che aveva creato non poche preoccupazioni a Napoleone, non veniva soppresso, ma posto sotto il controllo dello Stato in modo tale da non rappresentare più una vera alternativa rispetto all'insegnamento pubblico. Tra studenti e docenti si rafforzava ulteriormente la gerarchia e la disciplina di tipo militare, il celibato diveniva obbligatorio per gli insegnanti e i dirigenti dei collegi, mentre soltanto i professori di liceo e i docenti universitari rimanevano liberi di crearsi una famiglia. Gli articoli più importanti del decreto del 17 marzo riguardavano però l'organizzazione centrale del sistema scolastico a capo del quale veniva posto un *Grand Maître*, autonomo dal ministro degli interni e sottoposto solamente all'Imperatore, dotato di poteri amplissimi e di uno stipendio di 100.000 franchi (pari a quello di un ministro o di un presidente di Cassazione), affiancato da due funzionari subalterni, il *Cancelliere* e il *Tesoriere* (con uno stipendio di 15.000 franchi a testa), incaricati di firmare gli atti ufficiali e i diplomi, di custodire l'archivio e di compilare il bilancio generale; l'organo supremo di direzione del sistema universitario sarebbe stato il *Conseil d'Université*, composto di trenta membri nominati dall'Imperatore e da trenta *Ispettori generali* incaricati da controllare il regolare funzionamento del sistema scolastico imperiale mediante ispezioni annuali nelle singole sedi. In ogni circoscrizione sede di Corte d'Appello sarebbe stata costituita un'*Académie* (o Università) con a capo un rettore, nominato dal *Grand Maître* e da lui revocabile in qualsiasi momento, e un *Conseil Académique*, con poteri consultivi e amministrativi. Ogni rettore avrebbe a sua volta designato due *Inspecteurs d'Académie*, la cui nomina sarebbe stata ratificata dal *Grand Maître*, incaricati di sovrintendere all'Università e alle scuole dipendenti da ogni singola Académie. Le facoltà universitarie autorizzate in tutto l'Impero furono infine stabilite in numero di cinque: giurisprudenza, medicina, scienze, lettere e teologia; tutte le altre scuole speciali esistenti avrebbero dovuto essere riconosciute con un decreto imperiale *ad hoc*, se da loro sopravvivenza fosse stata considerata indispensabile, altrimenti avrebbero dovuto essere chiuse o accorpate a una delle cinque facoltà principali.

Se per alcune Università minori il decreto rappresentava un nuovo scossone, per l'Università di Torino esso rappresentava un ulteriore passo di riavvicina-

mento alla situazione di antico regime, oltre che un consolidamento della situazione esistente. La riapertura generalizzata delle facoltà di teologia chiuse al tempo della rivoluzione (a Parigi, Aix, Besançon, Bordeaux, Lione, Parma, Pisa, Rouen, Tolosa e Torino) andava esattamente nella direzione da tempo auspicata da Prospero Balbo il quale riuscì in questo modo ad acquisire un titolo di merito presso la gerarchia cattolica e al tempo stesso a ricondurre sotto le ali protettrici dell'aquila imperiale una chiesa che, soprattutto in Piemonte, non aveva mai nascosto le proprie nostalgie sabaudiste: in fondo non si trattava che di riproporre l'impostazione regalista che aveva caratterizzato per circa un secolo la politica dei Savoia nei confronti della chiesa subalpina.

Un certo stupore suscitò invece tra i notabili subalpini la notizia che il *Grand Maître* dell'Università Imperiale, nominato da Napoleone il 17 marzo 1808, non sarebbe stato, come molti si attendevano, il consigliere di Stato Fourcroy, bensì Louis Fontanes, presidente del Corpo Legislativo dal 1804, cattolico e conservatore dichiarato, amico di Chateaubriand e molto legato alla gerarchia ecclesiastica. L'ex direttore generale dell'Istruzione pubblica era stato evidentemente messo da parte a causa delle sue simpatie per i protestanti, del suo spirito laico e della sua ostilità nei confronti della gerarchia cattolica. La stessa composizione del *Conseil d'Université*, nominato nel 1808, fu un segnale eloquente della svolta in senso conservatore ormai in atto: contrariamente a quanto era stato previsto dal decreto del 17 marzo, tra i dieci membri a vita non vi fu neppure un rettore o un ispettore universitario, ma vi furono invece numerosi ecclesiastici ed esponenti della cultura cattolica più oltranzista [39]. I rettori delle singole università furono nominati solo con il decreto del 10 marzo 1809: nella maggior parte dei casi furono confermati quelli già in carica, in altri casi furono nominati rettori i decani della facoltà più importanti (quasi sempre medicina o diritto, raramente lettere), in pochissimi casi, e solo nei dipartimenti italiani (come a Torino — dove fu confermato Prospero Balbo —, a Genova — dove

[39] Tra i membri di nomina imperiale troviamo infatti l'ex vescovo refrattario De Bausset; il superiore generale di Saint Sulpice, abate Emry; un reazionario dichiarato come Bonald; un vecchio giurista come Delamalle; un ex ecclesiastico passato attraverso i vari regimi come Desrenaudes; un notabile come Nougarède de Fayet, auditore al Consiglio di Stato; più un gruppo d'intellettuali d'orientamento moderato, come il naturalista Cuvier, il botanico De Jussien, il matematico Legendere, il direttore dell'École Normale Guéroult. A costoro si aggiunsero in seguito quindici (e non venti come previsto dalla legge) membri ordinari, scelti per lo più tra gli ispettori universitari: Joubert, Noel, Rendu, Guéneau de Mussy, Balland, Villar (un ex convenzionale, membro dell'Institut), Despaulx, de Coffier, Chabot de l'Allier, de Champeux, Arnault, de Langeac, Thouret, Guieu e Roger.

fu nominato Girolamo Serra — e a Pisa — dove fu nominato il livornese Beniamino Sproni) il rettore fu scelto al di fuori del corpo dei professori universitari. La riconferma di Balbo suonava dunque come la sanzione del ruolo eminentemente politico che l'Imperatore ed il *Grand Maître* volevano assegnare al capo dell'*Accadémie* torinese. Questa infatti, pur rimanendo una realtà periferica, risultò essere la seconda Università dell'Impero, dopo Parigi, per numero di facoltà, di insegnamenti attivati e di studenti: soltanto a Torino esistevano già, nel 1808, le facoltà di medicina, diritto, scienze, lettere e arti, più la scuola speciale di veterinaria. Se ripensiamo al fatto che quello torinese era stato in qualche misura il modello cui Napoleone si era ispirato per la riorganizzazione dell'Università imperiale, possiamo comprendere perché i decreti succedutisi tra il 1808 e il 1809 siano stati accolti da Balbo come gli ultimi tasselli di un'opera iniziata nel 1729 con le Costituzioni amedeane dell'Università.

VITTORIO MARCHIS

L'istruzione (e la cultura) scientifica nel Piemonte in età napoleonica

Una premessa di metodo [1]

Guardare all'«istruzione scientifica» dopo un'esauriente analisi della «istruzione universitaria» [2] è certamente operazione difficile, se non si vuole incorrere in noiose ripetizioni. D'altra parte l'*École Polytechnique* ed i suoi rapporti con il suo «pubblico piemontese» è oggetto dell'intervento di Alberto Conte [3] in questo Convegno. L'analisi dello specifico delle scienze pure ed applicate, il loro inserimento nel contesto politico e sociale, il loro coinvolgimento nell'istruzione pubblica, sino alle attività economiche e produttive sono temi di ricerca che non troveranno certamente una soluzione definitiva in uno studio preliminare, che ha piuttosto lo scopo di evidenziare nuove sfaccettature di una storia non ancora scritta [4].

Si potrebbe allora ricercare l'istruzione scientifica anche altrove, al di fuori delle Università e degli Atenei, ora che anche le Reali Scuole di Artiglieria non esistono più. Analizzare l'istruzione scientifica al di fuori del contesto culturale

---

[1] Si sono utilizzate le seguenti abbreviazioni: ASAS = Archivio Storico dell'Accademia delle Scienze di Torino, ASCT = Archivio Storico della Città di Torino, AST = Archivio di Stato di Torino, BN = Bibliothèque Nationale (Paris), Davico e Picco = *Raccolta di Leggi, Provvidenze, Manifesti ecc.*, [e successive varianti], voll. I-XLII, 22 settembre 1800 - 4 giugno 1814, Torino, Stamperia Davico e Picco. Per i documenti conservati alle Archives Nationales di Parigi si faccia riferimento a *Fonti dell'Archivio Nazionale di Parigi per la storia istituzionale del Piemonte, 1798-1814*, a cura di I. Massabò Ricci e M. Carassi, Archivio di Stato di Torino, 1990.

[2] Si veda l'intervento di Gian Paolo Romagnani in questo medesimo Convegno.

[3] Si veda anche A. Conte e L. Giacardi, *La matematica a Torino*, in *Ville de Turin 1798-1814*, a cura di G. Bracco, Torino, Archivio Storico della Città di Torino, 1990, II, pp. 289-296.

[4] V. Marchis, *Scienza e tecnica. Innovazione e tradizione*, in *Ville de Turin...* cit., II, pp. 225-280.

dell'occupazione francese in Piemonte, sarebbe un grave errore. Non è possibile disgiungere la scienza dalla «politica della scienza» e soprattutto dagli intricati legami tra scienza, innovazione tecnologica, economia. Su questo scenario, operano da protagonisti l'Accademia delle Scienze, l'Arsenale di Torino, l'Università, e molti altri «luoghi di cultura», spesso dimenticati perché legati ad altre dimensioni lontane dalla cultura aulica. Proprio l'occupazione militare, e lo stravolgimento di molte categorie di valori, piuttosto che gli echi più o meno sopiti di una sanguinosa rivoluzione, ebbero il merito di aprire nuove prospettive ad una cultura che avrebbe saputo generare autonome ed originali potenzialità, in grado di sopravvivere alla dimensione esuberante dell'Europa scientifica e tecnologica del XIX secolo. In virtù di queste ragioni è necessario ripercorrere le tappe evolutive della scienza — e dell'istruzione scientifica — lungo i binari dell'innovazione tecnologica, della programmazione economica, delle strategie di sviluppo, della politica dell'istruzione pubblica.

Tra l'*ancien régime* e Napoleone

L'istruzione universitaria nel Piemonte settecentesco è stata oggetto di ampie ricerche [5], di cui la maggior parte relative alle discipline giuridiche [6], mediche e teologiche [7]. Nel primo Settecento le due Facoltà, Leggi e Medicina costituiscono l'ossatura dell'Università di Torino. Nel 1720 gli iscritti erano distribuiti nei vari «Corsi» delle Facoltà: 314 a Leggi, 246 a Filosofia e Fisica, 107 a Teologia, 68 a Medicina, 58 a Chirurgia, 55 a corsi di Retorica e Lingua Greca, 53 a Matematica. Solo più tardi si aggiungerà la Facoltà di Teologia [8]. «Filosofia ed Arti» è un corso di laurea della Facoltà medica [9] e fornisce un titolo di studio (il *Magistero delle Arti*), che diventerà più tardi propedeutico per tutti gli studenti delle tre Facoltà.

---

[5] G. RICUPERATI, *Istruzione e società nel Piemonte dell'ancien régime. Presentazione di una ricerca*, in «Boll. Storico-Bibliografico Subalpino», LXXVI (1978), I, pp. 5-8.

[6] D. BALANI, *Studi giuridici e professioni nel Piemonte del Settecento*, in «Boll. Storico-Bibliografico Subalpino», LXXVI (1978), I, pp. 185-278.

[7] D. BALANI - D. CARPANETTO - F. TURLETTI, *La popolazione studentesca dell'Università di Torino nel Settecento*, in «Boll. Storico-Bibliografico Subalpino», LXXVI (1978), I, pp. 9-184.

[8] D. CARPANETTO, *La popolazione studentesca dell'Università di Torino dal 1730 al 1798*, in D. BALANI - D. CARPANETTO - F. TURLETTI, *La popolazione studentesca dell'Università di Torino*... cit., p. 45.

[9] Le statistiche indicano i primi 97 titolati con il Magistero delle Arti nel 1743.

Nel 1772 vengono promulgate nuove costituzioni per l'Università di Torino. In esse si fa menzione anche di un corso di studi per ingegneri. Ma ad essi è affidato un solo professore di matematica, che deve insegnare, per il corso di cinque anni, analisi algebrica, sezioni coniche, analisi degli infinitesimi, istituzioni di architettura, teoria del moto dei solidi, teoria del moto dei liquidi. La professione degli architetti civili ed idraulici, nonché quelle degli agrimensori e dei misuratori può essere esercitata semplicemente dopo aver sostenuto un esame di abilitazione presso l'Università. Il 9.3.1792 un Manifesto del Magistrato della Riforma ordina per gli agrimensori e per i misuratori un biennio di studi seguito da un triennio di pratica. La professione di architetto viene regolarizzata all'interno di un corso di studi.

Il Governo Provvisorio, insediatosi in Piemonte prima del definitivo passaggio sotto la 27ª Divisione Militare, decreta che tutte le Facoltà scientifiche, compresa la giovane Scuola di Chirurgia, abbiano eguale riconoscimento [10]. Il 18 pratile 1800 vengono assegnati cospicui finanziamenti all'Ateneo torinese. Si apre la Scuola di Architettura e la Scuola di Disegno. Si potenzia lo Stabilimento della Parella [11]. Vengono integrati nel corpo docente il Vassalli-Eandi, il Giobert ed il Bonsignore (per le materie di disegno ed architettura). La Commissione esecutiva «dei tre Carli» (Carlo Giulio, Carlo Bossi e Carlo Botta) stabilisce la «pianta per le scuole dell'università nazionale degli studi» [12] e fissa

---

[10] *Cenni storici sulla Regia Università di Torino*, Torino, 1872, p. 32.

[11] Lo Stabilimento delle Esperienze Idrauliche della Parella, sito lungo lo stradone di Francia nei pressi di Torino, è fondato da Carlo Emanuele III nel 1765 e fu sede ufficiale delle prove di certificazione delle misure di portate d'acqua per il riparto delle irrigazioni. Primo direttore fu l'ingegnere idraulico FRANCESCO DOMENICO MICHELOTTI, autore di *Sperimenti idraulici diretti a confermare la teoria e a facilitare la pratica del misurare le acque correnti*, Torino, 1767-1771, voll. 2. Si veda anche P. REDONDI, *Cultura e scienza dell'illuminismo al positivismo*, in *Storia d'Italia, Annali 3, Scienza e tecnica*, a cura di G. MICHELI, Torino, 1980, pp. 770-773.

[12] Davico e Picco, II, pp. 81-83. Per le scuole medico-chirurgiche e mediche: Giulio (anatomia istorica e dimostrativa), Racca (fisiologia e prime linee di patologia), Bonvicino (Chimica medico-farmaceutica e materia medica de' minerali), Canaveri e Buniva (patologia medica e medicina forense), Dana (Botanica, materia medica dei semplici e degli animali). Per le scuole di chirurgia: Spagnolini e Bianco (Patologia chirurgica, materia chirurgica e chirurgia forense), Brugnone (anatomia pratica ed anatomia comparata), Rossi (operazioni, fasciature ed ostetricia). Per le scuole delle sceienze fisiche e matematiche: Merlino (geometria), Vassalli (fisica sperimentale), Gardini (direzione delle macchine), Michelangelo Boyer (matematica pura), Francesco Feroggio (matematica mista), Giobert (economia rurale, arti e manifatture). Sono riportate anche le piante per le scuole della legislazione e per le scuole di letteratura. La *pianta del collegio delle arti liberali* sarà decisa dalla *Commissione esecutiva* il 7 nevoso dello stesso anno (28 novembre 1800), Davico e Picco, vol. II, pp. 315-316.

la solenne riapertura dell'Università per il giorno 24 brumaio anno IX (15 novembre 1800). Nell'*Istruzione agli studenti dell'università* [13] si afferma che «gli studenti della facoltà medica compiranno il corso degli studj in quattro anni» seguendo con il dettaglio dei corsi da seguire; analogamente per la facoltà chirurgica. Il corso di economia rurale, arti e manifatture «per coloro che la vorranno frequentare, sarà di anni due» e «gli studenti di matematica proseguiranno il corso di questa facoltà per tre anni, oltre a quello già trapassato nella geometria; ed in fine di ciascun anno sosterranno un esame sopra i tratti insegnati per lo spazio di un'ora». Il 25 vendemmiaio anno 10 (1801) il Consiglio di pubblica istruzione invia «a' sei dipartimenti della 27ª divisione militare» il decreto di apertura «per la seconda volta» dell'Ateneo Subalpino [14]: «Tutto deve avviare [...] ne' figlioli un'ardente brama di profittare dell'ora, ma sì ben avviata, letteraria, e scientifica educazione».

All'Università erano intanto stati ceduti «i beni, gli effetti e le ragioni di Stupinigi, di Vinovo [15]; l'isola dell'Università con le sue adiacenze e pertinenze; i beni, effetti e redditi già spettanti ai soppressi conventi dell'Ordine dei Minimi di Torino, Alessandria ed Oneglia; i beni delle varie commende ed abbazie, cioè Staffarda, di Sant'Antonio di Rinverso, di San Carlo della Beata Margarita di Casanova, ed i beni del Collegio nazionale». Una Scuola di veterinaria sarà inaugurata il 16 giugno del 1802 [16] al castello del Valentino ed aggregata all'Università.

Napoleone sin dal suo primo ingresso in Milano, intuisce il ruolo unificatore della cultura in un sistema politico ancora in fase di assestamento [17]. Le scienze matematiche, fisiche e naturali non sono dimenticate a fianco di quelle morali e politiche. Grandi onori sono riservati all'astronomo Oriani ed al fisico Alessandro Volta; l'anatomo Antonio Scarpa è richiamato in servizio all'Università per ordine di Napoleone. Se, nonostante le nuove attenzioni, la cultura assume una specifica funzione di supporto al regime e l'intellettuale perde il ruolo «di riformatore, di provocatore, di rivoluzionario, di anticipatore», ciò nondimeno la *Legge relativa alla pubblica istruzione* nella Repubblica italiana,

---

[13] *Istruzione agli studenti dell'università*, 29 piovoso anno 9 (18 febbraio 1801) (Davico e Picco, III, pp. 157-159).

[14] Davico e Picco, VI, pp. 95-96.

[15] *Arrêté* del 9 piovoso anno IX, 29 gennaio 1801, Davico e Picco, III, pp. 94-95.

[16] *Arrêtés et règlemens concernant l'École Vétérinaire de Turin... Discours d'inauguration prononcé par le citoyens Brugnone*, Torino, 1802, ASCT, *Coll. Simeom*, C.1254. Si veda anche C. Roggero Bardelli, *Progetti architettonici per la Scuola Veterinaria di Torino*, in *Ville de Turin...* cit., I, pp. 275 e seguenti.

[17] C. Zaghi, *L'Italia di Napoleone*, Torino, 1989, pp. 209 e seguenti.

del 4 settembre 1802, imposta secondo schemi più moderni ed efficientistici l'ordinamento degli Studi, che negli ultimi anni dell'antico regime aveva registrato, soprattutto per quanto riguarda l'Università, un significativo abbassamento del livello generale.

> *Divisione generale.*
> Art. 1 La pubblica istruzione si divide per l'economico *nazionale*, *dipartimentale* e *comunale*; e per lo scientifico in *sublime*, *media* ed *elementare*.
> Art. 2 L'istruzione *nazionale* comprende (oltre l'Istituto nazionale) [18] le università, le accademie di belle arti, e le scuole speciali. Questi stabilimenti sono a carico della Nazione [19].
> Art. 3 L'istruzione *dipartimentale* comprende i licei, ed è a carico de' dipartimenti.
> Art. 4 L'istruzione *comunale* comprende i ginnasj, e le scuole elementari, ed è a carico dei comuni.
>
> *Delle università.*
> Art. 5 Vi sono due studi generali, od *università* per tutta la Repubblica, una è a Pavia, l'altra a Bologna. Il sistema ed i metodi d'entrambe sono uniformi. [...]
> Art. 6 La specola di Brera appartiene all'università di Pavia, e forma parte di quello studio generale.
> Art. 7 L'insegnamento delle scienze nelle due università è diviso in tre classi, cioè classe *fisica* e *matematica*; classe *morale* e *politica*; classe di *letteratura*.
> [...]
>
> *Delle Accademie di belle arti, e delle Scuole speciali.*
> [...]
> Art. 15 Vi sono per tutta la Repubblica quattro scuole speciali, l'una *metallurgica*, l'altra *idrostatica*, la terza di *scoltura*, la quarta di *veterinaria*. La prima risiede nel dipartimento del Mella, ovvero in quello dell'Agogna, a giudizio del Governo. L'altra nel Basso Po. La terza in Carrara. L'ultima in Modena.
> [...]
>
> *Delle Società agrarie, e di Arti meccaniche.*
> Art. 29 È permesso ad ogni dipartimento l'avere una società d'agricoltura, ed una di arti meccaniche, le quali si occupino così dei metodi che vogliono a migliorare l'agricoltura, e ad incoraggiare le manifatture, come degli argomenti di pubblica economia analoghi al loro istituto.
> [...]

---

[18] L'Istituto Nazionale, già previsto nella costituzione della Repubblica cisalpina del 1797, viene creato a Bologna con Legge del 17 agosto 1802. Il suo scopo era di «raccogliere le scoperte e perfezionare le scienze e le arti». G. NATALI, *Le origini dell'Istituto Nazionale napoleonico, 1796-1802*, in «Atti e Memorie della Deputazione di Storia patria per le Province di Romagna», VI (1951-1953), pp. 51-86.

[19] La legge fa riferimento all'intero territorio della *Repubblica italiana*.

De' Gradi accademici.
[...]
Art. 48 È necessaria la laurea, e rispettivamente l'approvazione per essere abilitato all'esercizio.
1. Della facoltà legale
2. Dell'arte notarile
3. Della medicina
4. Della chirurgia
5. Della farmacia
6. Della professione d'architetto civile, d'ingegnere, d'idraulico, d'agrimensore.
Art. 49 Le lauree e le approvazioni si danno dai Professori delle rispettive facoltà nelle due università.
[...] [20]

L'annessione dell'Università torinese e genovese alla Università imperiale, ora relegata ad una dimensione assolutamente provinciale, ed il conseguente allargamento delle prospettive a più ampi orizzonti europei avverrà solamente nel 1809, quando già la fine del sistema si profila all'orizzonte.

Lo «stato» del Piemonte, agrario e militare

Il *periodo francese*, in Piemonte e in particolare a Torino, è un quindecennio ricco di contrasti. Se si focalizza l'attenzione sulla cultura scientifica molte domande rimangono tuttora aperte. Non si può parlare a pieno diritto di *rivoluzione industriale* in Piemonte, e ciò nondimeno le problematiche aperte dalle crisi energetiche e di risorse in generale, hanno, anche in questa piccola regione, il ruolo di preparare la grande industrializzazione ottocentesca.

Le dispute che nascono da seri problemi di risorse sia materiali, spesso rimangono a discrezione di una ristretta cerchia di intellettuali e difficilmente sortiscono in una reale crescita sociale, economica o culturale. Il controllo della situazione rimane pur sempre in mano al Governo francese da cui la 27ª Divisione militare dipende. Ne sarà di esempio la *Manufacture impériale d'armes de guerre de Turin*. Nell'anno XI (1803) il Maranda dà alle stampe il *Tableau du Piemont sous le régime des rois* [21]. Dalle

---

[20] Cit. in C. CAPRA, *L'età rivoluzionaria e napoleonica in Italia, 1796-1815*, Torino, 1978, pp. 279-282.

[21] MARANDA, *Tableau du Piémont sous le régime des rois avec un précis sur les Vaudois et une notice sur les Barbets*, Torino, anno XI.

prime righe della dedica a Bonaparte, Primo Console della Repubblica francese, si legge:

> La Nation Piémontaise étoit parvenue au dernier terme de dégradation [...] Elle ne présentoit depuis long-tems qu'un Gouvernement vacillant entre des mains débiles [...] Elle commence à voir aujourd'hui, avec un administration ferme et modérée, [...] des citoyens, et plus des esclaves; les portes de l'edifice social ouvertes à tous les talens, encouragés dans l'intérieur, et respectés chez l'étranger [22].

L'anno seguente, il conte Nuvolone, vice presidente delle Società d'Agricoltura di Torino, in risposta al Maranda, pubblica un *Mémoire* [23]. Il contrasto, polemico e permeato da un forte desiderio di difesa dell'*Ancien Régime*, appare subito dall'*Avis aux Piémontais*:

> L'amour de la vérité, mon patriotisme, l'honneur de la nation Piémontaise [...] je cru devoir en réléver l'injustice, et la malignité dans ce petit écrit que je présente à mes compatriotes.

I toni del discorso, spesso commentati con dotti richiami alla classicità, sono polemici, ma riescono a delineare un quadro più preciso della situazione piemontese. L'agricoltura era tutt'altro che abbandonata e trascurata, come del resto faceva notare lo stesso Arthur Young in un suo volume pubblicato a Parigi nel 1801 [24]. Diversa è la situazione dell'industria.

Attorno alle Reali Scuole di Artiglieria e Fortificazioni, si era venuta a costituire, nell'arco di una cinquantina d'anni, un'industria fiorente. I viaggi di Spirito Benedetto Nicolis di Robilant in Alemagna erano serviti a portare in Piemonte conoscenze aggiornate sia nell'arte delle miniere sia in quella dei metalli. Il Laboratorio di metallurgia, che si era sempre più ampliato all'Arsenale, era luogo di aggiornati dibattiti scientifici. La piccola schiera di scienziati torinesi, che quivi lavorava e faceva esperimenti, era la stessa che si era fatta conoscere in Europa prima con la Società Privata, poi con l'Accademia delle Scienze. Ma verso gli ultimi anni del Settecento tutto si era lentamente fermato.

---

[22] *Ibid.*, p. 4.

[23] NUVOLONE, *Sur les progrès de l'agriculture et de l'industrie en Piémont depuis mille ans*, Torino, Reycend, 1804. Il saggio fu discusso ed approvato dalla Società di Agricoltura in due sedute il 5 e il 15 pluvioso anno XII, essendo segretario il Giobert.

[24] Cit. in NUVOLONE, *Sur les progrès...* cit., p. 27.

La situazione di crisi, venutasi a creare in Piemonte con l'*Acte de renonciation à l'exercise de tout pouvoir en Piémont* del 9 dicembre 1798, di Carlo Emanuele IV, in cui si ordinava all'esercito piemontese di considerarsi come parteintegrante di quello francese in Italia, traspare dalle nuove norme che vengono emanate in materia di industrie militari e loro prodotti. Con Manifesto della R. Camera si notificano, in data 4 agosto 1799, le provvidenze del Consiglio Supremo relative alle *bombe e granate in servizio dell'Artiglieria* [25]. Il 20 frimaio anno VII il generale Emanuel Grouchi, comandante generale in Piemonte, ordina di venire messo al corrente di tutte le carte relative all'Artiglieria piemontese [26].

Il Piemonte è visto dai Francesi come risorsa di materiali e di uomini per la gigantesca macchina bellica. Da subito le industrie principali della Città, che già prima dell'occupazione si imperniavano sull'Arsenale, sulla Fucina delle Canne e sulla Polveriera, sono fatte proprie dall'esercito. Nel giugno 1800 il Piemonte viene trasformato nella 27ª Divisione militare della Repubblica francese. Il 9 messidoro anno VIII (8 luglio 1800) il cittadino Ceppi, capo del 2° ufficio della Commissione di governo, emana il *Decreto della Commissione di governo del Piemonte di soppressione dell'uffizio dell'artiglieria fabbriche e fortificazioni...* [27]. L'*Azienda d'artiglieria, fabbriche e fortificazioni* entra sotto il controllo del Governo provvisorio e viene messa alle dipendenze della *Direction d'artillerie du Piémont*. Il Berthier è il primo *directeur* [28]. I quadri direttivi sono tutti scelti tra i militari francesi, anche se per la ricostituzione della *Direction* i contributi versati direttamente dai Piemontesi risultano molto onerosi. La proposta di nominare Antonio Giobert [29] come direttore del Laboratorio dell'Arsenale trova subito l'opposizione del generale Allix, che ritiene più opportuno che la qualifica sia ricoperta da un ufficiale francese [30].

D'altra parte, il tentativo di coinvolgere il nuovo apparato militare nella vita culturale torinese, ancora legata alle passate istituzioni e all'Accademia delle Scienze ottiene ben scarsi risultati. Nel 1804 il generale Menou presenta al

---

[25] *Nuova legislazione del Piemonte...* cit., I, pp. 115-116, ASCT, *Collezione Simeom*, B, n. 363.
[26] AST, *Carte Antiche di Artiglieria*, reg. XXX, f. 1.
[27] AST, *Materie Militari, Intendenza generale d'artiglieria*, m. 3 di addiz., n. 24.
[28] AST, *Finanze, Governo francese*, mazzo 1.
[29] Giovanni Antonio Giobert (1761-1834) sarà il primo titolare della cattedra di chimica.
[30] Lettera del Directeur d'artillerie du Piémont a Giacomo Pavet, reggente la segreteria di guerra; 26 fruttidoro anno XIII (13 settembre 1805); AST, *Finanze, Governo francese*, mazzo 5, n. 6.

Saluzzo il progetto di una bomba incendiaria, ideata dal cittadino Eligio Curti, dissidente dell'antico regime. Si cerca così di coinvolgere anche l'Accademia nello sforzo bellico, ma invano [31]. Il 17 marzo 1805 il «membro non residente» Monnet presenta un *mémoire* intitolato *examen et essay d'analyse de la gueuse, ou fer de fonte, et de la scorie de la gueuse* [32], ma la questione non fa nascere dietro di sè alcun dibattito di rilievo.

Con i generali Alix prima, e Demârcay in seguito, l'Arsenale e la Fabbrica delle polveri vengono completamente ristrutturati e dotati di nuovi macchinari. Le procedure di lavorazione sono completamente rivoluzionate ed adeguate agli *standard* francesi. In questo modo la produzione aumenta. L'*État des bouches à feu et menus objects qui ont été confectionnés dans cette fonderie depuis le 1er germinal an XI jusqu'à 1er janvier 1809* segnala la fusione di 802 pezzi di vario tipo [33].

Il Direttore dell'artiglieria della 27ª Divisione militare Lamagère il 13 germinale anno XI (1803) [34] scrive al generale Menou sulla possibilità di costruire «un arsenal de construction, une fonderie, une École d'artillerie et une manufacture d'armes à feu portatives»: dalla lettera emerge chiaramente lo stato in cui versa l'apparato produttivo militare, dopo l'occupazione francese, e dopo l'abbandono di moltissimi dei più eccellenti ingegni che qui avevano lavorato [35]. E degli operai si aggiunge: «ces ouvries étant pour la plupart inhabiles à la fabrication des armes neuves».

Il ruolo degli scienziati e degli intellettuali torinesi, spesso confinati in una *enclave* élitaria, avevano spesso saputo vedere giusto nella direzione del progresso [36]. Ma negli ultimi anni del Settecento la situazione è molto cambiata.

---

[31] Lettera del gen. Menou ad Angelo Saluzzo, 3 ventoso anno XII (23 febbraio 1804). AST, *Finanze, Governo francese*, mazzo 5, n. 6; cit. in V. Ferrone, *La nuova Atlantide e i lumi. Scienza e politica nel Piemonte di Vittorio Amedeo III*, Torino, Meynier, 1988, pp. 191-192.

[32] ASAS, Ms. 2451.

[33] AST, *Carte di epoca francese*, mazzo 29. Durante il periodo francese, dal 1802 al 1813, nell'Arsenale di Torino furono gettate più di 1200 bocche da fuoco. (Formazione del Corpo reale d'Artiglieria colle incumbenze, dritti, e doveri degl'individui che lo compongono seguita da alcune notizie storiche relative all'origine e progressione di detto Corpo, Torino, Davico e Picco, 1815, p. XVI, ASCT, *Collezione Simeom*, B, n. 386).

[34] AST, *Finanze, Governo francese*, mazzo 5 (Arsenale, Artiglieria).

[35] *Rapport sur la manufacture d'armes etabliée à Turin*, 21 settembre 1804, *Ibid.*, n. 6.

[36] V. Ferrone, *I militari e la scienza. Storia di una sconfitta nel Piemonte tra sette-ottocento*, in «Piemonte vivo», XX (1988), 2, p. 13.

> Les sciences et les arts sont assez négligés. Notre président est en Savoye à son régiment. Le comte de Saluces est occupé avec son artillerie, moi de la chevalerie et ainsi des autres chaucun à son premier devoir [37].

La lettera è scritta da Goacchino Argentero marchese di Bersezio (Brézé) allo scienziato de Saussure e in queste poche righe riesce a delineare i caratteri della aristocrazia illuminata piemontese [38]. Molte delle speranze che gli intellettuali riponevano nel grande processo di trasformazione e rinnovamento voluto da Vittorio Amedeo III rimangono tuttavia inattuate. Nel 1794 Angelo Saluzzo aveva rassegnato le dimissioni da comandante di artiglieria, denunciando il conservatorismo della classe dirigente, del tutto refrattaria ad ogni innovazione tecnologica [39]. Il Bava di San Paolo nel suo *Discorso preliminare o proemiale al prospetto storico de' progressi delle scienze, arti e costumi, dal secolo XI dell'era cristiana* presenta le sue tesi a completo sfavore dell'artiglieria, caratterizzata da armi e strutture imprecise, e soprattutto molto onerose per la società. Come ben focalizza Walter Barberis «quegli iscritti dissimulavano intenzioni maliziosamente critiche di tutto quell'universo scientifico, tecnico e persino ideale che si era riassunto negli studi e negli esperimenti degli artiglieri. Grazie alle riforme dei francesi, insomma, i letterati avevano ritrovato spazi ufficiali per le loro riflessioni e per le loro polemiche, e non trattenevano un velato spirito di rivalsa nei loro colleghi d'accademia e di università» [40].

Le autorità francesi, e specificamente il Commissario Esecutivo del Direttorio, A.M. Eymar, ordinano la redazione di un rapporto sulle miniere del Piemonte [41].

---

[37] Lettera di Brézé a de Saussure, 20 giugno 1792, Ginevra, Bibliothèque Publique et Universitaire, *Mss. de Saussure*, 11, F.148. Cit. in V. Ferrone, *La nuova Atlantide e i lumi...* cit., p. 177.

[38] Vincenzo Ferrone bene evidenzia (in *La nuova Atlantide e i lumi...* cit.) il ruolo dei militari scienziati, quali il Brézé, il Saluzzo, il Morozzo, il Nicolis di Robilant, il Gabaleone di Salmour, il conte Papacino d'Antoni, e Carlo Antonio Napione, che operarono attorno all'Arsenale di Torino e nella neonata Accademia delle Scienze, e che furono protagonisti del partito di corte formato da aristocratici, scienziati e tecnocrati, molto attivo negli anni ottanta del Settecento.

[39] *Ibid.*, p. 184.

[40] W. Barberis, *Le armi del Principe. La tradizione militare sabauda*, Torino, Einaudi, 1988, p. 261.

[41] I due documenti sono conservati alle Archives Nationales di Parigi (ANP) e di essi è stata fornita una trascrizione completa in «Quaderni di Storia della tecnologia», n. 2 (1992), a cura di V. Marchis, Il documento del Saint Réalè: ANP, F/14, *Travaux Publics*, 1058, *Départements détachés de la France. Mines et usines: Arrêtés, Rapports, Mémoires, Plans, etc., 1791-1815*; «Considérations sur les minières du Piémont», n. 67.

Esso viene redatto dal cavaliere Giacomo Vichard de Saint Réal [42]. Per i Francesi il Piemonte è una regione virtualmente ricca, che bisogna conoscere per sfruttare. In questo medesimo anno il Bonvoisin [43] scrive un rapporto [44] che mette in evidenza l'importanza che occupa la produzione mineraria dei dipartimenti del Piemonte annessi alla Francia. Sulle tracce di Spirito Benedetto Nicolis di Robilant, il Bonvoisin intraprende un viaggio di studio nelle Alpi Piemontesi. Grazie alla sua conoscenza della storia naturale (da lui ritenuta la premessa fondamentale per l'indagine mineralogica), scopre diversi filoni non inventariati dal suo predecessore. La sua analisi è svolta per categorie estrattive: del ferro di Cogne, Chatillon, Brosso e Traversella evidenzia l'abbondanza, la buona qualità, e la facilità di trasformarlo in acciaio e sostiene che in queste località sarebbe opportuno l'impianto di opifici di lavorazione, i cui prodotti potrebbero battere senza difficoltà la concorrenza di quelli stranieri, attualmente monopolizzanti il mercato. Secondo il rapporto, il Piemonte sarebbe in grado di produrre ricavi non inferiori a quelli che si hanno dalla produzione serica e di portarsi così ai livelli delle grandi nazioni siderurgiche: Inghilterra, Sassonia, Svezia.

---

[42] Giacomo Vichard de Saint Réal fu eletto membro dell'Accademia delle Scienze di Torino il 5 luglio 1789. A seguito dell'occupazione francese e della riorganizzazione dell'Accademia, venne confermato come socio il 17 gennaio 1801. Pubblicò un *Mémoire sur cette question: «Trouver le moyen de rendre le cuir imperméable à l'eau...»* («Mémoires de l'Académie Royale des Sciences», IX (1790), pp. 259-302) e un altro sulle *Expériences dans lesquelles le soufre ou les métaux paraissent brûler, quoique dans les vaisseaux privés d'air...* («Mémoires de l'Académie des Sciences de Turin», XI (1792-1800), pp. 124-135). Giacinto Carena scrisse il suo necrologio nelle *Notizie biografiche dell'accademico Giacomo Vichard de Saint Réal 12 gennaio 1834* («Memorie della Reale Accademia delle Scienze di Torino», XXXVII (1834), pp. xxxv-xliii).

[43] Benedetto Bonvicino nacque a Centallo (CN) nel 1739, si laureò a Torino in medicina, ebbe come maestri G.B. Beccaria, M. Carburi e soprattutto il cognato V.A. Gioanetti. Nel 1783 fu nominato socio dell'Accademia delle Scienze di Torino, fu presidente della R. Società agraria, e si prodigò per la diffusione della vaccinazione antivaiolosa in Piemonte. Nel 1800 fu nominato professore di chimica farmaceutica, fu il primo insegnante di chimica all'Università di Torino e dalla sua cattedra diffuse la nuova nomenclatura chimica francese. Durante il periodo di occupazione francese assunse il nome di Bonvoisin e ricoprì la carica di Presidente della classe fisica dell'Accademia delle Scienze, Letteratura e Belle Arti di Torino dal 15 febbraio 1801 al 10 agosto del medesimo anno. Morì a Torino il 25 gennaio 1812.

[44] ANP, F/14, *Travaux Publics*, 1058, *Départements détachés de la France. Mines et usines: Arrêtés, Rapports, Mémoires, Plans, etc, 1791-1815; Vues économiques sur la Culture des produits du Règne Minéral du Piémont*, n. 70; e anche in «Mémoires de l'Académie des Sciences, Littérature et Beaux-Arts de Turin pour les années X et XI, Sciences physiques et mathématiques», Première partie, pp. 224-262.

> [...] Pour se convaincre de la verité de cette assertion, il n'y a qu'a comparer la quantité, et la nature de nos mines avec celles des autres pais, dans les quels on sait en tirer parti, et juger par le comparativement de ce qu'elles pourroient produire dans le cas de convenable culture.

Nel 1806 è pubblicato a Torino un volume sulle *Substances minérales exploitées dans les départemens du Piémont et employées aux usages des manufactures et des arts*. La diffusa critica alla carente gestione delle risorse minerarie nell'antico regime, e la troppo ottimistica fiducia nelle risorse legislative del nuovo governo, non riescono però a risollevare le sorti di una regione oggettivamente povera di risorse.

L'Accademia di Agricoltura [45] viene fondata nel 1785, e dal 1788 si chiama Reale Società Agraria per volere del sovrano. I suoi scopi tecnico-scientifici prevalgono su quelli economico-politici, e del riformismo, a cui era sensibile più che la corte parte della borghesia, sono presenti solamente poveri indizi. Gli eventi politici nel bloccano l'attività: dal 1791 al 1800 la Società non pubblica alcun Volume di *Memorie*, ed è intanto stata tramutata in Societé Centrale d'Agriculture. Nel 1798 viene acquistato dalla Società l'Orto sperimentale della Crocetta, «già proprio dei soppressi Padri Trinitari» e ne è primo direttore il conte Giuseppe Nuvolone Pergamo; nel 1801 i francesi raddoppiano l'assegno annuo (4800) destinato alle attività scientifiche. Se l'università ha funzioni esclusivamente didattiche e di formazione, la ricerca si svolge proprio nelle Accademie che acquistano il loro ruolo istituzionale di centri di attività scientifica, soprattutto sperimentale ed applicata.

I protagonisti della vita culturale piemontese si ritrovano anche sul teatro della scienza agraria. È merito della Società e di Carlo Giulio [46] l'introduzione in Piemonte di nuove specie ovine e soprattutto dei *merinos*: ad essa si può a buon diritto attribuire l'avviamento dell'industria laniera piemontese. Nel 1800 l'architetto Giuseppe Battista Piacenza, socio della Società Centrale d'Agricoltura e dell'Accademia delle Scienze, acquista allo Stabilimento della Mandria di Chivasso alcuni capi di merinos da introdurre nel Biellese. L'anno seguente

---

[45] G. Donna d'Oldenico, *L'Accademia di Agricoltura di Torino dal 1785 ad oggi*, Torino, 1978; S. Ricossa, *Tradizione e cambiamento*, in *Duecento anni di attività dell'Accademia di Agricoltura di Torino*, «Annali», CXXVII (1984-1985), II, pp. 3-14.

[46] C. Giulio, *Mémoire sommaire contenant les principaux résultats des essais faits jusq'à ce jour dans la 27e Division Militaire (Le Piémont), sur la propagation des bêtes à laine surfine d'Espagne, et sur l'amélioration des laines...*, in «Memorie della Società Centrale d'Agricoltura», VII.

la Società si occupa dei primi razionali esperimenti di incrocio di ovini spagnoli con pecore biellesi. Il Buniva nel 1801 propone l'itroduzione di bufali da allevare ai margini delle zone paludose del Piemonte presso i laghi di Candia e Viverone. È del medesimo l'iniziativa di costituire un *Museo georgico*, concepito come «una galleria che documenti la presenza dell'uomo che lavora e trasforma la terra». Il Vassali Eandi nel suo *Saggio di corografia agraria* [47] propone di svolgere per tutta la 27ª Divisione militare un'indagine riguardante «lo stato del territorio», la «forza delle popolazioni», l'«estensione delle colture e dei raccolti» [48]. Nel 1802 Giuseppe Nuvolone Pergamo, su suggerimento dell'«idraulico nazionale» Ignazio Michelotti, sostiene l'opportunità di gestire razionalmente il sistema idrico del Vercellese al fine di potenziarne la coltivazione dei risi.

Ma sono i *Calendari georgici* [49], la cui pubblicazione si inizia nel 1791, a svolgere una delle più importanti funzioni nella diffusione della cultura agronomica. Distribuiti in mille copie ai proprietari terrieri per farne altrettanti maestri dei contadini, avevano la funzione di vincere l'arretratezza tecnica nell'agricoltura soprattutto a livello capillare sull'intero territorio piemontese. Con essi, piuttosto che con le *Memorie*, si contribuirà al rinnovamento del pensiero agronomico di una regione avviata alla prossima industrializzazione.

La cultura scientifica *francese*

Non c'è stata una «rivoluzione scientifica» durante la Rivoluzione francese, dalla presa della Bastiglia al Terrore, da Termidoro a Napoleone. Solo alcuni anni più tardi, il governo montagnardo affronta alcune importanti questioni di carattere culturale: l'adozione del sistema metrico decimale e la prima legge sull'insegnamento primario (1793). L'anno seguente la Commissione termidoriana per la cultura e la scienza, dopo aver votato la legge Lakanal-Daunou sull'insegnamento secondario, provvede a varare altre importanti iniziative: tra

---

[47] A. M. Vassalli Eandi, *Saggio di corografia agraria*, in «Memorie della Società Agraria di Torino», VIII, 392-409.

[48] G. Tournon, *Acque e territorio*, in *Duecento anni di attività dell'Accademia di Agricoltura di Torino*, «Annali», CXVII (1984-1985), II, pp. 3-14.

[49] G. Lippi, *Evoluzione del pensiero agronomico e delle tecniche colturali*, in *Duecento anni di attività dell'Accademia di Agricoltura di Torino*, «Annali», CXXVII (1984-1985), II, pp. 3-14.

queste l'*École polytechnique*, l'*École normale supérieure*, il *Bureau des longitudes*, e non da ultimo il *Conservatoire des arts et métiers*. Nel Decreto di fondazione di quest'ultimo (10 ottobre 1794)[50] si può leggere:

> «Article premier. Il sera formé à Paris, sous le nom de Conservatoire des arts et métiers et sous l'inspection de la commission d'agriculture et des arts, un depôt de machines, modèles, outils, dessins, descriptions et livres dans tous le genres d'arts et de métiers. L'original des instruments et machines inventés ou perfectionnés sera déposé au Conservatoire.
> Article 2. On y expliquera la construction et l'emploi des outils et machines utiles aux arts et métiers.
> [...]
> Article 4. Le Conservatoire des arts et métiers sera composé de trois démonstrateurs et d'un dessinateur».

A Modena è la fondazione, sotto il periodo di occupazione napoleonica, della Scuola del Genio e dell'Artiglieria [51], che porta in Italia il modello dell'École Polytechnique, unica scuola di istruzione superiore completamente gratuita della Repubblica Cisalpina, e poi del Regno. Al corso vengono ammessi ventotto aspiranti, in seguito portati a trentasei. Di essi solamente nove possono passare al corso superiore. A conclusione del triennio si ottengono le abilitazioni alle professioni di ingegnere o di artigliere. Ma il 1° giugno del 1814, all'avanzare delle truppe austriache, la Scuola viene chiusa.

L'annessione del Piemonte alla Francia, muta lo scenario di una cultura in cui i piemontesi non sono più protagonisti. Con due *Arrêtés* [52] il Direttorio esecutivo aveva deciso la nomina di una *Commission des Sciences et des Arts*. I compiti di questa commissione vengono redatti dal Ministro per gli interni François de Neufchateau.

> La Commission est chargée:
> 1. de choisir parmi les objets relatifs aux sciences et aux arts, dont les conquêtes des armées françaises nous ont rendu ou nous rendront possesseurs [...]
> 3. de faire des observations et recueillir des renseignements sur l'agriculture, les arts

---

[50] E. BONNEFOUS, *Le Conservatoire National des Arts et Métiers. Son histoire, son musée*, Paris, 1987, p. 7.

[51] Inaugurata il 23 settembre 1798.

[52] 19 pluvioso anno VII (8 febbraio 1799) e 9 ventoso (27 febbraio).

> industriels et le commerce des diverses contrées de l'Italie, de se procurer les machines ou du moins les dessins et les descriptions exactes des machines et instruments qui ne sont pas en usage en France et qu'il pourrait être utile d'y faire connaître [53].

Il 24 nevoso anno VII (13 gennaio 1799) il Commissario civile della repubblica Francese, A.M. Eymar, aveva pronunciato un discorso ufficiale all'Accademia delle Scienze di Torino, attestando «a ciascuno dei Membri i sentimenti di stima, e di riconoscenza, che loro portano i suoi Concittadini» [54]. I toni del discorso sono altamente elogiativi [55]:

> Le scienze dirette dalla filosofia affrancheranno un giorno il mondo da tutte le tirannie. Voi avete cooperato ai loro progressi. Siete voi, che avete preparato il cammino ai giorni memorabili, in cui la Libertà ha fatto il suo ingresso trionfale in questa bella parte d'Italia. [...] (e faccio voto) di vedere i dotti Italiani, e Francesi stabilire tra essi dei rapporti più intimi ancora, e lavorare di concerto ad assicurare il trionfo dell'augusta verità.

e la figura di Luigi Lagrange, emerge come emblema di una genialità, che è al di sopra delle frontiere [56]: un uomo nato in Piemonte, ma al momento Cittadino della Repubblica francese:

> Io contemplo con profonda e santa emozione la culla di uomo di genio. Lagrange nacque fra voi, innalzare questo santuario alle scienze, fu uno dei suoi primi pensieri [57].

---

[53] F. DE NEUFCHATEAU, *Instruction de François de Neufchateau, ministre de l'Interieur pour la Seconde Commission des Sciences et des Arts*, Paris, 21 germinale anno VII, cit. in F. BOYER, *Le Monde des Arts en Italie et la France de la Révolution et de l'Empire*, Torino, SEI, 1969, pp. 78-88.

[54] «Il Repubblicano piemontese», n. 12, 19.1.1799, pp. 66-67, ASCT, *Collezione Simeom*, C, n. 4217-4224.

[55] Il medesimo Cittadino Eymar, ormai membro dell'Accademia delle Scienze, il 20 ventoso dello stesso anno (10 marzo 1799) con la medesima retorica pronunzierà un discorso alla Società d'Agricultura (ASCT, *Collezione Simeom*, C, n. 4040). In questa occasione è proprio l'agricoltura «la prima delle arti». «Le più potenti, e felici delle nazioni — continua l'Eymar — saranno sempre quella che sono consecrate all'agricoltura. [...] Tutto è cangiato dalle rivoluzioni, fuorché la terra da esse rigenerata, sopra cui riconducono finalmente nuove ricchezze».

[56] La bibliografia su Luigi Lagrange è vastissima. A puro titolo indicativo si ricordi il classico F. BURZIO, *Lagrange*, Torino, 1942 ed il recente volume di M.T. BORGATO e L. PEPE, *Lagrange. Appunti per una biografia scientifica*, Torino, 1990, ricco di aggiornati riferimenti storiografici.

[57] «Il Repubblicano piemontese», cit.

> I Francesi hanno provato, che dando la libertà alle nazioni, non vollero solo mostrarci la superiorità delle loro armi, e dei loro talenti nella scienza militare, ma che nel medesimo tempo essi coltivano, e proteggono le scienze [58].

La divulgazione scientifica trova nel nuovo regime un ambiente molto ricettivo. A Torino l'Accademia Nazionale delle Scienze «è intesa a segnare l'epoca della nostra rigenerazione» con la pubblicazione di un *Giornale Fisico-matematico* [59]. Il giornale tratta i medesimi argomenti oggetto delle ricerche presso l'Accademia ed il mondo contemporaneo. Accademici come Vassalli-Eandi, Napione, Bonvicino, Giobert, Bellardi, i fratelli Michelotti e Giulio sono i redattori di altrettante sezioni del Giornale; a loro competono i riassunti e gli estratti dei singoli argomenti. Ciascun volume di 80 pagine è posto in vendita a 12 lire, stampatori Davico e Picco. Anche nel Consiglio municipale di Torino talora giungono echi dal mondo scientifico. Il più delle volte singoli cittadini si rivolgono all'Autorità per ricevere una attestazione o un parere favorevole. La vicinanza con il mondo dell'Accademia è sempre viva. Così quando il cittadino Beraudo propone un nuovo *udometro* di sua invenzione, il professore Vassalli-Eandi, consultato in proposito, si dimostra disposto a far stampare negli Atti dell'Accademia le sue osservazioni scientifiche. «Si delibera (così) di conservare il manoscritto, e continuare al Cittadino Beraudo le solite somministranze, e farlo così godere della somma, che si sarebbe impiegata nella stampa» [60].

Il coinvolgimento dell'Accademia in attività sollecitate dal Governo è sempre maggiore. Con l'aiuto del Provana, e con l'approvazione del generale Menou, Angelo Saluzzo di Monesiglio nel 1803 organizza un *Corso teorico pratico di geometria*. Una sala dell'Accademia sarebbe stata disponibile per le lezioni. Il matematico Castellano, un civile, è il responsabile delle lezioni teoriche, mentre l'ex capitano del genio Conti conduce le lezioni pratiche. Vengono adottati il recente volume di *Aritmetica, Geometria e Trigonometria* del Provana come pure il «sistema metrico già dal degnissimo Professor nostro di fisica Vassalli-Eandi sviluppato».

Il 1° germile anno XII (21 marzo 1804) Giuseppe Castellano, professore di geometria, tiene nella sala dell'Accademia delle Scienze, Letteratura e Belle Arti

---

[58] *Ibid*, p. 67.

[59] L'annuncio apparve sul «Repubblicano piemontese», n. 17 (6 gennaio 1799), pp. 98-99.

[60] 17 brumaio anno IX (8 novembre 1800), ASCT, *Ordinati del periodo francese*, vol. 5, c. 91 v.

un discorso [61] in occasione dell'inaugurazione della nuova Scuola [62] per gli Agrimensori. Da poco è stata istituita una cattedra di Architettura civile. La Scuola si inserisce nel piano di elaborazione del nuovo catasto, per cui sono richiesti nuovi tecnici. Il richiamarsi alla tradizione dell'antico regime, nell'affermare l'importanza dell'agrimensura e dei catasti, è doverosa. Infatti «prova di ciò ne è il successo della general misura dall'antico nostro Governo sì saggiamente ordinata, e da noi sotto il nome di perequazione conosciuta [...] che gli applausi riscosse di tutte le assennate persone, ed i più grandi elogj si meritò degli Autori dell'Enciclopedia». L'anno successivo, il 12 febbraio 1806, poiché tutta la 27ª Divisione militare ha già ottenuto i geometri di cui aveva bisogno per la redazione dei catasti, il corso viene soppresso [63].

Facendo un passo indietro, il Galeani Napione, Regio Archivista di Corte, già nel 1799, parlando a proposito del problema del riordinamento dell'Università [64], aveva affermato che gli spazi lasciati alle scienze fisiche, chimiche, matematiche e naturali, e da cui per il tramite dei Laboratori dell'Arsenale si era giunti all'Accademia delle Scienze, hanno sacrificato le discipline «morali». Aveva proposto così di aprire una nuova classe di Scienze morali all'Accademia, e di trasferire all'Università le conoscenze ed il sapere scientifico dei militari. Il 17 gennaio 1801, la Commissione Esecutiva della 27ª Divisione militare della Repubblica francese

> considerando, che l'istituzione delle Accademie ha efficacemente contribuito ad una riforma generale nelle Arti, e nelle scienze con accrescimento di prosperità, e di gloria di quelle Nazioni, fra le quali furono stabilite, che rivolgendo gran parte dei migliori ingegni all'investigazione dei fenomeni, e delle leggi della natura, li distolsero dallo studio di pure astrazioni, e dalle vane sottigliezze, fonti d'errori, e di superstizioni; considerando, che l'Accademia delle scienze di questo Comune, anche dal tempo, ch'era ancora una Società privata, si procacciò fama, ed estimazione fra i popoli più colti d'Europa, con un nuovo lustro alla Nazione Piemontese; [...] considerando in fine, che

---

[61] G. CASTELLANO, *Discorso del cittadino Giuseppe Castellano professore di geometria, detto nell'aprimento della nuova Scuola di Geometria teorica e pratica nella gran sala dell'Accademia delle scienze, letteratura e belle arti*, Torino, Stamperia Filantropica, 1804, ASCT, Collezione Simeom, C, n. 1255.

[62] Istituita con Decreto dell'Amministrazione Generale del 16 piovoso, e presieduta da un Comitato direttivo di cinque professori presieduto dal cittadino Saluzzo di Monesiglio.

[63] AST, *Finanze, Governo Francese*, m. 1692, Scuola di geometria pratica (sez. 11, cat. 14, art. 48).

[64] *Memoria intorno al modo di riordinare la Regia Università degli Studi...*, 1799. AST, *Istruzione Pubblica, Regia Università di Torino*, m. 3 di addiz. (1790-1820), n. 15, pp. 240 e seguenti.

> ad ottenere un tale intento è sopra tutto conducevole il riorganizzare questo Corpo scientifico, e letterario sopra basi più estese, e per tal modo che venga a comprendere pressoché tutti i rami delle cognizioni umane [65].

stabilisce un'Accademia Nazionale «per la parte inventrice delle Scienze, della Letteratura, e delle Belle Arti» al fine di «diffondere i lumi scientifici, e le idee liberali». Nella Classe delle Scienze Esatte sono nominati i cittadini Allione, Bonvicino, Bellardi, Botta, Buniva, Brugnone, l'Abate di Caluso, Dana, Gioannetti, Giobert, Giorna, Giulio, Ignazio Michelotti, Rossi, Saluzzo, S. Martino la Motta, Vassalli, e naturalmente il Giulio e il Botta, che già facevano parte della Commissione Esecutiva. L'Accademia delle Scienze è così riformata nei suoi statuti diventando *Accadémie des Sciences, Littérature et Beaux Arts*. Nel 1804 il Primo Console Napoleone Bonaparte accetta di diventare Membro e Presidente perpetuo dell'Accademia.

La scienza come *privato*

Le dissertazioni contenute nei *Mémoires* ed ancor più i manoscritti dei carteggi relativi ai più svariati settori del sapere contengono documenti indispensabili per capire gli sviluppi di un paese, già di per sé piccolo, ed ora in stato di occupazione militare. La botanica, la zoologia, la microbiologia e la medicina hanno occupato posizioni di prestigio, a scapito della pneumatica e della chimica. Il Vassalli-Eandi [66] compie esperienze ed osservazioni «sur le fluide de l'electromoteur de Volta» [67] e sulla natura di un «fluide galvanique» [68], ma anche su un nuovo barometro portatile [69]. Prospero Balbo e

---

[65] *Nuova legislazione del Piemonte...*, cit., vol. I, pp. 270-272, ASCT, *Collezione Simeom*, B, n. 363. Il testo del Decreto è riportato anche in *Il primo secolo della R. Accademia delle Scienze in Torino*, Torino, 1883, pp. 24-26.

[66] Sulla figura dell'abate Anton Maria Vassalli-Eandi si veda L. BRIATORE e S. RAMAZZOTTI, *Didattica e ricerca fisica nell'Ateneo torinese nei secoli XVIII e XIX. Anton Maria Vassalli*, in «Giornale di Fisica», XIX, n. 3 (luglio-settembre 1978), pp. 224-231.

[67] «Mémoires de l'Académie des Sciences, Littérature et Beaux-Arts de Turin pour les années X et XI. Sciences physiques et mathématiques», Première partie, pp. 123-156.

[68] «Mémoires de l'Académie des Sciences, Littérature et Beaux-Arts de Turin pour les années XII et XIII. Sciences physiques et mathématiques», pp. 144-174.

[69] *Ibid.*, pp. 1-39.

Gregorio Fontana presentano studi di matematica, Ignazio Michelotti prima, Giorgio Bidone poi, scrivono di idraulica e di meccanica dei fluidi. Il *Mémoire sur la cause des ricochets que font le pierres et les boulets de canon, lancés obliquement sur la surface de l'eau* [70] prelude ai nuovi studi di balistica che caratterizzeranno l'attività di una nuova generazione di tecnici militari. I concorsi di interesse pubblico [71] riscuotono un successo minimo, se non nullo. Alcuni accademici, come il Bonvoisin e Luigi Bossi, si dimostrano interessati a studiare problemi minerari [72], altri occupano di nuovi procedimenti per la preparazione dell'*Indigo* [73]. Le aeronavi, simbolo della nuova tecnologia e della rivoluzione, sono chiamate in questione in un saggio di Giacinto Carena [74] che descrive un nuovo barometro di bordo, in uso agli aeronauti. Nella seduta del 23 novembre 1806 viene discusso un nuovo metodo per dirigere gli aerostati [75]. I soci corrispondenti Amedeo [76] e Felice Avogadro, in risposta ad un saggio di Biot e Arago *sur les affinités des corps pour la lumière*, presentano un manoscritto *sur le pouvoir réfrigerant de qualques substances comparé à celui de leurs composants* [77]. Il Biot è invece presente con un saggio *Sur la propagation de la chaleur* [78] che propone un modello teorico, confermato da esperimenti pratici. Il Saluzzo con alcune sue *Considérations sur les principes qui constituent la nitrification et la marche que suit la nature dans la formation et le developpement des produits des Nitres* [79] si rapporta all'Académie des Sciences di Parigi, e dà un ultimo segno della grande vitalità che in questo settore aveva visto, alla fine del secolo XVIII, attivi militari e

---

[70] «Mémoires de l'Académie Impériale des Sciences, Littérature et Beaux-Arts de Turin pour les années 1811-1812. Sciences physiques et mathématiques», pp. 1-80.

[71] V. MARCHIS, *Procurare qualche Reale Vantaggio alla Comune Società*, in *Tra società e scienza. 200 anni di storia dell'Accademia delle Scienze di Torino*, Torino, 1988, pp. 78-91.

[72] Vedi già la nota 44 e anche ASAS, Mazzo 181.

[73] V. MICHELOTTI, *Recherches sur la préparation de l'Indigo*, in «Mémoires de l'Accadémie Impériale des Sciences, Littérature et Beaux-Arts de Turin pour les années 1811-1812. Sciences physiques et mathématiques», pp. 217-230. Un fitto carteggio sulle esperienze sull'uso dell'indaco in tintoria, con l'interessamento al problema da parte del generale Lameth che si preoccupa di trasmettere all'Accademia l'Arrêté del Ministro delle Manifatture e del Commercio «pour l'encouragement de la fabrication de l'Indigo» è conservato in ASAS, Mazzo 181.

[74] *Ibid.*, pp. 345-354.

[75] ASAS, Mss. 2447-2448.

[76] L. CERRUTI, *Amedeo Avogadro*, in *Tra società e scienza.* ...cit., pp. 132-137.

[77] ASAS, Mazzo 181.

[78] ASAS, Ms. 78.

[79] ASAS, Mazzo 508.

scienziati attorno alle *Scuole di teoriche e pratiche di artiglieria. Un Petit Essai sur la Nitrification* [80] scritto da Horace Serivan di Asti illustra alcune esperienze relative alla formazione di *gaz nitreux*.

Nelle sale dell'Accademia si discute di molti progetti o proposte che pervengono dagli ambienti più disparati. Membri di Accademie straniere vogliono allargare la propria fama: M. Sarrazin, ingegnere e membro dell'Accademia di Marsiglia descrive la costruzione di un «magnetometro universale» [81] per osservare sul mare le variazioni orizzontali e verticali dell'ago di una bussola, le declinazioni del sole, e l'inclinazione dell'orizzonte, ad uso della compilazione delle carte magnetiche. Il medico François Antoine Saissy, dell'Accademia di Dijon, scrive un memoriale per «provare che la luce che si sviluppa dai corpi fluidi non è dovuta che alla presenza del gas ossigeno, e che questo gas è il solo che contiene la capacità di sviluppare sia la luce, sia il calore» [82]. Una nota in calce reca l'istruzione di archiviazione della pratica. Il 20 giugno 1812 il «Chef d'escadron au Corps imperial des ingenieurs Géographes» Moynet invia un estratto delle osservazioni fatte dai suoi ufficiali per dedurre la Base geografica, calcolata dal padre Beccaria, da quella fissata dagli astronomi di Milano [83] e conferma l'esattezza delle misure compiute dal geografo torinese.

Le macchine e gli strumenti presentati all'esame dell'Académie des Sciences, in originale, in modello o con disegni e piani di progetto, sono sempre numerosissimi. Ogni volume dei *Mémoires* ne riporta l'elenco completo. Nel periodo relativo agli anni 1805-1810 si hanno: un nuovo apparecchio per geodesia, un compasso in legno, una pinza emostatica per le ferite delle arterie, un alambicco, un'imitazione del lapislazzulo, due pompe antiincendio, un pantografo, ancora delle pompe, una macchina idraulica, una bilancia con *nonius*, uno strumento insettologico, uno strumento per cambiare la velocità o la forza generata da una macchina, due micrometri, alcuni campioni di cotone artificiale, dell'agata artificiale, una matita nera, una tavoletta per misure catastali, due teodoliti con scala metallica e bolla ad aria mobile, un barometro, uno strumento per indicare l'inclinazione dei venti sull'orizzonte, un ponte basculante, una macchina per operare sui terreni alluvionati, un nuovo teodolite, una macchina per rinforzare le palizzate.

---

[80] (1808) ASAS, Ms. 287.
[81] (1808) ASAS, Ms. 285.
[82] (1812) ASAS, Ms. 283.
[83] ASAS, Ms. 536.

Il capitano d'artiglieria Ducros nel novembre 1811 popone un nuovo metodo «pour fabriquer les canons et les Bouches à feu en général» [84]. Il cittadino Gioan Angelo Ferrieu nel gennaio del 1799 propone alla Città una nuova macchina ad aghi per la fabbricazione delle calzette. Il Morozzo e il Vassalli-Eandi sono incaricati, il 22 nevoso anno VII, dalla Municipalità di valutarne il carattere di innovazione. La loro relazione [85] espone le preoccupazioni di due scienziati che devono scendere a visitare gli opifici, e interrogare i tecnici, consultare l'*Encyclopédie* e la Collezione della Arti e Mestieri, dove però hanno solo informazioni che al più risalgono al 1782, e sono costretti a leggere «moltissime lettere di diversi proprietari delle principali manifatture» che ne elogiano i meriti. E concludono affermando che «il Ferrieu è meritevole di ricompensa e di incoraggiamento dalla Municipalità». L'orologiaio Joseph Capel presenta un igrometro, l'operaio meccanico Jean Guglierminotto illustra una nuova macchina idraulica di sua invenzione, Pierre Antoine Quilico di Villadeati sottopone al generale Alexandre Lameth, il quale rinvia la pratica all'Accademia, una nuova macchina battipali azionata idraulicamente, il cittadino Barardo inventa un nuovo tipo di proietto da cannone per la marina, il medico Bruno di Mondovì illustra un nuovo metodo di filatura che non richiede alcuna operazione di cardatura preliminare, il geometra Albert Gatti sottopone ad esame dell'Accademia un nuovo Pantografo [86]. Dal 1788 al 1806 a San Giorgio Canavese, il medico Carlo Giulio, padre di Carlo Ignazio, redige un quaderno di osservazioni meteorologiche [87]. Vengono pubblicati il *Catalogus plantarum horti botanici taurinensis* [88], l'*Enumeratio plantarum* [89] e la *Flora taurinensis* [90], ma appaiono alle stampe anche i *Conti fatti, ossia tichetta del rapporto delle misure metriche* [91] e le *Tables de comparaison entre les poids et mesures...* [92], che

---

[84] ASAS, Ms. 18.

[85] ASAS, Ms. 2378.

[86] Tutte le pratiche relative alla trasmissione degli atti e all'esame degli stessi da parte degli accademici sono raccolte in ASAS, Mazzo 181.

[87] *MSS Casa Giulio* - BIBLIOTECA STORICA DELLA PROVINCIA DI TORINO.

[88] *Catalogus plantarum Horti Botanici Taurinensis*, Torino, 1804.

[89] *Enumeratio plantarum officinalium Horti Botanici Taurinensis*, Taurini, anno XIII (1805).

[90] J.B. BALBIS, *Flora Taurinensis sive enumeratio plantarum circa Taurinensem urbem nascentium*, Taurini, 1806.

[91] G. CARMAGNOLA, *Conti fatti ossia tichetta del rapporto delle misure metriche, e pesi adottati dal Governo Francese alle misure e pesi del Piemonte come pure della loro reciproca corrispondenza de' loro prezzi in franchi e lire...*, Torino, 1806.

[92] *Tables de comparaison entre les poids et mesures du nouveau système et les poids et measures ci devant en usage à Turin et dans les autres communes du Département du Pô*, Turin, 1809.

ricordano il dibattito sull'introduzione del nuovo sistema metrico, di cui il Anton Maria Vassalli, inviato del Governo provvisorio presso la Commissione dell'*Académie des Sciences* di Parigi, era stato attivissimo sostenitore [93]. La letteratura medica, particolarmente attenta alle nuove pratiche della «vaccina» [94], ma non mancano monografie sul tetano [95], sulle epidemie catarrali [96], sul diabete [97], e sull'odontalgia [98].

L'Università come luogo *pubblico*

> «Napoleo ad aram Minervae, praesentibus Victoria, Marte, et Hercule Universitati, fide ac fidelitate erga illum conspicuae, Mercurio auspice, dexteram porrigit. Fama, labris admotis buccinae, per superas auras delabens, oleaginam defert, laureato imperatori coronam. Elonginquo aeternitatis templum».

Questa la descrizione di un'incisione di Angelo Boucheron, intitolata «Universitatis Imperialis Institutio» che il Vesme vorrebbe datare all'inaugurazione dell'Università del 1805 [99], mentre più probabilmente si riferisce a tre anni più tardi, quando l'Università viene rifondata il 17 marzo [100]. Vengono nominate,

---

[93] A. Conte e L. Giacardi, *La matematica a Torino...* cit., pp. 312-325.

[94] V. Sacchetti, *Memorie per servire alla storia dell'innesto della vaccina*, Torino, 1802; *Memoria del medico Sacchetti membro del Collegio di Medicina e presidente della Deputazione per la vaccina, letta nella seduta delli 7 brumajo anno XI*, Torino, 1802; E. Calvo, *Sur les poisons des animaux. Dissertation lue à la séance publique de la Societé de vaccine de Turin*, Torino, 1803, *Essai historique des travaux de la Députation jennerienne de Turin*, Torino, 1804; L. Ponza, *L'innesto vaccino*, (poemetto), Savigliano, 1808; *État général des individus vaccinés en 1808 et 1809 dans le Département du Pô; Discours prononcés dans la séance du Comité général de vaccine le 22 avril 1810*, Torino, 1810. Questi volumi sono conservati in ASCT, *Coll. Simeom*, Serie C, scatola 168.

[95] C. Giulio, *Histoire d'un tétanos, avec symptômes d'hydrophobie...*, in «Mémoires de l'Académie des Sciences, Littérature et Beaux-Arts de Turin pour les années X et XI, Sciences Phisiques et mathématiques», Première partie, Turin, 1804.

[96] *Instruction sur les épidémies catharrales et notamment sur celles qui s'est manifestée le mois de décembre 1805, à Turin...*, Torino, 1806.

[97] *Sur la non-existence* (sic) *du sucre dans le sang des personnes affectes du diabète...*, Paris, 1812.

[98] C. Tagliaferro, *Elementi di odontalgia*, Torino, 1814.

[99] P. Gaglia, *Angelo Boucheron, Universitas Imperialis Institutio* (scheda 245), in *Cultura figurativa e architettonica negli Stati del Re di Sardegna, 1773-1861*, a cura di E. Castelnuovo e M. Rosci, Torino, 1980, p. 222. È dei medesimi anni il disegno, di Lorenzo Pécheux, sull'incisione del Boucheron, della seconda mazza della Facoltà di Medicina, *ibid.*, pp. 218-221.

[100] Davico e Picco, XXVII, pp. 201 e seguenti.

con *Decreto* imperiale, cinque facoltà: Théologie, Droit, Médecine, Sciences mathématiques et phisiques, Lettres.

Gli studi di matematica [101] che avevano visto il Lagrange emigrare per sedi più prestigiose, ottengono nella prima riforma (26 vendemmiaio 1800) tre cattedre: Geometria (prof. Giuseppe Merlini), Matematica pura (prof. Michelangelo Boyer) e Matematica mista (prof. Francesco Ferroggio). Sino all'inserimento dell'Università di Torino nel *sistema* dell'Università imperiale [102], le matematiche rimangono, assieme alla fisica, una disciplina insegnata secondo schemi che la confinano a un rango proprio di una scuola liceale. Con la riduzione dell'organico dei professori da tre a due [103], e con altre disposizioni tendenti a ridimensionare le spese, essa viene lasciata languire senza grandi prospettive di rinnovamento. Solo più tardi appariranno i protagonisti di un nuovo rifiorire. Nel 1811 il Plana otterrà, su raccomandazione di Lagrange, la cattedra di Astronomia presso l'Università di Torino, dopo aver insegnato matematica, sin dal 1800 presso la Scuola di Artiglieria, trasferitasi ad Alessandria.

Nel Decreto del 17 marzo 1808 le *facoltà delle scienze matematiche e fisiche* ricevono un nuovo ordinamento. In particolare al Titolo III, § 3. si può leggere:

---

[101] A. Conte e L. Giacardi, *La matematica a Torino*... cit., pp. 285-289.

[102] *Decreto imperiale* del 17 marzo 1808 (Davico e Picco, XXVII) esteso anche alle Università di Torino e Genova con *Decreto imperiale* del 14 giugno 1809 (Davico e Picco, XXX, pp. 309-310).

[103] Il *Decreto* del generale Jourdan del 21 frimaio anno 11 (12 dicembre 1802) (Davico e Picco, vol. X, pp. 66-67), al Titolo III (Dell'ateneo) sancisce le drastiche riduzioni nell'organico dell'università: si sopprimono le due cattedre di teologia, si riducono le cattedre di diritto (da sei a quattro), di medicina (da dieci a otto), di matematica (da tre a due); la scuola speciale di storia naturale, di fisica e di chimica è composta da quattro professori e la scuola speciale delle arti e del disegno ne ha cinque; la biblioteca vede ridotto il numero dei suoi impiegati da nove a sei. Nel *Decreto di nomina dell'organico dell'Università di Torino*, 8 vendemmiaio anno 14 (30 settembre 1805) (Davico e Picco, vol. XX, p. 52) appaiono: De Balbi (rettore), Didier (sotto-rettore), Baudisson (procuratore generale); Scuola di Medicina: Canaveri (anatomia e fisiologia), Moriondo (clinica interna), Buniva (igiene pubblica e privata), Balbis (botanica), Bonvicino (chimica farmaceutica), Scavini (clinica esterna), Filippi (patologia), Rossi (ostetricia); Scuola di Scienze naturali: Vassalli-Eandi (fisica generale e sperimentale), Giobert (chimica e mineralogia), Giorna (zoologia e anatomia comparata); Scuola di Scienze matematiche: Merlini (matematiche trascendenti), Boyer (idraulica e meccanica); Scuola di veterinaria: Brugnone, Casanova (aggiunto); Scuola di lingue ed antichità [*omissis*]; Scuola di disegno: Porporati (disegno), Pecheux (pittura), Comiolli (scultura), Bonsignore (architettura). La Scuola di Teologia rimane ancora soppressa e riapparirà solamente nel Decreto del 17 marzo 1808.

[...]
22. Non si riceverà baccelliere nella facoltà delle scienze, se non dopo aver ottenuto il medesimo grado in quella delle lettere, e rispondendo sull'aritmetica, la geometria, la trigonometria, rettilinea, l'algebra, e la sua applicazione alla geometria.
23. Per essere ricevuto licenziato nella facoltà delle scienze, si risponderà sulla statistica, e sul calcolo differenziale ed integrale.
24. per essere ricevuto dottore in questa facoltà, si sosterranno due tesi; sia sulla meccanica e l'astronomia, sia sulla fisica e la chimica, sia sulle tre parti dell'istoria naturale, secondo quella delle scienze, all'insegnamento della quale si dichiarerà destinarsi [104].

Relativamente alle Università di Torino e Genova, nello specifico, leggiamo:

Titolo III - Delle Università di Torino e di Genova
Del modo di aggregare università all'università imperiale.
16. L'università di Torino formerà, unitamente alle scuole della giurisdizione della corte d'appello dello stesso nome, a mentre il decreto imperiale 11 dicembre 1808, una delle accademie di cui deve comporsi l'università imperiale.
[...]
18. Le scuole di legge e di medicina di quest'accademia formeranno due facoltà sotto questi nomi.
Le scuole delle scienze naturali e matematiche saranno riunite per formare la facoltà di scienze.
La scuola delle lingue e d'antichità sarà organizzata in facoltà delle lettere.
Vi si stabilirà una cattedra di teologia.
[...]
20. L'università di Genova formerà, come quella di Torino, una delle accademie dell'università imperiale, come si è detto agli articoli 18 e 19.
21. Le scuole di legge e di medicina formeranno le due facoltà del medesimo nome.
La scuola di farmacia sarà conservata ed unita alla facoltà di medicina.
Le scuole delle scienze e di letteratura saranno organizzate in facoltà delle scienze e delle lettere.
La scuola delle scienze commerciali sarà ammessa alla facoltà delle scienze.
Vi si formerà una facoltà di teologia [105].

Nel 1810 già si sentono i primi accenni del declino dell'Impero. La 27ª Divisione Militare è comandata dal signor generale Cesare Berthier, Conte dell'Impero, suo aiutante generale è il signor Chapuis. L'Accademia degli Studi

[104] Davico e Picco, XXVII, pp. 205-206.
[105] Davico e Picco, XXX, pp. 309-310.

di Torino ha per Rettore Prospero Balbo [106], incaricato delle funzioni di Procuratore gerente, Ispettore generale dell'Università Imperiale. Incaricato delle funzioni di Sotto-Rettore è il professor Vassalli-Eandi. Cinque sono le Facoltà: di Teologia, di Legge, di Belle Lettere, di Medicina e di Scienze Fisiche e Matematiche. Presidente della Facoltà di Medicina è il professore onorario Bellardi. Sono membri i professori Canaveri (anatomia e fisiologia), Buniva (igiene e medicina legale), Bonvicino (chimica farmaceutica), Balbis (botanica), Chiesa (aggregato di clinica interna), Rossi (operazioni, bendaggi ed ostetricia), Filippi, (patologia esterna), Scavini (clinica esterna). Ad essi si aggiungono altri professori «aggregati», «aggiunti», «incaricati». La Scuola di Veterinaria è diretta dal professor Brugnone, coadiuvato dall'«aggiunto» Casanova. La Facoltà di Scienze Fisiche e Matematiche conta di un organico decisamente più ridotto. Professori di scienze fisiche sono il Vassalli-Eandi (fisica), il Giobert (chimica e mineralogia), mentre è vacante la cattedra di zoologia ed anatomia comparata. Nelle scienze matematiche appaiono il Meslini (matematiche trascendenti), Michelangelo Boyer (idraulica e meccanica), vacante essendo la cattedra di astronomia.

> «Già Professori di matematica [sono] i sig. Alasia, aggregato di Teologia, Michelotti, membro dell'Accademia imp. di Torino, Professore onorario di filosofia il sig. Zavatteri, Già professore agg. di fisica il sig. Gardini, Già professore sostituto d'economia rurale il sig. Paroletti, Già professore aggiunto di matematiche il sig. Castellani, Aggregato il sig. Caretto Architetto idraulico, Preparatore della scuola di Fisica il sig. Carena, Macchinista il sig. Bordonia, Preparatore della scuola di Chimica e mineralogia il sig. Constans, Bidello il sig. Tagliabò, decano dei Bidelli» [107].

Professore di architettura, nella Scuola delle Arti del disegno affiancata alla Facoltà di Belle Lettere, è il Bonsignore; «incaricato di rimpiazzarlo» è il sig. Revelli, membro dell'Accademia imperiale di Torino. Alla Scuola è associato il Museo delle Arti di disegno, il cui direttore è il professor Pecheux; nell'organico, sono da annoverare un aggiunto (il sig. Giudice), un intagliatore (il sig. Arghinenti) e uno scultore (il sig. Bogliani). Sono gli *Stabilimenti scientifici* invero le istituzioni minori che meglio definiscono

---

[106] G.P. ROMAGNANI, *Prospero Balbo, intellettuale e uomo di stato* (1762-1837), Torino, 1988.

[107] «Il corso delle stelle osservato dal pronostico moderno PALMAVERDE Almanacco piemontese per l'anno 1810», Torino, 1810, pp. 166-167.

l'attività scientifica delle Facoltà. In questi luoghi «pubblici» la scienza sperimentale afferma la sua volontà di diventare parte della «educazione nazionale»: l'Orto Botanico, il Museo di Storia naturale, lo Stabilimento idraulico della Parella, l'Osservatorio, il Teatro fisico ed anatomico, l'Anfiteatro anatomico dell'Ospedale maggiore di san Giovanni, il Laboratorio anatomico presso l'Ospedale della Maternità, il Gabinetto di Anatomia al Pensionato, il Gabinetto di anatomia comparata alla Scuola di Veterinaria, il Laboratorio di chimica farmaceutica, il Laboratorio di chimica e mineralogia, il Gabinetto di fisica.

All'Orto Botanico la cultura botanica viene fondata, anche e soprattutto, sulla rappresentazione pittorica delle specie vegetali, che in questa maniera possono trovare una chiara definizione delle caratteristiche morfologiche, altrimenti difficilmente mantenibili e riconoscibili «in vivo» o negli erbari. Sotto la direzione del professor Balbis, continua a lavorare Antonio Bottione, disegnatore delle 2500 tavole botaniche della *Iconographia Taurinensis*, e rimane in servizio sino al 1802. L'anno successivo, il direttore dell'Orto inoltra una richiesta al generale Menou perché venga concessa una pensione al «citoyen Bottione dessinateur». Gli succede la figlia Angela Maria Rossi Bottione, con un compenso di 300 franchi suscettibili di aumento «à mesure de ses services» [108].

Franco Andrea Bonelli (1784-1830) durante un soggiorno a Parigi ha avuto modo di frequentare il corso di Lamark, consigliato da George Cuvier, fondatore della moderna Paleontologia ed Anatomia Comparata. Nell'Académie Impériale, di cui è socio dal 1809, e soprattutto dalla cattedra che ha ottenuto all'Università, egli si fa propugnatore delle nuove teorie lamarkiane. Ma nel 1812, quando già si sentono le istanze reazionarie della politica imperiale, sottoponendo per un concorso all'Accademia un tema «evoluzionistico», la sua proposta non ottiene alcun voto.

Napoleone, Imperatore dei Francesi, il 18 pratile anno 13 (7 giugno 1813) su proposta del ministro dell'interno emana un Decreto sull'organizzazione dell'università di Torino [109]. Le Collezioni e i Musei (gli stabilimenti nominati sono «la biblioteca, i musei di storia naturale, di antichità, e delle arti del disegno, l'osservatorio, la parella, l'orto botanico») «sono conservati e riuniti all'università». Finalmente, «i professori delle scuole speciali delle scienze naturali, di

---

[108] P. GAGLIA, *L'Iconographia taurinensis*, in *Erbari e iconografia botanica. Storia delle collezioni dell'Orto botanico dell'Unviersità di Torino*, a cura di F. MONTACCHINI, Torino, 1986, pp. 29-35.

[109] Davico e Picco, XIX, pp. 147 e seguenti.

matematiche pure ed applicate, saranno assimilati negli stipendi e nella durata delle loro funzioni, ai professori delle scuole di diritto» (Titolo I, art. 3).

Gli «ingegneri idraulici e civili», che sono ormai «approvati» con un esame dai professori dell'Università, costituiscono il solo nucleo di professionisti di discipline tecnico-scientifiche; ad essi, e a quanti in questo decennio hanno avuto la fortuna di andare a studiare all'*École politechnique* [110], sarà affidato il difficile compito di far decollare la difficile trasformazione del Piemonte agrario in un nuovo Piemonte industriale. Giorgio Bidone, ingegnere idraulico, è «Ripetitore di Matematica al Pensionato Imperiale»: nel 1813 sarà docente privato di Massimo d'Azeglio, allora quindicenne, a cui si legherà di stretta amicizia [111]. Il Bonsignore è architetto della Contrada di Po, il Lombardi è Architetto Municipale; anche suo figlio Gaetano esercita la medesima professione nella contrada del Liceo. L'ingegnere idraulico Brunati è l'ultimo dei cinque ingegneri della *Sezione del Po della Città di Torino*. Nella *Sezione di Dora* si contano 10 ingegneri civili e tre ingegneri idraulici, nella *Sezione del Moncenisio* 8 ingegneri civili e 4 ingegneri idraulici, nella *Sezione del Monviso* rispettivamente 3 e 3. I Misuratori sono cinque, unico «Estimatore de' Mobili» è il sig. Coda «nella contrada Papetière» [112].

Con il ritorno del Sovrano, il magistrato della riforma degli studi emana un Manifesto «per lo riaprimento della *regia università*» l'8 ottobre 1814 [113]. Con

---

[110] Vanno a studiare all'École Polytechnique; tra gli altri, Giovanni Plana, Carlo Bernardo Mosca, Pernigotti, Carbonazzi.

[111] «Per la fisica, come per mettermi in capo qualche idea di numeri, d'algebra, di geometria, mio padre mi diede in cura al professor Giorgio Bidone, il quale si rese poi chiaro nelle matematiche pure e nell'idraulica», M. D'AZEGLIO, *I miei ricordi*, cap. VIII.

[112] «Il corso delle stelle osservato dal pronostico moderno PALMAVERDE Almanacco piemontese per l'anno 1810», Torino, 1810, pp. 174-175.

[113] Davico e Picco, I, Torino, 1814, pp. 281 e seguenti. «Pianta della regia università: Antonio Del Carretto di Lesegno (rettore), [...] Professori di Medicina: Biroli, già professore nell'università di Pavia (botanica e materia medica), Rolando, medico collegiato, già professore nell'università di Sardegna (notomia), Chiesa, medico collegiato (medicina pratica), Anforni (medicina teorica), Capello di Brà (istituzioni di medicina); Professori di Chirurgia: Tartra e Geri (ordinari di chirurgia), Garneri e Crosetti (aggregati di chirurgia); Professori di Veterinaria: Lessona (veterinaria), Casanova (sostituto di veterinaria); Professori di Anatomia comparata: Capello (anatomia comparata); Professori di Filosofia: Follini (fisica sperimentale), Marra (geometria), Barucchi (logica e metafisica), Alloati (filosofia morale); Professori di Matematica: Bianchi e Plana (Analisi), Cisa di Gresy (meccanica), Bidone e Ignazio Michelotti (idraulica); Professori di Architettura: Bonsignore (architettura), Talucchi (sostituto di architettura); Professori di Chimica: Soquet e Mezzera (chimica applicata alle arti), il medico Michelotti e l'assistente Giuseppe Lavini (chimica medico-farmaceutica), [...]

la Restaurazione sono licenziati il Valperga Caluso, il Buniva, il Cigna, il Canaveri, il Bardi, il Bessone, il Bruno, l'Agodino, l'Avogadro, il Rossi, il Defilippi, il Balbis. Anche numerosi membri dell'Accademia, che è ritornata ad essere la Reale Accademia delle Scienze, vengono allontanati. Molti di essi saranno reintegrati il 25 novembre 1815, e tra essi ci sono Giorgio Bidone, Franco Andrea Bonelli, Giacinto Carena, Michele Malacarne, Vittorio Michelotti, Giovanni Plana, Cesare Saluzzo di Monesiglio; Carlo Botta non verrà più rieletto, il Balbis otterrà la ratifica della nuova nomina solo nel 1819. Si ritorna alla vecchia Scuola di Matematica. Riconosciutasi l'inefficienza di un solo professore, si passa a quattro docenti di matematica e a due di arti grafiche. Il corso è ridotto a quattro anni.

Conclusioni

L'occupazione francese in Piemonte «fu un periodo fortemente contraddittorio. Ricco di elementi modernizzatori e positivi, vide tuttavia l'economia sull'orlo della catastrofe, essenzialmente per due ragioni: una politica di frontiera, dettata da interessi principalmente strategici e imperialistici, e una politica commerciale di rottura dapprima di tutte le arterie tradizionali del traffico subalpino, poi, col Blocco continentale, addirittura con tutto il Continente»[114]. Nel campo della scienza, senza grandi rivoluzioni o sovvertimenti di ideologie, si aprirono però nuove prospettive che diventarono la base per un progresso destinato a decollare solo alcuni decenni più tardi. La Restaurazione riportava la situazione a quindici anni prima, ma l'esperienza subita non poteva essere dimenticata. La scienza, attraverso una nuova concezione dell'istruzione e per mezzo di nuovi coinvolgimenti delle strutture pubbliche, usciva dalla sfera privata e si affacciava al mondo.

---

[114] L. Bulferetti - R. Luraghi, *Agricoltura, industria e commercio in Piemonte dal 1790 al 1814*, Torino, 1966, p. 234.

ALBERTO CONTE

*Gli studenti piemontesi all'*École Polytechnique *di Parigi* *

In quel gruppo di scienziati che durante il periodo rivoluzionario furono attivamente presenti in tutte le iniziative in cui la Repubblica richiese il concorso e la collaborazione dei *savans*, i matematici spiccano sia per nume-

---

* Questo contributo è estratto dal saggio *La matematica a Torino* (di cui costituisce l'Introduzione, e la prima e seconda parte), scritto in collaborazione con Livia Giacardi. Esso è stato pubblicato in: *Ville de Turin, 1798-1814*, a cura dell'Archivio Storico del Comune di Torino, vol. II, 1989, pp. 281-296.

Abbreviazioni usate:
Raccolta delle leggi = *Raccolta delle Leggi, Provvidenze e Manifesti pubblicati dai Governi Francese e Provvisorio e dalla Municipalità di Torino unitamente alle Lettere Pastorali del Cittadino Arcivescovo di Torino*, 6 dicembre 1798 - 26 maggio 1799, Torino, Stamperia Davico;
DAVICO E PICCO (a) = *Raccolta delle Leggi, Provvidenze, Manifesti, ecc. pubblicati dall'attuale Governo*, voll. I-II, 26 maggio 1799 - 10 giugno 1800, Torino, Stamperia Davico e Picco;
DAVICO E PICCO (b) = *Raccolta di Leggi, Decreti, Proclami, Manifesti, ecc.*, [e successive varianti], voll. I-XLII, 22 settembre 1800 - 4 giugno 1814, Torino, Stamperia Davico e Picco.
E inoltre:
AASP = Archives de l'Académie des Sciences, Paris
AEP = Archives de l'École Polytechnique, Paris
ANP = Archives Nationales, Paris
AScT = Accademia delle Scienze, Torino
ASCT = Archivio Storico della Città di Torino
AST = Archivio di Stato, Torino
AUT = Archivio dell'Università di Torino
BCPM = Biblioteca Centrale del Politecnico, Milano
BEP = Bibliothèque de l'École Polytechnique, Paris
BMP = Biblioteca Matematica «G. Peano», Torino
BRT = Biblioteca Reale, Torino
BSAT = Biblioteca della Scuola di Applicazione, Torino.

ro sia per qualità scientifica [1]. Lagrange, Monge, Laplace, Legendre e Carnot costituiscono il fulcro intorno al quale ruotano la mobilitazione degli scienziati tesa a inventare nuove tecniche e nuovi procedimenti indispensabili per la difesa nazionale e la salvezza della Repubblica, il rinnovamento a tutti i livelli dell'insegnamento tecnico-scientifico e delle sue istituzioni, l'introduzione del sistema metrico e del nuovo calendario repubblicano, la partecipazione alla grande spedizione scientifica in Egitto al seguito di Napoleone.

Monge partecipa infatti ai lavori della Commissione incaricata di studiare nuovi procedimenti per la fusione dell'acciaio destinato alla produzione di armi bianche, fucili e cannoni e collabora agli esperimenti sulla fabbricazione del salnitro che consentiranno in pochi mesi di decuplicarne la produzione. Carnot è il principale animatore della mobilitazione generale dell'esercito che permetterà di fermare gli Austriaci alla battaglia di Fleurus dell'8 messidoro anno II (26 giugno 1794) e che gli varrà il titolo di «organizzatore della vittoria». Gli stessi Carnot e Monge sono i principali artefici della creazione nel 1794 dell'*École polytechnique*, il cui assetto definitivo fu decretato da Laplace, ministro dell'interno, nel 1799 e dove insegnarono anche Lagrange e Legendre. Ancora Lagrange, Laplace e Monge sono gli appassionati animatori di quella *École Normale* dell'anno III dove per quattro mesi millequattrocento insegnanti di scuole primarie e secondarie provenienti da tutti i Dipartimenti della Repubblica si videro presentare dai massimi scienziati del tempo le più importanti scoperte scientifiche recenti con uno sforzo collettivo di aggiornamento dell'insegnamento che ha pochi paragoni nella storia. Lagrange, Laplace, Monge e Legendre partecipano a turno alle varie commissioni incaricate di stabilire il nuovo sistema metrico e il nuovo calendario repubblicano su base decimale. Monge partecipa alla spedizione in Egitto dirigendo e animando i lavori degli scienziati che sono al seguito di Bonaparte.

E, naturalmente, questi grandi matematici non si limitano alle attività organizzative e all'insegnamento, ma continuano a sviluppare le proprie ricerche, spesso consegnandole in trattati fondamentali. Limitiamoci a citare la *Théorie des fonctions analytiques* (1797) di Lagrange, la *Géométrie descriptive* (1799) di Monge e il *Traité de mécanique céleste* (1799-1825) di Laplace. Venivano così

---

[1] La bibliografia concernente la storia della matematica nel periodo 1789-1814 è, naturalmente, sterminata. Ci limitiamo qui a rimandare il lettore a M. KLINE, *Mathematical Thought from Ancient to Modern Times*, Oxford, Oxford University Press, 1972, capp. 19-26 e a C. B. BOYER, *Storia della matematica*, trad. it. di A. CARUGO, Milano, ISEDI, 1976, cap. 22 nonché alle relative bibliografie. Le opere definitive sul periodo sono comunque: N. e J. DHOMBRES, *Naissance d'un pouvoir: sciences et savants en France, 1793-1825*, Paris, Payot, 1989, *Sciences à l'époque de la révolution française*, a cura di R. RASHED, Paris, Albert Blanchard, 1988.

poste le basi per quel predominio della matematica francese su scala mondiale che, rinforzato dall'opera di Cauchy, durerà fino alla metà dell'Ottocento.

Il sonnacchioso ambiente matematico torinese che, dalla partenza di Lagrange per Berlino nel 1766, non aveva più dato segni di vitalità, era rimasto impermeabile a tutte queste novità. Ma ora il nuovo irrompeva impetuoso insieme con le armi delle truppe francesi del Generale Joubert che facevano il loro ingresso in città il 9 dicembre 1798, con conseguenze che avrebbero influenzato la matematica torinese per molti anni a venire.

L'Università di Torino[2], che era stata chiusa fin dal 1792, fu riaperta con decreto del Governo provvisorio del 25 frimaio anno VII (15 dicembre 1798)[3] per essere nuovamente chiusa all'arrivo delle truppe di Suvarov il 28 maggio 1799. In questo breve periodo il Governo provvisorio non prese disposizioni che modificassero l'insegnamento della matematica. Rientrati in città i Francesi dopo la vittoria di Marengo e riaperta definitivamente l'Università[4] la Commissione esecutiva, composta da Carlo Bossi, Carlo Botta e Carlo Giulio, pubblicava con decreto del 26 vendemmiaio anno IX (18 ottobre 1800)[5] una pianta provvisoria di cattedre e di professori che, per quanto riguardava la Scuola di matematica, prevedeva le tre cattedre di Geometria, Matematica pura e Matematica mista attribuite rispettivamente a Giuseppe Merlini, Michelangelo Boyer e Francesco Ferroggio.

Le prime due portavano gli stessi nomi previsti dalle Costituzioni del 1772 mentre la terza avrebbe dovuto coprire la teoria del moto dei solidi e dei fluidi

---

[2] Sul tema Istruzione pubblica confronta l'interessante e ricco patrimonio di manoscritti e documenti d'epoca conservato negli Archivi torinesi:

- AUT: *Registro dei mandati (1798-1804)*, 101 A; *Registro dei mandati (1803-1805)*, 102 A; *Registro dei mandati (1814-1816)*, 104 A.

- ASCT: *Carte del periodo francese*, cat. 32ª, *Editti e Manifesti*, E; *Ordinati del periodo francese*.

- AST: *Carte epoca francese*, II serie, cart. 10, sez II; *Governo francese*, m. 499; *Miscellanea Guerra*, serie I, m. 4. Fondamentali sono inoltre i documenti conservati in ANP, Série F, *Administration générale de la France*, section 17. *Instruction publique*. Per la storia dell'Università di Torino nel periodo in esame risulta ancora di utile consultazione R. RUFFINI, *L'Università di Torino, Profilo storico*, Annuario dell'Università di Torino 1899-1900, pp. 1-42. Specificatamente dedicato al Collegio delle Province, ma anche ricchissimo di dati concernenti l'Università, è M. ROGGERO, *Il sapere e la virtù: Stato, Università e professioni nel Piemonte tra Settecento e Ottocento*, Torino, Deputazione Subalpina di Storia Patria, 1987. L'opera del primo Consiglio d'istruzione pubblica è rievocata e difesa con passione in F. BRAYDA - C. BOTTA - S. GIRAUD, *Vicissitudes de l'instruction publique en Piémont*, Turin, de l'Imprimerie de Félix Buzan, an XI.

[3] F. BRAYDA - C. BOTTA - S. GIRAUD, *Vicissitudes...* cit., p. 8; *Raccolta delle leggi*, p. 25.

[4] Con il decreto 12 messidoro anno VIII (1° luglio 1800), DAVICO E PICCO (b), I, p. 20; ASCT, *Editti e Manifesti*, E.IV, 7.

[5] DAVICO E PICCO (b), II, pp. 81-83; ASCT, *Editti e Manifesti*, E.IV, 145.

che le Costituzioni assegnavano al quarto e al quinto anno del corso di matematica. Era però necessaria una riorganizzazione molto più radicale. La prima proposta in tal senso può essere fatta risalire al rapporto che P. La-Boulinière, *Chef de la Division de l'Intérieur*, aveva presentato il 1° complementare anno IX (18 settembre 1801) al generale Jourdan, *Administrateur Général* della 27ª Divisione Militare [6]. In esso venivano previsti ancora tre corsi di matematica, i cui contenuti avrebbero però rispettivamente dovuto essere i seguenti: aritmetica, geometria e algebra elementare; equazioni di gradi superiori, sezioni coniche, applicazioni dell'algebra alla geometria, statica e geometria descrittiva; equazioni numeriche, calcolo differenziale e integrale. Si noti l'inserimento nel secondo corso della geometria descrittiva che, grazie a Monge che l'aveva creata, era divenuta il simbolo dell'innovazione in campo matematico.

Nel frattempo, «riunito» il Piemonte alla Francia nel settembre del 1802, diveniva operante in esso la legge dell'11 floreale anno X (1° maggio 1802), che aveva regolamentato in tutta la Francia l'istruzione pubblica e il cui Titolo V riguardava le cosiddette Scuole speciali, o facoltà di studi superiori [7]. Il Consiglio d'istruzione pubblica elaborò allora un nuovo piano di organizzazione delle Scuole speciali di Torino [8] e lo presentò il 5 termidoro anno X (24 lugIio 1802) al generale Jourdan, il quale però, pur elogiandolo, ne formulò un altro più aderente alle leggi francesi. La sua origine può essere rintracciata in un rapporto [9] inviato dal generale a Fourcroy, consigliere di Stato incaricato della direzione e della sorveglianza dell'Istruzione pubblica, nel quale, per quanto concerne la Scuola di matematica si legge:

> École de Mathématiques.
> Il y a trois professeurs pour les mathématiques, savoir:
> un de Géométrie;
> un de mathématiques pures;
> un de mathématiques mixtes.
> Celui de géométrie est indispensable, mais un seul peut assurément suffire pour les deux autres parties; en consequence il est convenable de reduire cette École aux deux Professeurs suivants, iusqu'à l'organization du Lycée, dont cet enseignement devra faire partie:
> un pour les elements de mathématiques;
> un pour l'Algèbre et la Géométrie

---

[6] ANP, F 17, 1603.

[7] La si legga in Davico e Picco (b), VIII, pp. 337 e seguenti.

[8] F. Brayda - C. Botta - S. Giraud, *Vicissitudes...* cit., pp. 138 e seguenti.

[9] *Rapport concernant l'organisation provisoire des différentes Écoles de la 27me division militaire, pendant l'an XI*, ANP, F 17, 1603.

Sarà questa la proposta definitiva inserita nel decreto del 21 frimaio anno XI (12 dicembre 1802) [10].

La riduzione delle cattedre di Matematica da tre a due provocava una blanda lettera di protesta del Consiglio d'istruzione pubblica al generale Jourdan nella quale si diceva che le sopprimende matematiche miste comprendevano le applicazioni alla fisica e venivano citati gli importanti esperimenti di idraulica compiuti da Michelotti alla Parella. Ma già il successivo 1° nevoso anno XI (22 dicembre 1802) il Consiglio si affrettava a riscrivere al generale [11] allegando un progetto di decreto per la nomina dei professori e degli impiegati dell'Università e citando esplicitamente Michel-Ange Boyer fra coloro che erano destinati a perdere la cattedra. E così sarà infatti, perché con decreto del 4 nevoso anno XI (25 dicembre 1802) [12] il generale Jourdan farà proprie le proposte del Consiglio nominando, fra gli altri, Merlini professore per l'Algebra e la Geometria e Bertolino (che nel frattempo era subentrato a Ferroggio) per gli Elementi di Matematica. Boyer è pensionato d'ufficio. Nel Regolamento annesso al decreto si dice che il secondo professore insegnerà gli elementi di geometria e algebra fino alle equazioni di secondo grado incluse e che il corso del primo professore durerà tre anni durante i quali verranno svolti i seguenti argomenti:

I anno: algebra trascendente e trigonometria;

II anno: applicazioni dell'algebra alla teoria delle curve, le sezioni coniche, i luoghi geometrici e la costruzione delle equazioni dei gradi superiori;

III anno: calcolo differenziale e integrale, e loro applicazioni alla Geometria e alla Meccanica.

Si tratta di un programma di riformismo moderato, sicuramente più arretrato di quello proposto da La Boulinière, rispetto al quale l'eliminazione della geometria descrittiva costituisce il passo indietro più evidente, anche se può essere in parte giustificato dalla modestia dei personaggi chiamati ad insegnarlo, che difficilmente sarebbero stati in grado di assimilare e di trasmettere i contenuti fortemente innovativi dell'opera di Monge. Appare poi evidente l'influsso del concetto ispiratore di fondo della legge dell'11 floreale che tendeva a previlegiare le grandi *Écoles* declassando le facoltà universitarie a un rango poco più che liceale. La nuova organizzazione ebbe un principio di

---

[10] F. Brayda - C. Botta - S. Giraud, *Vicissitudes...* cit., pp. 141 sgg.; Davico e Picco (b), X, pp. 65 e seguenti.

[11] Le Conseil d'instruction publique au général Jourdan, 30 frimaire an XI (21 dicembre 1802), ANP, F 17, l603.

[12] F. Brayda - C. Botta - S. Giraud, *Vicissitudes...* cit., pp. 159 e seguenti.

attuazione, come si ricava da un interessante documento [13] conservato alle *Archives Nationales* di Parigi in cui vengono messi a confronto il vecchio e il nuovo schema organizzativo dell'Università e da un rapporto di La Boulinière [14] del piovoso anno XI in cui vengono citati Bertolino e Merlini con stipendio di 3000 franchi, mentre Boyer è incluso fra i professori soppressi ai quali è stata assegnata una mezza pensione di 750 franchi.

Ma le molte proteste degli esclusi e la sostituzione del generale Jourdan con il generale Menou, molto più disponibile a prestarvi ascolto, valsero rapidamente a ristabilire la situazione precedente. Il Consiglio d'istruzione pubblica venne destituito [15]. Boyer, fra gli altri, riebbe la sua cattedra.

Ebbe così termine l'unico timido tentativo di rinnovare l'insegnamento della matematica nell'Ateneo torinese con un ritorno allo status quo che sarebbe stato confermato dalla nuova costituzione decretata da Napoleone il 18 pratile anno XIII (7 giugno 1805) [16] e dal riordinamento connesso con l'ingresso della nostra Università nell'Università imperiale [17]. Da questo momento il rinnovamento sarebbe dipeso soltanto dagli uomini, e non più da una riforma dell'istituzione.

Gli studenti piemontesi accedono all'*École Polytechnique* [18]

Il provvedimento di maggior portata per lo sviluppo e il rinnovamento degli studi matematici in Piemonte fu però preso, ancora una volta dal generale Jourdan, nell'anno X. Il 22 ventoso di quell'anno (13 marzo 1802) il *Consiglio*

---

[13] *État général des Écoles et Établissements pour l'Instruction publique en Piémont conformément à la loi du 11 floréal an XI*, ANP, F 17, 1607.

[14] *Rapport politique et administratif sur la 27eme Division Militaire, présenté au Conseiller d'Etat Laumond par* P. Laboulinière, *Chef de la Division de l'Intérieur dans l'Administration générale, Secrétaire général par interim*, ANP, F 1e, 74.2.

[15] Le *Vicissitudes* più volte citate furono scritte dai tre membri del disciolto Consiglio per rendere noto e difendere il loro operato.

[16] Davico e Picco (b), XIX, pp. 117 e seguenti.

[17] Decreto del 17 marzo 1808, Davico e Picco (b), XXVII, pp. 201 e seguenti.

[18] Per la storia dell'*École Polytechnique* nel periodo oggetto di questo studio resta fondamentale e insostituibile A. Fourcy, *Histoire de l'École Polytechnique*, Paris, Chezl'Auteur, 1828, ora disponibile anche in edizione anastatica con un ricchissimo apparato critico a cura di J. Dhombres, Paris, Belin, 1987, pp. 516+198, alla cui amplissima bibliografia si potrà far riferimento per ogni ulteriore necessità d'informazione. Pure importanti e utili sono G. Pinet, *Histoire de l'École Polytechnique*, Paris, Baudry, 1887 e J. P. Callot, *Histoire de l'École Polytechnique*, Paris, Les Presses modernes, 1958.

I documenti ufficiali concernenti il primo periodo di vita della scuola possono essere letti in *Correspondance sur l'École impériale polytechnique*, a cura di P. Hachette, voll. 3, Paris, Klo-

d'istruzione pubblica aveva inviato al generale, rispondendo a una sua richiesta, un rapporto circostanziato sullo stato dell'istruzione pubblica nella 27ª Divisione militare [19]. In esso il *Consiglio* lamentava lo scarso numero di studenti delle Scuole di matematica e il basso livello dell'insegnamento che vi veniva impartito. Nella lettera di risposta [20] il generale ne attribuiva le cause «au peu de débouché, qu'ont trouvé pendant ces dernières années les jeunesgens, qui s'étaient appliqués a ce genre de connaissances» e assicurava che avrebbe immediatamente scritto al Ministro dell'Interno per chiedergli che il Governo consentisse ai giovani della 27ª divisione di partecipare al concorso di ammissione all'*École Polytechnique*, col che «les écoles d'application, et de travaux publics leur seront ouvertes comme à ceux des autre parties de la République». Il 13 germinale (3 aprile) Jourdan manteneva la promessa [21] e nel successivo mese di floreale il Ministro dell'Interno invitava il direttore dell'*École Polytechnique*, che era allora Guyton de Morveau [22], ad accettare la

---

stermann, 1814. Molti di essi sono anche riportati, insieme, con numerose notizie sulla vita della scuola, in *L'École Polytechnique*, Société des Amis de l'École Polytechnique, Paris, Gauthier-Villars, 1932 e in *Livre du Centenaire, 1794-1894*, voll. 3, Paris, Gauthier-Villars, 1894-1897.

L'elenco completo dei programmi di ammissione e di insegnamento per il periodo 1800-1839 è riportato in *Rapports du Conseil de perfectionnement sur la situation de l'École Polytechnique et programmes d'admission et d'enseignement de cette École depuis l'an IX (1800) jusqu'à l'année 1839*, voll. 6, Paris, Imprimerie impériale, 1800-1859. L'evoluzione del concorso d'ammissione è descritta in *Historique du concours d'admission à l'École Polytechnique, d'après les Archives de l'École Polytechnique, 1794-1973*, AEP, X 2b/413.

Esistono numerosi elenchi degli ex-allievi della scuola. A. FOURCY, *Histoire...* cit., riporta alle pp. 391-475 una *Liste Générale, par promotion d'entrée des Élèves de l'École Polytechnique* dalla prima promozione dell'anno III (1794) fino a quella del 1828. Il modello ineguagliato del genere resta comunque C. P. MARIELLE, *Répertoire de l'École impériale polytechnique ou renseignements sur les élèves qui ont fait partie de l'institution depuis l'époque de sa créátion en 1794 jusqu'en 1853 inclusivement*, Paris, Mallet-Bachelier, 1855. Numerose altre pubblicazioni coprono gli anni successivi. Nessuna può comunque sostituire la consultazione di AEP, *Registre de Matricule des élèves*, i cui grossi volumi contengono le *fiches matriculaires* di tutti gli allievi dal 1794 a oggi fornendo così dati (come ad esempio il luogo in cui è stato sostenuto l'esame d'ammissione) altrimenti irreperibili. Insieme a una ricchissima documentazione del più alto interesse per lo studioso, essi sono consultabili presso le *Archives de l'École Polytechnique*, recentemente riordinate e rese facilmente accessibili grazie alla competenza e alla cortesia del loro curatore Mme Masson, che desideriamo qui ringraziare caldamente per l'aiuto fornitoci.

[19] F. BRAYDA - C. BOTTA - S. GIRAUD, *Vicissitudes...* cit., pp. 103-4.

[20] Le général Jourdan au Conseil d'instruction publique, ANP, F 17, 1603; riportata anche in F. BRAYDA, C. BOTTA, S. GIRAUD, *Vicissitudes...* cit., pp. 104-110. Cfr. in particolare pp. 106-107.

[21] Le général Jourdan au Ministre de l'Intérieur, ANP, F 17, 1603.

[22] Un nome che deve avere suscitato nell'eroe di Fleurus il ricordo del ruolo giocato nella battaglia dagli aerostati del grande chimico.

richiesta di Jourdan [23], informando successivamente quest'ultimo dell'avvenuto accoglimento [24].

L'*École Polytechnique*, il cui terribile [25] concorso di ammissione i giovani piemontesi si potevano ora accingere ad affrontare, era stata creata [26] da quel gruppo di scienziati che gravitavano intorno al Comitato di salute pubblica, e più in particolare da quelli che componevano la *Commission des travaux publics* istituita con la legge del 21 nevoso anno II (10 gennaio 1794), il cui fervido animatore era Monge [27], coadiuvato dai suoi due ex-allievi dell'*Ecole de Mézières*, Carnot e Prieur de la Côte-d'Or. Il progetto di costituzione dell'*École* fu illustrato davanti alla Convenzione, che lo approvò all'unanimità il 7 vendemmiaio anno III (28 settembre 1794), dal chimico Fourcroy [28], che così ne precisava la missione specifica: «La République doit extraire en quelque sorte de toute la masse d'instruction qu'elle possède, et du sein de tous les hommes éclairés qui l'habitent un choix de citoyens les plus instruits qui s'appliquent uniquement à l'artillerie, au génie militaire, à la construction et à la conduite des vaisseaux». L'*École* avrebbe avuto il monopolio esclusivo della formazione dei quadri superiori dei servizi tecnici civili e militari dello Stato (artiglieria terrestre e navale, genio militare, genio marittimo, ingegneri-geografi, miniere, ponti e strade), in quanto l'accesso alle relative *Écoles d'application* sarebbe stato riservato unicamente ai *polytechniciens* (è il «privilège» di cui parla tutta la tradizione politecnica). Le matematiche (in particolare, analisi e geometria descrittiva) avranno un ruolo privilegiato nei programmi, rinforzato dal fatto

---

[23] Le Ministre de l'Intérieur au Directeur de l'École Polytechnique, ANP, F 17, 1603.

[24] Le Ministre de l'Intérieur au général Jourdan, ANP, F 17, 1603.

[25] A. Fourcy in *Histoire...* cit., p. 209 afferma che dei 5765 candidati esaminati dal 1794 al 1827 fuori da Parigi soltanto 2306, pari al 40%, furono ammessi, mentre dei 4103 esaminati a Parigi ne furono ammessi 1887, pari al 46%. Nel 1800 fu ammesso soltanto il 26% dei candidati.

[26] Inizialmente con il nome di *École centrale des travaux publics* poi trasformato nel 1795 in quello definitivo.

[27] «Il y avoit alors, auprès du Comité de salut public, une espèce de congrès de savans, où la plupart des sciences exactes et naturelles se trouvaient dignement représentées. C'est de là que partaient, à la voix du comité souverain, ces instructions lumineuses, ces inventions soudaines, ces expédiens ingénieux et rapides, qui, dégageant les procédés des arts des vieielles ornières de la routine, élevaient tout à coup leurs produits au niveau des immenses besoins de la révolution. Dans cette réunion, que son éminente utilité recommandait si puissamment à la bienveillance du gouvernement, Monge se distinguait par cette infatigable activité qu'il portait d'ordinaire sur tout objet qui avait saisi fortement son imagination: et il s'était ainsi concilié la prédilection particulière des chefs de la république». A. Fourcy, *Histoire...* cit., pp. 13-14.

[28] Il testo integrale può essere letto in J. Langins, *La République avait besoin des savants: l'École Centrale des Travaux Publics de l'an III*, Paris, Belin, 1987.

che al concorso di ammissione gli aspiranti allievi saranno esaminati soltanto su di esse (oltre che sulle loro qualità civiche e patriottiche, ivi inclusa la loro, invero difficilmente quantificabile, «haine des tyrans»). Nella perorazione finale Fourcroy si lascia andare a una previsione di successo che si rivelerà ampiamente fondata: «Le Comité doit vous dire que la grandeur de cette École est digne du peuple auquel elle est consacrée; qu'elle sera sans modèle en Europe; qu'elle satisfera doublement et aux besoins de la république et à l'instruction générale que le peuple réclame depuis cinq ans; qu'elle répandra de proche en proche... le goût si avantageux de l'étude des sciences exactes, et que c'est enfin un des plus puissants moyens de faire marcher, d'un pas égal, le perfectionnement des arts utiles et celui de la raison humaine».

Furono ammessi inizialmente 393 allievi per coprire tutti e tre gli anni di corso previsti i quali, a partire dal 1° nevoso anno III (21 dicembre 1794), cominciarono a frequentare dei corsi accelerati che in tre mesi dovevano condensare gli argomenti previsti per i tre anni ordinari (metodo rivoluzionario, secondo l'esempio della famosa *École normale* dell'anno III nella quale avevano insegnato Lagrange, Laplace e Monge). I corsi ordinari furono solennemente inaugurati il 5 pratile anno III (24 maggio 1795) con una lezione di Lagrange che, accettando il titolo di «instituteur», si era offerto, nonostante le sue malferme condizioni di salute, di tenere un corso «sur toutes les parties des mathématiques élémentaires»[29]. Accanto a lui insegnavano Monge per la geometria descrittiva, Hassenfratz per la fisica, Fourcroy, Berthollet e Guyton de Morveau per la chimica, oltre agli insegnanti delle discipline più propriamente tecniche.

Questo impianto iniziale avrebbe subito poche modifiche. In particolare, per quanto riguarda il periodo 1802-1814, l'insegnamento della matematica continuò a fondarsi sull'analisi (Lacroix e Ampère), sulla geometria descrittiva (Monge e, dopo il 1810, Arago) e sulla meccanica (Poisson). Berthollet abbandonò il suo corso di chimica nel 1808, mentre Fourcroy morì nel 1809; a entrambi succedette Gay-Lussac. Dal punto di vista istituzionale l'evento più importante sarebbe stato la militarizzazione degli allievi (27 messidoro anno XII, 16 luglio 1804), con relativo obbligo di accasermamento degli allievi e nomina di un Governatore nella persona del generale Lacuée (poi diventato nel 1810 e fino alla caduta di Napoleone anche Ministro della Guerra).

Appena ricevuta la notizia che l'accesso a questa scuola già così prestigio-

---

[29] A. Fourcy, *Histoire*... cit., p. 74.

sa era stato aperto anche ai giovani piemontesi [30] il *Consiglio d'istruzione pubblica* si affrettò a darne notizia il 2 messidoro anno X (20 giugno 1802) con un proclama [31] che, dopo alcune frasi di compiacimento, contiene il testo delle conoscenze richieste ai candidati che intendevano presentarsi al concorso di ammissione. Rimasto sostanzialmente immutato fin dalla fondazione, esso esigeva tra l'altro l'esposizione del nuovo sistema metrico decimale, approfondite conoscenze di algebra (compresa la formula del binomio di Newton, sia pure limitata al caso degli esponenti interi positivi) e di geometria (fino alle principali proprietà delle sezioni coniche), le condizioni di equilibrio delle macchine semplici e la dimostrazione di saper leggere e scrivere la lingua francese. Si trattava nel complesso di un programma abbastanza avanzato e certamente difficile per un giovane piemontese di età compresa fra i 16 e i 20 anni quale era quella richiesta per l'ammissione al concorso. Gli esami si tenevano, a partire dal 1° complementare (18 settembre) di ogni anno, in diverse città della Repubblica (e presto dell'Impero) [32] suddivise in *tournées* che venivano affidate a uno o due esaminatori che, a tappe forzate [33], si recavano nelle varie città per esaminare (solo oralmente) i candidati, redigendo poi un rapporto scritto che veniva inviato a una commissione che sedeva presso l'*École* e alla quale spettava il compito di stilare la graduatoria finale. Il primo esaminatore giunse a Torino all'inizio del vendemmiaio anno XI (22 settembre 1802) [34] per un rito che si sarebbe ripetuto regolarmente ogni anno fino all'autunno del 1813. L'esame si svolgeva nell'aula magna dell'Ateneo, alla presenza di «autorités constituées, corps savans et chefs militaires» e il giorno e l'ora d'inizio venivano annunciati al suono del tamburo [35]. Le poche modifiche subite dal programma nel corso degli anni, come ad esempio l'introduzione di una prova di disegno (1805) e di una di lingua latina (1807), furono annunciate tempestivamente nei bandi di concorso [36].

Nonostante il Prefetto del Dipartimento del Po La Ville lamentasse nel 1808

---

[30] Uno dei quali, e il più prestigioso, G. Plana era stato ammesso già nel 1800 dopo aver superato l'esame di ammissione a Lione.

[31] Coll. privata, Torino.

[32] Se ne veda l'elenco, per l'anno XII (1804) in ASCT, *Editti e Manifesti*, E.IX, 163.

[33] Nel 1806 Hachette e Poisson furono il 1° settembre a Genova, il 6 a Torino, il 14 a Grenoble, il 19 a Lione, il 26 a Ginevra, il 2 ottobre a Besançon e il 9 a Digione. Il 1° vendemmiaio anno XIV (23 settembre 1805) giunse a Torino come esaminatore il celebre fisico Jean-Baptiste Biot (cfr. ASCT, *Editti e Manifesti*, E.XI, 2).

[34] F. Brayda - C. Botta - S. Giraud, *Vicissitudes...* cit., p. 114.

[35] ASCT, *Editti e Manifesti*, E.IX, 163, E.X, 176, E.XI, 2, E.XXII, 227.

[36] Cfr. ad esempio ASCT, *Editti e Manifesti*, E.X, 176 per il disegno.

che soltanto due allievi fossero stati ammessi all'*École Polytechnique* [37] e nel 1810 che non vi fossero nel Dipartimento allievi per le matematiche trascendenti, cosicché i partecipanti al concorso d'ammissione preferivano scegliere l'algebra [38], i 20 ammessi fra la promozione dell'anno XIII (1804) [39] e quella del 1813 che risultano aver sostenuto l'esame a Torino [40], sia pure dedottine i sei non piemontesi compresi fra di essi, ma aggiungendovi gli otto allievi piemontesi ammessi dopo aver sostenuto l'esame in un'altra sede [41], non co-

---

[37] ANP, F 17, 1611.

[38] *Ibidem.*

[39] La prima nella quale compare un allievo che aveva sostenuto l'esame d'ammissione a Torino.

[40] Il seguente elenco è stato compilato sulla base dei dati contenuti in AEP, *Registre de Matricule des élèves*, voll. 3° (1804-1809) e 4° (1810-1819), integrati con le notizie riportate in A. FOURCY, *Histoire...* cit., pp. 420-452 e in C. P. MARIELLE, *Répertoire...* cit. In esso abbiamo riportato, dopo l'anno di ciascuna promozione, i nomi degli allievi che l'hanno superata, il loro numero di matricola, il servizio nel quale sono stati immatricolati e alcuni dati essenziali sulla loro carriera successiva. 1804 (anno XIII): BITSCH FRANÇOIS-JOSEPH (1527, Artiglieria) di Pont à Mousson; MILLET BASIL-FÉLIX (1531, Artiglieria) di Torino. Il padre era negoziante in via Po. Morto a Mosca durante la ritirata di Russia. 1807: ABBATE DOMINIQUE (1943, Artiglieria) di Peveragno. Il padre era medico. Morto durante la campagna di Spagna; GENTIL DIT MAURIN JOSEPH-HENRI (1977, Artiglieria) di Chambéry. Morto con il grado di capitano; CLERICI CHARLES-JOSEPH-PIERRE (1981, Genio) di Dogliani. Capitano; STUCKER JEAN 1987, Genio) di Mayence. 1808: SERTOUR LOUIS-ANTOINE (2062, Genio) di Oulx. Capitano; CARBONAZZI JEAN-ANTOINE (2092, Ponti e Strade) di Felizzano. Ingegnere nei Ponts et Chaussées all'uscita dall'*École Polytechnique*. Rientrato in Piemonte nel 1814 dove ha seguito la stessa carriera fino a diventare Ispettore dei Ponti e Strade. 1809: MOLINA JEAN-VINCENT-AUGUSTE (2243, Genio) di Virle. Capitano; TRONA VICTOR-EMMANUEL (2244, Ponti e Strade) di Torino. Entrato nei Ponts et Chaussées all'uscita dall'*École Polytechnique*. Rientrato in Piemonte nel 1814 dove ha seguito la stessa carriera fino a diventare Ingegnere Capo dei Ponti e Strade. 1810: COURSIN JEAN-BAPTISTE (2326, Artiglieria) di Parigi. Capitano. 1811: DEVIENNE ALEXIS-DOMINIQUE (2486, Genio) di Parigi. Capitano; PRAT JEAN-ANTOINE (2597, Artiglieria) di Torino. Nominato Tenente d'Artiglieria all'uscita dall'*École Polytechnique*. Rientrato in Piemonte nel 1813 ha seguito la stessa carriera fino a diventare Tenente Generale e Vicecomandante del Corpo d'Artiglieria. Senatore del Regno; GIRAUD MARC-SEBASTIEN (2600, Artiglieria) di Puy (Haute-Loire). Capitano; CROVA-VAGLIO MARTIN-OCTAVE (2621) di Nizza Monferrato. Morto mentre era ancora allievo. 1812: GAMBINI JOSEPH-HENRI (2737, Artiglieria) di Baldichieri; CEAS CLAUDE-GASPARD (2754, Artiglieria) di Gap (Hautes-Alpes). Tenente; CICILLE FRANÇOIS-MARIE (2767, Artiglieria) di Nemours (Seine-et-Marne). Capitano nello Stato Maggiore. 1813: AVOGADRO DE COLOBIAN EMMANUEL-CÉSAR (2900) di Ivrea, ma residente a Torino. Ha abbandonato l'*École Polytechnique* nello stesso 1813 rientrando in Piemonte dove ha seguito la carriera militare fino a conseguire il grado di Maggior Generale. Senatore del Regno; RIPA LOUIS-CHARLES (3005) di Romano. Si è ritirato nel 1814.

[41] Eccone l'elenco tratto da C. P. MARIELLE, *Répertoire...* cit., pp. 258-259. 1808: COSTA ROLAND (Genio). Entrato nel Genio all'uscita dall'*École Polytechnique*, era Capitano al suo rientro in Piemonte nel 1815. Ingegnere Capo nei Ponti e Strade. 1809: MOSCA CHARLES-BERNARD (Ponti e Strade). Entrato nei Ponts et Chaussées all'uscita dall'*École Polytechnique*, è rientrato in Piemonte

stituiscono un numero esiguo, soprattutto se si pensa che nello stesso periodo soltanto tre sono i genovesi ammessi e addirittura uno soltanto che risulta proveniente dal concorso di Amsterdam. In ogni caso, l'importanza di questo gruppo di *polytechniciens* che, al loro rientro in Piemonte, si inserirono in posizioni chiave dei servizi tecnici militari e civili e del mondo scientifico accademico, non può essere sottovalutata, dal momento che costituirono il tramite più diretto per l'introduzione al di qua delle Alpi delle fondamentali innovazioni scientifiche e tecnologiche elaborate nella grande scuola della Montagne-S.te-Geneviève. Per quanto riguarda in particolare la matematica, ciò equivaleva a riaffermare il predominio dell'influenza lagrangiana, che avrebbe trovato il suo suggello nell'assunzione da parte di Plana, «ancien élève de l'École Polytechnique», della cattedra di analisi presso l'Ateneo torinese e segnato in tal modo di un marchio indelebile la scuola matematica torinese per tutto il resto del secolo.

---

nel 1814. Primo architetto del Re. Ispettore di 1ª classe nel Corpo Reale del Genio. Socio dell'Accademia delle Scienze di Torino. Senatore del Regno. 1810: CHIODO AUGUSTIN-JÉROME (Genio). Entrato nel Genio all'uscita dal'*École Polytechnique*, ha seguito la stessa carriera al suo rientro in Piemonte. Presidente del Consiglio del Genio militare. Senatore del Regno. Ministro della Guerra, DESPINE CHARLES-MATIE-JOSEPH (Miniere). Entrato nel Service des Mines all'uscita dall'*École Polytechnique*, ha proseguito la stessa carriera al suo rientro in Piemonte nei 1816. Ispettore delle Miniere. Presidente dell'Accademia d'Agricoltura. Deputato. 1811: BOTTO DOMINIQUE-FRANÇOIS (Genio). Entrato nel Genio militare all'uscita dall'*École Polytechnique*, ha proseguito la stessa carriera al suo rientro in Piemonte, divenendo in seguito Professore all'Università di Torino e Socio dell'Accademia delle Scienze di Torino; RACHIA PAUL-ROMUALD (Genio). Entrato nel Genio marittimo all'uscita dall'*École Polytechnique*, è passato nel Genio militare al suo rientro in Piemonte nel 1814 fino a raggiungere il grado di Maggior Generale. Morto nel 1849; SOBRERO CHARLES-RAPHAËL (Artiglieria). Entrato nell'Artiglieria all'uscita dall'*École Polytechnique*, ha proseguito la stessa carriera al suo rientro in Piemonte fino a raggiungere il grado di Tenente Generale. Membro onorario del Consiglio delle Miniere. 1813: MALPASSUTI CHARLES. Allievo decorato con la Legion d'onore per la sua bella condotta alla difesa di Parigi il 30 marzo 1814 quando, di fronte all'attacco portato da uno squadrone di lancieri russi a una delle batterie servite dagli allievi dell'*École* che difendevano la strada di Vincennes, riusciva a disarcionare un lanciere che lo stringeva da presso e, impadronitosi del suo cavallo, si univa ai corazzieri francesi nel mettere in fuga lo squadrone russo. Rientrato in Piemonte ha seguito la carriera militare fino a conseguire il grado di colonnello, ritirandosi poi a vivere a Tortona.

FRANCO ROSSO

Controllo architettonico e urbanistico a Torino: il Conseil des Édiles *e le sue origini, 1562-1814* *

Il 6 germile dell'anno IX (27 marzo 1801) — siamo al prologo della nostra storia — la Commissione esecutiva del Piemonte riattiva il *Congresso di architettura* creato da Vittorio Amedeo III 28 anni prima e travolto nel 1798 dal crollo della monarchia piemontese. Una domanda fin da adesso è quindi d'obbligo: questo consiglio rinnovato nella forma e nel personale come si pone rispetto al suo antecessore settecentesco? Ne è la pura e semplice riproposizione? Oppure invece ne rappresenta la riedizione completamente rifatta nella sostanza? Per rispondere dobbiamo rivolgere preliminarmente la nostra attenzione al *Congresso* settecentesco, per chiarirne le finalità ed i principi che per un quarto di secolo ne hanno governato la prassi.

Il *Congresso di architettura* è istituito da Vittorio Amedeo III il 16 luglio 1773. Per secondare «le cure de' reali nostri predecessori — recita il regio biglietto —, e singolarmente del fu Re mio Signore, e Padre» (ossia Carlo Emanuele III, morto cinque mesi prima), «dirette a promovere il maggior ornamento della nostra Metropoli, e volendo che le fabbriche da costruersi in essa riescano conformi alle regole di soda architettura» (per garantire, insomma, estetica e sicurezza degli edifici che si erigeranno nella capitale), «abbiamo determinato di stabilire un congresso» che esamini le materie «che potessero interessare l'*esteriore buon ordine delle fabbriche*, ovvero l'*allineamento*, e l'*ampiezza delle contrade*, o altre opere pubbliche»[1].

---

* L'autore esprime la sua riconoscenza, per l'aiuto e i suggerimenti avuti, alle dott.sse Isabella Ricci, Direttore dell'Archivio di Stato di Torino, e Rosanna Roccia, Conservatore dell'Archivio Storico del Comune di Torino, e agli amici Umberto Bertagna e Claudio Rosso.

[1] *Raccolta per ordine di materie delle leggi, provvidenze, editti, manifesti, ecc. pubblicati dal principio de l'anno 1681 sino agli 8 dicembre 1798 sotto il felicissimo dominio della real casa di Savoia*, a cura di F. A. DUBOIN, Torino, 1818-1869, [d'ora in poi DUBOIN] t. XIII, pp. 975-976. Il corsivo è ns.

Per la prima volta, dunque, una prassi secolare è ricusata. Più non s'ammette che la forma della città debba continuare ad essere la mera risultante dell'iniziativa dei sovrani assecondati dai loro architetti, e dell'attività, sia pur sottomessa alla vigilanza del Vicariato, della schiera di professionisti operanti in Torino. D'ora in avanti tutto ciò che concerne l'urbanistica (o quanto meno, ogni questione che presenti un minimo di difficoltà), i disegni di ampio respiro così come i progetti dei singoli edifici, potrà venir sottoposto al sindacato d'una istituzione stabile, di cui fan parte personaggi di prim'ordine, competenti sia dal punto di vista tecnico che da quello formale, in grado d'assicurare alle trasformazioni urbane coerenza e unità d'indirizzo nello spazio e nel tempo. Istituzione senza dubbio originale, che Torino, per una sorta di predestinazione, attendeva fin dal Seicento. Non erano infatti coerenza e uniformità i connotati peculiari della capitale, quelli che più sorprendevano i forestieri? Nulla di strano quindi che coloro che ne fecero via via parte si sian votati, anima e corpo, a svolgere in atto uniformità e coerenze che nella città eran rimaste soltanto in abbozzo e in potenza.

A questo punto però, ecco farsi avanti un secondo quesito, che ci obbliga ad una ulteriore regressione: forma e organizzazione urbane da chi eran dipese prima dell'avvento del *Congresso* ? Come in qualunque altra città, il vegliare ad esse non poteva che toccare all'amministrazione civica. Ma Torino è anche la capitale d'uno stato, la residenza del sovrano, il luogo ove la regalità pretende di manifestarsi in tutto il suo fulgore abbagliante. E codesta capitale, i Savoia, fin dal loro insediamento, si son prefissi di riplasmarla, ostinatamente da cima a fondo, con le proprie mani, a loro immagine e somiglianza. Donde, fatalmente, un intreccio di competenze e di azioni; e quindi la necessità, peraltro mai del tutto soddisfatta, d'una unicità di impostazione che assicurasse la bramata armonia all'intera prassi urbanistica. Se prendiamo le cose alla larga, dalla fine del 1562, l'anno del glorioso ritorno di Emanuele Filiberto, i personaggi che a vario titolo calcan la scena di quella che è diventata la capitale del ducato sono almeno quattro: la città e il suo vicario, il duca e il governatore di Torino. Occorrerà più d'un secolo perché questa duplice coppia di poteri, sovente accavallati e in conflitto, si riduca ad una sola: il sovrano col vicario, cooperanti alfine di perfetta intesa e in totale unità d'intenti.

Al principio, dunque, era la città. Con i suoi remoti statuti e privilegi, che al ritorno il suo antico e legittimo principe aveva solennemente confermato e rinnovato [2]. E alla città apparteneva, in primo luogo e in tutta la sua estensione,

---

[2] ARCHIVIO STORICO DEL COMUNE DI TORINO [d'ora in poi ASCT], *Carte sciolte*, n. 86, memoriale a capi della città, 18 maggio 1564.

la sfera della *Politica* (ciò che i francesi chiamavano *Police*), ossia l'esercizio di quelle funzioni aventi per oggetto, per dirla con Bacquet, «tout ce qui est nécessaire pour la conservation et l'entretenement des Habitans, et du bien public d'une Ville»[3]. Le norme che la regolano le troviamo formulate negli *Ordini politici*, la cui prima redazione risale al 1573. Terminate le «calamitose guerre», che «hanno tuolta in parte l'osservanza de gl'antiqui et utilissimi suoi statuti, et introdotta una troppo licentiosa forma di vivere», gli amministratori della città avevan reputato indispensabile «estirpar gli abusi, dar regola alli commercij et introdur tal pollitia che si raffreni l'ingordiggia de gli eccessivi et perniciosi guadagni», onde «essa Città puossi», secondo la volontà del principe, «crescere di Popolo et di Edifficij monuta»[4]. Riconosciuto poi dal duca il diritto per la città di «riformare, et interpretare detti ordini secondo il bisogno»[5], essi avevano subìto nel tempo messe a punto incrementali, adeguamenti, trasformazioni. In particolare nel 1594-1597, sotto Carlo Emanuele I, allorché, «con l'occasione dell'ultime guerre aumentata l'ingordigia de guadagni eccessivi sopra le vittovaglie, e la malitia d'alcuni cresciuta, e talmente habituata», codesti *Ordini* eran stati totalmente rivisti, e s'era resa più severa la loro applicazione col comminare ai renitenti anche «pene corporali, bannimenti, privatione d'esercitij, et infame catena»[6].

Le norme riunite negli *Ordini politici* mirano essenzialmente ad assicurare, come poi si dirà, «la provisione de' viveri, la moderatione del prezzo loro, la sicurezza, et avvantaggio de' Cittadini, la politezza della Città, la salubrità dell'aria»[7]. In primo luogo, dunque, gli *Ordini* fissan le regole della politica annonaria[8]. Vettovaglie e cose necessarie al vivere debbono essere abbondanti, a modico prezzo, di buona qualità. L'amministrazione veglia in permanenza alla stabilità dei prezzi: appositi «stanziatori», che han diretta «cognitione delle

---

[3] *Traité des droits de justice*, cit. in DELAMARE, *Traité de la Police*, I, Paris, 1722, p. 2.

[4] ASCT, *Carte sciolte*, n. 3236, *Ordini politici*, 31 ottobre 1573.

[5] *Ibid.*, n. 106, convenzione fra la città e il duca Emanuele Filiberto, 4 ottobre 1578.

[6] *Ibid.*, n. 3247, *Ordini politici* riformati, 1594. Copie a stampa degli *Ordini* del 1597 in ASCT, *Editti e manifesti*, B2, nn. 14-15. Sugli *Ordini politici* cfr. D. BIZZARRI, *Vita amministrativa torinese ai tempi di Emanuele Filiberto*, in «Torino», luglio-agosto 1928, pp. 22-24; e *Vita amministrativa torinese ai tempi di Carlo Emanuele I, ibid.*, settembre 1930, pp. 879-880.

[7] *Editti antichi, e nuovi de' Sovrani Prencipi della Real Casa di Savoia...*, a cura di G.B. BORELLI, Torino, 1681 [d'ora in poi *Editti antichi e nuovi*], istruzione 15 dicembre 1679, p. 923.

[8] L'esposizione che segue fa capo alle due principali redazioni degli *Ordini*, quelle del 1573 e del 1594-1597. Per un raffronto con gli antichi *Statuti* del comune di Torino, si veda R. COMBA, *Lo spazio vissuto...*, in *Torino fra Medioevo e Rinascimento*, a cura di R. COMBA e R. ROCCIA, Torino, 1993, pp. 13 e seguenti.

vittovaglie, et esperienza delli commerci», fissano il prezzo delle cose di prima necessità «che à luoro pareranno degne di tassa». Meticolosamente disciplinata, la distribuzione: è la città che determina ubicazione baricentrica, orario, funzionamento dei mercati. Per ogni merce c'è un mercato distinto (o almeno, una porzione di mercato ben delimitata); e al di fuori dei mercati la vendita (salvo che nelle botteghe) è proibita. Ripartizione e specializzazione di indubbio vantaggio: traffico e affollamento vengon diluiti su più punti; e il controllo delle vendite, dei prezzi e della qualità risulta facilitato. Non si lesinano sforzi per tutelare i consumatori: s'accerta la qualità delle merci; si fissan le modalità con cui porle in vendita (a peso o a misura) per sventare le frodi; si sorvegliano con zelo pesi e misure. Infine, guerra senza quartiere a intermediazioni e accaparramenti; a tutti quegli espedienti insomma che col restringer la libera concorrenza innalzano artificiosamente i prezzi.

Gli *Ordini*, poi, regolamentano particolari servizi d'interesse pubblico: quelli dei nettatori, becchini, carrettieri, facchini, brentadori, cabassini. L'opere di costoro son pagate a tariffa, stabilita dagli stanziatori. E ancora, onde moderare gli abusi e tutelare la qualità di prestazioni o prodotti, altri capitoli disciplinano l'esercizio di talune professioni e mestieri: notai, orefici, misuratori, muratori, fornari, sarti, conciatori. Per i domestici, gli *Ordini* garantiscono equamente la stabilità del servizio (sia per chi serve che per chi è servito); il torriere della città, inoltre, fa da ufficiale di collocamento: tien nota dei servitori in cerca di padroni e dei padroni in cerca di servitori. Le meretrici debbono vivere in zone remote della città, «ne gl'ultimi cantoni, quali sono verso le muraglie». Gli ebrei, concentrarsi «nelli luoghi che dalla Città luoro saranno stabiliti».Quanto a «otiosi, et mendicanti validi», non possono metter radici: è vietato a chiunque dar loro ricetto. Altre norme tutelano gli orfani abbandonati, e quelli «che si governino male»; nonché la salute (morale e fisica) dei cittadini: proibiscono i giochi d'azzardo; autorizzano l'allontanamento delle prostitute dimoranti a onta del divieto «nel corpo della Città», «alla richiesta d'ogni huomo da bene»; e se infette, le obbligano a denunciarsi e a lasciare «ogni sorte di conversatione d'huomini solitaria in luoghi occulti».

Infine, ed è ciò che più direttamente ci riguarda, gli *Ordini politici* attendono alla pulizia, all'igiene, alla conservazione della città, ed anche, e soprattutto, al suo abbellimento. Da questo punto di vista essi riflettono il nuovo corso che trionfa in Torino, metropoli del principato, col ritorno d'Emanuele Filiberto. Le intenzioni del duca erano state esplicite fin da principio: «si faciliti il modo di adornar le città e terre d'honorati edifficij»[9]. Su questa via, quanto meno a pa-

[9] ASCT, *Ordinati*, vol. 120, 3 luglio 1570, c. 39*v*.

role, l'amministrazione civica pare ben disposta a seguirlo. Ogni ostacolo va rimosso, essa proclama, «accioché si possa liberamente edifficare, accommodare et abelire la Città» [10]. E gli abitanti, da parte loro, si lascian di buon grado trascinare in quest'impresa, i cui segni premonitori si manifestano fin dal 1568 [11].

Gli *Ordini* si dan cura, anzitutto, di porre un freno all'abusivismo e all'anarchia edilizia. Proibiscono di «far seppi, muri, e chioende presso le strade publiche nella Città», e ancor più di «innovar in esse strade cosa alcuna, che prima non sia data notitia alli Signori Sindici della Città, et visitato il luogho». Alcune norme si prefiggono, poi, di riportare all'onore del mondo una metropoli, a quanto pare, decaduta e dopo più d'un ventennio di occupazione francese. Disciplinano l'incontrollato proliferare di «protetti, pontili, rastelli, et portici», oltreché delle «pantalere», sporgenti senza ritegno e talvolta troppo bassi, che ottenebrano ancor più «le strade assai strette», già «oscure» per l'elevazione delle case. Vietano l'occupazione degli spazi pubblici con banchi di qualsivoglia specie (salvo che nelle zone destinate a mercato); imponendo altresì la riduzione ai minimi termini dello sporgimento di quelli aggregati alle botteghe. Prescrivono ai proprietari l'introduzione di grondaie, «tanto quanto s'estendon le case luoro verso le strade publiche», a partire dalla contrada di Doragrossa; l'intonacatura e l'imbianchimento delle fronti verso via sia per le fabbriche edificate «dipoi la felice restitutione di Sua Altezza», sia per quelle «che si faranno per l'avenire». Due capitoli, finalmente, mirano a incidere più a fondo sulla configurazione della città, al momento ancora «piccola et puoco edifficata» [12]. Il primo, moderato, autorizza «ogni vicino dentro la città» ad «astringer l'altro a far chiodamenta trà luoro, et à concorrer nella spesa di far tal chiosura». Facilitando così la soppressione dei vuoti fra casa e casa, e l'instaurazione di quella continuità parietale delle isole urbane ritenuta un importante elemento di decorazione della città. Il secondo, più radicale (fatto proprio contro voglia dal Consiglio cittadino in alternativa a un decreto ducale, e peraltro già sparito nella copia degli *Ordini* del 1573 «interinata» dal Senato), fa lecito ad ogni cittadino, intenzionato ad «abbellire et ornare» la sua proprietà «di notabile et honorato edifficio», «se ciò far non puotrà senza haver la casa ò sitto di qualche suo

---

[10] *Ibid., Carte sciolte*, n. 94, memoriale a capi della città, 2 luglio 1569.

[11] *Ibid., Ordinati*, vol. 118/II, 29 dicembre 1568, c. 82*r*; vol. 119, 14 febbraio, 21 marzo e 7 giugno 1569, cc. 14*r* e *v*, 23*r* e *v*, 46*v*. Nel 1570 la città potrà dichiarare «che il desiderio delli Cittadini è di redifficare molte case rovinate et mal edifficate come già ha datto buon principio l'anno passato» (*ibid., Carte sciolte*, n. 95, memoriale a capi della città, 15 aprile 1570).

[12] ASCT, *Carte sciolte*, n. 96, memoriale a capi della città, 24 marzo 1571.

vicino... et per tal causa vogli accomprarla non puotendo con lui restar amorevolmente d'accordio», di «astringer detto vicino à venderli tal edifficio ò sitto pur che lo vogli comprare tutto quanto sarà con ogni cosa adherente et annessa» [13].

Alla nettezza della città (ne dipendono il decoro urbano e la salute degli abitanti) e alla spalatura delle nevi, oltreché alla purgatura dei pozzi neri (regolate da tempo immemorabile), gli *Ordini* accennano trattando delle professioni che vi attendono: i carrettieri per le prime, i nettatori per la seconda. Una norma, a tutela dell'igiene pubblica e della proprietà dell'aria, vieta lo scarico nelle contrade di «ritane, cloache, ò lavelli»: acque ed escrementi, d'ora in poi, dovranno raccogliersi in pozzi accuratamente sigillati. Della difesa di Torino dagli incendi si parla a proposito dei facchini e dei brentadori, cui per antica consuetudine è affidato lo spegnimento: onde tempestivamente riunirli al bisogno, gli *Ordini* raccomandano che costoro abitino «tutti vicini quanto si potrà».

Gli *Ordini* forman per così dire l'ordito su cui la città — lentamente, pazientemente, ostinatamente — tramerà per un intero secolo quel tessuto di norme e comportamenti che costituiranno la sua *Politica*. Un tessuto peraltro mediocre, prodotto senza un disegno coerente, che si logora e sfilaccia ogni qual volta lo si mette alla prova, e mai largo a sufficienza per ricoprire decentemente l'intero corpo della città. L'amministrazione civica insomma, per limitarci alla sfera che più direttamente ci interessa, stenta a tener pulita e selciata la metropoli; il controllo edilizio, specie sugli immobili che si riedificano, le sfugge sovente di mano; e meno che mai è in grado di migliorare la forma della Torino più antica, di renderla meno soffocata e soffocante.

Fin dal 1569 per i proprietari che ricostruiscono le loro vetuste abitazioni la parola d'ordine pare essere una sola: «drizar recta linea» le fronti; «quadrar» i cantoni. Sistematica rettilineazione che produce «bellezza» delle case e «decoro della città» [14]. Il controllo delle opere edilizie è affidato da principio a commis-

---

[13] Sulle vicende di questa norma contrastata, cf.: ASCT, *Ordinati*, vol. 119, 3 gennaio e 24 febbraio 1569, cc. 2*r* e *v*, 18*v*; vol. 120, 3 luglio 1570, cc. 39*r*-41*r*; *Carte sciolte*, n. 94, memoriale a capi della città, 2 luglio 1569. La copia degli *Ordini* «interinata», *ibid.*, n. 3236. Un principio siffatto — espropriazione per motivi di interesse pubblico — era stato alla base della politica edilizia romana a partire da Sisto IV (1480).

[14] Qualche esempio: «drizar rectalinea il muro di suoa casa» (ASCT, *Ordinati*, vol. 119, 21 marzo 1569, c. 23*r e v*); nel rinnovar l'edificio, «tirarlo rectalinea» (*ibid.*, vol. 124, 26 febbraio 1574, c. 13*r*); «per decoro della città e bellezza di soa casa drizar la muraglia maestra qual è sopra la stradda... e tirarla retta linea» (*ibid.*, vol. 128, 9 settembre 1578, c. 61*v*); «quadrar esso cantone.. per abellimento della Città che resta in quella parte disdicevole» (*ibid.*, vol. 158, 16 agosto 1608, cc. 70*v* -71*r*).

sioni di consiglieri; nella prima metà del Seicento, quasi sempre ai Sindaci e al Mastro di Ragione; soprattutto ai Chiavari, a partire dal 1660 [15]. Costoro, ispezionata la località e presa visione dei progetti, riferiscono alla Congregazione o al Consiglio, che deliberano. Ai relatori tocca poi sorvegliare il cantiere e determinare «modo e forma» dei lavori: accertare che le muraglie non travalichino i limiti di proprietà, ma anche (così par di capire) intervenire su questioni di carattere estetico [16]. Per i privilegiati, poco inclini a subire la giurisdizione della città, la decisione è rimessa al sovrano [17]. Per abusivi e renitenti si richiede la demolizione delle costruzioni non autorizzate o non conformi alle istruzioni [18]. Ciò nondimeno, l'illegalità è all'ordine del giorno. Nel 1653 i Sindaci si rivolgono al duca: molti particolari, scrivono «nel far sottomurare le loro Case, nel rifar, ò far nuove muraglie verso le publiche contrade, e piazze, tanto s'avanzano, che in molti luoghi hanno notabilmente con incommodo publico ristretto le contrade, e questo disordine è tuttavia per andare crescendo, se V.A.R. con la sua auttorità non gli provede». E Carlo Emanuele II, il 18 aprile di quell'anno, proibisce qualunque opera edilizia verso vie e piazze «senza participatione» dei Sindaci, inibendo «alli Mastri da muro, et altri Operari d'impiegarsi in tali opere senza licenza in scritto di detti Sindici, e con osservanza delle cautele, quali in detta licenza li verranno prescritte» [19]. Passano vent'anni, e la musica è la stessa: la Congregazione, osservandosi quotidianamente «per tutta la Città avanzamenti nelle strade che fanno li particolari in occasione di sottomuratione di loro Case» (ciò che impedisce alle contrade di mantenersi «larghe, e spaciose»), è costretta a reiterare il precedente ordine [20].

Ma non è tutto: l'allineamento d'una facciata sovente impone l'invasione del suolo pubblico. In casi di tal fatta gli amministratori si mostrano spesso un po'

---

[15] Cfr. ASCT, *Ordinati, passim.*

[16] Le opere edilizie sono autorizzate purché non rechino «pregiudicio ne del publico ne de particolari», «secondo la limitatione e designatione» fissate dalla commissione (ASCT, *Ordinati*, vol. 133, 11 novembre 1583, cc. 76*v* -77*r*; vol. 143, 12 aprile 1593, c. 18*r*), oppure «nel modo... e forma» prescritti dai Chiavari (*ibid.*, vol. 194, 13 maggio 1663, c. 181*r* e *v*). Nel 1660 la Congregazione autorizza la costruzione d'un poggiuolo purché «con le qualità che le saranno prescritte» dai Chiavari (*ibid.*, vol. 193, 13 ottobre 1660, c. 165*r*).

[17] ASCT, *Ordinati*, vol. 196, 29 settembre e 2 ottobre 1667, cc. 43-44, 52-53; 26 aprile e 20 maggio 1669, cc. 213, 223-224.

[18] *Ibid.*, vol. 167, 17 aprile 1616, c. 33*r*; vol. 188, 8 settembre 1648, c. 94*r*; vol. 193, 15 luglio 1660, c. 150*v*.[19] *Editti antichi e nuovi*, pp. 912-913.

[20] ASCT, *Ordinati*, vol. 197, 18 giugno 1671, c. 18*r*.

troppo di manica larga. Basta che là dove l'inoltramento dovrebbe aver luogo l'ampiezza della contrada ecceda quella d'un qualunque altro suo tratto, e ad inoltramento effettuato resti «larga à bastanza per carri e carozze», tanto più se si tratta di «casa nobile e grande qual abelisse la Città», perché il Consiglio accetti di buon grado l'occupazione della sede viaria [21]. È la larghezza minima a trionfare su quella massima e non viceversa. Insomma, nessuna veduta d'assieme, neppure a livello di via: in luogo d'allineare contrade torte e strozzate a scapito degli edifici, la prassi dominante è di allineare soltanto singoli edifici non senza pregiudizio per le vie. E del resto invano si cercan negli Ordinati della città provvedimenti miranti a dar respiro alla vecchia Torino, a renderne più ampie e regolari le contrade e le piazze. A conferma della regola, una sola eccezione: la creazione d'una minuscola piazza, nel 1603, dinnanzi alla cappella del Corpus Domini, ma solo in seguito alla rovina d'una delle case della spessa isola entro cui la si ritaglia, e all'incitamento del sovrano [22]. Ovunque, a farla breve, che si tratti di sicurezza delle costruzioni, di selciatura delle contrade, di pulizia e igiene della città, ciò che trionfa è una pigra consuetudine, un procedere alla giornata, un'incapacità di pensar Torino in grande, alla scala che più le si addice, quella d'una metropoli in potenza. Ma pur all'interno di limiti così angusti, le lamentele non si contano, gli Ordinati ne traboccano: la *Politica* è sistematicamente disattesa.

Orbene, in quest'ambito *politico*, fra Cinque e Seicento, qual ruolo spetta al vicario della città? Chi lo identificasse col personaggio onnipotente e temibile che diverrà gradualmente, quale Vicario di politica e polizia, a partire dal 1679 (quello, per intenderci, incarnato sotto Carlo Alberto dal padre di Camillo Cavour, il marchese Michele), sbaglierebbe di grosso. Il vicario è un ufficiale di nomina ducale, rinnovato ogni due anni e scelto, dal 1575, entro una terna di candidati formata dal Consiglio della città [23]. Gli sono proprie funzioni giurisdizionali: è giudice di seconda istanza nelle cause civili e criminali riguardanti i cittadini torinesi; ma anche, funzioni amministrative e di governo: assiste ai consigli cittadini, riceve il giuramento dei consiglieri eletti e dei Sindaci, nomina

---

[21] *Ibid.*, vol. 193, 19 agosto 1660, c. 155*r* e *v*. Altri esempi: vol. 194, 5 novembre 1662, c. 107*r* e *v*; vol. 195, 3 novembre 1664, cc. 54*v* -55*r*; vol. 196, 14 maggio 1669, cc. 215-216.

[22] *Ibid.*, vol. 153, 20 febbraio, 3 e 16 marzo 1603, cc. 32-33, 36, 43; *Carte sciolte*, n. 1363.

[23] *Ibid.*, n. 103, memoriale a capi della città, 16 dicembre 1575. Nel 1590, il Consiglio delibera che nella rosa del Vicario potranno esser posti solo cittadini originari di Torino (*Ordinati*, vol. 140, 13 marzo 1590, c. 11*r* e *v*). Altra restrizione, nella prima metà del Seicento: faran parte della rosa solo consiglieri della città.

due dei quattro Chiavari (personaggi importanti a cui spetta fra l'altro proporre i nuovi consiglieri della città, ed eleggere gli ufficiali comunali la cui nomina non è deferita al Consiglio) [24]. Infine, come aveva solennemente dichiarato Emanuele Filiberto nel 1569 definendo una buona volta i limiti delle sue competenze, il Vicario è altresì «essecutore ordinario della politica» [25]. Dal 1582 è soprastante e conservatore degli *Ordini politici* di Torino (poi anche dei *Bandi campestri*): in questa sua veste giudica «sommariamente et senza processo» coloro che li violano [26]. In particolare gli competono la nettezza urbana e la conservazione in buono stato delle strade della città e del suo territorio. Insomma, tutti gli ordini concernenti la *Politica*, vengano essi dalla città, dal principe o dai loro deputati, è il vicario che li pubblica e li fa osservare. Non deve far la *Politica*, ma solo procurarne il rispetto.

Scarsa dunque la sua autonomia: interviene di solito su invito della città o eccitamento del sovrano; e ogni sua libera iniziativa è sottoposta al parere del Consiglio [27]. E quanto alla sua azione, intralciata com'è da mille inciampi, risulta spesso insufficiente al bisogno, inferiore all'aspettativa. Deve fare i conti con la resistenza dei privilegiati: le ingiunzioni più onerose, come quelle concernenti la selciatura e il nettamento delle contrade (sono i proprietari rivieraschi a doversene assumere il peso), «per esservi molti ecclesiastici, cortiggiani et officiali», è impossibile farle osservare senza un ordine diretto del principe [28].

---

[24] «L'officio di Vicario è la prima dignità fra gli officiali che servono dipendentemente da S.A.R. nella Città... è constituito dal Sovrano con qualità di suo Consigliere... Non si può congregar il Consiglio della Città senza la sua permissione, et è capo del medesimo Consiglio... rappresentando ivi la persona del Prencipe» (AST, Corte, *Regolamenti regi*, m. 2, n. 3, sentimenti del controllore Gallinati, s.d. ma circa 1685). Sul vicario, cfr. D. Bizzarri, *Vita amministrativa torinese ai tempi di Emanuele Filiberto...* cit., pp. 15-20; *Vita amministrativa torinese ai tempi di Carlo Emanuele I...* cit., pp. 886-889; e, per il Settecento, l'ampio lavoro di D. Balani, *Il Vicario tra città e stato*, Torino, 1987.

[25] ASCT, *Carte sciolte*, n. 94, memoriale a capi della città, 2 luglio 1569.

[26] *Ibid.*, n. 3242, *Ordini politici* nuovamente riformati, 31 ottobre 1582.

[27] Di regola, è il Consiglio che «prega» il Vicario di far osservare gli *Ordini politici*. E se costui assume una qualche iniziativa, non è raro il caso che gli amministratori gliela boccino, facendogli intendere senza mezzi termini che la *Politica* è affare di loro esclusiva pertinenza (cfr. ad es., ASCT, *Ordinati*, vol. 190, 31 dicembre 1655, c. 81*r*). Nel 1658, ricevuto l'ordine ducale per lo spostamento dei mercati del vino e della legna, il vicario «per sua gratia ha voluto parteciparne la Città aciò le cose si faciano con bona inteligenza d'essa». Ma la Congregazione, ritenendo la cosa «grandemente danosa à Cittadini», prega il governatore di sospenderne l'esecuzione (*ibid.*, vol. 193, 12 novembre, c. 86*v*).

[28] *Ibid.*, vol. 188, 18 ottobre 1650, c. 182*v*. Altri esempi: vol. 140, 13 marzo 1590, c. 12*v*; vol. 193, 13 giugno 1657, c. 26*r* e *v*; vol.196, 19 novembre 1667, cc. 61-62.

E deve altresì soggiacere a d una persistente carenza di personale: senza l'accensamento della *Politica*, «resta impossibile al Sig.r Vicario et assessore et altri deputati di poter invigilar talmente che non vi seguano inganni é sfrozi à danno del publico»[29].

Ancora: terzo personaggio che prende parte al maneggio della *Politica* urbana: il governatore della città. Oltre a commettergli «la militia», Emanuele Filiberto ha fatto di lui il «Sopra Intendente alla politia»[30]. (Gli *Ordini politici* del 1573 vennero elaborati con la sua «partecipatione et autorità»)[31]. E le sue pesanti intromissioni, in quest'ambito, per rimediare all'inerzia della città e del vicario, sono innumerabili [32]. Suscitando ogni volta le rimostranze del Consiglio, il quale, pur non adempiendo ai doveri che gli competono, si ritiene leso nei suoi sacrosanti diritti [33].

E finalmente, i principi. La loro ingerenza — caparbia, insistente, assillante — negli affari della città è volta a conseguire almeno tre differenti obiettivi. Vincere la passività delle amministrazioni civiche onde assicurare a Torino ciò che pare quasi impossibile ottenere: un grado di decenza minimale. Vale a dire, la mera conservazione in buono stato della città: garantire la pulizia, l'igiene, la selciatura delle sue vie e piazze. Ma anche, scuotere codeste amministrazioni dalla loro pigra routine; indurle con le buone o le cattive a migliorare la forma della capitale, a ripensarla in grande, in consonanza con le ambizioni dei sovrani che l'hanno eletta a loro stabile dimora. E poi ancora, ciò che le amministrazioni con i loro mezzi sempre limitati non possono fare, adeguar Torino al nuovo

---

[29] *Ibid.*, vol. 193, 6 gennaio 1657, c. 1*r* e *v*. E inoltre: vol. 195, 15 settembre 1665, c. 103*v*.

[30] ASCT, *Carte sciolte*, n. 94, memoriale a capi della città, 2 luglio 1569.

[31] *Ibid.*, n. 96, memoriale a capi della città, 24 marzo 1571.

[32] Un esempio solo fra i molti. Nel 1670 la via di Doragrossa «resta malamente sternita, difforme, ed incommoda, massime al traffico delle carozze». Proprio essa che, «come la principale, e la più frequentata», dev'esser anche «la più regolare, bella, e la più commoda delle altre». Molti abitanti, inoltre, si fan lecito «tener pozzi morti aperti, e lavelli, che sboccano, chi in una contrada, chi in un'altra, letami, et altre lordure, che con una corruttione d'aria, possono generare effetti contrarij alla salute de' corpi». Spettandogli, «per Legge di Buon Governo, non solo invigilar, e provedere alla sicurezza della Piazza, ma anche a ciò, che risguarda la Politia della medesima, et utilità del publico», il governatore ordina il rifacimento dello sternito di via della Dora, la chiusura di pozzi morti e lavelli, e l'evacuazione d'ogni immondezza (ASCT, *Editti e manifesti*, A 10. 11, n. 131, 7 agosto 1670).

[33] Altre incombenze politiche del governatore: controlla i forestieri in arrivo, detta regole per lo spegnimento degli incendi, sorveglia giochi, spettacoli e mascherate, fissa gli orari di chiusura di osterie e taverne, fa osservare il divieto di andar di notte armati e senza lume (cfr. i vari manifesti — ASCT, *Editti e manifesti* — a partire da quello del 25 aprile 1645).

ruolo a cui è destinata, procurandone l'accrescimento al di là del suo angusto e soffocante circuito. Creare insomma una città nuova, contrapposta all'antica per esser governata inflessibilmente nella sua forma.

Propositi, i primi due, già vagheggiati da Emanuele Filiberto, che s'erano infranti però contro la resistenza della città. Com'era accaduto per il «carigo dato ad essa città» di far la spesa «in riformar, e accommodar la doira grossa»; o per il decreto che costringeva «li vicinj a vender le luoro case a chi volesse fare un maggior edifficio»[34]. Ma il suo successore, quegli obiettivi, li perseguirà con vigore fino in fondo e in tutta la loro estensione. All'amministrazione civica, Carlo Emanuele I non dà infatti tregua. Con i suoi ordini incalzanti, perentori (intromissioni pesanti nella sfera politica della città), pretende che le contrade di Torino, una volta per tutte, «restino buone, nette et purgate da immonditie, et fanghi, et sia levata ogni cosa, che dia fettore», e non solo «per politia; ma etiandio per sanità publica»[35]. Ciò che si ottiene, in primo luogo, liberandole da ogni ostacolo, selciandole secondo un uniforme pendio, onde le acque che vi scorrono abbiano un facile decorso[36]. Intimazioni siffatte, monotone come litanie, le incontriamo, d'ora in poi e per tutto il Seicento, ad ogni passo. A scorrer gli Ordinati della città, viene il sospetto che l'amministrazione, per intervenire, aspetti l'intimazione sovrana. Beninteso, una volta che a quest'ordine s'è assolto, *una tantum*, con zelo, tutto ritorna come prima, in attesa dell'ingiunzione che seguirà.

Abbellimento delle contrade, dunque, ma anche degli edifici chele arginano. Carlo Emanuele, intanto, ripubblica il contrastato decreto, fondamentale per l'abbellimento e l'accrescimento della città, che autorizza coloro i quali inten-

---

[34] ASCT, *Carte sciolte*, n. 106, convenzione fra la città e il duca, 4 ottobre 1578; e n. 94, memoriale a capi della città, 2 luglio 1569.

[35] *Ibid.*, n. 3255, patente di Carlo Emanuele I, 7 maggio 1598. Patente già preceduta da un manifesto ducale del 6 agosto 1581 (*ibid.*, n. 3240). Tali istanze culminano, nel 1603, con la creazione d'un *Magistrato di S.A. sopra le strade di Torino*, per sovrintendere alla livellazione, al selciamento e alla pulizia delle contrade, in grado di vincere con la sua autorità la renitenza dei privilegiati (*ibid.*, n. 3257, patente ducale del 15 dicembre 1603). Codesto *Magistrato*, che funziona almeno fino al 1605, produce, fra l'altro, un regolamento per la pulizia urbana di ben 55 articoli, forse il più ampio e circostanziato che mai sia stato fatto (ASCT, *Collezione* VI, n. I, «Editti ed ordini di politica per la città di Torino», 3 febbraio 1604, p. 36).

[36] Nel 1583 il duca ordina la sternitura e la sistemazione della via di Doragrossa, proponendo, addirittura, l'inalveazione in un condotto sotterraneo, del corso d'acqua che la percorreva (cfr. ASCT, *Ordinati*, vol. 133, 8 agosto, 6 ottobre e 11 novembre 1583, cc. 50*v*, 70*v*, 77*r*). E fra il 1592 e il 1605 seconda e sprona la vasta operazione di livellazione delle contrade urbane, realizzata dagli ingegneri Vitozzi, Soldati e Carlo di Castellamonte (cfr. *Carte sciolte*, n. 1404, e gli *Ordinati*, per gli anni 1594, 1597, 1602-1605).

dono edificare o «ampliar lautamente» le loro case, a costringere i vicini a cedergli, «al giusto prezzo», case e terreni di cui abbisognano [37]. Decreto che suo padre, come s'è visto, aveva finito, per le proteste della città, col ritirare. E nel 1585 poi, per l'entrata della sposa Caterina d'Austria, fa procedere ad un sommario abbellimento delle case di via Doragrossa, abbellimento a cui è preposto il primo ingegnere ducale Busca [38]. Occasionale assaggio, prodromo fortuito d'un vasto e sistematico programma di riforma urbana, che matura nella mente del principe come corollario dell'edificazione, a partire dal 1584, del palazzo ducale e dei suoi annessi. I sontuosi edifici della nuova reggia si riverberano prepotentemente sulla vecchia Torino che fa loro corona; la coinvolgono, la sussumono, ne provocano la trasformazione. Duplice risultato: «città abellita et ampliata d'honorate stanze» [39]. Le tappe fondamentali: formazione della piazza porticata innanzi al nuovo palazzo e al castello (dal 1606); taglio della via nuova meridionale, sull'asse della reggia (dal 1612 circa); apertura (squarciando, come nel caso precedente, le vecchie isole urbane) della nuova contrada «per drittura dalla gallaria del Castello verso la piazza et pallazzo della presente Città» (dal 1619) [40]; abbellimento della piazza del duomo, ora che è in costruzione la cappella (fra cattedrale e reggia) destinata a custodire con la magnificenza che merita «la Santissima reliquia del Sudario di Giesù Christo» (dal 1621 circa) [41].

Altrettanti complessi architettonici che incarnano una medesima intenzione, una coerente idea della città: piazze regolari, vie rettilinee, isolati densi e compatti, architetture uniformi. Una città disegnata esattamente e infallibilmente così come la vuole il sovrano («conforme all'architettura et dissegno di nostro gusto», sono sue parole) [42], tagliata come un abito su misura per il principe, più che per i sudditi che la dovranno abitare.

---

[37] *Editti antichi e nuovi*, p. 892, editto del 1584.

[38] Ordini relativi alla casa della città contigua alla torre del comune, perché sia «abelita et adornata»; alla torre medesima, da «abelir et imbianchir al equal della detta casa»; alla casa Carcano, in ricostruzione, per «abelir e dipinger» anch'essa. Lavori compresi in un più generale progetto, affidato al Busca, onde «abelir le case della detta stradda per l'entrata di Madama Ser.ma». (ASCT, *Ordinati*, vol. 135, 29 marzo 1585, c. 39*r* e *v*).

[39] DUBOIN, t. XIII, patenti ducali 26 marzo 1612, p. 912.

[40] ASCT, *Ordinati*, vol. 170, 13 luglio 1619, cc. 71*v* -72*r*. I proprietari delle case cadenti «nel luoco del disegno», «le debbano far rovinar per far detta strada nova et redifficar con le faciate come le sara ordinato».

[41] DUBOIN, t. XIII, patenti ducali 12 maggio 1621, pp. 917-918.

[42] *Ibid.*, patenti ducali 20 maggio 1622, pp. 922-923. Per l'urbanistica di Carlo Emanuele I rimando al fondamentale lavoro di M.D. POLLAK, *Turin 1564-1680*, Chicago e London, 1991.

Ma a questo punto la riforma della antica Torino s'arresta. A partire dal secondo decennio del Seicento, in particolare alla fine della guerra per la successione del Monferrato (1618), un orientamento diverso s'impone; «dopo molte considerationi», una nuova risoluzione è presa. Poiché «la Città vecchia di Torino non resta capace se non con infiniti incommodi d'alloggiamento della Corte, Cavalieri, negotianti, et altri habitanti, lasciando molti d'habitarvi... per mancamento di case et siti per fabricarne», il duca risolve di metter mano «alla fabrica, et construttione della Città nuova» [43]. In codesta novella creazione urbana, destinata ad addossarsi su due lati all'antica Torino, fino a triplicarne la superficie, entro una poderosa cinta difensiva, e che inizialmente avrebbe dovuto incominciare dagli immobili della sua via principale, quella di Po, l'aspirazione ad una coerenza totale, già prefigurata nelle trasformazioni attuate attorno alla reggia, trionfa incontrastata. (Le vedute fantasmatiche del *Theatrum*, oltre mezzo secolo dopo, l'esalteranno fino al parossismo, propagandola in tutta Europa). Della città nuova non ci si limita a prescrivere il tracciato planimetrico entro cui ciascun proprietario potrà edificare, quando lo vorrà e come meglio reputerà, la propria casa. Per il capriccio dei singoli non v'è posto alcuno. La nuova Torino non dovrà essere il prodotto involontario e casuale, la mera sommatoria delle case e dei palazzi di coloro che l'abitano. Qui tutto è invece previsto *a priori*: dall'altezza degli immobili fin alle loro più minute decorazioni. Ciascun edificio, senza eccezione, deve rispondere ad uno stesso inflessibile disegno; venir plasmato da un'identica mano, al servizio d'una medesima intenzione, quella del sovrano. «Niuno possi fabricare all'avvenire — recita l'ordine ducale del 12 marzo 1619 — in detta strada di Pò, et in altri siti della Città nuova, salvo conforme al disegno, et à gl'ordini» dell'ingegnere ducale (nella fattispecie, Carlo di Castellamonte) [44].

Nella nuova capitale di Carlo Emanuele, la manifestazione di qualsiasi individualità è meticolosamente conculcata. Non v'è posto, in essa, per i contrasti che si incontrano in qualunque città di questo mondo. Non trovi il palazzo fastoso, orgogliosamente appartato dal contesto con le sue ricche decorazioni ed il trionfante fastigio; non il povero e insignificante abituro; e meno che mai, tra fabbrica e fabbrica, discontinuità, vuoti, terreni non edificati. All'omogeneità della forma fa complemento l'eterogeneità del contenuto. I compatti e uniformi isolati che si succedono uniformemente a perdita d'occhio

---

[43] ASCT, *Collezione VI*, n. I, «Editti ed ordini di politica per la città di Torino», ordine a stampa di Carlo Emanuele I, 12 marzo 1619, p. 152.

[44] *Ibidem*.

lungo contrade e piazze, in guisa di gigantesche case «benché fra molti divise» [45], non tradiscono minimamente la natura del loro contenuto umano. Ricchi e poveri, patrizi e plebei, laici e religiosi vivono fianco a fianco, sotto lo stesso tetto, dietro la medesima facciata. La casa unifamiliare a Torino è pressoché inesistente. Non sappiamo neppure, nella continuità d'ogni isola, dove una proprietà cominci e ne finisca un'altra.

Apoteosi dell'uniformità e della simmetria, dunque; e lotta senza quartiere contro ciò che può comprometterle: l'individualità, appunto. Nella sua apparenza pubblica Torino s'offre non come casuale pluralità, ma come totalità intenzionale; totalità che rimanda continuamente, più che a coloro che l'abitano, all'artefice che l'ha concepita e che la governa con mano ferma, il sovrano. Assolutismo urbanistico che sconfigge la singolarità e, con essa, anche l'alea del tempo. A differenza d'ogni altra città, Torino non si realizza e trasforma lungo l'asse del tempo: è data una volta per tutte. È un'idea che trascende l'inevitabile suo degradarsi nella materia. Ecco perché i forestieri che vagabondavano nelle sue viscere ne rimanevano abbagliati: era quest'idea metafisica che coglievano, al di là della sua deludente, incompleta incarnazione empirica [46].

In codesta creazione artificiale e autoritaria, realizzata a furia di concessioni e intimazioni, la scalcagnata amministrazione civica è tenuta fuori della porta, non ha ingerenza alcuna. Non a caso, a lungo essa stimerà la città nuova un'appendice estranea, pregiudizievole ai diritti e agli interessi della città storica [47]. Il passo successivo, per il sovrano, non poteva che esser quello di sottrarre al Consiglio cittadino il controllo sulla vecchia Torino onde ridurre anch'essa al paradigma della nuova. Carlo Emanuele lo compie fin dal 1621, coll'istituzione di un «magistrato delle fabriche», a cui è attribuita, fra l'altro, la soprintendenza sulle «fabriche delle case, e strade della ... città per renderle alla più bellezza, ornamento, et comodità d'essa, et degli habitanti, che fia possibile» [48]. Il proposito non po-

---

[45] ASCT, *Collezione X*, n. 47, vol. I, B. Alfieri, «Stabilimenti d'ordine di S.M. per la riedificazione delle case nel già fissato allineamento della contrada di Doragrossa», 22 luglio 1739, fra le cc. 85 e 86.

[46] Sfolgorante definizione d'un viaggiatore inglese, ancorché avversa e tardiva, segnalata da Rosanna Roccia: «It looks like a city planned by a royal architect, whose subjects, of equal wealth and station, were already made for his buildings, and not as if it had grown, as other cities, out of the varied circumstances and conditions of human life» (*Miscellaneous observations and opinions on the continent*, London, 1825, p. 177).

[47] Il duca l'aveva capito fin dal principio: «S.A. dubitava la Città non havesse disgusto della fabrica della Città nova per causa che li haventi case dubittino luoro case calino di reddito per causa di detta Città nova» (ASCT, *Ordinati*, vol. 171, 9 giugno 1620, c. 41*r* e *v*).

[48] DUBOIN, t. XIII, ordine di S.A.S., 10 marzo 1621, pp. 913-915.

trebbe esser più esplicito: controllo assoluto, capillare della forma urbana. Le trasformazioni del deforme nocciolo antico di Torino, così come gli ingrandimenti di cui la metropoli è suscettibile, debbono seguire un unico indirizzo, concorrere ad un unico scopo: fare della capitale un tutto compiuto, armonico, coerente, capace di mantenersi tale nel tempo. Donde l'inevitabile conseguenza: direzione e vigilanza debbono emanare da un centro unico e stabile, da un consesso illuminato formato da funzionari e progettisti probi e di talento. Il settecentesco *Congresso*, insomma, è fin da adesso prefigurato. Ma con una differenza, lieve all'apparenza ma capitale: il *magistrato* è un organo puramente esecutivo. La sua autorità è di far ridurre case e strade «al regolamento, et dissegno» che dal duca «gli sarà dato»[49]. Del *magistrato*, le orme si perdono. Non è chiaro neppure se abbia mai funzionato nella pienezza delle sue attribuzioni [50]. Forse era troppo in anticipo sui tempi. Corollario d'una idea urbanistica vincente, la sua ricostituzione, peraltro, prima o poi diverrà inevitabile.

Ci vorranno quasi due secoli per svolgere in tutta la sua estensione l'ambizioso programma di Carlo Emanuele. Completato alfine l'ingrandimento urbano oltre i limiti da lui stabiliti, a partire dal 1729 principieranno le trasformazioni della vecchia Torino. Ma lungo quest'arco di tempo le direttive resteranno immutate. A quel progetto i Savoia, coi loro architetti, consacreranno interamente se stessi; di quelle direttive diverranno i devoti e inflessibili servitori. Coerenza ostinata che ammetterà un solo temperamento. Nel 1675, a proposito dell'ingrandimento verso il Po, un ordine di Carlo Emanuele II, pubblicato dalla reggente Maria Giovanna Battista, onde «dar ogni comodità a quelli, che vorranno fabricare in detti siti», lascia ai proprietari la libertà, nelle contrade secondarie beninteso, «di far le fabriche con gli ornamenti, che loro piacerà, con ciò però, che le fabriche siano in altezza almeno di tre piani»[51]. Temperamento

---

[49] *Ibidem*.

[50] Tracce dell'attività del *magistrato*, limitatamente ai mandati per le fabbriche ducali, a partire dal 1621: cfr. AST, Sez. III, art. 180, Conto G.B. Verdina, 1621-1622. Dodici anni dopo il consiglio è riproposto da Vittorio Amedeo I, nella forma peraltro menomata di «delegazione sovra le fabbriche della fortificazione di Torino», al duplice scopo di completare le fortificazioni della città nuova e incitare «i cittadini, et altri a fabbricarvi più volontieri, e compirla in minor tempo di edificii» (DUBOIN, t. III, patenti ducali 19 gennaio 1633, pp. 930-931).

[51] Dovranno essere «tutte d'un'altezza uniforme con li Portici, e ornamenti che saranno da Noi prescritti», la via di Po e le piazze della Porta di Po e Carlina (*Editti antichi e nuovi*, 16 dicembre 1675, pp. 932-933). Un altro ordine della reggente, due anni dopo, preciserà che «la strada che principia dalla Cittadella, e passa in testa alla Piazza Reale, e tramedia la nuova Piazza Carolina», «per essere la più lunga di questa Città, intendiamo altresì, che rieschi più riguardevole, che sia possibile» (*ibid.*, 22 gennaio 1678, pp. 933-934).

rilevante, ma che probabilmente non si rivelerà di troppo pregiudizio al primitivo progetto totalitario. Tant'è vero che nel 1715, quando lo Stato porrà in vendita i terreni all'interno dell'ultimo ampliamento, verso Porta Susina, gli atti di cessione ometteranno qualunque prescrizione positiva. Per quanto concerne «la regola di quadratura, Architettura, altezza et altri ornamenti più o meno» degli edifici, i proprietari potranno «far quello che più li tornarà à conto purché non si faci mai cosa che possi render veruna benché minima deformità ma bensì ornamento nella Città, e che non si departischino dalli soliti stili, e consuetudine della presente Città per consimili fabriche»[52]. Nell'innalzare le loro abitazioni, i proprietari pare dunque non ardissero allontanarsi troppo dal tono delle fabbriche progettate secondo i voleri ducali. E così a Torino aveva finito col prodursi, quasi spontaneamente, uno stile architettonico originale, peculiare, a cui ciascuno volontariamente finiva bene o male con l'attenersi. L'architettura libera delle contrade secondarie, insomma, rispetto a quella vincolata delle contrade principali, non tanto mirava alla contrapposizione, quanto piuttosto all'approssimazione. Finendo col conferire alla capitale un grado considerevole di coerenza.

L'indulgenza dei sovrani verso la trasandata *Politica* della città dura fino alla morte di Carlo Emanuele II. Con la reggente, Giovanna Battista, la condiscendenza si converte in aperta ostilità. La sua pressione sull'amministrazione civica diviene pesante e insistente. Esige che vie e piazze della capitale siano mantenute una buona volta — senza badar troppo alla spesa — nette e in buono stato: al vicario fa carico di redigere un regolamento per la pulizia «secondo il costume delle meglio regolate Città»[53]. Pretende che le vie di Torino vengano illuminate con lanternoni, onde di notte «si possi caminar sicuro» senza incorrere nei frequenti «latrocini, et assassinamenti»[54]. Intende che le strade del territorio «in distanza della Città di dieci millia», ora che la penuria di viveri e combustibile si fa sentire, vengano accomodate «per dar maggiormente adito, et invitar alla condotta delle vettovaglie e singolarmente del bosco»[55]. Ma alla fine del 1679 la prassi secolare è repentinamente

---

[52] AST, Sez. IV, *Contratti fabbriche e fortificazioni*, registro IV, 13 giugno 1715, c. 3*v*.

[53] ASCT, *Ordinati*, vol. 198, 13 agosto e 31 dicembre 1675, cc. 54*r* e *v*, 83*v* -84*v* ; vol. 199, 14 agosto 1677, c. 44; *Editti antichi e nuovi*, regolamento del vicario con le lettere di Maria Giovanna Battista, 1 agosto 1677, pp. 915-918.

[54] ASCT, *Ordinati*, vol. 198, 31 dicembre 1675, cc. 83*v* - 84*v*.

[55] *Ibid.*, vol. 200, 8 novembre 1679, cc. 252*r*-254*v*. Per nulla tenera, la reggente, anche nei confronti del vicario: «M.R. era molto mal sodisfatta dal Sig.r Viccario à causa che non faceva le parti sue per l'essequtione degl'ordini» (*ibid.*, vol. 198, 28 maggio 1676, c. 123*v*).

ripudiata. Madama Reale sottrae la *Politica* alla città, affidandone la cognizione ad un *Sovraintendente generale della Politica e Polizia*, modellato, «ad essempio della Città di Pariggi», sulla figura, colà creata 12 anni prima, del *lieutenant général de police* [56].

Il sovraintendente è un ufficiale dello stato, nominato dal sovrano a tempo indeterminato, su d'una terna di candidati formata dal Consiglio cittadino. È consigliere di stato e consigliere comunale *pro-tempore*. Rispetto ai vicari che lo precedono, la sua giurisdizione risulta «ampliata con altre incombenze» e «dilatata fuori dei confini della città»; oltremodo «rinvigorita» poi, la sua autorità. Capillare il controllo che esercita, coll'ausilio dei suoi subalterni, sulla capitale. Torino è spartita in quattro quartieri, ciascuno dei quali affidato ad un assessore; e le isole, che per la prima volta ricevono una denominazione ufficiale scritta a caratteri cubitali sui loro cantoni, sono ora direttamente sorvegliate da cantonieri che vi risiedono. All'occhio di costoro (e dunque del sovraintendente) nulla sfugge: lo smercio dei beni di consumo, le «persone di mala vita, vagabondi e sfaccendati». Dei «furti, disordini ed eccessi» è lo stesso sovraintendente a braccare e punire gli autori. Vasti anche i suoi poteri sul territorio. In caso di carestia, per assicurare il rapido rifornimento della capitale, provvede ai trasporti delle vettovaglie, al riparto sulle comunità, al mantenimento in buono stato delle strade sia di Torino che degli altri luoghi interessati [57]. Insomma, a differenza del vicario che surroga, il sovraintendente ha ampia autonomia e gode di estesi poteri. È lui, di concerto col sovrano, l'artefice della *Politica* in tutta la sua estensione. E in quanto ufficiale del principe, gode d'una autorità incontestabile [58]. Una sola lacuna in questo sistema ben congegnato: il controllo edilizio, al quale il vicario era sempre rimasto estraneo, continua, come tale, ad esser di competenza della civica amministrazione. Città spossessata; vicario dimezzato: una situazione peraltro che non spiace poi tanto ai diretti

---

[56] Cfr. *ibid., vol.* 200, 30 *novembre,* 2 *e* 8 *dicembre* 1679, *cc.* 279*v*-280*r,* 281*r e v,* 285*r*-290*r;* e *Editti antichi e nuovi*, Maria Giovanna Battista, «Istituzione dell'Officio di Sovraintendente generale della Politica, e Politia», 15 dicembre 1679, pp. 919-923. Il vicario sopravvive solo come capo del Consiglio, giudice d'appellazione nelle cause civili e criminali, conservatore dei bandi campestri. Attende inoltre ai redditi e alle gabelle di cui gode la città e alle contravvenzioni che li concernono. Sulle funzioni del *lieutenant* di Parigi, cfr. l'editto del 15 marzo 1667 che lo istituisce, in DELAMARE, *Traité de la police...* cit., I, pp. 147-149.

[57] *Editti antichi e nuovi,* 15 dicembre 1679, pp. 919-923. La denominazione delle isole e la nomina dei cantonieri hanno luogo l'anno seguente (*ibid.,* ordine di Vittorio Amedeo II, 22 settembre 1680, pp. 924-926).

[58] ASCT, *Ordinati*, vol. 200, 8 dicembre 1679, c. 286*r.*

interessati, che si trovan liberati, una buona volta, da un mare di spiacevoli incombenze [59].

Le vicende successive sono note. Nel 1682 la città ottiene che il sovraintendente sia nominato ogni due anni su d'una terna ristretta ai suoi consiglieri [60]. E cinque anni dopo, l'ufficio di sovraintendente è riunito a quello del vicario: l'incarico è sempre biennale e nella rosa dei tre candidati presentata al sovrano troveranno posto solo i consiglieri di prima classe della città [61]. Se prestiam fede ai decreti, le funzioni del sovraintendente e poi del *vicario e soprintendente generale di politica e polizia* (così d'ora in avanti lo si denominerà), benché scelti fra i consiglieri cittadini, dovrebbero rimanere quelle fissate dall'editto del 1679 di Madama Reale. Tutt'al più, da codesti vicari, in quanto membri del corpo civico, ci si aspetterebbe un atteggiamento, nei confronti della città, più equilibrato e meno antagonistico. In realtà, ho l'impressione che queste innovazioni l'amministrazione civica le intenda invece ben diversamente: come il puro e semplice «riunire e restituir la cognitione, e direttione della Pollitica, e Pollizzia alla Città» [62]. Il «maneggio del pubblico», insomma, ritorna nelle mani del governo torinese; ed ogni determinazione del vicario è sottoposta alla Congregazione «per haverne il suo sentimento, aprovatione, et resolutione» [63]. Una restaurazione che non è difficile spiegare. L'iniziale fervore s'è rapidamente raffreddato: la reggente dapprima, e Vittorio Amedeo II poi, abbandonano il vicario. E per l'istituzione, ancora una volta, è il tracollo: vicario impotente fra un sovrano che non lo sostiene quanto basta ed una città che persevera nella trasandatezza di sempre [64].

Un mutamento di rotta è dunque inevitabile. Vittorio Amedeo II l'effettua nel 1724: l'ufficio del vicario è riunito alla Prefettura: chi sarà eletto prefetto, «s'intenda anche essere Vicario, e Sovr'Intendente generale» [65]. Per il nostro

---

[59] Nel «render gratie» alla reggente per il provvedimento, il sindaco dichiara che «l'incombenza della Politica è officio assai grave, et oneroso perché essercendosi bene chi l'essercisce ha mille incontri, e male sodisfationi amando bensì ogn'uno la giustitia, ma fuori di casa sua, et essercendosi male manca al debito del suo officio alla conscienza al giusto desiderio del regnante, et al ben publico oltre che poco importarebbe che il Conseglio conservasse le sue prerogative, se con la conservatione d'esse il publico ne patisce» (*ibid.*, cc. 286*v* -287*r*).

[60] DUBOIN, t. III, risposta del sovrano a un memoriale a capi della città, 21 settembre 1682, p. 1462.

[61] *Ibid.*, editto 19 dicembre 1687, p. 1463.

[62] ASCT, *Ordinati*, vol. 207, 15 marzo 1682, c. 19*v*.

[63] *Ibid.*, vol. 216, 14 gennaio 1687, cc. 11*r* -12*r*.

[64] Cfr. AST, Corte, *Materie giuridiche, Regolamenti Regi.*, m. 2, n. 3, relazione del vicario Di Meana al re, 26 novembre 1717.

[65] DUBOIN, t. III, r. editto 11 febbraio 1724, pp. 1466-1469.

vicario, infine, è la rivoluzione tolemaica. D'ora in poi sarà lui il centro della *Politica*. Le sue incombenze sono ulteriormente accresciute. Addirittura, finiscono con l'erodere anche la sfera di competenza del governatore. E da questo momento la sua invadenza, per dominare l'intero ambito, vieppiù esteso, della *Politica*, non ha più limiti.

Intanto, per ridurci al nostro campo specifico d'interesse, il conte Ceveris di Burolo, il vicario che con maggior durezza e ostinazione ha incarnato l'idea di accentramento di Vittorio Amedeo II, incomincia col carpire all'amministrazione civica il controllo sull'ornato degli edifici. Costui, scrivono costernati i Sindaci, «manda li suoi assessori a riconoscer li poggioli, sporti, et altre opere riguardanti l'ornamento della Città, sente li Raccorrenti, le relazioni degl'assessori, e provede senza partecipazione della Città»[66]. Ma non basta. È ancora al Ceveris che il re commette, nel 1729, l'esecuzione del regio biglietto riguardante l'ampliazione ed il rettilineamento, secondo il disegno dell'abate Juvarra, della contrada che da Porta Palazzo va alla Doragrossa, e di quella che da Porta Susina mette capo alla prima. È nostra intenzione, gli scrive, che voi e i vostri successori dobbiate «osservare, e far esequire il contenuto in detto viglietto e disegno ad esso relativo», pubblicandolo «perché sia presentemente, e nei tempi avvenire pontualmente eseguito, con tutti quei riguardi, che da voi e successori in detto ufficio saranno secondo le circostanze dei casi giudicati ragionevoli, e convenienti»[67]. E sette anni dopo, per il drizzamento della contrada di Doragrossa, la più imponente operazione urbanistica attuata dall'*ancien régime* nelle viscere della Torino antica, è di nuovo al vicario che il re fa capo[68]. Attribuzioni siffatte finiscono poi, quasi spontaneamente, con l'estendersi a ciascun altro allineamento all'interno della città storica. Ma con una conversione che corregge l'originaria dissimmetria: lungi dall'appagarsi del ruolo di mero esecutore degli allineamenti altrui, il vicario diventa egli stesso l'ostinato promotore di nuovi allineamenti. Gli spetterà così il diritto di determinare, per ogni edificio di cui gli è richiesta la licenza di costruzione, ricostruzione o sopraelevazione (è a lui ormai che ci si rivolge per qualunque opera edilizia), oltreché la liceità del progetto sotto il profilo statico e formale, nuove linee di confine, tali da eliminare, o quanto meno attenuare, strettezze, tortuosità, irregolarità delle più antiche contrade. Una supplica al re del 1749

---

[66] AST, Corte, *Materie Economiche, Vicariato*, m. 1, n. 22, «Rimostranza della Città di Torino contro l'ampia autorità, e giurisdizione concessa da S.M. al Conte Ceveris...», 3 aprile 1728.

[67] DUBOIN, t. III, r. biglietto di Vittorio Amedeo II al vicario, 29 aprile 1729, pp. 1476-1477.

[68] *Ibid.*, t. XIII, editto di Carlo Emanuele III, 27 giugno 1736, pp. 959-962.

non lascia dubbi in proposito: al vicario, vi si legge, «già spetta la cognizione intorno all'*allineamento*, *ornamento*, e *qualità della fabbrica* della presente Città»[69]. E del resto, ci è noto che l'architetto Carlo Emanuele Rocca è all'opera fin dagli anni Trenta, in qualità di perito del Vicariato, «così per la lineazione, e simetria delle contrade di questa Città in generale, che per la costruzione in particolare, e dirizzamento delle contrade di Doragrossa, e di Porta Palazzo»[70].

Col conte Ceveris, dunque, il vicario s'è ormai impossessato dell'intero territorio della *Politica* urbana[71]. (L'ultima scossa, quella definitiva, di riassestamento — Carlo Emanuele III, nel 1735, restituisce alla città la prerogativa di nominare tre soggetti del suo corpo per l'elezione del vicario — non muta per nulla la situazione)[72]. In tutto ciò che concerne l'universo variegato, mutevole, inafferrabile della capitale, egli è divenuto l'interlocutore unico e diretto del sovrano. Fra i due s'è instaurato e consolidato uno stretto e fecondo rapporto di complicità, di complementarietà. Il vicario è l'esecutore fedele, implacabile delle direttive regie; ma quasi sempre, grazie all'esperienza diretta, quotidiana, capillare della città che accumula, quelle direttive è lui stesso a suggerirle. Non c'è questione, minuta quanto si vuole, che non venga discussa nei loro incontri ebdomadari, o sollevata e sviscerata nella fitta corrispondenza che fra costoro s'intesse attraverso il canale della Segreteria di Stato per gli affari interni[73]. È grazie al vicario, infine, se la presa del sovrano su Torino diventa assoluta e soffocante. Sicché è lecito certamente affermare che se senza il re l'azione del vicario è vana, senza il vicario la volontà del re è cieca.

Ultima questione: fino a che punto l'azione del vicario è in grado di tutelare e perfezionare la qualità architettonica della moderna capitale, e di procurare il bramato abbellimento integrale dell'antica Torino? di ricondurre insomma ad unità vecchio e nuovo? Il doppio regime, fin da principio instaurato, permane.

---

[69] AST, Corte, *Archivio Alfieri*, m. 94, n. 1, copia registri del Vicariato per gli anni 1743-1750, pp. 58-60, supplica del banchiere Cucca, s.d., con allegata patente del re 27 giugno 1749. Corsivo ns.

[70] *Ibid.*, il vicario al conte di S. Laurent, 20 luglio 1745, pp. 136-137. L'arch. Rocca è perito del Vicariato dal primo luglio 1730 (*ibid.*, m. 94, n. 2, stato degli impiegati del Vicariato, 1743).

[71] Cfr. le rimostranze della città contro i vicari Ceveris e Pettenati, in AST, Corte, *Materie Economiche, Vicariato*, m. 1, nn. 22 e 23. Causa principale d'attrito: il vicario, «non solo vuole esercire la giurisdizione apropriatasi dal suo antecessore [Ceveris], ma etiandio ingrandirla, propone quantità di progetti di fabriche, alee, drissamento, ingrandimento di strade, et altre opere grandiose», che la città, priva di mezzi sufficienti, non intende assecondare (n. 23, art. 44).

[72] DUBOIN, t. III, editto di Carlo Emanuele III, 4 maggio 1735, pp. 1482-1484. Cfr., in proposito, le pertinenti osservazioni di D. BALANI, *Il vicario tra città e stato...* cit., p. 54.

[73] Reperibili in ASCT, *Vicariato*, voll. 220-230.

Là dove si tratta di vie e piazze architettonicamente omogenee, il vicario ricorre, di regola, ai lumi del re e del suo architetto [74]. Quanto al resto, chi decide, in definitiva, sono i periti del Vicariato. E a costoro, professionisti probi e scrupolosi, schivi e devoti tutori dello «stile» architettonico torinese, ciò che manca è proprio una veduta d'assieme dei problemi. Chiamati a risolvere quesiti singoli e oltremodo circoscritti, il disegno complessivo, soprattutto per quanto riguarda gli allineamenti, gli sfugge interamente. Dissimmetria perniciosa che viene esplicitamente alla luce nel dibattito, promosso da Carlo Emanuele III alla fine degli anni Quaranta, che aveva preceduto la formazione d'un organico «progetto di Regolamento per la Politica, e Pulizia... adattabile a tutte le Città e Comunità dello Stato» [75]. A sollevare il problema, nel 1746, è il vicario Alfieri di San Martino: trovandosi, «massime in Torino vecchio, molte case... malamente costrutte, e di pessima architettura», è del parere che il re potrebbe ordinare «che nissuno potesse far riedificare, o riparare le case verso la contrada, salvo con permissione espressa del Vicario, e con obbligo d'osservare il lineamento, ed il dissegno che col parere del Primo Architetto di V.M. verrà prefisso, ed approvato dal medesimo Vicario». Col risultato «che verrebbe in poco tempo a riformarsi, ed abbellirsi tutto l'aspetto esteriore degli Edificij di questa Metropoli» [76]. Proposta che il procuratore generale Maistre stima eccessiva: «conveniente in riguardo a quelle contrade, che sono le principali, e per così dire le maestre della città, ma non già indistintamente per tutte» [77]. Ma che finisce poi con l'accogliere quasi del tutto nella brillante bozza di regolamento che in quell'anno redige. Tutte le case, vi si legge, «che in qualsivoglia parte della Città si costrueranno di novo, e le vecchie ancora, le quali saranno nel caso di dover essere verso la pubblica contrada per intiero riedificate, si fabbricheranno giusta il tipo dell'allineamento» formato dal primo architetto regio e approvato dal sovrano. L'altezza delle case inoltre, per soddisfare l'impellente bisogno di abitazioni, «sarà di quattro piani, compreso quello di terra» e «rimarrà libero a padroni di fare alli protteti [tetti], alli poggioli, alle finestre, ed alle porte

---

[74] Cfr. ad es. i pareri del conte Alfieri per le case di piazza Castello all'angolo con le vie di Dora grossa e di Po, in AST, Corte, *Archivio Alfieri*, m. 94, n. 1, pp. 287-288, 333-334; e in ASCT, *Vicariato*, vol. 222, p. 196.

[75] AST, Corte, *Archivio Alfieri*, m. 94, n. 17, copia di lettera del primo segretario di Stato per gli affari interni al vicario Alfieri di S. Martino, 5 gennaio 1747.

[76] AST, Corte, *Materie economiche, Polizia in generale*, m. 1, pareri allegati al progetto Maistre, rappresentanza al re, 25 giugno 1746, pp. 51-52. Significativamente, l'Alfieri comprende, sotto la voce «Pulizia della Città», «l'ornato, e la sicurezza degli ediffizij».

[77] *Ibid.*, pp. 224-225, parere senza data.

quegli onesti ornamenti, che più gradiranno, servato però sempre l'istesso esteriore allineamento sì à riguardo dé protteti, e dé poggioli, che delle finestre, e delle porte, dalla cui uniforme proporzionata corrispondenza si rende viepiù vago, e più aggradevole l'aspetto»[78]. Proposte innovative, destinate però a rimanere ancora una volta senz'esito.

Ma nel 1773, regnante Vittorio Amedeo III, il problema giunge alfine a soluzione, e in un senso ancor più radicale di quanto lo fossero le ipotesi formulate 27 anni prima. Il movente della risoluzione sovrana è noto: la sopraelevazione degli immobili delle vie di Po e di Porta Nuova (accordata nel 1772 da Carlo Emanuele III) ha incontrato non poche difficoltà e quindi suscitato alcuni interrogativi. Conviene proseguire su quella strada? Se la risposta è affermativa, con quali accorgimenti? Oppure, se a codesti innalzamenti si deve rinunziare, come provvedere all'imperioso bisogno di abitazioni? Ebbene, per la prima volta, in questioni siffatte che concernono l'urbanistica e l'architettura della capitale, un sovrano rinuncia a decidere di testa propria, sia pure dopo aver consultato il suo architetto, rimettendosi d'ora in poi interamente ai lumi d'un congresso permanente di specialisti[79]. Sarebbe dunque il caso, calcando un po' la mano, nella sfera della creazione urbana beninteso, parlare del passaggio da un dispotismo assoluto a un dispotismo illuminato?

---

[78] AST, Corte, *Materie Economiche, Vicariato*, m. 2 di addizione, n. 2, «Regolamenti di S.M. per la Politica e Pulizia», s.d., ma della fine del 1746, pp. 331, 333-334. A questo proposito il vicario Alfieri osserva: «restarebbe necessaria la formazione d'una pianta ben regolare di tutta la Città, su la quale fosse fissato l'allineamento di tutte le contrade dal Primo Architetto di S.M.» (AST, Corte, *Archivio Alfieri*, m. 94, n. 17, osservazioni del vicario al progetto Maistre, sd., ma 1747). Sulle vicende del regolamento Maistre, cfr. D. BALANI, *Il vicario tra città e stato...* cit., pp. 57-66, alle cui indicazioni ho largamente attinto.

[79] DUBOIN, t. XIII, r. biglietto 16 luglio 1773, pp. 975-976. Problema: ci sono esempi, in altre città italiane od estere, di commissioni edilizie a cui Vittorio Amedeo abbia potuto ispirarsi? Difficile dirlo. Quello del controllo edilizio è un terreno ancor vergine, tutto da esplorare. È noto però che la cultura neoclassica preme in questa direzione. F. Milizia, in proposito, non potrebbe essere più esplicito: «Circa la bellezza e magnificenza degli edifizi non si ha da abbandonarne la decorazione esterna ai capricci de' particolari. L'autorità pubblica deve fissare non solo i luoghi dove si può, ma anche la maniera come si deve fabbricare. Tutto quello che dà sulla strada deve esser determinato e soggetto al disegno divisato per la strada intera» (*Principj di Architettura Civile*, II, Finale 1781, p. 55). E a Milano sappiamo che un editto di Giuseppe II, nei primi anni Ottanta, stabiliva che i progetti edilizi dovessero sottoporsi al R. Giudice delle strade, il quale, sentito il parere dell'Accademia, avrebbe concertato coi proprietari le modalità di esecuzione meglio confacenti «ad un regolare ornato» (cfr. *Storia di Milano*, XIII, Milano, 1959, pp. 511-512). A Torino tuttavia, a parte la priorità, il caso è un po' diverso. Altrove si trattava di porre un limite al disordine; qui invece, di perfezionare un sistema d'ordine già ben radicato.

Dopo la lunga ma opportuna digressione, rieccoci al *Congresso di architettura*. I membri che lo compongono, nominati dal re col biglietto del luglio 1773, sono cinque (per emettere un parere dovranno essere almeno in tre): Antonio Felice De Vincenti, il presidente, un vegliardo di 83 anni, ingegnere militare, colonnello d'artiglieria, progettista del grandioso Arsenale di Torino; il conte Filippo Nicolis di Robilant, architetto e ingegnere militare, colonnello del reggimento di Torino; il conte Francesco Valeriano Dellala di Beinasco, dal 1772 architetto civile di S.M.; Carlo Andrea Rana, ingegnere topografo, architetto civile e militare, maestro di matematica nella Scuola di artiglieria; Francesco Domenico Martinez, dal 1765 architetto del re [80].

La nomina è a vita. E coloro che vengon chiamati a occupare i posti via via vacanti, è ancora il sovrano a designarli. Eccezionalmente (forse l'inizio d'una nuova prassi, per la nomina degli architetti non impiegati a corte), Filippo Castelli è il *Congresso* stesso a sceglierlo, nel 1788, fra i progettisti più valenti della città, ed a proporlo all'approvazione regia [81]. Orbene, nei venticinque anni in cui il *Congresso* opera, i membri che subentrano a quelli che la morte via via rapisce sono sei. Due presidenti: il conte Lorenzo Pinto di Barri, ingegnere militare, generale di fanteria, capo del Corpo reale degli ingegneri, e il cav. Spirito Nicolis di Robilant, primo ingegnere di S.M., comandante del Corpo reale degli ingegneri, socio dell'Accademia delle Scienze, metallurgista e mineralogista di vaglia.

La presidenza, insomma, è riservata agli ingegneri militari, artiglieri e topografi, che occupano alti gradi nell'esercito. Scelta indubbiamente indicativa, più che d'una avversione per gli architetti, dell'ammirazione del sovrano per gli ingegneri maturati attorno all'Arsenale ed alla prestigiosa scuola militare torinese [82]. Fra i quattro rimanenti membri c'è un matematico e idraulico di gran valore, Francesco Domenico Michelotti, due architetti civili, Luigi Michele Barberis e Filippo Castelli, e un architetto regio, Giovanni Battista Piacenza [83].

---

[80] DUBOIN, t. XIII, pp. 975-976.

[81] ASCT, *Collezione X*, n. 1, «Registro del Congresso degli Edili» (d'ora in poi, RE.), 3 gennaio 1788, c. 77*v*.

[82] Sulla Scuola militare torinese cfr. V. FERRONE, *Tecnocrati militari e scienziati nel Piemonte dell'antico regime. Alle origini della Reale Accademia delle Scienze di Torino*, in «Rivista Storica Italiana», XCVI (1984), 2, pp. 446-470.

[83] Notizie sommarie su questi personaggi in C. BRAYDA - L. COLI - D. SESIA, *Ingegneri e architetti del Sei e Settecento in Piemonte*, in «Atti e Rassegna Tecnica della Società degli Ingegneri e Architetti in Torino», marzo 1963.

In tutto undici personaggi culturalmente e professionalmente di spicco, in grado di fornire al *Congresso* un apporto ricco e variegato di conoscenze. E soprattutto partecipi, senza incertezze, senza tentennamenti, d'una medesima cultura: ciò che assicurerà all'istituzione, per un quarto di secolo (Rana e Dellala l'attraversano indenni dal principio alla fine) stretta coesione e ostinata coerenza d'indirizzo.

Il *Congresso*, precisa ancora il regio biglietto del 16 luglio, è chiamato a discutere le materie «che a misura de' nostri ordini gli saranno commesse» [84]. In altre parole, spetta soltanto al sovrano, ogni qual volta occorra, il consultarlo; ed è a lui solo che il *Congresso* deve comunicare i suoi pareri. Procedura oltremodo restrittiva, lenta e farraginosa che due anni dopo, con il biglietto del 13 settembre 1775, il re si preoccupa di perfezionare, precisando e allargando altresì la sfera di competenza dell'istituzione edilizia. Col nuovo biglietto il sovrano riconosce l'opportunità che il *Congresso* venga eccitato a dare «il suo sentimento sulla regolarità, solidità, e convenienza» delle fabbriche regie e di quelle intraprese di suo «ordine» o «permissione». Formulazione un tantino ambigua, tosto intesa nel senso di qualunque opera che interesserà la città e il suo immediato intorno. Esso si radunerà quindi su richiesta dell'Intendenza delle fabbriche e fortificazioni regie, di altre aziende economiche dello Stato, e dell'ufficio del Vicariato. I responsabili di questi organi insomma (e il vicario in particolare, che sarà il maggior utente del *Congresso*, partecipando attivamente a quasi tutte le sue sedute) potranno consultarlo direttamente, senza dover passare attraverso il canale della Segreteria di Stato. E ancora. Oltre che dell'esame dei progetti, il *Congresso* s'occuperà pure delle «difficoltà che potessero insorgere nell'esecuzione loro». Non ci si limita più a chiedergli d'esprimere un parere su d'un progetto, ma un più stretto coinvolgimento nelle vicende architettoniche e urbanistiche della capitale. E difatti il regio biglietto eccita altresì il *Congresso* a vigilare onde le opere su cui ha dato un parere s'eseguano rispettando quel parere. E più in generale gli è fatto lecito di intervenire, attraverso il vicario, qualora venisse a conoscenza che s'intraprendono nella capitale o in attinenza di essa opere «contro le regole di soda architettura, o che potessero altrimenti pregiudicare all'esteriore buon ordine delle fabbriche, contrade, e pertinenze delle medesime» [85]. In breve dunque, ogni suo parere è vincolante; ed il compito che gli spetta — virtuale quanto meno — è il controllo supremo, totale su tutto

---

[84] DUBOIN, t. XIII, pp. 975-976.

[85] *Ibid.*, pp. 983-984. Anche qui, come nel biglietto precedente, di questioni igieniche non si fa parola.

ciò che concerne, da vicino o da lontano, direttamente o indirettamente, l'architettura e l'urbanistica della città [86].

Non pare tuttavia che gli *Edili* [87] si siano un gran che preoccupati di prevalersi, in tutta la loro latitudine, delle prerogative accordategli dal sovrano. Al ruolo di gendarmi, in primo luogo, mal s'adattano. E di rado accettano di scender di cattedra ad affondare gli stivali nella melma urbana. Forse lo reputano non confacente alla dignità del loro ufficio. Come quando, nel febbraio 1792, al re che gli chiede di precisare la natura delle imperfezioni riscontrate nella fabbrica del nuovo palazzo senatorio, essi rispondono che l'entrare nel dettaglio di quelle magagne «sarebbe cosa troppo lunga, e non adattata al decoro di un Congresso» [88]. L'esame del volume contenente copia dei pareri emessi dagli *Edili*, ancorché certamente lacunoso [89], non lascia dubbi in proposito. Per trovare una denuncia di abusi edilizi, dobbiamo arrivare al dicembre 1779, quando il negoziante Righini s'è rivolto al sovrano perché gli conceda di sopraelevare la sua casa senza doverla ridurre alla linea fissata dal *Congresso* nel 1774. Ebbene, costoro, richiesti d'un parere scritto, nel respinger la domanda, rappresentano al re, quasi a giustificazione del loro operato, «in vista che alcuni proprietarj in occasione di fabbricazione delle loro rispettive case, si sono fatto lecito di trascurare la simetrica regolarità prescritta, e già osservata da altri, come pure di non eseguire gli ordini, che li sono stati intimati», la necessità di conferire al vicario «tutta l'autorità, che V.M. stimerà più opportuna per l'esatta osservanza delli suddetti, e delle provvidenze, che di

---

[86] De Vincenti peraltro, fin dal principio, pare avesse inteso la funzione del *Congresso* precisamente in questi termini. A proposito di alcuni baracconi eretti sotto i portici di Porta Palazzo, egli dichiarava trattarsi d'una di quelle «novità», che secondo il regio biglietto istitutivo del *Congresso* «non dovevano intraprendersi senza il previo parere del medesimo» (AST, Corte, *Paesi per A e B, Torino*, m. 9, n. 16, 27 marzo 1774).

[87] Nel regio biglietto del 1773, la nuova istituzione edilizia è laconicamente definita come «Congresso». In seguito la si designerà come «Congresso di Architetti» (1774), «Congresso per l'esame delle opere di Architettura» (1775), «Congresso d'Architettura» (1775). Infine, denominazione vincente, come «Congresso degli Edili» (1777).

[88] ASCT, RE., 14 febbraio 1792, c. 112*r*.

[89] In quel volume, un numero imprecisabile di pareri non è stato trascritto. Di alcuni di essi troviamo infatti copia nei registri del Vicariato (ASCT, *Vicariato*, nn. 218-219). Ma non basta. Talvolta il vicario si rivolgeva direttamente al presidente per avere un parere su problemi che non parevano meritare la discussione dell'intero *Congresso*. E negli anni Novanta, molti progetti vengono direttamente sottoscritti da Dellala, che in quel periodo surroga il presidente. Ho motivo di credere che di interventi siffatti non si facesse parola nei verbali (cfr. *ibid., Collezione X*, nn. 14, 15, 51; *Vicariato*, nn. 376, 399).

tempo in tempo saranno necessarie doversi dare»[90]. Ma ci vorranno altri nove anni perché gli *Edili* si decidano ad affrontare la renitenza dei proprietari alla radice, istituendo un più severo controllo sulle costruzioni. Nel gennaio 1788 infatti, dopo aver riconosciuto che i progetti approvati non sempre vengono poi fedelmente eseguiti, affidano ai disegnatori del *Congresso* l'incarico di «visitare d'or innanzi le fabbriche che si anderanno costruendo per evitare tali inconvenienti»[91]. Un servizio peraltro che nel maggio dell'anno successivo risulta non ancora attivato[92]. E del resto, si dovrà attendere il 1797 perché il *Congresso* si degni una buona volta, «per maggior sicurezza, e precisione delle sue risoluzioni», a quotare sui disegni presentati le correzioni apportate[93].

Ma non basta. Il *Congresso*, per sua natura, si mette in moto solo ed esclusivamente in seguito a un impulso esterno. Non avanza proposte in modo autonomo; fornisce soltanto «sentimenti» in risposta a domande precise e circoscritte[94]. E se mai s'avventura oltre quegli angusti limiti, è solo perché lo sconfinamento è strettamente attinente all'oggetto su cui è stato interpellato. Si risolve, ad esempio, a suggerire l'intonacatura di alcuni immobili della piazza Castello, onde assicurare ad essa «l'intiera uniformità», solo quando il vicario gli ha chiesto se su quella piazza sian lecite talune trasgressioni formali; e fa presente il bisogno, a Porta Nuova, «di una piazza eguale a quella della Porta Palazzo», solamente quando il rel'ha interpellato a proposito d'una fabbricazione concernente quel sito[95].

Se si prescinde dalle fabbriche regie, che sono affare del sovrano, l'intera città è infatti ancora alla mercé del vicario. Nonostante la creazione del *Congresso*, resta lui il baricentro d'ogni iniziativa in campo edilizio ed urbanistico. È lui a stabilire volta a volta la gerarchia dei problemi. I casi che ritiene di poter risolvere col concorso dei periti del suo ufficio; quelli che per la loro delicatezza e difficoltà preferisce scaricare sul *Congresso*. Insomma, fra le mani degli *Edili* non passa tutto ciò che concerne l'architettura e l'urbanistica della città, ma soltanto ciò che il vicario reputa di dover loro sottoporre[96]. E persino le in-

---

[90] ASCT, RE., 19 dicembre 1779, c. 31*r* e *v*.

[91] *Ibid.*, 3 gennaio 1788, c. 77*r*.

[92] *Ibid.*, 7 maggio 1789, c. 90*r* e *v*.

[93] *Ibid.*, 6 marzo 1797, c. 118*v*.

[94] «Sentimenti», peraltro, che il sovrano e il vicario regolarmente fanno propri.

[95] ASCT, RE., 30 marzo 1779, c. 28*r*; e lettera al conte Corte, 15 agosto 1780, c. 35*v*.

[96] Il confronto fra le concessioni edilizie (ibid., *Vicariato*, n. 399) e i progetti discussi dal *Congresso* pare non lasciar dubbi in proposito. All'inizio, agli *Edili* vengono sottoposti solo gli allineamenti e i problemi edilizi di maggior rilevanza. Ma a partire dagli anni Ottanta, i vicari

novazioni di spicco, l'illuminazione di Torino ad esempio, che prende corpo a partire dal 1781, non accade mai che sia il *Congresso* a suggerirle. Provengono, ancora una volta, dalla corte o dal vicario. E agli *Edili* tocca solo preoccuparsi del modo più razionale di porle in atto. Donde, inevitabilmente, una prassi lacunosa, discontinua, frammentaria. Invano vi si cerca un ordine, delle priorità, un disegno o un programma di carattere generale. L'imperativo a cui l'urbanistica dell'*ancien régime* manifestamente soggiace è uno solo: mai fare il passo più lungo della gamba, intervenire solo quando la gravità d'un problema ne renda indifferibile la soluzione.

Ebbene, a onta del prestigio e dell'autorità di cui gode, il *Congresso* non fa nulla per forzare la subalternità in cui, come ogni organo consultivo dell'antico regime, per sua natura è costretto, per assumere un ruolo propositivo autonomo, per farsi insomma latore d'un progetto di trasformazione razionale della capitale. Quale poteva essere, ad esempio, quello, di pretto sapore illuministico, del risanamento fisico della città, che trapela dalle pagine della «Biblioteca Oltremontana».

Perché il compassato *Congresso* si scuota una volta tanto dal suo torpore, dobbiamo attendere il 1791. Chi a quel tempo lo presiede, non a caso, è il tecnocrate e teorico massimo dell'industrializzazione piemontese, Spirito Nicolis di Robilant [97]. Da due anni circa, a Torino, l'edilizia ristagna. E si corre «grave rischio di una pregiudiziale espatriazione» delle maestranze, «alla quale poi non vi sia facile riparo, ove si debba nuovamente edificare» [98]. Nel marzo 1791, il *Congresso* è dunque incaricato dal re di «trovare il mezzo, per cui almeno nell'annata ventura si dia occupazione, e sostentamento a tali persone», sia proponendo «quegli edifizj, che più convengono al comodo, e al decoro della Capitale», sia «invitando le persone pecuniose ad intraprenderli» [99]. Il 12 maggio gli *Edili* approntano un programma di fabbricazione riguardante i siti della città non ancora edificati (fra gli altri, il piazzale di Porta Nuova e la piazza Carlina), le case cadenti negli allineamenti già fissati, gli edifici più decrepiti; indicando altresì una serie di agevolazioni che dovrebbero animare i torinesi facoltosi a nuovamente investire nell'edilizia i loro capitali. Fin qui, quindi, nulla di nuovo: come nel 1773, si risponde alla penuria di abitazioni col

---

(quasi sempre su sollecitazione dei periti del Vicariato) si rivolgono al *Congresso* od ai suoi membri più influenti con frequenza vieppiù maggiore, per avere lumi anche su questioni di secondaria importanza (cfr. *ibid.*, oltre al RE., *Vicariato*, nn. 376, 399; *Collezione X*, n. 51).

[97] La definizione è di V. FERRONE, *Tecnocrati militari e scienziati...* cit., p. 460. Sulla figura e l'azione del Robilant, cfr. *ibid.*, pp. 460-467, 489-491.

[98] ASCT, *Vicariato*, n. 218, lettera del ministro Graneri al vicario, 14 aprile 1791, cc. 147*v* -148.

[99] *Ibidem.*

proposito di saturare ancor di più Torino. Ma a codesta fabbricazione interna alla città murata, costoro associano, accogliendo una proposta del Robilant, un piano di ampliazione dei sobborghi, onde spostarvi le attività produttive ingombranti, rischiose, moleste che ancora s'esercitano *intra muros* (piccapietre, marmorai, mastri di grosseria, carrozzieri, fabbricanti di candele...) [100]. Secondo il Robilant, i sobborghi debbono ricevere tutta l'estensione di cui sono suscettibili: da Valdocco al ponte del Parco, per il sobborgo di Dora; dalle ridotte di Vanchiglia alle ridotte della Rocca, per il sobborgo di Po. E l'edificazione dovrà sottostare a criteri rigorosamente razionali. È necessario, egli scrive, «che si prenda un tipo in misura esatta» delle località, «con darvi le necessarie livellazioni per fissare in seguito il perimetro». Su quella base si progetteranno le fortificazioni e gli *Edili* saranno in grado di «determinare le isole, e contrade per rendere tali fabbricazioni ben disposte e di buon ordine, con quelle altre regole che potranno proporre per l'abbellimento, sicurezza e comodo». Per la prima volta, forse, i sobborghi sono pensati alla stregua della città.

Ma non è tutto. Robilant non si lascia sfuggire l'occasione di rilanciare, nuovamente, il suo programma di modernizzazione industriale: in questo caso, del settore che produce i materiali da costruzione. Il problema capitale, egli osserva, nella circostanza «che così saviamente si pensa di estendere le abitazioni di questa Metropoli», procurando «aggiatezza agl'individui, salubrità, e sicurezza», sta nel fare in modo che i materiali edilizi necessari «si raccolgano al posto del loro destino, nella maggior copia, ed al più basso prezzo possibile». Si otterrebbero così edifici «con minori capitali», e quindi «maggior utile al proprietario fabbricante, ed una minorazione di pigione ai locatari». La razionalizzazione dei cicli produttivi, dunque, s'impone; e con essa, quella delle vie di comunicazione attraverso cui la capitale trae alimento dai centri di produzione. Pietre e legnami, che giungono soprattutto dalla val di Susa, esigono attualmente «un'enorme spesa di trasporto» che ne limita l'impiego. Di qui la necessità di almeno due navigli: il primo derivato dalla Dora e spinto, attraverso i sobborghi, fino al Po; il secondo che muovendo da Cumiana s'allaccerebbe al precedente presso Collegno. Opere grandiose, che una città «di tanto riguardo... può ben meritare», i cui capitali necessari per eseguirle potrebbero venir somministrati da una «gran società di Capitalisti», che ne otterrebbe «il privilegio della goldita». I navigli consentirebbero inoltre il trasporto economico dei carboni, moderandone il prezzo esorbitante, «oggetto che tiene indietro tante manifatture di ferro, nelle vicinanze di questa Città», e

---

[100] ASCT, RE., 5, 10, 12 maggio 1791, cc. 98*r*-100*r*.

del carbone di legna necessario per le fornaci torinesi di mattoni. I materiali lapidei poi, per maggiore economia di trasporto, sarebbe opportuno lavorarli direttamente sui luoghi di estrazione, coll'ausilio delle seghe idrauliche. Le fabbriche dei mattoni dovrebbero esser fisse, collocate nei luoghi prossimi a Torino provvisti della migliore argilla; e converrebbe munirle di macchine svedesi ad acqua per la modellazione dei laterizi, e di fornaci stabili che dissipano meno combustibile. Analogamente, per le calci, al momento «malissimo cotte in fornaci inette»: andrebbero prodotte con i più razionali forni conici, che consumano poca legna e migliorano la cottura. Qualora poi si scoprissero carbone o legno fossile in vicinanza del Po o dei navigli, varrebbe la pena adottare le «fornaci colanti» a produzione continua. E quanto al ferro, bisognerebbe destinare «soggetti capaci alla coltura delle miniere», e stabilire «compagnie» che le sfruttino e ne lavorino i prodotti «coll'introdurre le machine più adattate ed economiche». L'essenziale, conclude Robilant, «è di trovare un mezzo d'impulso per alettare i facoltosi a mettere in circolo tanti fondi che soventi stanno oziosi in pura perdita del ben pubblico». Vale a dire, avviare una buona volta uno sviluppo dell'economia e della società, in linea con i paesi più avanzati, fondato sulla ricerca scientifica ed il progresso tecnologico [101].

Le proposte del *Congresso* sono accolte con favore dal re. Robilant, col suo consenso, concerta il rilievo topografico delle regioni extraurbane entro cui i sobborghi dovrebbero dilatarsi. Sembra persino, che di quell'ampliamento, egli già abbia abbozzato il progetto di massima [102]. Ma poi, con l'aggravarsi della situazione internazionale, tutto repentinamente si arena. Nell'agosto 1791, quando il regio biglietto che dovrebbe sanzionare il parere degli *Edili* è approntato, sappiamo che il sovrano «ha sospeso di darvi corso» [103]. C'è tuttavia un'appendice ancora, nel progetto del *Congresso*, su cui conviene richiamare l'attenzione. Avendo osservato che nelle fabbricazioni eseguite nei precedenti anni, «molte case hanno li cortili soverchiamente angusti relativamente alla loro altezza, dal che ne risulta una cattivissima aria per li abitanti, che innoltre hanno li pozzi immondi così vicini a quelli di acqua viva, che ne restano infettate le acque con

---

[101] NICOLIS DI ROBILANT MALET, *Riflessi sugl'oggetti ordinati da S.M. per dare un'occupazione alle diverse maestranze*, 9 maggio 1791, AST, Corte, *Paesi per A e B, Torino*, m. 10, n. 7 (trascritto anche in RE., cc. 100*v* -104*r*). Il trasferimento nei sobborghi di alcune attività insalubri (conciatori di pelli e di corame, tintori di seta) era già stato ordinato da Carlo Emanuele III il 22 gennaio 1755 (cfr. DUBOIN, t. XVI, pp. 946-947).

[102] AST, Corte, *Paesi per A e B, Torino*, m. 10, n. 7.

[103] *Ibidem*.

pregiudicio della pubblica sanità», gli *Edili* pregano il re di obbligare coloro che intendono costruire di sottoporre al *Congresso*, per ottenerne l'approvazione, oltre al disegno delle facciate, «anche le piante, ed alzate dell'interno» delle nuove case [104]. Innovazione capitale per l'igiene della città, che quantunque non richiesta il sovrano accoglie di buon grado [105]. Purtroppo, non trovando applicazione per la stasi dell'edilizia, questa norma si finirà con l'obliarla. Rivedrà la luce in un regolamento edilizio torinese solo dopo più di cinquant'anni, nel 1843.

A questo punto, tre domande ancora. Quali gli ambiti in cui il Congresso s'è cimentato? Quali principi ne hanno governato, per un quarto di secolo, la prassi? E a quale idea di città fa capo la sua azione? Gran parte della loro attività gli *Edili* la consacrano al perfezionamento della forma di Torino. Approntano i piani di allineamento delle contrade; progettano importanti nodi urbani (i padiglioni d'angolo delle isole di piazza Castello che risvoltano sulle vie Nuova, di Po e dei Cavagnari; le isole per i mastri vellutari in piazza Carlina, e quelle che avrebbero dovuto formare la piazza di Porta Nuova); esaminano ed emendano i progetti di costruzione, ricostruzione, sopraelevazione e ampliamento delle più interessanti fabbriche della città (fra gli altri, i grandiosi progetti per l'ingrandimento di palazzo Madama). Non c'è problema tecnico d'un qualche rilievo in cui non ci si sia avvalsi del loro magistero. La grande impresa dell'illuminazione di Torino è stata progettata e definita fin nei più minuti dettagli dal *Congresso*. Ad esso s'è ricorso per la sperimentazione di sterniti urbani di più soda qualità; per assicurare la stabilità della cupola della chiesa della Trinità e delle opere di Ferroggio nel palazzo Camerale; per rendere il teatro Ughetti a prova d'incendio [106].

D'un progetto edilizio, al *Congresso* interessano essenzialmente gli aspetti che

---

[104] ASCT, RE., cc. 99*v* -100*r*. La norma, naturalmente, vale solo per le case di nuova costruzione, non per quelle restaurate o rimodernate.

[105] R. biglietto 23 marzo 1792 (ASCT, *Vicariato*, n. 218, c. 162*r*). Codesta proposta non resta isolata. Per un momento si ha addirittura l'impressione che gli *Edili* pretendano una buona volta di ingerirsi direttamente, senz'essere sollecitati, nei gravi problemi della capitale. Nella seduta del 12 maggio 1791 per ben due volte si fanno avanti. Suggerendo, fra l'altro, di munire le nuove fabbriche (e poi col tempo tutte le altre) di canali di discesa per le acque meteoriche (*ibid.*, RE., c. 100*r* e *v*). Intento peraltro destinato, con la guerra alle porte, ad estinguersi sul nascere.

[106] Sull'azione del *Congresso*, cfr. l'ampio lavoro di U. BERTAGNA, *Il regno di Vittorio Amedeo III e Carlo Emanuele IV*, in *Cultura figurativa e architettonica negli Stati del Re di Sardegna/1773-1861*, III, Torino, 1980, pp. 1016 e seguenti. All'amico Bertagna — il primo a capirel'importanza, fondamentale per la storia architettonica e urbanistica di Torino, dell'opera degli *Edili* — sono debitore di molte preziose informazioni.

concernono la sfera pubblica. Si preoccupa che la fabbrica progettata sia conforme «alle regole di soda architettura» onde riesca solida e stabile e non presenti pericolo per il pubblico. Si preoccupa del modo in cui essa si dispone rispetto alle fronti dell'isola di cui verrà a far parte. Si preoccupa infine delle fronti visibili degli edifici perché, lungi dall'offendere il decoro della città, ne costituiscano l'ornamento. Tutto ciò che d'una fabbrica non è visibile dall'esterno, considerato di pertinenza della sfera privata, rimane fino al 1792 estraneo al *Congresso* [107].

Orbene, se si prescinde dalla sicurezza, e dalla salubrità, che sono problemi di mera natura tecnica, il *Congresso*, fin dal principio, s'accolla il ruolo del latore, del depositario supremo, del tutore inflessibile e ostinato d'una idea della forma urbana che trionfa a Torino nella seconda metà del '700. In quel cinquantennio la capitale è preda d'una duplice ossessione: ossessione per l'allineamento, ossessione per la simmetria e l'uniformità. Intendiamoci: quell'ossessione, come s'è visto, ha informato Torino come capitale fin dal principio del secolo precedente. Ma essa raggiunge il parossismo, diviene irrefrenabile solo dopo che, con i progetti di rettificazione delle contrade di Porta Palazzo e del Senato, e soprattutto della contrada di Doragrossa e della piazza Palazzo di Città, il rettilineamento viario e l'uniformità architettonica irrompono prepotentemente entro il nocciolo antico di Torino. L'editto per la via di Doragrossa del 1736 ha il valore d'un manifesto: «Se ad ogni Città è cosa sconvenevole assai, che si veggano anguste, e storte le principali contrade, ed ancora più se fornite sieno di case in gran parte meschine, o vecchie, e rovinose: ciò maggiormente disdice ad una Metropoli, massime quando codeste strade sono altresì incommode al pubblico, ed al commerzio medesimo». Le case dunque le si debbono «dirizzare, e ridurre in retta linea»; e per giunta, portare tutte alla stessa altezza [108]. Tre anni dopo, le disposizioni di Alfieri saranno ancor più restrittive: «ogni isola per tutta l'estenzione di sua facciata... debba esser condotta regolarmente con egual ordine d'ornato, ed uniforme simetria nelle sue parti, in guisa che, sembri una sol casa, benché fra molti divisa» [109]. La

---

[107] Il procuratore Maistre, nel 1746, era stato in proposito categorico: sono di cognizione della *Politica* «quelle cause, che l'Ornato della città, e la sicurezza degli ediffizj immediatamente risguardano, ma con limitare le prime a ciò meramente, che concerne l'esteriore delle case, cioè che nelle riedificazioni, e riparazioni si osservi quell'ordine, altezza, uniformità, ed allineamento che a tenore degli ordini si deve osservare, e con restringere le seconde a ciò pure che si ricchiede non già per la sicurezza degli ediffizj ma per la sicurezza del Publico» (AST, Corte, *Materie economiche, Polizia in genere*, m. 1, pareri allegati al progetto Maistre, cc. 229-234).

[108] Duboin, t. XIII, pp. 959-962, editto di Carlo Emanuele III, 27 giugno 1736.

[109] Cfr. nota 45.

propagazione di queste direttive è rapida. Dalla fine degli anni Cinquanta rettilineamento e simmetria diventano la condizione d'ogni intervento edilizio [110]. Spesso sono i privati stessi ad invocarne l'applicazione. Un solo esempio fra i molti: nel 1765 un certo Piazza chiede alla città il terreno per ingrandire la sua casa posta nell'isola di S. Michele. I vantaggi, a suo dire, sarebbero fra gli altri i seguenti: «l'abbellimento» della contrada e «l'allineamento tanto commendato dagli editti del dirizzamento della contrada di dora grossa e di quelle che da porta susina, e porta palazzo tendono... alla piazza dell'erbe» [111]. Il vegliare allo «allineamento delle contrade» e allo «esteriore buon ordine delle fabbriche» sono appunto le incombenze precipue — lo si è visto — che il re assegna al *Congresso* nel momento in cui l'istituisce.

Allineamento — Chi deve edificare una casa, oppure ricostruirla, abbellirla o sopraelevarla, deve cominciare con l'accertare se il suo lotto è allineato. Se non lo è gli è imposto di allinearsi, di provvedersi di un allineamento. Per non allinearsi, c'è chi lascia deperire il proprio immobile. Non può fare altrimenti, essendogli vietata qualunque miglioria che possa prolungare la sua condizione anomala di non allineato. Ebbene, ciò che praticano gli *Edili* non è una concezione forte dell'allineamento; quella, per intenderci, secondo cui una via (come nella Doragrossa), da un capo all'altro perfettamente rettilinea e di larghezza costante, trionfa inflessibilmente sull'accidentalità urbana. Ma piuttosto una concezione dell'allineamento essenzialmente debole e minimale. Il *Congresso*, fin dal principio, s'è dato una regola tassativa: evitare «il pregiudicio de' Particolari già possessori di case in buon stato» [112]. L'imperativo non è regolarizzare, ma «regolarizzare al più possibile» [113]. In altre parole, in un allineamento restan fissi i rettifili delle case di più recente costruzione. Le rimanenti fabbriche ruotano, avanzano o arretrano, adattandosi a quei caposaldi quanto basta per determinare almeno la continuità parietale dell'isola. Risultato: l'asse della contrada non è una retta ma una spezzata; e la larghezza della via varia persino all'interno di ciascuno dei suoi tronchi.

Come non può esserci fabbrica senza allineamento, così non c'è allineamento

---

[110] Un caso significativo: l'ingegnere militare Rombò esprime parere favorevole all'innalzamento d'una casa prossima alla fortificazione, purché in essa si «seguiti l'ordine per la simmetria nell'aperture, e gusaccia della fabbrica» attigua (ASCT, *Collezione X*, n. 14, 13 ottobre 1758).

[111] *Ibid., Ordinati*, vol. 295, 16 dicembre, tra le cc. 60 e 61.

[112] *Ibid.*, RE., 15 maggio 1775, c. 9*r*.

[113] *Ibid.*, 10 agosto 1779, c. 29*r*.

senza fabbrica [114]. Il *Congresso*, con gran scandalo degli architetti dell'età napoleonica, non si preoccupa minimamente di studiare un piano generale delle opere di rettilineamento. Risponde soltanto, volta a volta, ai casi particolari che gli vengono sottoposti. L'allineamento studiato interessa sempre solo un intorno limitato (quello strettamente necessario) all'immobile da allineare. Il resto verrà poi, «allorquando si presenterà l'occasione», vale a dire quando altri proprietari chiederanno gli allineamenti successivi [115]. Concezione flebile dell'allineamento, ma anche flessibile: il *Congresso* è disponibile a ridiscutere ciò che è già stato deciso per conciliarlo con la convenienza di chi deve fabbricare. È il caso d'un allineamento forte come quello juvarriano di via Porta Susina: pur d'incitare i proprietari ad allinearsi, gli *Edili* non esitano a ridurre la larghezza dei due primitronchi della contrada, verso via Porta Palazzo, di m 1.75 [116]. Infine, c'è allineamento e allineamento: una gerarchia dipendente dalle «circostanze de' siti», dalle «convenienze possibili delle case circonvicine», dal vantaggio «di chi deve fabbricare», oltreché «dal publico concorso» a cui è necessario dare sfogo [117].

A conferma della regola, una sola eccezione. Nel 1785, per ultimare il rettilineamento della via che dalla piazza del Corpus Domini tende alle torri palatine, gli *Edili* eran stati costretti a cimentarsi, una buona volta, col problema di come trasformare la zona più intricata e anomala della vecchia Torino. Il crocevia cioè della Corona Grossa, a cui facevan capo, in guisa di altrettanti crepacci, ben cinque irregolari contrade. Le conclusioni, una volta tanto, erano state radicali: raddrizzare la via angusta e oppressa dal «gran traffico» che con andamento falcato collegava la piazza del Duomo con S. Domenico; creando altresì «per maggior decoro... e commodo del pubblico» una piccola piazza alla Corona Grossa. Ciò che avrebbe implicato il troncamento di almeno quattro isole a l'avanzamento di altre due [118]. Proposta audace, che pure incontra il beneplacito del sovrano. Un taglio siffatto, tuttavia, non può aver luogo a tappe. Avanzamenti e arretramenti degli immobili ricostruiti devono esser quasi tutti

---

[114] Problema insolubile: come comportarsi dove non ci sono case e quindi non c'è allineamento? Ad una richiesta di edificazione fuori la porta di Po, «trattandosi di una casa in un sito, in cui non si è ancor prescritta una fabbricazione regolare, nè fissato per conseguenza alcun allineamento», il *Congresso* «ha creduto di dover prescindere dal dare il suo sentimento sopra la medesima senza però impedirne l'esecuzione» (*ibid.*, 1 luglio 1791, c. 104*v*).

[115] *Ibid.*, 26 aprile 1786, c. 66*v*.

[116] *Ibid.*, 16 giugno 1774, c. 5*v*.

[117] *Ibid.*, 20 gennaio 1782, c. 48*r*.

[118] *Ibid.*, 17 maggio 1785, c. 63*r* e *v*.

simultanei; pena l'occlusione a tempo indeterminato della vecchia via, senza che i segmenti della nuova possano in qualche modo sostituirla. Donde la necessità, com'era avvenuto per i grandi allineamenti (dalla via di Doragrossa alla piazza Palazzo di Città), di incitamenti e incentivi per i proprietari, e di un modo per risolvere alla spiccia i conflitti che sarebbero insorti fra costoro. Il *Congresso*, quindi, manifesta al re l'opportunità che «l'esecutiva» di questo allineamento venga attribuita «alla delegazione di Doragrossa» [119]. Ma a questo punto il sovrano temporeggia; e il progetto, che avrebbe coronato la prassi delle rettilineazioni, finisce col restare senz'esito.

Concezione della città dunque, quella del *Congresso*, d'un glaciale realismo. Gli interventi sulla Torino più antica — gli *Edili* non sembrano aver dubbi in proposito — non possono superare un certo limite, pena il fallimento. Progetti eccessivamente ambiziosi, col comportare troppi vincoli, raffreddano la propensione dei proprietari a edificare, e proprio nel momento in cui, per l'irrefrenabile popolamento della capitale, la carenza di abitazioni diventa ogni giorno più grave. Meglio appagarsi allora di progetti minimali e flessibili, che per esser poco onerosi per i proprietari presentano maggiori possibilità di successo. E del resto, imprigionata com'è nella cerchia opprimente dei *remparts*, Torino appare condannata a crescere indefinitamente su se stessa. Lungi dal renderla meno soffocata, si tratta semmai di riempirla ancor di più. Non ci si deve illudere. La città non c'è modo di trasformarla nella sostanza, di renderla insomma diversa e più vivibile; si può soltanto migliorarla moderatamente nell'apparenza. Ogni altra possibilità è scartata dagli *Edili* come puramente chimerica. Ecco perché costoro allo studio d'un piano generale contrappongono ostinatamente la prassi del caso per caso. Un piano generale ha infatti di mira il ripensamento della città come organismo, come totalità. Ciò che implica la persuasione che la città sia suscettibile di modificazioni sostanziali e radicali. Ecco perché, ancora, nei pareri del *Congresso* invano si cerca traccia, almeno fino al 1791, d'una qualche preoccupazione per la salubrità, per la qualità della vita degli abitanti [120]. Quando il re gli sottopone il progetto di ingrandimento del Palazzo Madama, agli *Edili* non passa neanche per la testa di manifestare al sovrano l'inopportunità di invadere con quelle megalomani addizioni, fino a soffocarla, la piazza

---

[119] *Ibid.*, 20 agosto 1785, 16 aprile 1787, 22 gennaio e 16 febbraio 1788, cc. 63*v*-64*r*, 72*r* e *v*, 78*r* e *v*, 81*r*.

[120] Una proposta di restringimento di via Porta Susina è bocciata non per motivi igienici, ma perché limiterebbe «il pubblico transito» e sarebbe «fuori di proporzione» coll'altezza delle case (*ibid.*, 22 marzo 1778, c. 23*v*).

Castello [121]. E ad una supplica per collocare un baraccone in uno degli angoli dei portici di via Po, sebbene ad analoghe domande i vicari per decenni si fossero caparbiamente opposti, essi non soltanto l'accolgono come lodevole, auspicando di vederne sorgere altri in ogni angolo della via, ma si chiedono addirittura «se non sarebbe spediente, ed utile il formare simili baracconi alternativamente ogni tre, o quattro archi otturando un'arcata» [122]. Insomma, che la città sia fitta, compatta, gremita all'inverosimile appare, manifestamente, al *Congresso* più che un limite deplorevole, un valore auspicabile.

Esteriore buon ordine delle fabbriche — Città sostanzialmente immutabile, s'è detto; la cui apparenza però è suscettibile di perfezionamento. Ecco allora, da parte del *Congresso*, un controllo della forma degli edifici che non potrebbe esser più meticoloso, ostinato, intransigente. D'una cosa gli *Edili* son certi: «regolarità e simetria» della capitale, «tanto da tutti comendata», costituiscono il connotato più specifico, addirittura strutturale, della città [123]. L'obiettivo che si prefiggono, sin dal principio, è dunque quello di realizzare fino in fondo codesto carattere originale. E in modo tale che integrazioni, migliorie, rinnovamenti — l'inesausto lavorio edilizio insomma che trasforma nell'intimo (lentamente, in modo quasi impercettibile, ma inesorabilmente) ogni città — lungi dall'essere di pregiudizio, creino piuttosto là dove mancano, completino all'occorrenza, ricostituiscano o rafforzino compattezza, omogeneità, coerenza che caratterizzano Torino. Come se, diversamente da ogni altra città del mondo, un'unica mano, diretta da un'invariabile intenzione, la plasmasse e riplasmasse da cima a fondo. Ogni progetto edilizio è quindi sottoposto ad un esame scrupoloso e severo; e proprio nell'ambito della forma e dello stile che dovrebbe essere di esclusiva pertinenza del suo autore. Esame attivo, creativo: ogni progetto, quasi fosse soltanto un mero canovaccio, è per così dire riprogettato, modificato, emendato senza pietà, ricondotto inflessibilmente nell'alveo di quella che per gli *Edili* è l'ortodossia architettonica [124]. Da costoro, i profes-

---

[121] *Ibid.*, 10-15 maggio 1788, cc. 84*r*-88*v*. Stesso atteggiamento, per quanto riguarda l'intenzione d'ingombrare piazza Carlina con quattro ulteriori immobili (*ibid.*, 8 maggio 1778, c. 24*r* e *v*).

[122] *Ibid.*, 10 agosto e 6 dicembre 1781, cc. 40*r* e 47*v*.

[123] *Ibid.*, 19 dicembre 1779, c. 31*r*. Regolarità e simmetria «ottenuta coll'unico mezzo della rigorosa osservanza degli Ordini Regj emanati a questo lodevole oggetto, dalle quali, quant'anche per poco si traviasse, non è più possibile il conseguirne il fine proposto».

[124] Un progetto è approvato solo se «ritrovato secondo le regole» (*ibid.*, 3 gennaio 1788, c. 76*v*). Altrimenti, le correzioni piovono. Esempio: al progettista della fronte di S. Rocco (T. Beria) è ingiunto di «diminuire la tropa altezza de' zoccoli», collocare «le colonne dell'ordine inferiore...

sionisti torinesi son trattati alla stregua di discepoli riottosi e immaturi, da sorvegliare e tenere costantemente a freno. Ma oltre a reprimere le licenze degli altri, il *Congresso* soffoca anche quelle dei suoi membri. In esso, per volere del sovrano, una nuova prassi s'afferma: quella della progettazione anonima, collettiva. E non solo nella sfera urbanistica, ma altresì nella sfera architettonica. Dando luogo a progetti a più mani, in cui, ancora una volta, l'individualità è conculcata, e la norma trionfa sull'eccezione [125].

Far d'ogni fabbrica, oltreché un'entità in sé decorosa [126], la parte d'un tutto perfettamente coerente: ecco il compito che il *Congresso* s'è assunto. Un edificio, anzitutto, va reso perfettamente uniforme e simmetrico. Tutto ciò che può avere di originale, di insolito, di eccezionale va attenuato, se non annichilito, onde lungi dall'isolarsi nella sua singolarità, si sussuma docilmente al contesto [127]. Un edificio, ancora, ogni qual volta se ne presenti l'opportunità, va fuso con quelli attigui, in guisa che più case ne figurino una sola. In tal modo ogni individualità è annientata nella continuità parietale dell'isola [128]. Ogni edificio, infine, deve captare dal contesto, per amplificarlo ed esaltarlo, ogni abbozzo di uniformità (nell'altimetria come nei partiti architettonici) onde sulla pur

---

alla distanza non meno di un diametro dalle esistenti col restringimento della lezena laterale ad un solo quarto», «ingrossarsi li stipiti della porta grande in non minore facciata della sesta parte del vano della porta», «supprimersi unitamente alle fiaccole» il frontespizio (*ibid.*, 13 febbraio 1780, cc. 32*v* -33*v*). Qualche tolleranza, solo là dove non è possibile fare altrimenti: il prospetto di casa Villa che si sovrappone ad un preesistente edificio è accolto «non ostanti le irregolarità, che corrono tra un paviglione, e l'altro probabilmente causate dalle distribuzioni interne della fabbrica vechia» (*ibid.*, 29 giugno 1780, cc. 34*v* -35*r*).

[125] È il caso delle quattro isole che avrebbero dovuto ospitare, in piazza Carlina, i mastri vellutai (*ibid.*, 8 maggio 1778, c. 24*r e v* - cfr. U. BERTAGNA, *Il regno di Vittorio Amedeo III...* cit., pp. 1029-1034). Il *Congresso* era stato incaricato dal re di proporne il disegno non solo della pianta, ma anche «a riguardo dell'elevazione, ed ornato» (ASCT, RE., lettera della Segreteria di Stato, 1 novembre 1777, c. 21*r*).

[126] L'uso di bussole per latrina nelle fronti principali delle case è rigorosamente bandito, «in vista del decoro della Città» (*ibid.*, 13 marzo 1777, c. 17*r*). E anche un casotto come quello per il «partitore» delle acque va «portato a quel decoroso aspetto della Contrada» che deve patirlo (*ibid.*, 19 dicembre 1779, cc. 31*v* -32*r*).

[127] Un esempio solo fra i molti: «si riducano li quattro lucelli... in figura quadrata con il... frontespizio sopra li medesimi secondo il solito praticarsi» (*ibid.*, 20 agosto 1785, c. 64r). Eccezione inspiegabile: il gran frontone del palazzo Morozzo di Bianzé (opera di Bertotti Scamozzi), che lo isola dalle case vicine, esempio unico, ch'io sappia, nell'architettura privata della Torino barocca, approvato dal *Congresso* senza batter ciglio (*ibid.*, 7 maggio 1789, c. 90*v* - cfr. U. BERTAGNA, *Il regno di Vittorio Amedeo III...* cit., pp. 1067-1068).

[128] Per la casa Gay gli *Edili* impongono di «osservare rigorosamente tutti li ornati già stati praticati» nella attigua fabbrica (ASCT, RE., 25 novembre 1786, c. 68*v*).

necessaria varietà possa prevalere incontrastata l'unità [129]. L'adeguazione al contesto è il problema certamente più difficile e delicato, per la pluralità delle situazioni, ciascuna con un peso specifico proprio, a cui è giocoforza volta a volta sottostare. Ogni nuovo edificio prende dunque spunto dall'intorno; e divenuto a sua volta parte di esso, interferirà sulle trasformazioni che seguiranno. Un esempio, l'ingrandimento del palazzo civico che ha luogo a partire dal 1787, chiarirà meglio le cose.

Trattandosi di «fabbrica cospicua, che tramedia due contrade dei principali allineamenti» (di Doragrossa e di Porta Susina), gli *Edili* non hanno dubbi: i nuovi edifici dovranno «avere la facciata di aspetto uniforme». Ma a questo punto, un problema. Le nuove costruzioni partecipano di tre differenti contesti: appartengono ad un'isola già fabbricata in via Doragrossa e, in parte, su piazza Palazzo di Città, e fronteggiano, su via Porta Susina, un isolato ad architettura uniforme, sebbene solo parzialmente edificato. Non potendo ciascuna faccia dell'isola sottostare autonomamente alle sollecitazioni del suo immediato intorno, pena l'incoerenza, come dovrà comportarsi il progettista? Di nuovo, il *Congresso* è categorico: chi comanda è l'architettura dell'allineamento principale, vale a dire quella del padiglione d'angolo di via Doragrossa, che appartiene al marchese Operti. Tal padiglione verrà allora riproposto all'estremità opposta, su via Porta Susina. E il corpo di fabbrica intermedio (siamo su via Bellezia), anch'esso in parte dell'Operti, sarà modellato «uniformando le aperture... secondo le convenienze della Città, ma conservando li ornati già fissati di Dora grossa», e disponendole «simetricamente». Operti, allorché a sua volta riedificherà, si dovrà strettamente attenere a quella disposizione. Sulla via di Porta Susina il padiglione risvolta, imponendo così la prosecuzione dell'ordine e degli ornati di via Bellezia (ossia di Doragrossa), «lasciando sempre la distribuzione delli vani tramedianti, simetricamente disposti secondo le convenienze della Città». Più difficile da risolvere, infine, l'angolo verso piazza Palazzo di Città, ove i nodi, finora differiti, vengono al pettine. Colà, due differenti e irriducibili configurazioni formali si scontrano. Per buona sorte però, proprio in quell'angolo deve trovar posto la nuova torre civica. Il *Congresso* la usa allora come elemento autonomo di separazione: dovrà

---

[129] Tre esempi. Il cornicione «anderà a riscontrare il già fatto della casa Ferreri» (*ibid.*, 17 agosto 1778, c. 25*r* e *v*). Abbaino autorizzato, purché nel suo disegno s'osservi «il già praticato negli altri in essa contrada» (*ibid.*, 4 settembre 1780, c. 36*v*). Nel convento dei Trinitari «si osserverà la medesima altezza, ordine, e distribuzione già stabilita nella casa per i... mastri fabbricatori di stoffe» (*ibid.*, 10 maggio 1784, cc. 56*v* -57*r*).

«assolutamente essere corpo distinto, e di diversa architettura da tutto il resto del fabbricato, ... risaltando nelle strade proporzionatamente» [130].

Insomma, per il *Congresso* la città ha ormai raggiunto una configurazione talmente coerente da non poter più subire innovazioni. Questa configurazione va difesa a qualunque prezzo, assecondata, perfezionata attraverso graduali messe a punto incrementali, attraverso un diuturno, paziente, trepido lavoro di cesello. Ed è grazie a quest'opera oscura e ostinata, alla quale con altrettanto zelo cooperano, nella loro più ristretta sfera operativa, gli architetti del Vicariato, anch'essi preoccupati di tutelare la «dovuta simmetria» della capitale [131], che Torino ha raggiunto la sua straordinaria coesione architettonica.

Se adesso, dopo la lunga duplice diversione, ritorniamo al punto di partenza, ed esaminiamo il decreto della Commissione esecutiva che ripristinava l'estinto *Congresso*, il suo contenuto acquista tutt'altra pregnanza. Il preambolo, intanto: «se in ogni saggio governo si deve avere un conveniente riguardo alla vaghezza, e regolarità dei fabbricati, dalle quali e maggior salubrità, e più esatta pulizia, ed una onesta compiacenza ne deriva nell'animo degli abitanti, questi motivi hanno da essere di tanto maggiore rilievo negli stati repubblicani, in cui le cose pubbliche non sono più il patrimonio di una famiglia, ma di tutti i cittadini» [132]. Di Torino, dunque, vanno accresciute la bellezza e la regolarità perché da esse dipendono l'ordine e la proprietà della capitale e soprattutto il benessere dei suoi abitanti. Bellezza e regolarità devono trionfare in Torino non più per tener alto il prestigio del sovrano che l'ha in pugno, ma per migliorare coloro che l'abitano. Miglioramento fisico, certo; ma anche miglioramento morale. La città e l'architettura, così come l'intendono illuminismo e neoclassicismo, sono infatti risorse potenti per trasformare i costumi dei cittadini. Una città razionale e un'architettura depurata educano gli abitanti, ne rimodellano l'animo, ne

---

[130] *Ibid.*, 23 marzo, 19 aprile, 31 maggio 1787, cc. 70*v* -71*v*, 73*r* e *v*, 74*r* e *v*. Cfr. U. BERTAGNA, *Il regno di Vittorio Amedeo III...* cit., 1059-1066.

[131] Spetta ai periti del Vicariato, «a termini degli ordini Regj», l'invigilare onde le opere edilizie «vengano fatte con le dovute cautelle, acciò non succedano inconvenienti a danno del pubblico», e «si conservi dai proprietarj delle case la dovuta simetria» (ASCT, *Vicariato*, n. 376, 24 febbraio 1796). Sulla prassi di costoro, altrettanto ostinata e forse ancor più incisiva di quella degli *Edili*, per la mole di minute trasformazioni edilizie che governano, cfr. *ibid., Collezione X*, n. 51, *Vicariato*, nn. 376 e 399.

[132] *Raccolta di leggi, decreti, proclami, manifesti, ec. pubblicati dalle Autorità costituite,* Torino, Davico e Picco, 1800-1814 [d'ora in poi *Raccolta*], vol. III, 6 germile IX (27 marzo 1801), pp. 272-273.

dirozzano i comportamenti [133]. E difatti, se passiamo al decreto vero e proprio, nel ristabilito consiglio edilizio di architetti con inclinazioni tardobarocche non c'è neppure l'ombra. Ne fan parte, Luigi Bossi, Carlo Randoni e quel Ferdinando Bonsignore la cui lunga e prestigiosa esperienza romana, dal 1783 al 1797, ne aveva fatto in patria l'alfiere del rinnovamento architettonico e l'indiscusso caposcuola del neoclassicismo piemontese [134].

Otto giorni dopo il decreto dell'Esecutiva, un manifesto del *Consiglio degli edili* specifica le incombenze della rinnovata istituzione. Chiunque — vi si legge — «vorrà in avvenire costruire nuove fabbriche, od in qualunque modo mutare faccia, o fare innovazioni esteriori alle già esistenti, dovrà presentarne il disegno al consiglio degli edili, per ottenerne l'opportuna approvazione». Alla oscura segmentazione delle competenze edilizie fa ora riscontro la massima concentrazione: ci si rivolge direttamente al *Consiglio*; ed è il *Consiglio* stesso che concede le licenze edilizie. Gli *Edili* manifestano poi la loro intenzione di porre ordine nel caos di norme e prescrizioni concernenti l'edilizia, l'igiene e la polizia urbana, formando un nuovo regolamento. E invitano inoltre «tutti i cittadini che volessero proporre qualche utile idea tendente ad accrescere la bellezza e salubrità di questo comune, a comunicar i loro progetti al consiglio che terrà sempre in pregio i lumi de' suoi concittadini». Presa d'atto della nascita d'una vivace opinione pubblica sensibile ai problemi dell'abbellimento di Torino [135]. «Accrescere la bellezza e la salubrità del comune»: si direbbe che per i membri del *Consiglio* la città, per la prima volta, appaia cedevole e plasmabile come se fosse di cera.

In effetti, in soli due anni, Torino è completamente mutata. E con essa, inevitabilmente, anche le idee degli intellettuali torinesi sul suo futuro. È bastato un decreto del primo Console, e lo sterminato anello della fortificazione che imprigionava la capitale, formidabile dispositivo di difesa che sembrava dover sfidare i secoli, come d'incanto è sparito. (C'è stata, anche nell'urbanistica, una «rivoluzione passiva»). E con le muraglie e i terrapieni sembran

---

[133] Una convinzione siffatta ha vita lunga. La ritroviamo in DUBOIN: le provvidenze di carattere edilizio — egli scrive — «si estendono utilmente alla vaghezza e simmetria esteriore delle case, pel decoro delle città, *e per l'influenza che la bellezza d'ogni genere esercita sull'incivilimento dei costumi*»; (t. XIII, p. 905, corsivo ns.).

[134] *Raccolta*, vol. III, pp. 272-273. Sommarie notizie su costoro in C. BRAYDA - L. COLI - D. SESIA, *Ingegneri e architetti...* cit.; *Schede Vesme*, Torino, 1963-1968; *Dizionario biografico degli italiani*, Roma. Fan parte inoltre del *Consiglio* il membro del Governo incaricato della polizia, Piossasco (che ne è il presidente), e i membri della Consulta F. San Martino La Motta e La Villa.

[135] *Raccolta*, vol. III, 14 germile IX (4 aprile 1801), pp. 278-279.

cadute di colpo anche tutte le barriere mentali che s'opponevano alla riforma razionale della città. Ciò che solo qualche anno prima si riteneva impossibile, pare adesso a portata di mano. La creatività utopistica, che fin dall'anno VII aveva messo radici in Piemonte, ora letteralmente esplode. Non si parla più di saturare la città; si pretende invece di aprirla all'aria e alla luce e, addirittura, di diradarne il contenuto. Si disostruiscono le contrade, i baracconi vengon rimossi; e si vorrebbero atterrare intere isole per dar respiro alle zone urbane più soffocate. Non si esita neppure a suggerire l'abbattimento del palazzo Madama (per cominciare, lo si libera dai fabbricati che l'affiancano, facendo una buona volta di piazza Castello un unico invaso). Si abbozza un programma di riorganizzazione funzionale della città mettendo a frutto gli edifici regi (ora demaniali) e i grandi immobili conventuali incamerati. Con l'interno (e non potrebbe essere altrimenti) l'urbanistica utopica investe anche l'esterno della capitale. Van sistemati i terreni emancipati dalla fortificazione; si vuol affondare Torino nel verde; e come se non bastasse, dilatarla verso il Po. E tutto ciò da effettuarsi non nei termini della vecchia prassi dei piani parziali e discontinui, ma in modo tale che fra interno ed esterno esista «unità ed armonia di disegno»[136]. Vale a dire, per mezzo d'un piano generale di *abbellimento*.

Appena 23 giorni dopo l'istituzione del consiglio edilizio, la Commissione esecutiva è travolta, e il Piemonte trasformato in Divisione militare della Repubblica francese. Cosa han potuto fare gli *Edili* in un tempo così breve? Difficile dirlo. Due loro risoluzioni però ci sono note. E non potrebbero esser più significative. L'abbattimento della porta di Po, in primo luogo, l'ultimo ostacolo che si frapponeva al dilagare della città verso il fiume [137]. Il progetto di colorazione uniforme, poi, della contrada di Po [138]. Il colore degli edifici (lo si riconosce per la prima volta), così come la loro forma, non può essere abbandonato all'arbitrio dei singoli. Urbanistica audacemente propositiva; e volontà, da parte del *Consiglio*, di dominare ogni aspetto, nessuno escluso,

---

[136] *Ibid.*, manifesto della Municipalità 30 ventoso IX (21 marzo 1801), pp. 231-232. Sull'urbanistica dell'epoca francese, sommarie indicazioni in F. BOYER, *Le monde des arts en Italie et la France de la Révolution et de l'Empire*, Torino, 1969, pp. 253-262 (il capitolo è già stato pubblicato in «Mélanges en l'honneur de P. Lavedan», Paris, 1954); F. ROSSO, *Il periodo francese (1798-1814)*, in *Cultura figurativa e architettonica negli Stati del Re di Sardegna/1773-1861*... cit., vol. III, pp. 1109-1133; V. COMOLI MANDRACCI, *Torino*, Roma-Bari, 1983, pp. 93-117.

[137] *Raccolta*, vol. III, 12 germile IX (2 aprile 1801), p. 282.

[138] ASCT, *Carte del periodo francese*, 89/239, n. 6. Cfr. in proposito: F. ROSSO, *Vicende della colorazione urbana a Torino, 1801-1863*, in G. BRINO - F. ROSSO, *Colore e città*, Milano, 1987, pp. 11-14.

dell'estetica urbana. La prassi di quello che sarà, sotto l'Impero, il glorioso *Conseil des édiles* la si direbbe, a questo punto, perfettamente prefigurata.

Della creazione d'una commissione edilizia si riparla nel 1808 [139]. Torino, come ogni altra città dell'Impero di due mila anime almeno, deve munirsi (a tamburo battente, come di consueto) d'un piano di allineamento del suo interno, e altresì, per volere espresso dell'imperatore, d'un piano di abbellimento dei terreni occupati dalle atterrate fortificazioni. Il *maire*, a cui spetta procurare l'allestimento d'un progetto destinato ormai a configurarsi come il piano generale di abbellimento di Torino e del suo contorno (salubrità e abbellimento della Città sono oggetti di specifica competenza del primo cittadino), ne approfitta per istituire, il 14 settembre 1808, un *Conseil des édiles* affiancato da un *Conseil de salubrité*. Oltre a occuparsi della confezione del piano generale di abbellimento, il nuovo *Conseil* esaminerà «li progetti relativi alla soda costruzione degli edifizj, all'allineamento delle contrade, all'altezza delle case, al piantamento delle passeggiate, e generalmente all'abbellimento della città» [140]. Salubrità, abbellimento, ecco gli ideali urbani trionfanti dell'età napoleonica. Vengon chiamati a far parte del *Conseil*, con Bonsignore e Randoni, Giuseppe Cardone, Lorenzo Lombardi, architetti di provata fede neoclassica, e l'ingegnere capo dipartimentale del servizio dei *Ponts et chaussées*, il corpo prestigioso che accoglieva a quel tempo nel suo seno i più preparati ingegneri civili d'Europa [141].

Il piano generale d'abbellimento è redatto da costoro nel primo semestre del 1809. Diversamente da quelli che l'anno preceduto, tra il 1801 e il 1807, è improntato al più severo realismo, limitandosi a proporre, così come voleva il

---

[139] Nulla sappiamo sul controllo edilizio esercitato tra il 1801 e il 1808. I problemi architettonici ed urbanistici sono di competenza del *maire*, che probabilmente si avvale dell'architetto della *mairie* L. Lombardi. E, ad un livello più alto, del prefetto e dell'amministratore generale della Divisione.

[140] *Raccolta,* vol. XXIX, pp. 7-8. Questa volta, Torino era stata preceduta da Milano: il 9 gennaio 1807 un decreto di Napoleone aveva istituito una «Commissione per l'ornato della città» nei comuni di Milano e Venezia (*Bollettino delle leggi del Regno d'Italia*, Milano, parte I, pp. 9-12).

[141] *Raccolta*, vol. XXIX, pp. 7-8. Il 21 luglio 1810 Benedetto Brunati e Giuseppe Antonio Ceroni surrogano Randoni (divenuto ispettore dei beni della Corona a Parma) e Bonsignore (occupato nell'Ateneo torinese). Sugli architetti del *Conseil* cfr. la n. 134. Gli ingegneri dei *Ponts et chaussées* coinvolti sono Joseph La Ramée Pertinchamp, fino al marzo 1810, e, dal settembre 1810 in poi, Charles Mallet (su costoro cfr. L. Re, *L'opera degli ingegneri del Corps des Ponts et Chaussées a Torino...*, in «Atti e Rassegna Tecnica della Società degli Ingegneri e degli Architetti in Torino», settembre-ottobre 1981, pp. 339 e seguenti).

decreto imperiale, «embellissemens, dont l'exécution soit proportionneé aux moyens... de l'administration de la Ville»[142]. Esternamente, il piano prevede la formazione di quattro gigantesche piazze agli ingressi di Torino, collegate da viali grandiosi di circonvallazione. Un'architettura essenzialmente arborea, destinata a fasciare la città per il diporto dei torinesi, che fonde in un'unica composizione, spesso nei termini del *jardin paysage*, l'accidentato perimetro urbano e lo straordinario contesto naturale dei fiumi e della collina. Quanto al piano degli abbellimenti interni, la prassi che ne ha governato la formazione è esattamente agli antipodi di quella seguita dagli *Edili* settecenteschi. Il *Congresso* — scrivono i membri del *Conseil* — «n'a jamais calculé ses opérations, que sur des données partielles, et sur des plans séparés, et sans ensemble, ce qui a donné lieu à plusieurs fautes graves en différens tems. N'ayant donc aucune base solide dans les projets anciens; coinvaincus qu'il est impossible d'ordonner avec sagesse, et de combiner avec utilité les percemens, et les redressemens d'une Ville sans en avoir sous les yeux le plan général géométrique, nous avons pensé, que notre travail devait être précédé de la rédaction de la carte chorographique de la Ville»[143]. Su quella base esatta, gli *Édiles* han dunque modo di studiare Torino nella sua globalità, dal punto di vista funzionale, e di concertare le trasformazioni essenziali di cui essa appare suscettibile, trascurando «les projets... n'ayant pour but, que le seul embellissement sans avoir des rapports réels avec l'utilité publique»[144]. La distribuzione delle piazze, osservano, è assai irregolare. Diverse zone della città, densamente popolate e animatissime per il commercio e le attività produttive che vi si svolgono, ne sono completamente prive. Ma non basta. Il tumultuoso mercato dei commestibili di piazza delle Erbe, oltre ad essere eccentrico, deturpa e soffoca la piazza del palazzo municipale e intasa una contrada di primaria importanza come quella che incanala il traffico in partenza e in arrivo per Milano. Il *Conseil* determina allora la creazione di due nuove piazze. La prima, da ottenersi demolendo la centrale isola di S. Tommaso, allevierebbe la carente situazione igienica del fitto rione che le fa corona. Ed il gran portico per il mercato dei commestibili, che dovrebbe ospitare, consentirebbe altresì l'affrancamento della piazza Palazzo

---

[142] ASCT, *Collezione X*, nn. 2 e 3, «Déliberations du Conseil des Ediles» [d'ora in poi DE.] 25 febbraio 1809, p. 11.

[143] «Rapport du Conseil des Ediles... sur la rédaction du plan général de l'intérieur et de l'extérieur de la Ville de Turin avec les projets d'embellissement et de redressement», *ibid.*, 3 giugno 1809, pp. 23-24.

[144] *Ibid.*, p. 35.

di Città e della via Milano, con non poco profitto, in forza della sua posizione baricentrica, per i torinesi. La seconda piazza la si dovrebbe ricavare nella zona, oltremodo soffocata, dei Fornelletti, in prossimità dell'attuale via Bonelli. E ancora: il denso agglomerato d'isole cadenti, popolose, compreso fra le attuali via Palazzo di Città, Milano, XX Settembre e della Basilica, con i suoi vicoli stretti, tortuosi, opprimenti, andrebbe squarciato da vie ampie e rettilinee, per introdurvi una buona volta «la salubrité de l'air» e «une circulation facile»[145]. Quanto ai rettilineamenti, così cari ai loro predecessori, gli *Édiles* non sembrano curarsene troppo. Accettano quelli stabiliti dal *Congresso*, ma solo laddove appaiono strettamente necessari e fattibili, ossia allorché interessano stabili vecchi e di precaria struttura, di cui è prevedibile, in tempi ragionevoli, la ricostruzione.

Quando, a partire dal 1811, sotto l'urgere della crisi che travaglia il Piemonte, s'aprono gli *ateliers de charité*, per incarnare infine il piano degli abbellimenti esterni, tocca agli *Édiles* assumersi in prima persona la responsabilità di quegli immani lavori. S'occupano dei progetti, dei computi metrici, degli estimi, dei capitolati, delle specie arboree, degli espropri. Álacri, appassionati, non risparmian fatica per assicurare a quella strabiliante creazione collettiva, che è il lascito più cospicuo dell'età napoleonica in Piemonte, tutta la perfezione di cui è suscettibile[146]. E attorno e al di là dei viali, d'ora in poi, la città non potrà crescere se non in conformità di oculati piani, che precisino allineamento e forma degli edifici. Le nuove costruzioni, dichiarano gli *Édiles*, «liées intimement à la beauté de la Ville» come sono, «ne peuvent être exécutées selon le caprice du propriétaire, mais doivent être subordonnées aux formes, et au placement que le Conseil jugera convenable d'assigner»[147].

Il controllo della forma urbana. Diversamente dai loro antecessori, gli *Édiles* intendono soprattutto operare sulla realtà viva e concreta della città. Non s'appagano di esaminare dei progetti, emendandoli quanto basta; si preoccupano anzi tutto di conoscere a fondo, nella loro concretezza, gli specifici contesti entro cui le opere edilizie raffigurate in quei progetti debbono prender posto. E il loro compito, lungi dall'esaurirsi in un giudizio sul disegno presentato, seguita poi con una attiva sorveglianza del cantiere. La discussione d'un

---

[145] *Ibid.*, p. 34.

[146] Dettagliata disamina di questi lavori in F. Rosso, *Lavori pubblici e abbellimento urbano: gli Ateliers de charité, 1810-1813*, in *Ville de Turin 1798-1814*, a cura di G. Bracco, Torino, 1990, pp. 299-344.

[147] ASCT, DE., 15 novembre 1811, pp. 102-103; 27 luglio 1813, c. 90*r* e *v*.

qualunque elaborato edilizio [148] è preceduta infatti dalla nomina d'una commissione che visita la località, disegni alla mano, e riferisce poi le sue osservazioni ai colleghi. Su quel rapporto, il *Conseil* delibera. Prescrive eventuali modificazioni e precauzioni tecniche; fissa un termine tassativo (il più breve possibile) per l'esecuzione dei lavori, onde vie e piazze (specie le principali) non restino ingombrate e sfigurate dai ponteggi al di là dello stretto necessario [149]. Accerta, inoltre, l'abilità del capomastro, e affida ad alcuni dei suoi membri la sorveglianza del cantiere. Costoro dirimono gli eventuali contrasti che potessero insorgere coi vicini; procedono al tracciamento delle muraglie di perimetro; vigilano affinché le opere sian condotte «suivant les règles de l'art et les plans présentés» [150]. Infine, ragguagliano periodicamente il *Conseil* sui problemi e le difficoltà incontrate; e denunciano tempestivamente irregolarità e abusi. E tutto ciò, come se non bastasse, sotto l'occhio vigile e implacabile del prefetto dipartimentale Lameth [151]. Insomma, il *Conseil* concentra una buona volta in sé le funzioni in precedenza disperse in molte mani: quelle assolte dal vicario e dai suoi periti, dal *Congresso di architettura* e dai suoi disegnatori. Anche per l'architettura, come per l'urbanistica, il controllo emana ormai da un unico centro, secondo un concorde e coerente indirizzo.

Ma non è tutto. Gli *Édiles* non giocano in difesa, ma costantemente all'attacco. Ricusano il ruolo passivo dei loro predecessori. Non si limitano a intervenire quando li si interpella. Impietosi e zelanti denunziano al *Conseil* qualunque irregolarità, manchevolezza, abusivismo di cui giungano a conoscenza. Impazienti e ostinati, ispezionano d'ufficio, con crescente frequenza, vie e piazze principali. Azione capillare, insistente, che produce i suoi frutti. Le ingiunzioni ai proprietari per l'abbellimento delle case malandate piovono senza tregua. E con condizioni di inaudita durezza. Via via poi che la resistenza della città vien meno, gli *Édiles* si fanno più audaci ed esigenti. Ogni mezzo è lecito per costringere i proprietari riottosi a riparare, simmetrizzare, intonacare, tinteggiare le loro case, liberandole dalle impalcature che spesso e da tempo immemorabile le avviluppano impedendone il crollo. Una regola, ormai, è tassativa: quando «il y a quelque irrégularité à corriger dans les façades», nessun'opera può aver luogo su di esse, «sans qu'au préalable ces irrégularités soient corrigées» [152].

---

[148] Le domande edilizie sono rivolte al *maire*, che le sottopone all'esame del *Conseil*, di cui è presidente.

[149] ASCT, DE., 16 luglio 1811, pp. 70-71.

[150] *Ibid.*, 24 dicembre 1810, pp. 42-43.

[151] Cfr., ad es., la lettera del prefetto 19 agosto 1812, *ibid.*, c. 42*v*.

Qualunque accidente, ancorché minimo, di pregiudizio alla sicurezza pubblica (un intonaco, una cornice o un cornicione cadenti), diventa l'occasione d'una ingiunzione il cui corollario è l'abbellimento dell'intera fronte [153]. Spesso l'abbellimento d'un edificio è il movente dissimulato della misura di polizia [154]. Ma non è infrequente il caso estremo: quello d'invocare a giustificazione d'una ordinanza siffatta non più l'incolumità fisica dei cittadini, ma quella morale. Un edificio va abbellito semplicemente perché è irregolare, sconveniente; e come tale compromette l'armonia del luogo entro cui si colloca [155].

I propositi del *Conseil* si precisano gradualmente a partire dalla fine del 1809. L'edilizia langue. Ricostruzioni e sopraelevazioni delle case si contano sulla punta delle dita [156]. E su questa via il bramato abbellimento di Torino va alle calende greche. Ma tra il tutto e il niente, argomentano gli *Édiles*, tra l'attualizzazione integrale di quell'uniformità urbana che è soltanto in potenza, e l'attesa passiva d'una ripresa in grande dell'edificazione che sola la può garantire, c'è una via di mezzo. E costoro l'imboccano con impeto. Ciò che si prefiggono è semplice ma non meno ambizioso. Procurare quanto i loro predecessori settecenteschi mai s'eran sognati di fare: un abbellimento minimale ma generalizzato di Torino. Vale a dire, far sparire una volta per sempre, attraverso interventi di moderata entità alla portata di tutte le borse, ciò che nelle fabbriche del capoluogo dipartimentale spira trasandatezza, consunzione, caducità, bruttezza. In altri termini, eliminare dov'è possibile impalcature e puntelli, correggere le anomalie più vistose delle fronti, ripararne gli intonaci e tinteggiarle. Le opere maggiori e più onerose — allineamento, uniformità altimetrica, perfetta simmetria — verranno in un secondo tempo, allorché una maggior stabilità ed una più florida situazione economica invoglieranno i proprietari ad intraprenderle [157].

Di quest'impresa, in breve, ecco le tappe principali. L'esordio è del settembre 1809, quando gli *Édiles* determinano le tinte d'una casa di via Po: tinte, beninteso, «qui devront être adoptées pour toutes les maisons de la rue» [158]. Si co-

---

[152] *Ibid.*, 31 agosto 1812, c. 41*v*. E inoltre, 18 giugno e 17 novembre 1812, cc. 20*v* e 51*v*.

[153] *Ibid.*, 22 luglio 1811, pp. 77-78; 5 maggio 1812, cc. 14*r*-15*v*.

[154] È l'impressione che si ricava, ad es., in *ibid.*, 11 luglio 1812, cc. 28*v*-29*r*.

[155] *Ibid.*, 28 settembre e 5 ottobre 1812, cc. 45*r* e 48*r*.

[156] Il calcolo è presto fatto. Da quest'anno al 1814 si contano quattro riedificazioni: di due grandi immobili (la casa Garda in via Doragrossa e la casa Cardé in piazza Castello), d'una casa media e d'una piccola; e tre sopraelevazioni.

[157] ASCT, DE., 31 agosto 1812, cc. 43*r*-44*r*.

[158] *Ibid.*, 29 settembre 1809, p. 36.

lorano sempre e soltanto facciate singole. Ma quella che col *Conseil* trionfa è l'idea (assolutamente estranea al *Congresso* settecentesco) che all'armonia e alla continuità della forma debbano far complemento l'armonia e la continuità del colore. La colorazione, insomma, non è per nulla un problema interno alla singola fronte cui s'applica, come se bastasse adattarla alla «décoration d'architecture» di essa. Il suo obiettivo essenziale è garantire l'armonia cromatica dell'intera via o piazza di cui quella fronte fa parte. Il che è come dire — dacché ad ogni via e piazza, come altrettanti rami d'un medesimo tronco, fan capo altre vie e piazze — procurare «l'harmonie des couleurs» [159] dell'intera città. E anche là dove (ed è il caso più frequente) continuità e armonia della forma in tutto o in parte difettano, in attesa che i proprietari col tempo le attuino, spetterà al colore assicurare, a quelle membra difformi d'un tutto, almeno un'uniformità ed un'armonia minimali. D'ora in poi il *Conseil* non lesinerà sforzi per propagare il modello cromatico stabilito agli immobili intonacati (non molti, purtroppo) della via di Po [160].

Nel luglio 1811 gli *Édiles* approntano una prima norma su cui fondare la loro azione. In molte vie della città, osservano, ci sono case con i cornicioni pericolanti; e da tempo s'è introdotto il costume deplorevole di rappezzare porzioni di facciate senza poi ritinteggiarle o tinteggiandone soltanto le parti riparate. Ciò che produce «un effet contraire à la Symétrie et au bon gout de la décoration des Edifices». Entro due mesi dunque, questi difetti verranno emendati, e le facciate ritinteggiate interamente con i colori fissati dal *Conseil*. E da quel momento ogni opera edilizia eseguita su d'una facciata dovrà concludersi con il ritinteggiamento della medesima [161]. Il secondo passo, sul piano della normativa, è del 1812. Il pretesto: disciplinare l'impiego dei lumini in occasione delle frequenti luminarie. L'uso di accostarli alle fronti delle case cagiona l'annerimento degli intonaci, con pregiudizio «à la beauté, et à la décoration de plusieurs édifices». D'ora in poi i lumini verranno disposti su appositi telai, discosti almeno 75 centimetri dai muri. E i proprietari delle case degradate in passato dalle luminarie saran tenuti a farle ritinteggiare entro due mesi [162]. Il terzo passo, infine, sarà poi quello, come s'è detto, di subordinare l'autorizzazione di qualunque opera edilizia concernente una facciata alla preliminare eliminazione di tutte le irregolarità che essa presenta.

---

[159] *Ibid.*, 2 aprile 1812, c. 10*r*.
[160] Cfr. F. Rosso, *Vicende della colorazione urbana*... cit., pp. 16-17.
[161] ASCT, DE., 22 luglio 1811, pp. 77-78.
[162] *Ibid.*, 5 maggio 1812, c. 15*v*.

Nel 1811, ancora, la sollecitudine degli *Édiles* si rivolge alla piazza Castello. La ricostruzione della casa Cardé gliene fornisce l'occasione. Della piazza costoro determinano le tinte uniformi [163]; impongono la regolarizzazione dei baracconi che da tempo immemorabile, sul fianco meridionale, invadono le arcate delle case pregiudicando «la Symétrie de la place», e ne avversano la costruzione di nuovi [164]. La casa Cardé, posta com'è all'angolo della via Nuova, li obbliga poi, inevitabilmente, a fissare le tinte di quella via [165]. (Analogamente, la casa Pamparato, non ancora colorita malgrado le riparazioni subite, li induce a stabilire anche le tinte della via Doragrossa, su cui essa risvolta) [166]. Quest'ulteriore determinazione cromatica incita il *Conseil* a ispezionare una per una le case della via Nuova, alla ricerca d'un qualunque appiglio per procurarne a tamburo battente l'abbellimento [167]. (Non così per la via Doragrossa, i cui immobili, troppo giovani, non forniscon loro alcuna opportunità d'intervento). E non basta. L'azione degli *Édiles* dilaga sulla piazza S. Carlo: i proprietari vengono spronati a terminare una volta per tutte i consolidamenti statici dei loro palazzi per renderne le facciate «pleinement uniformes», perfezionando «une des places principales de la Ville» [168]; e più blandamente, sul successivo tronco della via Nuova. Nel 1812, all'indomani del restauro dell'edificio castellamontiano che fronteggiava il Duomo, è poi la volta della piazza S. Giovanni [169]. E nel 1813, finalmente, dopo che l'amministrazione civica ha fatto tinteggiare l'*Hôtel de Ville*, della piazza Palazzo di Città [170]. Invasi, i due ultimi, di moderata ampiezza, ove il *Conseil* miete i maggiori successi, procurandone senza troppe difficoltà l'integrale colorazione.

Insomma, non appena una propensione ancorché minima al rinnovamento edilizio si profila, gli *Édiles* si mettono in moto. Con raffiche di ingiunzioni si sforzano di moltiplicarne gli effetti. E quando un insieme uniforme pare abbozzarsi, invitano i proprietari limitrofi (di più non possono fare) a cooperare

---

[163] *Ibid.*, 4 maggio 1811, pp. 57-58.

[164] *Ibid.*, 25 ottobre e 15 dicembre 1811, pp. 101-102, 105-106; 2 aprile e 5 maggio 1812, cc. 10*v*, 14*r* -15*r*.

[165] *Ibid.*, 4 maggio 1811, pp. 57-58.

[166] *Ibid.*, 2 aprile 1812, c. 10*r* e *v*.

[167] *Ibid.*, 2 aprile, 2 e 5 maggio, 18 giugno, 21 agosto 1812, cc. 10*r* e *v*, 13*r*, 14*r* -15*v*, 23*v* -24*r*, 35*r* e *v*.

[168] *Ibid.*, 5 maggio e 11 luglio 1812, cc. 14*r* -15*r*, 27*r* e *v* e passim.

[169] *Ibid.*, 21 agosto e 28 settembre 1812, 29 aprile 1813, cc. 37*v* -38*r*, 46*r* e *v*, 85*v* -87*r*.

[170] *Ibid.*, 27 luglio, 10 e 25 agosto 1813, cc. 92*v* -94*r*, 95*v*, 99*r*.

per completarlo o allargarlo [171]. Evidentemente, là dove non c'è modo di emettere ingiunzioni per motivi di sicurezza, e dunque d'estendere quanto basta la porzione di via o piazza abbellita, l'operazione rimane bloccata all'infruttuoso stadio iniziale. Come in via Po, ove gran parte delle case sono al rustico e non è facile coinvolgere i proprietari negli onerosi lavori di intonacatura, fino a render continuo un abbellimento inevitabilmente polverizzato e disperso [172].

C'è una sorta di furore, di impazienza febbrile nell'operosità che il *Conseil* dispiega, in lotta contro il tempo, per procurare l'abbellimento totale di Torino. Quel furore e quell'impazienza che animano del resto ogni impresa dell'età napoleonica. L'attivismo di cui gli *Édiles* danno prova è impressionante. Tra lo scorcio del 1808 e lo scadere del 1813 si radunano ben 82 volte, discutendo almeno 359 questioni (il *Congresso* settecentesco, in 26 anni s'era radunato 111 volte ed aveva emesso 224 pareri). All'occhio di costoro, nulla sfugge. Non c'è dettaglio concernente la città, per minuto che sia, che non reputino degno del loro interesse [173]. Ed è solo per la brevità del tempo accordatogli dal destino che il loro ambizioso progetto totalitario resta soltanto allo stadio — peraltro fecondo — di abbozzo.

Un ultimo problema: come s'atteggiano gli *Édiles*, ferocemente neoclassici quali sono, nei confronti della città barocca? Analogamente ai loro antecessori settecenteschi, votano interamente se stessi al perfezionamento di quella simmetria e uniformità in cui anch'essi ravvisano l'essenza più autentica della forma urbana torinese [174]. Da questo punto di vista, l'obiettivo è dunque il medesimo. E a giusto titolo possiamo considerare il *Conseil* l'erede, altrettanto rigoroso e ostinato del *Congresso*. Questo fine comune tuttavia, esso intende

---

[171] I proprietari aderiscono di buon grado alle ingiunzioni di ritinteggiamento. Non altrettanto quando si tratta di lavori più onerosi riguardanti la simmetria delle fronti. Cfr. ad es., *ibid.*, 17 novembre 1812, cc. 50*v* -51*v*.

[172] Cfr. F. Rosso, *Vicende della colorazione urbana...* cit., pp. 14-22, con allegata la documentazione completa.

[173] Persino le proliferanti insegne dei vari mestieri, delle quali gli *Édiles* determinano ubicazione, forma, dimensioni e talvolta addirittura le parole con cui esprimerne concisamente e correttamente il messaggio. Cfr. ASCT, DE., 25 agosto e 25 settembre 1813, cc. 97*r* e *v*, 107*r* e *v*.

[174] Due esempi fra i molti. Scarampi di Pruney è autorizzato a ingrandire le finestre al piano terra della sua casa, purché «forme et saillie» dei davanzali «soient parfaitement uniformes à celles des fenêtres du rez-de-chaussée de la maison La Marmora existante du côté opposée de la même rue» (*ibid.*, 24 aprile 1811, p. 50). E Rignon può porre un balcone d'angolo alla sua casa, a condizione che forma e sporgenza di esso e della ringhiera corrispondano «à celle du balcon situé à l'angle de la même île donnant vers le nord» (*ibid.*, 31 gennaio 1812, c. 1*v*).

perseguirlo attenendosi inflessibilmente ad una sua peculiare regola metodica, esplicitamente enunciata fin dal principio. E a proposito proprio d'un immobile da edificare nel sacrario dell'architettura settecentesca. Nel maggio 1811, quando gli *Édiles* esaminano il progetto dell'architetto tardobarocco Carlo Bosio, per la casa che avrebbe finalmente completato, dopo 75 anni di fatiche, la ricostruzione di via Doragrossa, non esitano a bocciarlo senza remissione, «malgré, que la décoration de cette rue présente quelque part des ornemens grotesques». Ritenendo infatti essenziale «veiller à ce que les bâtimens de nouvelle construction», e in particolare «les décorations qu'on destine à toutes les parties extérieures d'un bâtiment quelconque», «portent l'empreinte du caractère, et du style perfectionné qui règne maintenant dans l'architecture» [175]. Non si tratta tanto di contrapporre ad uno stile un altro stile; ma semmai di espellere ciò che l'architettura precedente ha di eccessivo, capriccioso, bizzarro. Forme e ornati «purs et nets» debbono prendere il posto delle configurazioni «grotesques» del barocco [176]. Insomma, fra la Torino neoclassica e la Torino barocca non c'è frattura: la prima non essendo altro che la seconda purificata ed emancipata dalle intemperanze e dalle stravaganze barocche.

Ed eccoci all'epilogo della nostra storia. Nel 1812, su sollecitazione degli *Édiles* e col loro concorso, il prefetto Lameth redige un audace progetto di riforma del *Conseil* che ne estende oltre misura i compiti e la sfera di influenza. Il nuovo *Conseil des édiles* (il Governo ne approva il progetto alla fine del 1813, e il prefetto l'istituisce il 15 gennaio successivo, quando ormai l'Impero è allo sfascio) esercita la sua competenza, oltreché su Torino, sull'intero dipartimento del Po. Esamina e sorveglia tutti i lavori pubblici, di qualunque natura essi siano, che si eseguono a spese del dipartimento; e in questi stessi comuni, tutto ciò che concerne sicurezza, salubrità, abbellimento è sottoposto alla sua vigilanza [177]. Con il *Conseil des Édiles du Département*, il proposito formulato due secoli prima, di porre sotto stretta tutela la forma di Torino e del suo territorio può dirsi finalmente realizzato in tutta la sua estensione. Come volevasi dimostrare.

---

[175] *Ibid.*, 4 maggio 1811, p. 59; 21 dicembre 1812, c. 59*r*.
[176] *Ibid.*, 4 maggio 1811, p. 59; 28 settembre 1812, c. 46*r*.
[177] ASCT, *Carte del periodo francese*, 87/237, n. 24.

ANNA SAIU DEIDDA

La cultura artistica in Sardegna nell'età napoleonica

L'arrivo a Cagliari della Famiglia reale fu celebrato anche con la riedizione, dedicata alla Regina, di una incisione firmata dal cagliaritano Gioachino Corte e raffigurante la città di Cagliari protetta da Sant'Efisio durante la tentata invasione francese del 1793 (fig. 1)[1].

Questo fatto, che a tutta prima potrebbe far pensare ad una certa vivacità dell'attività artistica nell'isola, non deve trarre in inganno. Solo nel primo decennio dell' '800, e proprio in coincidenza con la presenza della Corte sabauda a Cagliari, si sarebbe assistito infatti al faticoso e lento avvicinamento

---

[1] Si tratta di una incisione ispirata all'assedio di Cagliari da parte della flotta francese, durata dal dicembre 1792 al febbraio del 1793, assedio che venne documentato da disegni e incisioni per espresso incarico del Governo (Cfr., da ultimo, A. SAIU DEIDDA, *Immagini di una battaglia: l'attacco francese alla città di Cagliari nel 1793*, in «Accademia Clementina. Atti e Memorie», XXVII (1990), pp. 137-158, tavv. 133-147). Goachino Corte, che fece incidere il suo disegno a Firenze da G.B. Cecchi, aveva partecipato alla difesa della città ed era tenente dell'Artiglieria Nazionale nel 1794 (Cfr.: ARCHIVIO DI STATO DI CAGLIARI [d'ora in poi ASC], *Segreteria di Stato, Serie I*, vol. 532, *Ordini e delegazioni*, 15 luglio, 29 luglio, 5, 6, 12, 25 agosto del 1794). L'incisione qui riprodotta porta il titolo *Caralis per integrum mensem a Gallis obsessa, Sancti Ephisii patrocinio defensa... (omissis)* MDCCXCIII. Della riedizione con la dedica alla Regina esiste una copia nella *Collezione L. Piloni* della Università degli Studi di Cagliari.

Una *Relazione del Ricevimento e Feste per l'arrivo in Sardegna delle LL.MM. il Re e la Regina, e della Reale Famiglia*, fu stampata a Torino, nella Stamperia di Ignazio Calosso sotto i portici del Teatro Regio. Datata al 1799, essa potrebbe essere più tarda, considerata la situazione politica. Da essa si ricava una immagine festosa della città di Cagliari, i balconi delle case coperti di arazzi di damasco dalla Marina fino alla strada sul Largo di Palazzo, la notte illuminata a giorno, i palazzi del castello decorati da iscrizioni fra ghirlande di fiori, nello sforzo di mascherare la angustia delle strade, la povertà essenziale delle dimore, che sarebbe stata notata ancora nel 1812 nella *Descrizione* dell'isola dovuta a F. D'Austria D'Este (cfr.: F. D'AUSTRIA-ESTE, *Descrizione della Sardegna (1812)*, a cura di G. BARDANZELLU, Roma, 1934-XII, pp. 143 e seguenti).

dei Sardi alle moderne idee sull'arte, in un ambiente che per tutto il secolo precedente li aveva visti agire solo ai margini della pratica artistica, come semplici decoratori, incaricati di opere destinate agli apparati effimeri per le feste cerimoniali civili e religiose [2], o, in quanto scultori, interessati alla ornamentazione delle architetture, all'oreficeria [3], o alla creazione di immagini sacre, come nel caso di Giuseppe Antonio Lonis (che si era peraltro formato a Napoli) per citare forse l'unico nome di un qualche rilievo artistico [4].

Secondo gli studi finora condotti su quest'argomento, infatti, le opere di pittura continuavano ad arrivare dalla Terraferma, nell'intento di ricreare in terra sarda l'ambiente piemontese, e torinese in specie [5]; solo i caratteristici

---

[2] Sia pure saltuariamente è possibile ritrovare il nome di qualcuno di questi artisti nei documenti d'archivio: un certo Padre Pioli, algherese, sovraintese alle opere di pittura necessarie alla realizzazione del mausoleo funebre per la morte della regina Anna D'Orléans nel 1723 (ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 42, ff. 52-53; *ibid., Segreteria di Stato, Serie I*, vol. 515, 2 luglio 1723). Ancora, nel 1733 il «Ristretto delle spese fattesi per il funerale di S.M. il Re Vittorio, Cagliari 24 marzo 1733» (ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 42), riporta la spesa di 334, 4 lire «per pittori, indoratori, pittura di statue, etc., ed operari di carta pesta; 1527.12.8 per cera lavorata». Un Michele Medici, è ricordato come pittore nel «Conto delle spese occorse per la formazione del mausoleo per la morte del Re Vittorio Amedeo» (1796) insieme a Raimondo e Giuseppe Frau e allo stesso Gioachino Corte, impegnati alle iscrizioni su medaglioni che furono poste nella facciata e all'interno della cattedrale di Cagliari (ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 42, f. 240). Di due pittori per apparati, i fratelli Giuseppe e Antonio Melachu, si conservano dodici disegni a penna, che servirono come bozzetto dimostrativo delle pitture che avrebbero ornato «*la machina che suele porse el el monumento de la Cathedral*» durante i periodi di quaresima fra il 1738 e il 1782 (Archivio Comunale di Cagliari [d'ora in poi ACC], *Deliberazioni dei Consigli particolari*, vol. 68).

[3] Numerosi edifici, soprattutto religiosi, completati in pieno '700 documentano un significativo processo di vernacolizzazione del repertorio barocco e rococò (Cfr. Maltese-Serra, *Episodi di una civiltà anticlassica in Sardegna,* Milano, s.d. (ma 1970), pp. 374-378). Il fenomeno è verificabile anche nell'opera degli argentieri, come dimostra l'ostensorio della Parrocchiale di Calangianus (1785) dovuto a Paolo Alfano, e in generale nella ornamentazione dell'arredo delle chiese sia nel marmo sia nel legno.

[4] Su Giuseppe Antonio Lonis cfr. G. Spano, *Guida della città e dintorni di Cagliari*, Cagliari, 1861, p. 143; A. Piseddu, *Antonio Lonis scultore sardo del XVIII secolo*, Cagliari, s.d.; M.G. Scano, *Pittura e scultura del '600 e del '700* (nella collana *Storia dell'arte in Sardegna*), Nuoro, 1991, pp. 272-277.

[5] M. G. Scano Naitza, *Momenti della cultura pittorica in Sardegna (C. Giaquinto, S. Conca, V.A. Rapous)*, in «Archivio Storico Sardo» [d'ora in poi ASS], XXX (1976), pp. 240-241; Ead., *Un dipinto di Vittorio Amedeo Rapous nell'episcopio di Sassari*, in «Annali della Facoltà di Lettere e Filosofia dell'Università di Cagliari», Nuova Serie, XXXIX (1978-1979), II, pp. 183-192; Ead., *Un accademico di San Luca in Sardegna: Pietro Angeletti*, in «Annali delle Facoltà di Lettere Filosofia e Magistero», XXXVII (1974-1975), 1976, figg. 4-5-6, pp. 299-313; Ead., *La pittura del '600 e del '700 in Sardegna*, in *Arte e Cultura del '600 e del '700 in Sardegna*, a cura di T.K. Kirova, Napoli, 1985, pp. 283-304; M.G. Scano, *Pittura e scultura...* cit., pp. 215-257.

1.

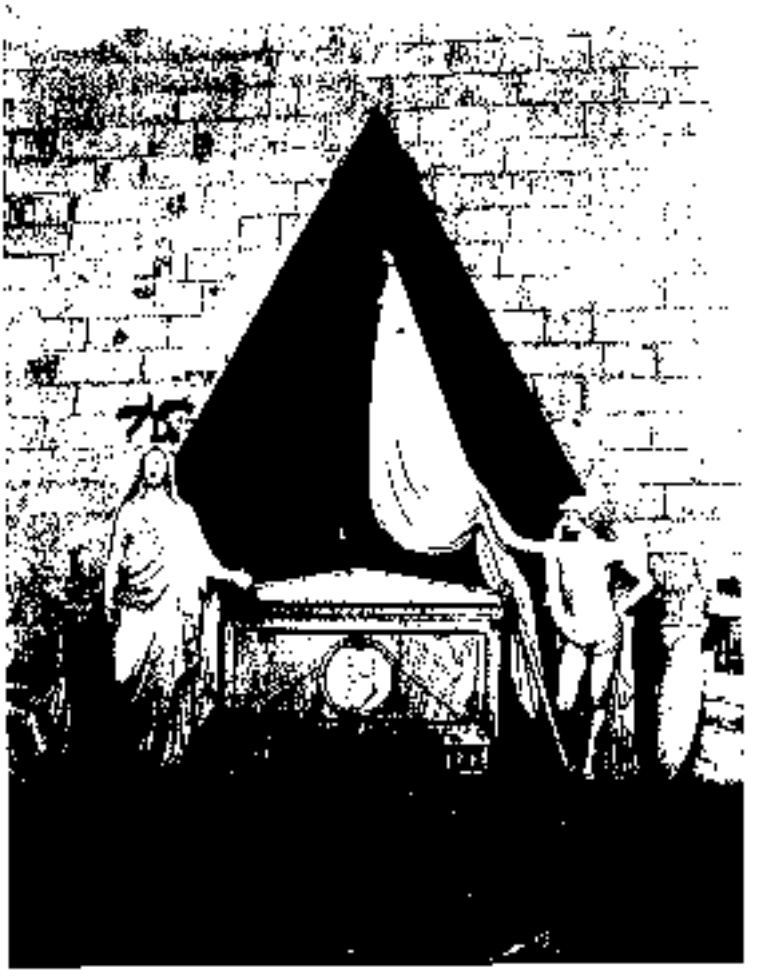


1) GIOACHINO CORTE, incisione, *Caralis per integrum mensem a Gallis obsessa* (1799).

2) F. Festa, *Mausoleo di Maurizio Giuseppe Duca del Monferrato (1807)*, Alghero, Duomo.

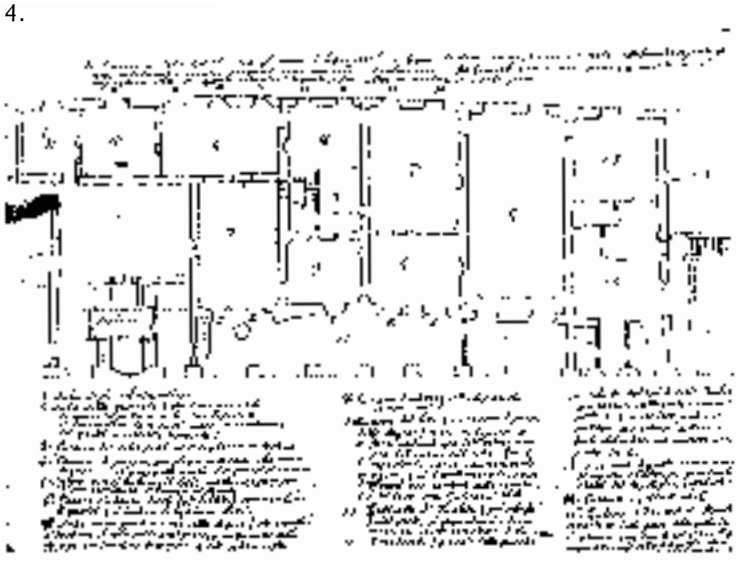
2.



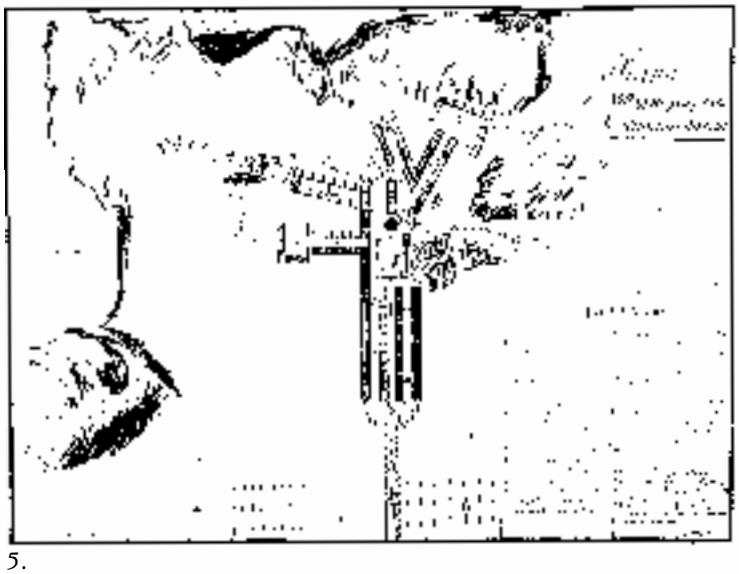


3) F. FESTA, *Mausoleo di Placido Benedetto Conte di Moriana (1807)*, Sassari, Duomo.

4.

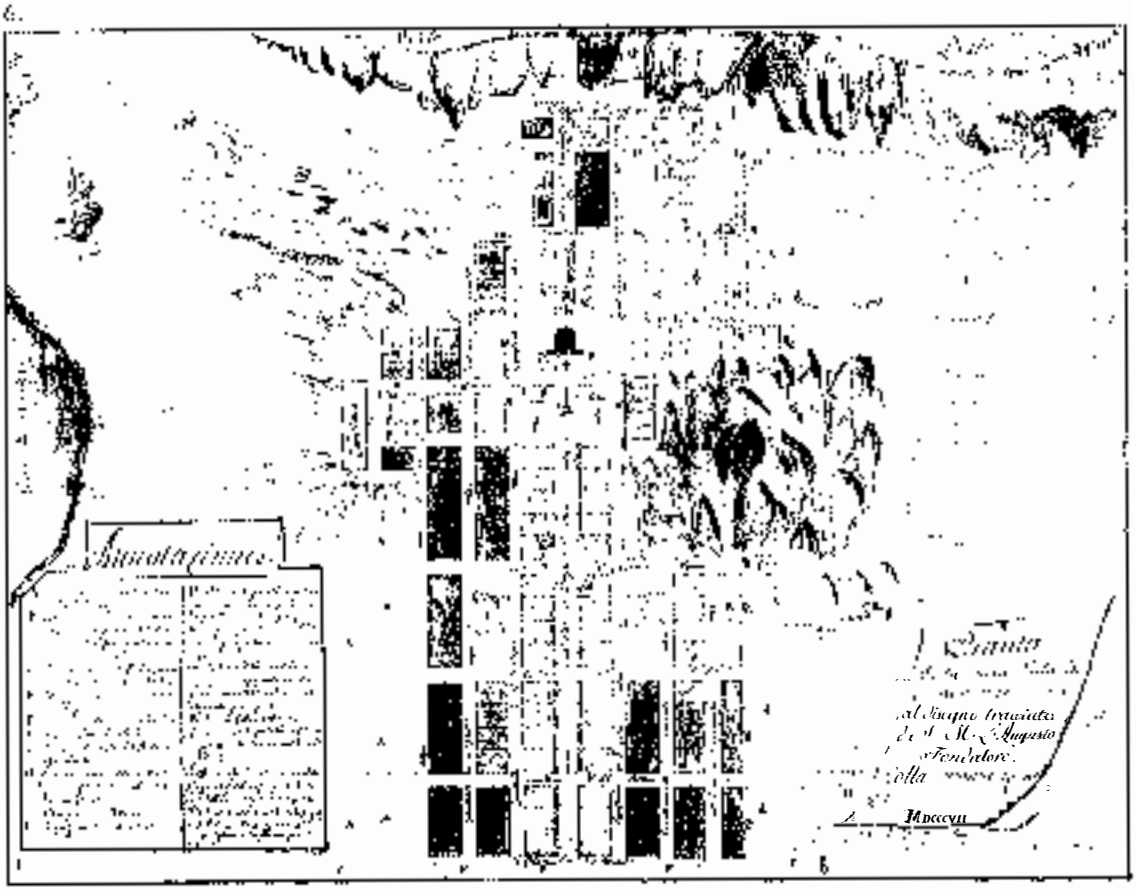


4) Pianta del Palazzo Viceregio di Cagliari (1806), Archivio di Stato di Torino.



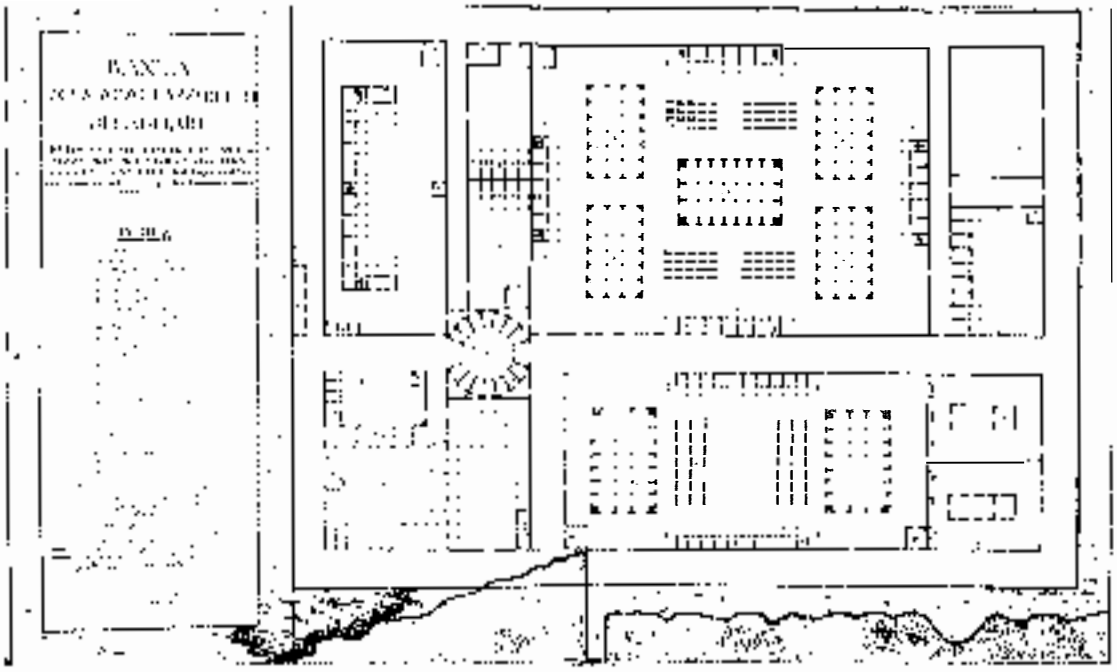
5) Disegno del Capitano Magnon per S. Teresa di Gallura (1803), Archivio di Stato di Cagliari.

5.

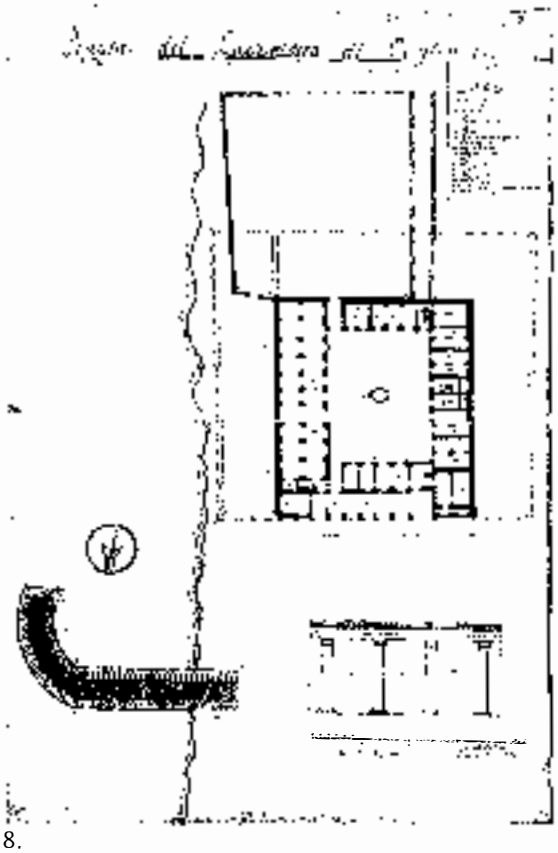


6) Piano di Vittorio Emanuele I per Santa Teresa di Gallura (1807), Archivio di Stato di Torino.

7.

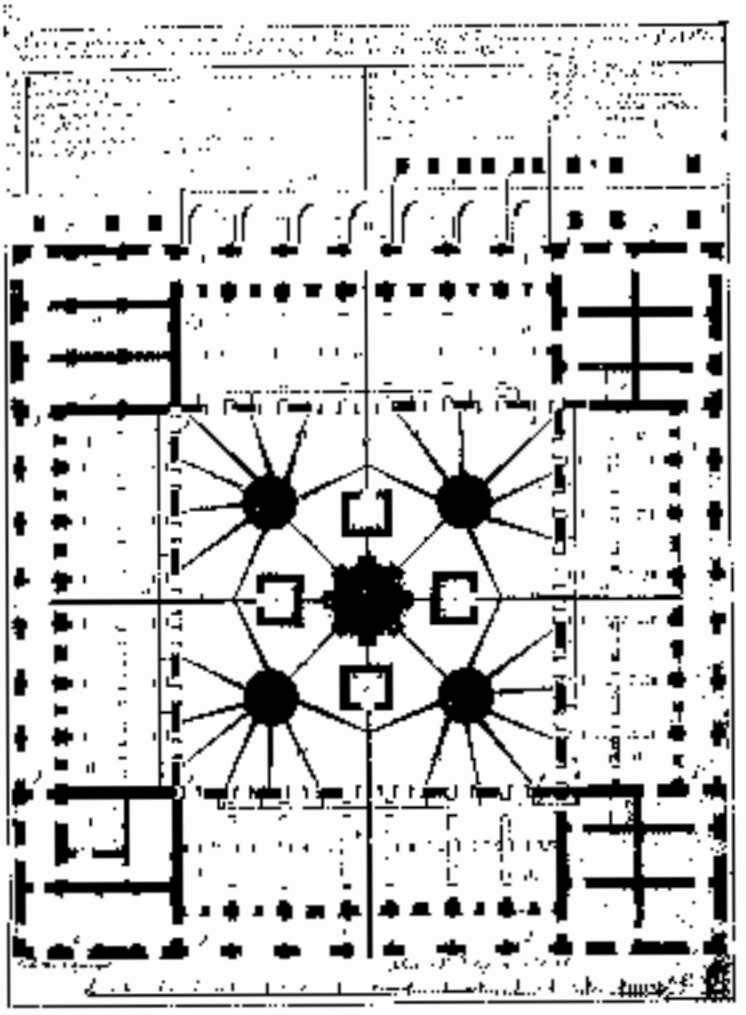


7) VITTORIO PILO BOYL, *Pianta del nuovo Lazzaretto di Cagliari (1801)*, Archivio di Stato di Torino.

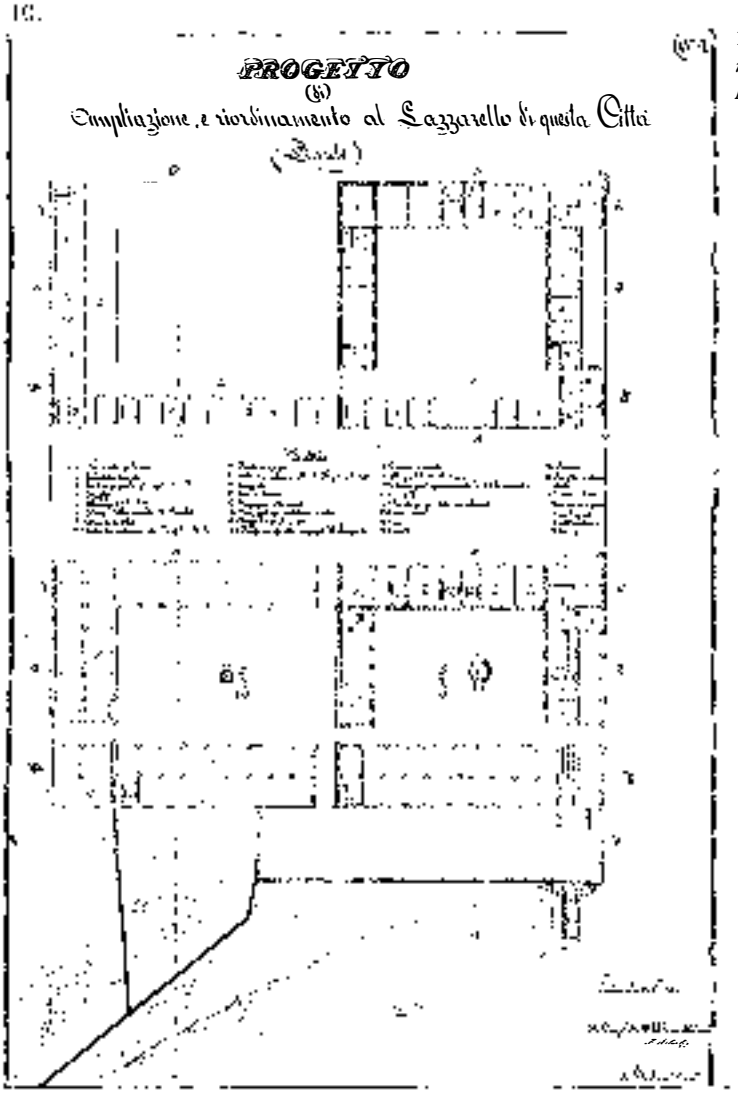


8) CARLO BOYL, *Lazzaretto di Cagliari (1818)*, Archivio di Stato di Cagliari.

8.

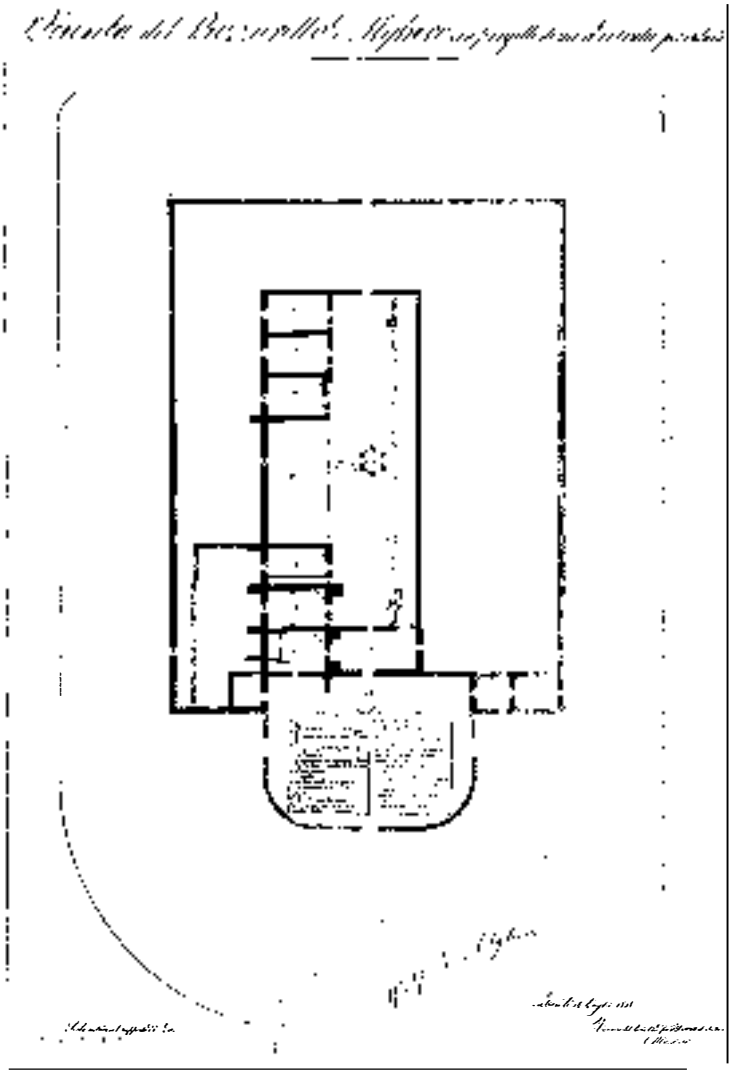


9) S. Puddu, *Progetto per lo stabilimento termale di Sardara (1806)*, Archivio di Stato di Torino.



10) D. ALBERTI, *Progetto di ampliamento del Lazzaretto di Cagliari (1833)*, Archivio di Stato di Cagliari.

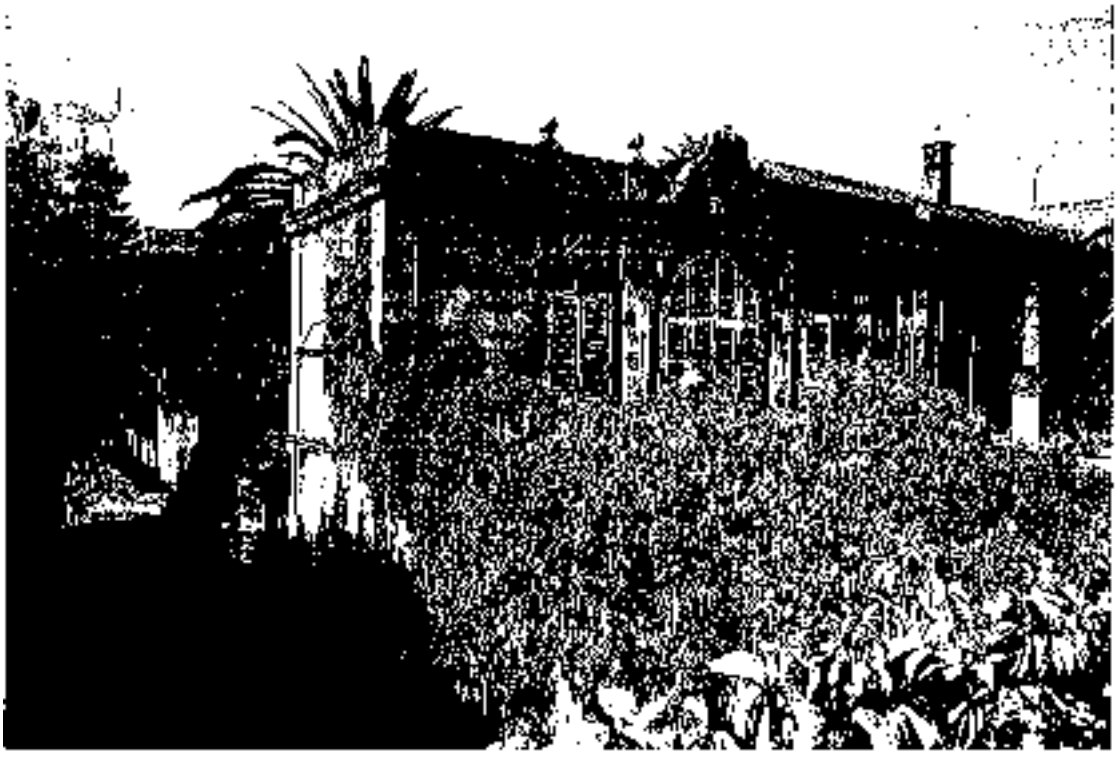
11.



11) E. MARCHESI, *Pianta del Lazzaretto di Alghero (1838)*, Archivio di Stato di Cagliari.

12) Sarroch (CA), Villa d'Orri, veduta di insieme del prospetto anteriore.

12.





13) Sarroch (CA), Villa d'Orri, dettaglio con la scala.

13.

14.



14) Sarroch (CA), Villa d'Orri, portale nella parte posteriore.

15.



15) Sarroch (CA), Villa d'Orri, prospetto posteriore con la terrazza.



16) Sarroch (CA), Villa d'Orri, prospetto posteriore.

17) Sarroch (CA), Villa d'Orri, porticato verso il giardino posteriore.



17.



18) Sarroch (CA), Villa d'Orri, giardino anteriore con la fontana.



19) Sarroch (CA), Villa d'Orri, interno, Paesaggio con rovine.





20) Sarroch (CA), Villa d'Orri, Sala cinese.

21) Sarroch (CA), Villa d'Orri, Appartamento di Carlo Felice.



22) Sarroch (CA), Villa d'Orri, Appartamento di Maria Cristina.



23.

23) Sarroch (CA), Villa d'Orri, Sala di ingresso.

24) Cagliari, Villa Pollini, Veduta di insieme.

25) Cagliari, Villa Pollini, portale principale.

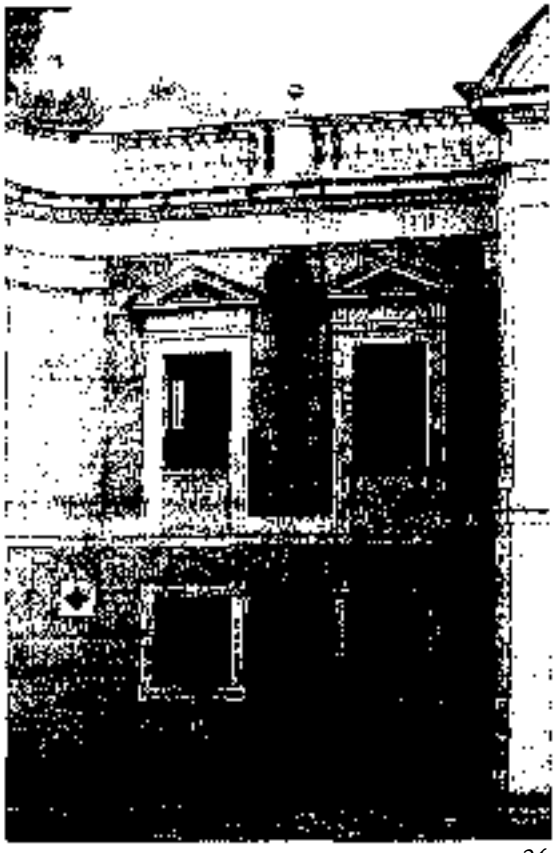
26) Cagliari, Villa Pollini, dettaglio con finestre.

24.



25.

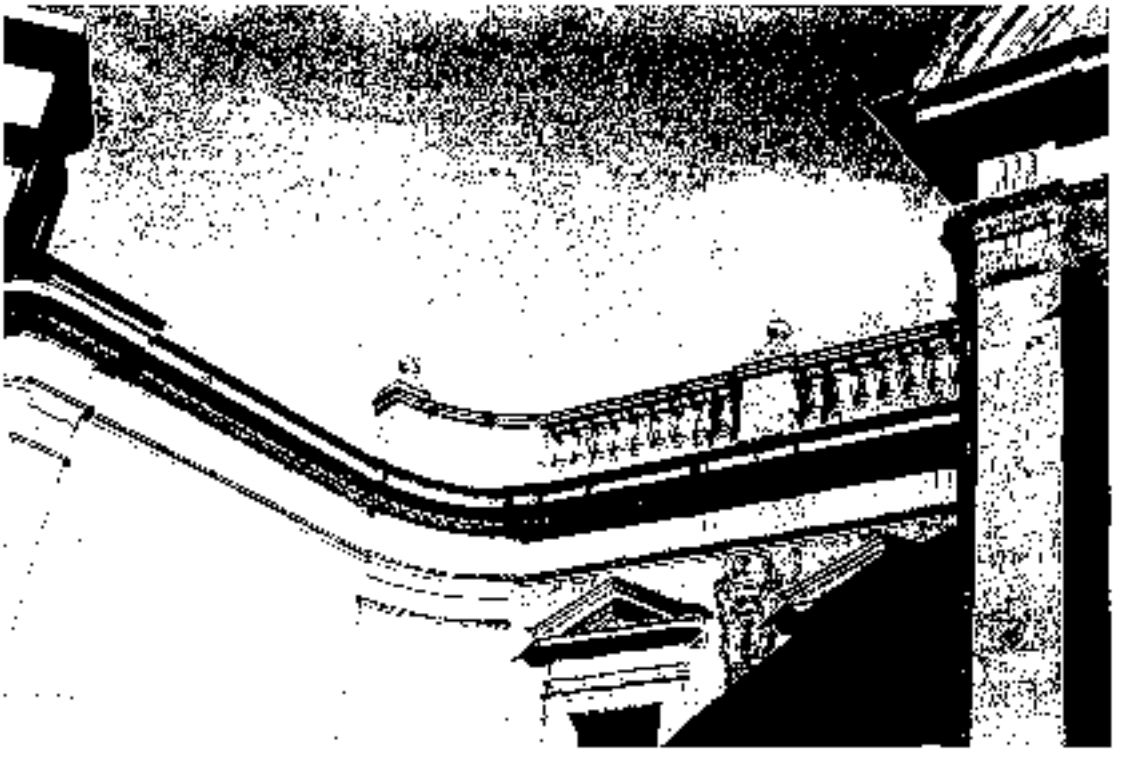




26.

28) Cagliari, Villa Pollini, attico con balaustra.

28.



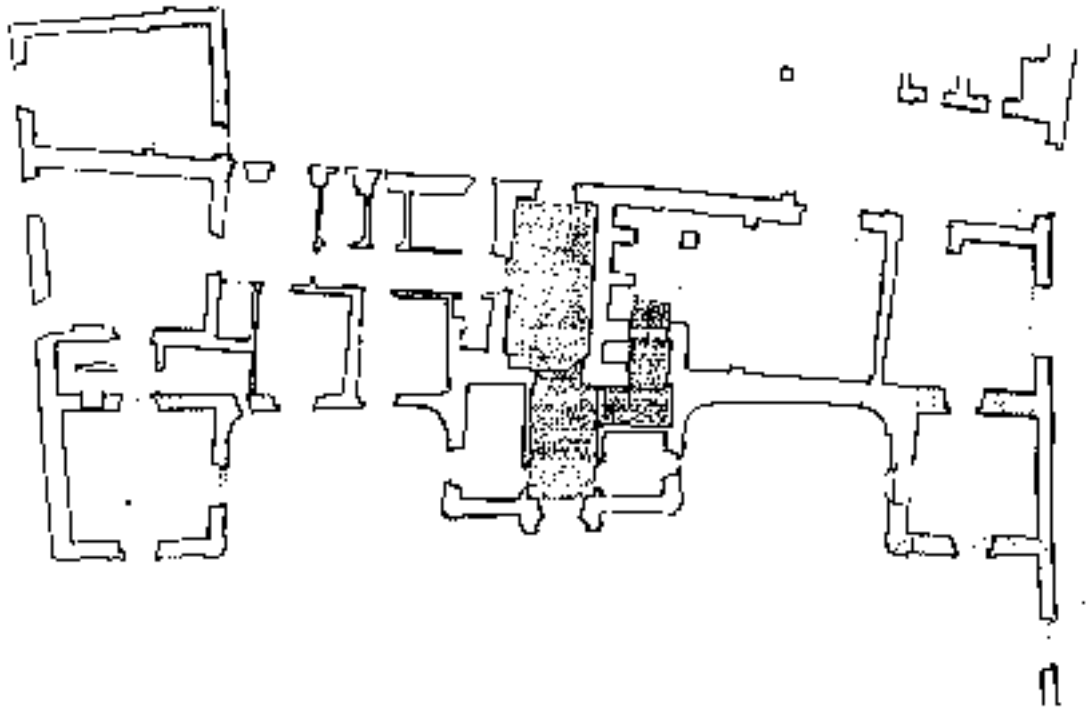


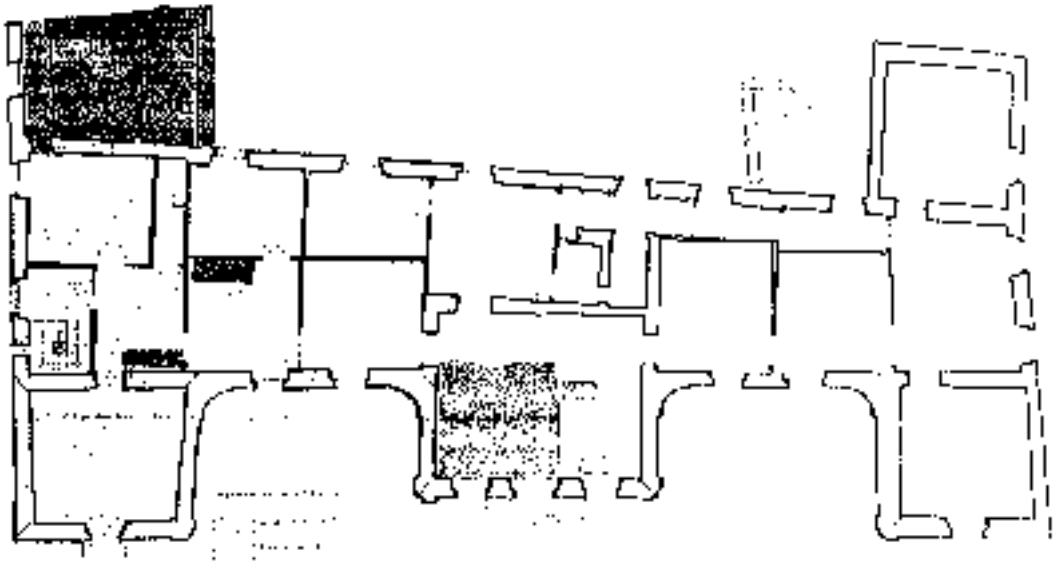
27.

27) Cagliari, Villa Pollini, dettaglio delle cornici.

29) Cagliari, Villa Pollini, pianta del piano terreno.

29.





30.

30) Cagliari, Villa Pollini, pianta del piano nobile.

retablos dorati e policromati continuarono ad essere intagliati nell'isola [6], così come gli arredi in marmo che, dopo un lungo periodo di importazione da Napoli e da Genova, lungo il '700 cominciarono ad essere elaborati *in loco*, anche se spesso da artisti non sardi, come i marmorari lombardi della famiglia Franco, o i Pozzo, di origine genovese [7].

L'opportunità anche politica di una omologazione culturale della Sardegna con le regioni della terraferma piemontese che passasse finalmente attraverso la formazione di artisti sardi dovette apparire come una necessità inderogabile ai membri della Corte (e soprattutto a quello che apparve il più sensibile di tutti alle nuove idealità artistiche, il Principe Carlo Felice) una volta calati concre-

---

[6] Non è sempre possibile conoscere i nomi degli intagliatori di queste grandi macchine che ospitano statue e tele dipinte. Riveste dunque un interesse particolare la possibilità di conoscere il nome dell'artista sardo che intagliò il bel pulpito e alcuni altari della chiesa francescana di Santa Maria di Betlem a Sassari, Antonio Contena, che operò dal 1738 al 1745 nella stessa chiesa (P.C.M. DEVILLA, O.F.M. Conv., *Santa Maria di Betlem*, Sassari, 1961, pp. 116-118; 132-139, tavv. XX, XXI, XXIV, XXVII). Ancora si può ricordare per il primo '700 l'arredo della chiesa di S. Francesco di Alghero, in cui operarono tra il 1729 e il 1747 i fratelli Michele e Agostino Masala, e inoltre un Martino Masala, appartenente forse alla stessa famiglia (cfr. A. SERRA, *Elementi artistici*, in AA.VV., *S. Francesco in Alghero, chiesa e complesso monumentale*, Alghero, 1991, pp. 114-124). Una visione generale in M.G. SCANO, *Pittura e scultura...* cit., pp. 203-213.

[7] La letteratura storica ricorda in particolare Giovanni Battista Franco (*Battistino*) e Domenico. Il primo, che secondo un documento conservato dall'archivio della Provincia dei Frati Minori Conventuali della Sardegna (attualmente in fase di pubblicazione a cura di P.C. PIRAS, O.F.M. Conv. che ringrazio per la cortese comunicazione) era milanese, con il nome di *Battistino* è indicato come autore di quattro altari nella chiesa di Sant'Efisio a Cagliari (G. SPANO, *Guida...* cit., pp. 140-141); dell'altare della chiesa di San Francesco ad Alghero, 1773 (A. SERRA, *Aspetti artistici...* cit., p. 124); a Battista Franco si attribuisce l'arredo della chiesa di Santa Greca a Decimomannu (Cfr. *Sardegna, Guida d'Italia del T.C.I.*, Milano, 1984, pp. 480 e 191). Domenico Franco eseguì invece la prima cappella a destra della chiesa di Sant'Efisio (G. SPANO, *Guida...* cit., p. 140). Un altro scultore in marmo di qualche rilievo fu Giovanni Battista Spazzi a cui si deve l'altare maggiore della chiesa di San Francesco al Molo di Cagliari (G. SPANO, *Guida...* cit., pp. 199-200). Cfr. anche G. STEFANI - A. PASOLINI, *Marmorari lombardi in Sardegna tra Settecento e Ottocento*, in «Arte Lombarda», XCVIII-XCIX (1991), 3-4.

Precedentemente il genovese G. Mazzetti eseguiva l'altare del Duomo di Alghero (1727) e la cappella di S. Michele nel Duomo di Cagliari, che venne collaudata da A. De la Vallée (M. CABRAS, *Le opere del De Vincenti e dei primi ingegneri piemontesi in Sardegna nel periodo 1720-1745*, in *Atti del XIII Congresso di Storia dell'architettura (Sardegna)*, Cagliari, 6-12 aprile 1963, Roma, 1966, p. 310, tav. 31). Un aiuto del Massetti era Pietro Pozzo, dai documenti indicato spesso come *Putzu*, il quale realizzò le opere d'arredo marmoreo nelle cattedrali di Ales e di Oristano (cfr. CABRAS, *Le opere del De Vincenti...* cit.; A. SAIU DEIDDA, *Ales,* in *Sicilia-Sardegna*, vol. 10° della collana «Museo Italia», Roma, s.d., pp. 292-293). Sull'argomento si veda anche S. NAITZA, *Architettura dal tardo '600 al Classicismo purista*, della Collana *Storia dell'arte in Sardegna*, Nuoro, 1992, pp. 177-211.

tamente nella realtà dell'isola; quando cioè dovettero rendersi conto direttamente dell'assenza di una qualunque struttura utile alla formazione degli artisti. E ciò malgrado si fosse registrato, sia pure sporadicamente, e solo alla fine del '700, qualche tentativo di creare scuole per architetti e artisti da parte di privati. Dopo la Scuola di Architettura tenuta dall'architetto regio Giuseppe Viana alla fine degli anni '70 [8], solo nel 1790 era stata infatti avviata la pratica per ottenere l'autorizzazione ad aprire una scuola di «Architettura marmorea pratica» da parte dello scultore Giambattista Franco, scuola che, pur avendo avuto il *placet* governativo (così che il Franco divenne 'Regio scultore in marmo'), vide la luce solo nel 1802, ormai sotto la direzione di un altro artista, Domenico Franco [9].

Fu dunque per interessamento della Famiglia reale che già nel 1801 lo scultore Antonio Cano, frate minore conventuale, andò a Roma, dove venne accolto nell'Accademia di San Luca [10] e potè perfezionarsi alla Scuola del Canova, al quale, secondo le parole del Valéry [11] avrebbe dato «grandi speran-

---

[8] A. Saiu Deidda, *Sull'attività ingegneristica di Giuseppe Viana*, in «Archivio Storico Sardo del movimento operaio, contadino, autonomistico», Quaderno 17-18 (1984), pp. 171-173 e 185.

[9] Una ricostruzione delle vicende di questa scuola è stata recentemente operata da M.G. Scano Naitza, *La scultura nella prima metà dell'Ottocento tra la Sardegna, Torino e Roma*, in *Studi in onore di Giovanni Lilliu per il suo settantesimo compleanno* a cura di G. Sotgiu, Cagliari, 1985, p. 220. L'Autrice presume che allo stesso G.B. Franco debbano attribuirsi i progetti e le opere per il Fortino di Sant'Ignazio e per gli altri forti costruiti a difesa della città di Cagliari nel 1793. In realtà quelle opere di fortificazione furono progettate dall'ingegnere militare che firma sempre Cav. Franco, arrivato a Cagliari ai primi del 1792 (Archivio di Stato di Torino [d'ora in poi AST], Corte, *Sardegna, Dispacci del Viceré 1791-1792*, mazzo 3, dispaccio del 27 luglio 1791; A. Saiu Deidda, *Immagini...* cit. p. 139, nota 13). Il capitano Franco interviene in più punti nella città di Cagliari: il 3 gennaio 1792 dirige i lavori nelle due sale della Reale Udienza; il 28 novembre si occupa di lavori nel Palazzo Regio; dal 15 dicembre opera intorno ai quartieri militari del Balice, di Santa Croce, di San Pancrazio, nell'ergastolo delle galere vicino alla Darsena, e infine intorno alle fortificazioni della città senza escludere il Forte di San Michele «per renderlo atto in stato di difesa», il 3 gennaio 1793 (ASC, *Segreteria di Stato, Serie I*, vol. 532). Egli si occuperà ancora delle opere militari anche dopo l'assalto francese, progettandone di nuove «per difendere li Monti Sant'Elias ed Orpino» (ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 1073).

[10] *Libro de la Custodia turritana de los Religiosos que an muerto hecho por orden del M.R.P.M. Juan Ant.o Fadda Ministro Pro(vinci)al y Comissario General siendo Custodio el Reverendo P(e)re Joseph Tavchella, Ano 1750*, in Archivio Curia Provinciale OFM Conv., Oristano; C. Piras, *Fra Antonio Canu. Architetto, scultore, pittore*, in «Bollettino della Provincia del SS. Crocifisso dei Frati Minori Conventuali di Sardegna», XIII (1985), n. 1, pp. 8 sgg. Notizie biografiche in Devilla OFM. Conv., *I Frati Minori Conventuali in Sardegna*, Sassari, 1958, pp. 438 sgg.; Id., *Santa Maria...* cit., pp. 74 e seguenti.

[11] A.C. Pasquin Valery, *Voyage en Corse, à l'Ile d'Elbe, et en Sardaigne*, II, Paris, 1837, p. 73.

ze». Rientrato a Cagliari nel 1810 egli tentò di creare una scuola annessa al suo studio, che si augurava «avrebbe ispirato nel pubblico il genio delle Belle arti» [12], e cominciò la sua veramente frenetica attività di scultore, restauratore [13], architetto, svolta anche sotto la protezione dei sovrani, che gli commissionarono numerose opere.

Tra queste si possono ricordare, perché realizzate o progettate nel periodo napoleonico, il mausoleo per il Principe Carlo Emanuele nel Duomo di Cagliari, e un gruppo di opere oggi perdute: i ritratti modellati in gesso dei membri della famiglia reale [14], e il mausoleo, anch'esso in gesso, della regina di Francia, Maria Luisa di Savoia [15]. A Cagliari intervenne anche nella chiesa di San Saturno, dove sostituì all'antica pala un altare in marmo [16]. Nel 1810, e dunque subito dopo il suo rientro da Roma, Antonio Cano creò in memoria del Principe Carlo Emanuele, morto all'età di tre anni nel 1799, un piccolo sarcofago-altare in marmi policromi sul quale poggia una simbolica corona regale, monumento che si inserisce senza sforzo nell'ambiente così particolare del Santuario dei Martiri, scavato ai primi del '600 sotto il presbiterio del Duomo di Cagliari [17], che ai sovrani doveva forse richiamare l'ambiente destinato alle tombe regali sotto la basilica di Superga.

Chiamato a Sassari nel 1813, il Cano iniziò il restauro del Convento annesso alla chiesa di Santa Maria di Betlem, che egli avrebbe ampliato successivamente, ricreandone l'invaso spaziale, soprattutto attraverso l'inserimento della vasta cupola ellittica e la creazione di effetti volumetrici e decorativi che testimoniano pienamente una cultura permeata delle esperienze romane, di richiami alle opere del Bernini e del Borromini, caratteri che furono capaci di scuotere emozionalmente l'ambiente isolano, e che portarono alle importanti commissioni per le chiese di Sorso e di

---

[12] «Giornale di Cagliari», fasc. V (1828), p. 10, in M.G. Scano Naitza, *La scultura...* cit., p. 205.

[13] Su questa attività molte notizie si ricavano da una sorta di brogliaccio autografo, che testimonia di una costante attività di restauratore di statue antiche in diverse parti dell'isola, da Cagliari a Pozzomaggiore, a Villanovaforru, a Bosa, Domus de Maria, etc. che meglio contribuirà ad illuminare la sua personalità di artista (cfr. lo studio del P.C. Piras in fase di pubblicazione in «Biblioteca Francescana Sarda», IV (1990)).

[14] «Giornale di Cagliari», fasc. V (1828), p. 10; in M.G. Scano Naitza, *La scultura...* cit., p. 206.

[15] Il mausoleo venne poi realizzato dallo scultore sassare Andrea Galassi, nel 1830 (Cfr. M.G. Scano Naitza, *La scultura...* cit., p. 213).

[16] G. Spano, *Guida...* cit., p. 299.

[17] *Ibid.*, pp. 59 sgg.; A. Saiu Deidda, *Una nuova lettura del Santuario dei Martiri nel Duomo Cagliaritano sulla base di alcune considerazioni di Giovanni Spano*, in «Studi Sardi», XXV (1978-1980, 1981); Ead., *Il Santuario dei Martiri a Cagliari. Le testimonianze di S. Esquirro e J.F. Carmona*, in «Annali della Facoltà di Magistero», Quaderno n° 10 (1980), pp. 110-158.

Nuoro, per il palazzo del Marchese di San Sebastiano a Sassari, e, soprattutto, alla ricostruzione della chiesa di San Francesco ad Oristano [18].

La sua opera è stata in generale giudicata molto negativamente [19], ma il lavoro condotto di recente da Aldo Sari, che ne considera tutta l'attività, consente di darne ora un giudizio più meditato e positivo [20]. Pur tenendo conto infatti dell'evidente fraintendimento degli ideali neoclassici, fraintendimento che era peraltro molto diffuso tra gli artisti e gli architetti negli anni in cui in tutta Europa il Neoclassicismo trascolorava nello «stile Impero» [21], si deve osservare che egli rivestì un ruolo di notevole importanza nel processo di rinnovamento della cultura artistica isolana agli inizi dell'800, e costituì l'indispensabile tramite culturale per gli artisti sardi della generazione successiva, Andrea Galassi per la scultura, Giovanni Marghinotti per la pittura, Gaetano Cima, infine, per l'architettura.

La cultura artistica della Sardegna avrebbe potuto conoscere un raro momento di contemporaneità con quanto si andava elaborando fuori di essa in tutta Europa, se vi fossero stati portati al momento del loro compimento, nel 1807, i due monumenti funerari commissionati da Carlo Felice allo scultore torinese Felice Festa, il quale peraltro già dal 1796 si trovava a Roma [22]. Destinati a commemorare il Duca del Monferrato Maurizio Giuseppe e il Conte di Moriana Placido Benedetto, fratelli del re Carlo Emanuele, morti rispettivamente nel 1799 e nel 1802 in Sardegna [23], sarebbero stati eretti nelle cattedrali di Alghero e di Sassari solo una decina di anni dopo, e poterono perciò solo allora influire sulla formazione di artisti sardi come appunto lo scultore Andrea Galassi, la cui

---

[18] A. SARI, *L'opera architettonica di Antonio Cano tra neocinquecentismo e rigore neoclassico*, in «Biblioteca Francescana Sarda», I, n° 1 (1987), pp. 155-159.

[19] E. COSTA, *Sassari*, vol. III, p. 347; C. MALTESE - R. SERRA, *Episodi...* cit., pp. 383-384.

[20] In parte possono essere accolte anche le considerazioni fatte da V. MOSSA, *L'architettura dell'Ottocento nella Sardegna settentrionale*, in *Atti del XIII Congresso di Storia dell'architettura...* cit., pp. 313 sgg. e in S. NAITZA, *Architettura...* cit., pp. 254-259. Il lavoro di A. SARI, *L'opera architettonica...* cit., raccoglie anche tutte le piante degli edifici progettati dal Cano.

[21] H. HONOUR, *Neoclassicismo*, Torino, 1980, pp. 113-118.

[22] U. THIEME - F. BECKER, *Allgemeines Lexicon der bildenden Künstler*, XI, Lipsia, 1915, p. 506 *sub voce Festa Felice*; SCHEDE VESME, II, 1966, p. 470 con la bibliografia; G. HUBERT, *La sculpture dans l'Italie napoléonienne*, Paris, 1964, pp. 172 sgg.; D. PESCARMONA, *Felice Festa (1768-1826)*, in *Cultura figurativa e architettonica degli Stati del Re di Sardegna 1773-1861*, a cura di E. CASTELNUOVO e M. ROSCI, III, Torino, 1980, p. 1440. Per le tombe sabaude: E. LUCCHI, *Tombe sabaude in Sardegna*, in «Mediterranea», V (maggio 1931), n° 5, pp. 16-19; A. SARI, *Felice Festa e la scultura neoclassica in Sardegna*, in «Studi Sardi» XXVII, (1986-1987), 1987, pp. 399-410, in particolare pp. 402 e seguenti; S. NAITZA, *Architettura...* cit., pp. 204-205.

[23] P. MARTINI, *Storia di Sardegna dall'anno 1799 al 1816*, Cagliari, 1852, pp. 41-42 e 113.

attività arrivò a maturazione alla metà del secolo. Poiché però essi furono commissionati e realizzati per essere eretti nell'isola, e poiché i temi da essi trattati, forse anche più che le loro forme, sembrano armonizzare perfettamente con lo spirito che improntò la vasta produzione di poesia celebrativa ed encomiastica che segnò la permanenza della Corte in terra sarda [24] sembra opportuno trattarne almeno brevemente, per fornire qualche utile elemento di completamento all'inquadramento generale della particolare situazione della cultura artistica sarda in un momento in cui l'isola viveva, secondo le parole di Girolamo Sotgiu, con un anticipo di quasi quindici anni l'età della Restaurazione [25].

Il monumento per il Duca di Monferrato si eleva su una alta base in marmo grigio, con iscrizione latina ai lati di un cippo all'antica, sormontato da una urna funeraria (sulla quale a rilievo si trova l'immagine allegorica della Carità) accanto alla quale sono poste due figure: l'allegoria della Devozione, simboleggiante la Sardegna, che si appoggia all'urna col capo chino, e, alla sua destra, un genio (originariamente alato e provvisto di una fiaccola rovesciata sul cippo), il capo sostenuto dalla mano sinistra, il braccio destro abbandonato sullo scudo che riporta le armi dei Savoia (fig. 2).

Immediati sono apparsi nel monumento algherese gli elementi di confronto con altre opere di Felice Festa, come il Monumento Scaglia nella chiesa romana di San Marco, ma anche l'esperienza e il gusto dell'antico, maturato su celebratissime opere come l'Eros Farnese o l'Antinoo del Belvedere, che seppure al tempo della realizzazione delle tombe sabaude si trovavano in Francia, continuavano ad essere studiate attraverso innumerevoli studi e copie ad uso degli artisti e dei viaggiatori [26].

Il mausoleo a Placido Benedetto di Savoia valse al Festa l'ammissione all'Accademia di San Luca [27]. Come si vede (fig. 3) vi appare evidente uno schema di derivazione canoviana, rintracciabile negli studi per il Monumento a Tiziano (1790-1795), e, soprattutto, nel Mausoleo per Maria Cristina d'Austria. Lo schema è richiamato in primo luogo dalla vera e propria citazione canoviana della piramide marmorea, data a bassorilievo come sfondo scuro per

---

[24] Si vedano, in questi stessi Atti, M.G. SANJUST, *I Savoia nei versi e nelle prose scritti in Sardegna dal 1799 al 1815* e L. SANNIA, *Cultura letteraria e impegno civile in Sardegna nell'età napoleonica*.

[25] S. SOTGIU, *Storia della Sardegna sabauda*, Roma-Bari, 1984, p. 261.

[26] F. HASKEL, N. PENNY, *L'antico nella storia del gusto. La seduzione della scultura classica 1500-1900*, Torino, 1984, pp. 176 sgg., 179 sgg., 182 sgg., 377 e seguenti.

[27] M. MISSIRINI, *Memorie per servire alla storia della romana Accademia di San Luca*, Roma, 1823, pp. 352 sgg., in A. SARI, *Felice Festa...* cit., p. 405, nota 16.

il gruppo di figure che si dispongono ai lati di un sarcofago sul quale si trova il ritratto del defunto in un clipeo tra due fiaccole capovolte. Ancora una citazione da un'opera del Canova (il monumento a Clemente XIII) nella sistemazione ai due lati del sarcofago di due figure: quella del genio che regge la bandiera accanto alle armi del defunto, e quella della Religione, ai cui piedi siede la Sardegna, simboleggiata nella figura della giovane donna che piange, accanto a un covone di grano, simbolo consueto della sua feracità.

Secondo le osservazioni di Aldo Sari, soprattutto nelle singole figure l'opera mostra «quanto Felice Festa tendesse, pur nella studiata ricerca del naturale, a quella nobile semplicità e quieta grandezza predicata dal grande teorico della ideologia neoclassica» [28].

Si può a questo punto concludere brevemente che i pochi monumenti di cui si è trattato esprimono abbastanza fedelmente lo *status quaestionis* per quel che riguarda la scultura, la pittura essendo, come si è detto, forse la più trascurata fra le pratiche artistiche in questo momento della storia culturale dell'isola [29].

Per quanto riguarda poi l'architettura, si deve ricordare come, malgrado la realizzazione nelle principali città dell'isola di fabbriche importanti che, lungo tutto il '700 avevano visto all'opera architetti come Felice De Vincenti [30], Augusto De la Vallée [31], Saverio Belgrano [32], Giuseppe Viana [33], ancora nel 1791 il

---

[28] J.J. WINCKELMANN, *Il bello nell'arte, scritti sull'arte antica*, Torino, 1973, p. 35, cit. in A. SARI, *Felice Festa...* cit., p. 406 e nota 17.

[29] La situazione sarebbe durata inalterata ancora a lungo: nel 1812 Francesco d'Austria annotava che in Sardegna «Pittore per ritratti non ve n'è alcuno nè buono, nè mediocre, ve n'è uno cattivissimo a Cagliari ma che non sa dipingere» (!) (Cfr. F. D'AUSTRIA D'ESTE, *Descrizione...* cit., p. 245). Era presente invece a Cagliari un «Pittore ordinario di Camere, o di scene» (*ibid.*, p. 246).

[30] M. CABRAS, *Le opere del De Vincenti...* cit., pp. 291-310; A. CAVALLARI MURAT, *Indagini sull'espansione in Sardegna dell'architettura settecentesca piemontese*, in «Bollettino del Centro Studi della Storia dell'architettura», 1961, 17, pp. 158-159; ID., *L'architettura del Settecento in Sardegna*, in *Atti del XIII Congresso...* cit., p. 285.

[31] M. CABRAS, *Le opere del De Vincenti...* cit., pp. 300-301.

[32] A. CAVALLARI MURAT, *Saverio Belgrano di Famolasco, ingegnere sabaudo quale architetto in Sardegna*, in «Atti e Rassegna tecnica della Società degli Ingegneri e degli Architetti in Torino», Febbraio 1961, pp. 3-23.

[33] A. CAVALLARI MURAT, *Giuseppe Viana Architetto Sabaudo in Sardegna*, in «Atti e Rassegna tecnica della Società Ingegneri e architetti in Torino», 1960, n° 12, pp. 395-415; A. SAIU DEIDDA, *Sull'attività...* cit., pp. 163-186; T.K. Kirova, *I Fatebenefratelli e l'Ospedale di S. Antonio Abate in Cagliari*, in *Arte e cultura del '600 e del '700 in Sardegna*, a cura di T.K. KIROVA, Napoli, 1984, pp. 13-27; D. PESCARMONA, *Nuovi contributi alla conoscenza dell'attività degli ingegneri militari piemontesi in Sardegna nel secolo XVIII*, estratto dal «Bollettino d'Arte del Ministero per i Beni culturali e ambientali», n° 28 (Novembre-Dicembre, 1984) pp. 71-90; S. NAITZA, *Architettura...* cit., *passim*.

Viceré Balio Balbiano doveva tristemente affermare: «Fanno pietà le opere che dai capitani ingegneri si sono erette in questi ultimi anni e a pubblico e a privato servizio (...). Le arti influiscono sul costume e vanno di pari passo con le scienze. Sinché la sarda architettura darà idea dell'antica dominazione, e delle invasioni dei barbari, io non crederò nè colto nè ingentilito il Regno» [34]. Ed è significativo che nel gennaio del 1793, mentre Cagliari correva il pericolo dell'invasione francese [35], lo stesso Viceré riprendesse il discorso cominciato l'anno precedente nei suoi dispacci al Graneri: «Io vorrei a buon conto che, stabilita la pace nel Regno, si destinassero sull'asse ex-gesuitico pensioni per mantenere in Roma allo studio di Architettura e della Pittura due o tre abili giovani cagliaritani o sassaresi, e vorrei che di qui a qualche anno ritornando l'uno fosse direttore delle Strade, e ponti, l'altro a professor di disegno e tutti ad illustrare la Patria e ad esaltare la beneficenza dell'augusto sovrano» [36]. Fino a quella data dunque non si era ancora verificata, e ciò sarebbe durato a lungo, una partecipazione di artisti sardi alla vita culturale del Regno. Partecipazione auspicata vivamente da tutti coloro, e non solo sardi come si è visto, che avevano avuto a cuore le sorti dell'isola.

D'altro canto occorre considerare che alla partenza dell'Architetto Regio Giuseppe Viana, che aveva lasciato l'isola nel 1784 [37], succedette un lungo periodo in cui la pratica architettonica rimase prerogativa dei comandanti delle piazzeforti militari, di pochi altri liberi professionisti, come il Misuratore Girolamo Massei [38] o l'ex-gesuita Carlo Maino (la cui diffusa attività di progettista e di direttore di lavori di varia natura attende ancora uno studio approfondito che potrebbe forse rivelarsi di qualche interesse [39]), oppure ancora di quei «puramente mastri» della cui interferenza si era lamentato il Viana [40]. E occorre inoltre

---

[34] AST Corte, *Sardegna, Dispacci del Viceré (1791-1792)*, mazzo 3, Dispaccio del 27 luglio 1791.

[35] *Appendice per gli anni dal 1773 al 1799 alla storia della Sardegna del Barone Giuseppe Manno*, Capolago, 1847, pp. 52-115; P.T. Napoli, *La flotta francese a la Sardegna nel 1793*, estratto dall'«Unione sarda», 1893, pp. 3-4; P. Marini, *La spedizione francese per la conquista della Sardegna nel 1793*, in ASS, XVIII (1930), fasc. II e III, pp. 108-114; C. Sole, *La Sardegna nelle mire di conquiste della Francia rivoluzionaria (1792-1793)*, in «Studi Sassaresi», XXVI (1955), fasc. 1-2, pp. 92-161. Per l'iconografia: L. Piloni, *L'assalto francese alla Sardegna del 1793 nell'iconografia dell'epoca*, Cagliari, 1977, tav. VI, e, da ultimo, A. Saiu Deidda, *Immagini...* cit., tavv. 133-147.

[36] AST, Corte, *Sardegna, Dispacci del Viceré (1793)*, mazzo 4, lettera del 25 gennaio 1793.

[37] AST, *Strade e Ponti-Annona 1764-1790*, dispaccio del 1 ottobre 1784 del Viceré Solaro al Conte Corte.

[38] A. Saiu Deidda, *Sull'attività...* cit., p. 171, nota 21.

[39] I. Zedda Macciò, *Su un equivoco intorno alle figure di Carlo Maino, Giovanni Antonio Maina e Giuseppe Maina*, in A.S.S., XXXIII (1983), pp. 153-175 in cui si riportano le scarne notizie biografiche sull'ex-gesuita lombardo. Cfr. S. Naitza, *Architettura...* cit., pp. 138 e seguenti.

[40] ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 1073, lettera dell'11 gennaio 1778.

considerare che il succedersi affannoso degli avvenimenti che dal 1793 al 1796 sconvolsero l'isola, e portarono, nel 1794, all'espulsione di tutti i funzionari e dei tecnici piemontesi [41], fece precipitare la situazione dell'architettura e delle arti in generale in una china che poté solo molto faticosamente essere risalita. Tanto più che, essendo la famiglia reale arrivata in Sardegna, nel 1799, quasi assolutamente priva di mezzi, secondo le parole di Giovanni Siotto Pintor «l'isola provvedendo a se stessa niente non lasciò mancare ai suoi sovrani»[42].

L'analisi della documentazione d'archivio riguardante le Fabbriche Regie, e relativa agli ultimi anni del '700, registra uno stillicidio di interventi di riparazione con i quali si tentava di contrastare uno scadimento generalizzato del patrimonio architettonico, delle opere e delle infrastrutture stradali, e una assoluta indifferenza per i problemi urbanistici che non fossero quelli posti dalle esigenze della difesa da sempre temuti fatti di guerra [43].

---

[41] G. Manno, *Appendice per gli anni dal 1773 al 1799 alla Storia di Sardegna...* cit., pp. 165-172; L. Scaraffia, *La Sardegna sabauda*, in J. Day - B. Anatra - L. Scaraffia, *La Sardegna medioevale e moderna*, Torino, 1984, p. 724; G. Sotgiu, *Storia...* cit., pp. 147-162.

[42] G. Siotto Pintor, *Storia civile dei popoli sardi dal 1798 al 1848*, Torino, 1877, p. 17.

[43] È sufficiente a questo proposito consultare i seguenti fondi d'archivio: ASC, *Segreteria di Stato, Serie I*, voll. 532, 533, 534 e *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 1073. Vi si possono trovare notizie interessanti relativamente alla attività di vecchi e nuovi tecnici piemontesi, in particolare dell'ingegnere Franco, del cui imminente arrivo si rallegrava il Viceré Balbiano che lo sapeva «buon maestro di architettura» (AST, Corte, *Sardegna, Dispacci del Viceré...* cit.). Il capitano ingegnere Franco (che firma sempre *Cav. Franco* e di cui al momento non possiamo conoscere il nome di battesimo) comincia già nel novembre del 1792 una serie di lavori di manutenzione delle più disparate architetture: il Regio Palazzo, i Quartieri del Balice, di Santa Croce, della Torre di San Pancrazio.

Ai primi di gennaio del 1793 sono già in funzione i fortini progettati dallo stesso Cav. Franco e dai misuratori Giuseppe e Giovanni Antonio Maina per la difesa di Cagliari (A. Saiu Deidda, *Immagini...* cit., pp. 138-142, tavv. 134-135-136, Progetti per il Forte Sant'Elia e per il Forte Sant'Ignazio).

Il 1793 si segnala dunque soprattutto per le opere di difesa, opere a cui contribuiscono in diversi modi gli stessi privati cittadini, come si vede dalla lettura del *Conto Reso dall'Illustrissimo Stamento Militare delle oblazioni ricevute, e delle spese fatte fino al presente pe' fortini esteriori in difesa di questa Capitale in seguito al pregone di Sua Eccellenza delli 16 Aprile* (Manifesto a stampa accluso al dispaccio del Viceré Balbiano del 25 luglio 1793 in AST, Corte, *Sardegna, Dispacci del Viceré*, mazzo 4). Ancora nell'aprile, a quasi due mesi dall'attacco francese, il Capitano Franco stende una lunga relazione per indicare «i siti che apparissero più confacenti occuparsi da fortificazioni campali per difendere li monti S. Elias ed Orpino».

Nel maggio del 1793 il Franco è ormai Maggiore del Corpo Reale degli Ingegneri. Nel 1794 continua ad organizzare i lavori intorno alle fortificazioni: costruisce un nuovo magazzino per la polvere da sparo nella batteria di San Saturnino, sul Monte Orpino; ripara il mulino di Santa Barbara. Accanto a lui compare spesso il Misuratore Girolamo Massej, che era stato collaboratore di Giuseppe Viana, e per il quale lo stesso Ing. Franco aveva dato parere favorevole alla nomina

L'Azienda Ponti e Strade, ormai privata di un organico confacente alle sue finalità e perfino di una direzione tecnica [44], sopravviveva attraverso l'opera di misuratori, quando non addirittura di semplici sovrastanti, ai quali veniva affidata non solo la sorveglianza dei lavori per la costruzione delle strade (il cui

---

di Regio Misuratore nell'Azienda Ponti e Strade, proposta da Giuseppe Maina (AST, Corte, *Sardegna, Dispacci del Viceré (1793)*, mazzo 4).

Divenuto Misuratore Generale, egli, pur non essendo architetto, redige calcoli per gli interventi più diversi intorno alle fabbriche regie. Tra il 1794 e il 1795 interviene nelle due sale, Civile e Criminale, della Reale Udienza; in indispensabili lavori intorno alle fortificazioni; nei Regi Quartieri; nell'abbassamento dei terreni ai fianchi dei bastioni; in riparazioni indispensabili «attorno alla muraglia interna della strada coperta del castello di San Michele», etc.

Come è noto nel maggio del 1794 tutti gli impiegati e i funzionari piemontesi furono costretti ad imbarcarsi per il Piemonte, ad esclusione di alcuni che furono trattenuti fino al rientro a Cagliari dei sardi che erano andati a Torino per sostenere le richieste degli Stamenti. Fra i trattenuti figura il Cav. Franco (G. MANNO, *Appendice...* cit., p. 168) la cui firma comunque non compare più nei registri degli *Ordini e delegazioni*. A partire dal mese di giugno di quell'anno la responsabilità della direzione tecnica dei lavori è passata ai comandanti militari sardi, i quali, talvolta con la supervisione del Massej, affidano direttamente i lavori ai maestri muratori locali (ASC, *Segreteria di Stato, Serie I*, vol. 532, 7, 12 e 14 giugno). In questo momento infatti per la prima volta si intravvede la possibilità di un avvicendamento nell'ambito dell'attività costruttiva fra i piemontesi e i sardi sia pure ai livelli più bassi, come nel caso dei sovrastanti L. Mameli, P. Piu. Ed è significativo che proprio in questo torno di tempo si collochi la scarsa documentazione sull'attività di Gioachino Corte, autore di alcune fra le più interessanti vedute dell'assedio di Cagliari da parte dei francesi. A partire dal luglio 1794, egli compare come Tenente dell'artiglieria Nazionale, a capo di quattrocento cannonieri. La sua qualità di pittore è adombrata nella richiesta di estrarre dai Regi Magazzini l'occorrente «per dipingere in color bronzo numero 26 cannoni di ghis esistenti nelle rispettive batterie della Zecca, San Saturnino e San Giacomo».

L'avvicendamento dei sardi ai piemontesi è però un fatto episodico: già nel settembre del 1794 è documentata la supervisione tecnica del Sottotenente d'Artiglieria Pastour accanto a quella del «Colonnello interino Marchese di Villa Clara» e del «Gran Maestro d'Artiglieria Marchese della Planargia».

[44] Per quanto riguarda l'Azienda Ponti e strade occorre ricordare come la partenza dell'Architetto Viana fosse stata all'inizio di un suo progressivo indebolimento, tanto che nel 1794, dieci anni dopo, essa non ha ormai nè fondi nè direzione tecnica. Ed è significativa a questo proposito la pretesa del sovrastante Francesco Ari di esserne considerato Direttore. Egli comincia a comparire nei documenti d'archivio nell'agosto del 1793, come sergente dei Cannonieri (poi addetto allo Stato Maggiore) durante l'attacco francese a Cagliari in servizio presso la batteria di Sant'Elmo (AST, Corte, *Sardegna, Carte relative ai Dispacci del Viceré (Politico 1791-1793)*, mazzo 1, 21 Agosto). Nel 1794 egli sostiene di essere stato ammesso al Corpo Nazionale d'artiglieria come capitano effettivo e di essere stato eletto Direttore generale dei Ponti e delle Strade; chiede in una supplica la spedizione delle Patenti e la fissazione dello stipendio. Il Viceré Balbiano, che inoltra la supplica, si oppone alla richiesta, innanzi tutto perché nella Giunta Generale dei Ponti e delle Strade tenuta nel dicembre del 1792 si era «unanimemente riconosciuto inutile l'impiego del quale si tratta, anzi gravoso all'Azienda» (tanto che egli stesso neppure aveva potuto interporre i suoi buoni uffici a favore dell'architetto Mercandini che aveva sostituito il Viana), e

tracciato era stato a suo tempo affidato al Viana [45]), ma perfino la progettazione architettonica sia pure di semplici edifici [46].

Analogamente accadeva per il patrimonio edilizio privato, o di pertinenza delle singole comunità locali, come dimostra il progetto, di cui si tratterà più avanti, per un edificio termale nella località di Sardara, firmato da Sebastiano Puddu, Capo Mastro della Città di Cagliari, ancora nel 1806 [47].

---

in un secondo momento per il carattere e il comportamento di Francesco Ari, che lo inducono a proporre che fosse «mantenuto nel suo ufficio di sovrastante».

Era a quel punto terminata l'opera di tracciamento delle due strade, e per questo si diceva «può bastare senza maggior spesa un perito per la costruzione dei ponti», i fondi destinati all'Azienda dovendo essere destinati all'acquisto di artiglierie, per richiesta degli Stamenti (AST, Corte, *Sardegna, Dispacci del Viceré*, 1794, mazzo 4, 21 marzo 1794). Questo basti a notare lo stato di degrado in cui ormai versava l'Azienda. Le pretese dell'Ari erano comunque insostenibili, tanto più che allo stesso posto di Direttore dell'Azienda Ponti e Strade aspirava anche l'architetto Gromo, di Biella. Il Viceré non si sentiva di proporlo alla Giunta Generale «anche per la rappresentanza degli Stamenti contro gli impiegati forestieri; l'Azienda ne conta infatti due: il Mercandini e il Maina...».

[45] ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 1383, in cui si trova, a firma del Viana, datato 31 agosto 1784, un «*Parallelo dimostrativo della spesa aprossimante*» per due ipotesi di tracciamento di strade: «*Primo riagiustar la strada verso ponente*» oppure «*2.do Rinovar la concentrica o sij la vecchia strada de Romani verso Levante*» (A. SAIU DEIDDA, *Sull'attività...* cit., pp. 182-183).

[46] ASC, *Segreteria di Stato, Serie I*, vol. 535, 9 e 21 gennaio 1801; ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 1073, in cui si trova un disegno firmato da Lucifero Mameli per un edificio probabilmente pertinente alla Darsena e una supplica dello stesso Mameli, in quel momento appunto sovrastante nelle Regie Fabbriche e Fortificazioni, in cui compare un interessante elenco di lavori da lui eseguiti nell'Azienda Ponti e Strade, a partire dal 1784, «sotto la direzione dell'Arch. Moja del vice direttore Arch. Mercandini e Misuratore Majna» fino al momento in cui dovette procedere da «solo senza intervento de' anzidetti suoi superiori». Tra le altre cose egli ricorda di aver supplito «il V.D. Mercandini nella ricostruzione della Scala di Giocca»; «attese alla ricostruzione del Ponte di Tramazza», fino al giugno del 1794.

[47] AST, Corte, *Carte Topografiche segrete*, 32 C.I. Rosso. Il mastro muratore Sebastiano Puddu comincia a comparire tra i documenti d'archivio già nel 1783, quando esegue i lavori per «la continuazione della sottomurazione della muraglia di facciata verso il Borgo di Stampace e della formazione dei pilastri, archi e volte del secondo ordine del porticato in prospettiva della porta d'entrata per il totale compimento d'essi porticati ed ultimazione della fabbrica della Regia Università degli Studi (ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 1073, *Intendenza Generale*); il 25 luglio 1793 viene pagato per la collaborazione ai lavori di costruzione del «ridotto di Quarto nel luogo detto *Serra Perdosa* o *Sa guardia* (AST, Corte, *Sardegna, Dispacci...* cit., *Conto reso...* cit.); nel 1798 riceve la somma di lire quattro centocinquanta cinque e soldi undici moneta sarda» per le spese occorse nei lavori al tetto e volte della Regia Università eseguiti dal 4 giugno al 25 agosto (ASC, *Segreteria di Stato, Serie I*, vol. 534, 22 settembre 1798); il 22 settembre del 1802 un «viglietto... passato in nome di S.A.R. al Magistrato Civico» impone la sua elezione a Capo Mastro di Città «per giornalmente servire, ed assistere alle fabbriche e riparazioni di essa, condotti pubblici, di lastricamenti delle contrade, od altro, facendone le visite, le misure, i disegni, i calcoli, e le collaudazioni, liste, od altro...» (ACC, Sezione I, *Deliberazioni e Consigli particolari*, 7° (*Risoluzioni*, 1817), f. 7*v*).

A partire dal 1801 tuttavia le responsabilità tecniche inerenti a quasi tutte le opere di architettura, delle fortificazioni, e delle strade furono affidate ad un capitano di artiglieria giunto a Cagliari con la Corte, il Marchese Vittorio Pilo Boyl, un sassarese che aveva studiato prima a Cagliari e poi a Torino, dove si trovava nel Corpo Reale di Artiglieria già nel 1791 [48].

Durante la sua attività in Sardegna (che durò fino a quando il Re non lo richiamò a Torino nel 1815 [49]) firmò i documenti che lo riguardavano con la formula *Boyl incaricato d'ingegnere*, formula che indica evidentemente che egli non aveva conseguito quel titolo professionale, ma anche che le sue personali capacità, provate nel 1795, durante le prime campagne della guerra franco-piemontese, e le sue conoscenze scientifiche, dimostrate dai suoi scritti di matematica [50], ne facevano l'unico tecnico affidabile a Cagliari, tanto che divenne responsabile anche della Scuola di Artiglieria nelle Regie Scuole Teoretiche militari aperte a Cagliari da Vittorio Emanuele I [51].

---

[48] P. TOLA, *Dizionario biografico degli uomini illustri di Sardegna*, Torino, 1837-1838, III, pp. 79-84. Sia pure sporadicamente i documenti d'archivio registrano anche l'attività di alcuni ingegneri militari: il Regio Architetto Leopoldo David, luogotenente nel corpo del genio è, tra l'altro, occupato a levare la pianta di alcune piazzeforti dell'isola (ASC, *Segreteria di Stato, Serie I*, vol. 535, 5 novembre 1801 e 10 aprile 1802); il 13 maggio 1806 scrive una lettera riguardante i lavori sotto la Piazza Vittoria ad Alghero (AST, Corte, *Sardegna, Economico*, cat. III e IV). Il 6 dicembre 1801 una squadra di forzati deve lavorare nella Strada di Ponente sotto la direzione del Capitano De Prunner, che era stato anche nominato direttore del «Gabinetto di Storia naturale ed antichità» fondato da Carlo Felice nella sua residenza, che era allora il palazzo del Vescovo di Cagliari (ASC, *Segreteria di Stato* cit. *loco cit.*). Nel 1801 era ancora comandante provisionale d'Artiglieria il capitano Pastour, impegnato nel febbraio di quell'anno in lavori intorno al Forte di Sant'Ignazio (ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 1073); nel 1806 egli proporrà come cadetti del Corpo Reale di Artiglieria «Priamo Manconi di Cagliari, di anni 20 circa d'età, il Cav. Don Antonio Musso d'anni 19 ed Effisio Pastour Icardi, suo nipote, di 14 anni». Ancora nel 1811 egli compare nelle *Relazioni* sull'artiglieria (AST, Corte, *Sardegna, Economico* cat. 4, lettera del 21 aprile 1806. In questo fascicolo cominciano a comparire firme di sardi nelle diverse *Relazioni, Specchi, Prospetti*: Michele Masala munizioniere, ad es., o Francesco Carta, comandante d'Artiglieria, nel 1811). Nel 1802 compare come fungente le veci di Maggiore «della Piazza di Cagliari il Cav. Don Stefano De Candia, capitano, aiutante di campo del Principe Carlo Felice (F. D'AUSTRIA ESTE, *Descrizione...* cit., p. 12) che si occupò dell'impianto di un viale alberato nel Bastione di Saint Remy (ASC, *Segreteria di Stato, Serie I*, vol. 535, 11 maggio).

[49] AST, Corte, *Sardegna, Relazioni a S.M. 1815-1816*, 19 marzo 1815: Il Marchese Boyl supplica S.M. di avere una proroga alla data della sua partenza per il Piemonte, proroga che gli viene concessa fino a maggio dello stesso anno.

[50] V. PILO BOYL, *Teoremi e problemi di matematica, artiglieria e fortificazione*, Cagliari, 1811.

[51] F. D'AUSTRIA ESTE, *Descrizione...* cit., p. 65: «Nell'artillieria, nella scienza d'ingegnere, teoria e prattica (perché ha fatto con onore la guerra) è il Marchese Buil giovane, che se ne intende di più: egli ha istruito anche gli allievi d'artillieria»; P. TOLA, *Dizionario...* cit., p. 81.

La documentazione d'archivio sui lavori eseguiti sotto la sua direzione è considerevole [52] e merita certamente uno studio più approfondito di quanto non lo consenta l'economia di questo studio: per brevità si può qui accennare soltanto alle opere intorno alle fortificazioni di tutta l'isola e alla ripresa dei lavori per le strade, in particolare alla 'Gran Strada', la Centrale, in cui fu impegnato nel tratto presso Fordongianus [53].

La situazione del patrimonio architettonico pertinente alle fabbriche Regie fu tenuta costantemente sotto controllo attraverso una miriade di interventi, che oggi definiremmo 'a pioggia', che certo non gli poterono consentire di mutare sostanzialmente la situazione delle città sarde, nelle quali continuò ad essere generalmente carente, ancora nel 1812, la qualità della progettazione e la correttezza della esecuzione, dovute alla mancanza di architetti e talvolta perfino di maestranze capaci [54].

---

[52] I lavori eseguiti sotto la direzione del Boyl furono naturalmente molto numerosi. A Cagliari interessarono prevalentemente il quartiere del Castello e della Marina e sono documentati a partire dal 1801 e fino al 1809, quando insieme a lui comincia ad apparire Carlo Boyl, che avrà in seguito le sue stesse funzioni (ASC, *Segreteria di Stato, Serie I*, vol. 535 e *Segreteria di Stato, Serie II*, voll. 1073 e 1074). Nel 1801: riparazioni ai coperti del Regio Palazzo; nella Scuderia dei Dragoni, al Quartiere di Santa Croce; al Quartiere di San Pancrazio; nel condotto della torre omonima; alla formazione di una bussola nella torre dell'Aquila; negli ergastoli della Darsena; alla cisterna del Forte San Carlo; nella casa della Guardia Reale, nella Regia Fabbrica e nello Stanco del tabacco, nel corpo di Guardia di Porta Villanova. Nel 1802: riparazioni all'Arsenale e nelle Regie carceri di San Pancrazio; al Bastione del Balice; nell'Ospedale di Porta Marina. Nel 1803 comincia ad occuparsi delle strade: a Cagliari controlla i lavori per la strada percorsa dai carri che trasportanoi il sale da Molentargius; progetta una strada che da Porta S. Pancrazio si dirigeva verso Sestu, prevedendo l'apertura di un varco nella «cinta Magistrale delle mura» (1807). Nel 1806 si realizzano le Gharitte (*sic*) attorno alla cinta magistrale delle mura; si riparano i ponti levatoi e i piedritti e lo sternito di pietra rizza delle porte; si raccomoda la Porta Reale, quella della Secca, la Barriera del Barracane e quella di San Giacomo. Con cadenza annuale il Boyl estende le sue *Relazioni* sullo stato delle fortificazioni in tutta l'isola; sorveglia l'attività della Regia Fabbrica delle Polveri. Il 22 giugno 1809 sollecita le riparazioni più urgenti alle fortificazioni di Cagliari e propone di liberarle dai «gran cumuli di terra e dai letamai che trovansi all'intorno di esse fortificazioni con grave pregiudizio delle medesime». Sono altresì documentati lavori per Sassari (al Palazzo del Conte di Moriana nel 1802) e un calcolo per il nuovo Seminario di Galtellì (ASC, *Segreteria di Stato, Serie II, Seminari Tridentini*, vol. 484).

[53] ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 1074, lettera del 10 febbraio 1802, firmata Boyl d'Artiglieria Incaricato d'Ingegnere: sta per partire per Fordongianus da cui comincerà la 'Gran Strada', lavori di cui avrà la direzione ancora nel 1807 (ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 1074). Nell'agosto del 1805 il Boyl firma una *Relazione*, corredata da un disegno, sulla strada da Cuglieri a Santa Caterina di Pittinuri, passante per la località di Cristina e di Bottoni, con un ponte sul Rio Purpuri (ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 1404).

[54] La decadenza della pratica artigianale dei maestri muratori della Sardegna, che comincia a verificarsi già nell'ultimo scorcio del XVII secolo, fu un ostacolo costante ai tentativi di

Emblematico di questa situazione è certamente il progetto di ristrutturazione che si trova a commento di un piccolo disegno a penna con la pianta degli appartamenti del piano nobile del Palazzo Regio di Cagliari, conservato nell'Archivio di Stato di Torino [55], databile agli anni intorno al 1806, e forse di mano dello stesso Re Vittorio Emanuele I (fig. 4).

Il Palazzo Regio, che si era venuto formando nel tempo attraverso una lunga serie di interventi di adattamento e di conservazione di antiche strutture, era stato infine utilizzato, nel 1794, per le sedute pubbliche degli Stamenti, ed era apparso piuttosto malandato al Viceré Vivalda che vi era arrivato nell'autunno dello stesso anno [56]; sottoposto più volte a lavori di riparazione, aveva però mantenuto nei primi anni del secolo XIX la destinazione delle diverse sale, risalente all'intervento dell'Ing. Augusto De la Vallée [57].

---

razionalizzazione e di abbellimento dello spazio urbano. A questo riguardo valgano le considerazioni di F.G. De La Pierriere, *Relation historique et géografique du Royaume de Sardaigne et des principales iles y adiacents sur la fin de 1746* (le case di Cagliari «*mal bâties*», le strade «*mal-perceés*» in P. Benvenuti, *Una relazione storico geografica sulla Sardegna del 1746*, in «Nuovo Bollettino Bibliografico Sardo», 13-24 (1957-1959); Anonimo, *Descrizione dell'isola di Sardegna (omissis)*, Biblioteca Comunale di Cagliari, *Manoscritti Libreria Ballero*, n° 3, pp. 11-12, 14-15, pubblicato da M. Pinna, *Dalle memorie di uno sconosciuto. La vita di Cagliari nel '700*, in «Unione Sarda» XL, n° 313 del 23-12-1928; XLI, nn° 35, 37, 40, 44, 46 e 92, rispettivamente del 10, 13, 16, 21, 23 -2- e del 17-4-1929; M. Cabras, *Il vecchio centro urbano di Cagliari in una nuova regolamentazione edilizia*, in «Bollettino Tecnico del Circolo culturale degli ingegneri ed architetti sardi», n° 2 (1956), p. 15, lettera manoscritta della Segreteria viceregia del 1761, conservata in copia nella Biblioteca del Marchese Amat di S. Filippo: «Li muratori sono in quantità, ma niuno intende architettura, né sono capaci nemmeno di travagliare a piombo, né di fare una quadratura perfetta, non sanno dare la monta proporzionata ad una volta e neanco alli coperti, che riuscendo quasi come in piano le acque vi soggiornano e trapelano in tutte le case... Se si avessero due buoni capimastri biellesi introdurrebbero in questa città ed a poco a poco passerebbe nel Regno l'arte di fabbricare a dovere ed il pubblico ne sentirebbe un gran vantaggio»; A. Castellino, *L'edilizia privata cagliaritana nei secoli XVII e XVIII dai documenti dell'Archivio Storico comunale di Cagliari*, in *Arte e cultura...* cit., pp. 453-471; M.L. Di Felice, *Orientamenti e realizzazioni nell'edilizia pubblica cagliaritana tra il Seicento e il Settecento, ibid.*, pp. 433-451.

[55] AST, Corte, *Sardegna, Carte relative al soggiorno della Real Corte nel Regno*, 1797-1816.

[56] AST, Corte, *Sardegna, Dispacci del Viceré*, 1794, mazzo 4, Viceré Filippo Vivalda, dispaccio del 3 ottobre 1794. Per la storia del palazzo: G. Olla Repetto - C. Pillai, *Documenti per la storia del Palazzo regio di Cagliari*, in ASS, XXXIII (1981), p. 190; A. Saiu Deidda, *Palazzo Regio*, in *Sicilia, Sardegna...* cit., pp. 243-244; S. Naitza, *Architettura...* cit., pp. 100-101.

[57] ASC, *Segreteria di Stato, Serie I*, voll. 519-520 e *Serie II*, vol. 1489; M. Cabras, *Le opere del De Vincenti...* cit. (sopra n. 7), pp. 300-301, in *Atti del XIII Congresso...* cit., figg. 33 (AST, Corte, *Carte topografiche segrete*, 47 A 3) e 34-35. La pianta del Piano nobile del Palazzo del Viceré è priva di data ma è sicuramente anteriore al 1760. L'ingegnere Augusto de La Vallée, a Cagliari fin

Nel disegno di cui trattiamo le indicazioni sono numerose e precisissime: si cambia talvolta radicalmente la destinazione d'uso degli ambienti, così che, ad esempio, si tramutano in camere d'udienza alcune camere da letto; si ripropone la creazione di una cappella, sia pure in uno spazio diverso da quello in cui si trovava originariamente, spazio che, forse nei primi anni del soggiorno della Corte in Sardegna, era stato utilizzato come anticamera per le udienze della Regina; si indicano i colori, i materiali da usarsi per i diversi «accomodaggi», che prevedono naturalmente la apertura o la chiusura di alcune porte, in vista di una diversa articolazione degli spazi disponibili; si prescrivono oppure si eliminano le stampe alle pareti. Il tutto sembra comunque tener conto della necessità di evitare spese eccessive: «non se le darà la vernice (alle finestre della facciata) ma solo il colore verde. In generale non si darà vernice a niente, nè si impegnerà calce per aprire o chiudere le porte, o, per altri accomodaggi, ma solo gesso»; o ancora «nella sala delle guardie (già d'udienza del Re) si aprirà la porta A e si chiuderà la porta B, si rinnoverà la tinta del muro vi si metteranno dei quadri invece della tappezzeria», etc.

Il disegno ha un carattere di appunto personale più che di rilievo esatto del luogo, ma è di grande interesse per il fatto che consente di conoscere la distribuzione degli ambienti e il loro uso alla fine del '700 e, allo stesso tempo, gli interventi operati in un particolare periodo della permanenza della Corte in Sardegna. Infatti alcune indicazioni, come il riferimento a «Madama Beatrice», permettono di datarlo ad un periodo precedente il matrimonio della principessa Beatrice, figlia di Vittorio Emanuele I, con Francesco D'Austria Este, e cioè prima del 20 giugno 1812 [58], presumibilmente all'epoca dell'arrivo a Cagliari, nel 1806, della nuova Famiglia Reale, quando si rese necessario adattare il palazzo alle sue esigenze [59].

---

dal 1735, diede una sistemazione unitaria al piano nobile del palazzo che «ricollegò allo scalone d'onore, costruito dall'ing. De Guibert nel 1730, con una serie di grandi sale lungo il lato occidentale per le quali aveva curato anche la decorazione. Allo stesso De la Vallée si deve forse anche la sistemazione classicheggiante della lunga facciata «risalente al prototipo berniniano di Palazzo Chigi Odescalchi»: cfr. A. CAVALLARI MURAT, *L'architettura del Settecento in Sardegna*, in *Atti del XIII Congresso...* cit., p. 286.

[58] P. MARTINI, *Storia...* cit., p. 222.

[59] *Ibid.*, p. 153. Pagamenti per interventi di qualche rilievo sono documentati appena qualche anno dopo, nel 1808: AST, Corte, *Sardegna, Carte relative al soggiorno...* cit. (il 4 luglio il Maestro Antonio Contini riceve lire 233.2.6 per lavori non precisati; il 23 novembre Domenico Franco riceve lire 533.6.8 per lavori in marmo; nel dicembre sono pagati ancora lavori non precisati al muratore Sisinnio Guiso e al falegname Ferraris che ricevono lire 166.13.4).

Il soggiorno della Corte nell'isola ebbe dunque l'inevitabile conseguenza di un impegno più diretto nella risoluzione dei suoi problemi, e un interesse più immediato alla sua promozione culturale. È significativo, infatti, che proprio nei primissimi anni, durante il primo viceregato di Carlo Felice [60], perfino gli aridi formulari dei documenti della Segreteria di Stato, come i registri degli *Ordini e delegazioni* facciano riferimento ad un interessamento personale del Principe negli interventi più diversi: dalla concessione di materiali di recupero per la prosecuzione della costruzione della chiesa di Sant'Anna nel quartiere di Stampace a Cagliari, impiantata nel lontano 1784 e finita solo nel 1818 [61]; alle riparazioni da farsi nei Magazzini appartenenti alle Regie Fabbriche e Fortificazioni che devono essere eseguiti «senza ulteriore ritardo» [62] e alla richiesta di fondi per le spese occorrenti alla formazione della raccolta che avrebbe formato il primo nucleo del Gabinetto di Antichità donato alla Università cagliaritana nel 1804 [63].

In questa nuova prospettiva si comprende il succedersi, entro il primo decennio del secolo XIX, delle iniziative nel campo sanitario, promosse dallo

---

[60] P. MARTINI, *Storia...* cit., pp. 54-55.

[61] Per il completamento della chiesa furono utilizzati i materiali recuperati da un antico rivellino in Piazza Stampace (ASC, *Segreteria di Stato, Serie II, vol. 1073, 23 febbraio 1801)*, e dalla demolizione del fortino del molo chiamato di Sant'Efisio. La chiesa, concordemente attribuita a Giuseppe Viana (A. CAVALLARI MURAT, *Giuseppe Viana...* cit., p. 14; ID., *Indagini sull'espansione in Sardegna dell'architettura settecentesca piemontese*, in «Bollettino del Centro Studi della Storia dell'architettura», n° 17 (1961), p. 161; ID., *L'architettura del Settecento in Sardegna...* cit., p. 287; C. MALTESE, *Arte in Sardegna dal V al XVIII*, Roma, 1962, pp. 34-36 e notizie di R. SERRA ai nn. 154 e 155-158; C. MALTESE - R. SERRA, *Episodi di una civiltà anticlassica...* cit., p. 367; V. MOSSA, *Natura e civiltà in Sardegna*, Sassari, 1979, pp. 141-142; ID., *Dal Gotico al Barocco in Sardegna*, Sassari-Firenze, 1982, pp. 14-15; S. NAITZA, *Architettura...* cit., pp. 130 sgg.) fu terminata solo nel 1818 (G. SPANO, *Guida...* cit., p. 133).

[62] ASC, *Segreteria di Stato, Serie I*, vol. 535 (1, 6, 9 giugno, 12 e 14 agosto 1801).

[63] *Ibid.* (17 marzo 1801: Il Capitano nel Corpo dei Cacciatori esteri Don Leonardo De Prunner, Direttore del Gabinetto di Storia naturale ed antichità deve «fare acquisto di produzioni nazionali per il medesimo Gabinetto»; 8 agosto 1801: si richiedono i materiali per l'allestimento del Museo). Il Capitano De Prunner sarà nominato nel 1809 «Ispettore di tutti li magazzini dipendenti dall'Ufficio del soldo di qualunque natura essi siano» (AST, Corte, *Sardegna, Economico* cat. IV, 8 maggio 1809). Sul Museo sono di grande interesse le osservazioni di F. D'Austria Este (*Descrizione...* cit., p. 87: «...e vi è il Museo, ch'è una cosa nascente appena, che non ha fondo, solo alle volte la Regina, o il Duca del Genevese vi destinano qualche somma, il resto si unì con piccoli doni fatti da particolari, con cambi ed industria del Direttore del Museo il Capitano cav. Prunner tedesco d'Ausburg, uomo pieno di zelo, attività, industria, amore al Museo, ma ben poco se ne intende, solo da dilettante, quindi molto è in confusione, alla rinfusa senza un ordine, e vi è ben poco fin'ora in ogni genere, cosicché si può chiamare un principio d'un museo, ma non un museo».

stesso Re Carlo Emanuele, che portarono ai tentativi di rivitalizzazione delle località termali in tutta l'isola (in particolare delle antiche *Aquae Neapolitanae* a Sardara [64]), alle pressioni sulla città di Cagliari perché si ristrutturasse e ampliasse il Lazzaretto sul promontorio di Sant'Elia [65], così come l'individuazione di luoghi da adibire a pubblico mercato delle derrate alimentari nelle principali città dell'isola [66].

A queste iniziative nel campo architettonico che ebbero, come si vedrà, vicende diverse, e che spesso non giunsero a completa attuazione, si deve aggiungere quella (di grande rilevanza insieme politica e culturale) della progettazione e costruzione di una piccola città nel Nord dell'isola, dovuta allo stesso Re Vittorio Emanuele I, che ebbe il nome di Santa Teresa di Gallura, evidentemente in onore della Regina Maria Teresa.

Nel luogo in cui sorse l'abitato di Santa Teresa di Gallura sorgeva un piccolo agglomerato di capanne rudimentali chiamate Longonis, forse dal nome dell'insenatura naturale che funge da porto [67].

L'idea di stabilire una popolazione in quel territorio così difficilmente controllabile partiva da lontano: ne fa fede il «*Parere dell'Intendente Generale per lo stabilimento di una popolazione di Longon Sardo*» del 1738 [68], al quale fa seguito il «*Progetto di istruzioni per due ministri patrimoniali da stabilirsi nel porto di Longon Sardo, con le istruzioni per i Vice Guardia minore*» firmato dal Viceré Balbiano nel 1794 [69]. La situazione dell'ordine pubblico in quella zona dell'isola era infatti così grave che il Colonnello Pes di Villamarina, nel 1802, proponeva la distruzione del piccolo aggregato di capanne e «la dispersione

---

[64] ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 81, lettera del 18 maggio 1770; 21 luglio 1801; G. De Francesco, *Cronache sarde (Sardara e le sue terme)*, Cagliari, 1903; A. Saiu Deidda, *Progetti ottocenteschi per le Terme di Sardara*, in *La Sardegna nel Mondo Mediterraneo-Atti del 3° Convegno internazionale di Studi geografico-storici* (Sassari-Porto Cervo-Bono 10-14 aprile 1985), a cura di P. Brandis - M. Brigaglia - G. Scanu, Sassari, 1990, pp. 233-253.

[65] Sulle vicende dell'antico Lazzaretto di Cagliari: F. Masala, *I luoghi della peste*, in *Arte e cultura del '600 e del '700...* cit., pp. 29-40, in particolare le pp. 35 e 36-37. Sull'antico Lazzaretto di Alghero cfr. il rilievo dell'ing. Leopoldo David, del 1804, in M. Cabras, *Le opere...* cit., I, p. 294, II, p. 278, figg. 2-3; ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 1568, *Articolo di deliberazione di Giunta del Magistrato di Sanità del 26 luglio 1804*, in cui si richiede un'operazione di sgombero e pulizia del Lazzaretto; ACC, *Sez. I*, 254, C 112, Allegato A.

[66] ASC, *Segreteria di Stato, Serie I, Carteggio Segreto*, lettere del 25 e 27 dicembre 1806.

[67] S. Rattu, *Santa Teresa di Gallura*, in *Studi storici in onore di Francesco Loddo Canepa*, Firenze, 1959, p. 258. Cfr.: ASC, *Archivio Antico*, vol. K 1, f. 99*v*; vol. B.6, f. 249 e inoltre *Uffizi e impieghi*, vol. B.C. 27, f. 422.

[68] ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 1292.

[69] *Ibid.*, 25 maggio 1794.

degli irriducibili abitatori per tutta l'isola»[70]. Ma a partire da quella data cominciò anche l'opera del Capitano Magnon, Comandante della guarnigione posta nella Torre di Longon Sardo, perché al problema di ordine pubblico potesse essere data una soluzione diversa.

Opponendosi alla dispersione degli abitanti egli chiedeva invece che fossero date loro delle case per riunirli e per condurli «ad abitudini di vita civile»; e intanto si adoperava per convincere i proprietari della zona a donare dei terreni, a costruire delle case da dare in affitto a modico prezzo, a donare le somme occorrenti per la costruzione della chiesa, in cambio di modeste onorificenze[71]. Contemporaneamente egli elaborava un progetto per l'abitato, di cui fa fede il disegno, datato 23 febbraio 1803, che si conserva presso l'Archivio di Stato di Cagliari (fig. 5)[72].

Occorre dire subito che nel suo disegno il Capitano Magnon mostra una notevole inesperienza nel campo urbanistico, evidente nell'indifferenza ai problemi posti dalla organizzazione della viabilità e dall'orientamento degli edifici. Così le strade d'accesso e di circolazione interna dell'abitato sono in realtà la semplice continuazione di quelle che provenivano dall'interno dell'isola: parallele fra loro, e prive dei necessari collegamenti fra i gruppi di case progettate lungo di esse. Al centro dell'abitato, fulcro della viabilità è la *Piazza S. Vittorio*, in cui si prevedeva una chiesa con la stessa intitolazione e lo spazio per i suoi successivi ampliamenti. Una citazione 'piranesiana', nella piramide al centro della piazza che «sarebbe destinata a trasmettere ai posteri i nomi degli Augusti Reali fondatori», denota un gusto aggiornato, in qualche misura romantico, in questo rude militare che aveva progettato il nuovo centro organizzandolo schematicamente in contrade, prive, tranne due (*S. Antonio* e *S. Placido*), di sbocchi verso l'esterno, forse per un neppure tanto nascosto desiderio di avere un più facile controllo della popolazione: l'accesso al porto infatti si sarebbe avuto solo dalla Piazza S. Placido, ed era significativamente già prevista una *Casa di Giustizia o Prigione*. Intorno alla *Piazza S. Felice*

---

[70] ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 1865.

[71] S. RATTU, *Santa Teresa...* cit., pp. 264-267; AST, Corte, *Sardegna, Carte...* cit., lettera del 29 settembre 1807 in cui si propone il titolo di Conte del Campo da spedire a favore del Marchese di Villamarina e il titolo comitale di San Felice per il Sig. Pietro Cabras di Tempio, il quale ha donato il tenimento di Valdigalera per uso della popolazione di Santa Teresa e «ha cooperato a tale stabilimento colla fabbrica di varie case, non men che le oblazioni fatte per la erezione e dotazione di quella chiesa dal Dottore Pietro Addis di lui zio».

[72] ASC, *Tipi, Profili, macchine, disegni d'architettura*, nn. 81 e 95. ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 1292.

sarebbero stati costruiti il *Monte Granatico*, gli *Archivi della Comunità*, l'*Ufficio della Posta*. Accanto alla chiesa si prevedeva la *Casa per il Cappellano*; in posizione strategica, sul fondo della Contrada S. Antonio la *Casa per un Comandante*; intorno al centro abitato, di cui si prevedevano anche gli accrescimenti, si proponevano le diverse colture agricole; in lontananza il *Campo Santo e Cemeterio*.

Si tratta come si vede di un piano che rivela la cultura essenzialmente militare del Magnon, una sorta di accampamento ad allineamenti privi di una articolazione di tipo propriamente urbanistico, e che non ebbe, fortunatamente, pratica attuazione. In realtà l'abitato sorse qualche anno dopo, in seguito alla decisione del Re Vittorio Emanuele I, che pubblicò il Diploma, datato a Cagliari il 12 agosto 1808, con il quale ordinava «l'erezione e la formazione di una nuova popolazione vicino alla torre di Longon Sardo, sotto il nome di S. Teresa, colli vantaggi ivi espressi in favore dei nuovi popolatori e colle disposizioni menzionatevi» [73]. Il Diploma seguiva un nuovo progetto, la cui prima versione esiste nell'Archivio di Stato di Torino (Fig. 6), ed è concordemente attribuita allo stesso Re Vittorio Emanuele I, il quale aveva lasciato in bianco lo spazio destinato al nome che sarebbe stato scelto dalla Regina a cui, come si è detto, quella fondazione era dedicata [74].

Lo stesso documento di fondazione precisava i limiti territoriali: «Il mare a tramontana, ed ha ponente sino al luogo detto l'arena maggiore, da cui la linea di demarcazione continuerà sino a Monte Ferru, rocca di granito dominante la selva della Tuditta; quindi volgendo a Levante passerà dalla cappella campestre di San Pasquale; e da questa per l'ovile del fu Giorgio Bulciolu, sino al fiume di Liscia, che servirà di limite al Levante sino alla sua imboccatura al mare».

Pur prendendo spunto dal progetto del Capitano Magnon, di cui si cita significativamente la «*Piramide nella Piazza S. Vittorio*», e si conserva l'idea della centralità ideale della stessa piazza con la chiesa omonima, il progetto del 1807 appare come il risultato dell'elaborazione di una cultura urbanistica

---

[73] Cfr. la copia esistente nell'Archivio storico del Comune di S. Teresa, trascritta in S. RATTU, *Santa Teresa...* cit., pp. 284-289, a cui si unisce la *Relazione* del Capitano Magnon, datata 19-1-1811 (*ibid.*, pp. 290-308).

[74] AST, Corte, *Carte topografiche segrete*, 14 C.I. rosso. Il disegno, intitolato «Pianta della nuova villa in Longon Sardo, dietro al disegno tracciato da S.M. l'Augusto fondatore colla denominazione di... MDCCCVII» lascia significativamente vuoto lo spazio destinato al nome: cfr. A. CAVALLARI MURAT, *La circulation des modèles de comportaments urbanistiques et architectoniques dans les chefs-lieux de la Maison de Savoie durant le XVIIIe et le XIXe* siècle, in *Bâtir une ville au siècle des lumières. Carouge: modèles et réalités*, Carouge, 1986, pp. 145-152, fig. 66.

diffusa, quale poteva ormai essere verificata dopo due secoli di attività dei numerosi architetti urbanisti che avevano modellato le città piemontesi: dal Vitozzi al Castellamonte, dallo Juvarra al Plantery, al Vittone, all'Alfieri, allo stesso Giuseppe Viana, cultura che, del resto, aveva dato interessanti modelli precedenti nella stessa Sardegna, con le progettazioni di Saverio Belgrano di Famolasco a Cagliari [75], e con l'esempio di città progettate come Carloforte, realizzata a partire dai primi decenni del secolo precedente [76]. Perciò, malgrado questo piano urbanistico possa apparire piuttosto povero di contenuti, lontano dal dibattito sulla città che allora si svolgeva nell'Europa napoleonica, tanto da far pensare ad un ritorno alla tradizione dei trattati vitruviani, agli schemi rigidi delle 'città ideali', esso rappresenta la prova della sensibilità urbanistica ormai comune in Piemonte, in un paese «*ou les règnants eux mêmes s'amusaient à imaginer des plans de ville*» [77].

La volontà di pianificazione tiene in scarsa considerazione le caratteristiche del terreno, che deve ad ogni costo essere regolarizzato: al punto B si indica nella legenda «la roccia di granito che dovrà impiegarsi per la prima all'edificare la chiesa e per sgombrare il sito e renderlo regolare»; al punto P «siti perfettamente piani»; etc. Vi appare inoltre la volontà di ricordare Torino, in quel reticolo ordinato di strade ortogonali, nella ricercata proporzionalità fra le diverse isole, nel sogno dei «Palagi che dovranno avere portici». L'ordine distributivo appare razionalmente logico, e senza dubbio attuale: accanto alle zone destinate all'edilizia popolare si indicano gli edifici da destinarsi ad attività artigianali o agricole; sulla Piazza S. Vittorio si allineano il *Castello*, la *Casa di Comunità*, la *Curia*, la *Casa Parrocchiale*, il *Monte di Soccorso.*

La lettura delle didascalie chiarisce insomma la teoria urbanistica del progetto, che fa capo all'esperienza della serie delle città fondate in tutto il Piemonte, al culmine della quale è certamente quella di Carouge [78], la città cattolica contrapposta alla calvinista Ginevra, come appunto Santa Teresa di Gallura, sentita come un avamposto del Regno di Sardegna sia contro la

[75] A. CAVALLARI MURAT, *Saverio Belgrano...* cit.; ID., *Indagini...* cit., p. 160.

[76] ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 1071; R. CIASCA, *Momenti della colonizzazione in Sardegna nel secolo XVIII*, in «Annali della Facoltà di Lettere e Filosofia della Regia Università di Cagliari», I-II (1927-1928); B. VIRDIS, *Bastioni e torri di Carloforte*, Roma, s.d.; M. CABRAS, *Le opere del De Vincenti...* cit., p. 301.

[77] A. CAVALLARI MURAT, *La circulation...* cit., p. 145.

[78] A. CORBOZ, *L'invention de Carouge 1772-1792*, Lausanne 1968; *Bâtir une ville...* cit. (sopra n. 74).

criminalità sia contro le idee politiche rivoluzionarie che avrebbero potuto approdare nell'isola dalla vicina Corsica [79].

Allo stesso clima culturale appartengono naturalmente i due progetti elaborati da Vittorio Pilo Boyl, l'uno con la «*Pianta, Prospetto, Spaccato per la nuova Beccaria di Porta Villanova*», conservato presso l'Archivio di Stato di Cagliari; l'altro, destinato alla ristrutturazione e all'ampliamento del Lazzaretto di Cagliari, intitolato «*Pianta del nuovo Lazzaretto di Cagliari da eseguirsi nel sito dell'esistente servendosi del medesimo, e contiene le Patenti sospette e sporche, e l'inserro dei contaggiosi*» che si conserva nell'Archivio di Stato di Torino (fig. 7) [80]. Quest'ultimo è accompagnato da una lunga e dettagliata didascalia, la cui lettura consente di conoscere le esigenze di quella particolare struttura, indispensabile strumento di controllo e di prevenzione in una epoca di ricorrenti epidemie [81].

Il complesso prevedeva edifici fra loro molto simili ma disposti per così dire al di qua e al di là di una linea ideale che divideva la cosiddette Patenti «sospette» da quelle «sporche», e cioè le aree destinate ai malati presunti da quelle destinate ai malati conclamati. All'interno di questa suddivisione, indicata in didascalia nella compresenza delle lettere maiuscole e minuscole, si prevedevano tutti gli ambienti necessari alla quarantena delle persone, alla ventilazione e allo sciorinio delle merci e della corrispondenza, in una disposizione che ha un carattere estremamente razionale, funzionale dunque, ma non privo di inventiva e di fantasia creativa.

Il Boyl creò infatti una distribuzione spaziale basata sulla forma quadrangolare di un complesso abbastanza vasto, riproponendo, in una dimensione qualitativamente alta le formule già lungamente sperimentate negli edifici a destinazione sanitaria lungo tutto il '700 in Piemonte [82], e in quegli edifici influenzati

---

[79] Si vedano le lettere del Capitano Magnon sui continui attacchi portati al presidio militare ospitato nella torre di Longon Sardo (ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 1292) in S. Rattu, *Santa Teresa...* cit., pp. 263-266.

[80] F. Masala, *Il quartiere: vicende degli ultimi due secoli,* in *Cagliari. Quartieri storici. Marina*, Cagliari, 1989, fig. 47; AST, Corte, *Carte topografiche segrete*, 31.C.I rosso.

[81] G. Tore, *Territorio, igiene, infrastrutture nella Sardegna del XIX secolo*, in «Archivio Sardo del Movimento operaio contadino e autonomistico», nn. 4-5 (1975), pp. ; Id., *Pestilenza e società. La difesa epidemiologica in Sardegna dal XVIII al XIX secolo* in «Annali della Facoltà di Magistero», III (1978-1979), pp. 111-144.

[82] L. Palmucci, *Acqui: il complesso termale oltre Bormida*, Torino, 1983, p. 6-8, in particolare la p. 6 con l'immagine relativa al progetto per l'Ospedale dei soldati, di Giovanni Battista Ferroggio (21 gennaio 1789). Può essere interessante anche il confronto con una opera che non fu eseguita: le *Nuove Carceri Senatorie*, di cui esistono due progetti. Appaiono caratterizzati

dalla corrente pragmatista di quello che potremmo definire un razionalismo *ante litteram* della coeva cultura architettonica francese, cultura che, attraverso i manuali pubblicati nei primi decenni dell'800 avrebbe poi influenzato tutta l'Europa, soprattutto ad opera del Durand con i suoi *Precis de leçons d'architecture données à l'École polytechnique*, la cui filosofia è felicemente sintetizzata nell'espressione: «L'architettura è una formula grafica»[83]. Il Boyl operò dunque consapevolmente un tentativo di introdurre nuovi contenuti nel panorama dell'architettura isolana, recuperando gli ideali umanitari e sociali dei primi riformatori del sistema penale e sanitario, e creando un edificio ad utilizzazione sociale in cui l'esigenza di funzionalità non impediva l'attenzione verso le esigenze proprie degli uomini sofferenti che ne sarebbero stati i diretti fruitori. A questo proposito, infatti, si deve osservare come egli avesse inserito nel suo disegno per il Lazzaretto una cappella circolare che contribuisce a qualificarlo come uno dei migliori progetti elaborati in Sardegna nel secolo XIX.

La cappella avrebbe costituito l'unico elemento di unione fra le due zone del Lazzaretto rigidamente separate per esigenze sanitarie ed era perciò concepita con gli accorgimenti necessari ad evitare qualunque pericoloso contatto fra le persone: intorno ad essa infatti erano ricavati degli ambienti (segnati in pianta con le lettere Q e q) dai quali «si può sentire la S. Messa», ambienti disposti a raggiera intorno alla circonferenza delimitante l'altare, ed ai quali si sarebbe potuto accedere separatamente dalle due aree destinate al soggiorno dei viaggiatori in quarantena.

La costruzione del Lazzaretto fu iniziata e poi più volte interrotta, fino a che, ripresi i lavori nel 1812 fu portata a termine sotto il controllo del Capo Mastro di Città Sebastiano Puddu, a cui toccò di «portare al coperto tutta la porzione già esistente, e porre le porte e le finestre agli alloggi già terminati, acciò gli equipaggi in contumacia siano riparati dall'intemperie». Lo stesso capomastro rifece i calcoli delle spese occorrenti per terminare i lavori «a tenore del disegno», disegno che possiamo anche presumere fosse quello di cui trattiamo, ma che dovette subire un drastico ridimensionamento e di cui si realizzarono dunque solo alcune parti.

---

entrambi da un corpo centrale circolare, che risulta nella sua struttura molto vicino alla cappella-cerniera ideata dal Boyl. Si tratti infatti di un doppio cerchio destinato ad atrio (cerchio minore) e a cappella interna contornata da celle: cfr. U. BERTAGNA - F. ROSSO, *Torino: Architettura e Urbanistica, 1773-1831*, a cura di U. BERTAGNA, in *Cultura figurativa...* cit., p. 1041, figg. 4 e 5.

[83] J.N.L. DURAND, *Precis de leçons d'architecture données à l'École Politechnique*, Paris, 1802-1805, in R. MIDDLETON - D. WATKIN, *Architettura dell'Ottocento*, I, Milano, 1980, p. 27.

Si conservano infatti nell'Archivio del Comune di Cagliari dei *Calcoli* distinti per diverse parti dell'edificio: il «*Calcolo della spesa necessaria per terminare tutta la quantità di lavoro spettante dove contiene la cappella (omissis)*; il *Calcolo della spesa necessaria per terminare il Grande Magazzeno (omissis)*; e il *Calcolo della spesa a farsi per terminare la porzione di fabbrica, che contiene nel Parlatorio*, tutti firmati da Sebastiano Puddu l'11 aprile 1812 [84].

Successivamente il *Sig. tenente Colonnello incaricato delle funzioni di Capitano del Genio Marchese Carlo Boyl*, rappresentò in un disegno del 1818 la situazione del Lazzaretto ormai costruito e di cui, già a quella data, si sentiva evidentemente l'inadeguatezza rispetto alle esigenze sanitarie ed alla utilità economica che una struttura di quel tipo, in posizione geografica così favorevole, avrebbe potuto rappresentare [85]. La planimetria che ci consente di sapere come la costruzione era stata realizzata consente anche di verificare come essa non conservasse neanche il ricordo del primitivo progetto (fig. 8). Si tratta, per usare le parole stesse di Carlo Boyl nella sua relazione, acclusa al progetto di sistemazione, di «un parallelogramma chiuso da doppia cinta, il quale ne contiene diversi altri...» [86]. Ed in effetti altro non si potrebbe dire di questo edificio che, significativamente, ricorda la pianta delle Terme di Sardara progettate dal Capo Mastro Sebastiano Puddu, di cui parleremo tra poco, piuttosto che quello originariamente pensato da Vittorio Pilo Boyl.

Ragioni economiche certamente sono alla base di un simile cambiamento di posizione, in arretramento: dell'antico progetto è rimasta però la forma circolare della cappella, che risulta ora situata al centro del porticato interno e che ricorda singolarmente una simile soluzione adottata nei primi decenni del secolo XVIII dal Vanvitelli nel Lazzaretto di Ancona [87]: un tentativo di aggiornare esteticamente l'opera si nota nel semplice portico aperto nella facciata inserita nel nuovo muro di cinta che tendeva ad avvicinare più che fosse possibile l'area del Lazzaretto alla costa.

Secondo le richieste del Governo Carlo Boyl dovette far rientrare in un unico corpo di fabbrica il vasto complesso di diversi edifici separati fra loro che era

---

[84] ACC, *Sezione I*, 254, cc. 112-118, *Allegati B* e *C*.

[85] F. D'Austria Este, *Descrizione...* cit., pp. 81 e seguenti.

[86] ASC, *Tipi, Profili*, n. 166, «Pianta del Lazzaretto di Cagliari», Cagliari li 5 febbraio 1818, firmato «*Boyl T.te Colo.lo Incaricato di Capo del Genio in Sardegna*»; A.S.C. *Segreteria di Stato, Serie II*, 1568, *Servizio di Acque e Strade, Canale del Lazzaretto*, Cagliari li 4 dicembre 1821, «Relazione dell'Ufficiale Ingegnere d'acque e strade Musso».

[87] A.M. Matteucci, *L'architettura del Settecento*, Torino, 1988, pp. 61-62, in particolare la fig. 1 alla p. 62: «Particolare del Lazzaretto nel porto di Ancona nell'incisione di G. Vasi».

stato concepito per una soluzione ottimale del problema di far trascorrere la quarantena a persone in situazioni sanitarie diverse. Egli risolse il problema eliminando alcune porte e finestre, dividendo con murature interne i locali già esistenti, e adattando quindi ulteriormente il progetto che già era stato restrittivamente 'interpretato' nel 1812 da Sebastiano Puddu, il già citato capomastro, autore, nel 1806, del progetto per le Terme di Sardara [88].

Il rinato interesse per le Terme di Sardara si inquadrava nella generalizzata sollecitudine dei Governi per le esigenze della Sanità pubblica, e in un diffuso risveglio delle problematiche ad essa collegate, che si erano sviluppate lungo tutto il '700 e che per quanto riguarda le terapie termali trova un riferimento emblematico nelle vicende delle terme toscane durante il governo di Pietro Leopoldo [89].

Le antiche *Aquae Neapolitanae* frequentate fin dalla più remota antichità erano state sia pure precariamente tenute in uso lungo i secoli precedenti utilizzando gli avanzi dell'antico edificio costruito dai Romani e tramutato in chiesa nei secoli altomedioevali. A partire dal 1801, per interessamento dello stesso Re Carlo Emanuele IV, si prese in esame la possibilità di «riedificare ed ampliare l'edificio esistente» [90]. Nel 1806, come si è detto, il progetto venne affidato al Capo Mastro della Città di Cagliari, non ad un architetto dunque ma ad uno di quei «puramente mastri» alla cui attività, in assenza di architetti, già si è accennato [91]. Nell'aprile dello stesso anno il Puddu firmò il disegno intitolato «*Pianta e prospettiva della nuova fabbrica che fa eseguire il Sig.r reggitore Don Giuseppe Fancello, nel territorio che appartiene alla villa di Sardara dov'esiste la miniera dell'acqua calda, servente pei bagni, ad ispese del Marchesato di Quirra*» (fig. 9).

Sorprendentemente espressivo e d efficace pur nella evidente povertà tecnico-esecutiva, il disegno richiama immediatamente nella pianta quadrangolare dell'edificio progettato la tipologia dei chiostri dei conventi, che, del resto, erano stati spesso e ovunque utilizzati come luoghi di cura [92] e anche, in una certa misura, la pianta essenziale dell'antico Lazzaretto di Cagliari, le cui

---

[88] A. Saiu Deidda, *Progetti ottocenteschi...* cit., pp. 233-234, fig. 2.

[89] C. Cresti, *Il realismo politico di Pietro Leopoldo nella vicenda progettuale e realizzativa dei Bagni di Montecatini*, in *Una politica per le terme: Montecatini e la Val di Nievole nelle riforme di Pietro Leopoldo*, Atti del Convegno di Studi, Montecatini Terme 25-27 ottobre 1984, Siena, 1985, pp. 133-143.

[90] ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 81.

[91] Cfr. sopra nota n. 40.

[92] F. Masala, *I luoghi della peste...* cit., pp. 34-35.

strutture in rovina ancora sopravvivevano come si è visto nello stesso progetto elaborato dal Boyl nei primi anni del secolo. Nel progetto per le terme si nota però una maggiore complessità nell'organizzazione degli spazi originata dal fatto che si doveva evidentemente tenere conto di problemi sanitari diversi, legati non solo al soggiorno ma anche alla cura di numerose persone: un grande cortile aperto al centro avrebbe ospitato le vasche di raccolta delle acque termali, utilizzabili anche per i bagni terapeutici, e, nello stesso tempo, i servizi igienici. Gli ambienti di soggiorno si sarebbero distribuiti regolarmente sotto i porticati; quelli di servizio nei corpi angolari. Numerose vasche di piccola dimensione erano ricavate nello spessore dei muri per far fronte ad esigenze svariate e ad un considerevole numero di persone contemporaneamente ospitate in sedici «*Stanze d'abitazione*» nei due piani dell'edificio. Nella parte superiore del foglio si trovano le vedute in prospettiva che ci restituiscono con immediatezza le caratteristiche del porticato con archi a pieno centro su bassi pilastri e quelle dell'esterno di una scarna essenzialità, e pareti lisce appena animate dall'apertura di semplici finestre quadrangolari che avrebbero dato aria e luce agli ambienti su due piani.

Il condizionale è d'obbligo perché in realtà il progetto di Sebastiano Puddu, che ci appare non del tutto incolto e anzi singolarmente vicino alla concezione neorinascimentale espressia in edifici analoghi, come quello, ad esempio, per le terme di Acqui (progettato da Battista Scapitta alla fine del '600 in chiaro anticipo sulle soluzioni adottate per gli stessi edifici anche in pieno '700 [93]), non ebbe mai attuazione. Ad esso succedettero altri progetti nella seconda metà del secolo, fra i quali perfino uno di Gaetano Cima [94], ma le Terme di Sardara furono inaugurate solo nel 1900, dopo la realizzazione del progetto dell'Ing. Asproni [95].

---

[93] Si tengano presenti, a questo proposito, le interessanti osservazioni di L. PALMUCCI, *Acqui...* cit., pp. 2-5, e le figg. 1-5.

[94] ASC, *Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 81, lettera dei Consiglieri della Giunta del Vaccino, datata 6 agosto 1846; ARCHIVIO DEL COMUNE DI SARDARA, Cartella Santa Maria is Acquas, «*Verbale della decimanona seduta del Consiglio Provinciale di Cagliari*» del 4 ottobre 1861; ACC, *Carte Cima*, II; A. DEL PANTA, *Un architetto e la sua città. L'opera di Gaetano Cima (1805-1878)* nelle Carte dell'Archivio Comunale di Cagliari, Cagliari, 1983, pp. 179-180; A. SAIU DEIDDA, *Progetti ottocenteschi...* cit., pp. 239-240, *Appendice* alle pp. 252-253.

[95] G. DE FRANCESCO, *Cronache...* cit., p. 197; A. SAIU DEIDDA, *Progetti ottocenteschi...* cit., pp. 242-249, figg. 6-12. La storia degli edifici termali è spesso anche altrove costellata di tentativi falliti, di progetti mai eseguiti. Emblematica può essere considerata la vicenda delle terme di Salsomaggiore: cfr. R. BOSSAGLIA - M. BONATTI BACCHINI, *Tra Liberty e déco: Salsomaggiore*, Parma, 1986, p. 16.

L'analisi di questa documentazione consente di osservare che, malgrado il contrasto fra la sommarietà tecnica del disegno di Sebastiano Puddu e la nitida precisione dei disegni di Vittorio Pilo Boyl, entrambi i progetti valgono a dare la misura delle potenzialità culturali presenti a quel momento nell'isola, potenzialità che non poterono quasi mai tradursi in opere concrete, come dimostrano appunto le vicende delle Terme di Sardara e quelle dello stesso Lazzaretto di Cagliari, per il quale dovettero essere studiati un ampliamento e una ristrutturazione che furono attuati solo nel 1833, da parte dell'ingegnere Alberti (fig. 10)[96], contemporaneamente alla progettazione in forme semplicissime del Lazzaretto di Alghero (fig. 11), che ebbe una sitemazione definitiva da parte dell'ingegnere Marchesi solo nel 1838[97].

In questo contesto che sulla base delle ricerche finora condotte abbiamo riscontrato molto povero, non tanto di idee quanto di realizzazioni concrete, prevalentemente segnato dalle continue riparazioni e dagli adattamenti elementari alle case delle famiglie nobili del Castello che erano state messe a disposizione della numerosa Corte piemontese, e dalle ricorrenti ricognizioni delle fortificazioni, alla continua ricerca di nuovi spazi in una realtà che sembrava non potesse sostanzialmente mutare, spicca certamente il sorgere di due edifici civili rilevanti sul piano architettonico, quali sono la Villa di Orri e la Villa Pollini, i cui committenti, uno sardo l'altro genovese, erano, sia pure per vie alquanto diverse, collegati strettamente alla Corte.

Infatti la Villa d'Orri, che sorge non lontana da Cagliari lungo il litorale occidentale dell'isola, era la dimora del Marchese Stefano Manca di Villahermosa, rappresentante della più antica nobiltà sarda[98], che divenne uno dei più ascoltati consiglieri del Principe Carlo Felice fin dal suo primo viceregato; la villa del Conte Gaetano Pollini (dal 1897 nota con il nome di «Villa Doloretta»[99] era invece la casa di un ricco mercante e imprenditore genovese, che ebbe il titolo nobiliare nei primi anni dell'800 per la sua generosità nel finanziare la difesa di Cagliari dall'attacco francese tra il 1792 e il 1793[100], e per il sostegno

---

[96] ASC, *Tipi, Profili...* cit., n. 17; *ibid., Segreteria di Stato, Serie II*, vol. 1568.

[97] ASC, *Tipi, Profili...* cit., n. 26.

[98] P. TOLA, *Dizionario...* cit., pp. 303-306: P. BELLONOTO, *Il Gen. Stefano Manca di Villahermosa*, Cagliari, 1926.

[99] Il nome si trova su una targa affissa al culmine del timpano nel corpo centrale, insieme alla data. Doloretta Marcello era la moglie di Francesco Zedda che appunto in quel periodo restaurò la villa e il giardino.

[100] AST, Corte, *Dispacci del Viceré (1791-1792)*, mazzo 3, 28 dicembre 1792.

dato alle iniziative economiche del governo durante il soggiorno della Corte in Sardegna [101].

La mancanza, almeno allo stato attuale della ricerca, di una documentazione adeguata conferisce un carattere di sistemazione provvisoria allo studio di questi due edifici [102], poiché si deve procedere potendo contare solo sull'analisi delle forme dell'alzato, essendo a questo momento quasi impossibile uno studio del loro impianto planimetrico originario. Infatti se per la Villa Pollini possediamo un rilievo che ne restituisce la situazione al momento in cui essa, ormai ridotta in rovina, cominciò ad essere restaurata (e quindi presumibilmente nelle condizioni in cui si trovava alla fine dell'800, dopo aver più volte cambiato proprietario [103]), per quanto riguarda la Villa d'Orri, pur essendo in fase di elaborazione uno studio di rilievo che la considera nell'ambito di tutto il complesso di edifici e di giardini che ancora ne sopravvivono, manca ancora la possibilità di una chiara lettura dell'impianto planimetrico, e addirittura dello stesso alzato, quasi del tutto avvolto e nascosto da una rigogliosa e ormai incontrollata vegetazione [104]. La casa che il Marchese di Villahermosa fece costruire presso il villaggio di Sarroch (fig. 12), dopo aver sapientemente bonificato un terreno acquitrinoso [105], si trova infatti all'interno di un vasto

---

[101] ASC, *Segreteria di Stato, Serie I*, vol. 532; AST, *Relazioni a S.M. 1815-1816*; *ibid., Carte relative al soggiorno...* cit.; ARCHIVIO DELL'ARCICONFRATERNITA DEI GENOVESI DI CAGLIARI, vol. 1/2, ff. 45 e seguenti. A partire dalla Congregazione generale del 23 novembre 1766 fra i Confratelli figura Gaetano Polini. Nel 1788 insieme ad Agostino Agnesa egli è Assistente alla «Banca» della stessa Arciconfraternita, carica che mantiene fino all'agosto del 1793. Venne proposto per un titolo nobiliare dal Viceré Balbiano (AST, Corte, *Sardegna, Dispacci del Viceré (1791-1792)*, mazzo 3, 28 dicembre 1792. La sua ascesa al rango nobiliare può essere seguita attraverso gli elenchi del confratelli della Arciconfraternita dei Genovesi: il 23 novembre 1800 è indicato come «Cavaliere Don Gaetano Polini» nella carica di Priore; nel 1805 è ancora Priore ed è ormai definito Conte. Nel 1808 tentava di ottenere delle Regie Provvidenze per agevolare la riuscita della Fabbrica di saponi da lui stabilita a Cagliari (AST, Corte, *Sardegna, Carte relative al soggiorno...* cit.).

[102] La bibliografia esistente su Villa D'Orri è interessata soprattutto al Parco e all'azienda agricola di cui essa è sempre stata il centro: A. DELLA MARMORA, *Itinerario dell'isola di Sardegna tradotto e compendiato dal Can. Spano*, Cagliari, 1868, I, pp. 96-97; V. ANGIUS in G. CASALIS, *Dizionario geografico storico statistico commerciale degli Stati di S.M. il Re di Sardegna*, XIII, Torino, 1845, p. 791; una breve descrizione viene data dallo G. SPANO (*Guida...* cit., pp. 332-333).

Sulla Villa Pollini: G. SPANO, *Guida...* cit., pp. 364-366.

[103] Si coglie qui l'opportunità di ringraziare per la sua squisita cortesia l'Avv. Walter Pinna, che ha consentito le riprese fotografiche e la pubblicazione delle immagini che qui si riproducono.

[104] G. COSTA, *Per un rilievo di Villa d'Orri*, in «Biblioteca Francescana Sarda», IV (1990), pp. 375-390; S. NAITZA, *Architettura...* cit., p. 217.

[105] Si può supporre che l'impresa del Marchese di Villahermosa fosse collegata alla fondazione della Società Agraria di cui aveva firmato il *Regolamento*, nel 1804, lo stesso Carlo Felice: cfr.

parco, rinomato fin dal suo sorgere per la vastità, per la bellezza e per la varietà delle essenze vegetali fatte giungere da ogni parte del mondo [106].

Pur in una sua peculiare semplicità di impianto la villa appare evidentemente concepita con l'intento di ricreare in Sardegna per i membri della Corte, e in particolare per il Principe Carlo Felice un ambiente che richiamasse le comodità e l'eleganza delle dimore reali piemontesi pur nell'evidente disparità di proporzioni. Essa sorge con una pianta genericamente riconducibile alla forma di una H nell'area in cui doveva esistere una più antica costruzione, di cui rimane traccia in una bella finestra bifora la cui struttura e decorazione mostrano caratteri tardogotici, catalani, ancora diffusi nell'architettura sarda tra il '500 e il '600, e venne certamente progettata insieme al grande parco recintato che occupa quasi tutto lo spazio che la separa dalla riva del mare.

Come si è accennato l'edificio si legge con molta difficoltà proprio a causa della fitta vegetazione che ne ricopre quasi interamente la superficie o ne impedisce la vista, ma si possono almeno indicare alcuni elementi formalmente qualificanti, come la smussatura degli spigoli (fig. 13); la lavorazione a bugnato leggero; le lesene e le cornici che si stagliano appena sulle superfici murarie; la studiata semplicità delle mostre delle finestre e delle porte, ad eccezione di quella che fa da sfondo al ballatoio posteriore, che appare risolta in un portale di sapore manierista col suo timpano spezzato e la decorazione a dentelli nell'architrave (fig. 14), elementi tutti che inducono a collocare la villa nel contesto neocinquecentesco di tanta parte dell'architettura italiana del '700 [107].

Nella parte anteriore l'edificio si caratterizza per una grande essenzialità dell'impianto di tre corpi principali; due dei quali, avanzando lateralmente inquadrano una doppia scala (ornata alla base da busti marmorei) che consente l'accesso al piano nobile in cui si conserva, ancora in parte abitata, una numerosa serie di ambienti che si dispongono lungo i due prospetti principali [108].

L'interno risente in modo notevole dell'influenza delle forme dell'arredo e

---

Stabilimenti per la Reale Società Agraria ed economica di Cagliari. Regolamento ed elenco dei Soci, Cagliari, 1804.

[106] DELLA MARMORA, *Itinerario...* cit., I, p. 97. Sul parco cfr. ancora M.G. MESSINA - A. PASOLINI, *Il giardino storico in Sardegna*, in *Parchi e Giardini storici, conoscenza, tutela e valorizzazione* (Mostra a cura del Ministero per i Beni Culturali e ambientali. Comitato Nazionale per lo studio e la conservazione dei Giardini Storici), Roma, 1991, pp. 215-216.

[107] A. M. MATTEUCCI, *L'architettura del Settecento...* cit., pp. 1-2 dell'*Introduzione*; S. NAITZA, *Architettura...* cit., p. 217.

[108] Ringrazio ancora per la sua ospitalità cortesissima la Sig. Bonaria Manca di Nissa che ha consentito la visita e le riprese fotografiche della Villa d'Orri.

della decorazione delle dimore reali sabaude [109] e vi si coglie chiaramente il riferimento ai modelli della sfarzosa decorazione del Palazzo Reale di Torino o della Palazzina di Caccia a Stupinigi, sia nella presenza di pitture sulle pareti e sui soffitti (fig. 19), di porte finemente dipinte a grottesche, nella realizzazione di una 'Sala cinese' (fig. 20), nel disegno dei camini o degli specchi. Si deve dire inoltre che la villa appare, nella sostanza, organizzata nel piano nobile intorno ai nuclei dei due appartamenti principeschi (quello di Carlo Felice, appunto (fig. 21), e quello di Maria Cristina) (fig. 22) collocati in due ali distinte ai lati della bella sala di ingresso. Quest'ultima, ampia e di forma rettangolare, è completamente decorata ad affresco (fig. 23) e caratterizzata dalla presenza di nicchie che ospitano i ritratti marmorei dei principi Savoia e dei Marchesi Stefano e Anna Maria Manca di Villahermosa [110].

Una eco delle eleganze settecentesche si sente anche nella garbata scenografia dello spazio antistante la facciata, in cui la vasca della piccola fontana (fig. 18), col suo profilo mistilineo suggerisce e regola le forme del giardino, caratterizzato dalle palme disposte simmetricamente rispetto all'asse principale, passante per il portico sotto la scala, e che consente l'accesso al grande parco della parte posteriore, dove ancora si possono osservare le fontane, i sedili, l'obelisco, che dovevano costituire all'origine i punti di riferimento di gusto scenografico per le attività di riposo e di svago cui il parco stesso era destinato [111].

Alla severa semplicità del prospetto anteriore si contrappone la più complessa elaborazione della facciata in quello posteriore. Infatti mentre nella parte bassa essa sembra concedere uno spazio alle tradizioni architettoniche sarde nel lungo porticato coperto da volte a crociera sostenute da bassi pilastri (fig. 17), nella parte alta muta completamente registro, sia nelle scelte decorative sia in quelle più propriamente architettoniche: al grande timpano classicheggiante, quasi una citazione palladiana, che occupa la parte centrale (fig. 16), si accompagna il coronamento scolpito con le insegne gentilizie dei Manca e dei Savoia (la villa infatti ebbe lo *status* di dimora reale [112]), e soprattutto un ampio

---

[109] *Antiche regge per moderni musei. Itinerari delle residenze sabaude*, a cura di G. Brugnelli Biraghi - G.G. Massara - M.L. Moncassoli Tibone, Torino, 1988.

[110] M.G. Scano Naitza, *La Scultura*... cit., p. 209, figg. 8 e 9. I ritratti di A. Galassi e si datano fra il 1826 e il 1828.

[111] Carlo Felice e Maria Cristina si recavano ad Orri durante l'inverno e la primavera per lunghi periodi; vi si trattenevano stabilmente durante la Quaresima e nel mese di maggio: cfr. F. D'Austria Este, *Descrizione*... cit., p. 12.

[112] Devo la segnalazione di questo dato alla cortesia del Dott. Roberto Porrà, Sovrintendente archivistico per la Sardegna, sotto la cui direzione si sta attualmente riordinando l'archivio della Villa.

ballatoio, sul quale si aprono alcune sale del piano nobile, e che si immette in una ampia terrazza (fig. 15) che raccorda direttamente la casa al giardino attraverso una breve scalinata a due rampe.

Le piccole sculture disposte lungo il perimetro della terrazza, la nicchia con la bella statua all'antica, la scelta della disposizione e dell'arredo delle diverse stanze, così come la creazione di una piccola galleria ornata di specchi contribuiscono a sottolineare scelte decorative caratterizzate da ricercate analogie con le forme tipiche delle architetture e dell'arredo del tardo Settecento piemontese [113].

La cappella, a cui si accede dal porticato posteriore, appare concepita secondo la tradizione architettonica dell'isola nell'unica aula coperta da una volta a botte ribassata, ornata da un altare barocchegiante sul quale si trova una piccola statua della Madonna, di fattura molto fine, attribuita a Felice Festa [114], ricoperta dagli ex-voto dei pellegrini che a Villa d'Orri sostano ancora oggi durante i festeggiamenti per Sant'Efisio.

Le attività mercantili e imprenditoriali del Conte Gaetano Pollini furono tenute presenti nella organizzazione delle strutture edilizie della sua 'vigna' [115], in cui, oltre alla bella casa padronale (fig. 24) prospiciente un grande giardino all'Italiana (di cui oggi rimane traccia nelle palme disposte ai fianchi di una semplice fontana circolare) esistevano tutti gli edifici destinati alla conduzione delle attività agricole, e di quelle che potremmo definire industriali dato che vi si ricordano, ancora alla metà dell' '800, la lavorazione del vino e dell'olio e la presenza di una bigattiera per l'allevamento del baco da seta [116].

Finita e certamente utilizzata nel 1812, quando vi si recavano gli stessi

---

[113] P. Astrua, *Le scelte programmatiche di Vittorio Amedeo duca di Savoia e re di Sardegna*, in: *Arte di Corte a Torino da Carlo Emanuele III a Carlo Felice*, a cura di S. Pinto, Torino, 1987, pp. 65-100; A.M. Matteucci, *L'architettura del Settecento...* cit., pp. 191-233.

[114] M.G. Scano Naitza, *La scultura...* cit., p. 207, fig. 3.

[115] F. D'Austria Este, *Descrizione...* cit., p. 169. Nelle vigne intorno a Cagliari «le casette... sono comunemente piccole, mal tenute. Le più belle grandi, e meglio tenute vigne, e casini annessi dei contorni di Cagliari sono la vigna di Cicio fu Cameriere del Duca di San Pietro, le vigne di Casa Villamarino, il Casino, e vigna del Conte Pulini...».

[116] Nel 1788 il Governo aveva promosso la coltura del gelso e l'allevamento del baco da seta: cfr. G. Cossu, *Moriografia sarda ossia catechismo gelsario proposto per ordine del Regio Governo (omissis)...* e *Seriografia sarda ossia catechismo del filugello proposto per ordine del Regio Governo... (omissis)*, Cagliari, 1788-1789. L'industria della seta non dovette però mai superare la produzione di tipo familiare se nel 1812 F. D'Austria dice che «i sardi non si danno molto alla coltura dei vermi da seta» (*Descrizione...* cit., p. 274).

monarchi durante la bella stagione, la villa risulta, secondo la testimonianza di Giovanni Spano, costruita sul disegno di un ignoto architetto milanese, da un *G. Franco*, forse lo stesso Giambattista Franco che abbiamo visto agli inizi del secolo fregiarsi del titolo di Regio Scultore in marmo, anch'esso milanese [117].

L'edificio si sviluppa orizzontalmente in una ripartizione segnata dall'avanzare di tre corpi principali coronati da grandi timpani, curvilinei quelli laterali, acuto quello centrale a cui corrisponde un bel portale con colonne, sovrastato da un largo balcone in ferro battuto (fig. 25). L'insieme segue un andamento ancora vagamente rococò nel movimento conferito alla facciata dall'avanzare dei tre corpi timpanati, e nello stesso tempo mostra una decorazione di ispirazione classicista sia nei portali sia nelle numerose finestre che lo caratterizzano (fig. 26).

Questa incoerenza stilistica, che potrebbe apparire come il risultato di un fraintendimento delle idee neoclassiche ormai generalmente diffuse a quella data, è invece, come del resto abbiamo visto verificarsi nella Villa D'Orri la manifestazione di una cultura manualistica che riproponeva, proprio come reazione al barocco e al rococò, i modi del Rinascimento e il recupero dell'opera di Palladio. Ciò accadeva anche nell'area lombarda, da cui proveniva il progetto per la villa [118], e forse proprio questo riferimento culturale spiega l'alternanza degli elementi di coronamento e i tre corpi della facciata, la decorazione delle cornici (fig. 27) e il parapetto dell'attico, risolto in una leggera balaustra sulla quale poggiavano piccole sculture (fig. 28).

All'esperienza particolare di Giambattista Franco, autore di alcuni altari in marmi policromi collocati in diverse chiese cagliaritane [119], si deve forse il gusto coloristico che dovette peculiarmente caratterizzare la villa, dipinta di rosso pompeiano a far risaltare il portale e le cornici in pietra chiara. L'analisi della pianta fa pensare che lo scultore abbia dovuto adattare il progetto al quale doveva attenersi, dovendo utilizzare gli spazi di un edificio preesistente, ciò che spiegherebbe la forma trapezoidale che la costruzione assume nella sua parte sinistra.

Il succedersi dei diversi proprietari ha certamente influito sulla disposizione degli ambienti all'interno. La descrizione di Giovanni Spano, che la visitò alla metà del secolo XIX, non consente di verificare quasi nessuna delle caratteristiche architettoniche della villa, l'autore essendo interessato soprattutto alla ricca

---

[117] Cfr. più sopra n. 9.

[118] A.M. Matteucci, *L'architettura*... cit., pp. 27, e 35-36.

[119] Cfr. più sopra n. 7.

collezione di quadri che allora vi si trovavano, e che avrebbe potuto costituire il nucleo iniziale di una pubblica pinacoteca [120]; consente però di farsi l'idea di uno spazio molto frazionato, forse non molto diversamente da come appare suddiviso in numerosi ambienti, talvolta in misure molto ridotte (e in questo ben diversamente da quanto accade invece nella Villa d'Orri), nel rilievo eseguito negli anni '70 del nostro secolo (figg. 29 e 30), quando se ne intraprese il restauro da parte dell'attuale proprietario [121]. Della cappella, interna alla casa, ma, come a Villa d'Orri, accessibile anche dall'esterno della proprietà, rimane solo il ricordo della sua intitolazione alla Immacolata [122].

Malgrado la loro costruzione ricada nei primi anni dell' '800, per i loro caratteri stilistici i due edifici appaiono dunque tenacemente ancorati alla cultura architettonica settecentesca, come era del resto naturale che accadesse nella particolare situazione politica dell'isola durante l'epoca napoleonica. Molto brevemente si può anche osservare che essi possono essere considerati come esempi significativi di «quell'edilizia di villa che attende ancora un paternità» che, a tutt'oggi deve considerarsi un grande tema aperto fra gli studi sul Settecento [123]. Come si è visto, infatti, mentre per la Villa Pollini si conosce almeno il nome del suo esecutore materiale, per quanto riguarda la Villa d'Orri si deve dire che le ricerche d'archivio finora condotte non hanno purtroppo consentito di individuare l'autore del progetto.

Solo per via di ipotesi si potrebbe pensare all'opera di Vittorio Pilo Boyl: egli, lo ricordiamo, faceva parte della Corte del Principe Carlo Felice [124], e, all'epoca della costruzione, da collocarsi fra il 1804 e il 1807, anno in cui la villa risulta sicuramente abitata [125], era incaricato della supervisione delle fabbriche civili e militari del capo di Cagliari.

---

[120] G. SPANO, *Guida...* cit., p. 364.

[121] Il progetto di restauro si deve al Prof. E. Milesi (cfr. Archivio dell'Ufficio Tecnico Comunale di Cagliari).

[122] G. SPANO, *Guida...* cit., *loco* cit.

[123] A.M. MATTEUCCI, *L'architettura...* cit., p. 1 dell'*Introduzione*.

[124] D'AUSTRIA ESTE, *Descrizione...* cit., p. 6.

[125] Sul davanzale di una finestra della facciata è incisa una iscrizione che ricorda la presenza dei Principi Savoia appunto in quell'anno.

MARIA GIOVANNA SANJUST

I Savoia nei versi e nelle prose scritti in Sardegna dal 1799 al 1815

«On le veut et moi aussi»
(VITTORIO EMANUELE I, 13 maggio 1814)

La preoccupazione di mantenere integra, anzi di consolidare, la *regia potestas*, la volontà di perpetuare e riproporre nelle sue componenti caratterizzanti l'idea del «vero principe», quale si era venuta codificando nei secoli passati attraverso un complesso imponente di scritti e di opere d'arte, l'intento di dar risalto all'immagine, alle virtù e all'arte di governo del sovrano e di riaffermare il mito della dinastia mediante la glorificazione dei suoi fasti in rime, poemetti, opere per teatro, orazioni, panegirici, e la determinazione di ribadire il rapporto fra sovrano e letterati nella direzione dei «debiti scambievoli»[1] non si affievoliscono nei principi sabaudi neppure nel periodo oscuro dell'esilio nel possedimento Sardegna. Se manca loro infatti l'opportunità di commissionare, o di elaborare direttamente, scritti ufficiali, trattati di ampio respiro o opere artisticamente rilevanti, è pur sempre possibile una strategia culturale che promuova e incoraggi, o velatamente comandi, scritture funzionali ad inculcare rispetto e obbedienza per un monarca che esercita il potere per diritto divino ed a celebrarne i fasti e il valore, i meriti e le virtù; a far recepire quanto il suo operato abbia come fine la felicità dei sudditi e in che misura questa dipenda insieme anche dalla moralizzazione dei popoli; a condizionare moralmente questi ultimi ricorrendo all'avallo delle Sacre Scritture e richiamandoli ai doveri cui ogni

---

[1] Cfr. M.L. DOGLIO, *Da Tesauro a Gioffredo. Principe e lettere alla corte di Carlo Emanuele II*, in *Da Carlo Emanuele I a Vittorio Amedeo II*, Torino, 1985, pp. 37-51.

buon cristiano non può e non deve sottrarsi; a convincere, infine, che il progresso dello Stato è connesso al riassetto economico e quindi al rinnovamento e alla razionalizzazione dell'agricoltura, all'incentivazione del commercio e delle industrie locali, all'accoglimento di quelle esigenze di pubblica felicità compatibili con l'assolutismo illuminato.

Carlo Emanuele IV e la regina Maria Adelaide Clotilde avevano riparato in Sardegna il 3 marzo 1799 «condottivi — secondo l'opinione dell'oratore cagliaritano Raimondo Castelli [2], che è però conforme alle posizioni della classe dominante — da uno di quei disastri, di cui il secolo è stato così fecondo, al quale non potranno pensare i suoi stessi autori senza arrossirne, e che ha avuto la sua origine nella mala fede, e nel tradimento». Erano stati costretti a compiere tal passo dagli eventi verificatisi in giorni «luttuosi» e «funesti», sola possibile nefanda conseguenza delle elucubrazioni di politici e pensatori usi ad abbandonarsi «a delle penose ricerche per iscuoprir la sorgente del Regio potere» ed a ricorrere, pur «privi d'ogni carattere e spogli d'ogni autorizzazione», «a non so quali convenzioni dei popoli, a non so quali patti sociali»; giorni da considerarsi gli «amari frutti» delle «perniciose dottrine» dei filosofi del secolo decimottavo destinate «a fugare dall'orbe la tranquillità, l'ordine, ed il riposo» ed a provocare «rivoluzioni, discordie civili, anarchie, invasioni d'esteri, guerre, snervamento delle proprie forze, della propria industria, del proprio commercio, decadenza dell'agricoltura, esaurimento delle finanze, lutto, stragi, desolazione, e morte»: tutti «effetti terribili dei supposti lumi acquistatisi, e delle decantate nuove politiche sistemazioni». A questi «miseri sedotti dalla lusinghiera speranza d'una maggior sognata felicità nella innovazione e nella riforma dei Regni e delle Monarchie» e nella richiesta di una «libertà di coscienza», in grado solo in realtà di scuotere «gli Altari» e far tralignare dalla vera religione, giunge l'invito del panegirista a ricredersi ed a perseguire piuttosto una sicura

---

[2] R. CASTELLI, *Orazione sacra detta addì 8 agosto 1821 nel solenne triduo celebratosi in Cagliari per l'avvenimento al sardo trono di S.M. il Re Carlo Felice di Savoia dalla nobile arciconfraternita del Santo Monte di Pietà*, Cagliari, 1821, p. 31. Raimondo Castelli (1777-1831), aggregato al collegio dei teologi della regia università di Cagliari, godeva fama di colto e ardente predicatore e panegirista ed ebbe proprio nel secondo decennio dell'ottocento il momento creativo più felice e quindi anche quello di maggior gloria e notorietà anche presso il popolo: «i suoi panegirici erano nella bocca di tutti e con molte lodi si celebravano» attesta il Tola nel suo *Dizionario biografico degli uomini illustri di Sardegna*, Bologna, ristampa anastatica dell'ed. di Torino, 1837-1838, I, *ad vocem*, p. 192, ma il Castelli in prima persona si mostra conscio di quanta incisività e di quale capacità di coinvolgimento la parola scritta acquisti «affacciata al Pubblico fra il prestigio e la magia della viva voce e del gesto».

felicità nell'attenersi alle «orme dei padri». Mentre ai loro sprovveduti seguaci è rivolto l'ammonimento che costoro nei quali hanno creduto, «sotto il manto dello zelo e dell'interessamento per il maggior bene dello Stato», in realtà si sono proposti di «minare sordamente quell'edifizio» e, con le loro «labbra infette», di scardinare l'unione delle due guide volute da Dio per propiziare la felicità terrena ai popoli [3].

«Vittima della perfidia» e delle «prepotenze» francesi [4], Carlo Emanuele IV, sotto l'impressione provocata dalle atrocità cui erano stati sottoposti i cognati e dallo sconvolgimento dell'ordine costituito, si era dunque dovuto piegare, pur senza mai riconoscerne come legittima l'autorità, alle ignominiose condizioni imposte dall'ateo usurpatore figlio della rivoluzione. Pertanto, nonostante le pressioni per una resistenza a oltranza auspicata da una parte dei principi e dei dignitari della corte di Torino, non aveva potuto se non accogliere l'atto di omaggio e di fedeltà della Deputazione sarda e insieme la preghiera da questa inoltratagli di accettare l'ospitalità dell'isola [5].

Dall'esilio, sia Carlo Emanuele IV, nei pochi mesi che precedono la sua partenza per Firenze, il 19 settembre 1799, nell'illusione di poter riprendere possesso dei suoi domini, sia Carlo Felice, in qualità di viceré fino al 3 giugno 1802 e poi ininterrottamente dal 14 novembre 1803 al 18 febbraio 1806 quando la pressione delle armate napoleoniche indusse il sovrano a cercare scampo ancora una volta in Sardegna, sia Vittorio Emanuele I fino al 2 maggio 1814 giorno in cui la caduta di Napoleone gli consentì di partire definitivamente da Cagliari [6], si adoperano, coadiuvati da una dozzina di principi di casa Savoia, chiamati a ricoprire le cariche di maggiore responsabilità per il governo dell'isola [7], per riprendere la linea politica bruscamente interrotta e per controllare il

---

[3] R. Castelli, *Orazione sacra detta addì 8 agosto...* cit., rispettivamente p. 12 e pp. 17-18.

[4] Tale si considerava egli stesso, come si rileva dagli scambi epistolari col duca d'Aosta, e tale è giudicato dallo storico Domenico Perrero nella *Prefazione* a *I Reali di Savoia nell'esilio*, Torino, 1898.

[5] R. Castelli, *Orazione sacra detta addì 8 agosto...* cit., p. 12.

[6] Il quindicennio d'ininterrotta presenza dei sovrani sabaudi nell'isola può considerarsi definitivamente concluso solo il 16 agosto 1815 con la partenza per Torino di Maria Teresa d'Austria, rimasta come reggente, e delle sue tre figlie, anche se nei dieci mesi che seguirono Carlo Felice fu ancora una volta viceré di Sardegna fino alla sua partenza per Napoli il 10 giugno 1816.

[7] Il duca d'Aosta fu nominato governatore della città di Cagliari, del capo meridionale e della Gallura e generale delle armi del regno; il duca di Monferrato governatore della città di Sassari e del capo settentrionale; il duca del Genevese e il conte di Moriana generali comandanti rispettivamente della fanteria e della cavalleria miliziana; il duca del Chiablese presidente dell'amministrazione delle torri. Cfr. P. Martini, *Storia di Sardegna dall'Anno 1799 al 1846*, Cagliari, 1852, pp. 16-17.

portato ideologico di una filosofia rivelatasi eversiva e i tragici effetti degli sconvolgimenti subiti dall'intera Europa. Consapevoli infatti di quanto sarebbe stato pericoloso indugiare rimandando nel tempo il compimento del già avviato processo di centralizzazione del potere e quindi anche della riorganizzazione e del controllo degli ordinamenti interni e della vita politica, produttiva, amministrativa e culturale, s'impegnano con rinnovato vigore per attenuare le diversità esistenti tra le popolazioni isolane e quelle degli stati di terraferma. Lo strumento più idoneo a facilitare in tempi brevi l'avvio di un così arduo complesso di operazioni riformistico-restauratrici è, ancora una volta, individuato dai sovrani sabaudi in un cattolicesimo conservatore, basato sulla stretta unione del trono con l'altare [8], in quanto considerato arma adeguata a far leva sulla coscienza e sulle remoremorali più che sul terrore di umani castighi comminati da una legislazione punitiva, in funzione del controllo dell'ordine pubblico e della prevenzione di atti criminosi ma nel momento contingente, in primo luogo, in funzione di un indiscusso avallo alla legittimità del proprio potere e del proprio operare.

L'eloquenza autorevole del Castelli tuona dal pulpito a ribadire, con l'autorità della Sacra Scrittura unica forza per vincere la «mutazione», che «nulla lice intraprendere contro l'autorità costituita a un vero seguace di Gesù Cristo», «salvo che voglia rinunziare alla Cristiana Religione», perché se «un Re qualunque altro non è che il Ministro, ed il rappresentante di Dio», ogni suddito cristiano deve riconoscere in lui «costantemente [...] l'immagine del suo Dio». Dunque, convinto della legittimità del potere assoluto perché «Dio gelosamente si è mantenuto di presiedere alla elezione del Re», «lo rispetta, lo venera, lo ama, gli ubbidisce, e lo difende da tutte le aggressioni nemiche» guardando a lui come a un modello da imitare e come a una guida cui «affidare ciecamente e senza riserve i [propri] destini». Per volontà divina il sovrano, depositario di tutte le virtù atte a deliziare i popoli, ha infatti l'obbligo morale di servire «di norma» e «di esempio» per i propri sudditi e deve proporsi di «respirare» solo al fine di formare la [loro] felicità», proponendosi piuttosto come padre che come padrone [9]. Dall'alto del

---

[8] Cfr. la dedica *Alla Sacra Real Maestà di Vittorio Emanuele I re di Sardegna* dell'*Elogio sacro di B. Francesco di Girolamo sacerdote professo della Compagnia di Gesù detto l'ultimo giorno del solenne triduo celebratosi in Cagliari nella chiesa di San Michele de' Gesuiti per le feste della sua beatificazione da Raimondo Castelli socio emerito di questo collegio teologico ed onorario della Reale Società Agraria e Rettore di Villa Putzo*, Cagliari, 1808.

[9] Cfr. la dedica cit. alla nota 8 ma anche G. ROMERO [Provveditore Generale delle Regie Aziende e Segreterie], *Ricorrendo il giorno natalizio di S.S.R.M. Vittorio Emanuele I Re di Sardegna*, Cagliari, 1806 e, negli anni successivi, T. DOGLIOTTI [ingegnere nel Real Corpo del Genio Civile], *In morte di S.M. Carlo Felice Re di Sardegna*, Cagliari, 1831.

pulpito si formulano dunque assiomi volti a condizionare da un lato l'ubbidienza e la subordinazione dei sudditi, dall'altro un'inalterabile ed inviolabile loro fedeltà al sovrano e la sicura gratitudine a lui dovuta quale autore della pubblica felicità.

Il coro eterogeneo di voci che si unisce a quella di abili manipolatori della coscienza collettiva, quali il Castelli o altri religiosi [10], ma anche quali autorità accademiche [11], storici, letterati mestieranti e scaltriti o «virtuosi», dignitari di corte, è, come le feste, i concerti, le fiaccolate e ogni manifestazione popolare più spontanea, una «pubblica dimostrazione del piacere» con cui si vede regnare un sovrano illuminato.

Il Perrero, il Corona [12] e il Lippi [13] descrivono il «solenne ed entusiastico» ingresso dei re Savoia in Cagliari, elogiano la generosità e la devozione con le quali nobiltà e clero avevano contribuito ad accogliere convenientemente la corte esiliata, menzionano la liberalità degli Stamenti nell'esibire un donativo straordinario come appannaggio, magnificano le cerimonie sacre, i festeggiamenti e i divertimenti organizzati per il Re/Padre venuto a far «sicura» la «sorte» della Sardegna [14], ricordano le estemporanee numerose dichiarazioni di rispettoso attaccamento e riconoscente lealtà, spesso anonime, come quella eternata nell'iscrizione posta sulla facciata della casa del marchese di Pasqua messa a disposizione del duca d'Aosta:

---

[10] Cfr., per esempio, *Aringa del capitolo cagliaritano detta nella pubblica udienza tenuta da sua Altezza Reale il Signor Duca del Genevese viceré di Sardegna dopo il suo ritorno al Regno li XXI novembre MDCCCIII*, Cagliari; ma anche, in precedenza, *Omaggio alle Sacre Maestà del Re* [Carlo Emanuele IV] *e della Regina prestato da Monsignore Melano di Portula arcivescovo di Cagliari, primate ed oratore del Regno di Sardegna nell'atto di umiliare alle medesime la lealtà e la sommessione della nazione sarda addì 1° maggio 1797*, le *Aringhe del canonico Giuseppe Chiappe dette a nome del Capitolo di Cagliari nella prestazione de' pubblici solenni omaggi*, Cagliari, 1799, l'*Aringa in nome del capitolo sulcitano umiliata a Monsignore don Nicolò Navoni consacrato vescovo d'Iglesias sotto li 16 novembre 1800 dal teologo, ed avvocato Francesco Pasella canonico prebendato in essa chiesa cattedrale*, Cagliari, 1801.

[11] Esemplificative le *Aringhe dette a nome della R. Università degli studii li 31 dicembre 1814 da Gio. Maria Dettori regio professore di Teologia morale*, Cagliari, 1815.

[12] F. Corona, *I Reali di Savoia in Sardegna-ricordi storici*, Cagliari, 1899.

[13] S. Lippi, *Re e Principi della Dinastia Sabauda in Sardegna*, Cagliari, 1899.

[14] Così si conclude il sonetto «estemporaneo» firmato A.B.B. «D'olivo e lauro il serto v'incoroni» *Nell'arrivo di S.S.R.M. Carlo Emanuele IV e Real Famiglia la Sardegna ai tre suoi deputati Marchese Cugia, Cavalier Guiso ed avvocato Pintor condecorato il primo della chiave d'oro e i secondi della croce dei SS. Maurizio e Lazzaro*, Cagliari, 1799.

Al giusto al pio sovrano
che questa regia sede
di sua presenza onora
giura col brando in mano
costante il sardo ognora
amore e fede
non ampie vie non portici
offre al tuo sguardo augusto
sire questa cittade
ma un cuor sincero e giusto
rispetto a lealtade.

La dedizione, la generosità e la disponibilità dei sardi, in una parola la loro fedeltà a una dinastia approdata nell'isola per gli errori del secolo è ingenuamente esaltata in questi poveri versi che fanno eco a voci più autorevoli [15]. Il Castelli, parafrasando un passo del *Genesi: Vos cogitastis malum... sed Deus vertit illud in bonum*, giudica e valuta quelle vicende storiche, volute dagl'imperscrutabili disegni della provvidenza divina, non tanto in se stesse quanto piuttosto alla luce delle loro conseguenze per i Sardi [16]: senza la «perfidia» degli uomini del Direttorio la famiglia regnante sarebbe sempre rimasta nei domini di terraferma:

> Troppi ostacoli si opponevano perché i nostri Sovrani si determinassero a venire a conviver con noi. Come quindi sperare di conoscerli personalmente, e di esserne ben conosciuti? Colui che sa trarre il bene dallo stesso male, ve li fe' approdare per delle vie nascoste nei suoi consigli inscrutabili.

Giunge così a individuare anche una spiegazione storica dell'atteggiamento fanaticamente antifrancese del popolo sardo e del suo plauso inalterabile per una dinastia depositaria della *pietas* e dei lavori della morale cattolica:

---

[15] Dello stesso tono e ispirati da un analogo atteggiamento i versi contenuti in uno scritto di Pasquale Tola pubblicato quarant'anni più tardi: *Relazione del viaggio fatto in Sardegna nel 1843 da S.M. Carlo Alberto I e dal suo figlio secondogenito S.A.R. Ferdinando Maria duca di Genova il 4 maggio 1843*: «Di gioia in segno con devota mano / La Maddalena all'ottimo sovrano / Ad ogni evento per l'Augusto Sire / Pronti siam sempre a vincere, o morire».

[16] Gli stessi concetti, anche se con minore consapevolezza, sono parzialmente formulati dall'anonimo autore del canto in terzine *Festeggiandosi in Cagliari il fausto arrivo delle loro Maestà e Real Famiglia*, Cagliari, 1806.

> Ed ecco, amati Concittadini, perché noi possiamo vantarci d'aver dato ai nostri Sovrani in tutti i tempi, e in tutte le circostanze le prove le più luminose d'una inviolabile fedeltà. Egli è che le Religiose novità non hanno mai allignato fra noi. Questa terra inospite ed inaccessibile all'errore ha costantemente respinto tutto ciò che era contrario alla Credenza e alla Morale dei nostri padri, e noi siamo sempre stati fedelissimi al nostro Re. Quanto non è brillante questo trionfo della Religione, e di qual gloria la Sardegna non si è così ricoperta! [...] È alla Religione, alla Fedeltà, dice San Pietro, che son dovuti l'onore e la gloria. Chi potrebbe dunque negarceli? Il mondo può esser maligno quanto si vuole, ma non perciò cesserà mai di essere giusto. Eccoci quindi applauditi dai popoli da noi più lontani, ecco celebrata dovunque la Sarda inalterabile fedeltà? Con quai sentimenti di tenerezza, con quai trasporti di compiacenza non abbiamo letto sù i pubblici fogli gli elogj tributatici dai nostri fratelli al di là dei mari! Noi li abbiam meritati; ed essi ce li hanno resi.

Sembrano fargli eco, a un anno di distanza, le *Stances de départ ou adieux à la Sardaigne* composte, anche «au nom de ses Camarades les autres Aides de Camp», da «un Aide de Camp de S.E. le Vice-Roi Marquis d'Yenne» deputato a difendere, così come i suoi compagni, la giusta causa del sovrano esiliato e quindi anche preposto ad ostacolare le innovazioni politico-religiose. Infatti il dovere di «ogni suddito fedele, e Cristiano» come anche di «ogni buon soldato» è quello di «difendere la causa dei [propri] Re»[17].

All'esigenza di legittimare, mantenere e consolidare il potere, col sostegno della religione cattolica e dei suoi ministri, si accompagna quella della glorificazione dinastica demandata prevalentemente agli storiografi, ai teologi, agli eruditi e ai poeti, cui compete l'esaltazione di doti, meriti e virtù del sovrano al potere e della sua prosapia e la celebrazione delle imprese eroiche e delle capacità guerresche poste dal principe al servizio del proprio paese, ma affidata anche alle feste, agli spettacoli, alle cerimonie che accompagnano le solennità e i fasti della dinastia.

Le lettere, più che le arti figurative, si fondano, al pari della religione, sull'eternità e danno sicura garanzia di durata, di fama eternatrice della vera gloria. Perciò il sovrano ha l'interesse di proteggere e favorire gl'ingegni; deve essere un mecenate pronto, anche in tempi difficili, a circondarsi di scrittori e a dar loro autorità in quanto artefici di gloria durevole, oltre che coadiutori nel favorire la pubblica felicità tramite la celebrazione delle disposizioni virtuose [18].

Se alcuni irridono all'opera del poeta, considerandolo un uomo «nullo alla

---

[17] Componimento di proprietà del prof. Paolo Amat di San Filippo.

[18] Tale è universalmente lodato Carlo Felice. Cfr. per tutti, quale più autorevole, la dichiarazione del Valle, contenuta nella dedica del suo poemetto *I tonni, A sua Altezza Reale Carlo Felice di Savoia duca del Genevese viceré di Sardegna*, Cagliari, 1802: «I Letterati ma i veri, quelli che

società nullo all'Impero», costui, più che curarsi di questa «turba d'indotti e d'inetti», deve offrire riconoscente [19] al proprio Mecenate il sostegno di scritti funzionali alla sua politica, come si fa dire il Valle dal nume che lo ispira, l'Estro:

> Come buon Cittadin, se i carmi onori,
> Utile farti dei pe' carmi istessi.
> Non producendo dilombate rime,
> Povere di saper di genio e d'arte,
> Che qual fragile fior spuntate a pena
> Trovan nel giorno istesso e vita, e morte;
> Ma seguendo Maron, seguendo Omero,
> E i primi Genii, che la terra ammira,
> Con argomenti or istruttivi, or alti,
> E me nel core, e il buon giudizio a guida;
> Insegnar dilettando, e dilettando
> Portar ne' petti o effeminati, o duri
> L'amor della virtù [20].

Particolarmente significativa appare l'esaltazione delle virtù del sovrano perché queste contribuiscono a legittimare il suo potere divino, a favorire la sua funzione precipua, quella cioè di felicitare e deliziare i popoli, a rendere possibile l'unione della politica alla morale [21], a garantire la giustizia e l'ordine, a costituire un modello-guida capace di frenare la tendenza a delinquere.

---

dediti allo studio all'applicazione alla riflessione all'esercizio, vivono separati dal Mondo travagliando per i contemporanei, e non pensando che alla posterità, al vedere che doppiamente illustrate la sarda letteratura, e per la materia e per le Vostre azioni le somministrano, e per la protezione che le accordate, gridano unanimi: ecco [...] l'impulso benaugurato a quella classe d'utili studi che tanto può contribuire alla pubblica felicità promuovendo l'interni vantaggi dello Stato, ed illustrandolo presso le straniere Nazioni». Carlo Felice volle che *I tonni* fossero stampati in un'edizione fastosa che fu lodata e ammirata da «varii letterati di grido». Alcuni decenni dopo il Tola nel suo *Elogio di S.A.R. il principe Odone di Savoia duca di Monferrato* del 4 febbraio 1866 ricorderà «la protezione generosa da Lui accordata agli artisti» e ai letterati, «i premii erogati agli studiosi», «i tanti lavori da Lui commessi con munificenza quasi regale ai più valorosi nell'arte» ma anche la sua cultura e il suo interesse per i «pacifici studi» rendendo così testimonianza di una strategia culturale durevole perché riconosciuta idonea al mantenimento del potere.

[19] Il Berlendis aveva scelto per accompagnare l'incisione che ornava il suo sonetto «GUERRIER del Padre al fianco allor ch'ardea», dedicato *A Vittorio Amedeo III Re di Sardegna per le auguste nozze del real principe di Piemonte con Madama Clotilde di Francia* il motto virgiliano *Deus nobis haec otia fecit*, Cagliari, 1775.

[20] R. VALLE, *Gli orti d'Armida-pel dì natale di sua Real Maestà Maria Teresa regina di Sardegna*, Cagliari, 1806, vv. 122-134.

[21] Cfr. la citata dedica de *I tonni* del Valle al viceré Carlo Felice.

Avere la capacità di accordare la «degnazione con la grandezza, la maestà con la mansuetudine, con la magnanimità la clemenza, la munificenza col disinteresse, le probità col valore» significa — come sostiene il Chiappe [22] — possedere «pregi alla religione gloriosi» e la gloria della religione s'identifica con quella dei suoi ministri.

La saggezza è la virtù precipua per chi guida uno stato perché rende l'uomo «immortale», ma «per essere utile dev'essere corteggiata dalle altre virtù» [23]. Per poter essere considerato uno dei più preziosi doni elargiti dal Cielo il sovrano dovrà dunque apparire amabile, pietoso, valoroso, giusto ma clemente, e soprattutto filantropo e munifico in quanto «non v'ha cosa che tanto avvicini gli uomini ai numi quanto la beneficenza» [24]. Alcuni principi sono stati dotati di virtù in sommo grado tanto da rendere arduo il compito degli scrittori che si propongono di esaltarle e di tramandarle alla posterità.

Un coro unanime di ecclesiastici, sia panegiristi come il già più volte ricordato Castelli sia teologi come Giovanni Maria Dettori sia poeti come il Valle ma anche come il prefetto delle Scuole Pie Gian Crisostomo Cosseddu, il canonico Gaetano Porcu, i sacerdoti Giambattista Murena, Efisio Muscas, Francesco Pintor, sia retori come Gianandrea Massala [25], di accademici come Colmante Focideo (Pietro Sisternes) e Meliandro Grineo (Priamo Manconi), di versificatori di professione come il Solitario Cagliaritano e come i molti rimasti anonimi, di uomini di corte o di militari o di artisti per teatro, si leva a celebrare le benemerenze dei sovrani sabaudi confinati in Sardegna e in modo particolare di Carlo Felice, il principe che per un più ampio arco di tempo e con continuità resse le sorti dell'isola. Se ne esaltano le virtù e si plaude in particolare alla sua munificenza attestata da opere imponenti, da elargizioni generose, dall'*humanitas* con cui ha beneficato i sudditi più sfortunati tramite l'arcivescovo di Cagliari

---

[22] *Aringa del canonico Giuseppe Chiappe alle loro Reali Altezze il duca di Monferrato il duca del Genevese e il conte di Moriana*, Cagliari, 1799.

[23] R. VALLE, prefazione a *I tonni*... cit., p. 2.

[24] R. VALLE, *La pace mandata dal Capitolo cagliaritano a Monsignor Verdiani nuovo vescovo d'Iglesias*, Cagliari, 1820.

[25] Nella lettera dedicatoria preposta alla raccolta di *Sonetti storici sulla Sardegna del sacerdote don Gianandrea Massala patrizio alghere se, dottore nella Facoltà canonico-legale, socio del Collegio di Filosofia ed arti nella Reg. Univ. di Sassari, membro ordinario dell'Accademia italiana delle scienze, lettere ed arti, professore di rettorica, e prefetto degli studi in Alghero*, Cagliari, 1808, dedicata «A Sua Altezza Reale Carlo Felice di Savoia duca del Genevese», dopo aver esaltato «la giustizia e la saviezza» del governo di questo «Principe illuminato», l'autore enumera le istituzioni benefiche e socio-culturali realizzate dalla sua liberalità e da «quella Beneficenza senza limiti che [gli] fu inseparabil compagna in ogni epoca».

Diego Gregorio Cadello dei marchesi di San Sperate e il suo vicario generale canonico Giuseppe Nicolò Chiappe. Alla penna di quest'ultimo si deve un sonetto che col cannocchiale del linguaggio allegorico, con iperboli e personificazioni dilata esaltandola l'immagine di questo principe:

> Carlo immortal, su i fortunati lidi
> del Tirso allor che il pie' posasti un giorno,
> dei grandi Eroi Sabaudi a Te d'intorno
> le più belle virtù schierate io vidi.
> Eccole or tutte a pro' dei Sardi fidi
> vegliare attente dal Regal soggiorno:
> le esalta un Regno, e Tu di gloria adorno
> la gioia in seno e l'alma pace annidi [26].
> [...]

Rime d'occasione, simili a tanti altri versi celebrativi già elaborati in Piemonte, che mostrano abilità di mestiere, una certa cultura e, ciò che più importa, la convinzione reciproca della utilità sociale della religione.

L'elogio del Castelli, scritto per l'incoronazione di Carlo Felice e pronunciato in occasione delle quarant'ore celebrate dall'Arciconfraternita del Monte di Pietà [27] in ringraziamento all'Altissimo per il fausto evento, è costruito più sapientemente obbedendo ai dettami dell'*elocutio*. Appare infatti suddiviso nelle parti canoniche in cui si articola l'orazione sacra con un esordio, in cui alle proteste d'inadeguatezza dell'oratore si affianca la coscienza del valore e della funzionalità del suo «meschinissimo parto»; ed è attento alla scelta delle parole e alla loro combinazione, ricco di figure retoriche (la preterizione, la personificazione, l'apostrofe, l'interrogazione, la similitudine, la metafora, l'iperbole) e adeguato a perpetuare presso i posteri la vera gloria che compete al celebrato:

> Virtù di CARLO FELICE! E chi vorrà descriverle! Chi potrà numerarle! Io non vi parlerò dell'affabilità dei suoi tratti, della dolcezza del suo carattere, dell'assidua sua applicazione agli affari, della saviezza dei suoi consigli, della sua fermezza nelle

---

[26] Biblioteca Universitaria di Cagliari, segnatura S.P.6.2.1.

[27] Carlo Felice si era voluto associare all'Arciconfraternita diventandone capo. I soci produssero in gran numero componimenti in versi per l'incoronazione del principe loro protettore. Cfr. per tutti il sonetto anonimo «Antiqua PIANTA d'alti pregi onusta» che culmina nella deprecazione: «Scenda or Tua grazia dall'Empirea vetta: / Deh, sgombra ogni d'Error larva proscritta / Dal bel terren, salva la PIANTA eletta».

risoluzioni, del suo giusto discernimento nella scelta dei suoi agenti e dei suoi ministri, della somma facilità con cui si è sempre lasciato avvicinare da tutti, e della bontà con cui sempre tutti ci ha accolti: qualità politiche tanto necessarie, tanto essenziali ai Sovrani per il buon reggimento dei popoli, e per la retta amministrazione della giustizia.

Ma la sua Religione, la sua Pietà, e chi potrebbe mai trasandarle? Ecco le vere virtù del Trono, ecco i requisiti del Sovrano più atti a garantire i sudditi da ogni oppressione, e ad assicurarli per sempre della loro felicità. CARLO FELICE le possiede nel grado il più eroico ed il più eminente. A convincervene basterà il riflettere, ch'Egli è nato nella Casa di Savoia [...] Beati popoli, cui tocca la bella sorte di essere a Lei soggetti! Voi siete certi di trovare nei vostri Sovrani piuttosto dei padri, che dei padroni.

Tale infatti è stato sempre per noi il nostro CARLO FELICE. Con quali cure veramente paterne non si è Egli costantemente occupato dei vantaggi di questa Isola lungo il corso degli anni, che gliene venne affidato dai due Augusti Fratelli ultimamente su di noi regnanti il governo![28] [...] Chi vorrà tener dietro alle sue beneficienze, dirò

---

[28] Nel quadro delle iniziative volute per migliorare l'ordine pubblico, per contenere le cause di malcontento e di disordine, quindi anche gli atti criminosi, e per favorire un processo di moralizzazione in tutte le classi sociali dell'isola rientrano sia la volontà di elevare il livello culturale della popolazione con l'istituzione (perfezionata poi con l'editto del 24 giugno 1823) in tutti i villaggi dell'isola di scuole elementari in cui si doveva insegnare lettura, scrittura, dottrina cristiana, principi d'agricoltura e di economia rurale in forma di catechismo (cfr., ad esempio, per le connesse iniziative editoriali *Istruzioni date al maestro della scuola normale del villaggio di Bunnannaro in Sardegna in seguito al regio editto del 24 giugno 1823 dal Rettore Teologo Maurizio Serra e pubblicate per ordine del governo*, Torino, 1823; *Istruzione per la coltura e l'uso delle patate in Sardegna*, Cagliari, 1805; *Istruzione per la coltura del cotone*, Cagliari, 1806; *Catechismo agrario pei fanciulli di campagna ad uso delle scuole normali di Sardegna*, Cagliari, 1828; *Ristretto della storia di Sardegna ad uso delle scuole del Regno*, Cagliari, 1824; *Notizie compendiose sulla Sardegna ad uso della gioventù in domande, e risposte del sacerdote Antonio Michele Urgias maestro di umane lettere nelle regie pubbliche scuole di Alghero*, Genova, 1815; *Ristretto di Storia sacra per dimande e risposte ad uso delle scuole del regno per facilitare a quelli, che istruiscono i giovanetti, i mezzi d'ispirar loro anticipatamente dei sentimenti Cristiani, e di stabilire solidamente nei loro spiriti la verità di nostra Santa Religione*, Cagliari, 1825), sia il disegno di venire incontro alle esigenze dei più diseredati con interventi a carattere umanitario. Per far cessare il pubblico accattonaggio Carlo Felice aveva voluto aprire un ricovero fuori le mura cittadine nei locali del soppresso convento di San Lucifero per offrire «ai veri indigenti un onesto mezzo di sussistenza»; aveva garantito ai cittadini dei diversi quartieri l'assistenza di «Medici Chirurghi e Farmacisti» pagati dallo stato perché anche ai malati meno abbienti fosse assicurata un'assistenza adeguata; aveva tutelato i diritti degli orfani e assegnato la dote a fanciulle povere; aveva elargito ingenti somme alle monache di Santa Lucia e reso più sicuro il convento di quelle di Santa Chiara con l'«elevazione di una muraglia» e con «atte riparazioni» a tutela della loro sicurezza e del loro onore. I beneficiati componevano o commissionavano rime d'occasione protestando eterna riconoscenza col solito armamentario di allegorie, personificazioni, immagini stereotipe e lodando la buona amministrazione del denaro pubblico: «Grazie PRENCE adorato: alfin secure / Siamo Tua mercé nel solitario Nido. / Oh cor! L'oro che t'offre il Sardo fido, / Tu volgi a mitigar le sue sventure. // Ma quale affretti con paterne cure / Grand'Opra e degna di plaudente grido! Opra che salverà d'un mare infido / L'Inopia e l'Onestà dall'onde impure. // [...] recita, per esempio il sonetto *A sua Altezza Reale Carlo Felice di Savoia duca del Genevese viceré di Sardegna - Le monache di Santa Chiara di Cagliari*, Cagliari, 1805.

> meglio, alle sue profusioni! Ah! è così soprattutto che Egli [...] ci ha fatto conoscere tutta la grandezza e tutta la generosità del suo cuore [...] Nò, quello di Salomone non fu certamente più grande, e nel descriver le beneficenze di CARLO FELICE non possiamo far a meno di ripetere quanto fu detto già di quel gran Re d'Israello: *dedit Deus ei latitudinem cordis, quasi arenam quae est un littore maris.*

A questo fine, in un graduale crescendo del suo impegno di far politica e contribuire al rafforzamento del principio di autorità, il Castelli si abbandona subito dopo nel suo discorso a un vivissimo elogio per la volontà riformistica del sovrano, ancora tipica di quell'assolutismo illuminato che pensava paternalisticamente che tutto dovesse essere compiuto per il popolo niente però con il popolo, volta sia a innovare radicalmente l'economia isolana con l'introduzione di nuove coltivazioni adeguate al clima e alla natura del terreno e con l'incremento del commercio di prodotti, manufatti e materie prime locali, con l'impinguamento dei fondi dei Monti granatici e con l'adeguamento della viabilità a spostamenti più agevoli, rapidi e sicuri in seguito alla costruzione della strada nazionale da Cagliari a Portotorres, al miglioramento della rete viaria interna e all'apertura di alcuni porti, sia a garantire la pubblica sicurezza estendendo il controllo delle forze dell'ordine a territori fino ad allora inaccessibili e rendendolo più efficiente dove già esisteva, sia a rendere più sollecita e più corretta l'amministrazione della giustizia.

L'oratore affronta infine il problema del rapporto principe/uomini di cultura nella direzione della reciproca utilità [29]. Encomia la liberalità del sovrano, le sue iniziative in campo culturale, la protezione da lui accordata alle arti, la lungimiranza nella valorizzazione del materiale portato alla luce dagli scavi archeologici:

> Più Sardi genj han valicato a sue spese i mari, hanno avuto campo di brillare in Firenze, in Roma, in Parigi, nelle più cospicue Città dell'Europa, e sono tornati fra noi ricchi di cognizioni e di lumi, che hanno accresciuto il lustro dei nostri Licei, e che il nostro suolo fertile di talenti e d'ingegni, come di tutte le altre produzioni della natura, ha accolto con facilità, e coltivato ha con successo.

Per poi insistere sul ruolo determinante, a valorizzare le iniziative ideate e rese possibili dal volere del re e insieme a glorificare quest'ultimo, di questi

---

[29] Analoghe le riflessioni di Raimondo Valle nell'interessante nota 95 al testo del suo poemetto *I tonni...* cit.

uomini di cultura, attivi nel Gabinetto di Storia Naturale dell'Isola, nel museo, nella biblioteca, nel Collegio di belle arti della regia università, e dei letterati in genere, forse con la mente rivolta alle seguenti conclusioni sentenziose con cui il Dettori, nell'*Aringa a sua Altezza Reale Carlo Felice di Savoia duca del Genevese*, aveva enfatizzato il ruolo fondamentale delle penne più che delle spade per produrre vera gloria e per eternare la fama di un monarca/mecenate:

> I grandi Conquistatori atterriscono il Mondo un momento col fragore delle loro vittorie; ma il Mondo gli anatematizza dipoi colla severità de' suoi giudizii. I Genii benefici alle scienze ed alle arti vivono immortali nella riconoscenza de' posteri, e danno il nome alle loro età. Nissuno ha detto giammai, *il secolo di Cesare, di Attila, di Carlo duodecimo*; ognuno dice ognidì, *il secolo di Augusto, di Leone decimo, di Luigi il Grande*. Seguite, A.R. a favorire le Sarde lettere; e i nostri nipoti impareranno a dire, *il secolo di* CARLO FELICE [30].

Se è innegabile che di un principe virtuoso basterebbe far parlare le opere, nel caso specifico specchio di una cultura che riflette quella di giuristi, economisti, scienziati del secolo dei lumi, tuttavia queste finirebbero per sbiadire ove non immortalate dalla pagina scritta [31]. Il letterato ha il compito di encomiarle, suscitando la grata riconoscenza dei sudditi, e di conservare nel tempo i fasti della dinastia con la celebrazione di successioni al trono [32], nozze [33],

---

[30] G.M. DETTORI, *Aringhe dette a nome della R. Università...* cit.

[31] Lo si dichiara esplicitamente anche negli anni successivi, in un clima politico ormai mutato. Cfr., ad esempio, le quartine con cui Pietro Martini prenderà parte, col canonico Pintor e il Borgna, ai plausi poetici *Nel giorno di nascita di S.S.R.M. Carlo Alberto di Savoia re di Sardegna*, Cagliari, 1831.

[32] G. CHIAPPE, *Nell'avvenimento alla corona di Vittorio Emanuele I re di Sardegna* - Sonetto «Sedea Carlo sul Trono, e un dolce sguardo», Cagliari, 1802; M.V. d'A., *In occasione dell'avvenimento al trono di S.S.R.M. il re Carlo Felice - Sonetto estemporaneo recitato in un solenne pranzo lautissimo dato in Sassari per una circostanza sì lieta li 3 giugno 1821*, Sassari; G. PORCU, *Nel faustissimo avvenimento al trono di Sardegna di S.S.R.M. Carlo Felice I cantandosi nella chiesa di San Lucifero in Cagliari solenne Te Deum con intervento della Real Giunta dell'ospizio de' poveri*, Cagliari, 1821; IL SOLITARIO CAGLIARITANO, *Nella solenne pubblica adunanza della Reale Società Agraria ed Economica di Cagliari 15 luglio 1821 per celebrare il fausto avvenimento al trono di sua Maestà Carlo Felice suo augusto capo fondatore e fautore* - Sonetti «Carlo Felice che d'Icnusa sei» e «Monarca eccelso a cui van sempre accanto».

[33] *Discorso tenuto alla presenza della maestà del Re e della Regina di Sardegna e dei reali duca e duchessa del Genevese in occasione del matrimonio delle LL.AA.RR. l'arciduca Francesco d'Austria d'Este e la principessa Beatrice di Savoia celebratosi li 20 giugno 1812 nella chiesa primaziale di Cagliari*; IL SOLITARIO CAGLIARITANO, *All'Augusta Beatrice di Savoia sposa di sua Altezza Reale Francesco arciduca d'Austria*, Cagliari, 1812.

nascite [34], esequie [35], giorni onomastici o di compleanno [36], guarigioni [37], arrivi e partenze [38], provvidenze elargite, cerimonie [39], attività politica [40], eventi mondani [41].

---

[34] *Nel felicissimo parto di Maria Teresa d'Austria augusta regina di Sardegna, di Cipro, e di Gerusalemme - Idillio che in segno di sudditizio attaccamento gli offre dedica e consacra il comandante del corpo franco don Filiberto Belly capitano del porto d'Alghero*, Sassari, 1812; COLMANTE FOCIDEO (P.S.), *Nella nascita del primogenito di LL.AA.RR. i serenissimi duchi di Modena l'Arciduca Francesco d'Austria d'Este e l'Arciduchessa Beatrice di Savoia*, Cagliari, 1817.

[35] G. PORCU, *In morte del real principe Carlo Emanuele figlio di sua Altezza Reale il duca d'Aosta* - Madrigale, Cagliari, 1799; ID., *Solenni esequie della difonta regina Maria Adelaide Clotilde celebrate nel duomo di Cagliari dall'arcivescovo primate e suo capitolo 28 aprile 1802* - Sonetto «Dalla Reggia, dal Tempio, e dallo Stato», Cagliari, 1803; G. CHIAPPE, *In morte di Maria Adelaide Clotilde regina di Sardegna* - Sonetto «Pace alberga nel ciel, se scende in terra», Cagliari, 1802; ID., *Ne' solenni funerali di S.A.R. Placido Benedetto di Savoia conte di Moriana* - Sonetto «Eccola in mezzo alla funerea Mole», Cagliari, 1802; *Per le solenni esequie di S.M. Vittorio Emanuele I celebrate in Cagliari li 4 marzo 1824 Canto di Vittorio Angius delle scuole Pie; Nel solenne funerale di S.M. Carlo Felice I re di Sardegna celebrato da monsignor arcivescovo di Cagliari e dal capitolo della primaziale in essa Chiesa nel dì 21 giugno 1831; Iscrizioni nel solenne funerale di S.M. Carlo Felice I re di Sardegna celebrato nella Regia Università degli Studi di Cagliari nella chiesa primaziale a dì 23 giugno 1831; Rendendosi dalla R. Società agraria ed economica di Cagliari gli ultimi uffizii di filiale rispettosa riconoscenza al suo augusto capo fondatore e fautore C. Felice I re di Sardegna nella pubblica generale adunanza del giorno 27 giugno 1831* Accad. Lodovico Baille Segr.° perpetuo della R. Società.

[36] R. CHIAPPE, *Nel felicissimo compleanno di sua Altezza Reale il duca d'Aosta* - Sonetto «NATO dal sangue degli Eroi, regnasti», Cagliari, 1799; G.A. PALIACCIO DELLA PLANARGIA, *Per il faustissimo compleanno di sua Sacra Reale Maestà Carlo Emanuele IV re di Sardegna, Cipro e Gerusalemme* - Canto, Cagliari, 1800; A. AZZATI, *Per lo faustissimo compleanno di S.A.R. Placido Benedetto di Savoia conte di Moriana generale nelle regie armate, governatore e riformatore della città, e del capo di Sassari, e Logudoro e generale in capo della cavalleria miliziana in Sardegna*, Sassari, 1800; *Nel faustissimo compleanno di S.A.R. il signore Conte di Moriana nostro augusto governatore* - Sonetto anonimo «O Mese, o amabil Mese! O se valessi», Sassari, 1800; G. CHIAPPE, *Nel giorno natalizio di Vittorio Emanuele I Re di Sardegna* - Sonetto «Frena VITTORIO, in sì bel giorno almeno», Cagliari, 1806; ID., *Nel giorno natalizio di Maria Teresa d'Austria regina di Sardegna* - Sonetto «Ah! Muse ingrate. La mercede è questa», Cagliari, 1806; P. MANCONI, *Nel giorno natalizio di Maria Teresa d'Austria regina di Sardegna il primo novembre 1806* - Canto, Cagliari; *Per lo compleanno di sua Reale Maestà Maria Teresa d'Austria regina di Sardegna Pallade e Venere Genio Sabaudo e Genio Sardo in gara avanti a Giove - Cantata dell'avv. don Antonio Ballero eseguita nel Regio Teatro di Cagliari, e musicata da Domenico Sigismondi,* Cagliari, 1807; D.A.B., *Alla Reale Maestà di Maria Teresa d'Austria festeggiandosi il suo faustissimo compleanno nel teatro di Cagliari* - Sonetto «Oh come Eccelsa Augusta ai lidi Eoi», Cagliari, 1808; D.C.G.P., *Alla Reale Maestà di Maria Teresa d'Austria festeggiandosi il suo faustissimo compleanno nel teatro di Cagliari* - Sonetto «O qual mai s'appresenta al guardo mio», Cagliari, 1808; RORISBO LARISSEO (P.A.), *Alla Reale Maestà di Maria Teresa d'Austria festeggiandosi il suo faustissimo compleanno nel teatro di Cagliari* - Sonetto «Si erse dall'imo fondo, e al crin stillante», Cagliari, 1808; *Alla Reale Maestà di Maria Teresa di Lorena arciduchessa d'Austria regina di Sardegna festeggiandosi il suo felicissimo giorno natalizio* - Sonetto anonimo «donna Regal, la candid'alba riede», Cagliari, 1808; LA CITTÀ

La fitta schiera di rimatori locali che ruota intorno alla corte sabauda possiede una discreta abilità di mestiere, una tecnica versificatoria formalmente ineccepibile e una dignità di stile che le consentono di elaborare poesie

---

DI CAGLIARI, *Nel dì natale di sua Sacra Real Maestà Vittorio Emanuele di Savoia Re di Sardegna, di Cipro, e di Gerusalemme* - Sonetto «Antico Re d'antichi dritti onusto», Cagliari, 1808; *Nel dì natale di sua Reale Maestà Maria Teresa di Lorena arciduchessa d'Austria regina di Sardegna addì primo novembre 1809* - Sonetto anonimo «Sacro, e caro rinasce, Alma Reina»; D.V.P.D.R.S., *Pel dì natale di sua Real Maestà Maria Teresa d'Austria regina di Sardegna* - Sonetto «L'empio figlio del Caos sempre costante», Cagliari, 1810; *A Maria Teresa d'Austria regina di Sardegna reggente il Regno* - Sonetto anonimo «Fulgida oltre l'usato ecco riêde», Cagliari, 1814; «l'umile Attore Comico» WANNENES, *Per il faustissimo giorno natalizio di sua Maestà Vittorio Emanuele I re di Sardegna, Cipro e Gerusalemme, principe di Piemonte, e duca di Genova* - Sonetto «Eroe non è chi di marzial valore» e Canzone «sullo stesso soggetto», Cagliari, 1815; P. PES, *Pel dì natalizio di S.S.R.M. Carlo Felice I re di Sardegna*, Cagliari, 1827.

[37] *Alla Real Maestà di Maria Teresa d'Austria regina di Sardegna onorando di sua presenza il regio teatro dopo una sofferta indisposizione* - Sonetto anonimo «Odi, DONNA REGAL, odi gli evviva», Cagliari, 1807.

[38] *Per le solenni quarantore nella chiesa delle RR.MADRI di SANTA LUCIA per implorare un felicissimo viaggio ed arrivo nel Regno a sua Maestà Carlo Emanuele IV e real famiglia* - Sonetto dell'avv. Ballero Brayda «Tu che Mosé salvasti, Eterno Iddio», Cagliari, 1799; *Nel felicissimo arrivo di sua Altezza Reale Carlo Felice di Savoia duca del Genevese viceré di Sardegna e sospirato ritorno di sua Altezza Reale Placido Benedetto di Savoia conte di Moriana* - applausi poetici, Sassari, 1801; *In occasione del felicissimo arrivo di S.A.R. Carlo Felice di Savoja duca del Genevese viceré di Sardegna e sospirato ritorno di S.A.R. Placido Benedetto di Savoja conte di Moriana alla città di Sassari il corpo de' cacciatori esteri umilia in segno di vero giubilio i seguenti sonetti:* «Signor, Germe d'Eroi, cui fan corona» e «Prence, che serbi in sen giusto rigore», Sassari, 1801; *Nel ritorno da Roma a Cagliari di S.A.R. Carlo Felice di Savoia duca del Genevese viceré di Sardegna* - Sonetto del canonico Azzei «Vanne, o Germano, nel penoso addio», Cagliari, 1803; LA COMICA COMPAGNIA, *Per il felicissimo arrivo in Cagliari di S.A.R. Carlo Felice di Savoia duca del Genevese viceré di Sardegna* Cantata, Cagliari, 1803; G. PORCU, *A sua Altezza Reale il duca del Genevese viceré di Sardegna felicemente ritornato in Cagliari - Aringa per l'ecclesiastico stamento del Regno detta nella casa di sanità 15 novembre 1803; Festeggiandosi in Cagliari il fausto arrivo delle loro maestà e real famiglia*, Cagliari, 1806 - componimento anonimo in terzine dantesche; G. PORCU, *Partendo da Cagliari la sacra Real Maestà di Carlo Emanuele IV re di Sardegna* - endecasillabi sciolti, Cagliari, 1799; G. CHIAPPE, *Nel sospirato ritorno a Cagliari di S.A.R. Carlo Felice di Savoia duca del Genevese viceré di Sardegna* - Sonetto «È desso, è desso: ecco l'usato riso», Cagliari, 1803 seguito da una cantata del canonico Porcu «Dunque al fraterno Regno / tu riedi o PRENCE amato?»; G. CHIAPPE, *Nella partenza dal regno di S.A.R. Carlo Felice di Savoia duca del Genevese viceré di Sardegna* - Sonetto «Chi parte? ahi! CARLO, il Prence, il Padre, il caro», Cagliari, 1803; *A sua Altezza Reale Carlo Felice di Savoia duca del Genevese viceré di Sardegna nella sua partenza da Sassari dopo breve soggiorno* - Sonetto anonimo «Parti Prence adorato, ad altro lido», Sassari, 1801; *La città di Sassari a S.S.R.M. Vittorio Emanuele I re di Sardegna in occasione della sua partenza verso la capitale* - Sonetto del prof. D.S.M.S. «Sire or che riedi al tuo real soggiorno», Sassari, 1806; *Partendo da Cagliari a fare il giro della Sardegna sua Maestà Vittorio Emanuele I* - Sonetto del medico Meloni «Sire ovunque tu passi i vivi accetta», Cagliari, 1806; *In occasione del solenne Te*

d'occasione costruite in modo corretto ma scontate, quindi di valore puramente sociale, un fatto di vita non certo un fatto artistico.

Quando un «coronale» ha intenti puramente encomiastico-celebrativi, come quello dedicato *Agli augusti sposi Carlo Felice di Savoia duca del Genevese e Cristina di Borbone infante di Spagna nelle pubbliche feste celebrate all'arrivo in Cagliari per le faustissime loro nozze seguite in Palermo li V aprile MDCCCVII*, ed è volto a «eternare ne' fasti» una «bell'opra d'amor» che si rivela un «almo avventuroso Nodo» capace di favorire «un nuovo dei fati ordin profondo / Che sculse nello adamantin Volume / De l'onnifico Stil col sommo acume / Chi le venture alterna e regge il mondo», si avvale di una folla di personificazioni (da Imene che stringe «il gran connubio con gentil sorriso» alla Fecondità che

---

Deum cantatosi nella chiesa primaziale cagliaritana pel glorioso ingresso di S.S.R.M. Vittorio Emanuele I Re di Sardegna nella città di Torino seguito li 20 scorso maggio con intervento di S.M. la regina Maria Teresa d'Austria reggente del Regno e di tutta la real corte nel dì 12 giugno 1814 - Sonetto anonimo «No su i Sabaudi Tuoi fioriti campi», Cagliari, 1814; *Pel festoso ingresso nella città di Torino di S.M. Vittorio Emanuele I re di Sardegna seguito fra gli evviva, e le acclamazioni universali de' popoli, li 20 maggio 1814* - Sonetto anonimo «Alfin Iddio parlò: questi i suoi detti»; IL SOLITARIO CAGLIARITANO, *Ringraziamento all'Altissimo per l'ingresso del Re in Torino 20 maggio 1814* - Sonetto «Gran Dio che tieni nella destra chiusi»; *Alla Real Maestà Maria Teresa d'Austria d'Este Regina Reggente del Regno di Sardegna nella sua partenza da Cagliari per tributo di perpetua riconoscenza, e venerazione, ed amore* - Sonetti anonimi «Qual dì, TERESA, in sulle vie del Cielo», «Del fido Amor del Tirso eterna il vanto», Cagliari, 1815.

[39] G. CHIAPPE, *A S.A.R. Carlo Felice di Savoia duca del Genevese viceré di Sardegna - Nel primo giorno dell'anno* - Sonetto «Dilata o PRENCE il cor; festoso accogli», Cagliari, 1803.

[40] E. MUSCAS, *Alla Sacra Reale Maestà del re Vittorio Emanuele I nel pubblicarsi il Regio Editto del 3 dicembre 1806 sulla piantagione degli ulivi*; S. CABONI, *Il commercio-Prosopopea*, Cagliari, 1823, dedicato a Carlo Felice (fra le numerose opere dedicate ad esponenti della Casa Savoia da letterati locali cfr. almeno T. NAPOLI, *Compendiosa descrizione corografico-storica della Sardegna*, dedicata nel 1814 a Maria Teresa d'Austria e V.R. PORRU, *Saggio di grammatica del dialetto sardo meridionale*, dedicato nel 1811 a Maria Cristina di Borbone); Il Solitario cagliaritano, *A sua Altezza Reale Carlo Felice di Savoia duca del Genevese capo fondatore e fautore della Reale Società Agraria ed Economica di Cagliari nel primo giorno della sua pubblica adunanza* - Sonetto «Gloria già d'Eridàn, or del Sardoo», Cagliari, 1806.

[41] G. B. PILO, *Per l'accademia di poesia estemporanea data in Sassari la sera 5 gennaio all'augusta presenza di sua Altezza Reale Placido Benedetto di Savoia conte di Moriana dall'improvvisatore dottor Domenico Rossetti membro delle più illustri accademie d'Italia* - Ode saffica, Cagliari, s.d.; N. N., *Tenendosi l'atto accademico degli scolari delle Scuole Pie sull'origine ed uso delle corone sotto gli auspizii degli augusti Sovrani e R. Famiglia* - Ode, Cagliari, 1806; ROTISBO LARISSEO (P.A.), *Nella prima comparsa fatta nel regio teatro di Cagliari nell'estate del MDCCCVII da sua Maestà Maria Teresa d'Austria regina di Sardegna* - applauso poetico, Cagliari, 1807; D.S.P.D. e D.S.G.A.O., *A S.A.R. Carlo Felice di Savoia duca del Genevese capo del reggimento di Sardegna per la solenne benedizione delle bandiere del medesimo reggimento* - Sonetti «Figli di Marte, della Sarda Gente» e «De' Labari Sardoi all'ombra intorno», Cagliari, 1810.

«scalda le piume» al «Talamo augusto», della Fortuna «pronuba a' Regi Sposi» a Icnusa che dall'unione attende discendenti «magnanimi alla Toga, alla Lorica» che «sorgeranno ad illustrare il mondo», dalla Gloria al Destino, dalla Fede alla Speranza), della prosopopea (Icnusa che bacia in fronte Trinacria ed esalta le «virtù sublimi» degli sposi, il Tirso che osserva gli sposi e parla «giulivo», l'Istro festante che «plaude al connubio»), e di artifici tecnici (quali l'anafora, le riprese interne, la rima al mezzo) su cui pare convergere l'attenzione di chi scrive più che sui valori del tema affrontato, per la volontà di creare a più voci un'opera organica. In questo caso, ad esempio, ciascun sonetto inizia con la ripresa dell'ultimo verso del sonetto precedente ed il quindicesimo ed ultimo della serie è formato dal primo verso del primo sonetto seguito dal verso conclusivo, nell'ordine, di tutti gli altri.

Quando invece, come nei «plausi poetici» *Alle maestà del re e della regina di Sardegna in occorrenza delle fauste nozze celebratesi li XX giugno MDCCCXII nella chiesa primaziale di Cagliari tra le LL.AA.RR. l'arciduca Francesco Ferdinando d'Austria d'Este e la principessa Beatrice di Savoia*, le voci semplicemente si sommano e i vari contributi si susseguono l'un l'altro legati solo dall'unità tematica, s'indulge di preferenza a celebrare con adulazioni smaccate bellezza e doti della virtuosa e pia sposa, che «coi vivi rai d'angelico splendore / Venere vince, e Giuno se favella, / Ma ciò che è più, d'ambe ha più bello il cuore», a esaltare la nuova unione come «felicissimo innesto ordito in Cielo», a presagire una discendenza grande e famosa perché «di mirti intanto Imene ordisce un serto / Per Lor che tal daran Germe d'Eroi / Alto degli Avi ad eternare il merto».

Più raramente, e quasi sempre per la penna di Francesco Carboni, la lingua latina dà un senso di maggiore ufficialità e un crisma di validità e durevolezza a opere in distici elegiaci o in esametri, significative perché accennano alla tragedia che ha travolto la dinastia sabauda o al complesso rapporto che lega principi e letterati [42].

---

[42] F. Carboni, *In nuptiis regiorum principum Francisci Austriae Archiducis et Beatricis a Sabaudia Carali secundo omine celebratis*, Cagliari, 1812 e anche F. Pintor, *Ad Victorem Emmanuelem Sardiniae, Cypri, et Hierosolymorum regem augustissimum*, Cagliari, 1812. Ma non mancano componimenti in distici in cui il Carboni indulge ai soliti auguri stereotipati: *Ad Mariam Teresiam archiducem Austriae Sardiniae, Cypri, et Hierusolymorum Reginam Augustissimam parturientem - Franciscus Carbonius civis forocorneliensis academicus alexandrinus, italicus, vatrenius, fossanensis, etc.*, Cagliari, 1812: «Mars puerum de te nasci, REGINA, praeoptat / Qui invicta subigat regna inimica manu: // Supra homines supra ire deos virtuteque pergens / Late idem terris imperet atque mari. // EUGENIUM hinc referens, aeternaque FERDINANDOS / Lumina Atestinis addita stemmatibus, // Efficiat sacrae ut vigeant, se vindice, leges / Sartaque Romulei, tectaque iura Patris. [...] Illacrymabilium regum, atque infanda minantum / Induperatorum colla superba domet».

Se il fatto occasionale della celebrazione di un evento legato alla vita di corte è per molti soltanto un mezzo per esternare il proprio omaggio e la propria devozione alla dinastia al potere, per alcuni un pretesto per sfoggiare la cultura acquisita e le capacità tecniche di mestiere di cui ci si è impadroniti, per pochi, e tra questi soprattutto Raimondo Valle, diventa la sola via per suscitare l'interesse del sovrano sulla propria opera di poesia e per ottenerne l'appoggio indispensabile per raggiungere il successo.

Erudito e facondo versificatore dalle «immaginose idee»[43] il Valle dedicò sistematicamente i propri «carmi sonanti in colto stile adorno»[44] a «consegnar alla posteritade» il nome di vari principi della corte sabauda fin da quando, nel 1800, era stato aggregato per le sue benemerenze culturali al Collegio di filosofia e di belle arti dell'Università di Cagliari ed aveva posto sotto la protezione di Carlo Felice, presentandoglielo «ornato di pochi fiori d'Elicona», il poemetto didascalico *I tonni*, argomento della sua prolusione. In precedenza si era limitato a rivolgere a Vittorio Amedeo III le quartine metastasiane de *La pace* quando il sovrano si era degnato di concedere l'amnistia a quanti avevano preso parte ai tumulti che, scoppiati in tutta l'isola per la carestia e l'insopportabile pressione fiscale, avevano fatto temere, a causa dei loro risvolti giacobineggianti, per il sistema politico nel suo complesso. Il tema di questo componimento, introdotto e sottolineato dall'epigrafe petrarchesca proponente l'ultimo verso della canzone «Italia mia», è svolto in modo da celebrare, come d'obbligo, le virtù e i meriti del re, la sua giustizia e insieme la sua magnanimità, il plauso unanime dei sudditi, la mediazione e il sostegno dell'autorità ecclesiastica per condurre a buon fine le trattative coi rivoltosi:

> Pace, fratelli, pace
> A noi la Dora invia:
> Rammenti ognun qual sia
> Di vera pace il ben.
>
> Dopo funeste scene
> Miste d'affanni, e d'ira
> La pace il cor sospira
> Cerca la pace in sen.

---

[43] R. Valle, *Ercole ed Ebe*, Cagliari, 1812, v. 39.
[44] Id., *La Gratitudine*, Genova, 1818.

Ma in sen benché ricerchesi
Invan la cerca il core
Se un genio bel d'amore,
La pace a noi non dà;

Genio felice ed ilare
Piega VITTORIO il Pio,
Giusta il comun desio,
A facile pietà.

[...]

A Te VITTORIO - oh dio!
Già penetrò l'arcano...
Ah! che si cerca invano
Rege miglior non v'ha;

E Macedonia e Roma
Vantin Filippo e Tito,
Che il Mondo in ogni lito
VITTORIO vanterà.

Se Metastasio [45] e Petrarca, ma anche Tasso [46] e Dante [47], fanno parte della memoria poetica del Valle e vengono ripresi e citati, la sua tecnica versificatoria

---

[45] La lezione metastasiana è ripresa in componenti che si prestano anche ad essere recitati sulla scena come la *Cantata* a più voci e con due cori, uno di «Sarde Ninfe» l'altro di «Sarde pastorelle», che al recitativo in settenari fa seguire quinari cantabili cui è demandato l'intento celebrativo: «Sotto di auspicj / Più fortunati / Suoi giorni tessano / Le ore felici, / Ed il Suo seno / Di Eroi fecondo / Renda più celebre / Prosperità». A questi versi tutti i personaggi presenti in scena fanno eco con un distico: «Non è di TERESE / feconda ogni età». Ma cfr. anche la *Canzonetta*, scritta *Nel giorno primo di novembre* [1806] *natalizio dell'Augusta Regina di Sardegna Maria Teresa arciduchessa d'Austria* in quartine di ottonari e settenari alternati, che celebra con versi musicali i meriti e la forte personalità, il fascino e l'eleganza della figura femminile più rappresentativa della corte: «In questo dì che splendido / Spunta dal Sardo mare / e che TERESA d'AUSTRIA / Fù primo ad ammirare // Venite o Ninfe candide / Ad intrecciare il crine / della più saggia e amabile / Fra tutte le Reine./ [...] Allato a sì gran Femmina / Del sesso almo Decoro / Ritrova il gran VITTORIO / L'unico suo ristoro. // Serena in volto ed ilare / Lo Sposo suo ricrea / Ed i soggetti popoli / Con un sol guardo bea. // Regina sì ammirabile / Madre così amorosa / Non mai si vidde a nascere / Né così degna Sposa». E nella chiusa richiama poi, con l'offerta dei «più festivi augurii», la ricorrenza ispiratrice: «Giorno la cui memoria / Vivrà ne' Sardi cori / Finché co' rai suoi fulgidi / Febo la terra indori». O, ancora, le quartine di ottonari e di settenari alternati de *Il genio supplice*, composte nel 1814 sempre *Pel dì natale di sua Real Maestà Maria Teresa d'Austria regina di Sardegna*, che affidano a un'arietta di otto quartine di quinari la richiesta della protezione

quando fa ricorso a temi mitologici neoclassici, la costruzione eloquente e declamatoria e le scelte nella direzione dell'immaginazione grandiosa e dell'affresco scenografico denunciano come il suo modello privilegiato, anche se mai esplicitamente ammesso, sia il poeta ufficiale dell'età napoleonica, il Monti delle visioni [48], della *Bellezza dell'Universo* e dei poemetti. Questo legame è palese nella volontà del Valle di emularlo nell'amore poetico dei bei carmi e dei bei miti (anche se i risultati non sono conformi alle intenzioni) e nel superamento dell'esaltazione di avvenimenti contemporanei in un regno di puri effetti

---

divina per la «DIVA» cantata. O quelle del più tardo *Asilo di Minerva* (1820) in cui all'omaggio si accompagna la riconoscenza del poeta per la liberalità con cui è stata favorita la sua opera: «Nata a regnar su gli animi, / Nata a regnar sul Mondo, / Di TUA Bontà degnastimi, / Gratuito don giocondo. // Con protezion benefica, / E illuminata al paro, / Benigna sempre accogliere... / Ah sì! giammai cessaro...».

[46] Cfr. per tutti i possibili riscontri i versi de *Gli Orti d'Armida*: «Mentre m'affanno per sedarmi l'alma / Il magico poter dei Vati invoco, / E prendo di Buglion l'alto Cantore. / Apro e de' canti dopo diece il sesto / Mi porge all'occhio il cominciar sublime: / *Tondo è il ricco edifizio, e nel più chiuso / Grembo di lui, ch'è quasi centro al giro...*».

[47] Cfr. R. VALLE, *Camilla e Polidoro - Episodio di poema inedito*, Cagliari, 1814 che inizia «Nel mezzo del camin di nostra vita / Mentre m'inoltro un dì col mio pensiero / sardo m'apparve con la barba inculta...». Ma anche le «ceraste orrende» de *L'imitazione felice* e de *L'Estro*.

[48] Cfr., per esempio, gli endecasillabi de *L'imitazione felice* scritti *Pel dì natale di sua Real Maestà Maria Teresa d'Austria regina di Sardegna*, Cagliari, 1812: «Intorto il crine di ceraste orrende, / Sbattendo l'ali, e dalle luci accese / Versando a volta a volta amare stille / Sedea negletto su marmoreo avello / Dell'Istro il Genio: ripetea: Gran Donna / Al popolo fedele, ai figli tuoi / Sorgi... e batteva il suol forte gridando, / Dentro s'intese un sordo brulichìo, / E l'ossa polverose a modo loro / Par che dicesser: *Non lo vuole il Fato*». Dopo la visione di morte la scena si rasserena: «Era ne' dì che i pampinosi colli / Donano all'uom quel vigoroso umore / Per cui parla nei petti il Dio di Tebe; / E già depongon nelle vette Alpine / Gli alberi mesti il loro crinito onore [...] Iride variopinta, onor dell'etra / Ratta s'affaccia da Giunon mandata / Ai forti gridi. Della Diva amica / Al dolce aspetto si compone il mare.» e con l'appello della dea al Genio s'introduce il motivo encomiastico: «Nel volto fiammeggiante un riso allora / Scintilla al Genio, e le ceraste orrende / Cadder morendo. Per l'eburneo collo / Sparsi tornaro in libertade i crini: / E disse in vago aspetto ad Iri istessa; / E del Tirso la Dea s'appella? - ERSETA. / Al Nome Augusto dell'INVITTA DONNA / Tuonò a sinistra il ciel: le selve tutte / Dierono l'Eco, e rispondèr le ripe. / All'alta scossa traballò l'Olimpo, / I Divi s'agitarono, e sbigottiti / Alle nubi si fero, e tutto in calma / Videro allor. Iri sorrise, e disse: / Ah! fu al Gran Nome della Dea del Tirso / Che a manca il ciel tuonò. / [...] Il Genio non più mesto, Iride bella / volaro uniti, e rimiraro a tergo / Turba di Divi, e Dee che il volo incalza / Ver la reggia di Forco. Eccoli. Il cielo / Al volo unito della Turba eccelsa / Avvampa. Scintillò Forco sorpreso / Alzò di nevi la gravosa chioma / Dall'acque. - E chi?... conobbe i Divi allora, / E con allegro viso: - Amici, o Dei, / Sempre ci siate. Ah! mi serbate ERSETA. / Ed in dolce concento il coro eccelso / S'intese mormorare in questi accenti: / Veniamo uniti ad ammirar nel Tirso / In codesta per Noi sì grata aurora / Ciò, che nell'Istro ricercossi invano».

estetici. Se ne ha un riscontro nel poemetto in endecasillabi sciolti *Ercole ed Ebe*, scritto nel 1812 *Per le nozze delle loro Altezze Reali Francesco d'Austria con Beatrice di Savoia*:

La tede!... il monte!... il rogo!... Ercole!... oh! Dio!
L'alma... Passò. Eccolo in l'aure. Giunse.
Cangiossi in Nume; ed i suoi figli uniti,
Poich'arse in Eta, alla Pietade un Tempio
Ersero grati. Ad incontrarlo il Magno
Con passo incede dignitoso, e grave
Pel vago pian della magion stellifera:
Quale Vulcan, benché con passo incerto,
Colla candida toga, e l'auree ancelle,
Aliti ancor dal petto suo mandando,
Un dì si mosse ad incontrar la bella
Diva del mar, che per lo scudo eccelso
A pregarlo venia. Ma... l'arso Eroe
È nell'Olimpo. All'apparir: – Giungesti?
Vieni al mio sen di Giove alunno, e prole,
Vieni fra queste braccia Ercole invitto.
Sinché fosti laggiù sempre vivesti
A suon di guerra, a suon d'evviva. Il premio
Or ti si deve delle imprese eccelse,
Di tanti e tanti già mietuti allori.
La giovin Diva che a Giunone è figlia,
Gentile, e bella; sì: prendila. È tua.
[...]
Febo cantò. Tutti ascoltar gli Dei.
Stupiro l'aure, e se gli fer d'intorno
Tanto adornò con certi modi Ascrei
Il suo cantar. L'incognito potere
Serpendo in sen sente che arriva all'alma
U' giace Fantasia. La scuote. Nascono
Immaginose idee, che vaghe affollansi
Cercando uscita. Disse prima enfatico,
Come d'Eroe a Semideo si passa,
E come i Semidei diventan Numi.
Disse l'imprese dello sposo Eroe,
Anzi del primo Semideo, d'Alcide.
Il Leone Nemèo; l'Idra Lernèa;
Il Cinghial d'Erimanto, che turbava
Delle Driadi il sonno; Erice ucciso;
Dai bronzipedi pié la Cerva presa;
L'arco famoso che ammazzò l'Arpìe;
E di Paride in mano uccise Achille.
L'alto rival, l'alto rival temuto
Che abatté che ferì che vinse, cinto

Il nobil crine dell'Erculea fronda.
Busìri; il Toro; Antèo; Abila, e Calpe;
L'Esperidi; Gerion; Caco; i Centauri;
E i Siculi Giganti; e Nesso; e Lica.
La scesa a Dite a liberare Alceste;
E quando irato nella vita del pianto
Legò, perché gli contendea l'entrata,
Con triplice catena il can trifauce.
E mille, e mille ripetea col canto
Erculee prove, che lo fero un Nume.
[...]
Incominciò le disïate lodi
Della di fiori coronata il crine,
D'Ebe divina, della sposa; e disse
Cose che non sò dir. Disse del core,
Del suo pensar, dell'indole divina,
«L'amor, la fede, la virtù, la Gloria.»
Che l'opre eccelse degli Illustri Eroi
Ebe mantiene in gioventù, né mai
Col invecchiare nell'oblìo cadranno.

L'autore però sente il bisogno di ricondurre il poemetto, con una chiosa finale giustapposta al componimento ormai concluso, alla funzione celebrativa indispensabile ad assicurare «memoria eterna»[49] ai fasti della dinastia:

SIRE, Giove sei Tu. Tu sei, REGINA,
L'alma Giunone. Il Tuo fratel Reale,
Ercole invitto. La Tua figlia amata,
Ebe gentil. La Dama inclita, e fida;
La Semidea che piange. AUGUSTI SPOSI
Chiedo perdon. Col mio cantar non seppi
Cosa trovar che più assomigli a Voi
D'Ercole ed Ebe. Né imeneo più giusto,
Che un imeneo che prepararo i Numi,
Che un imeneo che si compì nel cielo.

[49] R. Valle, *L'Estro*, Cagliari, 1815, v. 3. Già il Montine *La bellezza dell'universo*, letta nel Bosco Parrasio il 19 agosto 1781, aveva inserito solo nei versi conclusivi del suo canto alla bellezza del creato un omaggio agli sposi Luigi Braschi Onesti, nipote di Pio VI, e Costanza Falconieri, giustapponendo semplicemente ai temi svolti in precedenza il motivo encomiastico e svolgendolo col solito armamentario di luoghi comuni (l'«arcade schiera» che rivolge i suoi canti a Imeneo, la caducità della bellezza, la vittoria della Virtù sul tempo, etc.).

Il Valle aveva così operato anche quando, nel 1808, aveva dedicato l'opera per teatro *L'antro fatidico* alle nozze di Carlo Felice con Maria Cristina di Borbone, demandando ancora una volta esclusivamente alla *Licenza* finale detta da Venere il compito di rivolgersi ai «fidi sposi augusti» all'interno di un'esaltazione dell'amore come forza vitale cui sottostanno tutte le creature viventi e gli stessi numi:

Chi degli Argivi amanti,
Di cui risuona ancor l'esule arena,
Chi rammenta gli affanni? in questo giorno
Chi tenta ardito insanguinar la scena?
Chiamar il Nume mio, Nume fatale!...
Quando, lasciato il Ciel, tra voi discendo
Per far di due cor fidi una sol alma?
Nò che fatal non son per chi ben ama.
Amore Amore istesso il figlio mio
Scender ratto fec'io sù i gioghi d'Ibla,
Colle tede soavi in Cielo accese,
E cogli strali d'or, che per mio cenno,
Temprò d'Etna a le fiamme il Dio di Lenno.
Veglia vigile accanto
Ai FIDI SPOSI AUGUSTI,
E se Morfeo talor gl'irrora i lumi,
Sopra un letto di rose
Ai FIDI SPOSI accanto
Dorme placidi sonni in dolce calma.
Nò che fatal non son per chi ben ama.
Ninfe, le cure infeste
Là nel Carpazio mar portino i Noti,
E sù l'Infedeltà spargan l'oblìo.
Seguite il Nume mio,
Spargendo fiori ed abbrucciando incensi
Intonate d'Imen gl'Inni festanti,
E terminate il canto;
SIA PROPIZIA LATONA AI FIDI AMANTI.

La sua scelta sarebbe rimasta oscura agli eruditi locali della seconda metà del secolo. Il Bonu, per esempio, sostiene che «il soggetto di questo dramma in dodici scene è d'una scelta infelicissima». E, a conforto del suo giudizio, continua: «Nota giustamente il Siotto-Pintor: [...] che ha mai a vedere il male augurato antro di Trofonio e i disgraziati amori di Saffo e di Faone e la disperata morte di quest'ultimo colle nozze di quei principi?»[50].

Il modello montiano è in qualche misura determinante anche per spiegare la

propensione del Valle all'alternanza di spettacoli della natura sereni e terribili, di sentimenti che trapassano dal pauroso all'estatico, di toni di colore tenebrosi e luminosi. Esemplificativi in tal senso alcuni dei componimenti dedicati con frequenza annuale a Maria Teresa d'Austria, in particolare i poemetti di ampio respiro come *Gli Orti d'Armida*. Alla diffusa descrizione di un *locus amoenus* si contrappone infatti improvvisamente una visione di morte che incute spavento, fugata in modo altrettanto repentino dal ritorno della «lucente Aurora»:

Come ratto sparì la selva il mirto,
La dura quercia il casto alloro e tutta
La frondosa virente ampia famiglia!
Più non regna il Piacer. Tutto si cangia.
Regna nel vasto Ciel sol quella Dea,
Che eserciti di stelle intorno accampa,
E di tenebre armata il giorno uccide.
Ma non placida già. Le stelle erranti
S'oscurarono tosto al gran lamento.
Eccole meste, e con sanguigni accenti
Già rispondono mute in lor favella.
Il Ciel più non si vede, e tutto è nero.
Io mi conturbo mi spavento e tremo.
Ogni cosa taceva, e l'aure istesse
Silenziose vagando ivan tremanti
Attorno attorno alla Città sepolta
In profondo sopor simile a Morte,
E distinguer non san di nebbia cinte
Le fredde tombe, e gli abitati Lari.
Tale in Corinto nella notte infame,
Che la madre versò de' figli il sangue
Fu vista in Cielo la crinita d'angui
Furia crudel su cava nube assisa,
Mentre porgeva alla già rea nel core
Le meste faci in Flegetonte accese,
Che poi s'estinse in sen fatta un'Erinni.
L'orror che porta la sanguigna luce
Splendendo in mezzo a cupa notte e nera,
Il tetro fumo che addensato spira
Di Flegetonte immagine funesta,
Nello stender la mano all'empia Madre

[50] R. Bonu, *Scrittori sardi dal 1746 al 1950 - con notizie storiche e letterarie dell'epoca,* I (*Il Settecento*), Oristano, 1952, p. 203.

Fero tremar nel seno il cor di pietra,
Benché impavido il cor, benché decisa
La mano avesse. In sì terribil notte
Chi mai chi non dovrebbe in cor tremare!
Ma già nunzia del dì risplende in alto
Di Venere la stella, e dietro a lei
Di croceo manto ornata in grembo a Teti,
Con la fronte di rose, e i piedi d'oro
Placida appare la lucente Aurora
Spargendo i primi rai su l'onde miti
E rendendo d'argento il mar ceruleo.
Fuggiro in Ciel le scolorate stelle,
L'aure notturne si vestir in luce,
E di grembo a Morfeo sorge Natura [51].

Il tono estatico prevale invece ne *La cessione*:

Ah! cessò la tempesta ecco la calma.
Al bel seren della sua fronte, al riso,
A Meraviglia, a Riverenza il debbo
Se il core non perì. Sì: al par di Morte
È in me forte l'amor. Di croceo manto
Sopra candida veste il dolce accordo.
Mi fissò tal... Ah! chi potria fissarti
Senza avvampar. Tu sei dal ciel discesa.
Nel volto tieni di beltà la luce.
A te circonda dei Piacer lo stuolo;
Anzi i Piaceri pargoletti, e vaghi
(Cari!) s'ascondon ne' minuti rivi
Del tuo dorato crine. A me ti volgi...
Deh! non partir. Di vagheggiarti almeno
Non negarmi il piacer [52].

Mentre ne *L'Estro* la compresenza delle componenti individuate e di una fitta schiera di allegorie, personificazioni, riferimenti mitologici e immagini letterarie, mette piuttosto in luce la cultura del Valle che fa sfoggio di erudizione e plaude

[51] R. VALLE, *Gli Orti d'Armida - pel dì natale di sua Real Maestà Maria Teresa regina di Sardegna*, Cagliari, 1806, parte II.

[52] ID., *Nel dì natale di sua Real Maestà Maria Teresa d'Austria regina di Sardegna - La cessione*, Cagliari, 1813, vv. 12-26.

all'ozio operoso del letterato che l'ha resa possibile e alla munifica e benevola protezione sovrana [53]. Ma ormai le alterne vicende delle umane sorti e la caduta di Napoleone hanno consentito ai Savoia di riprendere possesso dei territori di terraferma ed anche la reggente ha potuto lasciare l'isola. Ad altre voci più degne sarà demandato il compito di tesserne le lodi, magari alla penna di una poetessa che proprio in quegli anni aveva pubblicato i suoi volumi di rime ottenendo l'approvazione montiana [54]. Proprio a Diodata Saluzzo si accenna in chiusura dell'*Estro*, alla pastorella fossanese Glaucilla Eurotea, «onor d'Italia», alla quale sarà poi rivolto esplicitamente l'invito a tessere le lodi della regina:

Donna immortal, degl'inni tuoi su l'ali
Vola animosa in questo dì beato.
[...]
Quando il genio del bel ti scuote l'alma
E d'entusiasmo piena al ciel t'innalzi
Cosa mortal non sei. Ti vidi allora
Che prima apparve in la città del Toro
L'AUGUSTA DONNA. Il volo eccelso e franco
Spiccasti ardita. Colle luci immote...
Volea seguirti e mi restai deluso.
Te miro in vetta d'un eccelso monte,
Te miro in ciel, ...né più ti vidi. Piena
Del tuo poter, del genio tuo volasti,
E ben dicesti che *il seguirti è vano.*
[...]
Tu pur vedesti, tu conosci AUGUSTA.
Sai quante in core alme virtudi alberga,
Colle Grazie ridevoli commiste.
Quant'è magnalma, quanto è saggia, e quanto
Conosca quelli a Umanitade amici
Sensi pietosi, a molti cori ignoti.
Ingenua, Grata, Intelligente, Forte;
E quel che val, tu, *Donna forte* intendi.
«I canti sai quanto sacrar sian gravi
A *tal oggetto* sopra cetra umìle».

---

[53] ID., *L'Estro - pel dì natale di sua Real Maestà Maria Teresa regina di Sardegna*, Cagliari, 1815. Il consuntivo delle opere di poesia dedicate dal Valle alla sovrana, contenuto nella prima parte del poemetto, è preceduto da una dichiarazione da cui traspare la consapevolezza del poeta della capacità delle lettere di produrre gloria durevole: «Se le mie rime alcuna cosa ponno / consecrata fra i nobili intelletti / fia del tuo nome qui memoria eterna». Opere ispirate da intenti più scopertamente celebrativi sono *La Magnanimità*, Cagliari, 1810, *L'augurio rispettoso*, Cagliari, 1811, *L'imitazione felice*, Cagliari, 1812, tutte dedicate al genetliaco di Maria Teresa.

[54] T. VALLAURI, *Storia della poesia in Piemonte*, II, Torino, 1841, p. 295.

Canta dunque per me tu che lo puoi.
Prendi la cetra dalle corde elette.
Impenna l'ali. Ergiti in l'aure. Vola...
Canta: e colloca, o Donna, il NOME AUGUSTO
In sen d'Eternitade, in sen di Fama [55].

Al Valle non resta che far sentire ancora la sua voce esprimendo da lontano con *La Gratitudine* [56] il «gran tumulto di affetti» e «il disio focoso» che lo costringono a celebrare per l'ultima volta con animo riconoscente la sua «dea più dolce, e più gentile».

[55] R. VALLE, *Pel dì natale di sua Real Maestà Maria Teresa d'Austria regina di Sardegna - Polidoro Tirsiade e Glaucilla Eurotea*, Cagliari, 1816.

[56] ID., *Pel dì natale di sua Real Maestà Maria Teresa d'Austria regina di Sardegna - La Gratitudine*, Genova, 1818.

LAURA SANNIA NOWÉ

Cultura letteraria e impegno civile in Sardegna nell'età napoleonica

Una proposta di periodizzazione

Drammatici e sanguinosi furono gli anni di transizione fra Sette e Ottocento. Varie sommosse popolari antifeudali scoppiarono all'interno della Sardegna, alimentate dai sostenitori del partito angioiano; mentre gruppi di professionisti, mercanti e artigiani cospirarono contro il potere nei principali centri dell'isola, fino alla congiura cagliaritana del 1812, che «ebbe però una base popolare assai ampia»[1].

Gli storici hanno ricostruito gli eventi su una vasta documentazione che prova la non casualità del tentativo di eversione compiuto da Giovanni Maria Angioi, anzi conferma, su diversi piani, la crescita della consapevolezza politica nella popolazione sarda. Ancora si discute se e fino a quale livello di profondità esistesse un progetto di sovvertimento dell'istituto monarchico; ma pare ormai accertata la volontà di rivolta contro il regime feudale e l'iniqua pressione fiscale. I moti del 1793-96 non avevano affatto modificato l'assetto territoriale e il sistema tributario, resi anzi più onerosi dal progressivo stato

---

[1] G. Sotgiu, *Storia della Sardegna sabauda 1720-1847*, Bari, 1986, p. 221 (I ed.: 1984). Oltre alla fondamentale interpretazione del Sotgiu, per le vicende di quegli anni cfr. l'ancor valido volume di S. Pola, *I moti delle campagne di Sardegna dal 1793 al 1802,* Sassari, 1923; A. Boi, *Giommaria Angioy alla luce di nuovi documenti*, Sassari, 1925; F. Cherchi-Paba, *Don Michele Obino e i moti antifeudali lussurgesi (1796-1803)*, Cagliari, 1969; L. Del Piano, *Giacobini e massoni* e *Aspetti e momenti della repressione antigiacobina*, in *Giacobini e massoni in Sardegna fra Settecento e Ottocento*, Sassari, 1982, nonché l'*Introduzione* contenente una preziosa bibliografia ragionata. Cfr. pure la *Nota bibliografica* nel vol. di Sotgiu e gli Atti del convegno dedicato a L*a Sardegna e i tempi di Giovanni Maria Angioy*, Bono, 15-17 dic. 1988.

di abbandono delle terre, dalla conseguente penuria dei raccolti, dalle epidemie ricorrenti [2].

La ricerca storica ha indagato, con l'ausilio di precisi reperti testimoniali, in quell'affresco, sommario ma efficace, dei primi tre lustri dell'Ottocento, che Pietro Martini delineò nella sua *Storia di Sardegna dall'anno 1799 al 1816* : fosco quadro di feroci discordie civili, di rivolte e repressioni, di abusi delle istituzioni stamentarie, di soprusi baronali perpetrati contro il volere sovrano:

> Se la storia — egli riassumeva — potesse di soperchio particolareggiare, la presente si sarebbe dovuta e si dovrebbe quindi innanzi versare in racconti di orrende e lunghe fazioni private, di assassinj atroci, di crimini d'ogni genere, e soprattutto di lotte micidiali tra comuni e comuni, tra pastori ed agricoltori in fatto di pascoli e di terreni comuni. Coi quali s'intreccierebbono le memorie di movimenti assidui di truppe nelle Barbagie, nell'Ogliastra, nella Gallura, nel Nuorese, e nel capo settentrionale generalmente; di missioni di delegati speciali da uno in altro luogo per la compilazione di procedure criminali; di giudizj eccezionali; d'arresti di prepotenti magnati delle ville per cautela, o del loro forzato stare in Cagliari od in Sassari sotto gli ordini governativi; di pene economiche inflitte dal dispotismo militare; di ruine di comuni invasi da truppe regie o nazionali; e ad un tempo di giusdicenti corrotti, di danari e doni profusi a loro, al ceto forense, agl'intriganti di corte, ai comandanti militari, che facevano mercato della giustizia, contro il volere d'un monarca ottimo di cuore e zelatore del giusto e dell'onesto [3].

Per evidenti ragioni di opportunità il Martini, nel 1852, sollevava il trono, nella persona di Vittorio Emanuele I, dalla responsabilità degli eccessi. Sebbene altrove non risparmiasse al vicerè Carlo Felice la critica di arrendevolezza nei confronti del cavaliere Stefano Manca di Thiesi, vera eminenza grigia della corte feliciana, assieme a Giacomo Pes di Villamarina [4].

---

[2] Mentre SOTGIU (*Storia della Sardegna sabauda...*, cit., pp. 179-212) riconosce ai moti una finalità *politica*, in polemica col Pola, che insisteva invece sulla matrice *economica* delle rivolte, Lorenzo Del Piano media le due interpretazioni, attribuendo un significato sostanzialmente politico alla lotta per l'abolizione del sistema economico del feudalesimo ancor vigente in Sardegna. Cfr. *Appendice* a *Aspetti e momenti...* cit., p. 137: «Come già avvertito, a determinare le agitazioni del periodo contribuirono sia motivi politico-ideologici, rappresentati questi ultimi dall'opposizione agli abusi feudali o più semplicemente della lotta per l'abolizione del feudalesimo: distinzione sulla quale tuttavia, come già detto, non possiamo essere interamente d'accordo, poiché, dal momento che appunto sul feudalesimo era ancora in gran parte basata l'organizzazione dello Stato, lottare contro di esso era pur sempre un modo di "far politica"».

[3] P. MARTINI, *Storia di Sardegna dell'anno 1799 al 1816*, Cagliari, 1852, pp. 198-199.

[4] *Ibid.*, p. 28-29, 43-45. V. pure G. SOTGIU, *Storia della Sardegna Sabauda...* cit., pp. 243-247.

Accuse analoghe si riscontrano nelle «carte Lavagna», ancor più attendibili perché in buona parte private e stese da un futuro giudice della Reale Udienza, il patrizio algherese Giovanni Lavagna, che fu protagonista e testimone dei turbinosi anni 1796-1806 e di costante fede legittimista [5].

A partire dal 1799, inizio dell'esilio sabaudo in Sardegna, risulta abbastanza limpida l'immagine di un potere monarchico nuovamente arroccato, dopo le concessioni del '96, su posizioni di intransigente assolutismo. Esso rinnova la tradizionale alleanza con l'aristocrazia ecclesiastica e laica e con la burocrazia nel processo di «normalizzazione» dell'isola.

> «Non bisogna dimenticare — scrisse Ernesto Pontieri — (...) che la venuta della Corte a Cagliari aveva ribadito i vincoli fra questa e il baronaggio, che restava pur sempre una formidabile forza conservatrice del paese» [6].

Questa situazione che fece vivere alla Sardegna, «con un anticipo di quindici anni (...) il clima *maturato* in Europa dopo il Congresso di Vienna» [7], fu sicuramente favorita dalla contingenza storico-politica europea e da fattori naturali, quali l'«insolita infecondità del suolo», come ebbe a rilevare il Martini [8]; ma prosperò anche, ed è sempre una sua osservazione, per l'assenza di una solida e illuminata borghesia:

> «Perché il moto politico dei Sardi si confacesse coi progressi del secolo, *sarebbe bisognato un medio ceto di sentimenti generosi, illuminato, forte di coraggio civile*, e tale da trarre seco le moltitudini e da imporne ai due potenti ordini privilegiati. Ma una classe mezzana di tal tempera era più un desiderio che un fatto nella Sardegna. Dove sopra i grandi mali, consistenti nella poca istruzione pubblica, nel predominio del clero e dei baroni, signori quasi intieramente del suolo, nella pochezza dei veri proprietarj, nel più gretto municipalismo entro alle città, nell'avvilimento delle genti di campagna, stava pur l'altro della *illimitata devozione, per interesse privato, alle due classi primarie, degli uomini di lettere e di scienza, e specialmente di foro*» [9].

---

[5] Cfr. C. SOLE, *Le «Carte Lavagna» e l'esilio di Casa Savoia in Sardegna*, Milano, 1970.

[6] E. PONTIERI, *Carlo Felice al governo della Sardegna (1799-1806)*, in «Archivio storico italiano», XCIII (1935), vol. I, pp. 49-82 e vol. II, pp. 187-231. La cit. è a p. 201.

[7] G. SOTGIU, *Storia della Sardegna Sabauda...* cit. (sopra n. 1), p. 261. Ma già C. SOLE, *La Sardegna di Carlo Felice e il problema della terra* nel vol. omonimo da lui curato, Cagliari, 1967 («Testi e documenti per la storia della Questione sarda», 3), pp. 1-69, in particolare p. 14.

[8] P. MARTINI, *Prefazione* a *Storia di Sardegna...* cit. (sopra n. 3).

[9] *Ibid.*, pp. 9-10.

Pur costituendo ancor oggi un autorevole punto di riferimento, dettato com'è da uno studioso che fu testimone oculare di certe drammatiche «sventure», quali la carestia del 1812 [10], questo giudizio sembra, però, suscettibile di un'articolazione assai più complessa. Non v'è alcun dubbio che la presenza dei sovrani nell'isola conferì nuovo lustro all'aristocrazia, feudale e di più fresca data. In cambio dei non intaccati privilegi, quest'ultima offrì un incondizionato sostegno al trono, che si esternava nei riti della celebrazione cortigiana, in forme talora oltraggiose per la popolazione stremata dalla fame [11]. Dei fasti della corte, benché in tono minore rispetto alla capitale del regno, si fanno interpreti la nutrita rimeria encomiastica e la ben orchestrata oratoria parenetica del primo Ottocento, secondo modalità e finalità costanti nelle corti dell'*ancien régime*: l'attività dei poeti e degli oratori mira a ribadire la legittimità del potere assoluto e ad esaltare la benevola provvidenza dei sovrani, assimilati alle divinità classiche e coadiuvati dalle consuete allegorie di Virtù, Amore, Pace, Giustizia.

Tuttavia, accanto alla letteratura encomiastica, tesa all'espressione e all'organizzazione del consenso, non diversamente da quella di fine Settecento [12], ma con lena rinnovata dalla presenza fisica dell'intera corte sabauda, se ne delinea anche un'altra, ben diversamente orientata e impegnata, di cui fanno fede svariati scritti di medicina e agronomia, ma anche di mineralogia e di istituzioni linguistico-letterarie.

Si tratta del contributo al governo dell'isola di una ristretta, ma vivace *élite* ecclesiastica e laica, di piccola nobiltà o di estrazione borghese, vivamente preoccupata per le sorti della «patria» sarda, colpita di riflesso dagli eventi napoleonici. Benché le proposte, pur caute, di rinnovamento rimangano spesso senza seguito o sortiscano minimi risultati pratici, è importante constatarne l'esistenza, come esiti, in un clima politicamente più conservatore, della lezione illuministica che mostra di dare i suoi frutti, anche in mezzo a tante traversie.

---

[10] *Ibid.*, p. 219. Ma vedi pure G. Siotto Pintor, *Storia civile dei popoli sardi dal 1798 al 1848*, Torino, 1877, pp. 60 e seguenti.

[11] Cfr. il racconto di aperta riprovazione del Martini (*Storia di Sardegna*... cit. sopra n. 3, pp. 222-223), a proposito dei festeggiamenti per le nozze dell'arciduca d'Austria-Este con la principessa Maria Beatrice.

[12] Mi permetto di rinviare al mio saggio *Ideale felicitario, lealismo monarchico e coscienza nazionale nelle pubblicazioni della Reale Stamperia di Cagliari* (1770-1799), in *Dal trono all'albero della libertà. Trasformazioni e continuità istituzionali nei territori del Regno di Sardegna dall'Antico Regime all'età rivoluzionaria (1789-1802)* (Convegno internaz., Torino, 11-13 sett. 1989) Roma, 1991. Quanto all'impostazione metodologica del problema delle letterature regionali, cfr. in particolare il primo par. *Ragioni bibliografiche*.

Per valutarne correttamente la portata, bisognerà tener presente che gli ingegni più originali, maggiormente disposti a iniziative di radicale innovazione, erano stati costretti all'esilio. Chi rimase e, per dichiarata carità verso l'isola, non si sottrasse al tentativo di migliorarne le condizioni, dovette agire con il consenso della famiglia reale, tanto più gelosa delle sue prerogative, in quanto confinata nell'unico selvatico lembo del regno lasciatole da Napoleone.

Quasi tutte le opere prese in considerazione portano, pertanto, l'*imprimatur* regio; rappresentano, cioè, la cultura ufficiale, espressa da un gruppo di intellettuali orgogliosi delle proprie radici sarde, ma «italiani» di formazione per esplicito riconoscimento e fedeli sudditi del regno. Primo fra tutti quel cavaliere Ludovico Baille che, con metodo, raccolse molti scritti di studiosi sardi o sulla Sardegna, dallo spoglio dei quali si può delineare un panorama della situazione culturale dell'isola in quegli anni se non esaustivo, sicuramente attendibile e di larga rappresentatività. Da questa *Biblioteca sarda* [13] abbiamo attinto un complesso ragguardevole di scritture articolate nelle due linee di tendenza poetico-economiastica e «filosofico»-civile sopra accennate, variamente intrecciantesi nei primi tre lustri del secolo; sulla scorta di esse ci sembra di poter individuare tre distinte fasi nell'epoca dell'impero napoleonico, ovvero dell'esilio dei re sabaudi in Sardegna, sotto il profilo della consapevolezza e elaborazione culturali di quella che, nei fatti, si proponeva come classe dirigente:

1. la prima fase, dall'arrivo dei sovrani, nel 1799, fino al 1803, è caratterizzata dal silenzio degli uomini di cultura, fatta eccezione per qualche voce, pur importante, che si leva sul coro dei verseggiatori osannanti alle varie corti: del re Carlo Emanuele IV, del conte di Moriana, del duca del Genevese;

2. la seconda, dal 1803 al 1811, è punteggiata da più frequenti interventi nei diversi campi già elencati (medicina, agronomia, mineralogia, lingua), che si innestano nel filone illuminista settecentesco, con speranze e combattività rinnovate;

3. la terza fase, fino alla partenza di Carlo Felice per Napoli (10 giugno 1816), si distingue per l'assenza di rilevanti iniziative culturali, salvo una riflessione sulle condizioni dell'isola, prodromo della «scoperta» che di essa faranno i romantici nei decenni successivi; mentre le regali nozze dell'arciduca Francesco

---

[13] Cfr. *Catalogo della Biblioteca Sarda del cavaliere Lodovico Baille preceduto dalle Memorie intorno alla di lui vita del cavaliere Pietro Martini membro della Regia Deputazione sopra gli studi di Storia Patria Bibliotecario della R. Università di Cagliari ecc. ecc.*, Cagliari, 1844. In merito alla biblioteca del Baille cfr. L. SANNIA NOWÉ, *Ideale...* cit., par. I.

d'Austria-Este con la principessa Beatrice di Savoia (1812) e la presenza nell'isola di Maria Teresa d'Austria (1806-1815) offrono, in particolare a Raimondo Valle, l'occasione per effondere la sua esile vena canora [14].

Le voci nel silenzio e gli echi della guerra (1799-1803)

Per la verità, i torchi della Stamperia Reale e della tipografia sassarese di Antonio Azzati lavorarono alacremente anche in questo primo periodo, per ricorrenze laiche e religiose. Compleanni regali e nozze nobiliari, «felicissimi arrivi» e «sospirati ritorni» e «solenni esequie», promozioni alla sacra porpora e lodi alla Vergine Addolorata continuarono a fornire materie di canto ai Chiappe, ai Porcu, ai Valle.

Ma versi e prose d'occasione, funzione della comunicazione sociale cortigiana e della glorificazione del sovrano, non segnalano alcun cambiamento, non sollecitano alcuna riflessione, se non che è in atto il consolidamento del passato, anche nella monotona ripetizione delle forme letterarie. Abbondano le iscrizioni, come quelle figuranti nell'arco trionfale eretto a Sassari nel 1801 per il rientro del conte di Moriana, in compagnia del fratello, duca del Genevese; i sonetti, talvolta congiunti ad altri componimenti con un filo narrativo che esilmente costruisce un *corpus* unitario, come negli *Applausi poetici* in onore delle altezze reali Placido Benedetto e Carlo Felice o del cardinale Diego Cadello; talvolta singoli, per nozze e anniversari; le cantate, accompagnate dalla musica, nelle quali i Geni dei popoli o dei fiumi agiscono accanto alle divinità dell'Olimpo, per celebrare le virtù del festeggiato [15].

Queste composizioni, la funzione ideologica delle quali è stata finemente

---

[14] Le indagini in campo artistico e giuridico sembrano approdare a una scansione temporale abbastanza prossima a quella esposta. Cfr. in questi Atti, i contributi di A. Saiu Deidda, *La cultura artistica in Sardegna nell'età napoleonica* e di I. Birocchi, *Il problema del riordinamento della legislazione e il progetto di codificazione del 1806*. Sulla partecipazione di esponenti isolani alle iniziative riformistiche sabaude di primo Ottocento, cfr. pure C. Sole, *La Sardegna di Carlo Felice...* cit. (sopra n. 7), pp. 12-35.

[15] Cfr. A. Azzati, *Sonetto pel compleanno di S.A.R. Placido Benedetto di Savoia Conte di Moriana*, Sassari, 1800; A. Porcile, *Per le lietissime nozze del signor Cavaliere Don Giuseppe Rapallo colla bellissima dama Laura Porcile. Sonetto*, Cagliari, 1801; *Nel felicissimo arrivo di S.A.R. Carlo Felice di Savoia... e sospirato ritorno di S.A.R. Placido Benedetto di Savoja conte di Moriana alla città di Sassari applausi poetici umiliati dai fedelissimi sassaresi*, Sassari, 1801; *Nella promozione alla sacra porpora di sua eminenza Don Diego Cadello di Santo Sperato, Cavaliere Gran Croce di Santi Maurizio e Lazzaro, arcivescovo di Cagliari*, Cagliari, 1803.

illustrata da M. Giovanna Sanjust [16], rappresentano la continuità immobilistica coi decenni, oserei dire coi secoli, precedenti; e denotano la permanenza di un costume non acriticamente seguito, bensì consapevolmente investito ancora del compito di raffigurare i rapporti tra sovrano e popolo, tra sovrano e nobiltà [17]. Non casualmente, pertanto, la quasi assoluta prevalenza di questo genere di letteratura coincide con gli anni di più intensa repressione poliziesca, ovvero con l'incerto regno di Carlo Emanuele IV, vigorosamente supplito dal vicerè Carlo Felice [18].

Tuttavia, fin da allora si colgono alcuni timidi sintomi di una volontà costruttiva, di una lungimiranza culturale che si nutre di studi illuministici e di contatti con centri di ricerca scientifica della terraferma: protagonisti, l'umanista Lodovico Baille e il medico Pietro Leo.

In questa sede non interessa illustrare il versatile ingegno del Baille che, all'affacciarsi del nuovo secolo, aveva al suo attivo una rigorosa, per quanto tradizionale, formazione giuridica e una cospicua messe di ricerche antiquarie e di studi storici sulla Sardegna. Inoltre aveva già intessuto una fitta rete di rapporti personali e epistolari con dotti isolani, come Francesco Carboni e i fratelli Simon, e italiani, quali Angelo Maria Bandini, Tommaso Valperga di Caluso, Francesco Gemelli [19]. Basti osservare che, di ritorno da Torino nel febbraio del 1800, egli si impegnava a promuovere la creazione, a Cagliari, del

---

[16] Cfr. in questi Atti, M. G. SANJUST, *I Savoia nei versi e nelle prose scritti in Sardegna dal 1799 al 1815*.

[17] Le motivazioni politiche del «lusso dimostrativo» e del «consumo di prestigio», illustrate da Hubert Ch. Ehalt per la corte asburgica, nella quale le prestazioni artistiche e poetiche avevano rivestito un ruolo molto importante, paiono permanere operanti, *mutatis mutandis*, nel clima del rinnovato assolutismo sabaudo in Sardegna. Cfr. H. CH. EHALT, *Ausdrucksformen Absolutistischer Herrschaft. Der Wiener Hof im 17. und 18. Jahrhundert*, München, 1980. Trad. it. di Marco Meriggi, *La corte di Vienna tra Sei e Settecento*, Roma, 1984, in part. pp. 89-95, 104 sgg. e il cap. VII.

Per il nesso committente sovrano-pubblico attraverso lo spettacolo melodrammatico è utile leggere E. SALA DI FELICE, *Metastasio. Ideologia, drammaturgia, spettacolo*, Milano, 1983, specialmente pp. 112 e seguenti.

[18] Secondo il MARTINI (*Storia di Sardegna...* cit., sopra n. 3, pp. 58-59), si instaurò un perfetto accordo tra Carlo Felice e il cavaliere di Villamarina sul «principio di doversi ricondurre l'isola a quiete col terrore, e quindi non tanto con una severità estrema nell'applicazione delle pene legali, quanto coll'uso arbitrario del bastone, della nervata, della tortura (...)».

Inoltre cfr. in questi Atti M. DA PASSANO, *I Savoia in Sardegna e i problemi della repressione penale* e F. FRANCIONI, *Gli inglesi e la Sardegna: conflitti e progetti politici nella prospettiva del crollo dell'impero napoleonico*.

[19] Cfr. G. SIOTTO PINTOR, *Elogio del cav. Ludovico Baille detto nell'aula della R. Università di Studi dinanzi alla R. Società Agraria ed Economica di Cagliari nelli 16 Agosto 1839*, Cagliari, s.d. (ma 1839); MARTINI, *Memorie intorno alla vita...* cit. (sopra n. 13), pp. 3-42, specialmente pp. 11-33.

Sulla collocazione del Baille nel panorama politico-giuridico di fine Settecento si vedano le

museo di archeologia, del gabinetto di storia naturale e della Società agraria, inutilmente già caldeggiata nella capitale.

Nel 1799, sullo scadere del secolo, il medico di Arbus Pietro Antonio Leo aveva pronunciato all'Università di Cagliari la sua *Lezione fisico-medica. Di alcuni pregiudizii sulla così detta Sarda intemperie e sulla malattia conosciuta con questo nome*. Pur lasciando agli studiosi di storia della medicina l'onere di valutare la modernità delle dottrine lì esposte, non possiamo non apprezzare lo *spirito filosofico* sotteso al discorso scientifico, che così fa esordire il giovane docente, nella dedica «Agli ornatissimi scolari di medicina»:

> «Infiniti sono, studiosissimi Giovani, e sommamente *oltraggiosi alla ragione, ed al buon senso i medici pregiudizii, che nati ne' secoli della barbarie, fomentati in progresso dalla ignoranza, e ciecamente seguiti dalla servile credulità del volgo*, regnano tuttora nella nostra Sardegna a danno incalcolabile della popolazione, e della sanità, e della vita dei nostri concittadini» (il corsivo è mio).

Assieme alla coscienza dello studioso, insofferente delle pastoie tradizionali, insorge lo «zelo patriottico» del sardo contro la denigrazione sistematica della sua isola: la Sardegna non è più «malsana» e «pestilente» di quanto non sia la «massima parte d'Europa». Amore del paese e libertà di giudizio, sulla scorta dell'osservazione, conducono così il Leo a negare la totale responsabilità del «vizio dell'atmosfera» nell'insorgere delle febbri ricorrenti. E se pur ignora la vera causa della malaria, egli difende dalla cattedra l'efficacia unica della «corteccia peruviana» per le «febbri autunnali»; e neppure esita a denunciare l'«impostura» e l'«ignoranza», delle quali rimangono vittime i malati, curati in maniera indiscriminata con salassi, purganti ed emetici, quando invece esiste un rimedio sicuro contro il male, a patto che sia tempestivamente e correttamente diagnosticato.

La *Lezione*, pubblicata dalla Stamperia Reale nel 1801, fu pronunciata lo stesso anno in cui, ad Alghero, moriva di malaria il duca del Monferrato, vittima illustre dell'ignorante discordia dei medici, come scrisse lo storico Giuseppe Manno rievocando quel tragico evento [20].

---

pagine di Italo Birocchi, che lo definisce «un organizzatore culturale», interprete e mediatore degli orientamenti prevalenti nell'isola, benché non originale, né di vasto respiro (cfr. *Tra diritto e politica nel triennio rivoluzionario sardo di fine Settecento: considerazioni in margine ad un'inedita memoria di Lodovico Baille*, in «Quaderni bolotanesi», XVI (1990).

[20] Cfr. G. MANNO, *Note sarde e ricordi*, Torino, 1868, pp. 225-230. Sulla fiducia generalizzata nell'efficacia del salasso, cautamente approvato dal Leo e invece riaccreditato, ai primi

Lodovico Baille e Pietro Leo sono i due intellettuali che spiccano in quei primi, difficili anni dell'Ottocento, per sensibilità e vivacità culturali il primo, il secondo per la modernità delle idee, sostenute da un intenso scambio di esperienze con diverse sedi italiane. È perciò assai significativo che la voce del Baille, levatasi privatamente, per quanto fosse di un cittadino già molto autorevole, rimase inizialmente inascoltata; mentre il Leo, espressosi pubblicamente nelle aule accademiche, si sottrasse al clima paralizzante del ritorno all'ordine, scegliendo la fervida Parigi per continuare gli studi già avviati a Pisa, Firenze e Genova, oltre che a Cagliari.

In Francia già erano emigrati i maggiori esponenti della stagione rivoluzionaria, gli Angioi, gli Azuni, gli Obino, Matteo Luigi Simon, con la speranza di poter organizzare una spedizione liberatrice sotto le insegne francesi di Bonaparte [21].

Non manca, pertanto, nel primo periodo, qualche segno di vitalità culturale; ma nel complesso, il clima politico interno, teso e diffidente delle novità, soffoca i tentativi pur cauti di rinascita.

Le condizioni economiche e sociali dell'isola, aggravatesi al tempo dell'invasione francese, accusarono il nuovo colpo inferto loro dalla ribadita soggezione ai vincoli feudali, e dalla mancata iniziativa del governo nel campo dell'agricoltura e dell'attività manifatturiera.

Questa situazione è messa a fuoco lucidamente dal più acuto dei fratelli Simon, Matteo Luigi, esule a Parigi fin dal dicembre del 1801 [22]. In un quadro per certi aspetti reso più nitido proprio dalla lontananza, nel *Mémoire pour Napoléon*, presentato nel 1803 a Bonaparte, egli attribuiva l'arretratezza dell'agricoltura specialmente alla proprietà comune delle terre, all'intatta sopravvivenza del sistema feudale [23] e alla mancata convocazione degli antichi organi del regno sardo: i bracci del Parlamento:

---

dell'Ottocento, dalle dottrine browniane e rasoriane, cfr. G. TORE, *Dalle epidemie alle vaccinazioni di massa*, in *Sanità e società. Sicilia e Sardegna. Secoli XVI-XX*, a cura di C. VALENTI-G. TORE, Udine, 1988, pp. 269 e seguenti.

[21] Cfr. L. NEPPI MODONA, *Introduzione* a MATTEO LUIGI SIMON, *Mémoire pour Napoléon*, Milano, 1970.

[22] Su questa famiglia di Alghero, originaria di Savona, che annovera letterati, giuristi, abati di idee riformatrici, cfr. L. NEPPI MODONA, *Introduzione...* cit. e, in questi Atti, il saggio di A. MATTONE - P. SANNA, *I Simon, una famiglia di intellettuali sardi tra riformismo e restaurazione*.

[23] Per questo complesso problema e il tardo trapasso dell'isola alla «proprietà perfetta» cfr. C. SOLE, *La Sardegna...* cit. (sopra n. 7) e I. BIROCCHI, *Per la storia della proprietà perfetta in Sardegna*, Milano, 1982.

> «Cet état de langueur de l'agriculture actuelle de la Sardaigne n'a pas autre source, que dans la Non-Observation des lois sardes les plus favorables qu'on puisse concevoir à l'agriculture, dans la Communauté des Terres, que chez nous est malheureusement en sa pleine vigueur, dans le sisteme de l'Economie rurale, dans le sisteme ruineux de Feudalisme, dans la faute des grands chemins et des routes de communications assurées d'un bout à l'autre de l'isle, dans les Règlements genants, qui otent la liberté du commerce. Je pense que ces contraintes disparoitroient à jamais lorsque les Etats Généraux qui selon notre Constitution se devroient assembler tous les dix ans, pourront s'occuper des moyens à reparer les actuels désastres de l'Isle digne d'une meilleure sort [24].

In nessun altro scrittore contemporaneo il ritratto delle cose di Sardegna è altrettanto disincantato, appena ritoccato, nei pregi e nei difetti, per rendere l'isola più appetibile e maggiormente degna di aiuto agli occhi del liberatore Bonaparte. Mentre, infatti, le ricchezze naturali del paese — fonti, acque termali, miniere, fertilità del suolo — vengono apprezzate oltre il dovuto, forse anche involontariamente, dalla memoria affettuosa del fuoriuscito, si lamenta l'assenza di tutte le produzioni che richiedono competenze e iniziativa moderne: dall'allevamento del bestiame alla pesca del tonno e del corallo, dallo sfruttamento delle miniere alle manifatture e alle arti.

Il paragrafo *Arts et manifactures*, appunto, salvo qualche imprecisione, relativa per esempio all'assenza di scuole tecniche [25], corrisponde, nel suo complesso, alla stagnazione produttiva dell'isola, alla quale il Bogino, assieme alla nuova classe dirigente, aveva cercato di porre rimedio qualche decennio prima:

> «N'y a pas de Jardins Botaniques, pas un laboratoire chimique, pas un Observatoire astronomique, pas de plantes exotiques quoique soit prouvé qu'elles prospéreroient très bien, pas une filature de soye, ou de coton, pas de manufactures d'aucun genre, que de toile très commune, de draps grossiers et des teintures propres à la qualité de ces memes Draps. (...) Parmi les Ouvriers nous manquons de bons Menuisiers, et Serruyers. Parmi les artistes nous désirerions des Peintres, Sculpteurs, Graveurs, et Maitres de dessein. Et à l'égard des Savants, la Sardaigne apprécierait beaucoup des Architectes, des Ingénieurs, des Hidrauliques, quelque Astronome, des Mathématiciens, des Phisiciens, Chimiques, Médecins, Chirurgiens, Antiquaires, Botaniques, et Maitres de langues [26].

---

[24] M.L. Simon, *Mémoire...* cit. (sopra n. 21), pp. 63-64.

[25] G.A. Massala (*Dissertazione sul progresso delle scienze e della letteratura in Sardegna dal ristabilimento delle due regie Università*, Sassari, 1803), dà notizie, nel 1803, di una scuola di architettura civile fondata da Carlo Felice, ma Francesco d'Austria-Este, nel 1812, non ne conserva memoria. Francesco d'Austria-Este, *Descrizione della Sardegna (1812)*, a cura di G. Bardanzellu, Roma, 1934, p. 91.

[26] M.L. Simon, *Mémoire...* cit., p. 69.

Conclude il *Mémoire* un piano per l'occupazione dell'isola, itinerario e contingenti armati necessari al progetto, mentre alcune carte aggiuntive contengono le risposte al questionario formulato da Napoleone per conoscere il numero e la dislocazione delle piazzeforti, il tracciato e le condizioni delle vie di comunicazione.

La guerra e le incertezze del vivere fanno la loro comparsa anche nel *Mémoire*, come in molti scritti dell'epoca, ma nei termini asettici della relazione tecnico-militare; laddove, negli scrittori residenti in Sardegna, a cominciare dal fratello di Matteo Luigi Simon, Gianfrancesco, le angustie e le violenze, che sconvolgono la vita civile e condizionano ritmi e possibilità di lavoro, filtrano sia nella corrispondenza privata, sia nella invenzione poetica.

Appartiene al primo genere la lunga *Lettera di Gianfrancesco Simon abate di Salvenero e Cea al cavaliere Don Tommaso De Quesada professore di gius canonico nella Regia Università di Sassari sugli illustri coltivatori della Giurisprudenza in Sardegna fino alla metà del secolo XVIII*, pubblicata dalla Reale Stamperia di Cagliari nel 1801. Essa è ben poco «privata», e ricalca, invece, l'uso settecentesco dell'epistola dotta: in questo caso, un piccolo trattato di storia della cultura giuridica in Sardegna ad uso del De Quesada, per la sua relazione inaugurale all'Università di Sassari.

Come il Leo, anche il Simon, non meno colto del patriotta, è spinto a scrivere dal desiderio di sfatare un luogo comune:

> «Troppo si è detto, e troppo anche si è scritto sulla barbarie de' Sardi nelle scienze, e nelle lettere; e la mancanza d'una storia letteraria della Sardegna ha sanzionati gli errori, e le tenebre fino a questo momento».

Ma, alla fine dell'esposizione, a giustificare una trattazione a parer suo lacunosa, egli adduce una motivazione privata, che richiama alla memoria le traversie di questa famiglia, accusata di giacobinismo negli anni della repressione angioiana, ora confinata in Sardegna, ora esiliata sulla terraferma [27]:

> «Maggior tempo, maggior ozio, minore intranquillità di vicende m'avrebbon forse impegnato ad un lavoro più esteso ed esatto su questa materia. *Ma Ella sa la mia situazione da un lustro in quà*» [28].

---

[27] Cfr. L. Neppi Modona, *Introduzione...* cit. (sopra n. 21), pp. 5-27.

[28] G.F. Simon, *Lettera... sugli illustri coltivatori della Giurisprudenza in Sardegna fino alla metà del secolo XVIII*, Cagliari, 1801, p. 28. La cit. precedente è alle pp. 5-6.

Proprio l'immagine d'un campo di battaglia e di una «isoletta», in cui il poeta, felicemente ignoto, troverà asilo fino a dopo la morte, dominano invece gli ultimi versi del poema *I tonni* di Raimondo Valle, recitato per la sua aggregazione al Collegio di Belle Arti di Cagliari, nel dicembre del 1800.

Nel solco di quella letteratura didascalica che, nel secondo Settecento, ebbe in Francesco Carboni e in Domenico Simon i suoi massimi esponenti [29], questo poemetto, dottamente intessuto di motivi classici originalmente rielaborati [30], riconduce bruscamente i lettori alla dura realtà contemporanea. Dopo essere stato scortato nel mondo dei tonni dal mercante cagliaritano Pietro Porta, che, novello Virgilio, gli svela tutti i segreti di questi preziosi pesci, il poeta viene preso in consegna da Diana, Madre della natura. Con lei sorvola la terra in cerca di un pacifico rifugio, non facilmente reperibile poiché ovunque si vedono «Tende navi cavalli aste e bandiere». A lei chiede, infine, di essere deposto «in questa Isoletta», «Colla mia Verità, colla mia Pace», «sì, che più novella / Del mondo insanguinato a me non giunga» [31].

Per parte sua, nella *Dedica* del poemetto epico *Giuditta* al segretario di Stato e di guerra don Raimondo De Quesada, il giurista Domenico Fois si augurava, qualche anno dopo, che

> «*sedato il turbine, che scompiglia ed intorbida le provincie ed i regni, riprendano lo splendore natìo le lettere, ed a la pristina dignità a la finfine riedano le scienze tutte*, (...). Allor sì l'acutissimo talento de i Sardi come più d'un'estera nazione l'ha protestato oggi negletto infra l'orror di cupa notte e costituito ne lo stato più deplorabile, allor sì, ripeto, varcando l'Erculee colonne ammirabil si renderebbe presso l'universo intiero (...) [32].

---

[29] Per il giudizio critico su questa produzione, in versi e in prosa, e per la bibliografia mi si consenta di rinviare al mio articolo, *Ideale felicitario* (sopra n. 12).

[30] Si veda, per esempio, il tema della pietra tombale, classico ma rilanciato dalla poesia sepolcrale del secondo Settecento, che il poeta sardo tratta in maniera inedita. Infatti, a differenza di Virgilio (*Eneide*, VI,235) e di Foscolo (*Sepolcri*, 38), giusto per citare due famosissimi poeti che affidano alla tomba il compito di far sopravvivere la memoria del defunto, il Valle auspica per il suo protagonista l'oblìo totale: «e allor che sciolto / Sarà quel nodo, che al mio fral mi lega, / Le non ambiziose ossa difenda / Poca erba muta, *o senza nome un sasso*» (R. VALLE, *I tonni*, Cagliari, 1800, ultimi versi. Il corsivo è mio).

Per l'eccezionalità dell'anonimato della tomba cfr. E. GALLETIER, *Étude sur la poésie funéraire romaine d'après les inscriptions*, Paris, 1922, p. 98.

Devo la segnalazione alla cortesia di Cristina Cocco, che qui ringrazio.

[31] R. VALLE, *I tonni*... cit., p. 39.

[32] *Giuditta poemetto di Don Domenico Fois Barbarà nobile bortigalese*, Sassari, 1804, p. 8.

Anche questo ignoto cultore del Tasso, che esterna la propria gratitudine attraverso un ambizioso componimento in endecasillabi sciolti, evoca *in limine* la cupa bufera bellica che ha temporaneamente ottenebrato la cultura utile e piacevole. Accanto all'auspicio di una rinascita delle lettere, ancora una volta troviamo un'impennata di orgoglio «nazionale», che con iperbole significativa rivendica all'isola un posto onorevole tra i popoli civili del mondo.

Sarà opportuno, tuttavia, rilevare che sia nell'auspicio di una prossima ripresa, sia nelle molteplici analisi dello stato dell'isola, Domenico Fois, Pietro Leo, Matteo Luigi e Gianfrancesco Simon si preoccupano di mettere in luce la somiglianza e la continuità, o il temporaneo allontanamento e le carenze rispetto a un modello culturale che è quello classicista e illuminista. Ciò significa che il loro «patriottismo», così come quello del Baille e del Valle, è alimentato dall'emulazione nei confronti di una cultura ritenuta ricca e benefica, non incongrua e invadente, nella quale anche gli isolani aspirano a distinguersi, in tal modo conferendo lustro alla propria terra.

Una metafora contemporanea: la «Giuditta» di Domenico Fois

Il poema di Domenico Fois vide la luce qualche tempo dopo l'ascesa al trono di Sardegna di Vittorio Emanuele I, mentre Napoleone, seppellite le euforiche speranze dei repubblicani d'Italia, presentava ai sovrani europei le sue credenziali per ottenere la legittimazione del nuovo impero. L'ambizioso ex-rivoluzionario raggiungeva, appunto nel 1804, l'insperato impensabile traguardo della corona imperiale, dopo aver sostenuto molte campagne militari, sanguinosissime ma vittoriose.

Non paia azzardato scorgere una metafora, utopicamente ottimista, delle vicende contemporanee negli endecasillabi sciolti del nobile bortigalese; in più di duemila versi, egli canta le superbe gesta di Nabuccodonosor e del suo generale Oloferne, e l'esemplare punizione inferta a quest'ultimo dall'intrepida Giuditta, con il conseguente riscatto degli ebrei.

Per onorare un uomo d'armi come Raimondo De Quesada, era appropriato scegliere un argomento epico, che potesse avvalersi, pur nella esclusione della tradizionale ottava rima, del modello della *Gerusalemme liberata*. Il Tasso si rivela maestro dell'assai modesto, ma volenteroso allievo sardo nell'opzione per le «sacre istorie, che devono essere il pascolo d'ogni fedel cristiano»[33], ripudiate

[33] D. Fois, *L'Autore a chi legge* in *Giuditta*... cit., p. 16.

ormai «la molle e dilicata cetra / del tejo Anacreonte» e le Muse disonestamente contraffatte dall'«effeminato Marinesco liscio»[34]. Ma anche nell'avvio del poema echeggiano note tassesche, non senza qualche reminiscenza ariostesca:

> «*L'eccelsa canto* ed immortal Giuditta
> Del cadente Israel fida colonna
> Contro l'orgoglio del cruento Assiro
> E d'Oloferne insano mostro ed empio
> Che per mano di Lei prosteso al suolo
> Di sangue lordo informe tronco cadde
> *Musa tu, che talor di rozze avene*
> Al suon meco scherzasti in dolce stile,
> Or che a impresa maggior m'accingo audace,
> *Tu m'avvalora il labbro, e tu m'inspira*,
> (...)
> *E tu gentil RAIMONDO, alto ornamento*
> Del ceppo illustre DE QUESADA, e speme
> De' Sardi ingegni e de la Patria tutta,
> Al rauco suon di questi incolti carmi
> *Porgi un benigno orecchio*, in lieta fronte
> M'eccita a l'opra, e il languid'estro avviva»;

mentre la conclusione è tutta dell'autore dell'*Aminta*, poiché il popolo eletto, abbattuta la superbia del tiranno, «sospende il trofeo nel tempio augusto / Sciogliendo inni di plauso, e in lieti osanna / La voce sol di lai sonora in pria».

Ma il frastuono delle armi, unito alle stragi provocate dall'orgoglio e dalla smisurata ambizione, si trovava in singolare sintonia col «turbine» esorcizzato nella *Dedica* attraverso l'invocazione a Dio. D'altra parte, l'eroina, casta vedova connotata moralmente piuttosto che nelle sue grazie fisiche, compare nell'ultimo terzo del poemetto, dominato per il resto dall'empio Nabucco [35] e dal crudele Oloferne [36]. Proprio le azioni di questi due personaggi, evanescenti fantasmi ora di Argante, ora di Solimano, ma, superfluo dirlo, privi *in toto* della

---

[34] D. Fois, *Canto proemiale*, in *Giuditta...* cit., pp. 19 e 20.

[35] D. Fois, *Giuditta...* cit., p. 49: «e di se stesso / Fatto maggior con orgogliosa fronte / L'onor divino, e il divin culto usurpa».

[36] *Ibid.*, p. 54: «allora in corte / Oloferne vivea caro al regnante, / Infra i peggiori adulator più scaltro, / E che ne' giri suoi non vide il Sole / Anima più superba e cuor più crudo».

barbara dignità e profonda umanità di quelli, spingono il poeta a inveire, con pedagogico ardore, ora contro la folle empietà:

> «Ecco ove giungono
> I deliri de l'uom, se punto cessano
> Gl'influssi di ragion, se a tergo i dommi
> Si ommetton de la Fede, o vien per poco
> Spenta di Religion ogni scintilla,
> Lasciato trascinar da belva indomita
> A i vizi in preda ed a le rie passioni!»[37],

ora contro la funesta ambizione:

> «O perfida ambizion del fasto umano,
> Di quante atroci iniquità, di quanti
> Funesti orror se' l'abborrita madre!
> Tu de la pace in grembo le tremende
> Fiaccole accendi, e i fulmini di guerra:
> Per te l'umanità fra mille stragi
> Geme, e fra la crudel carnificina
> Del truce orgoglio miserabil vittima»[38].

L'accecato Nabucco non potrebbe adombrare quel Bonaparte che, con impudente sacrilegio, aveva imprigionato Pio VI e piegato Pio VII ai propri interessi? E l'eroica Giuditta non potrebbe rappresentare la fedele, pietosa, intrepida Sardegna, già una volta vittoriosa sull'«audace Gallo»?[39]

Benché il Fois approdi a modesti risultati poetici, la sua opera merita tutta l'attenzione di cui è stata oggetto. La partecipazione ai lutti contemporanei attraverso un'invenzione biblico-tassesca è del tutto originale. Ancor più se si considera che gli altri scrittori dell'epoca si adagiano nei generi encomiastici più tradizionali, mai cimentandosi in prove altrettanto coraggiose.

---

[37] *Ibid.*, p. 52.

[38] *Ibid.*, p. 105.

[39] P. Bianco, V sonetto della raccolta *In occasione del solenne rendimento di grazie con processione generale in Cagliari il dì primo di aprile MDCCXCIII per la gloriosa liberazione dell'armata francese ottenuta mediante il patrocinio della santissima Vergine del Rosario e de' SS.MM. Saturnino ed Efisio specialmente invocati*, Cagliari, s.d.

Letteratura e impegno civile (1803-1811)

La *Giuditta* ci introduce in un periodo di circa due lustri nei quali svariati uomini di cultura, per lo più esponenti di quel «medio ceto» latitante a detta del Martini, dimostrano di volere e sapere assumersi le responsabilità di una ripresa non puramente verbale dell'isola. Benché non si possano tacere le collusioni degli uomini di legge e dell'alto clero col restaurato assolutismo [40]. E, a questo proposito, il Martini ha ragione.

Il rapporto con l'amministrazione viceregia è di vivace stimolo e di intelligente collaborazione, la quale, tuttavia, sembra rigidamente controllata e prudemente convogliata dal governo nell'ambito che oggi denominiamo della ricerca applicata.

È un'ipotesi che va precisata in tutta la sua estensione attraverso uno scavo meticoloso, soprattutto dei documenti d'archivio sulla gestione universitaria e sul funzionamento della Reale Società, ma che muove da un indizio rivelatore: l'ambigua risposta, sostanzialmente negativa, di Carlo Emanuele IV alla richiesta degli Stamenti, nell'agosto del 1799, di istituire la cattedra di diritto pubblico nelle due università sarde. Il re si riservò l'attivazione di quelle riconosciute «maggiormente necessarie ed utili», come recitava il Regio Biglietto del 12 settembre [41].

Corrispose a questi requisiti l'insegnamento non di diritto pubblico, bensì quello di anatomia umana normale: esso, infatti, venne istituito a Cagliari

---

[40] Un solo esempio: il *Discorso dell'avvocato Don Giuseppe de Arcayne patrizio algherese ai sardi suoi nazionali sulla necessità, e vantaggio della difesa della Sardegna da qualunque nemico attacco*, Sassari, 1808. Seguendo le dottrine sullo stato che collegano le concezioni assolutistiche al principio illuministico del diritto alla felicità, l'autore si sforza di dimostrare che «il sagro, inviolabile dovere della più esatta osservanza dei patti convenuti col suo legittimo sovrano» (p. 21) è una delle principali leggi cui l'uomo, ragionevolmente, deve obbedire. Egli fonda il dovere della difesa militare sulla obbligazione tra nazione e sovrano, il quale è definito «Podestà dominante, assoluta, indipendente». Di conseguenza, chi si sottrae all'osservanza dei giuramenti di fedeltà e obbedienza è reo «presso il Sovrano, e la Società, o Patria di aver tentato il di lei scioglimento, la di lei totale rovina» (p. 22).

Oltre che nel ragionamento storico-giuridico, il senso politico del *Discorso* balza lampante dai due *exergo*, che si commentano da soli: «His verbis constantes effecti sunt et pro legibus, et Patria mori parati» (2 *Maccabei*, 7,2) e «La patria è un nume / a cui sacrificar tutto è permesso» (P. METASTASIO, *Temistocle*, II,7).

Per le orazioni di Raimondo Castelli a sostegno del trono cfr. M.G. SANJUST, *I Savoia nei versi...* cit. (sopra n. 16).

[41] Cfr. P. MARTINI, *Storia di Sardegna...* cit. (sopra n. 3), p. 50.

nello stesso 1799, e dotato delle splendide cere anatomiche del Susini, eseguite su dissezioni cui aveva atteso Francesco Boi presso Paolo Mascagni, a Firenze [42].

L'interesse della corona per l'accademia, specialmente scientifica, è fuor di dubbio: fu il vicerè Carlo Felice che commissionò e acquistò le cere per il Museo di antichità e storia naturale, donato all'Università di Cagliari nel 1805. Assai più guardinga, invece, si dimostrò nei confronti di altre iniziative, come la fondazione di un periodico, capaci di formare l'opinione pubblica al di fuori di canali immediatamente controllabili, quali, per esempio, l'insegnamento universitario.

Le prolusioni accademiche

Le due università erano il vanto del governo sabaudo e il quarantesimo anniversario della loro riforma venne opportunamente celebrato per ribadirne l'importanza.

Ma, mentre l'algherese Giovanni Andrea Massala indulgeva a un bilancio nel quale i risultati positivi superano di gran lunga quelli negativi, il professore di eloquenza Giovanni Crisostomo Cosseddu delle Scuole Pie fu costretto a una impegnativa difesa d'ufficio.

La *Dissertazione sul progresso delle scienze e della letteratura in Sardegna dal ristabilimento delle due regie Università* del Massala, pubblicata a Sassari nel 1803, è metodologicamente importante. Pur tenendo nel dovuto conto l'ufficialità del discorso, letto alla presenza del Magistrato della Riforma, dell'arcivescovo, degli accademici, sì che è scontata una componente celebrativa nei confronti della casa regnante, è innegabile il riconoscimento che il Massala tributava alla «spedizione letteraria» voluta dal Bogino, ai fini della ripresa culturale dell'isola. Miope l'atteggiamento di chi lo contestava:

> «Già d'ogni parte sento levarsi alto rumore, e meco molti lagnarsi, quasi che io voglia in questa guisa togliere al nostro secolo letterario la gloria più bella attribuendola agli stranieri. *Non vi lasciate, vi prego, o Signori, acciecare dal patriottico zelo*: io non sono meno amante di voi dell'onor della patria; ma non so essere ingrato ai benefizi ricevuti» [43].

---

[42] Cfr. L. CASTALDI, *Francesco Boi (1767-1850) primo cattedratico di anatomia umana a Cagliari e le cere anatomiche e fiorentine di Clemente Susini*, Firenze, 1947.

[43] G.A. Massala, *Dissertazione sul progresso delle scienze e della letteratura in Sardegna dal ristabilimento delle due regie Università*, Sassari, 1803, p. 20. Il corsivo è mio.

Infatti, senza rinnegare il passato, che era un passato di cultura spagnola, si poteva ben essere orgogliosi del vario, affollato Parnaso sardo, composto, non soltanto dagli oratori e poeti Luigi Soffi e Maurizio Puggioni, Giannantonio Cossu e Alberto Marchi, Giuseppe Chiappe e Giammaria Dettori, ma dai cultori di «cose rustiche» Giuseppe Cossu e Andrea Manca dell'Arca, dai giuristi Domenico Alberto Azuni e Matteo Luigi Simon, dai medici Niccolò Giraldi e Pietro Leo, dall'antiquario Lodovico Baille.

Il Massala si trincera dietro il giudizio espresso dal piemontese-europeo Carlo Denina nella sua *Digression sur la Sardaigne* [44], sul grado di sviluppo raggiunto dall'isola nonostante la lontananza dalla terraferma, e le difficoltà di comunicazione anche all'interno di essa. Nella conclusione della *Dissertazione*, con un'enfasi un po' troppo ottimistica egli celebra i frutti dell'opera del Bogino, già maturi nella sua patria in virtù dello spirito filosofico del secolo XVIII:

> «Che se di tante e sì sublimi opere siamo noi debitori a questo celebratissimo secolo, in cui sì grandi miglioramenti ricevettero le scienze, e le lettere; se non ci sono più sconosciuti i sistemi, le dottrine, e le più recenti scoperte de' Fisici, de' Medici, de' Chimici, degli Anatomici, de' Naturalisti, de' Botanici; se la Geografia, la Cronologia, la Storia sonosi ora rese famigliari a molti ancora, che appena salutaron dal limitare le lettere; se i libri e la lettura formano adesso il pascolo generale di tutti, e, non dirò male, fin di quel sesso, che ama più sentire, che pensare; se ci vengon dall'Italia in un colle merci per lusso, i libri migliori per formarci il cuore, e lo spirito, se la pittura, la musica, e 'l canto forma tra noi il trattenimento delle più culte Signore; se tutto ciò è opera pure di questo secolo, quai grazie distinte non dobbiamo noi rendergli per sì segnalati favori?».

Il quadro che ci viene offerto è in palese contrasto — di qui l'interesse della lunga citazione— con la visione desertica dell'isola consegnata al *Mémoire pour Napoléon* dal concittadino del Massala, l'esule Matteo Luigi Simon. Le divergenze così vistose sono attribuibili a svariate cause: innanzi tutto alla diversità

---

[44] Pubblicata alla fine del secolo, la *Digression* mette in luce i progressi della cultura sarda sia per l'iniziativa del Bogino, sia per l'intelligente applicazione degli studiosi locali. Gran rilievo viene dato alla Stamperia Reale e al suo gioiello tipografico, *Il tesoro della Sardegna* di Antonio Porqueddu. Agli abitanti dell'isola parve molto elogiativo un giudizio che, in verità, è molto cauto e limitativo: «On ne doute pas *en général que la partie cultivée* de cette ile ne suive les progrès que les sciences et les arts ont faits dans le continent»: C. DENINA, *Considérations d'un Italien ou Mémoires sur l'Etat actuel des lettres et des arts en Italie et le caractere de ses habitants*, Berlin, 1796, p. 74. La *Digression* occupa le pp. 71-76. Il corsivo è mio.

dei destinatari, e quindi alla finalità politica degli scritti; secondariamente, agli ambiti di riferimento — teorico l'uno, pratico l'altro — e ai differenti gradi di conoscenza delle più recenti innovazioni. Il Simon, lontano dalla Sardegna ormai da due anni, ignorava, per esempio, le iniziative di Carlo Felice nel campo della medicina e dell'architettura civile [45].

Ma la fervida prosa del sacerdote algherese ci interessa pure in se stessa, perché prova il permanere fecondo dell'orientamento illuminista, ispiratore, qualche anno più tardi, del «Giornale di varia letteratura»; sebbene le speranze del letterato conferissero una realtà ben più estesa e consistente ai più recenti progressi dell'isola, inceppata, invece, nella sua macchina produttiva dai condizionamenti strutturali che il Simon aveva chiaramente esposto. Negli ultimi decenni del secolo Alghero fu effettivamente un vivaio di ingegni, apprezzati in patria ma specialmente sulla terraferma; pertanto, la rivendicazione di una dignità culturale novellamente acquisita dall'isola [46] — luogo comune di tutti gli scritti presi in esame — poggia su una situazione reale, per quanto limitata. D'altro canto egli stesso individua deficienze e difficoltà in un processo ben lontano dall'essere concluso:

> «certe scienze sono *involte tuttora,* come dice il Denina, *in un resto di dura barbarie, che disonora il secolo illuminato*»; e i giovani stentano di apprendere «una lingua, che appena dopo molto tempo di sterilissimo studio sanno con metodo pronunciare, non altro vantaggio traendone che quello di diventar parolai!» [47].

Notevolissimo quest'ultimo rilievo: vi si lamenta la mancanza di una solida competenza linguistica dell'italiano, la cui necessità, quale strumento di comunicazione dell'apparato statale, verrà affermata qualche anno più tardi da Vincenzo Raimondo Porru.

La prolusione del Cosseddu [48] per l'inaugurazione dell'anno accademico

[45] Cfr. G.A. Massala, *Dissertazione...* cit., p. 27, in cui parla della «nuova scuola di architettura civile apertasi sotto gli auspici» del viceré.

[46] *Ibid.*, p. 28: «Traggansi ora dinanzi a noi certi invidi scrittori stranieri, che ci accusano di rozzi, e d'ignoranti. Vengano pure dinanzi, e conoscano o le maliziose, o l'esagerate loro dicerie quanto siano lontane dal vero non solo ne' secoli andati, ma molto più nel XVIII. E domandando, se vi sono ancora in Sardegna uomini grandi, e scrittori, si maraviglieranno del loro gran numero, quando sapranno, che la maggior parte di essi spende del proprio per la stampa de' loro libri».

[47] *Ibidem.* Il corsivo è nel testo.

[48] *Joannis Crysostomi Cosseddi... De Caralitanae Academiae laudibus Oratio Habita in solemni studiorum instauratione*, A. MDCCCIV, Cagliari, 1807.

1804-1805 nell'ateneo cagliaritano, si presenta come un'orazione in difesa dell'università piuttosto che come l'elogio di un pensiero filosofico e di un processo culturale. Scritta in latino, essa rivendica l'utilità dell'istituzione, comprovata, a partire dalla riforma del 1764, dal nutrito elenco di laureati emeriti, esponenti della chiesa e dell'amministrazione, del foro e delle scuole. Al «gregge di omiciattoli» che attribuisce all'università la responsabilità di ogni male, il Cosseddu rammenta prima di tutto la religiosità degli statuti, mai disattesa nella pratica dai docenti e dai discenti [49]. Difende poi, la serietà dell'organizzazione degli studi, che stabilisce orari e frequenze delle lezioni, dedicate alla discussione, alla spiegazione, all'esercizio. Insiste sull'osservanza delle leggi, garantita da una commissione «lectissimorum virorum», i quali «ad Augustissimum Regem de litterarii totius curriculi exitu singulis annis referatur»: questi ispettori tracciano annualmente un resoconto dell'attività e del profitto accademici, istituendo premi e incentivi per i migliori. Non vi è, pertanto, fondato motivo di dubitare della preparazione di insegnanti e allievi, vagliati attraverso difficili prove concorsuali [50].

Il tono fortemente risentito e la settorialità degli argomenti difensivi lasciano presumere l'esistenza di duri e circostanziati attacchi contro l'ateneo, per la rilassatezza in campo religioso, l'ignoranza e, forse, i maneggi illeciti di alcuni suoi membri. Nel sollecitare l'associazione per la pubblicazione del discorso, Giacomo Paucheville, proto della Reale Stamperia stimolava i lettori alla protezione di un istituto che «ha dovuto in ogni tempo, lottare colla maldicenza e col livore» [51]. Dietro l'impegno della stamperia governativa trapela la preoccupazione dei responsabili dell'università, dunque l'attendibilità di quelle critiche.

Il governo scese in campo prima con questa controffensiva ufficiale, adeguatamente divulgata, poi, nel 1812-1813, con alcuni provvedimenti legislativi, al fine di restituire agli studi e ai gradi accademici quella serietà che li avevano contraddistinti dopo la riforma boginiana [52].

---

[49] *Ibid.*, p. 14.

[50] *Ibid.* pp. 27-29. La cit. precedente è a p. 16.

[51] *Ai filantropi. Giacomo Paucheville Proto della Reale Stamperia di Cagliari*, Cagliari, s.a.

[52] Cfr. P. MARTINI, *Storia di Sardegna...* cit. (sopra n. 3), pp. 223-224. Parla di decadimento culturale e di allentamento disciplinare I. BIROCCHI, *La cultura giuridica in Sardegna nell'età della Restaurazione. Primi appunti*, in «Archivio sardo del movimento operaio contadino e autonomistico», n. 32/34 (1990), 137-173, specialmente pp. 145 e seguenti.

Il «Giornale di varia letteratura» di G.A. Massala

Assai più complesso e ambiguo è invece il comportamento delle autorità governative nei confronti di un'iniziativa fino allora intentata nell'isola, ovvero l'istituzione di un periodico «ad uso de' sardi», come spiega il *Programma* pubblicato dall'intraprendente Massala nel 1807.

Il giornale, con sede ad Alghero, doveva rispondere all'esigenza tutta settecentesca di divulgazione delle «scoperte le più utili», delle «scienze» e della «letteratura», visto che anche in Sardegna la cultura andava diffondendosi persino tra le donne. L'autore è mosso dalla convinzione che la conoscenza non debba essere «patrimonio di pochi, i quali facilmente abusandone trarrebbero gl'ignoranti e troppo creduli loro concittadini ne' maggiori e più formidabili errori»[53]; al contrario, essa deve coinvolgere un numero sempre più vasto di utenti, «abitanti delle città» e «gente di campagna», letterati e non addetti ai lavori.

Poiché cita Maffei, Zeno, Vallisnieri, Lami, accanto a Jean Leclerc, Leibnitz e altri, il Massala fa chiaramente riferimento alle «Bibliothèques», al «Giornale de' letterati d'Italia», alle «Novelle letterarie»: l'estratto, pertanto, sembra ancora la forma giornalistica più efficace per uno strumento di aggiornamento scientifico e culturale in funzione della specifica situazione sarda [54]. Se manca la dichiarata pretesa di voler formare l'opinione pubblica, essa pare presente auroralmente nella volontà di divulgare «la storia patria» e di perseguire «la riforma de' costumi, e degli abusi».

Il periodico del Massala mirava da un lato ad affiancare l'istruzione universitaria, dall'altro a svolgere funzioni di informatore economico-commerciale e di organo di stampa della Società Reale agraria ed economica, attiva già da un biennio, ma priva di un suo strumento divulgativo. Esso avrebbe accolto le Istruzioni sulle coltivazioni, avallate dal governo, con l'aggiunta di

---

[53] G. A. MASSALA, *Programma d'un giornale di varia letteratura ad uso de' sardi*, Cagliari, 1807. Sul fallimento delle trattative intercorse con l'amministrazione e per un giudizio sull'iniziativa cfr. V. LAI, *Le speranze dell'abate giornalista*, in «Almanacco della Sardegna», 1972, pp. 117-133 e L. NEPPI MODONA, *Gian Andrea Massala di Alghero tra illuminismo e romanticismo. Un giornale ad uso dei sardi*, in «La Nuova Sardegna», 29 dic. 1973. V. pure G. PIRODDA, *La Sardegna*, in *Letteratura italiana,* diretta da A. ASOR ROSA, *Storia e geografia,* III. *L'età contemporanea*, Torino, 1989, pp. 919-966, spec. pp. 948-949.

[54] Gli argomenti privilegiati dovevano essere «La Filosofia, la Bella letteratura, la Storia, i Viaggj più interessanti, la Statistica de' diversi regni, e massime della Sardegna (...), le nozioni più interessanti sulle scoperte chimiche, su i processi delle arti, e mestieri, sulle scoperte di machine, stromenti, ed altri oggetti utili alla vita civile (...)». Ivi.

notizie sulla «borsa» delle derrate ad uso degli agricoltori, ma pure dei commecianti [55].

Il governo negò qualsiasi appoggio finanziario, pur accordando, il 13 settembre 1806, la «Reale Protezione» all'iniziativa. Irrealizzabile, forse, per l'ambizione di essere a un tempo «giornale» letterario, «gazzetta» amministrativo-legislativa e periodico «enciclopedico» [56]; forse ritenuto pericoloso dal vicerè, per il suo impianto tutt'altro che elitario, il progetto del Massala non trovò sottoscrittori e perì miseramente.

D'altra parte, perfino le *Memorie* dell'aristocratica Società Reale videro la luce soltanto a partire dal 1836.

Il «Discorso inaugurale» di Lodovico Baille

La fondazione della Reale Società agraria ed economica, inaugurata ufficialmente il 7 dicembre 1805, ma istituita fin dal 5 dicembre 1804, rappresenta la massima realizzazione di questo periodo nel campo delle scienze applicate, equiparabile, per importanza, all'istituzione delle prefetture, in campo amministrativo [57].

A lungo vagheggiata come efficace rimedio alle catastrofiche condizioni dell'agricoltura isolana, strumento a un tempo di elaborazione scientifica e di intervento tecnico, con funzione consultiva, ma pure propositiva [58], la Società cominciò i suoi lavori nel 1805, sotto l'urgenza di una grave carestia, alla quale,

---

[55] «Finalmente vi si dettaglieranno mensualmente i prezzi corretti delle granaglie, ed altre derrate nelle piazze del Regno, e ne' pubblici mercati non meno, che i prezzi delle derrate, e d'altri capi di commercio, che possono interessare la Sardegna, delle piazze commercianti di Genova, Livorno e Marsiglia». Ivi.

[56] Secondo Giuseppe Ricuperati sono questi i caratteri della stampa periodica italiana lungo il Settecento, che mi pare si ritrovino condensati nell'eterogeneo *Programma* del Massala. Cfr. G. Ricuperati, *Periodici eruditi, riviste e giornali di varia umanità dalle origini a metà Ottocento*, in *Letteratura italiana* diretta da A. Asor Rosa, I. *Il letterato e le istituzioni*, Torino, 1982, pp. 921-943, spec. le pp. 925-930.

[57] Sulla Società agraria ed economica cfr. le forti riserve di Francesco d'Austria-Este, *Descrizione della Sardegna*... cit. (sopra n. 25), p. 91 e i cauti apprezzamenti di G. Manno, *Note sarde*... cit. (sopra n. 20). V. pure M. Pintor, *La Reale Società Agraria ed economica di Cagliari*, Cagliari, 1952 e C. Sole, *La Sardegna*... cit. (sopra n. 7), pp. 26-32. Sulle prefetture cfr. M. L. Plaisant, *Politica e amministrazione sabauda fra settecento e ottocento*, 1. *Le Prefetture in Sardegna*, Cagliari, 1983.

[58] Gli *Stabilimenti per la Reale Società agraria ed economica di Cagliari* (Cagliari, 1804), stesi da Lodovico Baille, all'art. XIV prevedevano che il presidente rassegnasse «al Governo i Piani, che la Società giudica di sottoporre all'approvazione»; all'art. XXVII indicavano nell'«agricoltura, e l'incoraggimento della industria nazionale» gli oggetti precipui dell'interesse della Società.

con tragica sistematicità in Sardegna come nell'Italia tutta, fecero seguito quelle ancora più devastanti del 1811-1812 e del 1815-1816 [59].

Le speranze entusiastiche alimentate da questo istituto, perseguito tenacemente dal Baille, ma posto in essere per la volontà e l'autorità di Carlo Felice e di Stefano Manca di Thiesi, sono limpidamente esposte nel *Discorso inaugurale* del Baille, che merita una lettura attenta [60].

Il *Discorso* parte dalla constatazione che la conoscenza dei bisogni dell'isola è preliminare allo scopo prefissosi dalla Società: la «felicità» della patria sarda. Le espressioni «felicitare la Patria», «comune» e «politica felicità» echeggiano undici volte in venti pagine di testo. Ma questa felicità si rivela non più che un fervido auspicio, un pio desiderio: è infatti collocata nella «densa caligine dell'avvenire» e svelata all'oratore da una «visione» che occupa tutta la seconda parte del *Discorso*.

L'entusiasmo profetico dell'accademico, che deve indurre all'azione i colleghi, spauriti per l'enormità dei compiti assunti, vede «già ricondotti gli uomini a quel dritto sentiero, che tracciano i dogmi della Religione, ed i precetti della Legge civile»; vede «l'aere purgato dalle maligne intenzioni» e «quel concime (...) confinato negli angoli più rimoti del popolato»; vede «l'agricoltore ricreduto dalla perniziosa massima di seminar molte terre» e «divenuto amico degli alberi»; mira «il pecoraio tosar con indicibile soddisfazione le sue pecore», «le razze de' cavalli migliorate», «moltiplicarsi gli alveari», «i bacchi da seta

---

[59] Cfr. P. MARTINI, *Storia di Sardegna*... cit. (sopra n. 3), pp. 142 sgg., 219 sgg., 275 e seguenti. Da questo punto di vista la Sardegna è perfettamente allineata con la penisola. Scrisse infatti il Freschi nella sua *Storia della medicina:* «La *peste* sotto molte forme, con gradi diversi, e in mezzo a variabilissime circostanze, la *fame* con tutti gli squallori della miseria più ributtante; la *guerra* con tutte le orribili sequele di mali e di disastri ond'è sorgente inesausta, furono le tre maggiori potenze che, o coalizzate, o successivamente l'una all'altra, percossero ne' primi quattro lustri del secolo corrente queste sventure contrade dall'Alpe al Faro, e vi addussero i più terribili guasti». F. FRESCHI, *Storia della medicina, in aggiunta e continuazione a quella di Curzio Sprengel*, Milano, 1851, vol. III, parte seconda, p. 8. Il corsivo è nel testo.

[60] Edito nelle *Memorie della Reale Società agraria ed economica*, I, Cagliari, 1836, pp. 23-47, il *Discorso* è stato ripubblicato da C. SOLE, *La Sardegna*... cit. (sopra n. 7), pp. 267-286. Le citazioni rinviano a questa edizione.

Lo storico Gianfranco Tore si è soffermato sul *Discorso*, riscontrandovi gli echi puntuali di un programma enucleabile dall'*Histoire de la Sardaigne* (cfr. *infra* n. 110) che l'Azuni aveva dato alle stampe di Parigi, nel 1799, in I ed. Tale suggestiva e probabile ipotesi conferma l'apertura culturale del Baille che si sarebbe fatto promotore di istanze innovatrici, in odore di eresia se formulate da un fuoriuscito filonapoleonico. Cfr. G. TORE, *Il dibattito sulla «nuova agricoltura» nella Sardegna del primo Ottocento*, in *Intellettuali e società in Sardegna tra Restaurazione e unità d'Italia*, Oristano, 1991.

allevarsi»; vede «nelle popolazioni, propagate, raffinate le arti e le manifatture di comodo e di lusso occupar la classe inerte delle donne»; «aperte le comunicazioni», «le scuole di nautica aperte», «l'aspetto esterno delle città» abbellito e «diramarsi nuove colonie»; e, con la sicurezza e l'occupazione, assicurato l'incremento demografico [61].

Il brano è interessante per ragioni molteplici. Prima di tutto perché l'autore conclude un discorso eminentemente tecnico con una invenzione poetica, la «visione», ampiamente diffusa nella cultura italiana, sulla penisola e in Sardegna, per via del grande successo dell'opera montiana [62]. Inoltre il Baille sfrutta qui un'altra arma di poetica suggestione: le *Georgiche* virgiliane, ma anche le odi «civili» pariniane. La *Salubrità dell'aria*, infatti, fa da supporto a quell'«aere purgato dalle maligne infezioni», con allusione alla «sarda intemperie», corrispettivo dei miasmi pestiferi delle marcite milanesi; mentre il poeta latino gli presta i «cibi non compri alla sua parca mensa» dall'agricoltore che, finalmente, riesce a imbandire frugalmente la propria tavola, «con sicurezza e tranquillità eguale a quella» dell'ozioso cittadino [63].

Attraverso gli artifici retorico-stilistici — la visione, la citazione, l'anafora — il Baille riassume efficacemente, ed è un secondo motivo di interesse, tutti i settori di intervento della Reale Società, già attentamente e organicamente vagliati nella prima parte del *Discorso*. Accanto all'ammodernamento scientifico dell'agricoltura, fondamento indiscusso dell'economia isolana, e delle connesse arti manifatturiere, l'autore poneva lo sviluppo del commercio, fonte di importanza non inferiore per l'arricchimento del paese. Affiora l'eco della polemica settecentesca sul lusso, nei confronti del quale egli adotta la prospettiva economica di Beccaria e Pietro Verri, contro quella moralistica, per esempio, del Parini [64].

---

[61] *Ibid.*, pp. 282-285.

[62] Cfr. M. G. SANJUST, *I Savoia nei versi...* cit.

[63] Cfr. VIRGILIO, *Georgiche*, III, 134. Ma non è escluso il ricordo di G. PARINI, *Il Mattino* (1763), v. 57. Il testo, però, verrebbe usufruito limitatamente al confronto villano/cittadino, mentre cadrebbe completamente la satira antinobiliare.

[64] «Dopo avviate queste manifatture di generi tutti nostri tele, panni, tessuti (...) uopo è che il pensiere rivolgiamo alle altre che per men lunga gradazione ci conducono a quelle volgarmente chiamate di lusso; nome che per mancanza di una definizione uniforme si è attirato la quasi universale esecrazione de' moralisti: nome (...) che lungi d'essere così terribile come ad altri sembra, è anzi quello che nelle culte società fomenta molta parte d'industria, alimenta molte persone con vantaggio, e rimette in circolazione la massa de' metalli stagnante ne' forzieri de' ricchi» (L. BAILLE, *Discorso*...cit., p. 273).

Se i principi fisiocratici costituiscono il nucleo antico dell'orazione, le cui radici affondano nelle opere del Gemelli e del Cossu, risuonano nuove le dichiarazioni di fede liberista:

> «È caduto il velo che in altri tempi adombrava questo mezzo di pubblica felicità (...). La voce della ragione si è fatta sentire, e la sperienza ha convinto i popoli che la sola libertà del traffico è quella che attiva, e che fa prosperare il commercio, e che poche leggi bastano a regolarlo [65].

Tuttavia, a evitare che la libertà degeneri in licenza, sono giustificate alcune misure protezionistiche restrittive: si ottempererà in tal modo, a quel canone fondamentale della scienza economica che prescrive che una nazione dipenda il meno possibile o sia debitrice verso altri, per quanto riguarda la sua «vita naturale».

Disincantato e realistico è poi il quadro delle deficienze in materia di sanità e «pubblica educazione». Quanto alla prima, il Baille si proclamava favorevole alla vaccinazione antivaiolosa, contrastando così «i pregiudizi de' nostri connazionali avvalorati in parte da consulti di qualche teologo quanto più rigorista tanto meno filosofo ed amico dell'umanità». Altro flagello che egli si rifiutava di liquidare moralisticamente, e sul quale, invece, richiamava l'attenzione responsabile degli uomini di cultura, era la sifilide, tanto più grave in quanto capace di porre una ipoteca sulla «posterità».

Per quanto riguarda la pubblica istruzione, il suo esame si fa ancora più analitico. Affermava la necessità di stabilire scuole primarie per tutti, affinché «ciascuno apprenda a leggere, scrivere, e conteggiare»; scuole di disegno e di architettura per gli artisti; adeguati istituti per la formazione dei sacerdoti e dei magistrati; per tutti, infine, un corso di economia civile, scienza da lui ritenuta indispensabile per conseguire la pubblica felicità. L'educazione avrebbe dovuto essere impartita in «pubblici collegii», differenziati «per le diverse condizioni delle persone, con un piano ragionato per ciascuna» [66].

Se rammentiamo che le scuole «normali, dopo un avvio settoriale nel 1777 [67],

---

[65] *Ibid.*, p. 276.

[66] *Ibid.*, pp. 278, 279, 280.

[67] Cfr. la *Istruzione pratica del magistrato sopra gli studi di questa Regia Università per li maestri delle ville principali del capo di Cagliari* in data 27 ottobre 1777, Cagliari, le cui direttive vennero applicate da Francesco Maria Corongiu, disponendo i parroci e il clero della diocesi di Cagliari a istituire quaranta scuole elementari.

dovettero attendere il Regio Editto del 1823 per essere istituite in tutta l'isola [68], la proposta del Baille suona come un severo richiamo alle autorità, dimostratesi sorde al problema dell'istruzione pubblica; e come un'amara constatazione dell'arretratezza culturale della popolazione.

In conclusione, l'orazione inaugurale costituisce un competente, avveduto e lungimirante manifesto programmatico, continuatore della stagione illuministica di collaborazione col governo. In questa azione riformatrice l'aristocrazia colta e abbiente, di estrazione nobile o borghese, è chiamata a schierarsi in prima linea: l'appello finale affinché assuma le proprie responsabilità è perentorio. Il principe Carlo Felice

> «colla nostra istituzione diede il ben augurato impulso all'opera. Già il Governo stende la mano benefica a secondarla: *a noi tocca il compirla*; e dimostrar così che non siamo ingrati figli d'una bench'or languente madre restituendola a quell'antico splendore, con cui in tempi assai dai nostri lontani brillò anch'essa fra le culte Nazioni d'Europa» [69].

Gli accademici si erano posti all'opera fin dal 1805, affrontando temi per lo più connessi alla grave situazione alimentare — approvvigionamento frumentario, dalla semina alla distribuzione, coltivazione della patata e dell'ulivo —, ma attinenti anche al commercio e all'allevamento del bestiame [70]. Per quest'ultimo essi si scontrarono coll'irrisolto nodo della comunità delle terre e con la persistenza del regime feudale; sì che gli sforzi degli accademici non approdarono ad alcun risultato pratico. La Società fallì miseramente proprio nel settore per il quale era stata invocata la sua creazione.

---

[68] Cfr. il *Regolamento approvato da S. M. per le scuole normali del regno di Sardegna* (25 giugno 1824), stampato con una intestazione che recita: *Istruzioni date al maestro della scuola normale del villaggio di Bunnanaro in Sardegna in seguito al Regio Editto del 24 giugno 1823 dal Rettore Teologo Maurizio Serra e pubblicate per ordine del Governo*, Torino, s.a.

Sull'esito assai modesto del processo di scolarizzazione cfr. R. BONU, *Scrittori sardi nati nel secolo XIX con notizie storiche e letterarie dell'epoca*, II, Sassari, 1961, pp. 91-93; per la sua collocazione nel contesto sardo-piemontese v. l'ottima indagine di M. ROGGERO, *L'istruzione di base in Piemonte tra antico regime e rivoluzione*, in «Rivista storica italiana», CII (1990), 1, pp. 24-52.

[69] L. BAILLE, *Discorso...* cit., pp. 285-286. Il corsivo è mio.

[70] Cfr. le *Memorie della Reale Società...* cit. (sopra n. 60); la *Istruzione per la coltura del cotone - Istruzioni po cultivai su cotoni*, Cagliari, 1806; il *Sonetto... sulla piantagione degli ulivi* di EFISIO MUSCAS, Cagliari, 1806.

Sanità pubblica e pubblica educazione

Il secondo campo di intervento, imposto anch'esso dalla contingenza storica, era quello sanitario. Sebastiano Perra, medico dei poveri del quartiere della Marina a Cagliari, dedicava al vicepresidente della Società, Stefano Manca di Thiesi, una memoria *Sullo stato della vaccina in Sardegna* (Cagliari, 1808), attestante la pratica del vaccino antivaioloso su scala popolare già nel 1806, dopo i primi esperimenti permessi al Leo, nel 1801, sui trovatelli dell'ospedale di Cagliari.

Se si pensa che la prima vaccinazione col metodo jenneriano adottato dal Perra, fu compiuta a Genova nel 1799, dobbiamo constatare che l'isola, benché non senza resistenze e perplessità, seguiva a ruota l'iniziativa dei centri più avanzati [71].

Sempre il Perra aveva steso una relazione consuntivo-critica sulla «febbre epidemica», in realtà un tifo petecchiale che aveva funestato l'isola dal 1803 al 1807 [72]; e probabilmente è sua anche una *Istruzione popolare* per prevenire e combattere il colera [73].

Nel 1806 sostenne una diatriba scientifica col savonese Gaspare Marassi, aggregato all'università di Cagliari, aderente, si direbbe, alla scuola di Giovanni Rasori, per la concezione della malattia come stato globale dell'organismo e per l'efficacia primaria del rapporto fiduciario tra medico e malato [74]. Nei suoi scritti il medico cagliaritano si manifesta contrario all'astensionismo terapeutico, pur riconoscendo la «forza tanto famosa nelle scuole dei Medici, che essi chiamano col nome di *vis medicatrix naturae*» [75]; seguace della teoria «umori-

---

[71] A Torino un «comitato per il vaccino, in collegamento con quello londinese» fu istituito nel 1803: U. Tucci, *Il vaiuolo, tra epidemie e prevenzione* in *Storia d'Italia. Annali, VII, Malattia e medicina*, a cura di F. Della Peruta, Torino, 1984, pp. 389-428. La cit. è a p. 404. La notizia sul Leo è nel Martini, *Storia di Sardegna*... cit. (sopra n. 3), p. 140. Sul lento avvio della pratica antivaiolosa in Sardegna cfr. G. Tore, *Dalle epidemie*... cit. (sopra n. 20), pp. 286-290.

[72] *Dissertazione intorno alla febbre epidemica che dall'anno 1803 sino al presente ha infestato Cagliari e sue vicinanze colle osservazioni pratiche del dottor fisico e chirurgo Sebastiano Perra*, Cagliari, 1807.

[73] *Istruzione popolare sui principali mezzi da impiegarsi per guarentirsi dal cholera morbus e sulle regole da seguirsi allorché questo morbo si manifesta*, Cagliari, s.a.

[74] Cfr. *Il popolo instruito sull'affare importantissimo della medicina del dottore savonese Gaspare Marassi aggregato alla Regia Università di Cagliari* e le *Osservazioni critiche sull'opuscolo intitolato «Il popolo instruito sull'affare importantissimo di sua salute» del dottor chirurgo Sebastiano Perra socio del collegio medico cagliaritano*, Cagliari, 1806.

[75] S. Perra, *Osservazioni critiche*... cit., p. 18.

sta», benché critico sull'uso indiscriminato del salasso [76]; sostenitore dell'importanza dell'osservazione di stampo ippocratico, difesa in tempi a lui assai vicini da Pietro Moscati [77].

Pur astenendomi da qualsiasi giudizio nel campo specifico, registro tuttavia il riflesso in Sardegna del dibattito, ben più fervido in quanto complicato dalla militanza politico-ideologica delle parti, che risuonava negli ospedali milanesi e nelle aule universitarie di Pavia, fra il triennio giacobino e la fondazione del Regno Italico [78]. D'altra parte, a un livello teorico più modesto e conservatore, il Perra continua la tradizione medica che, a Cagliari, aveva annoverato Pietri Leo, antiumorista dichiarato e tenace sostenitore, come abbiamo visto, dell'uso del chinino contro le febbri stagionali.

A questi fermenti culturali, tradotti in immediate misure operative per far fronte alle drammatiche situazioni contingenti, dobbiamo aggiungere le ricognizioni minerarie di Edoardo R. De Vargas, la cui dissertazione *Sulle miniere della Sardegna* fu pubblicata a Livorno nel 1806 [79], e puntualmente inventariata dal Baille nella sua biblioteca; i progressisti in campo chimico, nell'ambito specifico della produzione della polvere da sparo, a partire dal 1806 [80]; e, infine, una modernissima proposta metodologica per l'apprendimento delle lingue italiana e latina.

Forte di un'esperienza didattica trilustre nelle regie scuole di Cagliari e autore di un *Dizionario sardo-italiano*, pubblicato nel 1832, il sacerdote Vincenzo Raimondo Porru si propose di favorire il processo di italianizzazione

---

[76] S. Perra, *Dissertazione...* cit. (sopra n. 72), p. 18.

[77] S. Perra, *Osservazioni critiche...* cit., p. 27: «Allor quando dunque il Medico osserva esattamente la natura nella natura *prudentemente* seguendo il sistema di Ippocrate adempie alle parti di sua coscienza, e riputazione (il corsivo è nel testo).

[78] Cfr. G. Cosmacini, *Teorie e prassi mediche tra Rivoluzione e Restaurazione: dall'ideologia giacobina all'ideologia del primato*, in *Storia d'Italia...* cit. (sopra n. 71) pp. 151-205, spec. le pp. 153-162.

[79] E. R. Vargas, *Sulle miniere di Sardegna. Dissertazione presentata alla Reale Società di Copenaghen con alcune aggiunte ed annotazioni*, Livorno, 1806. Oltre alla meticolosa descrizione delle ricchezze minerarie evidentemente frutto di una ricognizione personale dei luoghi, è interessante il quadro «pre-romantico» della Sardegna: «Dei siti deliziosi, dei paesaggi poetici, un modo quasi adorno ancora della sua primiera bellezza (...) un popolo interessante che trasmette di generazione in generazione fedelmente il deposito delle sue leggi, delle sue tradizioni, e de' suoi costumi, formano un quadro di cui le parti, in apparenza disparate, servono a rilevar maggiormente i pregi dell'assieme» (nella dedica a S. E. Il Sig. Barone Ermanno De Schubart).

[80] Cfr. P. Amat di San Filippo, *Unità protoindustriali nella Sardegna Sabauda. Produzione di Salnitro e Polvere da Sparo*, in *Rendiconti della Accademia Nazionale delle Scienze detta dei XL*, Serie V, vol. XII, t. II, p. II, Roma, 1988, pp. 89-102.

degli studenti evidentemente ancora dialettofoni, col suo *Saggio di gramatica sul dialetto sardo meridionale*. Nell'*Autore a chi legge*, egli espone la duplice esigenza, ideale e pratica, «nazionale» e italiana, che lo ha indotto a stendere la sua grammatica: la difesa dell'idioma sardo dall'ingiusta accusa di barbarie, mentre esso è «composto delle lingue più nobili, che ripete fino dalla più rimota antichità»; ma soprattutto mette in evidenza «il comodo, il vantaggio e l'utilità della Repubblica». Constatata la difficoltà dei giovani di prendere familiarità col latino, che attribuisce alla scarsa cognizione dell'italiano, il Porru propone un tipo di insegnamento, diremmo «contrastivo», per l'apprendimento dell'italiano a partire dalla lingua della quale gli studenti hanno maggior competenza: il sardo. Ecco, in sintesi le tappe dell'itinerario didattico:

> «Non dovrebbe ammettersi alcuno alle Classi del Latino, prima che desse saggio d'una mediocre capacità sulla Sintassi Italiana, che potrebbe facilmente acquistarsi in privato col sussidio della gramatica Sarda. Ma per mio avviso sarebbe meglio, che in tutte le Classi di Lingua Latina, invece di dettarsi prosa Italiana da vertersi in Latina, si *dettassero squarcj di scelta ed elegante prosa Sarda da ridursi allo stesso tempo in Italiano, e Latino. Scortati i Giovanetti dalla lingua natìa apprenderebbero più agevolmente l'Italiana, e la Latina*; e la lingua della Nazione, acquisterebbe insensibilmente dall'impegno, ed emulazione de' Precettori maggior nettezza, lustro, e accrescimento»[81].

Coloro i quali non ottenessero buoni risultati nello studio del latino, uscirebbero, comunque, dalla scuola con una competenza linguistica dell'italiano sufficiente a farli concorrere ai pubblici impieghi, per i quali la conoscenza del latino non è indispensabile.

Difensore della parlata indigena e desideroso, sulla scìa del Madao, del quale cita il *Ripulimento della lingua sarda*, di conferirle altrettanta dignità della lingua recentemente importata e di quella tradizionale della cultura, il Porru ambisce, nel contempo, a preparare linguisticamente i quadri intermedi dell'amministrazione: il tornaconto della società civile si armonizza col prevedibile innalzamento sociale dei singoli.

---

[81] V. R. Porru, *Saggio di Gramatica sul dialetto sardo meridionale dedicato a Sua Altezza Reale Maria Cristina di Bourbon Infanta delle Sicilie Duchessa del Genevese*, Cagliari, 1811, in *L'Autore a chi legge*. Il corsivo è mio. Rispetto all'insegnamento della scuola di base piemontese, fondato sull'insegnamento del latino in funzione selettiva e deterrente, la proposta pedagogica del Porru si rivela ancor più audace e «democraticamente» innovativa, preoccupata com'è della reale alfabetizzazione degli utenti. Cfr. M. Roggero, *L'istruzione di base*... cit. (sopra n. 68), pp. 27-30 e 42-43.

Le preoccupazioni espresse dal Massala, fin dal 1803, in merito alla difficoltà degli studenti sardi di dominare l'italiano; la sua aspirazione a un giornale di ampia circolazione; le sollecitazioni del Baille per un'efficiente scuola pubblica; la posizione critica del Perra verso le tesi del collega savonese; la cura prestata dal Porru all'apprendimento delle lingue, pur nell'orgogliosa tutela della dialettofonìa: tutto ciò concorre a delineare uno scenario nel quale i sardi figurino, nella considerazione propria e altrui, cittadini del Regno a pieno titolo. Sebbene ciò non implichi la rinuncia a quell'identità culturale che, non casualmente, negli idiomi locali aveva trovato le sue espressioni più alte e significative già nell'ultimo ventennio del Settecento [82].

Allegorie cortigiane e parabola popolare (1806-1816)

Il trasferimento nell'isola del sovrano e della sua famiglia, nel febbraio 1806, impresse un nuovo impulso all'attività letteraria in funzione celebrativo-encomiastica; sebbene, per la verità, la raccolta Baille testimoni che la produzione artistica di questo genere costituì l'elemento caratterizzante l'intero periodo dell'esilio sabaudo.

Tuttavia, la presenza fisica del re e della regina; lo spazio e l'importanza riconosciuti alle formalità cortigiane, fra le quali possiamo annoverare il tributo poetico per gli anniversari regali; le occasioni particolari delle nozze di Carlo Felice con l'Infanta di Spagna, Maria Cristina di Borbone (1807) e dell'arciduca Francesco d'Austria-Este con Beatrice, primogenita di Vittorio Emanuele I (1812) suggeriscono nuovi motivi di canto alle modeste muse isolane. E alimentano, soprattutto i matrimoni dei Savoia, un'intensa attività spettacolare nell'unico vero teatro cittadino, di proprietà dei baroni Zapata di Las Plassas, sporadicamente utilizzato fin dal 1770 [83], ma intensamente frequentato per un certo periodo, dopo un avvio lento nel 1802 [84].

---

[82] Cfr. L. Sannia Nowé, *Ideale...* cit. (sopra n. 12) e A. Dettori, *«Su patriottu sardu a sos feudatarios» di Francesco Ignazio Mannu*, in «Archivio Sardo...» cit. (sopra n. 52), pp. 267-308.

[83] Per la storia di questo edificio cfr. A. Saiu Deidda, *Teatro e scenografia a Cagliari nel Settecento*, in *Metastasio e il melodramma*, a cura di E. Sala Di Felice e L. Sannia Nowé, Padova, 1985, pp. 185 e seguenti.

[84] Traggo le notizie sull'attività del Teatro Regio dalla preziosa puntuale ricognizione di S. Utzeri, *Il teatro civico di Cagliari (1770-1943). Storia e cronologia di un teatro minore*. Tesi di laurea discussa col prof. R. Di Benedetto, sess. aut. a.a. 1988-1989. Dattiloscritto presso la Biblioteca Universitaria di Cagliari. Ad essa rimando anche per la bibliografia.

Ci è pervenuta notizia di ben cinquantadue spettacoli allestiti negli anni 1802-1813, con punte massime di nove per il 1808, e di sette per il 1810, con una frequenza attestata sulle sei opere curate per la scena negli anni 1807-1813. Queste cifre sono indubbiamente notevoli se rapportate alle dimensioni della città e alle croniche difficoltà finanziarie che afflissero i proprietari e i gestori, sia in epoca antecedente l'arrivo dei Savoia — sicura memoria di spettacoli rimane soltanto per gli anni 1775, 1778, 1783-1784 e 1791 —, sia successivamente alla loro partenza.

Le rappresentazioni, delle quali ci sono pervenuti parecchi libretti di sala, sono per lo più drammi giocosi e farse per musica, tratti per l'occasione da *pièces* talvolta celebri, come *La locandiera* goldoniana, o note, e addirittura contemporanee, come *Le convenienze teatrali* e *La caduta di Gerusalemme* di Antonio Simone Sografi, riproposta col titolo *Gerusalemme distrutta* [85]. L'unica opera seria, presentata per l'appunto nel 1812 per festeggiare le nozze di Beatrice, è il dramma biblico *Il trionfo di Israele*, con musica di Gaetano Andreozzi.

La prevalenza del genere comico è riconducibile, con molta probabilità, a ragioni di carattere economico: lo sforzo finanziario per un allestimento tragico, coi suoi numerosi mutamenti di scena, con virtuosi maggiormente quotati, con scenografie più fastose, era troppo oneroso per la Società dei cavalieri che aveva «l'impresa del teatro, e dei balli», in una città nella quale questi divertimenti erano meno amati di un tempo, e il re, scarsamente interessato a questo tipo di svago, ne finanziava soltanto un numero limitato [86].

Tuttavia è da notare pure che, negli ultimi decenni del secolo precedente, l'opera buffa aveva guadagnato terreno sul dramma serio un po' ovunque in Europa: i gusti del pubblico, in particolare della regale spettatrice, rispecchiavano, forse, questo orientamento moderno.

Al divertimento pubblico, al quale partecipava l'intera nobiltà cittadina, si aggiungevano le occasioni dello svago in corte, il cui centro era costituito dalla regina Maria Teresa la quale, per fanatismo ideologico, rispettava meticolosa-

---

[85] Ovviamente vengono scartate le commedie repubblicane del fecondissimo autore padovano. Cfr. R. Turchi, *La commedia italiana del Settecento*, Firenze, 1985, pp. 317-329.

[86] Cfr. Francesco D'Austria-Este, *Descrizione della Sardegna*... cit. (sopra n. 25), p. 145: «La sala del teatro è d'un particolare, di casa Sapatta, una società di Cavalieri ne pagano il fitto, credo di 600 scudi annui, ed hanno l'impresa del teatro, e dei balli. Altre volte si amava più il teatro, e i balli dai Sardi, che adesso». Altrove l'arciduca annota che «Se v'è teatro, il Re non vi va sempre, ma se va, va per un sol atto, cioè al secondo atto» (p. 10) e che rientra nell'appannaggio del re soltanto «un certo numero di Balli, di Circoli di nobiltà»; «Se la Regina vuole dar un ballo straordinario, un'accademia di musica, un pranzo in campagna, essa deve pagare tutta la spesa straordinaria (...)» (p. 8).

mente tutte le regole dell'etichetta vigenti a Torino [87]. La nipote della grande Maria Teresa doveva essere, perciò, molto sensibile ai versi che, pur dichiarando la propria inadeguatezza al compito, il canonico Raimondo Valle, elevato al rango di poeta di corte, elaborò per lei dal 1806 al 1818 [88].

Nei componimenti annuali per il genetliaco domina la dimensione drammatica, sia che si tratti di cantate a più voci, istituzionalmente dialogate [89], sia di poemetti nel prediletto verso sciolto, in cui, invece, all'interno di un impianto narrativo, vengono create occasioni di dialogo. Per esempio, in *L'imitazione felice* [90], il Genio dell'Istro, in preda alla disperazione per la morte della grande Teresa, viene placato dall'invito di Iside a recarsi in un'isola «Avuta sempre dagli Divi in cura», dove sorge «l'aurora fortunata» dell'anniversario di un'altra Teresa, copia fedele della sovrana rimpianta. Reso benigno, il Genio si accompagna alla dea, mentre il cielo tuona a sinistra, manifestando in tal modo il consenso degli immortali. Nel poema *La Gratitudine* [91], il poeta, nelle spoglie

---

[87] Anche questa informazione ci proviene dall'arciduca Francesco, fratello della sovrana, la quale si rifiutava di riformare il cerimoniale «attaccandovi un'importanza come cosa contraria ai principj della prima rivoluzione di Francia» (*Ibid.*, p. 5).

[88] Prendo in considerazione l'attività del Valle soltanto come poeta di Maria Teresa, non nella sua ultraventennale produzione; nella quale sarebbe rilevante non tanto scoprire qualche bel verso che, fra tanti, inevitabilmente si trova (cfr. F. ALZIATOR, *Storia della letteratura di Sardegna*, Cagliari, 1954, p. 303 (ris. anast. Cagliari, 1982), quanto, invece, verificare la vitalità di certi modelli (Metastasio, Frugoni?) e la diffusione dei contemporanei moduli neoclassici.

Un giudizio critico equilibrato, sostanzialmente condividibile ancora oggi, si legge in G. SIOTTO-PINTOR, *Storia letteraria di Sardegna*, l. VIII, vol. IV, Cagliari, 1844, pp. 82-85 e 168-174, che acutamente sottolinea l'incontrollata fertilità e l'insufficiente *labor limae* di un lettore vorace: «Era Raimondo Valle nato poeta, se altro mai, ma guastollo la sbrigliata immaginazione, l'imperfetta cognizione dell'idioma (...). Non studiò come dovea la lingua italiana nei buoni prosatori, ma nei poeti, e non in Dante. Per la qual cosa non s'avea egli potuto formare lo stile, e sembra ancora che contento allo scrivere molte pagine, sia stato insofferente della lima, senza della quale scrittore veruno surse giammai a grande onoranza (...). Ebbe, a dir molto in poco, lettura di poeti quasi sterminata, ma non unì ad essa quella temperanza di mente che forma i grandi poeti e i grandi scrittori» (pp. 171 e 172).

[89] Cfr. la cantata *Nel giorno natalizio di S.R.M. Maria Teresa d'Austria, Regina di Sardegna*, Cagliari, 1806, in cui si alternano i cori di «Sarde Ninfe» e «Sarde Pastorelle», con il «Sardo Genio», tesi ad esaltare concordamente le grazie della sovrana, ma specialmente le sue virtù morali e intellettuali. Al poeta ispirato si apre la nube degli arcani e si manifestano i tanti eroi che usciranno dal fianco della regina.

[90] R. VALLE, *L'imitazione felice. Pel dì natale di S.R.M. M. Teresa d'Austria*, Cagliari, 1812.

[91] R. VALLE, *La gratitudine. Pel dì natale di Sua maestà M. Teresa d'Austria Regina di Sardegna. Poemetto in sciolti recitato nell'Università di Cagliari*, Genova, 1818. I primi 18 versi facevano già parte del poemetto *L'estro* (cfr. n. 93).

dell'arcadico, eterno pastorello Elpino a colloquio col saggio Aminta, intreccia alla regina un «serto febeo»: attraverso una complessa figurazione allegorica (visione, alberi che partoriscono le Amadriadi: reminiscenza tassesca?), si vuole significare la magnanima accettazione sovrana del dono offerto dal devoto suddito con animo tremante e riconoscente.

Questi componimenti tradiscono suggestioni disparate, e incoerenti: talvolta pare rinvenire tracce del contemporaneo gusto neoclassico, come nella *Cessione* [92], dove una donna divina, dal croceo manto su candida veste, indica al poeta uno «Sferico tempio in mezzo a viti amene», mentre «vaghi genietti coronati il crine / con grazia estrema» danzando inneggiano a Erseta. Bonagrazia, alunna delle Grazie, svela di avere ceduto il luogo a lei sacro alla sovrana, con la quale si identifica: sì che al poeta estatico non rimane che tessere un prezioso elogio ispirato da Minerva, Citerea, Buongusto e Onore.

Talvolta, invece, prende il sopravvento il più frusto allegorismo e la conseguente convenzione iconica che, scartando l'*Iconologia* del Ripa, Valle pare attingere dalla tradizione letteraria italiana, dall'*Orlando furioso* e dalla *Gerusalemme liberata*, al Metastasio e al Parini. Si veda questa raffigurazione della divinità fluviale nell'*Imitazione felice*:

> «Intorto il crine di ceraste orrende
> Sbattendo l'ali, e dalle luci accese
> Versando a volta a volta amare stille
> Sedea negletto su marmoreo avello
> Dell'Istro il Genio»;

o la pesante allegoria della Fame nell'*Estro* del 1815:

> «Terribile Spavento in carro assiso
> Colla temuta scarna Fame accanto...
> Allo stesso Destin leggi prescrivi?
> (...)
> Il popol tutto... i gridi... gli urli... ah! nulla
> Lo ritien già. Disperazion, Discordia,
> Avvilimento, Morbo e tede accese
> Precedono la biga, e par che mandino
> Contra il nemico ciel fiamme di sdegno.

---

[92] R. VALLE, *La Cessione. Pel dì natale di S.R.M. Maria Teresa d'Austria Regina di Sardegna*, Cagliari, 1813.

Quattro figlie dell'Erebo profondo
Povertà, Frode, Ostinazion, Querela
Tirano anguicrinite il carro infausto»[93].

Nel poema encomiastico, com'era prevedibile, il funesto corteggio viene ricacciato nell'Averno dalle provvidenze benefiche dei sovrani; ben diverso, invece, era stato l'esito della visita del Mastru Juanni alla popolazione, nella satira, di poco antecedente, di un anonimo poeta sardo.

Prima di parlare di questa originale epica della fame occorre soffermarsi su quella che è, a nostro giudizio, la prova più ambiziosa del Valle: *L'antro fatidico*, scritta per le nozze di Carlo Felice, «Da eseguirsi nel Regio Teatro di Cagliari con musica del Piticchio», come risulta dal libretto pubblicato presso la Stamperia Reale il 28 settembre 1808, anniversario dell'arrivo in città della coppia principesca.

Questa festa teatrale [94], di notevole impegno scenografico e ideologico, negli intenti reca l'impronta del Metastasio, senza riuscire però a riprodurne il pathos dei caratteri e la chiarezza dell'intreccio. Poche le eccezioni, come per esempio la battuta del protagonista saggio, Timarco, discepolo di Socrate, che così riferisce l'estremo messaggio di Saffo a Faone, personaggi travolti, invece, dall'amore e dall'odio:

«Digli, che tremi:
Che vi son Numi ancor: ch'ei si fè degno
Del fulmine di lui, che il tuono orrendo
Fà per le vie romoreggiàr del cielo:
Che questo gli cadrà: che... ah! no Timarco,
Digli che a morte io vò; digli che l'amo» (sc. XI).

---

[93] R. VALLE, *L'estro. Pel dì natale di S.R.M. Maria Teresa d'Austria Regina di Sardegna*, Cagliari, 1815.

[94] Per l'individuazione delle caratteristiche distintive di questo componimento drammatico rispetto al melodramma, alla serenata, all'azione teatrale cfr. J. JOLY, *Les fêtes théatrales de Metastase à la Cour de Vienne (1731-1767)*, Fac. des Lettres et Sciences humaines de l'Université de Clermond - Ferrand II, 1978. Nel par. I, 2 (pp. 54-60), le *feste* sono individuate in quanto testi relativamente ampi, da rappresentarsi con attori di professione in veri teatri o in teatri allestiti all'esterno, scritti per celebrare festività principesche, con un certo spazio dedicato al *décor* e alla messinscèna. Esse condividono col melodramma il ricorso a protagonisti storici o mitologici, ma contemplano anche l'intervento di figure allegoriche.

Si parva licet, questa inversione repentina di sentimenti, trascoloranti dalla magniloquenza del rancore allo spoglio riserbo dell'affetto, mette a profitto il contraddittorio messaggio della fedele Sabina al debole suo sposo nell'*Adriano in Siria* («Digli ch'è un infedele», III,1).

L'«invenzione» è dotta: l'azione si svolge nell'antro di Trofonio, uno dei più celebri oracoli di Apollo, in Beozia, nel quale chiunque volesse consultarlo veniva calato: tratto su ancora *in trance*, egli proferiva frasi sconnesse dalle quali i sacerdoti traevano il responso della divinità. L'intreccio è però incoerente, benché il significato sia abbastanza trasparente: il sapiente Timarco, immune dalle passioni, cerca di ricondurre all'equilibrio sentimentale l'infelice Saffo, ma soprattutto il crudele Faone. Ma da quest'ultimo ottiene l'opposto risultato del suicidio, a suo modo un tributo riparatore all'estremo gesto della disperata amante.

È necessario, allora, che nella *Licenza*, per bocca di Venere, il poeta rassicuri gli illustri destinatari: le loro vicende non sono adombrate in quelle della finzione, poiché — dice la dea — «Nò che fatal non son per chi ben ama». Cupido, infatti, vigila accanto ai «Fidi sposi Augusti» e, grazie a Morfeo benevolo, con loro «Dorme placidi sonni». Le Ninfe spargono l'oblìo sull'Infedeltà e il coro delle Driadi celebra Venere, Imene e Amor congiunti insieme.

Il vago intento pedagogico cede interamente al diletto: l'effetto catartico, proprio nel senso aristotelico, è assicurato dalla scenografia (e probabilmente dalla musica) che, da tempestosa per l'irritazione di Venere, si tramutava in boschereccia, offrendo allo sguardo meravigliato dello spettatore il diradarsi delle nuvole, salvo una dalla quale emergeva la dea dell'amore.

In questo come negli altri componimenti, il Valle ci appare per lo più un modesto, ma non del tutto sprovveduto epigono della poesia encomiastica settecentesca. Sebbene con le dovute, e ovvie, distinzioni da un punto di vista poetico, come il Metastasio, del quale riveste lo stesso ruolo, alla corte di una regina della stessa casata e dello stesso nome di quella austriaca, anch'egli tradisce un'autentica partecipazione affettuosa alle ricorrenze festose dei suoi beneamati protettori. Ed è felice di poterli osannare attraverso miti, ritmi e immagini dell'altrettanto amata poesia, italiana e latina.

Non «l'estro», spesso nobile ispiratore del Valle, bensì l'indignazione morale detta l'anonimo poemetto in gallurese, in 1102 distici di endecasillabi e settenari non sempre perfetti, tramandato oralmente col titolo *La canzona di*

Mastru Juanni, fortunatamente trascritto, e ritrovato, nel volume di *Poesie dialettali tempiesi e di diversi autori compilate dal poeta Giorgio Secchi* [95].

Non allegorie morali o mitologiche — Spavento, Frode e Inedia o Bonagrazia, Venere e i Geni fluviali — bensì un simbolo immediatamente decifrabile agisce nell'intreccio, articolato in cinque sequenze di varia ampiezza: *ritorno* di Mastru Juanni a Tempio, dopo un'assenza di quattro anni e forzata ospitalità, a rotazione, presso gli abitanti (vv. 1-430). *Arruolamento* dei suoi «ministri» (v. 450) e assedio della piazza (vv. 431-599). *Rivolta* dei disgraziati oppressi (vv. 600-657). *Richiesta* di rinforzi da parte di Mastro Giovanni contro «lu populu bassu» (v. 674): i maggiorenti del paese, col prefetto e il comandante, convocano il consiglio comunitativo (vv. 658-794). *Consiglio*, che rifiuta «middhi raseri» di grano (v. 1037), sussidio di «lu Prinzipi di Cagliari» (v. 988) alla popolazione, per far lievitare mostruosamente i prezzi delle granaglie, ma anche di altri generi alimentari (per esempio, il lardo v. 894), a vantaggio degli «usuresi ostinati» (v. 1065) e dei proprietari, comandante e prefetto compresi.

Il titolo del partecipe, intelligente e documentato saggio introduttivo all'edizione del testo, *Una «Iliade» della fame*, ci suggerisce di leggerlo come un'epopea: e a ragione, sia perché si narra un assedio, i prodromi di una rivolta, una vittoria finale, conseguita con un losco traffico; sia perché il narratore, onnisciente ma anche implicato nel racconto e testimone oculare, lascia spazio, in prevalenza, al discorso diretto dei molti personaggi che animano le scene.

Tuttavia, se volessimo situare il componimento tra le diverse specie di narrazioni, la parabola, forse, sarebbe la forma più adatta ad accoglierlo: per l'uso del simbolo della fame, con la relativa denominazione, tanto diffuso da rappresentare un vero e proprio *topos* nella Sardegna settentrionale e centrale [96]; e, anche, per il ricorso a situazioni quotidiane di dominio comune nell'ambiente dal e per il quale la poesia è prodotta.

---

[95] Il ms. rinvenuto nella biblioteca di famiglia da Salvatore M. Sechi, curatore e traduttore del testo, risale al secondo scorso. Cfr. S. M. SECHI, *Una «Iliade» della fame nella Gallura dell'Ottocento*, in *La Canzona di Mastru Juanni*, Cagliari, 1982, pp. 11-54. V. pure PIRODDA, *La Sardegna...* cit. (sopra n. 53), p. 952.

[96] M. BRIGAGLIA, *Nel paese di Mastru Juanni*, in *La Canzona...* cit., p. 7: «*Mastru Juanni*, in gallurese, è la fame, così come *Malthru Juanne, Mastru Giuanne, Giubanne* nelle varietà della lingua della Sardegna settentrionale e centrale.

Non se ne conoscono molti, di questi poemetti. O, per lo meno, in una civiltà come quella sarda, tutta affidata alla oralità, se ne conoscono pochissimi di scritti, così come molti invece ne conserva (fino a quando?) la memoria popolare dei villaggi».

Ma questo tipo di racconto non renderebbe ragione di altri fattori costitutivi della canzone: l'indignazione morale per il diabolico traffico ai danni della popolazione stremata dalla carestia (vv. 1040-45), e una compassione tutta razionale per il paese, Tempio, «du specchju di Saldigna» (v. 1029), manifestate dall'arguto, non illetterato autore ora tramite il narratore, ora per bocca del decano del capitolo.

Per tali motivi il testo si apparenta piuttosto agli scritti satirici, mai indulgendo alla descrizione patetica. Bastano gli eventi, in successione serrata perché la fame non lascia tempo all'agonia di uomini e bestie, a suscitare non il compianto del lettore, bensì un senso di rivolta. L'oggetto contro il quale monta l'ira del destinatario è, in un primo momento, il protagonista, un vecchio dalla barba bianca (v. 427), indiscreto, invadente, scroccone, attaccabrighe, seminatore di discordie, autoritario. In seguito, sono i responsabili dei mancati soccorsi, pur previsti dal sovrano, man mano che si delinea il «manegghiu» (v. 1007) concertato tra le autorità del paese e i proprietari di grano.

Si legga la cronaca della decimazione di una famiglia, luogo tra i più tragici del racconto, eppure essenziale, scarna:

> «A li dui o tre dì di chiddhu pani
> No v'aìa nienti,
> E morili l'acchettu prontamenti,
> Piddhatu, 'inti scudi,
> E li colci fiddholi nudi crudi,
> Chi v'aja unu scoriu.
> No poni patì tantu in Pulgatoriu
> Cante in chissu locu.
> Tenilu tanti dì senza fa focu
> E iddh'a un pupponi.
> Fugghjsinni unde Paulu Muzzoni» (vv. 270-280)
> («Dopo due o tre giorni di quel pane / non ce n'è più, / e all'improvviso gli muore pure il cavallo / comprato venti scudi, / e i poveri figliuoli nudi crudi, / basta, una straziante desolazione! / Non si patisce tanto in purgatorio / quanto in quella casa. / Lo tiene alcuni giorni senza accendere il fuoco / così che quello, rattrappito, / se ne scappa da Paolo Muzzoni»).

L'evocazione delle pene del Purgatorio, efficace stimolo alla fantasia popolare, sostituisce la descrizione, inefficace, delle sofferenze di quella famiglia.

Il narratore, prima vittima dell'indesiderato ospite (vv. 20-27), è pure testimone, invisibile, delle allarmate lamentele di don Antonio Pascali al comandante del paese (vv. 692-727) e della decisione del prefetto (vv. 728-747) di convocare i maggiorenti. Egli riesce ad entrare perfino nella sala consiliare,

benché fosse stata chiusa «la 'janna di la scala» (v. 794). Assiste così, e lo racconta poi ai tempiesi, sì da smantellare l'opinione che la penuria sia una calamità naturale, allo scatenamento spudorato degli interessi privati.

In questo caso, a differenza della carestia manzoniana, il grano calmierato (vv. 1050-1051) ci sarebbe, pur nella reale penuria ricorrente (vv. 11-15), poiché il principe ha provveduto. Ma, assai più feroci dell'antico «prinzippali» don Antonio Pascali, che si erge a mediatore tra gli strozzini e le esigenze del paese (vv. 940-955), gli «ebrei» (v. 1025) tengono duro nel voler trattenere Mastru Juanni presso di loro. E, per soprammercato, canzonano crudelmente i poveri affamati:

> «Altu nonn'incuntreti di funtana,
> Tutti chinc'et'a bì! (vv. 1070-1071)
> («Altra fontana non troverete, / tutti qui dovrete bere!»).

Nel poema encomiastico *L'estro*

> «Manda i fulmini suoi l'Aquila invitta (...)
> E tede, e carro, e lo Spavento, e Fame
> Commisti andaro, e l'un su l'altro cade,
> Restando vuoto il carro, e deformati
> Sotto le ruote si vedeano i volti» [97]:

la vicenda, cioè, progrediva verso il lieto fine e si concludeva addirittura con lo scorno di Plutone, che constatava furente l'inutilità della sua spedizione.

Nella parabola popolare, invece, la storia ha un andamento circolare, poiché il tentativo dei nullatenenti di scrollarsi l'incomoda sanguisuga e i suoi biechi sostenitori termina con la crudele farsa del consiglio, dove si ribadiscono i tradizionali rapporti di dominio e di soggezione. Il coro del popolo, minacciante la giustizia celeste, non riesce a pronunziare l'ultima parola. La battuta finale è, invece, dell'usuraio Giovanni Maria Murinu che, guarda caso, si chiama proprio come il protagonista: facendosi beffe degli affamati, egli non esita a oltraggiare perfino Dio, al quale si paragona con sfrontata bestemmia:

---

[97] R. VALLE, *L'estro*... cit. (sopra n. 93).

«E und'è, chi a me dìa dugnunu
Raccumandamm' a Deu,
Chi si abannu no c'era stat'eu
Lu mezu n'era moltu!
Pricheti 'ita a me e a lu Toltu
Chi v'emu riffrancatu!» (vv. 1096-1101)

(«Ma come! Mi dovrebbe ognuno / raccomandare a Dio, / ché se quest'anno non ci fossi stato io / una buona metà dei tempiesi sarebbe morta! / Augurate piuttosto lunga vita a me e al Tortu, / che vi abbiamo affrancato dal bisogno!»).

Come nelle filastrocche, l'ultimo verso riprende sconsolatamente il primo: «Mastru Juanni è turratu». Ma l'artificio della poesia popolare serve qui a siglare l'amara concezione del mondo dell'autore: non c'è salvezza per i derelitti.

Databile tra il 1812 e il 1814, la poesia è la testimonianza di una calamità rimasta proverbiale tra i sardi ancora oggi: *s'annu doxi*, appunto l'anno dodici, per antonomasia significa la fame, della quale Giovanni Siotto Pintor e Pietro Martini lasciarono racconti impressionanti [98].

Ma nessuno scritto scientifico può competere con questo testo poetico per la precisa individuazione dei marchingegni messi in atto in occasione delle carestie, e per la ricreazione di una comunità drammaticamente sconvolta, con i suoi umori, litigi, vanaglorie, sopraffazioni, ingiustizie.

A ciò molto contribuisce l'uso del dialetto, il gallurese nella sua variante tempiese, che lascia il posto all'italiano nelle parlate dei due responsabili della prefettura, da poco istituita: il prefetto e il comandante militare. L'ignoranza del dialetto ci preclude, purtroppo, quella «strana gioia dell'iniziato» provata dal traduttore [99]. Mentre siamo grati alla fatica di quest'ultimo che consente il godimento di una «bella» poesia, auspichiamo uno studio linguistico che, sicuramente, farebbe scoprire la ricchezza e corposa congruità di tante immagini, a iniziare dal simbolo: arbitrario in lingua italiana, adeguato in sardo, in cui la fame è di genere maschile: *su famini*.

Due «Descrizioni» della Sardegna

L'ottica della corte, affidata alla Stamperia governativa, sopravvive con abbondanza di testimonianze, tramandando l'immagine di un'aurea quotidianità regale,

---

[98] Cfr. sopra n. 10.
[99] S. M. Secchi, *Una «Iliade»...* cit. (sopra n. 95), p. 16.

ma anche di drammatici sconvolgimenti naturali, nelle invenzioni poetiche di Raimondo Valle. La fantasia popolare, invece, deve ricorrere alla prodigiosa memoria dei suoi aedi per sottrarre all'oblìo una vicenda tragicamente eccezionale, pur nella sua angosciosa frequenza, la responsabilità della quale viene addebitata non alla fatalità, bensì alla complice avidità degli amministratori.

Ma vi sono altre fonti di conoscenza per la Sardegna dell'ultimo quinquennio dell'età napoleonica: l'attendibilità e l'interesse di esse appaiono inversamente proporzionali alla pubblicità di cui godettero al momento della stesura. Si tratta di due scritture, apparentemente simili dal punto di vista del genere ma fra le quali, vedremo, intercorrono delle differenze sostanziali: la *Descrizione della Sardegna* di Francesco d'Austria-Este, stesa a seguito di un viaggio di ricognizione logistica e militare compiuto nel 1812 [100], e la *Compendiosa descrizione corografico-storica* dello scolopio Tommaso Napoli, pubblicata nel 1814 [101].

Destinata all'uso personale dell'asburgico aspirante al trono sabaudo, o ai servizi segreti antinapoleonici, a rigore da escludere dal nostro esame in quanto rimasta sepolta negli archivi fino al 1934, l'opera del primo è tutta orientata verso il presente dell'isola, sulla quale viene steso un rapporto fortemente tendenzioso e molto particolareggiato. La scrittura, pur priva di qualsiasi venustà stilistica, offre però un prezioso quadro delle strutture istituzionali, a cominciare dalla famiglia reale, e poi religiose, militari, giudiziarie, finanziarie, commerciali della Sardegna nel 1812. Rende ragione del clima, delle vie di comunicazione e degli approdi; del carattere degli abitanti, delle usanze, del loro comportamento con gli stranieri; degli svaghi della corte, delle istituzioni culturali, del paesaggio urbano.

La simpatia, nel senso etimologico del termine, non è l'elemento distintivo di queste lunghe annotazioni. Con sufficienza, se non addirittura con sprezzo, l'arciduca rileva da un lato l'elementare livello mondano e culturale della buona società indigena [102]; dall'altro, la rozzezza e la ferocia, l'ignoranza e la pigrizia dei ceti popolari delle campagne [103]. Non manca, tuttavia, di registrare l'attaccamento di questo popolo al suo re [104], e la resistenza alla fatica fisica,

---

[100] Cfr. G. Bardanzellu, *Prefazione* a Francesco D'Austria-Este, *Descrizione della Sardegna...* cit. (sopra n. 25), pp. XVI-XXIII. Restituito dall'Austria in base al trattato di S. Germano, il ms. è ora conservato nell'Archivio di Stato di Modena.

[101] *Compendiosa descrizione corografico-storica della Sardegna per via di domande e risposte ad uso della studiosa gioventù sarda lavoro del padre Tommaso Napoli delle Scuole Pie*, Cagliari, 1814.

[102] Cfr. Francesco D'Austria-Este, *Descrizione della Sardegna...* cit. (sopra n. 25), capp. XII e XXI.

[103] *Ibid.*, pp. 63-64, 123, 152.

[104] *Ibid.*, pp. 65 e 119.

tratto questo che lo colpisce molto, così come, ahimé, la frequenza degli omicidi a scopo di vendetta [105].

Ma proprio l'estraneità all'ambiente e la distanza caratteriale e culturale consentono all'arciduca di denunciare la profonda corruzione della giustizia e la religiosità fortemente superstiziosa, non sostanziale, del re e dei suoi sudditi, della quale approfittano ampiamente i preti e soprattutto i frati «ingordi del denaro, oziosi» [106]; di notare la negligenza dell'amministrazione per il mancato sfruttamento delle risorse minerarie e la sottovalutazione di una fonte di ricchezza come la pesca; di individuare lucidamente le molteplici cause e responsabilità nella stasi del commercio, inetto a trarre vantaggio dall'eccezionale situazione geografica dell'isola [107].

Le curiosità dell'estensore sono motivate da un progetto politico a scadenza immediata, così come i *Mémoires* dell'Angioi e del Simon [108], ai quali la *Descrizione* può essere accomunata, anche per il fallimento dei piani concepiti dai loro autori, benché su versanti ideologicamente opposti. Ma pure i ragguagli sullo stato dello sviluppo agricolo ed economico presentano sconcertanti affinità: dopo dieci anni, i mali dell'isola appaiono intatti, e vani gli sforzi e le speranze che la classe dirigente sarda aveva operato e nutrito con la fondazione della Società agraria.

Completamente diversa negli intenti e nelle finalità è invece l'opera del Napoli che mise a punto un testo scolastico di geografia della Sardegna «ad uso della studiosa gioventù sarda», improntato a efficacia pedagogica e insieme a rigorosa scientificità.

Il libro fu subito stampato con un ricco corredo di *Note illustrate, e difuse*, nelle quali si annuncia la mancata pubblicazione dell'appendice sui feudatari, che la censura bloccò «per occulte ragioni di Stato» (*Prefazione* alle *Note*), da noi facilmente intuibili. Nella *Prefazione* alla *Compendiosa descrizione*, l'autore dichiara le sue fonti, tra le quali l'antica, fondamentale *Chorographia Sardiniae* (1580) di Giovanni Francesco Fara, di cui è consultato il manoscritto [109], e i suoi

---

[105] *Ibid.*, rispettivamente pp. 126-127 e 63, 121, 150.

[106] *Ibid.*, rispettivamente pp. 76-77; 120-121 e il cap. XX; pp. 39 e seguenti. La cit. è a p. 141.

[107] *Ibid.*, rispettivamente p. 172; p. 180 e cap. XXXV.

[108] Cfr. *Memoriale del Cittadino Angioi* (ag.-set. 1799), pubblicato in trad. da A. Boi, *Gioammaria Angioj*... cit. (sopra n. 1), pp. 67-83. Per il Simon cfr. sopra n. 21.

[109] La *Chorographia Sardiniae libri duo* di G. F. Fara (1543-1591), vescovo di Bosa, fu scritta nel 1580, ma stampata soltanto nel 1835, a Torino dalla Stamperia Reale. Raccolta nel XVII secolo dall'illustre bibliofilo e giurista Monserrato Rossellò, che lasciò i suoi libri al Collegio dei Gesuiti di S. Croce di Cagliari, l'opera fu ritrovata, ancora ms., da uno dei fratelli Simon e messa in circolazione in più copie. Cfr. P. Secchi, *Premessa* a G. F. Fara, *Geografia della Sardegna*, Cagliari, 1975, pp. 7-16. Il Secchi ha curato la traduzione in italiano.

idoli polemici, in particolare l'*Histoire de la Sardaigne* dell'Azuni (1802) [110], a parer suo mendace e imprecisa come alcune opere seicentesche. Queste ultime, però, sono giustificate dal fatto che

> «non si era ancor introdotto in Sardegna lo studio della critica e del buon gusto, e tutti, anche i più dotti davan credito ciecamente a quanto trovavano o stampato o manoscritto, e molti copiavano l'un dall'altro».

Contro l'Azuni, invece, oltre alla precisione dell'erudito, doveva agire un risentimento di tipo ideologico, assai spiegabile se si considera che qualsiasi riferimento politico viene escluso programmaticamente dal Napoli, poiché «non è studio di giovani, e poi non tocca ai particolari dar leggi, e molto meno criticare le disposizioni dei Regnanti». Ma ciò che rivela l'orientamento nettamente antiquato, pur nell'apparente modernità del metodo di ricerca, sono le coordinate storico-erudite prescelte: viene assunta come base della descrizione non la divisione dell'isola in province e diocesi, soggetta a mutamento, bensì quella antica, risalente al tempo dei pisani, in giudicati, suddivisi in dipartimenti, come già nell'opera del Fara.

In tal modo si offriva agli allievi un'immagine falsata della Sardegna, della quale si raccontavano le origini, miticamente ricondotte alla caduta di Troia, ma poco veniva detto intorno agli eventi contemporanei.

Qualcosa, tuttavia, trapela, in particolare nelle *Note*: per esempio, in omaggio alla verità, il Napoli si preoccupava di ridimensionare le leggende fiorite intorno all'epopea antifrancese, accusando sardi e piemontesi di negligenza e di scarso affiatamento in occasione del famoso bombardamento e del tentato sbarco nel golfo di Cagliari, nel 1793 [111]. E, nonostante difendesse la «nazione» dalla ricorrente accusa di rozzezza e ferocia, egli doveva ammettere, con Francesco d'Austria a lui ignoto, che nei tempi più recenti lo «spirito vendicativo» si era fatto più acceso, ed accentuata

> «una inclinazione un po' troppo grande ai furti, e rapine, motivi entrambi di gran numero di omicidj con detrimento della popolazione, e diminuzione del bestiame. Eppure il sardo teme la giustizia, e rispetta la livrea del sovrano. Se vi fosse — egli soggiungeva — una forza imponente, e più pronta l'amministrazione della giustizia, cesserebbero i furti, le rapine, e gli omicidj: e aumentandosi la popolazione, crescerebbe l'industria, il seminerio, il commercio con gran vantaggio del Regno, e delle Regie Finanze» [112].

---

[110] D. A. Azuni, *Histoire, géographique, politique et naturelle de la Sardaigne*, Paris, 1802, voll. 2.
[111] T. Napoli, *Note illustrate, e difuse* alla *Compendiosa descrizione...* cit. (sopra n. 101), p. 36.
[112] *Ibid.*, p. 55.

È importante ricordare che un identico nesso tra pubblica sicurezza, incremento demografico e ricchezza del paese era stato stabilito da Lodovico Baille nel *Discorso inaugurale* del 1805; e che pure in questa *Descrizione*, che disegna per la scuola un ritratto pubblico della Sardegna, storico, geografico e di costume, affiorano alcuni nodi irrisolti da sempre, ed ora giunti a pericolosi eccessi.

Per quanto segnate dalle profonde divergenze sommariamente messe in evidenza, fin dal titolo le due *Descrizioni* hanno un tratto fondamentale in comune: appartengono al XVIII secolo. Nel Napoli, per fare un esemio, un accenno alla teoria dei climi, pur presente, com'è noto, nella cultura romantica, viene connotato come sicuramente settecentesco dal contestuale, implicato elogio della civiltà, pulizia, decoro delle «Città e piazze commercianti», capaci di sostenere il paragone con le «più colte Città dell'Europa» [113]. E soltanto per motivi squisitamente moralistici, egli benedice la «beata rozzezza» che sottrae le donne alla vista degli ospiti, preservandone castità e pudore [114].

Ancor più, forse, la scrittura dell'arciduca si può annoverare tra i resoconti di viaggio del Settecento: non del *grand tour* europeo, bensì di un breve itinerario in un paese sporco, violento, incolto sotto tutti i profili, improvvisamente divenuto appetibile e interessante, in virtù della sua centralità nel Mediterraneo.

Soltanto col *Voyage en Sardaigne* di Alberto De La Marmora [115] verranno poste le basi per la scoperta romantica dell'isola; benché moltissimi elementi potranno essere attinti dalla *Compendiosa descrizione*, soprattutto relativi alle selvagge, vergini solitudini del paese, degno sfondo all'indole fiera e profondamente

---

[113] T. Napoli, *Compendiosa descrizione...* cit., p. 30.

[114] T. Napoli, *Note illustrate...* cit., p. 56.

[115] A. De La Marmora, *Voyage en Sardaigne de 1819 à 1825 ou description statistique, phisique, et politique de cette ile, avec des recherches sur ses productions naturelles et ses antiquités*, Paris, 1926.

ANTONELLO MATTONE - PIERO SANNA*

I Simon, una famiglia di intellettuali tra riformismo e restaurazione

1. Nel 1806, a dieci anni di distanza dalla fatale sconfitta della «sarda rivoluzione», Gian Francesco Simon nel tracciare un succinto profilo autobiografico esordiva così: «La famille a la quelle j'appartiens est une des distinguées du Royaume de Sardaigne. Elle est originaire de la ci-devant Ligurie. A l'epoque du mois de juin de l'an 1796 elle etoit composée d'un père et de quattre fils»[1]. La consapevolezza di appartenere ad una famiglia che aveva ormai conquistato una posizione eminente nelle *élites* di governo della Sardegna di Vittorio Amedeo III e la lucida coscienza della crucialità dei moti rivoluzionari di fine secolo, assunti come momento-chiave di un intero destino familiare, emergono nettamente dalle parole dell'erudito e raffinato abate algherese.

Le vicende della famiglia Simon sono in effetti emblematiche della parabola politico-esistenziale di un'intera generazione di intellettuali, magistrati e funzionari sardi. Cresciuta nel nuovo clima culturale delle scuole e delle università riformate dal ministro Bogino, quella generazione condivise, tra spe-

---

* Cogliamo l'occasione per esprimere il nostro più caloroso ringraziamento al dottor Matteo Guillot Lavagna, erede e sensibile conservatore dell'archivio e della biblioteca Simon, che con estrema cortesia ci ha dato la sua preziosa assistenza nella consultazione del ricco materiale documentario.

Il presente contributo è frutto di un intenso rapporto di collaborazione che ha impegnato entrambi gli autori dalla fase iniziale della ricerca alla stesura del saggio. Tuttavia i paragrafi 2, 4 sono di Antonello Mattone e i paragrafi 1, 3 di Piero Sanna.

[1] ARCHIVIO SIMON GUILLOT, ALGHERO [d'ora in poi ASGA], busta U, fasc. n. 549, *Notice abregée de Jean François de Simon donnée par lui meme* (1806). Anche in un'altra nota autobiografica del 1797 Gian Francesco si definiva «terzogenito d'una patrizia ed illustre famiglia di Sardegna, tutta attualmente addetta al regio e pubblico servizio»: BIBLIOTECA COMUNALE DI ALGHERO [d'ora in poi BCA], ms. 46/4.

ranze e delusioni, le responsabilità politiche e amministrative a cui via via venne chiamata durante il regno di Vittorio Amedeo III; visse dall'interno degli apparati giudiziari e di governo la crisi dell'Antico Regime; prese parte, con ruoli di primo piano, alla tormentata vicenda dei moti rivoluzionari del 1793-1796; e infine, disgregata, colpita, perseguitata e dispersa dalla reazione conservatrice e dalla repressione sabauda venne sospinta verso una molteplice varietà di destini che vanno dalla sommessa reintegrazione in un quadro di precoce restaurazione alla disperata scelta «giacobina» di tipo insurrezionale, dall'esilio nell'Italia napoleonica al pieno inserimento nelle nuove istituzioni della Francia imperiale.

Di origine ligure, i Simon si stabilirono in Sardegna forse nei primi anni trenta del Settecento, quando il mercante Domenico Maria si trasferì da Savona ad Alghero, dove ben presto s'integrò nella società locale: sposò una donna del luogo, Mariangela Querqui, fu console del Regno di Napoli e tesoriere regio a Sassari; nel 1748 ottenne il titolo nobiliare [2]. Ma il vero stratega dell'ascesa sociale della famiglia fu Bartolomeo suo figlio unico, nato nel 1734, che frequentò il collegio gesuitico di Alghero, si laureò in *utroque iure* nell'Università di Sassari e sposò nel 1756 la nobile possidente Maddalena Delitala-Solinas dei marchesi di Sedilo da cui ebbe quattro figli: Domenico, Matteo Luigi, Gian Francesco e Gian Battista [3].

Dinamico proprietario terriero, nel 1761 Bartolomeo divenne censore dell'agricoltura di Alghero e nel 1767 suddelegato patrimoniale regio. Visse così la grande stagione delle riforme boginiane, i tentativi di rinnovamento nel

---

[2] Cfr. F. Floris, S. Serra, *Storia della nobiltà in Sardegna. Genealogia e araldica delle famiglie nobili sarde*, Cagliari, 1986, p. 329. Nell'Archivio del Comune di Cagliari [d'ora in poi ACC], *Fondo Aymerich, Stamento Militare*, busta 12, *Nota de los caballeros domisiliados en esta ciudad de Alguer* (6 marzo 1770), figurano i nomi di «don Domingo Simon y don Bartolomé Simon». L'albero genealogico dei Simon è in F. Loddo Canepa, *Origen del cavallerato y nobleza del Reyno de Cerdeña*, in «Archivio Storico Sardo», XXIV (1954), pp. 416-417.

[3] Diverse notizie sulla famiglia sono in P. Tola, *Dizionario biografico degli uomini illustri di Sardegna*, III, Torino, 1837, pp. 188-203 e in Ismene Auribaldo, *Omaggio alla verità ossia memorie storico-critiche delle vicende sofferte dalla famiglia dei Simon*, s.l., 1800. Una sintetica biografia di Gian Francesco e di Domenico è in S. Caboni, *Saggi diversi letterari e scientifici. Ritratti poetico-storici d'illustri sardi moderni*, Cagliari, 1833, pp. 51-63. Dai registri parrocchiali di Alghero risulta che Domenico Maria Giuseppe nacque il 4 settembre 1758, Matteo Luigi il 21 settembre 1761, Giovanni Francesco Brunone nacque il 6 ottobre 1762, Giovanni Battista Stanislao nacque il 12 aprile 1765: Archivio della Curia vescovile di Alghero, *Libro dei battesimi (1763-1775)*. Erroneamente, per Domenico e per Gian Francesco, Tola e Martini riportano come data di nascita quella del battesimo.

campo agricolo, la valorizzazione del ruolo del censore, preposto ad incentivare lo sviluppo delle colture e la diffusione e il rilancio dei Monti granatici [4]. Un uomo con vivaci interessi e velleità letterarie (autore di numerose composizioni poetiche nel dialetto catalano di Alghero), ma che soprattutto seppe inserirsi come attivo protagonista in quella cultura delle riforme che cominciava a incidere nella realtà sarda degli anni sessanta del Settecento. In questo clima caratterizzato dal dischiudersi di nuovi orizzonti filosofico-letterari, Bartolomeo Simon trasmise ai figli l'amore per gli studi e il gusto per le arti e le scienze. Cominciava in sostanza a delinearsi il profilo tipico di una famiglia della nobiltà di servizio, che costruiva sistematicamente la propria ascesa sociale, puntando sulla nuova logica delle competenze culturali e professionali da mettere a disposizione del «rifiorimento» dell'isola e della Casa reale.

Per i quattro figli, dopo un collaudato e comune percorso d'istruzione, organicamente programmato dal padre, si aprirono carriere ben differenziate nei campi politico, giudiziario ed ecclesiastico.

Domenico, il primogenito (1758), dopo gli iniziali studi algheresi frequentò a Sassari il collegio Canopoleno e successivamente quell'Università, dove ottenne il magistero d'arti, il baccellierato e nel 1777 la licenza in leggi [5]. Nell'ambiente sassarese poté giovarsi dello stimolante insegnamento dei due intellettuali di punta inviati dal Bogino per dare impulso all'Università riformata: i gesuiti Francesco Gemelli, che fu professore di eloquenza nell'ateneo e prefetto delle regie scuole dal 1768 al 1774, e Francesco Cetti, che tenne la cattedra di matematica dal 1766 al 1779 [6]. Frutto degli stimoli provenienti da questa nuova circolazione di idee sono i suoi due scritti giovanili pubblicati nel 1772, all'età di 14 anni (il primo, *Trattenimento sulla sfera e sulla geografia*, dedicato al governatore di Sassari; il secondo, *Trattenimento sulla storia sacra*,

---

[4] ASGA, busta O, fasc. n. 452, *Libro de las ordenaciones y provehimentos pertenessientes al empleo de censor con la instrussion de su excelencia el señor conde Tana virrey de este Reyno*; busta N, fasc. n. 412, *Manual y abecedario de la sementera* (1761-1763). Si tratta di due codici manoscritti redatti in castigliano, nei quali, con regolarità quasi quotidiana, Bartolomeo documentava la sua attività di censore a partire dal 12 luglio 1761, data della nomina.

[5] ARCHIVIO STORICO DELL'UNIVERSITÀ DI SASSARI, *Registro* 27, I, «Registro degli esami privati e pubblici dal 1766 al 1810», c. 24 v. Il 30 giugno 1774 Domenico conseguì il «magistero dell'arti» ed il 12 agosto (c. 29) ottenne il baccellierato in leggi.

[6] Sulla nuova temperie politico-culturale che caratterizzò l'ateneo sassarese negli anni del riformismo boginiano cfr. L. BERLINGUER, *Domenico Alberto Azuni giurista e politico (1749-1827)*, Milano, 1966, pp. 5-55 e il recente e documentato lavoro di E. VERZELLA, *L'Università di Sassari nell'età delle riforme (1763-1773)*, Sassari, 1992.

dedicato all'arcivescovo) che, l'anno successivo, furono coronati da un regio biglietto di lode con l'allettante promessa di future gratificazioni [7].

Anche il fratello Matteo Luigi, nato nel 1761, studiò nel collegio Canopoleno di Sassari. Nel 1777 Domenico si stabilì a Cagliari, per perfezionare i suoi studi in giurisprudenza, dove ben presto lo raggiunsero il padre Bartolomeo, che dell'educazione e della «sistemazione» dei figli aveva ormai fatto lo scopo precipuo della sua vita, i fratelli Matteo Luigi e Gian Francesco, ammessi nell'ambìto Collegio dei nobili della capitale del Regno, ed infine anche Gian Battista. A differenza di Sassari, che conosceva un relativo ripiegamento culturale ed un progressivo calo della qualità degli studi universitari, Cagliari era una città ricca di fermenti dove la cultura delle riforme aveva messo radici profonde [8].

Nell'Università di Cagliari Domenico si laureò in giurisprudenza, Matteo Luigi in teologia e in giurisprudenza, Gian Francesco in teologia [9]. Dopo il periodo dei brillanti studi universitari, le biografie e le carriere dei quattro

---

[7] Cfr. D. SIMON, *Trattenimento sulla sfera, e sulla geografia da tenersi davanti l'illustrissimo signor don Claudio Gian Battista Alli di Maccarani, governatore e riformatore dé Capi di Sassari, e di Logudoro*, Sassari, 1772 e *Trattenimento sulla storia sacra dalla creazione del mondo alla nascita di Gesù Cristo*, Cagliari, 1772, dedicato all'arcivescovo di Sassari, Giuseppe Maria Incisa Beccaria. Gemelli contribuì inoltre ad avviare il giovane Simon agli studi storici. BIBLIOTECA UNIVERSITARIA DI CAGLIARI [d'ora in poi BUC], *Elenco delle lettere di vari letterati dirette al cavaliere Baille*, nn. 778 e 779 lettere di Francesco Gemelli del 23 febbraio e del 2 aprile 1796. «Non posso che confermarle — scriveva il ministro Bogino a Bartolomeo Simon — le graziose disposizioni, in cui si è la maestà sua spiegata al riguardo del suddetto di Lei figlio, il quale, continuando come non dubito a distinguersi, sarà a suo tempo tenuto presente, siccome veggo che procura di metter anche gli altri suoi figli sulla strada migliore per meritarsi le regie grazie, alle quali io mi farò sempre un piacere di poter concorrere» (ASGA, busta V, fasc. n. 591, *Lettera del conte Bogino a don Bartolomeo Simon*, Torino, 17 febbraio 1773).

[8] Sulla storia dell'Università di Cagliari nel secondo Settecento cfr. la tesi di laurea di M. CANCEDDA, *L'Università di Cagliari. Organizzazione e primi sviluppi nella seconda metà del Settecento*, Università degli studi di Torino, Facoltà di Lettere e Filosofia, a.a. 1967-1968, rel. prof. F. Venturi e soprattutto I. BIROCCHI, *La carta autonomistica della Sardegna tra antico e moderno. Le «leggi fondamentali» nel triennio rivoluzionario (1793-1796)*, Torino, 1992, pp. 53-76. Cfr. inoltre F. VENTURI, *Gian Battista Vasco all'Università di Cagliari*, in «Archivio Storico Sardo», XXV (1957), pp. 17-41. Sull'ateneo sassarese negli anni settanta-ottanta cfr. E. VERZELLA, *L'età di Vittorio Amedeo III in Sardegna: il caso dell'Università di Sassari*, in «Annali della Fondazione Luigi Einaudi», XXIV (1990), pp. 235-272.

[9] ARCHIVIO STORICO DELL'UNIVERSITÀ DI CAGLIARI (materiale in via di inventariazione), *Libro delle matricole*, vol. 7, nn. 2814, 2981, 3322, 2632, 2759, 3090, 3194, vol. 8, n. 4166. Ringraziamo l'amico Italo Birocchi per le notizie forniteci sulle carriere universitarie cagliaritane dei fratelli Simon.

fratelli si differenziano nettamente, per riannodarsi fatalmente (e significativamente) all'esplodere della crisi rivoluzionaria di fine secolo.

Nel 1779 Domenico pubblicò, presso la Reale Stamperia di Cagliari, il poema didascalico in ottava rima *Le piante*, che in quattro canti illustrava la germinazione e la crescita dei vegetali, il ciclo biologico, le differenti specie e l'utilità delle coltivazioni. L'opera rispecchiava i rinnovati interessi per l'agronomia e la botanica, tipici del secondo Settecento, che anche in Sardegna avevano ormai una notevole diffusione e costituisce insieme a quelle di Francesco Carboni, di Antonio Porqueddu e di Raimondo Valle, uno dei più significativi esempi della poesia didascalica sarda di fine Settecento [10]. Di particolare interesse risultano soprattutto i riferimenti allo sperimentalismo sei-settecentesco e l'intento descrittivo-classificatorio delle risorse naturali dell'isola con l'argomentata esaltazione delle sue potenzialità economiche: «Il dovere al tempo stesso vestir più caratteri, far da filosofo e da poeta, da botanico e da giardiniere, e farlo nel breve spazio di giorni — avvertiva però Domenico Simon nella premessa a *Le piante* — [...] non è una facile impresa per tutti» [11].

Con la pubblicazione del poema e del *Canto* per il viceré Lascaris (1778), Domenico Simon ebbe modo di stringere un intenso sodalizio intellettuale con Bonaventura Porro, direttore della Reale Stamperia di Cagliari, che dal 1770 intratteneva un'assidua corrispondenza con Giuseppe Vernazza di Freney (di quest'ultimo, nel 1778, lo stesso Porro aveva pubblicato, in una raffinata edizione, la *Lezione sovra la stampa*) [12]. E fu proprio al barone Vernazza

---

[10] Cfr. F. CARBONI, *De Sardoa intemperie libelli duo*, Carali, 1772, ristampato con la versione italiana di Giacomo Pinna a Sassari da Giuseppe Piattoli nel 1774; *Coralliorum libelli duo*, Calari, 1779, ripubblicato nei *Recentiora carmina*, Carali, 1780 e tradotti in italiano da Raimondo Valle, *I coralli*, Genova, 1822; A. PORQUEDDU, *Il tesoro della Sardegna nei bachi e gelsi. Poema sardo e italiano*, Cagliari, 1779; R. VALLE, *I tonni*, Cagliari, 1800.

[11] D. SIMON, *Le piante*, Cagliari, 1779, pp. 7-8. Il poema, dedicato all'«eruditissimo collegio di belle arti della regia Università cagliaritana», fu composto in soli quindici giorni e recitato il 4 marzo nell'ateneo della capitale in occasione della cerimonia per l'associazione di Domenico al collegio. Cfr. G. SIOTTO PINTOR, *Storia letteraria di Sardegna*, IV, Cagliari, 1844, pp. 93-94; G. COSSU, *Discorso georgico indicante i considerevoli vantaggi che si possono ricavare dalle pecore sarde*, Cagliari, 1787, p. 27 dell'appendice, pubblica una lettera del poeta Francesco Carboni che, riferendosi al Simon, lo definisce «l'egregio autor sardo del terso ed erudito poemetto sulle *Piante*».

[12] Cfr. L. LEVI MOMIGLIANO, *Per una biografia intellettuale di Giuseppe Vernazza di Freney: dalla cultura arcadica alle ricerche sulle memorie patrie* e sui rapporti tra Vernazza e Porro A. SAIU DEIDDA, *Aspetti figurativi e decorativi nella produzione della Reale Stamperia di Cagliari (1770-1799)*, entrambi in *Dal trono all'albero della libertà. Trasformazioni e continuità istituzionali nei territori del regno di Sardegna dall'Antico Regime all'età rivoluzionaria*, II, Roma, 1991, rispettivamente pp. 709-732 e pp. 671-691.

— autorevole animatore della vita culturale piemontese ed attivo esponente delle accademie letterarie subalpine — che il Porro volle segnalare Domenico Simon, giovane promettente e brillante che nel giugno del 1779 si accingeva a partire per Torino [13].

Domenico partì nell'estate con il padre Bartolomeo, che in qualità di suddelegato patrimoniale dell'Intendenza generale aveva l'incarico di trasferire nell'isola le somme di un prestito accordato dal governo alla Cassa del Regno [14]. Tuttavia, mentre Bartolomeo nel gennaio del 1780 ritornò in Sardegna, Domenico prolungò il soggiorno torinese per affinare i suoi studi e la preparazione nel campo giuridico [15]. La protezione assicuratagli dal Vernazza favorì l'inserimento del giovane dottore nell'ambiente forense della capitale subalpina: all'inizio lavorò nello studio del noto avvocato Filippo Tonso e successivamente nell'ufficio dell'avvocato fiscale regio del Supremo Consiglio di Sardegna e collaterale nella Camera dei Conti, Giuseppe Luigi Cappa.

Nel 1782, quando ricevette la nomina di vicecensore generale, per Domenico si apriva una prospettiva assai interessante d'intensa collaborazione col censore Giuseppe Cossu, al vertice di uno degli apparati amministrativi di importanza strategica per il miglioramento dell'economia del Regno. Domenico, tuttavia, non si trasferì subito in Sardegna. A Torino lo trattenevano infatti sia i corposi interessi familiari legati alla lunga controversia relativa alla causa di successione, per parte materna, nel marchesato di Sedilo, sia le stimolanti relazioni stabilite con gli ambienti governativi e i circoli letterari della capitale sabauda [16]. Così nel

---

[13] BIBLIOTECA DELL'ACCADEMIA DELLE SCIENZE, TORINO [d'ora in poi BAST], *Carteggio Porro-Vernazza*, n. 11367, lettera del 13 giugno 1779. La lettera e gli altri documenti dell'Accademia delle Scienze di Torino ci sono stati gentilmente forniti da Tiziana Olivari, che qui ringraziamo.

[14] ASC, *Intendenza generale*, vol. 300, lettera dell'intendente Giame al marchese di Cravanzana (31 dicembre 1779), cc. 6*v*-7*v*, 10, 49.

[15] In un primo tempo, alla vigilia della partenza, Bartolomeo aveva ottenuto che il figlio fosse tenuto presente per un posto nel Collegio delle Provincie che consentisse a Domenico di proseguire i suoi studi: ARCHIVIO DI STATO DI TORINO [d'ora in poi AST], *Corte, Paesi, Sardegna, Lettere dei viceré*, vol. 23, lettere del 21 maggio e del 18 giugno 1779. Tuttavia, Domenico non ottenne l'ambito posto al collegio, ma solo la promessa di una pensione, come emerge da una lettera viceregia dell'8 ottobre 1779.

[16] AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Materie Politiche, Carte relative ai dispacci 1791-1793*, mazzo 1. Secondo una denuncia anonima allegata ad una «informativa» del governatore di Alghero del 2 novembre 1793, Domenico Simon «si ha goduto lo stipendio per dieci anni in Torino per eseguire i progetti del Padre, e calunniando i Sardi colà dimoranti, che non fossero della sua tempra...». BIBLIOTECA REALE DI TORINO [d'ora in poi BRT], *Storia Patria*, ms. 1071, *Storia de' torbidi occorsi nel Regno di Sardegna dall'anno 1792 in poi in tre libri distribuita, e corredata degli opportuni documenti* (Torino, 1796), f. 24: «Il figlio primogenito don Domenico — si legge nel

1787 Domenico era ancora impegnato a richiedere ulteriori documenti d'archivio nella speranza di riuscire a provare i diritti di successione della sua famiglia contro il ramo sassarese della famiglia Delitala [17].

A Torino intanto Domenico continuava a seguire gli affari dell'isola e a coltivare i suoi interessi storico-letterari. Il lavoro più importante di questo periodo fu la collezione «Rerum Sardoarum Scriptores» pubblicata in due volumi nel 1785 e nel 1788 presso la Stamperia reale di Torino, diretta allora dal Porro. L'opera, come appare anche dal titolo, si ispirava al grande modello muratoriano dei «Rerum Italicarum Scriptores» (1723-1738), riproponendo

---

voluminoso manoscritto chiaramente ostile al movimento stamentario sardo —, vicecensore generale de' Monti granatici e Nummari, spendeva il Regio assegnamento di L. 1.200 in Torino per coadjuvare al buon esito della lite vertente, senza essersi mai prestato all'esercizio del suo impiego, che lo chiamava in Sardegna, e si ritirò in capo a dieci anni sulli reiterati ordini del conte Graneri». *La storia de' torbidi*, redatta nei mesi immediatamente successivi alla sconfitta del movimento angioiano, rispecchia il punto di vista di un autorevole personaggio piemontese che ebbe larga possibilità di accedere alle carte ufficiali, anche le più riservate, del governo di Torino. Si tratta di una rilettura di taglio dichiaratamente moderato dell'intera vicenda del triennio rivoluzionario sardo, che aspirava tuttavia ad una netta autonomia di giudizio rispetto al punto di vista governativo, pur risentendo in realtà delle passionalità dell'autore, certamente più partecipe di quanto non voglia far credere. Il voluminoso manoscritto costituì uno degli archetipi della *Storia moderna di Sardegna* di Giuseppe Manno: per l'aspetto che qui ci interessa vanno segnalati gli accenti duramente critici nei confronti dei Simon che, invece, verranno notevolmente sfumati nell'opera dello storico algherese. Sulle diverse redazioni della *Storia de' torbidi* cfr. il pregevole lavoro di L. CARTA, *Il triennio rivoluzionario sardo in due manoscritti inediti della Biblioteca Reale di Torino (codice 672 bis e codice 628)*, recentemente apparso in «Archivio sardo del movimento operaio contadino e autonomistico», n. 41-43 (1993), pp. 133-137, che propende ad attribuire l'opera ad un sardo legato agli ambienti reazionari e vicino «al ceto feudale e al marchese della Planargia». Matteo Luigi Simon nel 1813-15 considerava il manoscritto della *Storia de' torbidi*, che era stato fatto circolare anonimo «avec beaucoup d'adresse et de circonspection», un'opera falsa e pericolosa tesa «à justifier principalement la conduite du marquis de la Planargia et de l'intendent général Pitzolo» e «à noircir les opérations les plus pures de quelques régnicoles qu'on calomnie à chaque ligne...». Il magistrato algherese non esitava ad attribuirla a «le célèbre comte de Sindia [...] qui se trouvait alors absent de la Sardaigne et qu'il il ne l'a pu rédiger sur les faux rapports de quelques uns de ses amis piemontois et sardes...». Lo stesso Simon tuttavia non mancava di avvertire che altri ritenevano che la *Storia de' torbidi* fosse stata redatta dal cavaliere piemontese Giulio Bologna Capizucchi di Cassine, giudice della Reale Udienza di Cagliari, espulso dall'isola il 5 giugno 1794, o dall'avvocato sardo Costantino Musio, «intime et lié en amitié» al Pitzolo e al marchese della Planargia: BCA, ms. 42, M.L. SIMON, *De la Sardaigne ancienne et moderne ou apperçu d'un voyage statistique, critique et politique dans l'île de Sardaigne*, c. 3.

[17] AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Pareri del Supremo Consiglio di Sardegna*, mazzo 9, parere del 21 maggio 1787. Nel 1788 i Simon persero la causa e il marchesato di Sedilo fu assegnato a Gerolamo Delitala.

nel primo volume, dedicato al ministro Giuseppe Corte di Bonvicino, un classico della geografia antiquaria del XVII secolo, la *Sardinia antiqua* del Cluverio (Philipp Clüver); e raccogliendo nel secondo la *Sardiniae brevis historia et descriptio* (1550) di Sigismondo Arquer, le fonti di storia sarda edite dal Muratori e altri documenti medievali e moderni [18].

L'opera veniva ad inserirsi in un contesto di testi storiografici sulla Sardegna assai povero e inadeguato ai tempi. Il punto di riferimento fondamentale continuava ad essere il *De rebus Sardois* dell'umanista Giovanni Francesco Fara, conosciuto soltanto attraverso il primo libro, edito a Cagliari nel 1580 e ristampato a l'Aia nel 1725, dedicato alla storia antica e altomedievale dell'isola [19]; più recenti erano la *Sardinia sacra* di Antonio Felice Mattei, edita a Roma nel 1758, che aveva suscitato un proficuo dibattito nell'ambiente erudito sardo, e la deludente *Storia della Sardegna* del funzionario piemontese Michele Antonio Gazano, pubblicata a Cagliari nel 1777 in una splendida edizione della Stamperia reale [20].

Non può dunque sfuggire il significato che venivano ad assumere i «Rerum Sardoarum Scriptores», prima organica espressione della improrogabile esigenza di rifondare lo studio della storia dell'isola su nuove e più solide basi, applicando ad essa i più affinati strumenti dell'erudizione e della filologia e riprendendo in modo sistematico lo scavo delle fonti con il recupero di apporti storiografici trascurati e dispersi [21].

In quegli anni Domenico fu inoltre chiamato a dare il suo contributo

---

[18] Del Cluverio (Philipp Clüver) il Simon pubblicava una parte della *Sicilia Antiqua, item Sardinia et Corsica*, Leida, 1619. L'opera dell'Arquer era tratta da S. MÜNSTER, *Cosmographia universalis*, Basilea, 1550.

[19] Cfr. J.F. FARA, *De rebus Sardois, liber primus*, Calari, 1580; J.G. GRAEVIUS, *Thesaurus Antiquitatum et Historiarum Siciliae*, XV, Lugduni Batavorum 1725, che comprendeva, oltre al *De rebus Sardois* del Fara, la *Sardinia et Corsica Antiquae* del Cluverio, gli *Annales Sardiniae* del Vidal. La prima edizione dell'opera del Fara e il primo e il secondo libro del *De rebus Sardois e la Chorographia Sardiniae* furono pubblicati, a cura di Luigi Cibrario, a Torino nel 1835. La seconda edizione è quella curata da Vittorio Angius, in tre volumi, stampata a Cagliari nel 1838.

[20] Cfr. A.F. MATTHAEI, *Sardinia sacra, seu de episcopis Sardis historia*, Romae, 1758, ristampata sempre a Roma nel 1761. Sull'insuccesso dell'opera del Gazano cfr. G. MANNO, *Storia di Sardegna*, I, Torino, 1825, pp. 58-59. Cfr. inoltre G. VERNAZZA, *Vita del Gazano*, Torino, 1788 ed infine le acute osservazioni di G. RICUPERATI, *Il riformismo sabaudo settecentesco e la Sardegna. Appunti per una discussione*, in «Studi storici», XXVII (1986), pp. 59-61.

[21] Nella dedicatoria del primo volume al ministro Corte di Bonvicino Domenico esalta, con una retorica tutta cortigiana, la politica sabauda in Sardegna e illustra i contenuti dei provvedimenti più significativi adottati sotto il ministero Bonvicino; nel secondo volume, dedicato ai cittadini e agli amici sardi, sottolinea l'importanza delle scienze e delle arti, in particolare della geografia e della storia, «maxime patria», nella crescita civile della società.

all'ampia inchiesta sull'origine delle lingue promossa dall'Accademia delle Scienze di San Pietroburgo. Una lettera del 22 maggio 1785 del naturalista e scienziato tedesco Pierre-Simon Pallas, autore dei *Voyages à travers plusieurs provinces de l'empire russe* (1771-1776) e della *Flora Rossica* (1784-1785), informava che la zarina Caterina II aveva intenzione di pubblicare un vocabolario comparativo di tutte le lingue [22]. Tramite l'Accademia delle Scienze di Torino, Pallas era riuscito mettersi in contatto con «monsieur le chevalier Simon» e gli aveva chiesto di tradurre «les noms latins» di un lungo elenco diramato in diversi paesi europei nei corrispondenti vocaboli della «langue sarde [...] pour être annexés au dictionaire». Nel rispondere al questionario Domenico Simon ignorava deliberatamente il farraginoso impianto antiquario-classicheggiante del sardo-astratto del Madao [23] e seguendo le indicazioni della voce *Langue* dell'*Encyclopédie*, a proposito della distinzione tra lingua e dialetti, traduceva i termini latini nelle due varianti più diffuse del sardo, quello logudorese (scegliendo il «bittikesu», cioè l'idioma parlato nel villaggio di Bitti, nella Sardegna interna) e quello «cagliaritain» [24].

Nei primi anni ottanta, mentre Domenico, trattenuto a Torino dalla cura degli interessi familiari, iniziava a raccogliere le memorie patrie, il fratello Matteo Luigi concludeva brillantemente, a Cagliari, gli studi universitari: nel 1782 si laureava in teologia e nel 1784 in giurisprudenza. La solida cultura umanistica (nel collegio Canopoleno di Sassari era stato l'allievo prediletto dell'ex gesuita algherese Luigi Soffi) e il duplice corso di studi, che gli conferiva una competenza professionale di ampio spettro, non tarderanno ad aprire al giovane laureato la prospettiva di una promettente carriera nell'amministrazione viceregia [25].

---

[22] ASGA, busta S, fasc. n. 537.

[23] Cfr. M. MADAO, *Saggio di un'opera, intitolata il Ripulimento della lingua sarda lavorato sopra la sua analogia colle due matrici lingue, la greca e la latina*, Cagliari, 1782. Madao lasciò inedito un grosso dizionario manoscritto: BUC, s.p.6.1.39/40, M. MADAO, *Il ripulimento della lingua sarda lavorato sopra l'origine, ch'essa trae dalla Greca, e dalla Latina*. Cfr. a questo proposito A. MATTONE, *Il valore della lingua sarda*, in «Almanacco di Cagliari», 1987.

[24] Una trascrizione della voce (*Langue Encycl.*) di F. FAIGUET, in *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, IX, Neufchastel 1765, è in ASGA, busta R, fasc. n. 496: la scrittura è quella di Domenico Simon.

[25] Su Luigi Soffi cfr. P. TOLA, *Dizionario...* cit., III, pp. 209-210. L'ex gesuita dedicava le sue *Orazioni sacre*, Cagliari, 1784, al «giovane cavaliere il dottor Don Matteo Luigi Simon Delitala patrizio algarese». Nella facoltà teologica Simon ebbe come professore di teologia il lituano Giacinto Hintz e di teologia morale Giovanni Antonio Cossu, cfr. A. GUZZONI DEGLI ANCARANI, *Alcune notizie sull'Università di Cagliari*, in appendice all'«Annuario della Regia Università di Cagliari per l'anno accademico 1897-1898», Cagliari, 1898, p. 39.

Tuttavia, all'indomani della laurea in giurisprudenza, Matteo Luigi appare impegnato ad approfondire i suoi studi e a coltivare i suoi interessi storico-giuridici. Nel 1784 pubblicò la dissertazione *De quaestionibus aut tormentis*, che aveva presentato per il dottorato in *utroque iure*. In essa il Simon affrontava il tema dell'uso e della validità della tortura quale strumento di indagine processuale nell'ambito del meccanismo di acquisizione delle prove: pur distinguendo tra uso e abuso della tortura, la dissertazione approdava a conclusioni che non si discostavano dal quadro della legislazione vigente e dalla cultura giuridica dominante in Sardegna e negli Stati di Terraferma. Dalla tesi traspaiono però non soltanto lo spirito umanitario del giovane giurista algherese, appena ventitreenne, ma anche l'implicito intento «dissimulatorio» dell'autore che non mancava di allegare gli argomenti contrari alla pratica della tortura, né di elencare tutti i casi in cui la liceità del ricorso ad essa doveva essere rigorosamente respinta, né infine di sottolineare la delicatezza del tema propostogli soprattutto in tempi come quelli, «humanitate et bona philosophia celebratis»[26].

Nel marzo del 1787 Matteo Luigi elaborava una dissertazione per l'aggregazione al collegio di giurisprudenza dell'Università di Cagliari, il cui testo, forse ampiamente rimaneggiato, sarebbe stato pubblicato tre anni dopo, grazie all'interessamento del fratello Domenico, nella Tipografia patria di Vercelli col titolo *De origine immunitatis ecclesiarum dissertatio historico-critica* [27]. La dissertazione, un lavoro più maturo e sicuramente più elaborato della tesi di laurea sulla tortura, esponeva la nascita del diritto d'asilo presso i popoli antichi e

---

[26] Cfr. M.A. Simonius, *De quaestionibus aut tormentis dissertatio pubblicae habita in Regia Calaritana Academia anno 1784*, s.l., p. 4. Cfr. a questo proposito le acute e penetranti osservazioni di I. Birocchi, *Dottrine e diritto penale in Sardegna nel primo Ottocento. Il trattato «Dei delitti, Delle pene» di Domenico Fois*, Cagliari, 1988, pp. 5-10, ristampato col titolo *Considerazioni sulla legislazione e la dottrina* (la «Leopoldina», X), a cura di L. Berlinguer e F. Colao, Milano, 1990, pp. 305 e seguenti. Cfr. anche M. Da Passano, *Riformismo senza riforme: i Savoia e il diritto penale sardo nel Settecento*, in *Studi in memoria di Giovanni Tarello*, I, *Saggi storici*, Milano, 1990, pp. 209-235. Non trova un riscontro testuale la tesi di F. Cherchi Paba, *Don Michele Obino e i moti antifeudali lussurgesi (1796-1803)*, Cagliari, 1969, p. 95, secondo il quale Matteo Luigi prese «a trattare la questione della tortura, seguendo i principi del Verri». Cfr. inoltre F. Loddo Canepa, *I giuristi sardi del secolo XIX*, Cagliari, 1938, p. 41 e C. Sole, *Gli Stamenti e la crisi rivoluzionaria sarda della fine del XVII secolo*, in *Liber memorialis Antonio Era*, Bruxelles, 1963, p. 188.

[27] Il volumetto, ancora fresco di stampa, veniva donato da Domenico al ministro Corte di Bonvicino che con una lettera del 20 giugno 1787 si congratulava col giovane giurista algherese (AST, Corte, *Paesi, Sardegna, corrispondenza coi particolari sardi*, serie C, vol. 23, lettera del 20 giugno 1787). Sul Corte di Bonvicino cfr. G. Ricuperati, *Gli strumenti dell'assolutismo sabaudo: Segreterie di Stato e Consiglio delle finanze nel XVIII secolo*, in *Dal trono all'albero della libertà...* cit., I, p. 61.

analizzava la natura giuridica dell'istituto alla luce del Vecchio e del Nuovo Testamento, dei concili, delle opere dei padri della Chiesa, del diritto canonico e di quello germanico. Il lungo excursus storico, denso di richiami eruditi, indicava nella linea concordataria la soluzione dei molti problemi connessi all'applicazione del diritto d'asilo. Si trattava di una tematica che in Piemonte e in Sardegna aveva avuto una grande importanza sia durante l'aspra controversia giurisdizionalistica del regno di Vittorio Amedeo II, sia negli anni del governo del ministro Bogino. Non a caso l'opera, dedicata a Giovanni Antonio Cossu, protettore ed estimatore dei Simon, si concludeva con una densa nota che metteva in evidenza i limiti posti al diritto d'asilo dal breve di Clemente XIII del 21 marzo 1759 e dai nuovi rapporti tra Stato e Chiesa che esso aveva inaugurato nel Regno di Sardegna [28].

Dopo un anno di apprendistato nella professione forense presso l'ufficio dell'avvocato dei poveri e quattro di collaborazione volontaria in qualità di applicato presso l'Intendenza generale, il 3 febbraio 1789 Matteo Luigi veniva nominato sostituto soprannumerario dell'avvocato fiscale patrimoniale. Un mese prima il conte Ugo Vincenzo Botton di Castellamonte, intendente generale dal 1788, lo aveva proposto per l'ufficio di viceintendente, ma il concorso era stato vinto per anzianità dall'avvocato cagliaritano Luigi Pani [29].

In questi anni, anche per gli uffici che via via ricopre, Matteo Luigi è chia-

---

[28] Nella dedica al Cossu il Simon respingeva le tesi di coloro che avevano dipinto la Sardegna come una terra immersa nell'ignoranza. Fra questi spiccava Giacomo Giona Bjoernstaehl, svedese, professore di filosofia nell'Università di Uppsala, che in una lettera inviata nel 1773 al signor Giorwell, bibliotecario a Stoccolma, descriveva l'«ignoranza, barbaria e sporchi costumi degli abitanti» dell'isola: G.G. BJOERNSTAEHL, *Lettere de' suoi viaggi stranieri scritte al signor Giorwell*, IV, Poschiavo, 1786. L'anno dopo veniva edita presso la Tipografia patria di Vercelli una dura risposta alle affermazioni del filosofo svedese con la raccolta di diverse lettere di simbolici personaggi sardi, curata da SARDOFILO ARBOREO, *Lettere famigliari scritte in Sardegna sulla lettera di Giacomo Giona Bjoernstaehl*, Vercelli, 1787. L'opera è stata attribuita a Matteo Madao, cfr. R. CIASCA, *Bibliografia sarda* , IV, Roma, 1934, n. 16168, forse in base ad una errata lettura di P. MARTINI, *Biografia...* cit., II, p. 275. Le *Lettere famigliari* ricondurrebbero invece all'ambiente dei Simon e al Vernazza, come farebbe supporre la pubblicazione presso la Tipografia patria di Vercelli, a cui si rivolgeva spesso Domenico Simon — cfr. anche *Segno di amicizia di D.D.S. al signor Bonaventura Porro nel suo ritorno dalla Reale Stamperia di Cagliari a quella di Torino*, Vercelli, 1781 — e come confermerebbe la presenza tra le carte Simon della trascrizione manoscritta della lettera del viaggiatore svedese, datata Chambéry, 22 settembre 1773: BCA, ms. 41/1.

[29] AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Materie Politiche, Carte relative ai dispacci giuridici 1793-1795*, mazzo 2, «Riflessi del giudice Angioy» (Cagliari, 16 marzo 1795), «Riflessi del giudice Pau» (Cagliari, 18 marzo 1795).

mato ad affrontare e ad approfondire con studi, pareri e diverse memorie una serie di questioni giuridiche, economiche e tributarie relative ai diritti di immagazzinamento dei grani nelle città, ai privilegi dei consoli francesi, al taglio dei boschi, alle cause del contrabbando, alle controversie feudali, al progettato servizio di posta tra i villaggi di Bono e Nuoro, all'arruolamento degli «inquisiti» nel reggimento di Sardegna, alla situazione delle carceri, alla pesca dei coralli [30]. All'interno di questa vasta e disparata produzione si segnala uno *Scritto sulle decime di Sardegna*, redatto al fine di verificare l'origine e il fondamento dell'istituto negli ordimenti del Regno, nel quale il Simon argomenta, sulla base di una articolata documentazione costituita da fonti edite e inedite, la tesi della presenza delle decime sacramentali nell'isola assai prima della conquista aragonese del XIV secolo [31].

Matteo Luigi si rivela in questi anni non soltanto un valido magistrato seriamente impegnato nel suo ufficio, ma anche un attento osservatore delle vicende politiche del Regno: il suo *Giornale storico di Cagliari*, un'opera che ha lasciato inedita, si presenta come una penetrante cronaca degli avvenimenti e della vita pubblica della capitale nei mesi cruciali segnati dalla minaccia dell'invasione francese (29 dicembre 1792 - 19 aprile 1793). Il Simon si dimostra uno scrittore efficace e il suo stile asciutto ed essenziale offre un vivo quadro degli eventi e del drammatico clima di quei mesi [32].

Conclusasi, nel maggio del 1793, la fase più critica del tentativo d'invasione francese, Matteo Luigi intraprese un lungo viaggio che lo avrebbe portato ad attraversare l'Italia centro-settentrionale e a soggiornare, tra l'altro, a Milano,

---

[30] ASGA, busta T, fasc. n. 546, M.L. SIMON, *Miscellanea di scritti e pareri*; busta S, fasc. n. 512, *Sommari di cause civili (1783-1784)*; fasc. n. 513, *Sommari di cause civili (1777-1784)*; busta R, fasc. n. 472, *Sommari di cause civili (1784-1791)*.

[31] ASGA, busta T., fasc. n. 546, M.L. SIMON, *Scritto sulle decime di Sardegna*. Di Matteo Luigi sono ancora diversi appunti, ad uso privato, di diritto e procedura civile e penale, che confermano il rigore e la meticolosità dei suoi studi giuridici. Cfr. BCA, ms. 41/3, M.L. SIMON, *Promptuarium iudicum et advocatorum fere circa omnia quae in utroque foro tam in civilibus quam in criminalibus emergunt*. Per un mero errore materiale si è attribuita al Simon (cfr. A. MATTONE, *Istituzioni e riforme nella Sardegna del Settecento*, in *Dal trono all'albero della libertà*... cit., I, pp. 403-404) una memoria del 20 settembre 1791 (BCA, ms. 48, VI, *Riflessi sull'attuale stato dell'amministrazione di giustizia in Sardegna*) che risulta invece redatta dal magistrato Giovanni Lavagna, cugino del Simon, sostituto sovrannumerario dell'avvocato fiscale regio. Una biografia del Lavagna (1761-1838) è in C. SOLE, *Le «Carte Lavagna» e l'esilio di casa Savoia in Sardegna*, Milano, 1970, pp. 6-7.

[32] Il *Giornale storico di Cagliari concernente le cose occorse in detta città specialmente al tempo della guerra dei Francesi contro la suddetta Isola*, conservato nell'Archivio Simon Guillot, è stato pubblicato con un titolo improprio e fuorviante: M.L. SIMON, *Il bombardamento di Cagliari*, a cura di A. Flore e con un saggio bibliografico di G. Perantoni Satta, Cagliari, 1964, pp. 28-29.

a Firenze e a Roma. Non sono del tutto chiare le ragioni del viaggio, autorizzato sulla base di «medici attestati» dal viceré Balbiano [33]. Il Simon infatti lasciò l'isola nell'agosto del 1793, insieme al fratello maggiore, mentre si apriva un nuovo corso nella vita politica del Regno, caratterizzato dalla mobilitazione degli Stamenti, nelle cui riunioni Domenico aveva assunto un ruolo da protagonista. E fu forse nel 1793-1794 che Matteo Luigi compose *Il vero mentore*, uno zibaldone di pensieri, di curiosità, di notizie e di considerazioni morali, destinato a rimanere inedito [34].

Il viaggio nella penisola, prolungatosi sino all'autunno del 1794, costituì un momento importante nella formazione culturale e politica del magistrato sardo che ebbe così occasione di conoscere realtà diverse, segnate dalle grandi esperienze riformatrici toscane e lombarde, e di cogliere le paure e gli entusiasimi suscitati dalle «nuove di Francia».

Risale forse a questi anni il primo approccio del Simon con il giansenismo. Un viaggio compiuto da Milano a Ravenna in compagnia del monaco camaldolese Angelo Maggi, noto giansenista, non passò inosservato alla polizia pontificia. Nella primavera del 1794, quando il Simon si trovava a Roma, il segretario di Stato, cardinale Zelada, emanò un ordine di cattura nei suoi confronti. Avvertito in tempo forse dal conte Damiano Priocca, ambasciatore sabaudo presso la Santa Sede, Matteo Luigi fu costretto ad abbandonare precipitosamente Roma e a ritornare a Firenze. Il Simon protestò energicamente presso il governo di Torino e presso la Segreteria di Stato pontificia: con una lettera del 31 gennaio 1795 l'ambasciatore piemontese a Roma spiegherà a Matteo Luigi, ormai in Sardegna, che si era «equivocato nella persona e si era perciò dimandato l'arresto dell'una in iscambio dell'altra» [35].

L'esperienza del viaggio e la permanenza fuori dall'isola costituiscono nella formazione di Domenico, Matteo Luigi e Gian Francesco un tratto comune che segna le loro personalità aperte a scambi e confronti esterni, e disponibili a sperimentarsi su nuovi e più vasti orizzonti.

La maturazione culturale e le prime esperienze letterarie e storiche di Gian Francesco hanno molti punti di contatto con quelle dei suoi fratelli maggiori.

---

[33] AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Corrispondenza con i particolari sardi*, serie C., vol. 24. Una lettera dell'11 settembre 1793 conferma che Matteo Luigi Simon era a Voghera per un periodo di cure.

[34] ASGA, fasc. n. 624/25, M.L. Simon, *Il vero mentore di ogni classe di persone ossia nuovo metodo imaginato e disposto da un filantropo per rendere virtuoso ed erudito il suo simile.*

[35] P. Tola, *Dizionario...* cit., III, pp. 192-193.

Studente presso il Collegio dei nobili di Cagliari (1778-1784) si rivela un precoce compositore di sonetti e di versi celebrativi [36]. Il 27 dicembre 1782 il giovane algherese «ardiva» scrivere a Giuseppe Vernazza per sottoporgli un curioso problema ortografico: se fosse giusto stampare le parole che al singolare finivano in *io*, con la *j* lunga o piuttosto, com'egli sosteneva, con la *i* semplice minuscola. La lettera è un piccolo capolavoro di arguzia; da essa traspare la sua passione di bibliofilo, con frequenti richiami alle edizioni del Porro e del Bodoni ed alle opere del Denina, del Cetti e dello stesso Vernazza [37]. Il barone piemontese non poteva non apprezzare l'elegante scrittura e la competenza tipografica del giovane studente sardo ed il 22 gennaio 1783 gli rispondeva, citando «a suo favore mille e mille edizioni d'ogni fatta» [38]. Intanto Gian Francesco lavorava all'edizione delle opere poetiche di Angelo Berlendis, professore di eloquenza nell'Università di Cagliari, poi prefetto del Collegio dei nobili: «Dopo una immensa fatica di otto mesi interi consacrati alla ricerca di queste poesie — scriveva al Vernazza il 20 marzo 1783 — ho potuto raccogliere tutte le edite [...], ma pure quelle che girarono un tempo manoscritte» [39]. L'edizione delle opere del Berlendis lo impegnerà sino al 1785, quando con la pubblicazione delle *Tragedie* (*San Saturnino* e *Sardi liberata*) vedrà la luce il terzo volume dell'opera [40].

Nell'aprile del 1784 Gian Francesco si laureava in teologia presso l'Università di Cagliari. In luglio, quando fu aggregato al collegio di filosofia ed arti dell'ateneo, presentò una dissertazione sull'origine delle fontane [41]. Intanto continuava a comporre versi occasionali [42]. Nell'autunno del 1783 aveva inviato al Vernazza una «raccoltina» poetica del cui carattere di circostanza stesso si dichiarava consapevole: «I sonetti *simoniani* — scriveva al suo corrispondente

---

[36] Biblioteca Comunale di Cagliari [d'ora in poi BCC], s.l. 3/32, G.F. Simon, *Nella professione dei sagri voti di suor Maria Rita Ripol de' Marchesi di Neoneli, e Conti di Tuili*, Cagliari, 1781 (foglio volante a stampa). Appartengono al periodo della frequenza del corso di arti alcuni sonetti manoscritti di argomento scientifico, come *La pluralità dei mondi*, *Le comete* e *La ragione* (ASGA, busta U, fasc. n. 550).

[37] BAST, *Simon Gian Francesco 23 lettere al barone Vernazza di Freney*, n. 14106, fasc. n. 878.

[38] BAST, n. 14108, fasc. n. 878, lettera del Simon in risposta al Vernazza del 7 marzo 1783.

[39] BAST, n. 14110, fasc. n. 878.

[40] Cfr. A. Berlendis, *Stanze sonetti e capitoli*, raccolte da D.G.F. Simon, Torino, 1784; *Liriche*, raccolte da D.G.F. Simon, Torino, 1784; *Tragedie*, pubblicate da D.G.F. Simon, Torino, 1785.

[41] G.F. Simon, *Epoche di mia vita...* cit.

[42] BAST, n. 14112, 14113, fasc. n. 878, lettera di G.F. Simon al Vernazza del 4 aprile 1783. Cfr. anche G.F. Simon, *Sonetto nella morte di sua maestà la regina di Sardegna donna Maria Antonia Ferdinanda di Borbone*, Cagliari, 1785.

piemontese — altra luce non hanno se non quella che ricevono dai sonetti *berlendiani* e dalle composizioni degli altri». Alla raccolta aveva unito un altro sonetto, «fatto può dirsi all'improvviso, per avermi dato — confessava l'autore — un sol quarto d'ora chi mel chiese»[43].

Ancora studente Gian Francesco mostrava una straordinaria inclinazione per gli studi storici: «Già Le ho detto altra volta scriveva al Vernazza il 2 maggio 1783 che lo studio a me più dilettevole è la storia, l'erudizione e la critica». Fin da quel tempo, infatti, progettava di «intraprendere un lavoro, scrivendo le memorie di parecchi uomini illustri nati in Sardegna, che se 'n giacciono negletti in dimenticanza de' posteri»[44]. Un'idea, questa delle *memorie* degli *uomini illustri nati in Sardegna*, che prenderà corpo soltanto una cinquantina d'anni dopo con la pubblicazione del *Dizionario biografico degli uomini illustri di Sardegna* (1837) di Pasquale Tola e della *Biografia sarda* (1837-1838) di Pietro Martini[45].

Come suo fratello Domenico, anche Gian Francesco si rendeva conto dei limiti e della fragilità della storiografia «patria» del suo tempo. Nel 1783, commentando la pubblicazione del libro del censore generale Giuseppe Cossu, *Della città di Sassari notizie compendiose sacre e profane*, esprimeva un giudizio severo: «Posso dirle francamente che a me non piace — scriveva al Vernazza il 14 ottobre —, e che niente ha incontrato, avendo anche mosso ad impazienza que' poco informati della storia del paese, forse per l'abbondanza delle frottole di cui sono ripiene queste notizie»[46]. Qui, tuttavia, la critica al volumetto del Cossu non esprime soltanto l'insofferenza del Simon nei confronti della superficialità del poligrafo versatile, ma rivela soprattutto il netto stacco, anche generazionale, tra gli intellettuali che si erano formati nei collegi «dai vecchi ordinamenti spagnoleschi» e quelli che invece avevano studiato nelle università

---

[43] BAST, n. 14122, fasc. n. 878.

[44] BAST, n. 14115-14116, fasc. n. 878.

[45] Nel 1784 (o 1785) Gian Francesco progettava una *Biblioteca di sardi scrittori che hanno stampato* (ASGA, busta V, fasc. n. 584) nella quale, in ordine alfabetico per autore, enumerava tutte le opere degli scrittori sardi, dall'antichità (Tigellio) e dai primi trattatisti cristiani (Eusebio, Ilario, Lucifero) sino ai suoi contemporanei. Gian Francesco individuava ben 211 «sardi scrittori». Il progetto venne accantonato e ripreso alla fine del primo decennio del XIX secolo con un *Prospetto di una Biblioteca Sarda* (ASGA, busta V, fasc. n. 584). Gian Francesco aveva anche predisposto un elenco di «opere di sardi autori che si desiderano» (ASGA, busta U, fasc. n. 575), con 32 titoli di libri di difficile reperimento, e di «tutti que' manoscritti di autori, o di cose sarde di cui si abbia notizia».

[46] BAST, n. 14123, fasc. n. 878.

«riformate», acquisendo gli strumenti di un moderno sapere critico, la sensibilità per un'indagine rigorosa e, nel campo storico, il gusto per l'analisi filologica delle fonti.

Nel 1784 Gian Francesco pubblicava a Cagliari presso la Reale Stamperia il suo primo studio storico, la *Serie degli arcivescovi d'Oristano*, apparso in un volumetto celebrativo per l'«ingresso» di Luigi Cusani di Sagliano nell'arcidiocesi oristanese [47]. L'autore non era del tutto soddisfatto di questa sua prova: «Dubito d'un felice esito — confidava al Vernazza — per la mancanza di monumenti, e più per la mia pochezza nel regno delle lettere» [48]. In realtà il Simon aveva iniziato ad elaborare un'opera sicuramente più ampia e articolata, rimasta incompiuta, sulla diocesi di Oristano e di Santa Giusta dal significativo titolo quasi un omaggio al celebre lavoro del Mattei di *Arborea sagra*: nella premessa, indirizzata al nuovo presule che proveniva da Vercelli, l'autore dichiarava di non volersi presentare «vestito di molli vezzi poetici», ma con l'omaggio di una «semplice compilazione delle notizie ecclesiastiche di questa insigne Metropoli». L'intento era quello di fornire al prelato piemontese un quadro di tipo annalistico, il più possibile esauriente, delle vicende storiche della diocesi: «E se talvolta — si scusava — ho pur aggiunto qualche critica osservazione perdonatelo all'amor mio patriottico» [49].

Nello stesso anno Gian Francesco curava la pubblicazione delle opere di un altro suo maestro, le *Orazioni sacre* del padre carmelitano Alberto Marchi, che, dopo aver compiuto gli studi a Siena ed esser stato lettore nei conventi di Rimini e di Sassari, nel 1770 era stato chiamato a ricoprire la cattedra di fisica sperimentale nell'ateneo cagliaritano [50]. Un dichiarato amor di patria («il patriottismo che m'anima e m'accende») era ancora una volta all'origine del

---

[47] Cfr. G.F. Simon, *Serie degli arcivescovi di Oristano cogli anni della loro creazione, estratta dalle memorie della chiesa di Santa Giusta di Oristano*, in *Nel primo ingresso alla sede archiepiscopale di Oristano di monsignor don Luigi Cusani. Monumento d'ossequio e di applauso*, Cagliari, 1784.

[48] BAST, n. 14128, fasc. n. 878, lettera del 23 (non è indicato il mese) 1784.

[49] ASGA, busta U, fasc. n. 553, G.F. Simon, *Arborea sagra o sia memorie ecclesiastiche d'Oristano e chiesa unita di S. Giusta* (1784). Il Simon utilizza diverse fonti tra cui i sinodi e soprattutto l'antico cartulario del XII-XIII secolo, detto *Condaghe di S. Maria di Bonarcado*, che gli consentì di individuare i primi vescovi di Santa Giusta. Il prezioso manoscritto conservato nella biblioteca Simon fu venduto nel 1936 dall'avv. Matteo Guillot alla Biblioteca Universitaria di Cagliari: cfr. *I Condaghi di S. Nicola di Trullas e di S. Maria di Bonarcado*, a cura di E. Besta e A. Solmi, Milano, 1937. Il Simon si ispira apertamente alla tradizione bollandista ed alle opere del Sigonio, dell'Ughelli, del Muratori e del Mattei.

[50] Cfr. P. Tola, *Dizionario...* cit., II, pp. 220-221; P. Martini, *Biografia sarda...* cit., II, pp. 293-301; G. Siotto Pintor, *Storia letteraria...* cit., III, pp. 314-317.

nuovo impegno editoriale, che lo spingeva, nonostante l'«infinita folla di panegirici che inondano tutta l'Italia anzi l'Europa», a presentare «al pubblico italiano un assortimento di panegirici fatti e predicati da un sardo in Sardegna, cioè a dire in una delle più grand'isole del Mediterraneo, giudicata ne' tempi addietro incolta e selvaggia, e in ogni genere di letteratura troppo meschina», ora, invece, «rifiorente mercé le paterne veglianti cure dell'augustissima Casa di Savoia» [51].

Il 24 febbraio 1786 veniva consacrato vescovo di Bosa il padre servita Giovanni Antonio Cossu, professore di teologia morale nell'ateneo cagliaritano e preside per nove anni del Collegio dei nobili, personaggio di notevole levatura intellettuale che aveva studiato a Firenze e si era distinto come predicatore del suo ordine in diverse città dell'Italia centro-settentrionale. Alla vigilia della riforma dell'Università di Cagliari era stato chiamato dal ministro Bogino a Torino dove, grazie alla protezione del filosofo Giacinto Sigismondo Gerdil, aveva potuto seguire un vero e proprio corso di perfezionamento col grande fisico Giambattista Beccaria. Nel 1764, nominato professore di fisica nell'ateneo cagliaritano, aveva allestito un gabinetto, «col corredo di macchine e d'instrumenti», sul modello di quello torinese, e aveva arricchito la biblioteca di testi specialistici richiesti, insieme ad «altri libri di buona filosofia morale», ad Antonio Genovesi [52].

Il solenne insediamento del nuovo vescovo nella diocesi rappresentò un'importante occasione per Gian Francesco, che ricevette l'incarico di tenere il panegirico ufficiale. Nell'orazione latina, recitata il 7 luglio 1786 nella cattedrale di Bosa, il giovane dottore in teologia ripercorreva le principali tappe dell'esperienza ecclesiastica e civile del Cossu, «gloria» della diocesi e dell'intera Sardegna. Con un discorso di forte impegno civile e di chiara ascendenza muratoriana, il Simon riaffermava il decisivo ruolo delle gerarchie ecclesiastiche nella realizzazione delle riforme promosse dal principe soprattutto nel campo dell'istruzione e del miglioramento dell'agricoltura [53].

Il 5 giugno 1784 Gian Francesco veniva ordinato sacerdote dall'arcivescovo

---

[51] A. MARCHI, *Orazioni sacre*, date in luce da don Gianfrancesco Simon, I, Cagliari, 1784, pp. XI e XIII.

[52] Cfr. F. VENTURI, *Gian Battista Vasco...* cit., p. 34. Sulla figura del Cossu cfr. P. TOLA, *Dizionario...* cit., I, pp. 238-240; P. MARTINI, *Biografia sarda...* cit., I, pp. 361-366, e dello stesso *Storia ecclesiastica di Sardegna*, III, Cagliari, 1841, pp. 183-184; G. SIOTTO PINTOR, *Storia letteraria...* cit., III, pp. 338-339, I. BIROCCHI, *Dottrine e diritto...* cit., pp. 21-22.

[53] G.F. SIMON, *Oratio de laudibus Joannis Antonii Cossu, Bosanensium antistitis*, Calari, 1786.

di Cagliari, Vittorio Filippo Melano di Portula [54]. Intanto continuava a farsi apprezzare come brillante e colto predicatore e come autore di eleganti orazioni [55]. Nel 1785 il vescovo Gioacchino Radicati lo nominava esaminatore sinodale della diocesi di Alghero [56]. Nel 1787 riceveva, su designazione di Vittorio Amedeo III, a soli ventisei anni, la bolla concistoriale che gli conferiva l'abbazia di San Michele di Salvenero e di Santa Maria di Cea, nel Capo di Sassari e di Logudoro, una delle tre abbazie secolari del Regno, il cui titolare era membro di diritto dello Stamento ecclesiastico del Parlamento sardo [57].

Risalgono a questi anni, oltre all'*Arborea sagra*, diversi progetti di ricerca nell'ambito della storia ecclesiastica dell'isola. Nel 1784 si proponeva di scrivere un'«istoria delle antiche abbazie e munisteri della Sardegna, corredata per maggiore illustrazione della materia d'un codice diplomatico ecclesiastico» [58]. Nel 1786 preannunciava una sua *Historia Bosanensis Ecclesiae* [59]. Su incarico dell'abate Gaetano Marini, uno dei «custodi» della Biblioteca Vaticana, lavorò inoltre ad una ricerca su «quei monumenti marmorei d'antichi cristiani, dalla pia credulità dei regnicoli creduti tutti martiri e sante, che si disotterrarono ai principi del secolo XVII» [60].

Questi lavori erano tuttavia destinati a restare allo stato di abbozzo o di semplice progetto. Anche Gian Francesco, come i due fratelli maggiori, intraprese un lungo viaggio che attraverso le principali città della penisola lo portò nella capitale sabauda, dove avrebbe soggiornato fino al 1794 [61]: «Après

---

[54] ASGA, busta U, fasc. n. 549.

[55] BCA, ms. 46/3, G.F. Simon, *Panegirico di San Saturnino cavaliere martire e protettore di Cagliari*. Nella BCA (mss. 46, 1-13) si conservano altri panegirici e prediche del Simon prevalentemente degli anni 1785-1787.

[56] Cfr. *Prima synodus diocesana Algariensis, ab illustrissimo, et reverendissimo domino don fra Joachino Radicati celebrata*, Sassari, 1786, p. 236. Tuttavia Gian Francesco non partecipò al sinodo, che si celebrò ad Alghero il 5-7 dicembre 1785.

[57] Il 26 ottobre 1787 Gian Francesco scriveva al Vernazza per partecipargli «la real grazia», che aveva «ultimamente ricevuto dalla maestà sovrana» (BAST, n. 14137, fasc. n. 878).

[58] G.F. Simon, *Arborea sagra...* cit.

[59] Cfr. G.F. Simon, *Oratio de laudibus...* cit., p. 5.

[60] ASGA, busta U, fasc. n. 557.

[61] Nel dicembre del 1787 Gian Francesco si era trasferito da Cagliari ad Alghero, da dove partì, nell'aprile del 1789, alla volta di Livorno. Attraverso la via Cassia, Siena e Viterbo, giunse a Roma alla metà di aprile e vi soggiornò sino al 17 giugno. A Roma fu affiliato all'Arcadia. Da Civitavecchia si imbarcò su un pinco genovese diretto a Savona, dove arrivò il 20 giugno. Dalla città ligure partì per Torino, dove arrivò il 25 giugno, passando per Mondovì, Fossano e Racconigi. (ASGA, busta U, fasc. n. 549, *Luoghi principali d'Italia veduti nel primo viaggio del 1789 dall'abate di Salvenero don Gian Francesco Simon*).

avoir fait les cours de littérature sacrée et profane, de philosophie, de théologie, de droit publique et ecclésiastique — scriverà Gian Francesco in una sua nota biografica —, j'ai tout l'empressement de m'instruir d'avantage pour être util a moi-meme et à mes semblables. C'est pour ça que ma famille se determina a me faire voyager en Italie, et précisément a Rome et a Turin, ou j'y demeurai longtemps, jouissant de la protection et de la estime des supérieurs et des çavants» [62].

Le esperienze, le letture, i contatti con le personalità più eminenti della cultura subalpina, la frequentazione di accademie e di salotti letterari, di cui fu ricco il lungo soggiorno torinese, portarono a definitiva maturazione la personalità e il gusto dell'abate di Salvenero [63].

Nella capitale sabauda Gian Francesco si giovò dell'autorevole protezione del Gerdil, da poco nominato cardinale, che fu colpito dalla «piacevolezza dei suoi modi» e dalla «dottrina con cui abbelliva i suoi discorsi» e lo raccomandò caldamente all'entourage ministeriale di Vittorio Amedeo III [64]. L'altro grande protettore del Simon fu l'arcivescovo di Torino, il cardinale Vittorio Gaetano Costa di Arignano [65], che svolse un ruolo decisivo nella maturazione dell'abate algherese, contribuendo ad allargare gli orizzonti dei suoi studi verso «lavori più universali e più utili» [66].

I risultati di queste influenti opere di promozione non tardarono a venire. Dietro proposta del governo sabaudo, nel 1789, Pio VI gli conferì il titolo di protonotario apostolico; nel gennaio 1793 fu nominato preside del Collegio dei nobili di Cagliari e nell'aprile, infine, consultore canonista di Vittorio Amedeo III. Poeta, letterato, erudito, conversatore piacevole e oratore affascinante,

---

[62] J.F. SIMON, *Notice abregée...* cit.

[63] Il 21 maggio 1788, grazie all'interessamento del Vernazza, era stato eletto socio dell'Accademia di Filosofia e Belle Lettere di Fossano, presieduta dall'abate Giuseppe Muratori, i cui membri godevano della prerogativa di essere considerati corrispondenti della Reale Accademia delle Scienze di Torino. Cfr. ASGA, busta U, fasc. n. 549.

[64] Cfr. P. TOLA, *Dizionario...* cit., III, p. 199. A raccomandare al Gerdil il giovane abate fu probabilmente il vescovo Giovanni Antonio Cossu. Sulla figura del filosofo barnabita, oltre al vecchio studio di G. ALLIEVO, *Giacinto Sigismondo Gerdil educatore e pedagogista*, Torino, 1897, cfr. i lavori di A. LANTRUA, *Gerdil*, Brescia, 1946 e *Giacinto Sigismondo Gerdil filosofo e pedagogista nel pensiero italiano del XVIII secolo*, Padova, 1952. Cfr. inoltre G. RICUPERATI, *Ludovico Antonio Muratori e il Piemonte*, ora in *I volti della pubblica felicità. Storiografia e politica nel Piemonte settecentesco*, Torino, 1989, pp. 143-144.

[65] Sulla complessa personalità dell'arcivescovo di Torino cfr. O. FAVARO, *Costa di Arignano, Vittorio Gaetano*, in *Dizionario biografico degli italiani*, XXX, Roma, 1984, pp. 253-257.

[66] BUC, *Miscellanea Baille*, ms. 81/815, lettera inviata da Firenze il 21 novembre 1797.

tipico abate settecentesco, Gian Francesco Simon era comunque un uomo che non poteva passare inosservato.

Nell'estate del 1793 inviava da Torino al viceré Balbiano una dettagliata relazione con la quale faceva il punto della situazione del Collegio ed avanzava una serie di proposte per rilanciarne l'attività [67]. Il nuovo regolamento a cui l'abate aveva lavorato «prendendo i lumi principali dai più distinti collegii d'Italia [...] e al tempo stesso adattando ogni cosa alle circostanze del regno, e all'indole de' regnicoli», era ispirato ai modelli educativi piemontesi e agli «ideali di una saggia e culta educazione» [68]. A proposito dei corsi di geografia, di storia e di cronologia, il regolamento raccomandava un'attenzione particolare a «tutto ciò che può riguardare la storia civile, politica, ed ecclesiastica del Regno» [69].

In Piemonte, nel settembre del 1793, Gian Francesco veniva raggiunto dal fratello Domenico, membro della deputazione degli Stamenti incaricata di sottoporre al sovrano le cosiddette «cinque domande». In dicembre l'abate progettava di rientrare a Cagliari per assumere la presidenza del Collegio, ma il viaggio venne ancora rimandato sino all'estate dell'anno successivo [70]. Partì alla volta di Cagliari il 2 settembre 1794 in compagnia di due protagonisti delle vicende politiche degli anni seguenti: il viceré, Filippo Vivalda, e il generale delle armi Gavino Paliaccio, marchese della Planargia [71]. La notorietà dei Simon in Piemonte veniva intanto confermata dal lusinghiero parere espresso proprio in quell'anno da Carlo Denina nelle sue *Considérations d'un italien sur*

---

[67] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 852. Alla relazione di Simon, datata Torino 10 luglio 1793, è allegato uno «stato delle spese e redditi attuali del Collegio» conservato con altri documenti in ASGA, busta R., fasc. n. 480 e n. 482.

[68] In ASGA, busta R., fasc. n. 481, si conserva la minuta del «Regolamento del regio Collegio Cagliaritano». Nello stesso fondo figura anche l'opuscolo del *Regolamento del reale Collegio de' Nobili di Torino*, Torino, 1791. Sul modello educativo sabaudo cfr. M. ROGGERO, *Il sapere e la virtù. Stato, università e professioni nel Piemonte tra Settecento ed Ottocento*, Torino, 1987, a cui si rinvia anche per l'ampia bibliografia.

[69] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 852, «Regolamento del reale Collegio Cagliaritano» (1793). Cfr. inoltre ASGA, busta U, fasc. n. 552, G.F. SIMON, *Appunti di galateo*, lezioni «mondane» rivolte ai giovani nobili collegiali sulle buone maniere e sulle relazioni sociali.

[70] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1686, lettera datata Torino, 11 dicembre 1793. Secondo la già richiamata lettera anonima della fine del 1793 Gianfrancesco si tratteneva a Torino «per servire di ministro al fratello, per eseguire i disegni iniqui della sua deputazione, e per brigare insieme a lui, e malignare gli onesti uomini» (AST, *Corte, Paesi, Sardegna, Materie Politiche, Carte relative ai dispacci* 1791-1793, mazzo 1).

[71] Cfr. G.F. SIMON, *Luoghi principali d'Italia...* cit.

l'Italie, un libro che suscitò numerose polemiche per i controversi giudizi che esprimeva sui letterati del tempo [72].

A Cagliari GianFrancesco si insediava alla presidenza del Collegio dei nobili. Giuseppe Manno, che nel 1795 ne divenne convittore, raccontò ne *Il giornale di un collegiale* il primo incontro, «in sul pianerottolo della scala», con il preside suo concittadino, attorniato da una turba di «giovinetti che gli bulica dappresso»: «Erasi egli fermato — scrive lo storico algherese — a contemplarmi e ad accogliermi, circondato da tre cagnetti che romoreggiavano contro di me con quanti latrati aveano in gola, nel mentre che io osava [...] fissare un istante gli occhi su quella bruna e scarna faccia di lui, illustrata da due grossi occhiali, e contratta da un movimento muscolare che gli è proprio allorché presta attenzione a qualche cosa» [73].

2. Il 28 gennaio 1793, a pochi mesi dalla fulminea occupazione del ducato di Savoia e della contea di Nizza, la città di Cagliari veniva duramente cannoneggiata da una squadra navale francese comandata dal contrammiraglio Laurent-Jean François Truguet. Fin dall'8 gennaio le truppe repubblicane avevano conquistato l'isola di San Pietro, presso le coste sud-occidentali della Sardegna, e nel villaggio di Carloforte avevano innalzato l'albero della libertà. Il tentativo di invasione era paventato da mesi e i parroci, secondo un cronista del tempo, spiegavano alle popolazioni che i francesi venivano in Sardegna «per distruggere la religione, saccheggiare il paese, violare le donne e portar via la gioventù» [74].

---

[72] Il Denina dedicava un cenno «à deux gentilshommes sardes, mrs. de Simon, également zélés pour le lieu et la gloire de leur patrie» (C. DENINA, *Considérations d'un italien sur l'Italie: guide littéraire pour différents voyages*, Berlin, 1794, p. 71).

[73] G. MANNO, *Il giornale di un collegiale*, Torino, 1839, p. 13.

[74] T. NAPOLI, *Relazione sulla flotta francese e la Sardegna nel 1793*, a cura di P. MELONI SATTA, Cagliari, 1893, p. 5 (si tratta di una relazione scritta nel 1793-1794, conservata in BUC, ms. 161). Tra le altre cronache del tempo cfr. soprattutto M. PUGIONI, *Memorie storiche della spedizione della gran flotta francese contro l'isola di Sardegna, dell'invasione della città capitale e delle isole intermedie*, Bologna, 1793. Fra le testimonianze dei protagonisti si segnala l'intensa narrazione di V. SULIS, *Autobiografia*, a cura di F. ALZIATOR, Cagliari, 1964, pp. 66-101.

La bibliografia sulla spedizione francese in Sardegna è molto vasta ed è in parte riportata in G. PERANTONI SATTA, *Saggio bibliografico sulla fallita invasione della Sardegna da parte dei francesi*, in appendice a M.L. SIMON, *Il bombardamento...* cit., pp. 155-175. Fra gli studi più recenti cfr. C. SOLE, *Echi della spedizione franco-corsa del 1793* e *La Sardegna nelle mire di conquista della Francia rivoluzionaria (1792-1793)*, entrambi in «Studi sassaresi», serie II, XXV (1953), pp. 146-154, XXVI (1956), pp. 92-161; G. SOTGIU, *Alcune conseguenze politiche dell'attacco francese alla Sardegna nel 1792-1793*, in «Annali della Facoltà di Lettere e Filosofia e Magistero dell'Università di Cagliari», XXIII (1970); J. DEFRANCESCHI, *La Corse française (30 novembre 1789-15 Juin 1794)*,

Il 16 febbraio gli invasori, che nei giorni precedenti erano riusciti a sbarcare sulle coste vicine alla capitale, furono messi in fuga dalle truppe miliziane sarde comandate dalla nobiltà locale. E alla fine del mese, dopo che anche il corpo di spedizione comandato da Napoleone Bonaparte era stato respinto di fronte all'isola della Maddalena, il tentativo d'invasione francese poteva dirsi definitivamente fallito: con esso era andato a monte anche il progetto di instaurare un governo repubblicano e di estendere alla Sardegna le conquiste della Rivoluzione. «La Repubblica Francese — recitava il proclama lanciato dal Truguet — riconosce la sovranità del Popolo Sardo, e gli offre libertà, uguaglianza, soccorso e pace»[75]. Al seguito delle armate era giunto dalla vicina Corsica anche Filippo Buonarroti che, ispirandosi alla *Costituzione per la Corsica* di Jean Jacques Rousseau, proporrà una sua costituzione per l'«isola della libertà», intitolata *Code de la nature* [76].

In realtà il governo viceregio si era rivelato pavido ed imbelle. Un'ampia mobilitazione aveva permesso il reclutamento di uomini nelle campagne e la raccolta di denaro, derrate alimentari, ori e argenti per il sostentamento delle truppe «nazionali». Ad Alghero il vescovo e i cittadini più facoltosi offrirono grano, carne, vino, argenti e «don Bartolomeo Simon» mise a disposizione «tutte le sue vacche», 2.913 quartari di vino (circa 14.500 litri) e 25 quartari (circa 125 litri) di acquavite [77].

Paris, 1980, pp. 103-126; C. SOLE, *La Sardegna e la Rivoluzione Francese. Note e riflessioni sulla disfatta della flotta francese davanti a Cagliari nel febbraio 1793*, in «Quaderni bolotanesi», n. 17, 1991, pp. 393-407; *1793: i franco-corsi sbarcano in Sardegna*, a cura di F. FRANCIONI, Cagliari, 1993. Sugli interessi militari ed economici della Francia e sul ruolo politico-diplomatico svolto dai consoli francesi a Cagliari cfr. I. CALIA, *Francia e Sardegna nel Settecento. Economia, politica, cultura*, Milano, 1993, pp. 39-41, 211-228.

[75] AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Materie Politiche*, cat. 2, mazzo 13.

[76] Cfr. A. SAITTA, *Filippo Buonarroti. Contributo alla storia della sua vita e del suo pensiero*, I, Roma, 1972², pp. 9-10; J. GODECHOT, *La Grande Nazione. L'espansione rivoluzionaria della Francia nel mondo*, Bari, 1962 (I^a^ ediz. Paris, 1956), p. 289. Cfr. J.J. ROUSSEAU, *Progetto di costituzione per la Corsica,* in *Scritti politici*, a cura di M. GARIN, III, Bari, 1971, pp. 115 sgg. e *Il contratto sociale*, a cura di V. GERRATANA, Torino, 1971, p. 70. Sull'esperienza di Buonarroti a Carloforte cfr. anche C. SOLE, *Progetti di costituzione repubblicana in Sardegna agli albori del Risorgimento*, in *La Sardegna nel Risorgimento*, Sassari, 1962, pp. 168-169; L. DEL PIANO, *Filippo Buonarroti e la Sardegna*, in «Ichnusa», VII (1959), n. 32, pp. 65-66.

[77] ASC, *Atti governativi ed amministrativi*, vol. 8, n. 546, «Conto definitivo reso a sua eccellenza dal governatore d'Alghero del denaro esatto dalle volontarie oblazioni» (Alghero, 4 novembre 1793). Cfr. anche A. BERNARDINO, *La finanza sabauda in Sardegna, II, (1741-1847)*, Torino, 1924, pp. 136-137. Il numero delle vacche attribuito al Simon, «circa mille», appare sproporzionato, se si considera che negli ultimi decenni del secolo l'intero patrimonio bovino algherese non superava i 6.000 capi (cfr. J. DAY, *Uomini e terre nella Sardegna coloniale XII-XVIII secolo*, Torino, 1987, p. 238).

In effetti impegnati in prima fila nella mobilitazione antifrancese risultano non soltanto i rappresentanti delle feudalità isolana (come il marchese di Laconi, il marchese di Neoneli, il visconte di Flumini), ma anche gli esponenti più dinamici di quei ceti emergenti (avvocati, notai, magistrati, proprietari terrieri, mercanti) che saranno i più tenaci fautori delle rivendicazioni della «Sarda Nazione» nei confronti del governo di Torino fino ad apparire come pericolosi elementi «giacobini» e filofrancesi [78].

Paradossalmente il «patriottismo» che caratterizza tutto lo svolgimento della cosiddetta crisi di fine secolo maturò ed esplose proprio nel fuoco della mobilitazione contro la «gallica» armata rivoluzionaria [79]. Le prime fratture tra lo Stamento militare e il governo viceregio cominciarono a profilarsi durante le stesse operazioni di difesa che registrarono subito un diffuso inasprimento dei rapporti tra i sardi e i piemontesi [80].

Sotto questo profilo le vicende politico-militari del 1793 segnarono una svolta profonda le cui premesse vanno tuttavia ricercate nelle tensioni accumulatesi nel corso del regno di Vittorio Amedeo III, quando iniziò ad affievolirsi l'impulso riformatore che aveva caratterizzato la Segreteria di Stato del ministro Bogino e che aveva messo in moto vasti settori della società sarda. Mentre gli atenei riformati andavano licenziando nuove generazioni di intellettuali educate ai valori della «pubblica felicità» e animate da un rinnovato «spirito di servizio» per la monarchia, la politica sabauda verso la

---

[78] Gli esempi potrebbero essere numerosi. Valga per tutti il caso di Antonio Francesco Serralutzu, cavaliere del villaggio di Cuglieri, che lo Stamento militare aveva nominato «commissario» per quel contado, incaricato d'«invigilare sovra la minacciante gallica invasione» e che una denuncia anonima del 22 gennaio 1793 — risalente cioè alla vigilia del bombardamento di Cagliari — dipingeva come il capo di «un glub di giacobini traditori della patria, ribelli a Dio, ed infedeli al loro Re» (ACC, *Fondo Aymerich, Stamento militare*, busta 14, fasc. A). Cfr. a questo proposito anche F. FRANCIONI, *Documenti inediti sulla Rivoluzione francese e la Sardegna*, in «Quaderni Bolotanesi», n. 15, 1989, pp. 175-185.

[79] Illuminanti spunti di riflessione sulla genesi e le caratteristiche del «patriottismo» settecentesco vengono dalle pagine di F. VENTURI, *Settecento riformatore, IV, La caduta dell'Antico Regime (1776-1780)*, 2, *Il patriottismo repubblicano e gli imperi dell'Est*, e V, *L'Italia dei lumi (1764-1790)*, 1, *La rivoluzione di Corsica. Le grandi carestie degli anni Sessanta. La Lombardia delle riforme*, Torino, 1984-1987.

[80] Il mancato riconoscimento del contributo delle truppe miliziane alla vittoria antifrancese e l'encomio tributato invece dal governativo «Gazzettino ebdomadario di Sardegna» ad «alcuni piemontesi che nissuna parte ebbero nei fatti d'arme servirono — come notava Matteo Luigi Simon — ad inasprire quelle milizie nazionali contro dei piemontesi peggio che mai» (M.L. SIMON, *Il bombardamento...* cit., pp. 138-139).

Sardegna aveva ripiegato su schemi di ordinaria amministrazione, lasciando che il governo viceregio apparisse sempre più chiuso e autocratico. Di qui il malessere dei gruppi dirigenti locali e l'inquietudine dei ceti intellettuali che nel confronto con le grandi correnti ideali dell'Europa settecentesca e nello studio della storia e del diritto «patrio» ricercavano una propria identità culturale, al tempo stesso rivendicando un adeguato inserimento nelle magistrature e negli uffici del Regno [81]. «Ai nazionali erano lasciati alcuni impieghi di minor conto, e di minor provento — avrebbero denunciato nel 1794 i rappresentanti degli Stamenti —, per cui languivano nella oscurità, e nella inazione molti rari talenti, dei quali abbonda la Sardegna a giudizio di persone estere illuminate e senza passione, non giovando punto il trovarsi stabilite nel Regno due Università di Studi» [82].

Il percorso politico-civile dei Simon esprime assai bene il profondo mutamento di posizioni che coinvolse ampi settori dei gruppi dirigenti sardi. Nell'arco di pochi anni tutti gli esponenti della famiglia algherese furono sospinti da posizioni filogovernative (e quasi «cortigiane») verso un aperto e lacerante conflitto con i rappresentanti dell'autorità regia a Cagliari e a Torino. Eppure la famiglia Simon era quasi il simbolo di quella profonda integrazione nelle istituzioni culturali e di governo della monarchia sabauda che aveva accompagnato la formazione di una nuova nobiltà di servizio, segnando un'intera generazione di intellettuali sardi. I Simon, in fondo, avevano goduto di ampi favori e della protezione sovrana, e avevano inol-

---

[81] Su questo periodo cfr. le osservazioni ancora stimolanti di F. LODDO CANEPA, *La Sardegna dal 1478 al 1793*, II, *Gli anni 1720-1793*, a cura di G. OLLA REPETTO, Sassari, 1975, pp. 360 sgg. e *Il riformismo settecentesco nel Regnum Sardiniae*, in «Il Ponte», VII (1951), n. 9-10, pp. 1033-1044 e le opere generali di C. SOLE, *La Sardegna sabauda nel Settecento*, Sassari, 1984, pp. 163 sgg. e di G. SOTGIU, *Storia della Sardegna sabauda 1720-1847*, Roma-Bari, 1984, pp. 107 e seguenti. Sulla crisi del modello boginiano cfr. A. GIRGENTI, *La storia politica nell'età delle riforme*, in *Storia dei Sardi e della Sardegna*, IV, *L'Età contemporanea*, a cura di M. GUIDETTI, Milano, 1989, pp. 107 sgg.; A. MATTONE, *Istituzioni e riforme...* cit., pp. 411 sgg.; G. RICUPERATI, *Il riformismo sabaudo...* cit., pp. 67 e seguenti. Si assiste ora ad una rivalutazione del regno di Vittorio Amedeo III in Piemonte: cfr. a questo proposito V. FERRONE, *Tecnocrati militari e scienziati nel Piemonte dell'Antico Regime. Alle origini della Reale Accademia delle Scienze di Torino*, in «Rivista storica italiana», XCVI (1984), pp. 414 e seguenti. Un'utile e stimolante rassegna storiografica è quella di G. RICUPERATI, *L'image de Victor Amédée III et de son temps dans l'historiographie: attentes, velléités, réformes et crise de l'Ancien Régime,* in *Bâtir une ville au siècle des lumières. Carouge: modèles et réalités*, Torino, 1986, pp. 15-32.

[82] *Manifesto giustificativo della emozione popolare accaduta in Cagliari il dì XXVIII aprile MDCCXCIV*, Cagliari s.d. (ma 1794), p. 5.

tre ottenuto cariche pubbliche e benefici ecclesiastici, che suscitavano l'invidia dei molti detrattori: «Non vi è in tutta la Sardegna famiglia che sia stata tanto beneficata da sua maestà — sosteneva una lettera anonima dell'autunno del 1793 —, tuttoché lungi d'aver de' meriti non v'è l'uguale, che abbia così in ogni tempo demeritato; il padre [...] eccita un tumulto in Alghero; i figli in Cagliari lo procurano in tutto il Regno con insinuare agli Stamenti massime contrarie al governo, e progetti di novità, e di riforma poco proficua al bene pubblico, ed al reale servizio, e proporre dimande stravolte, ed insensate»[83].

In realtà il Novantatré segnò una drammatica svolta anche nelle vicende individuali e familiari dei Simon. Gli eventi e le «emozioni» che presero avvio dalla fallita invasione francese finirono per travolgere le vite e le carriere di Domenico, di Matteo Luigi, di Gian Francesco, del padre Bartolomeo e del canonico Gian Battista.

Fin dall'inizio del 1793 Matteo Luigi si rivelò, come risulta dalle pagine del suo *Giornale*, un acuto e ben informato commentatore delle prime fasi di crescita del movimento stamentario. Anche Gian Francesco, sebbene lontano dal teatro delle vicende politico-militari, seguì con apprensione la minaccia d'invasione dell'isola, e in occasione del *Te Deum* celebrato nella cattedrale di Torino per il successo riportato sui francesi, partecipò ai festeggiamenti con un sonetto (*Ai popoli del Piemonte la Sardegna*), in cui orgogliosamente esaltava la fedeltà dei sudditi sardi alla monarchia sabauda [84].

Ma il vero protagonista del primo periodo della rivoluzione stamentaria sarda fu Domenico, che prese parte alle riunioni dello Stamento militare fin dal gennaio del 1793, quando l'antico braccio dell'assemblea rappresentativa del Regno si autoconvocò per predisporre la difesa dell'isola [85].

Nel marzo-aprile del 1793, dopo il decisivo apporto dato alla vittoria sui francesi, gli Stamenti militare ed ecclesiastico (quello reale verrà convocato solo successivamente) apparivano fermamente orientati a svolgere un proprio autonomo ruolo politico e ad imporre al Balbiano la convocazione delle tre assemblee plenarie degli ordini del Regno. In questo contesto, mentre Vittorio

---

[83] AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Materie Politiche, Carte relative ai dispacci 1791-1793*, mazzo 1.

[84] *Nell'occorrenza del solenne Te Deum fattosi celebrare da S.S.R.M. Vittorio Amedeo III re di Sardegna per la vittoria riportata dai sardi contro la flotta francese. Sonetti*, Torino, 1793. Alla vittoria dei sardi è anche dedicato il I° canto della *Basvilliana* di Vincenzo Monti. Cfr. a questo proposito G. Ferrero, *Una pagina di storia sarda*, Torino, 1893.

[85] M.L. Simon, *Il bombardamento...* cit., pp. 49 e 60.

Amedeo III manifestava il suo apprezzamento per la fedeltà dei sardi e si dichiarava disposto a prendere in considerazione le «dimande de' suoi sudditi», iniziava a svilupparsi il dibattito che avrebbe portato alla formulazione delle cosiddette «cinque domande». E non appena l'attività stamentaria si spostò dall'ambito della difesa militare a quello più propriamente politico-istituzionale, Domenico Simon iniziò a distinguersi come uno degli oratori più autorevoli delle sessioni parlamentari. Egli, avrebbe scritto il Manno, «avea tale dottrina delle leggi e costumanze antiche della Sardegna che era divenuto il dottore politico dell'assemblea [...]. Onde era un duro negozio il dissentire da un uomo così fatto, il quale misurando sempre l'avvenire con quello ch'era stato, faceasi argomento di qualunque opposizione per penetrare [...] nei recessi della sua politica archeologia» [86].

Non a caso i parlamentari chiamati a deliberare sulle «rappresentanze» da sottoporre all'attenzione del sovrano, non tardarono a convincersi che la prima «domanda» doveva riguardare il ristabilimento della periodica convocazione delle Corti: gran parte dei problemi del Regno, si sosteneva, derivava dall'inosservanza della legislazione pattizia scaturita dai Parlamenti del periodo aragonese e spagnolo e le Corti costituivano il principale strumento attraverso il quale i sudditi sardi potevano rappresentare ad un «Principe lontano» la situazione del «Paese», porre un freno agli arbitri degli «ufficiali regi» e vigilare sul rispetto delle leggi e delle consuetudini del Regno. I parlamentari discussero a lungo, nella sessione del 5 maggio, sull'opportunità di inviare a Torino una deputazione degli Stamenti per consegnare ed illustrare al sovrano le petizioni del Regno e infine, con 204 voti contro 12, approvarono la proposta, che si rifaceva al dibattito parlamentare del 1583 ed alla tradizione «costituzionale» del Principato di Catalogna, di designare due deputati per ogni Stamento. Anche l'idea del solenne giuramento col quale i deputati avrebbero dovuto promettere di non accettare, durante la loro missione, grazie, incarichi o altri benefici per sé e per i propri parenti, riecheggiava un antico istituto medievale e si rifaceva a un formulario del 1390, rintracciato fra le carte dello Stamento reale [87].

---

[86] G. MANNO, *Storia moderna...* cit., I, p. 127.

[87] Cfr. V. ANGIUS, *Memorie de' Parlamenti o Corti del Regno di Sardegna, Appendice*, senza frontespizio e senza colofon, a G. CASALIS, *Dizionario geografico storico statistico commerciale degli Stati di S.M. il re di Sardegna*, XVIII quater, Torino, 1856, pp. 936-937. Cfr. inoltre la *Memoria sulle cinque domande e sul diritto del Regno di Sardegna di inviare ambasciatori a Torino* di Lodovico Baille pubblicata in appendice a I. BIROCCHI, *La carta autonomistica...* cit., pp. 280-

Non è difficile scorgere in questi continui rinvii alla tradizione giuridico-parlamentare del *Regnum Sardiniae* quella «politica archeologia» di cui era campione, secondo il Manno, Domenico Simon. Chiamato a scegliere i suoi deputati, il 7 maggio 1793, lo Stamento militare eleggeva a larga maggioranza Gerolamo Pitzolo, per il Capo di Cagliari e Gallura, con 196 voti, e Domenico Simon, per il Capo di Sassari e Logudoro, con 191 voti [88]. Diversissimi per carattere e temperamento (valoroso uomo d'azione il cagliaritano si era distinto al comando delle truppe miliziane nel vittorioso scontro contro i francesi sulla spiaggia di Quartu, riflessivo uomo di studi l'algherese), per esperienze professionali (il primo era uno dei più brillanti avvocati del foro della capitale, il secondo un alto funzionario governativo), per collocazione politica e sociale (sensibile il primo agli interessi del baronaggio cui era legato anche da rapporti di parentela, tipico esponente il secondo di una nuova nobiltà di servizio), i due personaggi chiamati a rappresentare lo Stamento alla corte di Torino avevano tuttavia una comune matrice culturale che risaliva agli studi universitari, nei quali entrambi si erano distinti, pur in anni diversi, come gli allievi più meritevoli [89]. Se l'elezione di Girolamo Pitzolo suggellava il suo ruolo di carismatico capo militare, quella di Domenico veniva sicuramente agevolata dalle sue funzioni di «segretario dello Stamento»: incaricato, come scrive il Manno, «di comporre i memoriali che andavansi preparando per le faccende più gravi, aveane, con l'arbitrio di colorare a modo suo le opinioni vinte nello Stamento, quella che nei corpi numerosi chiamasi possanza segretariesca» [90].

Nelle sessioni stamentarie del maggio 1793 il dibattito sulle «dimande generali e preliminari» era sfociato nella formulazione delle cinque richieste del Regno: 1) formale convocazione regia delle Corti generali e ristabilimento della loro celebrazione decennale; 2) conferma e «osservanza» dei privilegi e delle leggi fondamentali; 3) esclusività degli «impieghi secolari», ad eccezione della carica di viceré, e delle prelature ecclesiastiche ai «nazionali»; 4) istituzione di una «terza sala» nella Reale Udienza con funzioni di Consiglio di Stato; 5) creazione di un apposito Ministero per gli affari di Sardegna a Torino.

---

296 e, dello stesso Birocchi, *Tra diritto e politica nel triennio rivoluzionario sardo di fine Settecento: considerazioni in merito a un'inedita memoria di Lodovico Bailles*, in «Quaderni bolotanesi», n. 17, 1991, pp. 187-199.

[88] Cfr. V. Angius, *Memorie...* cit., p. 938.

[89] Sulla figura di Pitzolo cfr. P. Tola, *Dizionario...* cit., III, pp. 114-117.

[90] G. Manno, *Storia moderna...* cit., I, p. 127.

Non è un caso che l'intera piattaforma delle «cinque domande» ruotasse intorno alla richiesta dell'«osservanza» delle leggi fondamentali del Regno [91]. Attraverso il puntiglioso richiamo al rispetto delle «leggi pazionate e giurate» cominciava a profilarsi un'interpretazione estensiva della «sarda costituzione» che dava vita ad un'embrionale teoria del diritto pubblico «patrio» fondata su una moderna reinterpretazione dell'antico contrattualismo cetuale e sull'idea che la forma della monarchia sarda non fosse quella assoluta ma quella di un «governo misto». Di qui l'invocazione di «una generale riforma, giacché — come si legge nel *Ragionamento giustificativo delle cinque domande* — il silenzio delle Corti per quasi un secolo fece che si fossero turbate le giurisdizioni de' rispettivi impiegati usurpando taluni ciocché spettava agli altri [...]. Scaturì dalla stessa sorgente altra giurisdizione nella Segreteria del viceré, che gli Statuti del Regno non conoscono affatto, e da questa Segreteria — denunciava ancora il *Ragionamento* — s'erge un Ministero autorizzandosi qualunque provvidenza col nome di detto viceré» [92].

Mentre Domenico, in qualità di «messaggero» dello Stamento militare, si accingeva a partire per la capitale sabauda, il fratello Gian Battista, canonico del capitolo algherese, in qualità di procuratore di Gian Francesco, abate di Salvenero (residente a Torino), e di Francesco Paliaccio, abate di Saccargia, rassegnava al viceré un lungo memoriale che riassumeva il complesso contenzioso sviluppatosi all'interno dello Stamento ecclesiastico a proposito dell'elezione dei deputati da inviare nella capitale sabauda. Nella sessione del 13 maggio erano stati eletti il vescovo di Ales, Michele Antonio Aymerich, ed il canonico della cattedrale di Cagliari, Pietro Maria Sisternes de Oblites. Prima della «precipitata elezione» era stata respinta la preliminare richiesta di «adottare gli esempi degli altri due Stamenti», che avevano nominato un deputato per il Capo di Cagliari ed un altro per quello di Sassari. Il ricorso del Simon, con cavillose e dotte argomentazioni, eccepiva l'irregolarità delle adunanze e mirava ad ottenere la sospensione dei deliberati, la riconvocazione del corpo stamentario e l'annullamento dell'elezione del Sisternes come

---

[91] Cfr. il fondamentale studio di I. BIROCCHI, *La carta autonomista...* cit., pp. 77-153 ed inoltre A. MATTONE, *La cessione del Regno di Sardegna dal trattato di Utrecht alla presa di possesso sabauda (1713-1720)*, in «Rivista storica italiana», CIV (1992), pp. 62-65.

[92] *Ragionamento giustificativo delle cinque domande del Regno di Sardegna dalle quali unicamente dipende il necessario risorgimento dello Stato con l'estirpazione degli abusi*, in I. BIROCCHI, *La carta autonomistica...* cit., pp. 248-249.

secondo deputato [93]. Secondo il Manno il vero scopo era quello di far eleggere come deputato del Capo di Sassari l'abate di Salvenero. Tuttavia Gian Battista finì per suscitare l'ostilità di gran parte dello Stamento e rimase sostanzialmente isolato, insieme, soltanto, al vescovo di Ampurias [94].

Il viceré Balbiano era intanto impegnato a contrastare la decisione di inviare i deputati a Torino, che avvertiva come un chiaro rifiuto delle intermediazioni istituzionali del governo viceregio e della Segreteria di Stato agli affari interni [95].

Lo Stamento militare, che aveva assunto la guida del moto stamentario, si era proposto come portavoce degli interessi generali del Regno: «Era ben bello il piacere di mirare in Cagliari — scriverà più tardi Matteo Luigi Simon — una moltitudine di patrizi delle varie città, e villaggi recatisi al fine di discutere i mezzi di promuovere la Sarda felicità» [96].

Solo dopo molte obiezioni lo Stamento ecclesiastico aveva aderito, a maggioranza di voti, alla richiesta del Militare relativa alla celebrazione delle Corti. Successivamente, con l'opposizione di Gian Battista Simon che non aveva voluto prender parte alla votazione, aveva deliberato di rassegnare al sovrano, oltre alle domande formulate dai tre ordini del Regno, anche quattordici

---

[93] Al *Ragionamento* di Gian Battista Simon (Cagliari, 20 luglio 1793) rispose da Torino il Sisternes «con uno scritto voluminoso in contraddittorio», un *Promemoria* (non datato, ma sicuramente del 1794) di ben 110 pagine, che rivela una buona conoscenza del diritto parlamentare sardo e catalano. Sono entrambi in AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Materie Politiche, Carte relative ai dispacci 1793-1796*, mazzo 2. Il Sisternes, su cui cfr. P. TOLA, *Dizionario...* cit., III, pp. 208-209 e P. MARTINI, *Biografia...* cit., III, pp. 136-140, partecipò sin dall'inizio alle riunioni dello Stamento ecclesiastico, comparendo nella sessione del 26 febbraio 1793 come procuratore del vescovo di Bosa e del capitolo di Oristano. Nel 1814, in un profilo autobiografico, il Sisternes racconterà come riuscì ad assumere un ruolo eminente nello Stamento. Cfr. B. BRUNO, *Un'importante documentazione di storia sarda dal 1792 al 1814*, in «Archivio Storico Sardo», XXI (1939), pp. 96-97.

[94] Cfr. G. MANNO, *Storia moderna...* cit., I, p. 132, che ritiene Gian Battista Simon «più dissimile che inferiore» ai fratelli «nelle virtù intellettuali». Il già citato *Promemoria* ironizza sul canonico di Alghero che «fiscaleggia così minutamente contro l'operato dello Stamento [...] versato nella dottrina del suo Peguera». Il riferimento è a L. DE PEGUERA, *Practica, forma, y stil, de celebrar Corts Generals en Catalunya*, Barcelona, 1632.

[95] «Dispaccio del viceré riguardante le sessioni...»... cit.

[96] M.L. SIMON, *Quadro storico della Sardegna durante la Rivoluzione Francese*, a cura di L. NEPPI MODONA, Cagliari, 1974, p. 30. Cfr. a questo proposito F. FRANCIONI, *Un'anomalia istituzionale: il Parlamento sardo nel triennio rivoluzionario (1793-1796)*, in «Archivio sardo del movimento operaio contadino e autonomistico», n. 29-31, 1990, pp. 162-164, e M.L. SIMON, *Il bombardamento...* cit., p. 49, che enumera i «cavalieri» intervenuti alle riunioni dello Stamento del gennaio 1793. Cfr. inoltre C. SOLE, *Lo Stamento Militare del Parlamento sardo nel gennaio 1793*, in *Sardegna, Mediterraneo e Atlantico tra Medioevo e Età Moderna*, a cura di L. D'ARIENZO, I, *La Sardegna*, Roma, 1993, pp. 553-595.

richieste che interessavano il clero sardo, ma che introducevano un pericoloso diversivo rispetto alle istanze di carattere generale sostenute dallo Stamento militare [97]. Ancora poco incisiva risultava invece l'iniziativa dello Stamento reale che nella sessione del 13 maggio aveva eletto come suoi deputati l'avvocato Giuseppe Gioacchino Mattana per il Capo di Cagliari (che verrà poi sostituito dall'avvocato Francesco Maria Ramasso) e don Antonio Sircana per il Capo di Sassari [98].

La situazione politica era però ancora fluida e lasciava intravedere affinità singolari perfino tra esponenti di forze in conflitto. Si collocano in questo contesto le accuse rivolte al segretario di Stato presso il governo viceregio, Vincenzo Valsecchi, considerato la punta di diamante dell'intransigenza piemontese, e insieme sospettato di tramare con Domenico Simon, il leader più rigoroso dello Stamento militare, che secondo l'autore della *Storia de' torbidi,* «faceva il fanatismo de' Cagliaritani, essendo a quell'epoca uno di quei sardi informati non solamente delle antiche e recenti rivoluzioni degli altri Stati, ma delle occorse in Sardegna e del modo come impegnare altresì una nazione affine di condurla ad un cambiamento di politico sistema». E tuttavia non c'erano solo l'intento dissimulatorio o la «finezza dell'oratore» nelle dichiarazioni con cui Domenico Simon, appena eletto deputato, affermava dinanzi ai membri dello Stamento «di non poter egli abbracciare quella commissione, salvo che il Governo volesse autorizzarla» [99].

In realtà, come accadeva in quello scorcio di secolo, anche la «sarda rivoluzione» prendeva avvio quasi in sordina, invocando la necessità di «far rientrare le cose nel suo ordine» e muovendo i primi passi nel solco di un «bene inteso patriottismo, che si contentava delle leggi dei suoi padri e d'una monarchia temperata». A pochi anni dalla drammatica sconfitta del movimento stamentario, Matteo Luigi Simon, in un primo tentativo di rilettura storica degli eventi del 1793-96, così valutava le contraddizioni di quella fase iniziale, caratterizzata dalla presentazione delle cinque domande: «La Nazione sperava per l'appunto il suo risorgimento in queste Dimande, come quelle che ben lungi d'attentare ai dritti della sovranità [...], avean per oggetto di maggiormente

---

[97] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1679, «Riflessi dello Stamento Ecclesiastico sulla proposta del ristabilimento delle Corti», Cagliari, 2 maggio 1793 e AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Materie Politiche, Carte relative ai dispacci 1791-1793*, mazzo 1, «Proposte dello Stamento ecclesiastico da umiliarsi a sua maestà per mezzo de' deputati».

[98] «Dispaccio del viceré riguardante le sessioni...»... cit.

[99] *Storia de' torbidi...* cit., ff. 39 e 41.

unire gli interessi della patria con quelli del trono, e rendere questo più glorioso e potente, e quella più florida e felice»[100].

Il 12 luglio 1793 a Cagliari, nella chiesa del Carmelo, alla presenza dei membri dello Stamento militare, del giudice della Reale Udienza Giuseppe Valentino, «ministro assistente alle riunioni stamentarie», il cavaliere Domenico Simon fu chiamato a prestare il giuramento «tanto per se [...] quanto pel condeputato» Girolamo Pitzolo, che gli aveva lasciato un'apposita procura fin dal mese di maggio, prima di partire per Torino. La cerimonia del giuramento si svolgeva secondo un rituale di tipico gusto spagnolesco, ancora vivo nella Sardegna del tardo Settecento: dinanzi all'altare maggiore e assistito dalla «prima voce» dello Stamento, Domenico Simon, inginocchiatosi «in un genuflessorio a ciò preparato, con istrato e cuscini di damasco cremisi, sopra il quale esisteva un messale aperto, avendo posto le mani sopra i Sacri Vangeli», giurava di «adempire fedelmente» alla «commessione» affidatagli, contemporaneamente impegnandosi, secondo l'antico formulario medievale, a non accettare favori e grazie personali[101].

Da questo momento nella vita di Domenico Simon il giuramento pronunciato alla vigilia della partenza avrebbe risuonato come un sinistro e ossessivo *leitmotiv*.

Domenico partì alla volta di Torino nella prima metà di agosto insieme ai due deputati dello Stamento ecclesiastico, Aymerich e Sisternes, ed insieme al Ramasso, deputato dello Stamento reale. Pitzolo e Sircana erano partiti sin dal mese di maggio. Dopo il 4 settembre, quando finalmente la deputazione poté riunirsi al completo nella capitale sabauda, i sei rappresentanti degli Stamenti iniziarono a lavorare alacremente per stendere, utilizzando le «scritture» cagliaritane, le memorie esplicative delle cinque domande.

Mentre a Torino i deputati prendevano contatto con gli ambienti di corte, da Cagliari il governo viceregio suggeriva alla Segreteria di Stato una tattica dilatoria (per «prendere così quel tempo che forse basta a cangiare con una felice rivoluzione le idee») e consigliava di «intavolare» alcune «trattative» con i sei messaggeri per dare loro un segnale di disponibilità, seppur su argomenti

---

[100] ASTEMIO LUGTINMIO [M.L. SIMON], *Crisi politica dell'isola di Sardegna ossia risposta imparziale a due quesiti postigli sulla medesima da un oltramontano*, Italia, 1800, p. 9. Ripubblicato anche in R. CATARDI, *Matteo Luigi Simon e la crisi politica dell'isola di Sardegna (1793-1796)*, Alghero, 1964.

[101] AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Materie Politiche, Carte relative ai dispacci 1794-1796*, mazzo 2, riportato in parte dal Neppi Modona in M.L. SIMON, *Quadro storico...* cit., p. 150.

di minore importanza. In particolare il Balbiano raccomandava al Graneri di «sentire» Domenico Simon sulla sua proposta di «riforma del codice legislativo e sulla necessaria sistemazione dei tribunali» [102].

Sin dal primo periodo della sua permanenza a Torino, Domenico Simon si trovò immerso in una torbida atmosfera, caratterizzata da malcelate diffidenze e da preordinati inganni. A metà settembre i deputati furono ricevuti, per la prima volta, dal ministro Graneri: «sua maestà gli avea ordinato prevenirci — scrivevano i due messaggeri del Militare — d'essere disposta a sentire le rappresentanze del Regno ed a contentar la Nazione [...]. Ed ha inoltre soggiunto, ch'egli da canto suo si farebbe una premura di contribuirvi» [103]. Non sapevano i deputati che il ministro aveva già inviato a Cagliari i regi biglietti, firmati dal sovrano il 4 settembre, con i quali si ordinava lo scioglimento delle «adunanze» degli Stamenti. Né sapevano che il viceré Balbiano, primo ispiratore del provvedimento, con ben calcolato cinismo aveva già progettato di comunicare gli ordini sovrani alle tre «prime voci» degli Stamenti soltanto dopo che questi avessero approvato il rinnovo del regio donativo.

«Abbiamo riscontro da lettere particolari del 30 ottobre — avrebbe scritto due mesi più tardi Domenico Simon — che gli Stamenti furono chiusi con Regio Viglietto dei 4 settembre, cosa che io seppi sin da qualche tempo essersi opinata nel Supremo [Consiglio di Sardegna], coll'aggiunta anzi — confidava amaramente al fratello Matteo Luigi — di non più venire Sisternes, Ramasso ed io, se non fossimo per avventura partiti». All'amarezza per il raggiro si aggiungeva poi la lucida preoccupazione dell'uomo d'ordine ligio alla monarchia, che ben conosceva le tensioni politiche lasciate nell'isola: «Dio voglia — annotava — che ciò non alteri la tranquillità, tanto più che vi è ora in Sardegna poca truppa» [104].

Ma all'origine della linea adottata dal Ministero c'era, in realtà, una evidente sottovalutazione della portata del movimento stamentario sardo. In quei mesi, inoltre, la monarchia sabauda era minacciata nei suoi possedimenti tradizionali e il Graneri, nella sua veste di segretario agli affari interni, doveva fronteggiare

---

[102] AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Materie politiche, Carte relative ai dispacci 1791-1793*, mazzo 1, «Copia di articoli di dispaccio di sua eccellenza il viceré alla Segreteria di Stato», Cagliari, 9 agosto 1793. Cfr. a questo proposito le acute osservazioni di G. SOTGIU, *La insurrezione di Cagliari del 1794*, in «Studi Sardi», XXI (1968-1970), pp. 288-290.

[103] ASC, *Segreteria di stato e di Guerra*, serie II, vol. 1679, lettera dei due deputati dello Stamento militare del 18 settembre 1793.

[104] BIBLIOTECA COMUNALE DI SASSARI [d'ora in poi BCS], D. IV, A/1-7, *Copia di articoli di lettere scritte da Don Domenico Simon al di lui fratello don Matteo*, lettera del 10 novembre 1793.

il malessere sociale e la crescente penetrazione delle idee «giacobine» nei territori piemontesi [105]. In questo quadro le rivendicazioni dei ceti privilegiati sardi, e l'astratta e incomprensibile questione del ripristino dell'«antica costituzione» del Regno passavano inevitabilmente in secondo piano.

Nell'autunno del 1793 Vittorio Amedeo III era assente dalla capitale perché impegnato nella campagna militare sul fronte delle Alpi Marittime: «Si sta intanto preparando — scrivevano Pitzolo e Simon il 18 settembre — lo scritto che dovrà rassegnarsi al sovrano qualora giunga, come speriamo sarà tra non molto, glorioso e contento dal Campo di Nizza». Mentre la deputazione attendeva il ritorno del re iniziavano ad emergere le prime divergenze sulla redazione dei memoriali e sulla conduzione della missione. La compattezza della deputazione fu inoltre messa alla prova dalla richiesta del Graneri di consegnare «le carte e rappresentanze» alla sua Segreteria di Stato. «Noi risposimo unanimi, secondo la nostra commissione — riferiva Domenico al fratello —, che non potevamo dar cosa, senza prima essere sentiti dallo stesso Sovrano» [106]. Ma l'attesa nella capitale piemontese, la sospensione in Sardegna delle sessioni stamentarie, gli intrighi di corte, le insinuazioni fatte circolare dai sardi residenti a Torino, non tardarono a logorare anche i rapporti personali fra i membri della deputazione. Fu questo per Domenico il primo motivo di sconforto: «La nostra commissione — confidava a Matteo Luigi — è mista d'infinite angoscie per cagion di noi stessi». Ben presto avrebbe dovuto ammettere che tra lui e il Pitzolo era venuta meno la «reciproca confidenza» che c'era prima, «benché si va celando per prudenza» [107].

Finalmente, il 21 dicembre 1793, Vittorio Amedeo III riceveva in «udienza comune» la deputazione del Regno. I deputati ne furono favorevolmente colpiti: «Il benignissimo Sovrano — scrisse Domenico al fratello — ascoltò con tenerezza paterna dalla bocca di Monsignor d'Ales gli omaggi e ringraziamenti della Nazione, e rispose con elogi al valore e fedeltà della medesima. Ricevé

---

[105] Il giudizio storiografico negativo sui «mediocrissimi ministri» di Vittorio Amedeo III (D. CARUTTI, *Storia della Corte di Savoia durante la Rivoluzione Francese e l'Impero*, I, Torino-Roma, 1892, pp. 73 sgg.) ha condizionato a lungo la lettura di quegli anni; giudizio condiviso anche da N. BIANCHI, *Storia della monarchia piemontese dal 1773 sino al 1861*, II, Roma-Torino-Firenze, 1878, pp. 115 e seguenti; G. RICUPERATI, *L'avvenimento e la storia: le rivolte del luglio 1797 nella crisi dello Stato sabaudo*, in «Rivista storica italiana», CIV (1992), pp. 353-355, propone una prima, parziale rivalutazione del ministro Graneri e della sua politica di confronto con la Francia rivoluzionaria.

[106] *Copia di articoli...* cit., lettera del 10 novembre 1793.

[107] *Copia di articoli...* cit., lettera del 2 ottobre e del 2 novembre 1793.

quindi graziosamente le carte ed atti; promise di legger tutto egli stesso», assicurando inoltre che avrebbe provveduto «da padre considerandoci per figli» [108].

Fra le «carte» consegnate, oltre ai verbali delle sessioni degli Stamenti e all'ampia documentazione raccolta negli archivi dell'isola, figuravano i due memoriali che dovevano illustrare al sovrano e ai ministri le richieste del Regno. Il primo, che il Manno giudicò un «monumento di troppo dispari a tanto tema» e che gli parve scritto «con parole inette, frasi scure e periodi esterminati», era stato redatto dal Sisternes che lo aveva preventivamente sottoposto all'attenzione del cardinale Costa d'Arignano, riportandone «sotto alcune cancellature» un incoraggiante parere favorevole [109].

Se il memoriale redatto dal Sisternes si presenta come una sorta di preambolo politico che doveva introdurre le «doglianze» dei sudditi sardi, di ben altro spessore appare il *Ragionamento*, che fu consegnato al sovrano nella stessa udienza del 21 dicembre e che, pensato soprattutto per i ministri e per i magistrati che avrebbero esaminato le richieste, puntualizzava e argomentava alla luce del «diritto patrio» le cinque domande del Regno.

Il vero autore del *Ragionamento*, sottoscritto anch'esso dai sei «messaggieri», era Gerolamo Pitzolo che aveva iniziato a lavorarvi prima dell'arrivo a Torino degli altri «condeputati». Il testo era stato poi discusso, integrato e corretto in più sedute collegiali dall'intera deputazione e infine, rivisto e «ripulito» dallo stesso Pitzolo, era stato approvato nella sua stesura definitiva nel mese di novembre, mentre Domenico Simon non escludeva di farlo stampare «segretamente» a Milano («sine die et consule»), grazie ai buoni uffici del fratello Matteo Luigi.

Le dotte e stringenti argomentazioni del *Ragionamento* esprimono assai bene la cultura politico-giuridica della prima fase della «rivoluzione stamentaria». L'insistente richiamo alla grande tradizione del contrattualismo catalano-aragonese che aveva forgiato le istituzioni «patrie» era l'asse portante di un'implacabile requisitoria che individuava nell'assolutismo sabaudo lo strumento di quella progressiva centralizzazione dei poteri che nel corso del XVIII

---

[108] *Copia di articoli...* cit., lettera del 23 dicembre 1793. Sui retroscena che portarono alla concessione dell'udienza del re cfr. le memorie del Sisternes in B. BRUNO, *Un'importante documentazione...* cit., pp. 98-99.

[109] AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Materie Politiche, Carte relative ai dispacci 1791-1793*, mazzo 1, «Rappresentanze degli Stamenti di Sardegna contenenti cinque domande in seguito ai servizi da essi prestati nell'occasione della tentata invasione del Regno» (settembre 1793). Cfr. G. MANNO, *Storia moderna...* cit., I, p. 143.

secolo aveva compresso e avvilito le istituzioni rappresentative (e le istanze partecipative) dei tre ordini del Regno. Dal nostalgico confronto con un passato spesso idealizzato, emergeva dunque la precisa volontà di porre nella sua concretezza il problema di un «nuovo sistema di governo» del Regno [110].

All'indomani dell'udienza del 21 dicembre 1793, la notizia della nomina di una regia delegazione incaricata di esaminare tutte le problematiche sollevate attraverso le cinque domande era destinata a rinnovare speranze e aspettative [111]. I deputati sardi, che avevano aspettato con ansia di conoscere i nomi dei membri («or attendiamo saper quali sian — scriveva il 23 dicembre il Simon al fratello — per perorare anche presso di questi la pubblica causa»), valutarono positivamente la sua composizione, intravedendo la possibilità di un esito rapido e favorevole della loro missione. Fin dai primi giorni del soggiorno torinese i deputati sardi avevano intrattenuto intensi rapporti con magistrati, funzionari e «personaggi di credito» della corte sabauda nella convinzione che soltanto una adeguata attività di persuasione avrebbe potuto costruire un'opinione favorevole intorno alle cinque domande [112].

Nacque in questo clima un altro interessante memoriale che si prefiggeva di far sentire la «voce della verità» sulla missione stamentaria che a Torino era oggetto dei «pubblici ragionamenti». Il documento, che probabilmente fu fatto pervenire ai membri della delegazione, poneva il quesito se la Sardegna avesse il «legittimo diritto» di «fare ambascierie verso il sovrano» e con lucide

---

[110] Cfr. I. Birocchi, *La carta autonomistica...* cit., p. 96. Un giudizio riduttivo delle rivendicazioni del movimento stamentario, valutate quasi esclusivamente come richieste di interesse particolaristico, è in C. Sole, *Elementi di autonomia politica nel decennio rivoluzionario (1789-1799)*, in *Politica, economia e società in Sardegna nell'età moderna*, Cagliari, 1978, pp. 151-155.

[111] La delegazione era composta dal cardinale Costa d'Arignano, in qualità di presidente, dal conte Carlo Francesco Valperga di Masino, ex viceré nell'isola nel triennio 1780-1783, dal conte Chiaffredo Antonio Peyretti, reggente il magistrato della riforma, dal marchese Giuseppe Della Valle di Clavesana, presidente del Supremo Consiglio di Sardegna, dal conte Filippo Avogadro di Quaregna, presidente del Senato di Piemonte, dal conte Carlo Giuseppe Carlevaris di San Damiano, uditore generale di guerra, e dal conte Carlo Giuseppe Cerruti di Castiglion Falletto, avvocato fiscale regio nel Supremo Consiglio di Sardegna, con l'incarico di relatore. Per le biografie dei magistrati che facevano parte della delegazione cfr. C. Dionisotti, *Storia della magistratura piemontese*, II, Torino, 1881, ad nomina; E. Genta, *Senato e senatori di Piemonte nel secolo XVIII*, Torino, 1983, ad nomina.

[112] «Io spero — dichiarava Domenico Simon — che la lettura degli atti finirà di cancellare i falsi giudizi che sonosi procurati colle imposture, sullo spirito e condotta degli Stamenti; tanto più che a forza di sentir le sole nostre informazioni a bocca, gran parte dei savii non solo è disingannata, ma parte propensa» (*Copia di articoli...* cit., lettera del 23 dicembre 1793).

dissertazioni storiche e giuridiche riaffermava la natura *aeque principaliter* del rapporto tra il Regno di Sardegna e il Piemonte [113].

L'autore della memoria era, secondo Italo Birocchi, Ludovico Baille, colto e sensibile giurista cagliaritano, profondo conoscitore del «diritto patrio» che già da qualche tempo risiedeva a Torino e che fornì il suo qualificato sostegno alla deputazione sarda [114]. Tuttavia, sul problema della paternità dei memoriali prodotti durante la permanenza della deputazione stamentaria a Torino, restano ancora alcuni punti oscuri. Nello *Zibaldone* di documenti raccolti dal Manno per la stesura della *Storia moderna di Sardegna*, questa memoria era attribuita a Domenico Simon [115]. Una significativa testimonianza sull'importante relazione del Baille ci è offerta da Matteo Luigi Simon che aveva progettato di inserire nel secondo volume del suo incompiuto *Quadro storico delle vicende politiche del Regno di Sardegna* (a cui lavorò nell'ultimo scorcio del secolo), due «famosi monumenti» sulle rivendicazioni degli Stamenti: gli atti dello Stamento militare e la «Memoria scritta in que' tempi da un filopatro», cioè probabilmente quello «scritto in apologia delle dimande» di «Lud. Ba.» (Ludovico Baille) che figurava nella sua «nota delle pezze necessarie» per l'opera [116].

---

[113] *La Memoria sulla cinque domande e sul diritto del Regno di Sardegna di inviare ambasciatori a Torino* è ora pubblicata senza note in I. Birocchi, *La carta autonomistica...* cit., pp. 280-296.

[114] Cfr. I. Birocchi, *Tra diritto e politica...* cit., pp. 187-199. Sulla figura del Baille, oltre P. Tola, *Dizionario...* cit., III, pp. 331-338 e G. Sorgia, *Baille Ludovico*, in *Dizionario biografico degli italiani*, V, Roma, 1963, pp. 286-287, cfr. P. Martini, *Memorie intorno alla vita del cavaliere Lodovico Baille*, in *Catalogo della biblioteca sarda del cavaliere Lodovico Baille*, Cagliari, 1844, pp. 3-42.

[115] Secondo la copia della *Memoria sulla ambasciata fatta dalla Sardegna al suo sovrano nel 1793*, tratta nel 1928 dal colonnello Salvatore Pittalis dallo *Zibaldone* del Manno (BCS, *Carte Pittalis*, busta V, fasc. n. 4), l'«originale» recava nel frontespizio la seguente annotazione: «scritta dal cav. Domenico Simon. Esisteva nella segreteria del Supremo Consiglio». Purtroppo lo *Zibaldone*, di cui S. Pittalis aveva interamente trascritto l'indice, ceduto nel 1965 dagli eredi Manno alla Biblioteca del Consiglio Regionale della Sardegna, risulta oggi disperso. Dagli inventari dattiloscritti delle carte Manno, redatti al momento della cessione al Consiglio Regionale, nell'indice del volume «Monumenti di storia di Sardegna dal 1773 al 1799» figura, in corrispondenza delle pp. 537-551, la *Memoria sull'ambasciata* con l'annotazione: «originale». Antonio Era che poté visitare la «Biblioteca dei baroni Manno in Torino» vide «nella grossa filza di fonti riunite da Giuseppe Manno per la sua "Storia moderna di Sardegna"», ai fogli 537-560, «una dotta memoria giuridica dell'avvocato don Domenico Simon sui diritti dei sudditi sardi» (A. Era, recensione a A. Marongiu, *I Parlamenti di Sardegna nella storia e nel diritto pubblico comparato*, Roma, 1932, in «Studi Sassaresi», serie II, XI (1933), n. 2, p. 184).

[116] M.L. Simon, *Quadro storico...* cit., pp. 35 e 119. In ASGA, fasc. n. 90, la copia della memoria, probabilmente destinata ad essere inserita nell'opera di Matteo Luigi, alla c. 47 reca la scritta: «del A.[Avvocato] L.[Ludovico] Baille».

La difficile individuazione degli specifici contributi del Baille, del Simon, del Pitzolo, del Sisternes e degli altri membri della deputazione non deve tuttavia far perdere di vista la sostanziale univocità dell'ispirazione culturale che accomuna i diversi memoriali e che affonda le sue radici nella riscoperta del «diritto patrio» e dell'antica costituzione del Regno.

Dalle lettere di Domenico Simon al fratello Matteo Luigi, scritte tra l'autunno del 1793 e la primavera del 1794, emerge un ritratto per molti versi inedito del deputato dello Stamento militare, che ci appare come un uomo della massima prudenza, di convinta fede religiosa, di idee politiche assolutamente moderate, devoto alla monarchia sabauda e animato da grande fiducia nel «genio benefico» del sovrano. Domenico è spesso turbato e talvolta perfino disgustato per le accuse diffuse a Cagliari e a Torino sui suoi presunti interessi, personali e familiari, nello svolgimento della missione: «È giusto prevenirvi — comunicava al fratello il 16 dicembre 1793 — che continua colà [in Sardegna], e massime in Cagliari la invidia contro di noi; e il bello è su falsi giudizi di non trattarsi da me fedelmente la Commissione per avanzar me e i fratelli» [117]. Scoraggiato da tanti intrighi, Domenico pensò perfino di abbandonare l'incarico e disinteressarsi di tutto.

Rispetto al Pitzolo che sembra impaziente il Simon appare cauto e prudente, quasi ossessionato dal timore di una frattura tra i «messaggeri» e sempre attento a conservare i contatti con gli ambienti ministeriali. «Ho per altro la consolazione — scriveva a proposito delle prime difficoltà incontrate nel corso della missione — che alcuno degli stessi che riprovavano i miei eccitamenti di non personalizzare e di non precipitare, ne toccan con mano la convenienza [...]; e d'altro canto mentre nel Regno si va dicendo ch'io son tutto *Piemontese*, per alcuno dei Piemontesi passo per il più fermo ed acre patriotto» [118]. Ma le accuse di «filopiemontesismo» che i «connazionali» lanciavano al Simon non erano dettate solo dalla diffidenza verso un uomo che indubbiamente aveva dimestichezza con le cose di governo e che sapeva muoversi con disinvoltura negli ambienti ministeriali: in realtà, alla base di queste critiche c'era soprattutto il rifiuto del suo insistente invito al realismo, alla fiducia nella monarchia, al procedere con ordine e gradualità «giacché le grandi opere bisogna aspettarle in più rimoti tempi» [119].

---

[117] Domenico si lamentava anche del fatto che i suoi costumi semplici e morigerati fossero scambiati per sordida avarizia (*Copia di articoli...* cit., lettera del 3 febbraio 1794).

[118] *Copia di articoli...* cit., lettera del 16 dicembre 1793.

[119] *Copia di articoli...* cit., lettera del 23 dicembre 1793.

Il carteggio del Simon è anche la testimonianza di una progressiva disillusione e della sofferta fine delle speranze riposte nell'intervento del sovrano, nel parere della delegazione e perfino, inizialmente, nello stesso atteggiamento del Ministero [120].

La delegazione aveva concluso il suo lavoro a metà di marzo. Il 1° aprile 1794 Vittorio Amedeo III aveva firmato il regio biglietto col quale erano state comunicate al viceré le risposte del sovrano alle «cinque domande»: «I deputati della Nazione Sarda — avrebbe commentato di lì a poco il celebre *Manifesto giustificativo* —, tuttoché rivestiti d'un carattere rispettabile, furono gli ultimi a cui si comunicò questo rescritto» [121].

Le risposte erano nel complesso negative. A proposito della prima domanda Vittorio Amedeo III si limitava a concedere la ripresa delle sessioni degli Stamenti al solo scopo di affrontare alcuni problemi particolari e per la durata di sei mesi, riservandosi di valutare in futuro se convocare le Corti generali. Nel confermare i privilegi «per quanto [...] in uso e non contrari al bene pubblico», il sovrano, con una formula che riecheggiava quella adoperata in passato dai re di Spagna, si impegnava a decretare l'osservanza di quelli che sarebbero stati «specialmente» riproposti e giudicati utili al Regno. Non meno elusiva appariva la risposta sulla esclusività degli impieghi che al di là delle lusinghe al «merito de' nazionali» prescriveva il rispetto della normativa vigente. Sostanzialmente favorevole era invece la risposta per l'istituzione di una terza sala della Reale Udienza, con funzioni di Consiglio di Stato, che tuttavia veniva subordinata alla predisposizione di un piano dettagliato (anche finanziario) da parte degli Stamenti. Decisamente contraria era infine la risposta regia alla richiesta di istituzione di un Ministero particolare per la Sardegna.

A Torino, intanto, Domenico Simon prendeva atto della nuova situazione. Nella linea della trattativa, del confronto e della collaborazione col governo sabaudo aveva investito gran parte della sua credibilità politica, riuscendo a convincere, non senza qualche difficoltà, gli altri deputati. Ma di fronte alle risposte il senso di smarrimento era profondo: «Io non so intanto che farmi, cioè se partir subito, e dove, od aspettare di sentire come si prendan nel Regno le provvidenze. I miei colleghi non so che faranno» [122].

In realtà, da un lato continuava a riporre la sua fiducia nelle promesse del sovrano, dall'altro intuiva gli effetti dirompenti che le risposte alle cinque

---

[120] *Copia di articoli...* cit., lettere del 29 gennaio, 12 febbraio, 3 e 26 marzo, 9 aprile 1794.
[121] *Manifesto giustificativo...* cit., p. 10.
[122] *Copia di articoli...* cit., lettera del 9 aprile 1794.

domande avrebbero potuto avere nella situazione politica cagliaritana. Da qui il suo disarmato commento dell'udienza regia con cui, il 17 aprile, Vittorio Amedeo III «congedava» la deputazione: «il re [...] ci disse che le nostre Dimande le aveva trovate giustissime, e che il procedere nostro e degli Stamenti gli avea confermata la sarda fedeltà. Ora vedremo soggiungeva come nel Regno si prenderanno le risposte» [123].

I timori del Simon, come già lasciavano presagire le «incomprensioni» che si manifestavano all'interno della deputazione, si sarebbero rivelati fondati. Il Pitzolo, che era stato fautore di posizioni più intransigenti, «dopo tante belle speranze date ai suoi patriotti» sul buon esito della missione, come ricorderà l'anonimo autore della *Storia de' torbidi*, «non sapeva darsi pace», convinto com'era che il ministro Graneri si fosse preso gioco della deputazione facendo credere al re che «nelle dette risposte s'era concesso al Regno quanto addomandava». Le focose reazioni del Pitzolo, secondo questa versione dei fatti, sarebbero state incoraggiate dal Simon, del quale la *Storia de' torbidi* traccia un'immagine assai diversa da quella che emerge dal prudente carteggio con Matteo Luigi. «Don Domenico Simon — si legge in quella ricostruzione di poco successiva alla sconfitta della «rivoluzione stamentaria» —, che non perdeva occasione per accendere gli spiriti di già riscaldati, seppe profittarsi delle escandescenze del Pitzolo per vieppiù inasprirgli i sentimenti di vendetta, non avendo esitato di dirgli in presenza del condeputato Sircana, che se il Tilly, ministro della Repubblica Francese presso quella di Genova, fosse informato del risultato della deputazione sarda non potrebbe far a meno di goderne, dacché i Sardi seppero sprezzare i vantaggi, che avrebbero potuto sentire sotto la protezione della Francia. Riusciva molto facile al Simon — commentava l'anonimo autore — lo spargere massime di rivolta, avendo egli la confidenza dei patriotti amanti con lui di novità, e la destrezza di presentarli per loro conforto la storia delle rivoluzioni delle Fiandre, che esso avea continuamente alla mano per insegnare coll'esempio, di quanto sia capace la fermezza d'un popolo, che è geloso sostenitore de' suoi privileggi» [124].

A questa immagine di acceso rivoluzionario, intento ad infuocare con lucida determinazione gli animi dei compatrioti, si sovrappone, contraddittoriamente, quella, forse più attendibile, di un «rappresentante della nazione», severo censore della miope politica del governo piemontese verso la Sardegna e al tempo stesso angustiato per le ripercussioni che presentiva si sarebbero prodotte nell'isola.

---

[123] *Copia di articoli...* cit., lettera del 23 aprile 1794.
[124] *Storia de' torbidi...* cit., ff. 47-49.

Nell'arco di un mese, tra la metà di aprile e i primi di maggio, Domenico maturava una delle decisioni più importanti dalla sua vita: quella di rinviare, ormai *sine die*, il suo ritorno in Sardegna e di appartarsi intanto dalla vita politica. Il 7 maggio scriveva a Matteo Luigi una lettera piena di delusione e di amarezza, nella quale lo informava, fra l'altro, che il fratello Gian Francesco si preparava ormai a rientrare in Sardegna: «Io però — affermava Domenico — attendo i riscontri del Regno sull'accoglimento delle note dimande per risolvere. Godo intanto, che c'incontrammo sullo stesso sentimento circa le ulteriori radunanze stamentarie, cioè di non più ingerirmi negli affari politici» [125].

A Cagliari, dove le risposte alle cinque domande erano state formalmente notificate alle tre «prime voci» degli Stamenti, iniziavano a circolare molte «indiscrezioni» sull'atteggiamento di chiusura del governo piemontese e sul «machiavellismo» del ministro Graneri. La delusione e la rabbia si trasformavano in un'aperta ostilità contro i funzionari piemontesi che nel frattempo, rincuorati, avevano ripreso l'antica «tracotanza» verso i «nazionali» [126].

La sollevazione antipiemontese del 28 aprile 1794 prese avvio, quasi spontaneamente, in risposta ad un'incauta iniziativa repressiva del governo viceregio. L'arresto dell'avvocato Vincenzo Cabras e di Bernardo Pintor — per «essersi in casa di que' due avvocati ordito [...] un complotto in grave danno de' sudditi di Sua Maestà di Terraferma» [127] — provocò una mobilitazione popolare che dal quartiere di Stampace si estese alla città ed accerchiò il palazzo viceregio. I rappresentanti degli Stamenti imposero al viceré una dura condizione: «Lo scommiato dall'Isola di tutti i Piemontesi impiegati, e non impiegati, non eccettuato esso viceré» [128]. La partenza dei 514 piemontesi dalla capitale si

---

[125] *Copia di articoli...* cit.

[126] Cfr. G. MANNO, *Storia moderna...* cit., I, pp. 150-151.

[127] AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Materie Politiche*, cat. 2, mazzo 13, «Relazione del tumulto di Cagliari» (Torino, 12 giugno 1794), pubblicata anche da L. Carta nell'appendice documentaria in «Archivio sardo del movimento operaio contadino e autonomistico», n. 29-31, 1990, pp. 254-261. Fra le cronache del tempo cfr. quella estremamente viva di V. SULIS, *Autobiografia...* cit., pp. 101-106 e quella non meno interessante di T. NAPOLI, *Relazione ragionata della sollevazione di Cagliari e del Regno di Sardegna contro i piemontesi*, pubblicata, insieme ad altri documenti inediti, in G. SOTGIU, *L'insurrezione di Cagliari...* cit., pp. 146 e seguenti. Cfr. inoltre le osservazioni di D.A. AZUNI, *Histoire géographique, politique et naturelle de la Sardaigne*, I, Paris, 1802, pp. 211-212 e di ASTEMIO LUGTINMIO [M.L. SIMON], *Crisi politica...* cit., pp. 12-14.

[128] *Manifesto giustificativo...* cit., p. 13. Una sintetica ricostruzione dell'«emozione» fu subito predisposta dagli Stamenti ed approvata dalla Reale Udienza (AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Dispacci del viceré 1793-1794*, mazzo 4, «Relazione di quanto è seguito in Cagliari il giorno 28 aprile e dei motivi, che vi hanno dato luogo», Cagliari, 2 maggio 1794). Cfr. anche il vecchio articolo di S. POLA, *Il moto cagliaritano del 1794 e le preoccupazioni sabaude*, in «Studi Sardi», X-XI (1952), pp. 507-514.

svolse in modo ben disciplinato nel tripudio popolare. Il *Vespro sardo* esaltava i caratteri «nazionali» e «patriottici» che sin dall'origine avevano connotato il movimento stamentario. Secondo gli antichi ordinamenti del Regno, nella «vacanza viceregia» il potere veniva assunto dalla Reale Udienza, ormai composta solo dai magistrati «nazionali». Si riconvocarono intanto i tre Stamenti per indicare alla Reale Udienza le misure «necessarie per ristabilire il buon ordine, e la tranquillità pubblica».

La storiografia ha ormai superato le vecchie diatribe sui caratteri di spontanea ribellione popolare o di preordinato complotto antigovernativo dell'«emozione» cagliaritana del 1794 [129]. Gli studi più recenti, inquadrando l'insurrezione antipiemontese all'interno del contesto sociale e politico della fine del XVIII secolo, consentono ora di riesaminare il *Vespro sardo* come specifica espressione della crisi dell'Antico Regime in Sardegna [130]. Le vicende della primavera-estate del 1794 aprirono infatti una nuova fase della «rivoluzione sarda», che proprio in quei mesi estese le sue basi sociali coinvolgendo nuovi strati popolari urbani, precisò i contenuti politico-istituzionali della sua piattaforma rivendicativa e realizzò un primo, significativo riassetto dei suoi gruppi dirigenti.

Già nei giorni dell'espulsione dei piemontesi dal Regno, il *Manifesto giustificativo della emozione popolare*, imputando ogni responsabilità al governo viceregio e agli «intrighi» del Ministero torinese, ribadiva la più «ferma fiducia» nel monarca. «La emozione [...] non può in nessun modo venire accusata di ribellione, — si legge nel *Manifesto* — mentre ogni individuo venera il sacrato nome di sua maestà, le provvidenze emanano in nome del Re di Sardegna ed attualmente sventola sulle mura di Cagliari la bandiera reale» [131].

Il *Manifesto*, pubblicato in 2.000 copie su proposta degli Stamenti e con l'autorizzazione della Reale Udienza, era stato redatto probabilmente dal

---

[129] Cfr. G. MANNO, *Storia moderna...* cit., I, pp. 151-173 mutuata dalla *Storia de' torbidi* che sposa la tesi del «complotto»; F. SULIS, *Dei moti politici dell'isola di Sardegna dal 1793 al 1821*, Torino, 1857, pp. 4-6 e V. ANGIUS, *Memorie...* cit., pp. 954-957.

[130] Cfr. soprattutto l'ampio e fondamentale studio di G. SOTGIU, *L'insurrezione di Cagliari...* cit., che si avvale anche di una ricchissima documentazione inedita. Le sue tesi sono sintetizzate in *Storia della Sardegna sabauda...* cit., pp. 150-167. Cfr. inoltre C. SOLE, *La Sardegna sabauda nel Settecento*, Sassari, 1984, pp. 211-224 e *Fermenti di autonomia politica...* cit., pp. 150-155. L. SCARAFFIA, *La Sardegna sabauda*, in J. DAY - B. ANATRA - L. SCARAFFIA, *La Sardegna medioevale e moderna* (vol. X della *Storia d'Italia*, diretta da G. Galasso), Torino, 1984, pp. 724-726, ha numerose imprecisioni sulle vicende dei moti sardi.

[131] *Manifesto giustificativo...* cit., p. 15.

giovane teologo Antonio Cabras, che era riuscito ad esprimere, con uno stile di grande efficacia, le idee, i sentimenti e le rivendicazioni del movimento stamentario sardo [132].

Non sembra fondata invece l'ipotesi che il *Manifesto giustificativo* sia stato redatto da Domenico e Matteo Luigi Simon [133]. Come infatti dimostra il loro carteggio, nei giorni in cui il *Manifesto* veniva stampato a Cagliari (6-16 maggio) i due fratelli risiedevano rispettivamente a Torino e a Milano. Nella capitale piemontese, inoltre, la notizia dell'«emozione» era giunta solo il 10 maggio. Ma ancora più improbabile appare l'attribuzione della paternità del *Manifesto* a Domenico Simon quando si pensi alla sorpresa e alla costernazione manifestate dal cavaliere algherese nell'apprendere dell'insurrezione antipiemontese: «Ieri — scriveva il 14 maggio al marchese di Laconi — abbiam qui perinteso una notizia, che si dice giunta con staffetta da Livorno [...] di un accidente funesto che abbia costì intorbidata la pubblica tranquillità. Come però ci pare inconciliabile a riscontri [...] dell'amore e fedeltà della nazione all'ottimo nostro sovrano ed altronde sonosi già altre volte sparse simili voci che si scoprirono poi insussistenti, noi tutti afflitti, come vostra signoria illustrissima può credersi, in mezzo alla incertezza di tanto varie relazioni, attendiamo impazientemente il corriere di posdomani [...] per sapere la verità» [134].

Pitzolo e Sircana, che il 26 aprile erano partiti da Torino per Genova, giunsero a Cagliari il 19 maggio 1794. Pitzolo fu accolto trionfalmente come «padre della patria», tra l'esultanza popolare e gli onori della municipalità. Ma l'idillio tra l'acclamato deputato del Militare ed il movimento «patriottico» cagliaritano era destinato a durare ben poco. Il primo, grave contrasto si verificò quando il Pitzolo, dinanzi allo Stamento militare e alla Reale Udienza, tenne la

---

[132] ASGA, busta T, fasc. n. 543, *Nota dell'importare della stampa e legatura di copie duemila del Manifesto giustificativo* (Cagliari, 16 maggio 1794). L'attribuzione ad Antonio Cabras è suggerita dal *Mémoire sur la situation politique de la Sardaigne* (4 dicembre 1798) del console francese FRANÇOIS COFFIN in C. SOLE, *Progetti di costituzione...* cit., p. 193 («On publia un mémoire pour justifier la conduite des Sardes dans cette occasion; la rédaction en fut confiée au fils de Cabras»). Anche G. MANNO, *Storia moderna...* cit., I, pp. 176-177, conferma l'attribuzione, ma gli assegna la qualifica di avvocato. Cfr. a questo proposito B. ANATRA, *Cabras Antonio*, in *Dizionario biografico degli italiani*, XV, Roma, 1972, pp. 724-725, che ricostruisce la vita e le opere dell'autore del *Manifesto* e S. CABONI, *Saggi diversi...* cit., pp. 65-71, che si sofferma sulle sue orazioni panegiriche.

[133] L'attribuzione, avanzata da L. Neppi Modona in M.L. SIMON, *Quadro storico...* cit., p. 57, è posta in dubbio da I. BIROCCHI, *La carta autonomistica...* cit., p. 117.

[134] ACC, *Fondo Aymerich, Stamento militare*, vol. 16, lettera di Domenico Simon al marchese di Laconi del 14 maggio 1794.

sua relazione sulla svolgimento della missione torinese. Elogiato l'atteggiamento del sovrano, l'avvocato cagliaritano rimarcò le pesanti responsabilità politiche del Graneri, denunciò la complicità del Valsecchi nelle macchinazioni del Ministero e nei giorni seguenti giunse ad esprimere duri giudizi anche sul «condeputato» Domenico Simon, «uomo di fede dubbiosa», «protetto» del Valsecchi e «spia segreta del ministro Graneri»[135]. Ma il Pitzolo lasciò sconcertato l'uditorio quando disapprovò «la condotta tenutasi nel generale escomiato dei Piemontesi», condannò «il disarmamento della regia truppa e l'organizzazione delle milizie» e arrivò a chiedere che queste venissero drasticamente ridotte e fossero composte esclusivamente da volontari. La rottura con i «patrioti» cagliaritani si consumò nella stessa riunione: il Pitzolo venne costretto a concludere il suo discorso tra le indignate repliche dei protagonisti dell'insurrezione antipiemontese e tra le grida ostili (e le minacce) dei sostenitori delle milizie [136].

In realtà, più che al suo temperamento impulsivo, Gerolamo Pitzolo obbediva ad un preciso istinto politico e ad una preoccupata valutazione della situazione cagliaritana, all'interno della quale gli esponenti più radicali del movimento avevano assunto l'iniziativa grazie alla pressione popolare e alla influenza che esercitavano nella Reale Udienza e nello Stamento militare. In questo contesto il Pitzolo si poneva come punto di riferimento di tutte le forze che guardavano con apprensione al precipitare delle «novità», e al tempo stesso si candidava come interlocutore cagliaritano della corte sabauda: «potea diventare ad un tempo — osserva icasticamente il Manno — l'uomo utile al governo e l'uomo accetto al paese»[137].

Gli Stamenti, intanto, riformulavano le loro richieste alla luce della nuova situazione politica. Nella «rappresentanza» del 30 maggio 1794 avanzavano tre rivendicazioni essenziali: 1) l'allontanamento del ministro Graneri e l'attribuzione degli «affari» di Sardegna «ad altra Segreteria»; 2) l'impegno del sovrano ad ordinare «perpetuo silenzio» (cioè l'amnistia) sull'«emozione populare» del 28 aprile; 3) l'accoglimento delle «cinque domande» come «le più confacenti all'utile del regio servizio, e bene del Regno».

[135] Cfr. *Storia de' torbidi...* cit., ff. 72-73, ripresa sostanzialmente da G. MANNO, *Storia moderna...* cit., I, pp. 184-185. M.L. SIMON, *Quadro storico...* cit., p. 62, scrive, a proposito del Pitzolo e del Sircana, «chi fu più malmenato dalle loro zanne fu il cavaliere don Domenico Simon, contro cui si scagliò in conseguenza un mormorio sommo che lo ritrasse da ritornare nel Regno».

[136] *Storia de' torbidi...* cit., ff. 73-75.

[137] G. MANNO, *Storia moderna...* cit., I, p. 192.

La prima richiesta veniva di fatto accolta. Lo stesso ministro Graneri, amareggiato per le accuse degli Stamenti, aveva domandato al sovrano di essere dispensato da questa incombenza: la «spedizione degli affari di Sardegna» veniva così affidata, il 10 giugno 1794, al conte Avogadro di Quaregna, presidente del Senato del Piemonte, già membro della delegazione incaricata di vagliare le cinque domande. Nonostante i cauti segnali di disponibilità che sembravano rimettere in moto le trattative, i rapporti tra il Regno governato dalla Reale Udienza e il governo subalpino continuavano a rimanere tesi.

Fu in questo delicato contesto politico che nella corte sabauda maturò il disegno di chiamare dei «nazionali» a ricoprire alcuni «primarii impieghi» rimasti vacanti nel Regno dopo l'espulsione dei funzionari piemontesi: vennero così nominati, nel giugno 1794, il dottor Gavino Cocco, giudice della Reale Udienza, alla carica di reggente la Reale Cancelleria, il marchese della Planargia Gavino Paliaccio, ex comandante militare della città e della contea di Nizza, alla carica di generale delle armi del Regno e governatore del Capo di Cagliari, il cavalier Gerolamo Pitzolo all'ufficio di intendente generale ed il cavalier Antioco Santuccio alla carica di governatore del Capo di Sassari e di Logudoro. Era la prima volta che durante la dominazione sabauda dei sardi venivano chiamati a ricoprire alcune delle più alte cariche del Regno. A parte la scelta del Cocco — magistrato di solida preparazione giuridica, considerato al di sopra delle parti —, le altre nomine colsero di sorpresa i settori più radicali del movimento «patriottico»: esse rappresentavano un successo dei sostenitori del marchese della Planargia che, dopo le dimissioni del Graneri, avevano saputo sfruttare le incertezze del sovrano riuscendo a collocare nei posti chiave del Regno uomini decisi a restaurare l'ordine. Il Paliaccio, inoltre, per accattivarsi la benevolenza dello Stamento militare, si era rivolto al marchese di Laconi non esitando a dichiarare di esser pronto a rinunciare alla carica, qualora i provvedimenti regi fossero «mal veduti» dai «compatrioti»[138]. In realtà l'accorta iniziativa del marchese teneva conto delle molte critiche che il Simon, il Sisternes e altri sardi residenti a Torino (fra questi Ludovico Baille, Salvatore Murgia, i sacerdoti Carta e Meloni, cappellani del vescovo di Ales, don Maurizio Sanna) avevano opposto alla sua nomina, sia accusandolo di aver promesso al sovrano «di scoprire e di sottomettere» i promotori della solleva-

[138] ACC, *Fondo Aymerich, Stamento militare*, busta 15, n. 98, lettera del marchese della Planargia al marchese di Laconi, Torino 25 giugno 1794.

zione, sia obiettando che il provvedimento non rispettava la procedura della designazione attraverso terne [139].

Fra i provvedimenti che il generale delle armi riteneva necessari per il ristabilimento dell'ordine nel Regno uno dei più urgenti era l'allontanamento e la neutralizzazione politica dei «sardi perniciosi» residenti a Torino, «animi intranquilli come venivano definiti quali certamente non cessarono di oggettare, sindacare ed interpretare le provvidenze del Governo» [140]. In realtà il marchese era fermamente convinto che la «cabala» torinese del Simon, del Sisternes, del Baille e dei loro «seguaci» avesse un ruolo determinante nel fomentare, tramite l'intenso carteggio intrattenuto con i «corrispondenti» sardi, il disordine cagliaritano. Alla luce di queste considerazioni a Torino si ipotizzava di ordinare ai due deputati il ritorno nell'isola e di ammonire gli altri sardi di «non più mischiarsi co' loro discorsi, e carteggi negli affari del Governo». Per Domenico Simon si suggeriva di far leva sul suo ufficio di vicecensore generale e sulla sua condizione di «regio impiegato»: «se sua maestà ha tollerato l'essersene allontanato per una commissione forse a lui estranea, deve però, ora che quella è terminata, fargli sentire la sua Reale intenzione di rendersi all'esercizio di sua carica» [141].

La notizia delle nomine, diffusasi a Cagliari il 5 luglio 1794, suscitò vive reazioni nelle file dei promotori della sollevazione antipiemontese che contestarono le procedure di designazione e le scelte relative al generale delle armi, all'intendente e al governatore di Sassari.

Alla fine le patenti furono registrate, ma il movimento stamentario si spaccò in due schieramenti contrapposti. «Nacque allora — avrebbe scritto sei anni dopo Matteo Luigi Simon — il pomo della discordia tra Sardi e Sardi: furono avviliti quanti aveano zelato per il pubblico bene compatibilmente agl'interessi del trono; tradotto come sedizioso il partito dell'opposizione, e ogni successiva operazione e di Stamenti, e di Governo tese solo a rovesciare ogni mira utile al sodo bene della Nazione» [142].

---

[139] La normativa sulle terne è in F. DE VICO, *Leyes y pragmaticas reales del Reyno de Sardeña*, I, Sasser, 1781, tit. V, cap. V, pp. 44-45.

[140] «Scritture del marchese della Planargia...» cit., n. 8, *Memoria sulla forza coattiva da provvedersi in Sardegna* (Torino, 9 agosto 1794).

[141] «Scritture del marchese della Planargia...» cit., n. 9, *Nota de' soggetti* (Torino, 9 agosto 1794). In un *Promemoria sugli maneggi e perniciosi andamenti d'alcuni sardi che ritrovansi nella Dominante, e del modo con cui distruggere li perversi loro disegni* (n. 7, senza data, ma dell'estate 1794) redatto dal conte di Sindia, si legge che Domenico Simon «non contento d'avere scaldato lo Stamento Militare, che si lasciò abbagliare dal suo seducente progettare, riesce ora in questa [Torino], trovandosi alla testa d'alcuni sofistici, incauti, e poco esperti nelle cabale de' torbidi».

[142] ASTEMIO LUGTINMIO [M.L. SIMON], *Crisi politica...* cit., p. 17.

3. Il «dopopranzo» del 6 settembre 1794 il marchese Filippo Vivalda sbarcava a Cagliari, acclamato da «numerosissimo popolo» che lo accompagnò al palazzo viceregio gridando «Viva il re! Viva il nuovo viceré! Vogliamo giustizia!» [143]. A quattro mesi dall'espulsione del Balbiano e di tutti i funzionari piemontesi, l'arrivo del Vivalda nella capitale del Regno assumeva un valore simbolico carico d'implicazioni politiche e istituzionali: col giuramento prestato dal rappresentante del sovrano il 13 settembre nella cattedrale di Cagliari veniva ristabilito in Sardegna il potere viceregio.

L'insediamento del viceré Vivalda era stato a lungo preparato dal ministero torinese. Nel corso dell'estate del 1794 molte incertezze si erano addensate intorno alla decisione di inviare nell'isola il nuovo viceré e lo stesso Vivalda dovette trattenersi a lungo a Livorno, in attesa delle «nuove» dal Regno per stabilire la data della partenza. Nella città toscana il viceré era stato raggiunto da Gian Francesco Simon, che secondo l'autore della *Storia de' torbidi* sotto il pretesto di «profittare dello stesso imbarco», voleva «guadagnarsi, come gli riuscì, la di lui confidenza» [144]. Non esistono, però, elementi concreti che consentano di accreditare questa tesi, sebbene non si possa escludere che il ritorno in Sardegna dell'abate di Salvenero insieme al Vivalda facesse parte di un disegno concertato a Torino con il fratello Domenico e forse con lo stesso Sisternes.

Già all'indomani della sua nomina il generale si era impegnato a predisporre un piano per introdurre nell'isola un adeguato contingente militare, capace di contrastare le milizie popolari costituite a Cagliari, di reprimere il movimento «patriottico» e di ristabilire l'ordine e la tranquillità nel Regno. Sarebbe stato opportuno, secondo il marchese della Planargia, chiedere soccorso alla Spagna, all'Inghilterra e al Regno di Napoli per ottenere una «forza ausiliaria di duemila uomini da introdursi [nell'isola] nel modo più prudente», con la protezione della squadra navale alleata che avrebbe presidiato il porto cagliaritano. In questo quadro la crisi politica sarda, le sue implicazioni «ideologiche» e la sua dimensione internazionale venivano dipinte a tinte fosche per sottolineare l'interesse delle grandi potenze impegnate ad arginare il «morbo» della Rivoluzione. Di qui la necessità di intervenire di fronte «a qualunque disordine che potrebbe nascere — scriveva il marchese il 9 agosto 1794 — sotto lo specioso pretesto della supposta negativa delle cinque domande, che li giacobini sardi potrebbero farvalere co' giacobini francesi, dove riuscisse a coloro di afferrare

---

[143] AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Dispacci del viceré*, mazzo 5, dispaccio del 19 settembre 1794.
[144] *Storia de' torbidi...* cit., f. 91.

la Sardegna con rovesciarvi ogni buon ordine e toglierla eziandio dal felice dominio in cui trovasi»[145].

I due schieramenti che si fronteggiarono sino all'estate del 1795 si erano ormai delineati: da un lato il blocco conservatore che faceva capo all'intendente, al generale delle armi e ad altri «realisti», come li avrebbe definiti pochi anni dopo anche Matteo Luigi Simon; dall'altro il movimento patriottico, che faceva capo ai promotori dell'«emozione» antipiemontese, indicati dagli avversari come pericolosi «giacobini» e che, invece, secondo il Simon, volevano solo «vincolare più strettamente [...] gli interessi del Sovrano con quelli della Nazione»[146].

Nel luglio del 1795 le carte sequestrate nelle abitazioni del Pitzolo e del marchese della Planargia avrebbero messo a nudo i torbidi retroscena di un'organica trama repressiva che per molti versi aveva i contorni di un colpo di Stato[147]. Fin dall'estate-autunno del 1794 gli esponenti della fazione «realista» sostenevano la tesi dell'esistenza di un ben articolato disegno di tipo «giacobino», che collegava i capi del movimento cagliaritano con i «congiurati» sardi residenti a Torino e che mirava a porre il Regno sotto la protezione della Francia rivoluzionaria.

Per contrastare l'iniziativa di questi «spiriti turbolenti e maligni», e per meglio dissimulare i loro piani negli stessi ambienti governativi, il marchese della Planargia, il conte di Sindia e il teologo Giammaria Satta avevano adottato nei loro carteggi una sorta di lessico in codice per indicare i nomi dei «patrioti» e dei personaggi più in vista della vita politica sarda e torinese[148].

---

[145] AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Materie Politiche, Carte relative ai dispacci 1794-1796,* mazzo 2, «Scritture del marchese della Planargia», n. 8, *Memoria sulla forza coattiva da provvedersi in Sardegna* (Torino, 9 agosto 1794).

[146] M.L. SIMON, *Quadro storico...* cit., p. 67. Sull'uso del termine «giacobino» e sull'esperienza del «giacobinismo» italiano, cfr., fra la vasta letteratura, R. DE FELICE, *Il triennio giacobino in Italia (1796-1799)*, con un saggio introduttivo di F. PERFETTI, *Il giacobinismo italiano nella storiografia*, Roma, 1990; I. TOGNARINI, *Giacobinismo, rivoluzione, Risorgimento. Una messa a punto storiografica*, Firenze, 1977; A. GALANTE GARRONE, *Giacobini italiani*, in *L'albero della libertà dai giacobini a Garibaldi*, Firenze, 1987, pp. 1-58; C. CAPRA, *L'età rivoluzionaria e napoleonica in Italia 1796-1815*, Torino, 1978; C. ZAGHI, *Il giacobinismo e il regime napoleonico in Italia*, in *La Storia*, diretta da N. Tranfaglia e M. Firpo, V, *L'Età Moderna*, 3, *Stati e società*, Torino, 1986, pp. 735-793 a cui si rimanda anche per la bibliografia; ed inoltre i saggi di F. DIAZ, *La questione del giacobinismo italiano*, e di A. SAITTA, *La questione del «giacobinismo» italiano*, entrambi in «Critica Storica», rispettivamente III (1964) e IV (1965); e il «classico» studio di D. CANTIMORI, *Utopisti e riformatori italiani 1794-1847. Ricerche storiche*, Firenze, 1943, pp. 18 e seguenti.

[147] «Scritture del marchese della Planargia...», n. 22, promemoria di G. Pitzolo non datato.

[148] Domenico Simon, considerato come uno spirito malefico, instancabile organizzatore di «trame» e di «inganni», era il *Dottor Malfatti*; suo fratello Gian Francesco era *Navetta*; Lodovico Baille, a causa della infedeltà di sua moglie (chiamata la *Veneziana*), amante dell'ambasciatore

A Cagliari il primo sviluppo di un'attività «cospirativa» coincise con la reazione del movimento stamentario alle patenti di nomina del Pitzolo e del Paliaccio. Nel suo *Ragguaglio* del dicembre del 1795 l'avvocato Carlo Paglietti osservava che «immediatamente all'arrivo della speronara» che aveva portato la notizia della nomina dell'intendente e del generale, «l'avvocato Cabras col suo genero avvocato Effisio Pintor [...] insieme col signor visconte Ascher di Flumini ed altri soggetti loro aderenti tennero diversi congressi in casa del signor giudice don Giammaria Angioy per impedire che avessero corso queste due patenti» [149].

Tra l'autunno del 1794 e i primi mesi del 1795 l'attività dei «clandestini congressi» si intensificò, dando vita ad una embrionale rete di circoli che si affermavano come luoghi di discussione e di mobilitazione politica. All'organizzazione degli esponenti borghesi del quartiere cagliaritano di Stampace (Cabras, Pintor, Sulis, Cadeddu, ecc.) e al «club» democratico del giudice Angioy, sospettato di «corrispondenze co' francesi», si aggiunse, con il ritorno dell'abate di Salvenero e del fratello Matteo Luigi, un ulteriore luogo d'incontro indicato nel Collegio dei nobili, dove i Simon, il teologo Cabras e l'avvocato Pintor «leggevano le lettere di Terraferma, e ripigliavano le assopite loro corrispondenze» [150].

---

spagnolo in Piemonte, don Ignacio Lopez de Ulloa, era definito in modo spregiativo come il *Capricorno*; l'intrigante canonico Sisternes era chiamato *Taccarella*; il reggente della Reale Cancelleria, don Gavino Cocco, uomo astuto ed «ambidestro», era la *Volpe vecchia*; l'impetuoso visconte di Flumini era *Buttafoco*; la contessa Graneri, nemica dei Paliaccio, era *Zia Maria*; il cardinale Costa era *Capel Rosso*; il conte Prospero Viretti *Bonus Vir*. ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1683, «Nota delle persone indicate sotto le cifre, o nomi accennati in alcune lettere del conte di Sindia».

[149] BRT, Storia Patria, ms. 628, *Ragguaglio delle circostanze, che accompagnarono l'infausta morte del Comandante Generale delle Armi di Sardegna, marchese della Planargia, e del cavaliere Gerolamo Pitzolo intendente generale di quel Regno*. Una copia del *Ragguaglio*, proveniente dall'«archivio del marchese della Planargia», figurava fra l'altro all'interno dello *Zibaldone*... cit. utilizzato dal Manno per la sua *Storia moderna*. Da esso si evince che il manoscritto era stato «rassegnato a sua maestà Vittorio Amedeo III l'8 dicembre 1795 dall'aggiunto don Carlo Paglietti». Al *Ragguaglio* del Paglietti accenna anche D. SCANO, *La vita e i tempi di Giommaria Angioy*, introduz. di F. Francioni, Cagliari, 1985 (1ª ediz. Sassari, 1962), p. 88. Carlo Paglietti (figlio di Giacomo Giuseppe, protomedico del Regno e professore di medicina teorico pratica nell'Università di Cagliari, autore della *Pharmacopea Sardoa*, Cagliari, 1773) era stato nominato con patenti del 6 marzo 1789 giudice aggiunto alla Sala Civile della Reale Udienza. Rimasto a Cagliari nella primavera del 1794, dopo lo «scommiato» dei piemontesi, fu lucido testimone dei «torbidi» del 1795. Nel 1799 otterrà il privilegio di cavalierato. Il *Ragguaglio* è stato pubblicato, quando questo saggio era in bozze, da L. CARTA, *Il triennio rivoluzionario*... cit., pp. 275-305.

[150] *Storia de' torbidi*... cit., ff. 89 e 98. «Ed era nelle stanze medesime di quel collegio di educazione — scrive il Manno — che si restringeano insieme le tante volte gli uomini del 28 aprile a ragionare della loro possanza» (G. MANNO, *Storia moderna*... cit., I, p. 215).

Le diverse componenti del movimento stamentario erano impegnate intanto ad affrontare i delicati problemi dell'attribuzione degli impieghi vacanti per la cacciata dei piemontesi e del conferimento delle nuove cariche previste dal regio biglietto che aveva accordato la terza sala della Reale Udienza con funzioni di Consiglio di Stato. Il 20 agosto 1794, quando i tre Stamenti si riunirono separatamente per esprimere i nominativi dei candidati «nazionali», alcuni membri dello Stamento militare segnalarono Matteo Luigi Simon, assente dal Regno da un anno circa, per l'impiego di segretario di Stato. Per quanto minoritaria e indubbiamente marginale rispetto alle designazioni più accreditate, la proposta contribuiva a richiamare l'attenzione sul sostituto avvocato fiscale patrimoniale in vista di una futura promozione [151].

La motivazione «autonomistica» della domanda della esclusività degli uffici si traduceva intanto nella ferma raccomandazione che il movimento «patriottico» rivolgeva alla Reale Udienza di indicare, nella formazione delle terne, candidati capaci di garantire il ristabilimento e il rispetto della «sarda costituzione» [152].

Nel novembre del 1794, quando il reggente e i magistrati della Reale Udienza predisposero le terne, Matteo Luigi Simon fu proposto per l'ufficio di primo sostituto avvocato fiscale patrimoniale [153]. Alcuni mesi dopo, chiamati a motivare le loro scelte, diversi magistrati della Reale Udienza esprimevano sul Simon giudizi assai lusinghieri. Il 27 aprile 1795 il magistrato algherese veniva nominato sostituto effettivo dell'avvocato fiscale patrimoniale ed avvocato fiscale del Tabellione del Regno di Sardegna [154].

In occasione della presentazione delle terne anche Domenico Simon fu segnalato tra i candidati che potevano aspirare all'ufficio di «fungente le veci» del controllo generale, che riprendeva le competenze dell'antico istituto del maestro razionale [155].

---

[151] AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Materie Politiche, Carte relative ai dispacci 1794-1796*, mazzo 2, «Piano della votazione seguita nello Stamento Militare li 20 agosto 1794». I votanti dello Stamento erano 47.

[152] AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Materie Politiche, Carte relative ai dispacci 1794-1796*, mazzo 2, «Copia di rappresentanza dello Stamento Ecclesiastico e Militare» (Cagliari, 17 ottobre 1794).

[153] Matteo Luigi Simon figura come primo della terna nelle proposte del reggente Cocco e dei giudici Cugia Manca, Tiragallo e Angioy, come secondo nella terna indicata dal giudice Pau ed infine per il posto di secondo sostituto e soltanto in seconda posizione nella terna del giudice Valentino (AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Carte relative ai dispacci giuridici 1793-1795*, mazzo 2, terne del 25 novembre 1794).

[154] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie I, vol. 65, c. 68.

[155] Il suo nome fu significativamente proposto dal giudice Angioy che, unico fra i magistrati della Reale Udienza, volle così gratificare il discusso deputato degli Stamenti («Riflessi del giudice Angioy...»).

Intanto Gian Francesco aveva assunto una posizione di rilievo all'interno del movimento stamentario. Nei primi mesi del 1795, quando l'abate di Salvenero prese a orientare, insieme al canonico Sisternes (rientrato a Cagliari l'8 dicembre 1794), la politica dello Stamento ecclesiastico, nuovi motivi di tensione si accumulavano nel confronto tra Cagliari e Torino. Vittorio Amedeo III aveva accordato «la pronta celebrazione delle Corti», ma il provvedimento di nomina del presidente del Parlamento continuava a ritardare.

Negli ambienti «realisti» la paura di un nuovo attacco militare francese evocava il pericolo di una saldatura tra le mire della Grande Nazione e le aspirazioni del movimento «patriottico» sardo. Secondo la tesi accreditata in questi ambienti anche la mancanza di pane che aveva dato origine al tumulto popolare cagliaritano del 31 marzo era «procurata con maneggi ed arti illecite da alcuni partitanti francesi» [156]. Il timore delle infiltrazioni «giacobine» era ormai l'ossessione del partito «realista». Si comprende dunque lo scandalo suscitato dal poeta ed ex gesuita Francesco Carboni che, non nascondendo le sue simpatie per le «idee» di Francia, spiegava nel suo corso di retorica le «massime della viziosa libertà e dell'immaginaria eguaglianza» [157].

A Torino intanto, il 1° marzo 1795, il conte Pier Gaetano Galli subentrava nella «spedizione» degli affari di Sardegna al conte Avogadro, chiamato alla reggenza della Gran Cancelleria [158]. Rispetto al suo predecessore, che aveva adottato nei confronti delle rivendicazioni degli Stamenti una linea di duttile confronto, il conte Galli, portatore di una strategia più intransigente, impresse una sensibile svolta alla politica sabauda per la Sardegna. Il primo segnale fu il regio biglietto del 31 marzo che sospendeva la convocazione delle Corti. Il provvedimento era frutto di un profondo riesame dei pericoli insiti nella celebrazione del Parlamento sardo, non solo per i costi elevati che avrebbero gravato sulle esauste finanze del Regno, ma soprattutto per i riflessi del quadro internazionale e di guerra.

Le sessioni stamentarie presentavano ormai una fisionomia (sociale e poli-

---

[156] *Ristretto delle carte sequestrate in casa dell'intendente generale Don Gerolamo Pitzolo,* in *Zibaldone...* cit., c. 45*v*. Il *Ristretto*, compilato dal sostituto avvocato fiscale patrimoniale Giovanni Lavagna, reca la data del 18 luglio 1795. La minuta della medesima relazione è conservata in BCA, ms. 48/XVI.

[157] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1683, «Sentimento del Magistrato sopra gli Studi riguardante l'ex gesuita Padre Carboni» (6 febbraio 1795).

[158] Sulle carriere di Avogadro e Galli cfr. C. DIONISOTTI, *Storia della magistratura...* cit., II, pp. 260 e 397; E. GENTA, *Senato e senatori...* cit., pp. 147 e 231.

tica) assai diversa non solo da quella dell'età spagnola, ma anche da quella, ancora formalmente tradizionale, del 1793 [159].

In questo contesto politico Gian Francesco Simon, il colto e raffinato preside del Collegio dei nobili, si trovò proiettato in un sempre più coinvolgente impegno nell'attività stamentaria. In diverse occasioni, come «ambasciatore» dello Stamento ecclesiastico, era stato chiamato a illustrare il punto di vista del primo ordine del Regno in merito a diversi, delicati affari: il 18 marzo si era presentato alla riunione dello Stamento militare per proporre il testo della risposta da inviare al conte Avogadro, in replica alle obiezioni sulla spinosa questione dell'«allontanamento» del conte Viretti, segretario privato del re, dagli «affari» di Sardegna, richiesto in gennaio dagli Stamenti ecclesiastico e militare [160]; il 7 aprile, all'indomani del tumulto popolare per la mancanza di pane nella capitale, aveva consegnato al viceré una rimostranza per la sua esclusione dalla Giunta generale d'annona [161]; nello stesso mese veniva chiamato a far parte dell'importante commissione stamentaria incaricata di predisporre la lista dei nominativi per gli impieghi vacanti e nelle sessioni del 29 aprile e del 5 maggio presentò i risultati dei lavori della commissione [162].

Ma proprio alla fine di aprile il governo di Torino sceglieva la linea dello scontro. Con le patenti del 27 aprile venivano nominati come giudici della Sala Civile della Reale Udienza il magistrato Andrea Flores, il professor Pietro Luigi Fontana e l'avvocato Antonio Sircana, tutti e tre cittadini di Sassari e di orientamento ostile al movimento stamentario cagliaritano. Il provvedimento era un chiaro atto di forza, che mirava a svincolare l'iniziativa del governo dai molteplici condizionamenti che le erano stati imposti dalla Reale Udienza e dagli Stamenti.

La protesta contro le nomine unificò tutte le componenti del variegato schieramento dei circoli e *clubs* «patriottici»: «Si radunarono — avrebbe ricordato un testimone vicino agli ambienti «realisti» — [...] nella casa del giudice

---

[159] Sugli aspetti più propriamente giuridici cfr. A. ERA, *Estrema reviviscenza di un secolare istituto. Gli Stamenti nell'ultimo decennio del secolo XVIII*, in «Annuario dell'Università di Sassari», 1943-1947, pp. 13-30 e A. MARONGIU, *I Parlamenti sardi. Studio storico istituzionale e comparativo*, Milano, 1979, pp. 313-321. Per le modificazioni della composizione sociale cfr. F. FRANCIONI, *Il Parlamento...* cit., pp. 149-178.

[160] *Processi verbali...* cit., fasc. C, sessione dello Stamento militare del 18 marzo 1795. Sulla richiesta di «allontanamento» del Viretti cfr. G. MANNO, *Storia moderna...* cit., I, pp. 218-219.

[161] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1683, promemoria di Gian Francesco Simon (Cagliari, 7 aprile 1795).

[162] *Processi verbali...* cit., fasc. C., sessioni dell'11, 27, 28, 29 aprile e 5 maggio 1795.

Angioy per diverse notti l'avvocato Cabras e suo genero avvocato Pintor, ove pure v'intervenivano il canonico Sisternes, i fratelli Simon, don Ignazio Musso e con essi una gran parte dei loro emissari [...] e studiarono di comune accordo il mezzo di far proporre dagli Stamenti la dimanda a nome del popolo di non dar corso a dette tre patenti» [163].

L'intera famiglia Simon si mobilitò nell'attività dei circoli e nelle sessioni degli Stamenti: mentre il padre Bartolomeo ed il canonico Gian Battista raggiungevano a Cagliari Gian Francesco e Matteo Luigi, da Torino Domenico denunciava le «cabbale» della Segreteria di Stato e del partito «realista». A Cagliari la notizia della «promozione» dei tre sassaresi innescava nuovi conflitti. Il 12 maggio 1795 lo Stamento militare chiedeva al viceré di non dar corso alle nomine e il giorno successivo il Supremo Magistrato decideva di sospendere la registrazione delle patenti. Nel trasmettere a Torino le «rimostranze» del Regno, il viceré faceva presente l'incombente rischio di nuovi tumulti e nuove agitazioni [164].

La contrapposizione politica si estendeva ai vertici delle istituzioni: il viceré Vivalda, interlocutore privilegiato del movimento stamentario, entrava in contrasto col generale delle armi e con l'intendente Pitzolo. Il clima politico della capitale si faceva rovente, mentre lo scontro tra «giacobini» e «realisti» si allargava ai ceti popolari e alle organizzazioni artigiane della città.

E tuttavia, liquidate come pretestuose le «rimostranze» della Reale Udienza e degli Stamenti, il governo di Torino insisteva per la immediata registrazione delle patenti e raccomandava al viceré di «castigare» ogni resistenza [165].

Il dispaccio del conte Galli, pervenuto a Cagliari con il corriere del 30 giugno, fu letto dinanzi agli Stamenti tra lo sgomento dei deputati. Improvvisamente

---

[163] *Ragguaglio...* cit. Queste riunioni venivano descritte da alcuni confidenti all'intendente Pitzolo, che riferivano «che di notte, una quantità di gente s'introduceva in casa di don Gio Maria Angioy tutti imbaccucati con delle cocolle [mantelli con cappuccio] e delle mastrucche per non essere conosciuti» (*Ragguaglio di varie notizie concernenti gli affari di Sardegna riguardanti specialmente i fatti del 6 e 22 luglio 1795*, in *Zibaldone...* cit., dal cui indice risulta che il documento «esisteva nella segreteria del Supremo Consiglio in Torino»).

[164] *Processi verbali...* cit., fasc. C, ed anche ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1680, n. 10, «Sentimento del Magistrato della Reale Udienza sull'unito promemoria dei Stamenti riguardante la nomina dei giudici della Sala Civile seguita senza precedenza delle prescritte terne» (Cagliari, 14 maggio 1795).

[165] ACC, *Fondo Aymerich, Stamento Militare*, busta 17, fasc. E, «Copia d'articolo di dispaccio del signor conte Galli» (Torino, 10 giugno 1795). Pubblicato anche in appendice alla *Rappresentanza rassegnata dai tre Stamenti di Sardegna a sua maestà relativa all'occorso in Cagliari nel giorno VI luglio MDCCXCV*, Cagliari, 1795, p. 25.

ammutolita all'interno dell'assemblea, l'opposizione alle patenti regie si riorganizzò nei circoli e nei *clubs*. Se infatti alla lettura del dispaccio «non ardì alcuno di profferir parola, disunitasi poi la sessione — scriveva un testimone di parte «realista» — don Ignazio Musso, l'abbate Simon col suo fratello don Matteo, il canonico Sisternes [...] con altri partitanti passarono subito a casa del giudice Angioy [...] e passarono tutta la notte in combinare li mezzi da poter opporsi a queste nuove sovrane provvidenze» [166].

Le disposizioni giunte da Torino offrirono l'occasione al marchese della Planargia e all'intendente Pitzolo per mettere in atto il piano militare, da lungo tempo predisposto, per difendere il quartiere del Castello, sede del governo viceregio e punto nevralgico della vita politica della capitale. Corollario di questo piano era il preventivo arresto degli «spiriti tumultuosi» che «nudrendo sempre in seno il seme della rivolta, altro non cercano che di distruggere [...] l'autorità sovrana» [167]. In realtà la prova di forza era stata minuziosamente preparata a Torino dal conte di Sindia, che era riuscito a far prevalere il punto di vista dei «realisti» nel Supremo Consiglio di Sardegna e nella Segreteria di Stato [168]. Nel frattempo il governo aveva messo sotto stretta sorveglianza i «patrioti» sardi residenti nella capitale subalpina, che nella loro corrispondenza con i connazionali a Cagliari denunciavano allarmati gli intrighi torinesi del partito «realista» [169].

Dinanzi ai movimenti di truppe nel Castello ed ai cannoni puntati contro i sobborghi, i circoli «patriottici» si resero conto che bisognava giocare d'anticipo. La mattina del 6 luglio, mentre gli Stamenti approvavano la richiesta di deposizione del Paliaccio, l'agitazione che da diversi giorni serpeggiava in città sfociò in un'aperta insurrezione: il «popolo», secondo la versione dei fatti che avrebbero fornito gli Stamenti, «levatosi in massa si

---

[166] *Ragguaglio...* cit. Cfr. inoltre G. MANNO, *Storia moderna...* cit., I, pp. 244-245; V. ANGIUS, *Memorie...* cit., pp. 971-972.

[167] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1690, promemoria del marchese della Planargia al viceré, Cagliari, 4 luglio 1795.

[168] «Scritture del marchese della Planargia...», n. 40, lettera del conte di Sindia del 10 giugno 1795.

[169] Alla vigilia della partenza del corriere, che avrebbe portato in Sardegna il dispaccio del 10 giugno, erano stati «seriamente moniti», con gran soddisfazione dei «realisti», i «giacobini Simon e Baille», segretamente avvertiti «di guardarsi di scrivere ai loro simili e di glozare le sovrane provvidenze sotto pene riservate. Costoro continuano i loro congressi — scriveva il teologo Satta all'intendente Pitzolo — [...] affinché tutto vada sempre alla peggio» («Scritture del marchese della Planargia...»... cit., n. 51, lettera del teologo Satta al Pitzolo dell'8 luglio 1795).

avventò ciecamente alle porte, e ai bastioni del Castello»; disarmate le guardie e le artiglierie, la «moltitudine» si diresse verso la casa dell'intendente che venne trucidato mentre una folla tumultuante lo conduceva verso le carceri [170]. Il marchese della Planargia, sentendosi perduto, tentò invano la fuga e venne rinchiuso nelle carceri vescovili, in attesa che gli Stamenti si pronunciassero sulla sua sorte.

Con la sollevazione del 6 luglio e con il decisivo colpo inferto al partito «realista» il movimento «patriottico» cagliaritano imprimeva un nuovo corso alla politica del governo viceregio. Dalla crisi delle istituzioni di Antico Regime emergeva ormai una sorta di «governo misto» all'interno del quale, sulla scorta di una lettura sempre più estensiva delle antiche «leggi fondamentali» del Regno, l'autorità viceregia, ora fortemente condizionata, veniva costretta a dividere il potere con la Reale Udienza e con gli Stamenti, che si consideravano a pieno titolo i rappresentanti dell'intera «Sarda Nazione». I «regnicoli», avrebbe scritto in quelle settimane il «Giornale di Sardegna», «sono tranquilli sotto la protezione delle loro leggi fondamentali, sotto la giustizia e l'amore del loro re e sotto la tutela vegliante del Governo e degli Stamenti» [171].

All'interno di questa esperienza politica, che portava alla ribalta gli esponenti delle nuove classi dirigenti protagoniste della «sarda rivoluzione», i Simon erano destinati ad assumere ciascuno un suo specifico ruolo. Domenico, l'ex deputato vilipeso e denigrato dal Pitzolo e dagli altri «realisti», riceveva un chiaro attestato di stima quando una *Rappresentanza del popolo*, presentata il 9 luglio «per mezzo d'un gran numero di gente», proponeva agli Stamenti riuniti di «nominare Simon e Baille per deputati a presentare a sua maestà personalmente tutte le dimande degli Stamenti e della Nazione» [172].

Il coinvolgimento di Bartolomeo e di Gian Francesco diventò evidente non appena gli Stamenti si accinsero a giustificare l'«emozione» popolare. Il 7 luglio Gian Francesco proponeva il testo di un pregone finalizzato ad informare le città e i villaggi dell'isola con un «genuino ed esatto avviso dell'occorso e dei

---

[170] *Rappresentanza...* cit., pp. 13-15. Un anonimo sonetto «realista», diffuso all'indomani dell'accaduto, avrebbe apertamente addossato ai «giacobini» la responsabilità del delitto: «...e tenta invano/Far reo di suo misfatto il volgo insano / De' clubi Giacobini un club Bastardo». Il sonetto *Per la morte di Pitzolo*, in BUC, *Miscellanea Baille*, è stato ripubblicato da L. CARTA, *Appendice documentaria...* cit., p. 391.

[171] «Giornale di Sardegna», n. 2, Cagliari, 20 agosto 1795, pp. 15-16, ora anche in V. LAI, *La rivoluzione sarda e il «Giornale di Sardegna» (1795-1796)*, Cagliari, 1971, pp. 235-236.

[172] ACC, *Fondo Aymerich, Stamento Militare*, busta 17, fasc. G/5, «Rappresentanza del popolo fatta agli Stamenti» (Cagliari, 9 luglio 1795).

motivi che lo han preceduto»[173]. Il giorno successivo veniva nominato nella commissione stamentaria incaricata di stendere la supplica per «minutamente ragguagliare Sua Maestà di tutto l'operato nel giorno 6»[174]. La *Rappresentanza*, approvata «a pieni voti» dai tre Stamenti, venne data alle stampe per far conoscere le ragioni della sollevazione cagliaritana «in tutti gli Stati di sua maestà e negli altri Stati e Paesi esteri»[175]. Intanto Gian Battista si prodigava in diverse iniziative in rappresentanza dello Stamento ecclesiastico.

Già il 6 luglio, però, nelle stesse ore in cui si decideva l'arresto del generale delle armi, Matteo Luigi, in qualità di sostituto avvocato fiscale patrimoniale, venne chiamato a svolgere il delicato incarico del sequestro delle carte nella casa del marchese della Planargia. «Chi ebbe il coraggio di recarsi per primo a detta casa — avrebbe malevolmente osservato il Paglietti — è stato uno dei fratelli Simon, chiamato per nome don Matteo...»[176]. In realtà l'incarico gli era stato conferito, su richiesta degli Stamenti e previo parere della Reale Udienza, dal viceré Vivalda. Il sequestro delle carte avvenne alla presenza di una delegazione stamentaria composta dal Sisternes, dal Musso e dal Mattana[177]. «Per questo sequestro — scrisse nella sua relazione il magistrato algherese — si compilarono gli opportuni atti giuridici...». Il Simon infatti, insieme ai tre delegati, classificò e ordinò le carte del generale, selezionando le 63 «pezze» che «si ravvisarono solamente conducenti a giustificare [...] la inquisizione contro il detto marchese»[178]. L'insieme delle carte fu poi consegnato il 19 luglio, alla presenza del notaio Giuseppe Todde, ai deputati Musso, Guiso, Cabras e Pintor[179]. Su ri-

---

[173] ACC, *Fondo Aymerich, Stamento Militare*, busta 17, fasc. I, «Supplica per pubblicarsi un pregone circa l'occorso del 6 luglio» (Cagliari, 7-8 luglio 1795).

[174] *Processi verbali...* cit., fasc. C.

[175] *Processi verbali...* cit., fasc. C, sessione dello Stamento militare del 13 luglio 1795. Fu Gian Francesco Simon a presentare il 14 luglio il promemoria indirizzato al viceré per richiedere la pubblicazione della *Rappresentanza*. Non è improbabile che Gian Francesco sia intervenuto anche sul testo della *Rappresentanza* come farebbe supporre la grafia del manoscritto conservato in ACC, *Fondo Aymerich, Stamento militare*, busta 17, fasc. E. Non vi è invece alcun elemento per attribuire la *Rappresentanza* a Matteo Luigi, come i potizza Leo Neppi Modona (*Quadro storico...* cit., p. 174), che ha ripubblicato, con molte mende, brani del documento stamentario: il Simon aveva semplicemente inserito alcuni passi della *Rappresentanza* nella sua *Crisi politica...* cit., pp. 21-22.

[176] *Ragguaglio...* cit.

[177] Cfr. M.L. Simon, *Quadro storico...* cit., p. 72.

[178] *Relazione delle scritture apprensionate nella casa del marchese della Planargia, rassegnata al viceré marchese Vivalda*, in *Zibaldone...* cit.

[179] M.L. Simon, *Quadro storico...* cit., p. 73. Una descrizione analitica, quasi un regesto, carta per carta, delle 63 pezze, secondo l'ordine di sequestro, è contenuta in ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1683, n. 46.

chiesta degli Stamenti, intanto, il 7 luglio erano state sequestrate anche le carte dell'intendente Pitzolo: la commissione era guidata dal magistrato Giovanni Lavagna (cugino dei fratelli Simon). Dalle relazioni del Simon e del Lavagna emergevano inequivocabilmente le linee della congiura «realista» e le gravi responsabilità del generale e dell'intendente.

Era peraltro inevitabile che il contenuto delle scritture sequestrate diventasse ben presto di pubblico dominio: suscitò enorme scalpore la rivelazione delle autorevoli protezioni di cui godevano i «realisti» e soprattutto le «note di soggetti pericolosi» quasi delle «liste di proscrizione» che erano state predisposte per eliminare i capi del movimento [180].

Mentre gli Stamenti sollecitavano la rapida «costruzione del processo», tra i dirigenti del movimento «patriottico» maturava l'idea di comunicare il contenuto dei documenti alla intera popolazione, procedendo a leggere pubblicamente le scritture del generale dinanzi all'assemblea stamentaria. «La mattina del 22 luglio — avrebbe raccontato un anonimo testimone — intervenne una quantità di gente armata agli Stamenti, per sentir leggere le scritture apprensionate in casa del generale» [181]. Anche Paglietti avrebbe insistito sul clima di grande attesa che precedette la riunione: «già di buonissima ora si vociferava pubblicamente che si sarebbero congregati gli Stamenti per sentir leggere dall'avvocato Pintor una lista compilata, come dicevasi, dal marchese della Planargia, di soggetti rivoluzionari [...]. L'avvocato Efisio Pintor diede principio a leggere la motivata lista, e tratto tratto si fermava guardando verso la porta della stanza dove si trovavano radunati alcuni cacciatori miliziani suoi emissari. Ed avendo in una di quelle volte detto «m'intendete?», guardando i detti cacciatori subito i medesimi defilarono...» [182]. Nelle ore successive il marchese della Planargia veniva barbaramente trucidato nella pubblica via. Sull'onda dell'indignazione «gran parte del popolo», secondo la *Rappresentanza* degli Stamenti del 24 luglio, «in un baleno e non osservata» aveva abbandonato l'assemblea: «cosicché può dirsi — avrebbe

---

[180] ACC, *Fondo Aymerich, Stamento Militare*, busta 17, Rappresentanza dei tre Stamenti, Cagliari, 24 luglio 1795. Gli Stamenti avevano eletto una deputazione incaricata dell'«apertura» delle lettere provenienti col corriere della Terraferma, della quale erano membri sia Gian Francesco che Bartolomeo Simon insieme al canonico Meloni, a Musso, Cabras e Pintor. Della commissione facevano parte anche i giudici Angioy e Guirisi designati dalla Reale Udienza. Cfr. *Processi verbali...* cit., fasc. C, sessioni del 14 e 15 luglio 1795.

[181] *Ragguaglio di varie notizie...* cit.

[182] *Ragguaglio...* cit.

scritto in seguito il «Giornale di Sardegna» — che questa lettura sia stata insieme il processo e la sentenza» [183].

Nelle vicende dell'arresto del generale, e nel sequestro e nell'interpretazione della corrispondenza dei «realisti», i Simon ebbero senza dubbio una parte importante. Non solo Matteo Luigi, per le sue funzioni di sostituto avvocato fiscale, ma anche Bartolomeo, per gli importanti incarichi che in quei giorni gli vennero affidati nello Stamento militare, e Gian Francesco, che fu chiamato a garante della custodia delle carte ed ebbe modo di valutarle attentamente [184]. Giuseppe Manno, all'interno di un'interpretazione filorealista e decisamente conservatrice, non esitò ad accusare l'Angioy di essere stato il mandante degli omicidi dell'intendente e del generale e ad addebitare allo schieramento «patriottico» la responsabilità morale dei due linciaggi [185].

La radicalizzazione dello scontro politico nella capitale e le voci incontrollate di una possibile intesa tra i «giacobini» cagliaritani e la Repubblica Francese avevano intanto suscitato la reazione delle forze feudali e dei «realisti» del Capo di Sopra: quello che ne nacque fu il più grave tentativo secessionista (e di rottura dell'unità politica del Regno) della storia moderna della Sardegna.

In questa fase che coincide con il momento di maggior coesione (e di maggior forza) dello schieramento «patriottico», l'influenza dei Simon nella direzione del movimento giunse all'apice. Alcuni anni dopo, ricordando la sua esperienza di «abbé-prelat», membro della «Rappresentation publique de la Nation

---

[183] *Rappresentanza seconda rassegnata dai tre Stamenti di Sardegna a sua maestà relativa all'occorso in Cagliari nel giorno 22 luglio 1795*, Cagliari, 1795, p. 4 e «Giornale di Sardegna», n. 1, Cagliari, 13 agosto 1795, p. 6, ora in V. LAI, *La rivoluzione sarda...* cit., p. 226.

[184] Dall'indice dello *Zibaldone...* cit., al n. 89, risulta un'«appendice al volume delle pezze, ovvero alcune altre pezze originali, di cui non si è fatto menzione nel Ragionamento giustificativo, comprese fra le sequestrate nell'abitazione del fu marchese don Gavino Paliaccio della Planargia nel dopopranzo del 6 luglio 1795. N.B. Questo fascicolo di carte supplettive alle già pubblicate del marchese della Planargia vedesi preparato per la stampa, la quale però non ebbe luogo, alcune lettere relative agli anni 1794-1795 sono importanti. L'appendice è scritto di mano dell'abate di Salvenero».

[185] È a proposito di queste responsabilità che emerge il nome di Matteo Luigi Simon, al quale l'autore della *Storia de' torbidi*, forse per un subdolo equivoco (confondendo la «lettura» finalizzata al processo con la «pubblica lettura» delle «scritture apprensionate»), ha attribuito il ruolo di oratore nell'assemblea degli Stamenti, che le testimonianze coeve assegnano invece concordemente al Pintor. Cfr. anche G. MASSALA, *Memoria riguardante specialmente il tempo del governo dell'* alternos *don Gio Maria Angioy nell'anno 1796*, in *Zibaldone...* cit., il quale scriveva «che successe l'emozione del 22 luglio perché il dottor Efisio Pintor prese a leggere, e commentare in pubblico Stamento le pezze sequestrate al marchese della Planargia».

Sarde», Gian Francesco avrebbe così tratteggiato il proprio impegno politico negli anni 1794-1796: «Je m'y occupai avec pureté de coeur et de maximes dans toutes les fonctions dont me chargeoient mes collegues, et le Gouvernement même, qui allors m'honnorait de sa confiance. Tous les ecrits, que je faisois allors au nom de la Répresentation Nationale — scriverà nel 1806 —; mes motions continuelles pour le bien publique, mes idées deployées dans ces circonstances [...] n'abutoissent qu'a la noble fin d'etablir dans ma Patrie, sous l'egide de l'Autel et du Throne, le regne de la loi, de la philosophie et des lumières» [186].

Fin dalla primavera del 1795, in risposta alla sospensione della convocazione delle Corti, Gian Francesco aveva elaborato un'articolata memoria (forse una rappresentanza degli Stamenti al sovrano, destinata a restare incompiuta per il precipitare degli eventi) che rilanciava l'intera piattaforma delle cinque domande attraverso un'intransigente rilettura delle singole rivendicazioni ed una rigorosa riflessione sul «sistema politico fondamentale» del Regno. Il discorso del Simon partiva dalla mobilitazione antifrancese del 1793 e dalla conseguente presa di coscienza della «Sarda Nazione»: «Gli Stamenti [...] liberarono la Patria da un potente nemico, conservarono il Regno al monarca, i privilegi alla Nazione, e la Costituzione ad entrambi. Ma questa Costituzione che si sforzarono di mantenere ed i privilegi che si impegnarono a conservare erano già vulnerati da molto tempo per una diversa forma di governo introdottasi lentamente e cresciuta per gradi, niente analoga agli usi, ai costumi, all'indole e al temperamento dei sardi».

Le «Corti generali», presentate come «il rimedio più efficace, e il più forte riparo agli abusi del governo», erano inoltre indicate come la tappa essenziale per giungere «alla soppressione di quelli ingiusti dritti che si pagano dai villici contro la espressa sanzione delle nostri leggi, per cui molti villaggi che gemevano sotto la più pesante oppressione hanno ora suscitato in faccia al Governo alcuni non ingiusti reclami» [187]. Le Corti diventavano così la sede naturale da cui guidare il processo di riforma della società sarda, affrontando i numerosi e

---

[186] J.F. Simon, *Notice abregée...* cit. in cui l'autore dichiara di aver redatto, dal 1794 al maggio del 1796, un «plan d'education pubblique» e «rapports, lettres, requêtes, discours, instructions diplomatiques au nom des trois états de Sardaigne».

[187] ASGA, fasc. n. 744, G.F. Simon, *Sulle rivendicazioni degli Stamenti*. La minuta della memoria risale con ogni probabilità all'aprile-maggio 1795, come è confermato dal riferimento al regio biglietto del 31 marzo, che vi compare come elemento di polemica diretta, e dall'assenza invece di qualsiasi riferimento alle patenti del 27 aprile.

irrisolti problemi dell'amministrazione della giustizia, del contenzioso feudale, della «pubblica istruzione» e di «un miglior sistema nelle finanze».

Particolarmente lucida era poi la denuncia del «dispotismo ministeriale» fondato su una Segreteria di Stato che curava la «spedizione degli affari politici», mentre «gli altri affari del Regno od economici o militari si spediscono ancora nei rispettivi Dicasteri del Piemonte con cui la Sarda Costituzione non ha alcuna analogia»: si trattava di una pratica di governo che aveva finito per esautorare il Supremo Consiglio di Sardegna («o non è consultato, o non è sempre adottato dal ministro il suo sentimento»).

Molte di queste tematiche costituirono l'intelaiatura politica dei memoriali e delle rappresentanze approvate dagli Stamenti nell'estate del 1795. Così, per esempio, nella *Rappresentanza* del 24 luglio i «tre Ordini del Regno» dipingevano a tinte fosche «i rei disegni» dei «realisti» tesi a «distruggere le antiche fondamentali Leggi e Costituzioni» e ad introdurre un «governo non moderato, e proprio di vostra maestà, ma orientale e dispotico»[188]. Anche il lungo e articolato *Ragionamento*, attribuito a Nicolò Guiso, approvato dagli Stamenti il 19 agosto, si rifaceva ai principi del «governo misto» che costituivano il filtro qualificante attraverso cui il movimento «patriottico» rileggeva le peculiarità della «Sarda Costituzione»[189].

La pubblicazione del *Ragionamento* era ancora in corso presso la Reale Stamperia di Cagliari quando giunse nella capitale il biglietto del conte Galli che proibiva «ogni stampa di rappresentanze, dispacci, giornali e scritti relativi ai suddetti occorsi fatti»[190]. Sulla scorta di un «parere» di Gian Francesco Simon, gli Stamenti risposero che il divieto costituiva «una violazione del dritto dell'uomo, ed un attentato altresì alla libertà degli Stamenti, i quali per privilegio erano autorizzati a dare alle stampe qualunque loro atto e che la proibizione del Galli non tendeva ad altro che ad occultare le ragioni dei regnicoli»[191].

Il «Giornale di Sardegna», che aveva iniziato le pubblicazioni il 13 agosto, si era intanto rivelato un prezioso strumento di propaganda della cui importanza

---

[188] AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Materie Politiche, Carte relative ai dispacci 1794-1796*, mazzo 2.

[189] *Ragionamento compilato d'ordine e con approvazione dei tre Stamenti del Regno di Sardegna e dai medesimi umiliato al Regio Trono in giustificazione di quanto rappresentarono con le Rimostranze dei 13, e de' 24 luglio 1795*, Cagliari, 1795.

[190] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie I, vol. 65, c. 155, dispaccio del 29 agosto 1795.

[191] *Storia de' torbidi...* cit., f. 181. Il «Parere dell'abb. Simon sulla stampa del giornale, e C. Galli» era una delle «pezze necessarie» per l'incompiuto saggio sulle «vicende politiche» del Regno di M.L. SIMON, *Quadro storico...* cit., p. 119.

gli Stamenti e i circoli «patriottici» erano pienamente consapevoli [192]. Il foglio era vicino alle posizioni dell'ala democratica dello schieramento «patriottico» e le riunioni redazionali si tenevano nei locali del Collegio dei nobili, di cui l'abate di Salvenero era preside. L'«estensore» del periodico era il teologo Giuseppe Melis e tra i redattori figuravano l'avvocato algherese Agostino Vulpes ed il sacerdote Gaetano Rattu, professore nel Collegio [193].

È proprio questa attenzione per l'«opinione pubblica» a segnalare una delle novità più significative dell'esperienza rivoluzionaria degli anni 1794-1796. Era la prima volta nella storia della Sardegna moderna che un nuovo ceto dirigente si affermava in contrapposizione con i centri di potere e di governo della Dominante e si poneva il problema di spiegare le proprie ragioni non solo ai suoi più diretti interlocutori ministeriali e di corte, ma anche all'opinione pubblica europea.

In quest'ottica si può comprendere il ruolo di Gian Francesco quale autorevole sostenitore del «Giornale di Sardegna». Nei suoi lunghi soggiorni nelle città della penisola l'abate algherese aveva avuto modo di cogliere l'importanza delle gazzette nella circolazione delle idee e nella formazione dell'opinione pubblica. Così, secondo la testimonianza dello studente algherese Giuseppe Alberto Delitala, «una delle incombenze» del preside del Collegio dei nobili era «di far la spiegazione ai convittori della gazzetta sarda e si gloriava d'instruire la gioventù nella storia patria, che fin a quel tempo s'ignorava anche dai più illuminati regnicoli» [194].

L'incalzare degli eventi e le gravi responsabilità di governo a cui lo schieramento «patriottico» era chiamato, imponevano la ricerca di nuove forme di direzione del movimento. La prassi di delegare funzioni istruttorie e propositive

---

[192] *Processi verbali...* cit., fasc. C. Sugli obiettivi della pubblicazione cfr. inoltre *Prospetto di un foglio periodico intitolato Giornale di Sardegna che si propone per associazione*, ora in V. Lai, *La rivoluzione sarda...* cit., p. 218.

[193] Secondo Paglietti, *Ragguaglio...* cit., il «teologo Melis» era «estensore di gazzettini in società con l'abbate Gian Francesco Simon». Cfr. inoltre A. Boi, *Agli albori del giornalismo in Sardegna*, in «Studi Sardi», VIII (1948), pp. 177-197; R. Garzia, *I primi tentativi del giornalismo in Sardegna*, in «Bullettino bibliografico sardo», IV (1905), pp. 55 sgg.; V. Lai, *La rivoluzione sarda...* cit., pp. 13 sgg.; C. Capra, *Il giornalismo nell'età rivoluzionaria e napoleonica*, in V. Castronovo, G. Ricuperati, C. Capra, *La stampa italiana dal Cinquecento all'Ottocento*, intr. di N. Tranfaglia (*Storia della stampa italiana*, a cura di V. Castronovo e N. Tranfaglia), Roma-Bari, 1976, pp. 401-403; G.F. Contu, *Un periodico democratico sardo durante la rivoluzione angioiana: il «Giornale di Sardegna»*, in *La Sardegna e la Rivoluzione Francese*, atti del convegno «G.M. Angioy e i suoi tempi» (Bono, 15-17 dicembre 1988), Sassari, 1990, pp. 339-346.

[194] *Storia de' torbidi...* cit., f. 175. Sul Delitala cfr. P. Tola, *Dizionario...* cit., II, pp. 17-21.

a commissioni ristrette si era già notevolmente estesa, quando, nell'agosto del 1795, prese corpo l'idea di istituire una deputazione stabile degli Stamenti che, coniugando il diritto pubblico patrio con le coeve esperienze rivoluzionarie (molti anni dopo Costantino Angioy, fratello del magistrato, avrebbe confidato a Pasquale Tola che l'istituto era stato creato «ad imitazione del direttorio francese») [195], predisponesse le delibere da sottoporre all'assemblea e affiancasse il viceré e la Reale Udienza nell'effettivo governo del Regno.

Ogni Stamento nominò i suoi delegati: l'Ecclesiastico Gian Francesco Simon e Pietro Sisternes; il Reale Francesco Ramasso, cui subentrerà Vincenzo Cabras, ed Efisio Pintor; il Militare, confermando la commissione di quattro membri eletta l'8 luglio, designò Bartolomeo Simon, Ignazio Musso, Nicolò Guiso, Giovanni Therol [196].

Sia Bartolomeo che il figlio che Gian Francesco vennero così a far parte della struttura politica che assumeva la direzione dell'intera attività stamentaria. L'ascesa politica dei due Simon, che nella capitale non disponevano né di un vasto seguito familiare né di ramificate clientele professionali, era in realtà dovuta al consenso che le loro posizioni continuavano a raccogliere nel movimento stamentario [197]. «Erano insomma le cose prendendo sempre un buon sistema — avrebbe scritto più tardi Matteo Luigi Simon, commentando quella stagione politica —, perché negli Stamenti e nelli diversi eccitamenti che si facevano vi era la somma concordia» [198].

«Cabras, Musso, Pintor, Angioi, Cortese/Cisternes col partito simoniano / Ecco il perfido club calaritano / che vuol piantar la libertà francese / [...] Sassar vede da lungi il reo scompiglio / E fedele al suo re, fedele al Regno / Fugge de' giacobini l'empio consiglio» [199], così un sonetto anonimo d'ispirazione «reali-

---

[195] La lettera è citata in L. DEL PIANO, *Osservazioni e note sulla storiografia angioiana*, in «Studi sardi», XVII (1959-1961), p. 71.

[196] *Processi verbali...* cit., fasc. C., sessioni del 26 agosto e del 5 settembre 1795.

[197] Appartiene probabilmente a questo periodo un sonetto anonimo d'ispirazione «realista», dedicato *Alla famiglia Simone di Alghero*, che riprende alcune delle affermazioni contenute nell'«informativa» del novembre 1793. Il sonetto conservato in BUC, *Miscellanea Baille*, è stato ripubblicato da L. CARTA, *Appendice documentaria...* cit., p. 394.

[198] M.L. SIMON, *Quadro storico...* cit., p. 232.

[199] L'anonimo sonetto conservato in BUC, *Miscellanea Baille*, è stato riprodotto da A. BOI, *Giommaria Angioi alla luce dei nuovi documenti*, Sassari, 1925, p. 17; G. MADAU DIAZ, *Un capo carismatico, Giovanni Maria Angioy*, Cagliari, 1979, p. 149; L. DEL PIANO, *Giacobini e massoni in Sardegna fra Settecento e Ottocento*, Sassari, 1982, p. 50; L. CARTA, *Appendice documentaria...* cit., p. 389.

sta», dedicato *Al club giacobino calaritano*, dipingeva il gruppo dirigente che nella capitale aveva preso le redini del governo. Ma al di là dell'unità apparente, il presunto «club giacobino» era costituito da componenti diverse che non avrebbero tardato a marcare le reciproche differenze fino a giungere, nella primavera del 1796, all'aperta e definitiva contrapposizione.

In effetti al suo interno si distingueva innanzitutto la vasta nebulosa degli aderenti alla «casa Cabras» (Vincenzo e Antonio Cabras, Pintor, Sulis, Cadeddu, Ramasso, ecc.) che aveva la sua roccaforte nello Stamento reale e le sue basi sociali nei ceti curiali e artigiani; controllava gran parte delle milizie urbane e disponeva di un ampio consenso d'opinione potenziato dalle ramificate clientele dei suoi capi. L'ideologia di questo raggruppamento, pur affondando le sue radici nei sentimenti «nazionalistici» ed antipiemontesi dello «scommiato» del 28 aprile 1794, era fondamentalmente caratterizzata da un fermo lealismo monarchico, da un «autonomismo» imperniato sulla rivendicazione dell'«esclusività» degli impieghi e da una chiara pregiudiziale antigiacobina [200].

Il secondo, determinante polo d'attrazione era costituito dal «partito» del giudice Giovanni Maria Angioy, che aveva i suoi punti di forza nello Stamento ecclesiastico e soprattutto in quello militare, e che grazie agli autorevoli appoggi di cui godeva nella Reale Udienza aveva preso l'iniziativa nel serrato confronto col governo di Torino sulla questione delle terne. Questo «partito», che alla vigilia della resa dei conti coi «realisti» cagliaritani aveva stabilito una stretta alleanza con la «casa Cabras», si era progressivamente qualificato come l'ala democratica del movimento e si era esteso ben oltre l'iniziale gruppo dei fedelissimi del giudice (Andrea Delorenzo, Onorato Cortese, Ignazio Ferrali, Francesco Ignazio Mannu, ecc.) fino a comprendere altri autorevoli esponenti degli Stamenti, come Musso, Guiso e soprattutto i Simon.

Lo schieramento angioiano si caratterizzava inoltre per la sua particolare sensibilità verso le tematiche giuridico-istituzionali, per l'accentuata impronta antiassolutistica, che travalicava ormai il quadro politico dell'Antico Regime, e

---

[200] Sul Cabras e sul Pintor, che avevano «tradito» Angioy, è stato espresso un giudizio sostanzialmente negativo, di tipo moralistico, sia da parte degli storici conservatori, sia da parte di quelli democratici. Utili spunti vengono da B. ANATRA, *Cabras Vincenzo*, in *Dizionario biografico degli italiani*, XV, Roma, 1972, pp. 72-73. Allo stato attuale delle ricerche non risulta invece che nella capitale fossero attive logge massoniche, cfr. L. DEL PIANO, *Giacobini e massoni*... cit., pp. 49-57, capaci di caratterizzare la politica dei diversi circoli e dei *clubs*. Cfr. anche A. BOI, *Cronache del 1795*, in «La Nuova Sardegna», 16 luglio 1950.

per l'apertura culturale verso le nuove idee di libertà e di democrazia [201]. All'interno di questo schieramento i Simon erano portatori di posizioni riformatrici che, sulla scorta del diritto pubblico patrio, prefiguravano una monarchia costituzionale, fondata su un nuovo patto tra la Corona sabauda e il Regno di Sardegna [202].

Nelle file dei democratici, però, si erano già manifestate tendenze dichiaratamente rivoluzionarie, di orientamento repubblicano e filofrancese, che rivendicavano l'immediata abolizione del feudalesimo. I primi contatti tra i «patrioti» sardi e la diplomazia francese risalgono con ogni probabilità all'estate del 1795 e in particolare alla fase più acuta della crisi politica col governo di Torino.

Tuttavia la scelta di invocare l'aiuto francese non dovette essere né facile né scontata neppure all'interno del club angioiano. Pochi anni dopo, rievocando il clima politico di quell'estate, Matteo Luigi Simon avrebbe rimarcato lo stridente contrasto tra l'apparente spirito unitario di «tutti li amici della Patria» e invece l'«intelligenza segreta di alcuni» che avevano deciso l'«invio d'un soggetto a Francia per esporre lo stato delle cose, e per dimandarne la protezione» [203].

In effetti nello schieramento «patriottico» alcune incrinature cominciarono a manifestarsi già nel settembre del 1795. Le divergenze riguardavano la scelta di una deputazione che, ottenuta l'intercessione della Santa Sede, si recasse a Torino «per fare a viva voce presso sua maestà le parti della comune causa» [204]. Sulle finalità e sulla sua composizione si delinearono due posizioni: da una parte

---

[201] Su Angioy, oltre alle vecchie, e per certi versi superate, biografie di D. Scano, *La vita e i tempi...* cit. (preceduta nell'edizione più recente da uno stimolante saggio di F. Francioni, *Giommaria Angioy nella storia del suo tempo*, a cui rimandiamo anche per l'ampia e dettagliata bibliografia) e di G. Madau Diaz, *Un capo carismatico...* cit., cfr. L. Del Piano, *Osservazioni e note...* cit.; A. Boi, *Giommaria Angioy alla luce...* cit.; T. Orrù, *Epopea angioiana*, in «Annali della Facoltà di Scienze Politiche dell'Università di Cagliari», V (1980), pp. 367-399; C. Sole, *Problemi di storiografia angioiana,* in *Sardegna e Mediterraneo*, Cagliari, 1970; e il recente volume miscellaneo *La Sardegna e la Rivoluzione Francese...* cit. Cfr. infine voce biografica di R. De Felice, *Angioy Giovanni Maria*, in *Dizionario biografico degli italiani*, III, Roma, 1961, pp. 273-275.

[202] Qualche anno più tardi, Matteo Luigi Simon, all'interno di una incompiuta riflessione sulla Costituzione del Regno, scriveva: «Siccome la Sardegna tiene leggi fondamentali, con le quali passò da uno ad un altro dominio, e che non furono mai derogate [...], è perciò che il Regno di Sardegna può dirsi un Regno costituzionale (a differenza degli Stati che il re possiede in Terraferma) di cui il potere rappresentativo risiede presso gli Stamenti o Nazione avente il diritto di rappresentare a mezzo dei suoi deputati, il potere legislativo presso la Reale Udienza che fa corpo col viceré, e l'esecutivo propriamente presso il viceré». Il manoscritto, conservato in BCA, è stato pubblicato da G. Zirolia, *Sugli Stamenti di Sardegna*, in «Il Filangieri», XVII (1892), p. 434.

[203] M.L. Simon, *Quadro storico...* cit., p. 115.

[204] *Processi verbali...* cit., fasc. C., sessione dello Stamento militare del 19 settembre 1795.

quella dei democratici che, pur condividendo l'idea della delegazione al trono, intendevano nominare tre deputati che avrebbero garantito un'ampia rappresentatività degli schieramenti stamentari; dall'altra quella dei moderati che miravano ad eleggere un solo deputato nella persona dell'arcivescovo di Cagliari, il piemontese Vittorio Filippo Melano di Portula. La prima si richiamava alla precedente deputazione del 1793-94 per difendere con fermezza gli spazi che il movimento stamentario si era conquistato nel governo del Regno; la seconda, affidando la missione ad una personalità esterna agli Stamenti (dall'«emozione» antipiemontese del 1794 il Melano non partecipava più alle sessioni dello Stamento ecclesiastico), mirava a chiudere onorevolmente la vertenza col governo di Torino e a ristabilire l'ordine nell'isola [205].

Dopo lunghe e complesse trattative gli Stamenti si orientarono sulla scelta dell'arcivescovo Melano. Al «partito» angioiano, che era stato messo in scacco dall'iniziativa parlamentare del fronte moderato, non restò che sottolineare col voto contrario il proprio dissenso e lo Stamento militare approvò la proposta con 46 voti favorevoli e ben 39 contrari [206].

Molti anni dopo, nel 1814, Pietro Sisternes, raccontando i retroscena di quella votazione, sostenne che lo scontro maturò, già alla fine di agosto, in una riunione della ristretta commissione stamentaria, a cui inizialmente avrebbe partecipato anche il giudice Angioy. Secondo la versione del canonico cagliaritano, che tuttavia non trova riscontri documentari, Ignazio Musso avrebbe sostenuto che non vi era altra soluzione «che spedire una deputazione degli Stamenti a Parigi». Le reazioni furono immediate e l'Angioy, che appoggiava la temeraria proposta, irritato abbandonò la riunione. Dopo un'ampia discussione si convenne, sull'esempio dell'intervento della Santa Sede presso l'imperatore Giuseppe II per la ribellione del Brabante, d'invocare l'intercessione del pontefice e designare a questo scopo soltanto un deputato [207].

---

[205] Sinora la storiografia non ha posto nella dovuta luce questa prima, significativa frattura dello schieramento «patriottico». Solo un cenno vi è nella *Storia de' torbidi...* cit., ff. 186-187: ciò spiega perché G. MANNO, *Storia moderna...* cit., II, pp. 42-43, sorvoli sull'episodio. La «riazione dei moderati contro gli esaltati» è posta invece in rilievo da V. ANGIUS, *Memorie...* cit., pp. 985-987 e, ovviamente con un'ottica diversa, da F. SULIS, *Dei moti politici...* cit., pp. 68-60. Fra gli studi più recenti cfr. B. ANATRA, *Cabras Vincenzo...* cit., pp. 72-73 e G. MADAU DIAZ, *Un capo carismatico...* cit., pp. 219-223.

[206] *Processi verbali...* cit., fasc. C., sessioni dello Stamento militare del 19 e del 21 settembre 1795.

[207] B. BRUNO, *Un'importante documentazione...* cit., pp. 120-121. Secondo la versione del Sisternes, Ignazio Musso, Bartolomeo e Gian Francesco Simon «ch'erano del partito di don

Le prime incrinature non compromisero, però, né la piattaforma delle cinque domande, che veniva integralmente riproposta, né le altre fondamentali rivendicazioni che il movimento «patriottico» aveva avanzato nel corso del 1795 e che ora entravano a far parte della nuova *Rappresentanza* affidata all'arcivescovo di Cagliari [208]. A Torino la Sardegna appariva in preda all'anarchia, ma la secessione sassarese, che secondo un pregone viceregio rischiava di «accendere la guerra civile fra i due Capi», imponeva una linea energica allo stesso viceré [209]. Dominata dai «realisti» e dai feudatari, Sassari, con le sue magistrature, si contrapponeva apertamente al governo cagliaritano mentre nei villaggi del Logudoro le agitazioni antifeudali si estendevano a macchia d'olio [210].

Il 24 novembre alcuni villaggi logudoresi stipulavano uno «strumento d'unione»: le 113 persone, che in rappresentanza delle comunità lo sottoscrivevano dinanzi al notaio, invocavano il riscatto dei feudi e giuravano «di non riconoscere più alcun feudatario» [211]. Travalicando il vecchio ambito della denuncia degli abusi baronali lo «strumento d'unione» delle ville del Logudoro trasferiva lo scontro su un più netto piano antifeudale. I democratici cagliaritani colsero subito la novità di questa dirompente iniziativa che scuoteva le fondamenta dell'Antico Regime: il «tenore» dell'atto «è d'una natura affatto nuova in questo Regno — commentava il «Giornale di Sardegna» —, e tanto strepitoso [...] che certamente formerà uno de' più interessanti monumenti della storia sarda dell'epoca presente» [212].

Giammaria», che «avea fissato in detto abate» il delegato da inviare a Roma e a Torino, avrebbero rifiutato di concordare il nome del candidato unitario rinviandone la designazione all'assemblea degli Stamenti.

[208] *Rappresentanza quinta rassegnata dai tre Stamenti di Sardegna a sua maestà nei 28 settembre 1795*, Cagliari, 1795.

[209] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1683, «Pregone fatto pubblicare da sua eccellenza sulle istanze dei tre Ordini del Regno per andare al riparo dei mali, che si temevano per la separazione del Capo Superiore» (Cagliari, 19 settembre 1795).

[210] Cfr. M.T. PONTI, *Tendenze separatistiche e fermenti antifeudali nel Logudoro (1795)*, in *La Sardegna nel Risorgimento...* cit., pp. 71-104.

[211] L. BERLINGUER, *Alcuni documenti sul moto antifeudale sardo del 1795-1796*, in *La Sardegna nel Risorgimento...* cit., p. 123.

[212] «Giornale di Sardegna», n. 15, Cagliari, 10 dicembre 1795, p. 115, ora anche in V. LAI, *La rivoluzione sarda...* cit., p. 331. Sulle lotte antifeudali del 1795-96 il testo di riferimento resta ancora quello di S. POLA, *I moti delle campagne...* cit., I, pp. 57 sgg., su cui cfr. anche D. FILIA, *Cause sociali dei moti sardi del 1793-1802*, in «Studi sassaresi», sez. I, serie II, IV (1925), pp. 1-38. Cfr. inoltre il vecchio studio di U.G. MONDOLFO, *Agricoltura e pastorizia in Sardegna nel tramonto del feudalesimo*, in «Rivista italiana di sociologia», VIII (1904), n. 4, ora anche in *Il feudalesimo in Sardegna*, a cura di A. Boscolo, Cagliari, 1967, pp. 431-455. Fra gli studi più recenti cfr. C. SOLE, *La Sardegna sa-*

L'opera dei tre commissari che in ottobre erano stati inviati nel Capo settentrionale per assicurare ovunque la «pubblicazione» delle ultime circolari e dei pregoni viceregi, provocava un massiccio pronunciamento delle comunità rurali a favore degli Stamenti e del governo cagliaritano [213]. I vassalli dei villaggi infeudati si sentivano pertanto, come è stato osservato dal Pola, dei «ribelli legali» e, spalleggiati dal governo di Cagliari, individuavano nella Reale Governazione di Sassari la roccaforte dei loro oppressori e dei loro nemici [214].

Di concerto con i democratici sassaresi lo schieramento «patriottico» cagliaritano decideva intanto di predisporre un piano per sconfiggere i «realisti» e sottomettere la città «ribelle». La notizia della visita a Cagliari di «due distinti cittadini turritani», noti «entrambi pei loro lumi, pel loro zelo, e pel ben inteso patriottismo», era riportata con grande enfasi dal «Giornale di Sardegna» del 24 dicembre. I due «benemeriti concittadini» erano gli avvocati Gioacchino Mundula e Gavino Fadda, esponenti di un movimento che nel Capo di Sassari, anche a causa dell'asprezza dello scontro politico e sociale, aveva assunto posizioni assai radicali, spesso apertamente repubblicane e filofrancesi [215]. Fu probabilmente in occasione di questa visita che vennero gettate le basi di quella vasta offensiva politica e militare che avrebbe portato all'assedio ed alla caduta di Sassari.

Dalla memorialistica sia di parte «realista», sia di parte «patriottica», risulta che nel corso di un «congresso privato», tenuto a Cagliari nel mese di dicembre (a cui parteciparono, secondo Matteo Luigi Simon, soltanto «li dottori Cabras,

---

bauda... cit., pp. 227-246; G. SOTGIU, *Storia della Sardegna...* cit., pp. 185-221; L. SCARAFFIA, *Le rivolte contadine in Sardegna: ipotesi di ricerca*, in «Quaderni storici», XI (1976), n. 32, pp. 798-811; B. ANATRA, *Abolizione del feudalesimo e rivoluzione agricola*, in «Studi storici», XVIII (1977), pp. 113-126; G. DONEDDU, *Feudalità e ceti nell'epicentro della rivolta*, in «Études corses», XVI (1988), n. 30-31, pp. 137-140; J. DAY, *Profilo economico dei focolai di ribellione antifeudale in Sardegna nel 1793-1796*, in *La Sardegna e la Rivoluzione Francese...* cit., pp. 23-42.

[213] La proposta di inviare a spese degli Stamenti, ma con patenti viceregie, dei commissari «per la pronta spedizione e pubblicazione» delle circolari era maturata nelle sessioni stamentarie del 17 e 20 ottobre 1795 (*Processi verbali*, fasc. C).

[214] S. POLA, *I moti delle campagne...* cit., I, p. 100.

[215] Il Mundula, sospetto al governo di francofilia sin dal 1793, era di fatto il capo del partito democratico sassarese. Cfr. A. BOI, *Gioacchino Mundula, tribuno sassarese*, in «La Nuova Sardegna», 18 maggio 1952. Anche Gavino Fadda, avvocato, era un convinto «giacobino»; dopo la sconfitta dei moti rivoluzionari fu condannato a morte e impiccato il 24 settembre 1796: cfr. A. BOI, *Il primo martire della rivoluzione angioina: Gavino Fadda*, in «La Nuova Sardegna», 4 maggio 1952. Sull'ambiente «patriottico» sassarese cfr. E. COSTA, *Sassari*, I, 2, Sassari, 1976 (I[a] ediz. Sassari, 1885), pp. 5 e seguenti.

Pintor, Musso, Mundula, Fadda, notajo Sulis e giudice Angioy»), venne messo a punto un piano dettagliato (caldeggiato anche dal reggente Cocco) per piegare la città di Sassari alla volontà della capitale. Il piano prevedeva di far convergere sul capoluogo settentrionale «un gran numero di villici» via via reclutati dal Mundula e dal Fadda soprattutto in «quelle ville ch'erano in altercazione coi loro Feudatari» per «mettere all'ordine quella città, soggettarla all'ubbidienza verso il Superiore Governo da cui si era sottratta, e ridurre in questo modo il Regno ad una perfetta unione ed armonia stabile»[216].

Il 28 dicembre un esercito improvvisato di diverse migliaia di vassalli assediava Sassari. Dopo qualche scaramuccia le autorità ordinarono la resa. Il giorno successivo Mundula e Cilocco (uno dei tre commissari che gli Stamenti avevano inviato nel Capo di Sopra) entravano trionfalmente nella città e ne prendevano possesso a nome del governo cagliaritano[217]; il 31 dicembre, scortati dalla cavalleria miliziana, partivano con altri democratici sassaresi alla volta di Cagliari per condurvi prigionieri il governatore Santuccio e l'arcivescovo Giacinto Della Torre[218].

Nel governo della capitale la caduta di Sassari destò sconcerto e preoccupazione: «il viceré rimase stupito di questo affare — annotava il Lavagna nel suo diario —, massime perché il suddetto avvocato Mundula [...] avesse abusato del nome di sua eccellenza, quando la medesima non aveva dato, né mai pensato dargli li ordini ch'esso Mundula aveva spacciato»[219].

Inoltre, fin dai primi di gennaio, la componente moderata dello schieramento «patriottico» appariva turbata nel constatare che le intese con i democratici sassaresi consentivano al «partito» angioiano di disporre di un crescente seguito nel Capo di Sopra, dove esso diventava il punto di riferimento del movimento antifeudale. In realtà la sconfitta dei «realisti» sassaresi, anziché

---

[216] M.L. SIMON, *Quadro storico...* cit., pp. 74-75. Un'indiretta conferma delle intese tra i «patrioti» cagliaritani e quelli sassaresi viene dall'interessante diario, tuttora inedito, tenuto dal magistrato Giovanni Lavagna nel gennaio-marzo 1796. BCA, ms. 48/XVII, G. LAVAGNA, *Giornale, ossia memorie che servono.*

[217] AST, Corte, *Paesi, Sardegna, Materie Politiche, Carte relative ai dispacci 1794-1796*, mazzo 2, relazione del notaio Cilocco sulla presa di Sassari, pubblicata anche da L. CARTA, *Appendice...* cit., pp. 330-337. Cfr. anche B. ANATRA, *Cilocco Francesco*, in *Dizionario biografico degli italiani*, XXV, Roma, 1981, pp. 514-516.

[218] «Giornale di Sardegna», n. 17, Cagliari, 14 gennaio 1796, pp. 134-135, ora in V. LAI, *La rivoluzione sarda...* cit., pp. 350-351.

[219] G. LAVAGNA, *Giornale...* cit., 1° gennaio 1796. Sulla controversa figura dell'arcivescovo turritano, futuro arcivescovo di Torino (1805-1814), cfr. G. PEJRONE, *Della Torre Giacinto Vincenzo*, in *Dizionario biografico degli italiani*, XXXVII, Roma, 1989, pp. 552-555.

rafforzare l'unità dei «patrioti», poneva le premesse della loro definitiva polarizzazione su prospettive contrapposte [220].

Fu in questo contesto che maturò la decisione di inviare Giovanni Maria Angioy quale *alternos* viceregio nel Capo di Sopra [221]. Le diverse motivazioni che indussero il viceré, la Reale Udienza e gli Stamenti a sostenere unanimemente la sua candidatura hanno dato origine ad interpretazioni contrastanti. Le ricostruzioni di parte democratica sottolinearono le molte incertezze con cui l'Angioy accettò l'incarico e insieme il senso di responsabilità con cui si fece carico di riportare la giustizia, la tranquillità e l'ordine in quel Capo [222]. Secondo Matteo Luigi Simon, che insieme al padre e ai fratelli fu un testimone partecipe di quell'ardua decisione, Angioy esitò a lungo prima di accettare e infine chiese al governo viceregio alcune garanzie: in primo luogo «che pendente la sua commissione stessero pure al di lui fianco tre deputati degli Stamenti come testimoni di tutte le di lui operazioni politiche»; in secondo luogo «che in tempo della sua assenza nulla fosse per innovarsi sulli affari pubblici senza prima consultarne con lui [...] come Organo del Capo di Sassari». Se alla prima richiesta furono opposti, come sostiene il Simon, «mille pretesti per non acconsentirvi», per la seconda «lo stesso reggente don Gavino Cocco e gli altri colleghi del Magistrato lo assicurarono una e più volte che non vi si sarebbe da questo corpo discussa la menoma cosa di conseguenza ch'egli non ne fosse previamente avvisato» [223].

Per celebrare la riunificazione del Regno e per suggellare il processo di riappacificazione che la nomina dell'*alternos* sembrava avviare, il 25 gennaio

---

[220] Matteo Luigi Simon, avrebbe messo in evidenza, nel 1800, i contraccolpi negativi della conquista di Sassari sulla vita politica cagliaritana: «l'arcivescovo di Sassari piemontese, ed il governatore [...] furon da quella moltitudine arrestati, e poi tradotti a Cagliari quasi in trionfo, sebbene Cagliari siasi piuttosto dimostrata freddissima, ed il Governo abbia piuttosto riprovato simile attentato, che anche producendo istantaneamente l'unione di Sassari col resto del Regno, dovea però far nascere maggiori discordie, divisioni, odii, e sciagure, e vendette» (ASTEMIO LUGTINMIO, *Crisi politica...* cit., pp. 28-29).

[221] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1680, «Memoria dei Stamenti concernente la scelta dai medesimi fatta per Alternos in Sassari nella persona del signor giudice dottor Gio' Maria Angioy» (Cagliari, 16 gennaio 1796). Cfr. inoltre *Storia de' torbidi...* cit., ff. 203-204.

[222] Cfr. ASTEMIO LUGTINMIO, *Crisi politica...* cit., pp. 30-31 e D.A. AZUNI, *Histoire...* cit., I, pp. 231-232.

[223] M.L. SIMON, *Quadro storico...* cit., p. 80. La dettagliata ricostruzione dei retroscena politici della nomina dell'*alternos* proposta da Matteo Luigi trova significativi riscontri nel diario di Giovanni Lavagna, il sostituto avvocato fiscale algherese, politicamente vicino al «partito» moderato. G. LAVAGNA, *Giornale...* cit., 17 e 20 gennaio 1796.

1796 i «patrioti» cagliaritani offrirono un «solenne» banchetto in una casa del quartiere della Marina, pomposamente definito «pranzo della Concordia», in onore dei «signori sassaresi» Mundula, Fadda e Sini e del notaio Cilocco. Al banchetto parteciparono circa sessanta invitati fra ecclesiastici, nobili, cavalieri, magistrati, funzionari governativi e comandanti delle milizie urbane [224]. In questa circostanza, secondo la colorita narrazione della *Storia de' torbidi*, «don Matteo Simon [o forse, più probabilmente, Mundula] per esplorare l'animo dei convitati fece un brindisi alla salute della Repubblica sarda. Il Pintor, che inorridito dai misfatti commessi e di quelli altri che temeva, aveva cominciato a dar segni di ravvedimento, con versi estemporanei, salutò la religione, la patria ed il re. A sì fatto imprevisto cambiamento ammutolirono i convittori...» [225].

L'attonito silenzio dei convitati dinanzi al brindisi dell'avvocato Pintor esprimeva bene il disagio dei circoli «patriottici» di fronte alle inquietanti alternative che si erano ormai delineate.

L'*alternos* partì per Sassari il 13 febbraio 1796 salutato, come riferì il «Giornale di Sardegna», da «moltissime persone d'ogni ceto e classe». Man mano che si avvicinava al capoluogo il corteo s'ingrossava, sicché l'Angioy fece il suo solenne ingresso a Sassari, il 28 febbraio, accompagnato da «alcune migliaia di quei villici». La missione dell'*alternos* offrì subito l'opportunità per una grande iniziativa di propaganda delle idee riformatrici dei democratici [226]. Ma l'emarginazione dell'Angioy dalla vita politica della capitale era ormai un dato di fatto.

Mentre le file del «partito» democratico iniziavano ad assottigliarsi, l'*alternos*, come ricorderà il Sisternes nelle sue memorie, «manteneva in questa [Cagliari] la corrispondenza con alcuni degli amici che gli rimasero e tra gli altri con don Ignazio Musso, con don Bartolomeo Simon e coll'abate don Gianfrancesco suo figlio, dai quali avea relazione di quanto trattavasi negli Stamenti, e di quanto ordinava il Vice Re» [227].

Nei primi mesi del 1796 l'influenza dei Simon nella vita politica cagliaritana era in netto declino. Non a caso in questo periodo prendeva corpo una nuova

---

[224] Vi erano fra gli altri Bartolomeo Simon con i suoi tre figli (G. LAVAGNA, *Giornale...* cit., 25 gennaio 1796).

[225] *Storia de' torbidi...* cit., f. 200. Un cenno al banchetto anche in M.L. SIMON, *Quadro storico...* cit., p. 78; F. SULIS, *Dei moti politici...* cit., p. 97, ripropone l'episodio ma, senza indicare la fonte, sostituisce il nome del Simon con quello dell'avvocato sassarese.

[226] «Giornale di Sardegna», n. 20, Cagliari, 25 febbraio 1796, p. 153 e n. 21, Cagliari 10 marzo 1796, pp. 161-162, ora in V. LAI, *La rivoluzione sarda...* cit.; pp. 369 e 377-378.

[227] B. BRUNO, *Un'importante documentazione...* cit.,. p. 124.

campagna denigratoria nei loro confronti con malevole insinuazioni che marcavano un crescente isolamento politico e personale. Secondo le voci raccolte da Giovanni Lavagna, il 12 gennaio era circolato a Cagliari «uno scritto favorevole alla libertà francese, veduto dal viceré» e «composto da un abate ecclesiastico», che si insinuava fosse quello di Salvenero. Due giorni dopo aveva destato vivo scalpore l'infuocata invettiva che il deputato Ignazio Musso, ormai su posizioni più moderate, aveva pronunciato, pur senza nominarlo, contro Gian Francesco Simon, per aver «privatamente» denunciato lo strapotere della deputazione stamentaria, che «non comunicava tutto il contenuto» della documentazione esaminata e, anzi, «occultava ciò che voleva». Il Lavagna stesso dichiarava di «aver inteso» che qualcuno «in una casa» aveva detto «che se volesse ritrovarsi il piano della proclamazione della Repubblica basterebbe far perquisizione di scritture in casa di don Matteo Simon»[228].

A differenza di Musso, Guiso, Sisternes, Cabras e Pintor, che di bimestre in bimestre furono rieletti nella deputazione stamentaria, Bartolomeo e Gian Francesco Simon, che insieme ad essi avevano operato nella prima deputazione, nella prima metà del 1796, non furono più chiamati a farne parte. In realtà la nuova ondata di maldicenze che ora colpiva i Simon faceva da supporto ad una ben orchestrata offensiva politica che aveva come obiettivo la loro definitiva emarginazione da tutti gli organismi decisionali. Se ne ebbe una chiara dimostrazione il 15 febbraio, in occasione del rinnovo della deputazione stamentaria eletta nel dicembre dell'anno precedente: lo stesso viceré era sceso in campo per «procurare in ogni modo la conferma della stessa deputazione» e soprattutto perché «si facesse in modo di non venir eletto nessuno dei Simon»[229].

Dal canto loro anche i democratici avevano tentato di giocare le proprie carte, seppur senza successo: «si sa che per parte dei medesimi [i Simon], massime del preside — riferisce Lavagna —, si sono fatti raggiri, affine di venir escluso dallo Stamento ecclesiastico il canonico Sisternes e dal Reale l'avvocato Pintor, e di venire eletti per la nuova deputazione il detto preside, il padre ed un altro per Pintor»[230].

---

[228] G. LAVAGNA, *Giornale...* cit., 14 gennaio e 7 marzo 1796.

[229] G. LAVAGNA, *Giornale...* cit., 15 febbraio 1796. In questa operazione il viceré si era «confidentemente» servito dell'avvocato Cabras e del comandante Sulis. Cfr. anche *Processi verbali...* cit., fasc. D, sessione del 15 febbraio 1796.

[230] «Ed il preside — prosegue Lavagna — dimostrò in tavola molta impazienza, dal che si rilevò il suo risentimento. Questa notte [...] è andato alla conversazione del viceré, il quale gli dimostrò confidenza (per quanto si seppe dallo stesso preside) in materia di politica ecclesiastica [...]; ma degli affari pubblici non gliene ha trattato nulla».

Le gravi divergenze tra moderati e radicali si riproposero il 14 marzo in una riunione urgentemente convocata, in casa del procuratore Giovanni Onnis, per discutere «dello spediente da prendersi stante il silenzio di Torino» sull'intera situazione del Regno, a cui parteciparono i dirigenti più rappresentativi del movimento «patriottico», fra cui Cabras, Pintor, Musso, Sisternes, Mundula ed anche Bartolomeo, Gian Francesco e Gian Battista Simon. Nel corso di quel «congresso illegale» l'avvocato Mundula, dopo aver denunciato «che si attentava alla sua vita» e persino «che gli erano state sparate archibusate», aveva caparbiamente difeso la «conquista» di Sassari, ribadendo «ch'egli non aveva fatto altro che eseguire i suggerimenti datigli in Cagliari». Si era poi attirato le dure repliche di Musso e Sisternes quando aveva sostenuto «che l'ultima deputazione bimestrale stamentaria si era fatta con violenza e che si agiva con violenza». Anche le risposte di Cabras e Pintor non si fecero attendere quando l'avvocato sassarese formulò «varie altre proposizioni [...] tendenti al sistema repubblicano». In particolare sul principale punto in discussione la linea da adottare dinanzi al minaccioso «silenzio» torinese la maggioranza dei convenuti si riconobbe nell'appello dei moderati che sostennero la necessità di attendere la risposta della corte, «senza veder la quale non poteva pensarsi sullo spediente opportuno» [231].

Paradossalmente, all'indomani della riunione, si diffondevano nell'isola nuove allarmanti voci sulle intenzioni del governo torinese: Gian Francesco Simon, mostrandosi vivamente preoccupato, andava dicendo che secondo un'«informativa» pervenuta al marchese di Laconi il sovrano era ormai deciso a concedere le amnistie richieste, ma che aveva «la nota dei capi sul tavolino, compresi esso preside, le case Simon, Cabras ed altri, per averli sempre presenti» [232].

Ma il conflitto tra moderati e radicali continuò ad inasprirsi e all'inizio di aprile, mentre il partito angioiano era costretto a tenersi sulla difensiva, l'ala radicale-repubblicana veniva isolata ed espulsa dal movimento «patriottico» cagliaritano. L'avvocato Mundula, «minacciato più volte d'essere massacrato», abbandonò la capitale e si rifugiò a Sassari [233].

In questa mutata temperie politica si collocava anche la cessazione delle

---

[231] Le notizie su questa importante riunione, che evidenzia la ormai irriducibile contrapposizione tra moderati e «giacobini», sono tratte da G. LAVAGNA, *Giornale...* cit., 14 e 15 marzo 1796.

[232] G. LAVAGNA, *Giornale...* cit., 16 e 17 marzo 1796.

[233] Cfr. G. LAVAGNA, *Giornale...* cit., 21 gennaio e 1° febbraio 1796 e M.L. SIMON, *Quadro storico...* cit., p. 82.

pubblicazioni del «Giornale di Sardegna», che da organo ufficioso degli Stamenti si era via via trasformato in una sorta di bollettino del «partito» democratico. Il foglio era ormai in stridente contrasto con gli orientamenti moderati che condizionavano la vita politica della capitale. Un'imperdonabile svista, contenuta nel numero del 31 marzo, offrì il pretesto per un intervento censorio degli Stamenti che di fatto determinò l'interruzione delle pubblicazioni [234]. Il numero 24, preannunciato per il 7 aprile, rimase manoscritto [235]: esso conteneva fra l'altro alcune «spiegazioni» sul controverso episodio dei movimenti di truppe intorno alla piazzaforte di Alghero; l'argomento era stato agitato negli Stamenti da Bartolomeo Simon che, nella sessione del 25 marzo, aveva esibito una lettera con la quale i consiglieri di Alghero gli chiedevano di «volersi interessare» a favore di quella città, vivamente preoccupata perché il governatore Carroz aveva disposto «preparamenti ostili, guarnendo e rinforzando i posti di truppa [...] e fortificando i bastioni verso terra con i cannoni dei bastioni che guardano il mare». Gli domandavano pertanto di «far sì» che il viceré ingiungesse al governatore di «desistere da ulteriori movimenti allarmanti il popolo» [236].

L'ostilità dei «realisti» algheresi nei confronti dell'Angioy precipitò quando l'*alternos*, dopo la comparsa di alcuni legni inglesi nelle acque di Porto Conte, inviò un contingente di dragoni e miliziani per perlustrare il litorale [237]. In quei giorni iniziò a prender corpo la voce che l'Angioy intendesse impadronirsi dell'importante «piazza marittima» [238]. All'indomani della sconfitta dell'*al-*

---

[234] *Processi verbali...* cit., fasc. D, sessione dello Stamento militare del 1° aprile 1796.

[235] Una copia manoscritta del n. 24 della gazzetta era contenuta nello *Zibaldone...* cit., ff. 1287-1298, come risulta dall'indice trascritto dal Pittalis: «Giornale di Sardegna n. 24, Cagliari 7 aprile 1796. Scritto di mano dall'abate di Salvenero estratto dalle carte di Gian Andrea Massala, era destinato a far seguito al n. 23, l'ultimo pubblicato con le stampe, e contiene alcune spiegazioni sul tentativo sopra Alghero attribuito all'*alternos* Don Giovanni Maria Angioy».

[236] *Processi verbali...* cit., fasc. D. La lettera dei consiglieri civici (Alghero, 19 marzo 1796) è in ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1679.

[237] Cfr. G. MASSALA, *Memoria riguardante...* cit. Sulle complesse vicende del presunto attacco angioiano ad Alghero cfr. soprattutto l'esauriente e documentato saggio di E. COSTA, *G.M. Angioy e l'assedio di Alghero*, in «Archivio Storico Sardo», IV (1908), pp. 3-55; S. POLA, *I moti delle campagne...* cit., I, pp. 158-167; C. SOLE, *Giacobini e realisti in Alghero nel 1796*, in *Studi storici in onore di Francesco Loddo Canepa*, I, Firenze, 1959, pp. 315-332; F. FRANCIONI, *Conflitti politici e vita sociale ad Alghero fra Settecento e Ottocento*, in *Alghero, la Catalogna, il Mediterraneo. Storia di una città e di una minoranza catalana in Italia (XIV-XX secolo)*, a cura di A. MATTONE e P. SANNA, II, Sassari, 1993, pp. 557-591; G. MADAU DIAZ, *Un capo carismatico...* cit., pp. 279-286.

[238] *Storia de' torbidi...* cit., ff. 207-208.

ternos, la voce, sebbene si fosse dimostrata infondata, sarebbe stata trasformata in un preciso capo d'imputazione a carico dell'Angioy e dei Simon, considerati complici del progetto. Sulla scorta della *Storia de' torbidi*, anche Giuseppe Manno nella sua *Storia moderna* accreditò la tesi dell'assedio di Alghero, secondo una versione che fu definitivamente smontata nel 1908 da una documentata ricerca di Enrico Costa [239].

Nello stesso periodo in cui gli Stamenti dipanavano la complessa situazione di Alghero, giunse da Sassari la notizia «d'una gran congiura che si tentava in pregiudizio dell'alternos, di don Antonio Fois e di altri soggetti e famiglie» [240]. La congiura era maturata negli ambienti «realisti» e filobaronali del Capo di Sassari con l'obiettivo di far cadere l'Angioy e ristabilire l'ordine nei feudi. «Scopertasi [...] una congiura in Sassari per massacrare esso Angioy — ricorderà icasticamente Matteo Luigi Simon — [...], Cagliari patrocinò piuttosto i rei che inveì contro i medesimi» [241].

Si intensificava intanto la diffusione di fogli e libelli clandestini, contenenti scritti, poesie e appelli di ispirazione «giacobina». Risalgono probabilmente al mese di marzo i *Sentimenti del vero patriotta sardo che non adula*, una violenta denuncia della «perfidia» dei «Piemontesi nostri nemici», accusati di voler allestire «un'armata di quattro mila uomini per invadere i nostri Stati» e di «accender la guerra tra Sardi e Sardi». Il foglio, che si avvaleva di «notizie di tutto credito» giunte da Torino, si concludeva con una fosca previsione sul «regalo» dei «Piemontesi» che, simile «al cavallo trojano», avrebbe portato «la rovina della Patria» e «la desolazione delle famiglie» [242].

Di particolare interesse risulta, inoltre, *L'Achille della Sarda Liberazione*, un

---

[239] Cfr. G. MANNO, *Storia moderna...* cit., II, pp. 105-114. Cfr. inoltre anche V. ANGIUS, *Logudoro*, in G. CASALIS, *Dizionario...* cit., IX, p. 816. La lettura del Manno ha condizionato gli storici successivi, in particolare F. SULIS, *Dei moti politici...* cit., pp. 117-120, ma anche P. TOLA, *Rassegna critica della «Storia moderna di Sardegna» del barone Giuseppe Manno*, in «Meteora», I, n. 18, 30 settembre 1843, pp. 137-142. «Il vero è — sostenne Costa — che il tentato assedio di Alghero è tutta una fola, una macchinazione degli emigrati, nemici di Angioy» (E. COSTA, *G.M. Angioy...* cit., p. 49).

[240] *Processi verbali...*, fasc. D., sessione del 20 aprile 1796.

[241] M.L. SIMON, *Quadro storico...* cit., p. 83. Cfr. inoltre G. MASSALA, *Memoria riguardante...* cit.; F. SULIS, *Dei moti politici...* cit., pp. 121-122; E. COSTA, *Sassari...* cit., I, 2, pp. 44-45; G. MADAU DIAZ, *Un capo carismatico...* cit., pp. 290-295. Solo un cenno in G. MANNO, *Storia moderna...* cit., II, p. 115.

[242] Il testo manoscritto conservato in BUC, *Miscellanea Baille*, 7.17, è stato pubblicato da L. DEL PIANO, *Osservazioni e note...* cit., pp. 65-67, e da G. MADAU DIAZ, *Un capo carismatico...* cit., pp. 533-536.

organico documento articolato in tesi, che rappresenta il punto d'approdo dell'elaborazione teorica del triennio rivoluzionario e insieme una sorta di manifesto delle posizioni del «partito» democratico nella primavera del 1796 [243]. Probabilmente diffuso nel mese di maggio, quando ormai le tensioni politiche tra l'*alternos* e il governo cagliaritano erano all'apice [244], l'*Achille* riprendeva la piattaforma rivendicativa delle cinque domande, legando la battaglia per la piena realizzazione della «sarda costituzione» al processo di totale emancipazione dalla «schiavitù feudistica». L'ignoto autore del documento, probabilmente un uomo di legge, prospettava il rilancio del tradizionale sistema costituzionale del Regno, attraverso la realizzazione di un nuovo «patto sociale fra il Sovrano e la Nazione» che avrebbe definitivamente sancito da un lato l'impegno del monarca ad «osservare le leggi della Nazione», dall'altro l'obbligo per quest'ultima di «rispettare le regalie del sovrano».

Lontane da ogni suggestione filofrancese e repubblicana le idee dell'*Achille* riflettevano posizioni e aspettative diffuse tra quei democratici che, come Gian Francesco e Matteo Luigi Simon, il teologo Giuseppe Melis, il sacerdote Michele Obino, professore di Decretali nell'Università di Sassari, l'avvocato Francesco Ignazio Mannu e lo stesso giudice Giovanni Maria Angioy, auspicavano — a dispetto delle accuse mosse loro dai «realisti» e dai moderati — una monarchia costituzionale, fondata sul definitivo superamento degli ordinamenti feudali e sul riequilibrio paritario dei rapporti tra le istituzioni del Regno e la Dominante.

Intanto la situazione dell'isola aveva ripreso ad interessare il Direttorio francese, che pensava di utilizzare la crisi politica sarda in funzione antisabauda. Ai primi di aprile, Lazare Carnot decideva di inviare in Sardegna, come emissario, il mercante marsigliese Audibert Caille, che anni prima era stato

---

[243] *L'Achille della Sarda Liberazione*, manoscritto conservato in BUC, *Miscellanea Baille*, 7.17.V., è stato ripubblicato in L. DEL PIANO, *Osservazioni e note...* cit., pp. 59-64, e in appendice al saggio dello stesso autore *Salvatore Frassu e i moti rivoluzionari della fine del '700 a Bono*, Sassari, 1989, pp. 53-61, G. MADAU DIAZ, *Un capo carismatico...* cit., pp. 525-531; P. CUCCURU, *Un testo giacobino sardo: l'Achille della sarda liberazione*, in «Il pensiero politico», XII (1979), pp. 59-64. Al testo accenna G. MANNO, *Storia moderna...* cit., II, p. 103. Cfr. inoltre F. SULIS, *Dei moti politici...* cit., p. 94. Per l'analisi del testo cfr. soprattutto I. BIROCCHI, *La carta autonomistica* cit., pp. 146-153 ed inoltre F. FRANCIONI, *Diritto di resistenza, nazione e patria in Sardegna durante la Rivoluzione Francese*, in *Etnos. Le autonomie etniche e speciali in Italia e nell'Europa mediterranea*, Cagliari, 1988, pp. 85-105; A. CONTU, *Giusnaturalismo e teoria della dissimulazione nella Sardegna rivoluzionaria*, in «Quaderni bolotanesi», n. 15, 1989, pp. 187-226; G. SOTGIU, *Storia della Sardegna...* cit., pp. 201-202.

[244] Cfr. M.L. SIMON, *Quadro storico...* cit., p. 242.

impiegato nel consolato di Cagliari. In particolare il Caille avrebbe dovuto verificare se i sardi avessero già dichiarato la loro indipendenza «à l'exemple des États Unis de l'Amérique Septentrionale» e, nel caso contrario, esortarli a dichiararla al più presto «de la manière la plus légale et la plus solennelle», facendo presente che «cette déclaration est indispensable pour que la République Française puisse la reconnaître et fonder ainsi leur existence politique»[245].

Ma quando a Marsiglia l'emissario stava per imbarcarsi per l'isola, l'armistizio di Cherasco e soprattutto la successiva pace di Parigi col Piemonte (15 maggio 1796) modificarono i piani del Direttorio sulla Sardegna e fecero affievolire le speranze dei «patrioti» sardi nell'intervento della Grande Nazione.

All'imminente pace con la Francia guardavano con fiducia i moderati cagliaritani, che prendendo le distanze dai democratici e facendo quadrato intorno al viceré si preparavano a raccogliere i frutti di una rapida chiusura della vertenza con Torino. E tuttavia alla fine di aprile, mentre lo schieramento moderato otteneva l'esplicita censura dell'operato dell'*alternos*, i deludenti risultati della legazione torinese determinavano un'improvvisa (seppur momentanea) inversione di tendenza nella vita politica stamentaria.

Dopo il lungo silenzio seguito alle vicende della conquista di Sassari, il 24 aprile 1796 giunse a Cagliari una lettera con la quale il Melano rimetteva agli Stamenti l'«estratto» delle risposte che Vittorio Amedeo III intendeva dare alle domande del Regno. L'ambigua formulazione delle promesse regie sconcertò subito gran parte dei deputati stamentari. Apparve evidente che tutte le risposte erano inficiate da subdole e inquietanti condizioni. Dopo una breve ma animata discussione gli Stamenti decidevano di affidare il documento alla «matura disamina» della deputazione, che in questo caso, però, per rispecchiare più fedelmente gli orientamenti dell'assemblea, veniva integrata con la nomina di altri cinque deputati: l'abate Gian Francesco Simon e il canonico Pasquale Manca per l'Ecclesiastico, i cavalieri Cadello e Villamarina per il Militare e l'avvocato Ramasso per il Reale[246].

Di fronte alla promessa di un «perdono generoso» che però il sovrano avrebbe concesso soltanto «con quei riguardi» che gl'imponevano «la giustizia e la custodia della fama» dei suoi sudditi, gli stessi moderati apparvero turbati

---

[245] A. Boi, *Giommaria Angioy alla luce...* cit., pp. 60-61; le *instructions* al Caille sono del 9 aprile 1794. Cfr. I. Calia, *Francia e Sardegna...* cit., pp. 90-93, che traccia un profilo biografico del mercante francese e, più in generale, S. Pola, *La Sardegna nei rapporti diplomatici...* cit., I, pp. 67-85.

[246] *Processi verbali...* cit., fasc. D, sessione del 24 aprile 1796.

e ripresero a temere un contraccolpo repressivo per i loro trascorsi «rivoluzionari»[247]. Ma l'artefice della svolta politica che, seppure solo transitoriamente, ricostituì l'unità del movimento «patriottico» cagliaritano, fu Gian Francesco Simon che con un «lungo suo ragionamento» riuscì a conquistare il consenso degli Stamenti. Il 30 aprile 1796 Gian Francesco esponeva «il sentimento della deputazione» ai tre Stamenti uniti e, in sostanza, dopo aver puntualmente ribadito tutte le rivendicazioni contenute nella petizione a suo tempo inviata al sovrano, proponeva di raccomandare al Melano di non «compromettere il pubblico interesse del Regno»[248]. La stesura del documento conclusivo veniva affidata a lui stesso. «La deliberazione degli Stamenti riuscì conforme a tali consigli; sebbene i capi della parte moderata — avrebbe scritto il Manno — inclinassero a preferire a quell'insistenza la rispettosa risposta da farsi al re, di abbandonarsi interamente, per le cose non conformi alle domande, a quanto sarebbe per deliberare lo stesso sovrano»[249].

A maggio la crisi politica sarda precipitò. La frattura tra il governo viceregio e l'*alternos*, e tra gli Stamenti e le comunità «confederate» era divenuta insanabile. La capitale dava ormai aperta ospitalità ai «realisti» del Capo settentrionale che descrivevano il governo sassarese come una cieca e fanatica tirannia[250]. I moderati Sisternes, Cabras e Pintor «erano gli arbitri della deputazione e degli Stamenti: e per più cattivarsi la benevolenza dei feudatari con cui volevano agir d'accordo per rovinare l'Angioy e tutti li creduti suoi amici — scriverà Matteo Luigi Simon — [...], vi fecero, nella predetta deputazione [...], intervenire qualche feudatario, per esempio il marchese di San Tommaso»[251]. Il governo cagliaritano si reggeva dunque su una nuova

---

[247] Cfr. G. MANNO, *Storia moderna...* cit., II, pp. 80-81 e G. MASSALA, *Memoria riguardante...* cit.

[248] *Processi verbali...* cit., fasc. D.

[249] G. MANNO, *Storia moderna...* cit., II, pp. 82-83, 155. Un cenno alla «replica energica degli Stamenti, persistendo in tutto quanto si dimandò» è anche in M.L. SIMON, *Quadro storico...* cit., pp. 117-118 (il «parere dell'ab. Simon sulle domande dell'aprile 1796» figurava anche nella «Nota delle pezze necessarie», p. 199). Sul «biglietto sovrano» del 30 marzo e sulle repliche degli Stamenti cfr. anche F. SULIS, *Dei moti politici...* cit., pp. 129-137.

[250] Sul governo sassarese dell'*alternos* una fonte di primaria importanza, ancora poco utilizzata dalla storiografia, è ASC, *Reale Udienza, Cause civili*, busta 54, «Atti istruttoriali del Magistrato della Reale Udienza per promuovere un processo a G.M. Angioy e i principali implicati nella insurrezione del Lodugoro del 1796». Cfr. a questo proposito T. ORRU', *Epopea angioiana...* cit., pp. 388-394, e, dello stesso, *Giuseppe Valentino giudice e carnefice dei seguaci di G.M. Angioy*, in «Rivista sarda di criminologia», IV (1968), pp. 521-528 e *Le carte delle istruttorie e dei processi contro Angioy e i suoi seguaci*, in *La Sardegna e la Rivoluzione Francese...* cit., pp. 123-155.

[251] M.L. SIMON, *Quadro storico...* cit., p. 84.

alleanza tra moderati e «realisti» fondata sul comune obiettivo di piegare l'*alternos*.

Angioy intanto si rendeva conto di essere caduto nella trappola architettata dai suoi avversari. Nella capitale l'«impero» di Cabras, di Sulis, di Pintor aveva completamente emarginato i democratici. «Altri dunque non vi erano rimasti negli Stamenti che poteano supporsi aderenti ad Angioy, e ch'erano di fatti del Capo settentrionale che il padre e i figli Simon»[252], scriverà Matteo Luigi. Perentoriamente il viceré invitava l'*alternos* ad intervenire con la forza per obbligare i vassalli delle ville al pagamento dei diritti feudali legittimi, ma l'Angioy non intendeva fare «l'esattore baronale»[253].

Alla fine di maggio l'*alternos* decise di prendere l'iniziativa. Secondo il giudizio del Sisternes, l'Angioy «giocò l'ultimo colpo da disperato»[254]. Probabilmente egli sopravvalutava l'impatto che il movimento delle ville «confederate» avrebbe potuto avere sugli equilibri del governo cagliaritano. Sulle motivazioni politiche della marcia su Cagliari già all'indomani della sconfitta del movimento angioiano si delinearono due opposte interpretazioni: la prima, d'ispirazione «realista» e moderata, successivamente fatta propria dal Manno, pose l'accento sulla «ferma determinazione» dell'*alternos* «di raccogliere quanta gente armata potea per andare con quella in Cagliari a dichiarare — come si legge nella *Storia de' torbidi* — il Regno Repubblica e farsi riconoscere per capo»[255]; la seconda, d'ispirazione democratica (Matteo Luigi Simon e per alcuni aspetti Domenico Alberto Azuni), sostenne che l'Angioy, più che mutare la forma politica del Regno, intendeva suscitare «nuovamente l'entusiasmo patrio smorzato e soffocato», quindi «invadere la capitale, rovesciarvi tutto il sistema — come scrive Matteo Luigi Simon nella *Crisi politica dell'isola di Sardegna* (1800) —, e colla forza rimettervi lo spirito nazionale, compatibilmente però all'osservanza delle sarde leggi»[256].

Il 2 giugno 1796 l'*alternos* uscì da Sassari «con apparato magnifico di miliziani, di dragoni, e di amici»[257]. La marcia fu all'inizio un vero trionfo, soprat-

---

[252] M.L. Simon, *Quadro storico...* cit., p. 85. Cfr. anche G. Manno, *Storia moderna...* cit., II, pp. 101-102.

[253] *Storia de' torbidi...* cit., f. 217.

[254] B. Bruno, *Un'importante documentazione...* cit., p. 124.

[255] *Storia de' torbidi...* cit., f. 220.

[256] Astemio Lugtinmio, *Crisi politica...* cit., p. 34. Cfr. inoltre D.A. Azuni, *Histoire...* cit., I, pp. 237-238. Carlo Botta definirà «il cavaliere Angioy, uomo tanto più vicino alla virtù modesta degli antichi, quanto più lontano dalla virtù vantatrice dei moderni» (C. Botta, *Storia d'Italia dal 1789 al 1814*, I, Capolago, 1833, p. 277).

[257] F. Sulis, *Dei moti politici...* cit., p. 143.

tutto in quelle ville che erano in lotta contro i feudatari. Pochi giorni dopo nel villaggio di Macomer il corteo incontrò una decisa opposizione: vi furono disordini e saccheggi. L'8 giugno l'Angioy giunse ad Oristano, da dove scrisse al viceré e agli Stamenti riaffermando che la «Provincia del Logudoro» era «fedele a sua maestà» ma era «altrettanto ferma e risoluta nel difendere i diritti, interessi e privilegi della Sarda Nazione». «Non occorre di rammentare le vicende, alle quali fu sottoposta la tranquillità del Regno — dichiarava l'*alternos* —, ma crederei, che colla mediazione della Repubblica Francese potrebbero terminarsi felicemente, e con soddisfazione di tutti i buoni, le nostre vertenze. Questa Repubblica, che ha già fatto la pace con sua maestà essendo savia, illuminata e spregiudicata saprà determinare i diritti della Sovranità e quelli della Nazione Sarda». Per trattare «queste e molte altre circostanze» l'*alternos*, in qualità di rappresentante della «provincia di Logudoro», chiedeva «un abboccamento con diversi membri degli Stamenti ed anche del Supremo Magistrato»[258].

L'iniziativa dell'Angioy si presentava dunque come l'ultimo velleitario tentativo di forzare il quadro politico tradizionale per sconfiggere la coalizione moderato-conservatrice di Cagliari ed imporre il pieno accoglimento delle rivendicazioni antifeudali del Logudoro, senza separare il Regno dalla monarchia sabauda (e anzi riservandosi il definitivo appello al sovrano)[259].

È difficile dire quanto i Simon e i pochi altri «patrioti» che nella capitale erano rimasti fedeli all'Angioi fossero al corrente delle decisioni dell'*alternos*: essi comunque le giustificarono e le difesero come scelte coerentemente «patriottiche» e responsabilmente rispettose delle prerogative della «sovranità».

Non a caso la puntigliosa rivendicazione del carattere monarchico dell'iniziativa angioiana avrebbe costituito il filo conduttore dell'interpretazione proposta, poco tempo dopo, da Matteo Luigi Simon, impegnato a negare che la marcia fosse frutto di un disegno preordinato e a presentarla piuttosto come il risultato di decisioni sofferte, maturate giorno per giorno, in coerenza con un fine «puro» e «scevro da ogni maligna intenzione»[260]. E ancora nel 1800, nel tracciare il profilo politico del «più costante difensore dei dritti della Nazione», non mancava di insistere sulla straordinaria capacità che l'Angioy

---

[258] ACC, *Fondo Aymerich, Stamento militare*, busta 19. Cfr. su questo G. MANNO, *Storia moderna*... cit., II, p. 129 e G. MADAU DIAZ, *Un capo carismatico*... cit., p. 351.

[259] Cfr. la lettera inviata l'8 giugno dall'*alternos* e da Domenico Pinna al viceré in L. CARTA, *Appendice documentaria*... cit., pp. 346-347.

[260] M.L. SIMON, *Quadro storico*... cit., p. 87.

aveva dimostrato nel coniugare «gli interessi della Patria» e il «*giusto* amore al sovrano»[261].

Nello stesso giorno in cui l'alternos proponeva l'intermediazione della Grande Nazione, a Cagliari, col consenso degli Stamenti e della Reale Udienza, il viceré lo destituiva, sostituendolo col giudice Antonio Delrio, e conferiva ampi poteri ai tre deputati Musso, Guiso e Pintor, che alla testa della cavalleria miliziana si dirigevano verso Oristano. Messo al bando, colpito da una taglia come ribelle, isolato e inseguito dalle milizie cagliaritane, Angioy fu costretto ad abbandonare l'isola, mentre ovunque scattava una feroce repressione.

4. A Cagliari, il 13 giugno, la deputazione stamentaria (ne facevano parte, fra gli altri, Sisternes, Ledà, Cabras, Sulis e il «realista» sassarese Gavino Arborio Mella) inoltrava al viceré una «nota delle persone, che questo pubblico ha per sospette nelle attuali circostanze o per essere nota a tutti la loro intelligenza con don Giammaria Angioy, o per essere scandalose le loro parlate prima e dopo il presente fatto». Era una vera e propria lista di proscrizione con la quale si chiedeva, secondo i casi, l'arresto, l'esilio, l'ammonizione o il confino dei più attivi esponenti del partito democratico e in particolare di quelli che ancora risiedevano nella capitale. La «nota» si apriva con i nomi di Bartolomeo, Matteo Luigi, Gian Battista e Gian Francesco Simon: per loro si reclamava il confino nella «città-fortezza» di Castelsardo con la specifica raccomandazione «d'invigilare sui loro andamenti e discorsi». Il viceré, però, sulla scorta di un più mite parere della Reale Udienza, commutava il confino nell'«esilio» da Cagliari, da scontare «nella loro patria»[262]. Così il 19 giugno Bartolomeo, Matteo Luigi e Gian Battista s'imbarcavano alla volta di Alghero. Gian Francesco, invece, il 7 luglio, munito di un'autorizzazione degli Stamenti per un soggiorno di 6 mesi in Toscana, salì a bordo di una nave veneta diretta a Livorno: nel corso del viaggio fu «predato da due corsali anglo-corsi» e costretto a restare «per più settimane» nell'isola d'Elba[263]; l'8 agosto arrivò a Pisa, dove ben presto lo raggiunse Gian Battista.

---

[261] ASTEMIO LUGTINMIO, *Crisi politica...* cit., pp. 30-31; il corsivo è dell'autore.

[262] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1679. Nella lista predisposta dalla deputazione figuravano anche alcuni «patrioti» vicini ai Simon, come l'«estensore», Giuseppe Melis, e il redattore, l'avvocato Agostino Vulpes, del soppresso «Giornale di Sardegna»; e, inoltre, l'avvocato Carta Baxu «confidente dei Simon e che ha scritto spezialmente a Paulilatino varie lettere seduttrici».

[263] J.F. SIMON, *Notice abregée...* cit.

Ma la sconfitta dell'*alternos*, osservava pochi anni dopo Matteo Luigi Simon, «non bastava a satollare gli autori di questa controrivoluzione. Ecco pertanto che si tramò di allontanare da Cagliari molte persone. Il delitto di costoro non altro poteva essere che o la supposta e creduta amicizia con Angioy, o la creduta adesione alla Rivoluzione francese»[264].

Giunti ad Alghero, i Simon si accorsero subito di essere circondati da un clima di diffidenza e di sospetto. Matteo Luigi se ne lamentava col viceré: i «realisti», che invano avevano tentato di impedire il loro ingresso in città, ora sobillavano «una parte di popolo — scriveva — contro la condotta mia e degli altri membri della famiglia che tutti siamo innocentemente sagrificati»[265].

Intanto si metteva in moto anche la macchina giudiziaria. A Cagliari l'accusa formulata dai membri della deputazione riguardava la loro supposta complicità, quali «partitanti giacobbini», nel fallito tentativo rivoluzionario dell'Angioy. A Sassari il nuovo *alternos* Delrio indagava su presunti debiti del suddelegato patrimoniale Bartolomeo Simon nei confronti della Regia Cassa[266]. Il giudice Giuseppe Valentino, che nella reale Governazione del Capo settentrionale presiedeva la commissione incaricata di istruire i processi contro i seguaci dell'Angioy, inviava ad Alghero un suo delegato per individuare i «giacobini» che avevano progettato di consegnare la piazzaforte all'*alternos*. Il delegato era l'assessore del magistrato civico di Sassari Giuseppe Luigi Usay, uno dei «realisti» che aveva partecipato alla congiura contro l'Angioy. L'esito dell'indagine era in qualche modo scontato. Il 3 agosto l'avvocato Usay intimava a Bartolomeo e a Matteo Luigi di abbandonare Alghero per «portarsi nel villaggio di Villanova Monteleone [a circa 20 km a sud della città], coll'obbligo di presentarsi due volte al giorno, una per parte di mattina, e l'altra per parte di sera nanti l'officiale di giustizia di detto villaggio»[267].

Invocando il suo precario stato di salute e le condizioni della moglie

---

[264] M.L. Simon, *Quadro storico...* cit., pp. 90-91.

[265] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1685, lettera di Matteo Luigi Simon del 6 luglio 1796. La lettera conteneva inoltre una singolare e garbata «supplica»: «Mentre qui — scriveva il magistrato algherese — non posso esercire li due impieghi da sua maestà affidatimi, si degni ella per tratto di special grazia appoggiarmi qualche commissione di pubblico e regio servizio, affinché anche questo pubblico venga disimpressionato dalle idee fattegli concepire dai nostri persecutori, d'essere cioè stato bandito e deposto da ogni impiego».

[266] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1695, relazione del giudice Delrio al viceré (Sassari, 19 luglio 1796).

[267] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1686, intimazione di esilio per Matteo Luigi Simon (Alghero, 3 agosto 1796).

gravemente ammalata e «senza veruna assistenza», Bartolomeo chiese che l'esilio gli venisse commutato negli arresti domiciliari. Così, dispensandolo dal partire per Villanova, l'avvocato Usai gli concedeva l'«arresto nella propria casa, purché però si contentasse di tenere nella medesima una sentinella di giorno e di notte a proprie spese»[268]. In un'accorata lettera al Vivalda l'anziano funzionario confessava il suo sconforto e manifestava il proposito di allontanarsi «dall'urbana società»[269].

Costretto invece ad ottemperare al provvedimento, Matteo Luigi partiva per il confino[270]. Ma l'esilio a Villanova durò soltanto cinque giorni: il provvedimento fu sospeso dal governo viceregio ed egli poté rientrare nella città natale. E tuttavia per l'alto magistrato, abituato alla pulsante vita politica e professionale della capitale, il forzato soggiorno ad Alghero divenne ben presto una gabbia soffocante: «Desidero sapere — scriveva l'8 novembre al viceré — se il mio esilio fu ristretto a dimorare sempre in questa città, oppure se sarò libero, pendente il medesimo, di assentarmi e portarmi, per divertimento, o per visitare alcun mio parente, in alcuno di questi villaggi»[271].

Intanto a Pisa l'abate di Salvenero aveva ripreso le predilette ricerche storiche: «L'amore della patria, che non può essere soffocato dalle sofferte vicende, mi occupa moltissimo in questa città domina un tempo e regina della Sardegna — scriveva il 25 agosto a Lodovico Baille — Tra le molte ricerche ch'io sto facendo di cose patrie non mi è sfuggito il pensiero di rintracciare i nomi di quei sardi che ebbero qualche luogo ne' secoli addietro in questa celebre Università degli studi»[272]. L'interesse per questo argomento era stato sollecitato dall'ultimo volume, appena pubblicato, della *Historia Academiae Pisanae* di Angelo Fabroni, provveditore dell'ateneo toscano[273]. «Del resto — concludeva

---

[268] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1686, promemoria di Bartolomeo Simon al delegato avv. Usay e certificazione del notaio Bernardino Palombella (Alghero, 4 agosto 1796).

[269] Lettera di Bartolomeo Simon al viceré (Alghero, 9 agosto 1796), vol. 1685.

[270] Poco prima di abbandonare Alghero, in una lettera al viceré, elevava una vibrante protesta per il trattamento subito e per l'onore di magistrato infangato. «Se non mi lagno con l'eccellenza vostra di questo inaspettato nuovo esilio — scriveva Matteo Luigi l'8 agosto — [...], non posso però non sottoporre alla benigna di lei considerazione il grave torto che si è recato a me, ed all'illustre Corpo di cui sono membro, nell'ordinarmi la presentazione per 2 volte al giorno nanti l'ufficiale di giustizia d'un villaggio, e nell'essersi in quel mandato usate le più ruvide espressioni, col che ha voluto esso dottore confondermi colla plebe» (vol. 1806).

[271] ACC, *Fondo Aymerich, Stamento militare*, busta 19.

[272] BUC, *Miscellanea Baille*, 81/812, lettera di Gian Francesco Simon a Lodovico Baille (Pisa, 25 agosto 1796).

[273] Cfr. A. Fabronius, *Historia Academiae Pisanae*, III, Pisa, 1795.

il Simon, con una punta d'ironia —, poca celebrità hanno dato i nostri sardi alle scienze, alle arti, alle lettere; e lo soffra in pace mio carissimo filopatrida, com'io compiango questa disavventura nell'internarmi nella nostra storia».

Ma sono soprattutto gli archivi pisani a stimolare le ricerche dell'abate algherese. Nell'archivio del duomo, dove poté analizzare pergamene e documenti dei secoli XI-XV, maturò il proposito di riprendere il suo vecchio progetto della storia delle «abbazie e munisteri di Sardegna» che, a suo avviso, poteva «in qualche parte interessare la storia de' secoli bassi»[274]. È un'idea, dichiarava al suo «eruditissimo filopatrida compare», «ch'io ebbi da lungo tempo e che in varie forme ne abbozzai i piani, or delineando le vicende della sarda letteratura, ora combinando un codice diplomatico ecclesiastico, politico e civile, ed or presentando sotto un categorico punto di vista le sanzioni papaline e canoniche sulla Sardegna [...]. Mi dolgo d'altra parte meco medesimo di non aver tanta pazienza che basti per copiare e rintracciare monumenti, aneddoti, carte, diplomi, bolle, donazioni, sinodi, concilii»[275].

Anche stavolta, però, l'ambizioso piano di lavoro sarebbe stato interrotto dalle circostanze. Gian Francesco, che a Pisa era stato raggiunto dal fratello Gian Battista (in cura nei Bagni di San Giuliano) e da Pietro Leo, giovane professore di medicina dell'Università cagliaritana, simpatizzante «angioiano», iniziava a prendere in seria considerazione la possibilità di ritornare in Sardegna[276].

Il 12 dicembre l'abate di Salvenero confidava al viceré di aver provato un grande dispiacere «nell'aver tempo fa sentito da canali sicuri, che anche ad onta d'una severa ed irreprensibile condotta da me tenuta nella Toscana (sempre sotto gli occhi di questo monsignor arcivescovo e dei più probi e distinti personaggi) siasi continuato, e costà, e in altri luoghi del Regno, a lacerare la mia riputazione, inventando chimeriche relazioni, e delittuose *intimità* e corrispondenze». Perciò pregava il viceré di fargli sapere come si dovesse regolare nei mesi successivi: «o per continuare la mia dimora in Terraferma o per portarmi nuovamente al mio destino, giacché — concludeva Gian Francesco —

---

[274] BUC, *Miscellanea Baille*, 81/813, lettera di Gian Francesco Simon a Lodovico Baille (Pisa, agosto 1796).

[275] BUC, *Miscellanea Baille*, 81/815, lettera di Gian Francesco Simon a Lodovico Baille (Pisa, 2 settembre 1796). Un cenno a questa lettera è anche in P. Martini, *Memorie intorno alla vita...* cit., pp. 6-7.

[276] BCA, ms. 47, fasc. n. 16, che contiene un certificato sulle condizioni di salute di Gian Battista Simon redatto da Pietro Leo (Pisa, 27 dicembre 1796).

[...] sono sempre indeciso di me medesimo, avendo già sagrificato, coll'essermi dovuto allontanare dal Regno, alla mia pace, alla mia sanità, ai miei utili, ed allo stesso piacere d'impiegarmi nel Regio e pubblico servizio»[277].

I motivi del ritorno erano legati anche alla difficile situazione economica del Simon che era ormai «privo di soccorsi per lungo tempo» a causa della «forzata assenza» dal Regno. Le difficoltà dell'abate dipendevano inoltre dal rigoroso confino cui era sottoposto il suo procuratore in Sardegna, il fratello Matteo Luigi, che non potendo allontanarsi da Alghero non riusciva a riscuotere le molteplici (seppur incerte) spettanze che Gian Francesco aveva maturato nel secondo semestre del 1796[278].

In una lettera del 20 gennaio 1797 il viceré dichiarava al Simon di non essere in grado di «prendere deliberazione alcuna» in merito alle domande che gli aveva rivolto, né di dargli «alcun suggerimento, fintanto ché scriveva non mi pervengano alcuni riscontri che attendo da Torino»[279]. Ma quando la risposta del Vivalda giunse a destinazione Gian Francesco era già partito, insieme al fratello, alla volta di Cagliari. Una furiosa tempesta portò il legno in Barberia e i Simon poterono visitare Monastir e Susa: il 4 febbraio l'abate arrivò a Cagliari, dove però, non essendogli stato permesso di sbarcare, fu costretto a fare, nel porto, una «contumacia» di ben 41 giorni[280].

Intanto, «dal bordo dell'Enrichetta nella baia di Cagliari» Gian Francesco spiegava al viceré le ragioni che, «dopo sette mesi di assenza», lo avevano indotto ad approfittare «della favorevole circostanza» del passaggio del legno genovese per ritornare in patria[281]. All'unanimità il Consiglio di Stato deliberava di «assegnare» all'abate, come futura «dimora», la città di Iglesias. Per il Simon la decisione rappresentava un brutto colpo: in realtà fino all'ultimo momento aveva sperato di esser destinato ad Alghero e di potersi ricongiungere

---

[277] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 852.

[278] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 852, lettera di Gian Francesco Simon al viceré (Pisa, 29 dicembre 1796). Cfr. inoltre ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1686, lettera di Matteo Luigi Simon al viceré del 2 gennaio 1797.

[279] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1693, «Copia di lettera scritta da S.E. il viceré all'abate Simon» (Cagliari, 20 gennaio 1797).

[280] J.F. Simon, *Notice abregée...* cit.

[281] «Io mi trovava — affermava l'abate di Salvenero — per verità da qualche tempo nella più dolorosa situazione in quelle straniere contrade, quasi costretto a commettere delle trufferie per la precisa mia sussistenza; ciocché né potevo, né dovevo eseguire senza fare un gravissimo torto alla mia onestà, al mio carattere, alla mia educazione, alle mie massime, alla stessa bontà con cui mi riguardavano in Pisa i più illustri e ragguardevoli personaggi» (lettera di Gian Francesco Simon del 22 febbraio 1797 sempre nella serie II, vol. 1693).

con i genitori e con i fratelli. In una lettera al viceré si lamentava del «trattamento» subito, che aveva «tutto l'aspetto di esilio»: rinnovava la richiesta del passaporto per la Terraferma e domandava di poter ripartire con Matteo Luigi [282]. Ma il Consiglio di Stato, pur accordando il passaporto all'abate, lo negava a Matteo Luigi in attesa dei «riscontri da Torino» [283].

Da Cagliari l'«Enrichetta» giunse a Portoscuso, dove Gian Francesco poté sbarcare e proseguire il viaggio verso Iglesias: venne accolto, come riferì al viceré, «coi tratti più ingenui di cordialissimo affetto da questo degnissimo monsignor vescovo, in cui ho trovato un amico ed un padre» [284]. Matteo Luigi chiedeva intanto al Vivalda di consentirgli, nell'attesa che da Torino arrivasse il permesso di espatrio, di scontare il confino a Carloforte o ad Iglesias, presso il fratello abate: «Siamo già vicini nel maggio — notava tristemente — già un anno in circa che gemo senza colpa e violentato a non muovermi» [285].

Il mese successivo Gian Francesco si imbarcava per la Liguria. Da Genova, dove si trattenne sino al 17 settembre, partì alla volta di Livorno e «in compagnia del fratello canonico» giunse a Pisa [286]. Le loro mosse erano costantemente sorvegliate dalla polizia sabauda. Da un informatore di Livorno sappiamo che in Toscana, insieme a loro, si erano rifugiati altri «giacobini» sardi. «In Firenze si trovano il giudice Pinna [Domenico Pinna, l'ex assessore della Reale Governazione di Sassari, che aveva seguito Angioy nella marcia verso Cagliari] con suo cognato il Delorenzo di Cagliari; l'abbate Simone di Salvenero con suo fratello canonico, che hanno gran appartamento a Pisa col visconte di Flumini attualmente molto malato; tanto li suddetti due fratelli che quest'ultimo vivono con gran fasto» [287].

Finalmente anche Matteo Luigi, ottenuto il tanto sospirato «passaporto», potè partire per la Terraferma. Da Alassio comunicò al viceré che era sua intenzione stabilirsi a Savona [288]. Risalgono probabilmente a questo periodo,

[282] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1686, lettera di Gian Francesco Simon al viceré del 12 marzo 1797.

[283] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1693, parere del Consiglio di Stato del 13 marzo 1797.

[284] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1686, lettera di Gian Francesco Simon del 27 marzo 1797.

[285] Lettera di Matteo Luigi Simon al viceré del 14 aprile 1797, nel vol. 1686.

[286] J.F. Simon, *Notice abregée...* cit.

[287] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1686, «Copia di rapporto del signor Salvatore Soggia Campus» (Livorno, 28 novembre 1797).

[288] Lettera di Matteo Luigi Simon al viceré (Alassio, 24 novembre 1797), sempre nel vol. 1686.

segnato dal nuovo clima della Repubblica ligure, i primi rapporti di Matteo Luigi con gli ambienti «giacobini» della Liguria e in particolare il sodalizio con Onorato Ferreri che negli anni successivi, a Parigi, avrebbe avuto un ruolo determinante nell'introdurre il magistrato algherese negli ambienti governativi della Francia napoleonica [289].

Intanto, in base all'originaria denuncia degli Stamenti, il 13 marzo 1797 era stata formalizzata l'istruttoria contro i Simon sia per la loro presunta complicità nella fallita insurrezione angioiana, sia per le loro opinioni politiche «giacobine» e filofrancesi: l'incarico di «prendere le informazioni necessarie» era stato affidato al giudice della Reale Udienza Giuseppe Maria Corongiu, che di «concerto» con l'avvocato fiscale regio Guirisi doveva verificare se nella loro condotta si potevano ravvisare gli estremi dei reati di cui erano accusati [290]. Vi era inoltre l'accusa secondo cui l'abate di Salvenero, «avvertito» del giorno in cui l'Angioy sarebbe entrato a Cagliari, aveva architettato, come racconta Sisternes nelle sue memorie, di far «rappresentare nella casa di Selargius, dove villeggiavano gli studenti del Collegio civico, di cui era preside, una tragedia, appunto il detto giorno, ed invitò il vice re. Questi accettò l'invito credendolo indifferente» [291]. L'«insolita accademia» promossa nel piccolo villaggio vicino a Cagliari, a cui il viceré sarebbe intervenuto con la sua guardia e col «corteggio de' magnati», magistrati e funzionari, «non lasciò agli insospettiti sardi più dubbio — secondo la *Storia de' torbidi* — che quella letteraria solennità fosse stata inventata per dar libero accesso ai ribelli di mettersi nel seggio del legittimo Governo» [292]. A queste imputazioni si aggiungeva l'accusa, specificatamente indirizzata contro Bartolomeo, di aver ideato, insieme all'Angioy, il piano per «impadronirsi» della piazzaforte di Alghero [293].

Contro i Simon maturava così, in quel clima di precoce restaurazione che la Sardegna conosceva all'indomani della sconfitta del movimento «rivoluzionario» dell'Angioy, un infido e subdolo procedimento penale, il cui impianto persecutorio ben si adattava allo spirito di vendetta che animava la feroce caccia al «giacobino» scatenata in quei mesi: i villaggi dove erano esplose le agitazioni antifeudali venivano occupati militarmente e i promotori dei moti imprigionati e giustiziati.

---

[289] Matteo Luigi avrebbe pubblicato nel 1809 una *Nécrologie* di Onorato Ferreri, raccolta ora in M.L. SIMON, *Mémoire pour Napoléon con altri documenti inediti o rari*, a cura di L. NEPPI MODONA, Milano, 1967, pp. 109-111.

[290] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 314, c. 37.

[291] B. BRUNO, *Un'importante documentazione...* cit., p. 125.

[292] *Storia de' torbidi...* cit., f. 228.

[293] B. BRUNO, *Un'importante documentazione...* cit., p. 124.

Ma il vero paradosso della vicenda processuale dei Simon sta nel fatto che i loro principali accusatori erano gli stessi esponenti degli Stamenti che avevano condiviso le principali scelte del movimento «patriottico» e che ora individuavano nell'Angioy un comodo capro espiatorio per addossare tutte le responsabilità al partito democratico e accusare i Simon di essere «partitanti» del governo francese [294].

Per ordine del sovrano il fascicolo processuale venne comunque trasmesso a Torino dove ben presto fu sottoposto all'esame di una qualificata consulta, presieduta dal marchese Della Valle, presidente del Supremo Consiglio di Sardegna, e formata dal conte Avogadro, reggente del Consiglio di Stato, dal conte Cesare Francesetti, presidente di classe del Senato di Piemonte, da Giuseppe Luigi Cappa, avvocato fiscale del Supremo Consiglio, e dai senatori Peyretti e Dellera. Il governo torinese intendeva appurare con il massimo distacco le responsabilità dei Simon, intellettuali ben conosciuti nei circoli letterari piemontesi per la loro fedeltà alla Corona e per il loro spirito di servizio. Nel mese di novembre l'avvocato fiscale Cappa raccoglieva ulteriori, riservate informazioni sulla «vociferata invasione» di Alghero e il magistrato Giovanni Lavagna, in una lettera indirizzata a lui, negava che i Simon avessero tenuto «segreti clubs» e accusava le autorità algheresi di aver fomentato «siffatte imputazioni» [295]. Il 30 dicembre 1797 venne emesso il verdetto, sanzionato dal Carlo Emanuele IV: i Simon venivano scagionati da ogni accusa sia per la loro condotta, sia per le loro opinioni politiche. Essi dunque dovevano essere reintegrati negli uffici da cui erano stati sospesi.

A Gian Francesco e a Matteo Luigi, che a Firenze attendevano l'esito del processo, il giudizio della commissione fu comunicato nel gennaio del 1798. Ma da Cagliari il dispaccio viceregio che dava esecuzione alla sentenza arrivò soltanto undici mesi dopo, nel novembre del 1798. Nel frattempo le sorti della casa sabauda erano precipitate e l'8 dicembre Carlo Emanuele IV era stato

---

[294] «Rien ne favorisoit plus les intrigans que les démarches de la Révolution Française — avrebbe scritto Gian Francesco nel 1806 — et l'esprit des peuples pour acquerir leurs droits. L'attachement pur et disenteressé qui avoit montré notre Famille depuis l'an 1793 pour la Constitution politique du Royaume et pour le maintien de nos droits et de nos nos lois, fût pris pour une sympathie révolutionnaire; et le respect avec le quel nous parlames des victoires des Français et de ses generaux, nos acquît pres de calomniateurs la opinion allors criminelle de partisans du Gouvernement Français. C'est allors que dans une réaction anarchique nous fûmes sans proces, et par la suggestion de personnes immorales, suspendus tout de suite de nos fonctions publiques» (J.F. SIMON, *Notice abregée...* cit.).

[295] C. SOLE, *Giacobini e realisti in Alghero...* cit., 320-327.

costretto a cedere ai francesi ogni autorità sul Piemonte. La Sardegna era ormai l'unico possesso territoriale della monarchia sabauda. Dopo un breve esilio a Parma e a Firenze il sovrano si imbarcava per l'isola, nella cui capitale sarebbe arrivato il 3 marzo del 1799.

Di fronte a questi sconvolgimenti i Simon ritennero opportuno rinviare ancora la partenza per la Sardegna: fu probabilmente un errore di valutazione che avrebbero pagato a caro prezzo. A Cagliari, infatti, in coincidenza con l'arrivo della corte sabauda, maturava una decisiva svolta politica. Ormai al sicuro, il sovrano faceva pubblicare una solenne protesta contro l'atto di rinuncia al trono strappatogli in dicembre, contro l'operato dei francesi e contro le innovazioni che si preannunciavano in Piemonte [296]. Sotto una stretta sorveglianza britannica la Sardegna diventava un prezioso bastione mediterraneo contrapposto all'espansione francese.

Il ritardo della partenza dei Simon per la Sardegna avrebbe comunque offerto il pretesto formale per la loro definitiva rimozione dagli uffici. Dalle accuse di «giacobinismo» erano stati scagionati da un'autorevole commissione, ma nel nuovo clima politico internazionale (e cagliaritano) la loro attiva partecipazione alla «rivoluzione» stamentaria e le presunte idee filofrancesi venivano guardate con grande sospetto dal governo sabaudo in esilio [297]. D'altra parte lo stesso Angioy, nell'agosto-settembre del 1799, nei suoi memoriali predisposti per il Direttorio in vista della spedizione militare nell'isola, non esitava a includere, fra i notabili sardi favorevoli alla causa della libertà, «don Barthélemy Simon, et ses 4 fils (dont un sénateur; l'autre employé ainsi que le père dans les administrations; le troisième abbé mitré et le quatrième chanoine de la cathédrale, tous destitués)» [298].

---

[296] A. Boi, *Giommaria Angioy alla luce...* cit., pp. 90 e 94.

[297] Cfr. soprattutto P. Martini, *Storia di Sardegna dall'anno 1799 al 1816*, Cagliari, 1852, pp. 7-66; G. Siotto Pintor, *Storia civile dei popoli sardi dal 1798 al 1848*, Torino, 1877, pp. 11-20; N. Bianchi, *Storia della monarchia piemontese...* cit., III, pp. 698 sgg.; D. Perrero, *I Reali della Sardegna nell'esilio (1799-1806). Narrazione storica con documenti inediti*, Torino, 1898; E. Pontieri, *Carlo Felice al governo della Sardegna 1799-1806*, in «Archivio Storico Italiano», LXI (1935), n. 1, pp. 49-82; C. Manunta Bruno, *Una regina e il confessore. Lettere inedite di Maria Clotilde di Francia Regina di Sardegna all'ex gesuita G.B. Senes (1799-1802)*, Firenze, 1935, pp. 35 sgg.; C. Sole, *Le «Carte Lavagna» e l'esilio di casa Savoia* cit., pp. 80 sgg. Fra gli studi più recenti cfr. G. Sotgiu, *Storia della Sardegna sabauda...* cit., pp. 213 sgg.; L. Del Piano, *La Sardegna nell'Ottocento*, Sassari, 1984, pp. 7-34; e gli atti del seminario, *Il soggiorno della corte sabauda a Cagliari (1799-1815)*, in «Bollettino bibliografico e rassegna archivistica e di studi storici della Sardegna», VIII (1991), n. 14, in particolare i contributi di T. Orrù e di C. Sole.

[298] G.M. Angioy, *Mémoires sur la Sardaigne*, in *La Sardegna di Carlo Felice e il problema della terra*, a cura di C. Sole, Cagliari, 1967, p. 201; A. Boi, *Giommaria Angioy alla luce...* cit., p. 82.

Il 1° giugno 1799 il sovrano, «attesa la di lui lunga assenza», dispensava l'abate di Salvenero «da ogni e qualunque servigio, che in qualità di suo consultore canonista e di preside del Collegio cagliaritano solea per l'addietro prestarle, con cessazione dell'annua paga». La stessa formula veniva applicata a Matteo Luigi e a Domenico [299].

Il 4 giugno, a Livorno, Matteo Luigi, Gian Francesco e Gian Battista si imbarcavano alla volta di Alghero: «Al primo mio disimbarco in questo Porto — avrebbe scritto l'abate di Salvenero — mi si annunzia che tanto io, quanto gli altri fratelli siamo stati rimossi dai nostri posti e privati d'ogni regia provvista [...]. La stessa pubblica voce motiva la nostra rimozione per la lunga nostra assenza dal Regno...» [300]. Dunque i Simon confidavano ancora in una riabilitazione. Ma nel mese successivo appariva chiaro che il governo non intendeva ascoltare le loro lamentele.

Il 30 luglio del 1799 in un'accorata lettera, probabilmente indirizzata al duca di Monferrato, fratello del re e governatore del Capo di Sassari, Matteo Luigi invocava un intervento presso il sovrano per ottenere «quel tratto di giustizia che non si nega nemmeno ai rei». La lettera si chiudeva con una sconsolata domanda: se egli era «vissuto sempre e nudrito nella carriera attiva e letteraria» come avrebbe potuto «ora dimorar quivi nella inerzia, nella inazione, senza un'occupazione utile, privo di impiego», delle sue «carte e scritture, de' libri e d'ogni altro mezzo» per procurarsi, «la fisica esistenza» [301].

Ma il duca di Monferrato, che «avea benignamente ascoltata tutta l'idea de' mali» dei Simon e «con generosità avea promesso di temperarli», morì ad Alghero il 2 settembre [302]. Per i fratelli Simon in quel terribile 1799 (era da poco scomparsa, dopo una lunga malattia, la madre) si erano definitivamente chiuse tutte le possibilità di riottenere gli uffici. Gian Francesco si lamentava che «la sussistenza d'uno degli abati del Regno» era «ridotta a zero senza sapere in che adoperarsi per aver come vivere» [303]. Matteo Luigi si era recato in novembre a

---

[299] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie I, vol. 602, cc. 55*v*-56.

[300] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie I, vol. 1686, lettera di Gian Francesco Simon del 18 giugno 1799.

[301] Lettera di Matteo Luigi Simon del 30 luglio 1799 nello stesso vol. 1686.

[302] P. Tola, *Dizionario...* cit., III, p. 194. Cfr. anche P. Martini, *Storia di Sardegna...* cit., pp. 41-42 e B. Sechi Copello, *Il duca di Monferrato (Torino 1762 - Alghero 1799)*, Alghero, 1979. Secondo quanto si legge in Ismene Auribaldo, *Omaggio alla verità...* cit., p. 123, Matteo Luigi compose «due inni funerei» per l'improvvisa scomparsa del duca di Monferrato e per «la iattura avvenuta ai sardi dall'acerbo caso».

[303] Lettera di Gian Francesco Simon del 20 luglio 1799 nello stesso vol. 1686.

Cagliari per valutare la possibilità di reinserirsi negli impieghi civili, ma era stato obbligato ad abbandonare la capitale [304]. «Nos plaintes furent inutiles — scriverà Gian Francesco nel 1806 —. La cabale des intrigans suggeroit au roi [...] que nous étions du parti français et en relation d'amitié avec plusieurs de ceux qui le Gouvernement Français, après ses victoires, destinoit allors pour les administrations publiques tout en Piemont, qu'en Toscana» [305].

In quel pesante clima di piena restaurazione era inutile perfino protestare. Gian Francesco, abbandonata ogni speranza di reintegrazione, decideva di ritirarsi ad Alghero e di riprendere i suoi studi storici.

Nella speranza di riuscire a porre fine ad una situazione di frustrazione divenuta ormai intollerabile, il 1° gennaio del 1800 Matteo Luigi partiva per la Liguria. Eppure questi anni di forzata inattività professionale erano stati proficui dal punto di vista intellettuale: «l'étude est le seul moyen de distraction que j'ai cherché dans mes malheurs» [306], avrebbe scritto nel 1803. Appartiene a questo periodo il *Quadro storico delle vicende politiche del Regno di Sardegna dal momento della dichiarazione di guerra della Repubblica Francese nel 1792, sino alla partenza della real Casa di Savoia per quell'isola nel 1799*. Si tratta di un grosso manoscritto che ci è pervenuto purtroppo con diverse lacune e che, a dispetto del titolo, interrompe la narrazione con gli eventi relativi alla fine del 1796. L'opera era stata sollecitata dalla pubblicazione, a Parigi nel 1799, dell'*Essai sur l'histoire géographique, politique et naturelle du Royaume de Sardaigne* di Domenico Alberto Azuni, «ove sonovi — affermava Matteo Luigi — moltissimi errori madornali, specialmente sulla parte politica [che] ha eccitato la mia sincera dilezione per la patria a tessere una storia esatta dei più rimarchevoli politici avvenimenti» [307].

Nella prefazione il Simon dichiarava inoltre che il suo primo obiettivo era quello di offrire al pubblico «un quadro [...] compendioso e ristretto delle vicende politiche della Sardegna». E in effetti l'annunciato compendio fu pubblicato a Genova nei primi mesi del 1800 col titolo *Crisi politica dell'isola di Sardegna* e con lo pseudonimo di Astemio Lugtinmio. In esso l'autore

---

[304] M.L. SIMON, *Mémoire pour Napoléon...* cit., p. 42 e C. SOLE, *Le «Carte Lavagna»...* cit., pp. 116-118.

[305] J.F. SIMON, *Notice abregée...* cit.

[306] M.L. SIMON, *Mémoire pour Napoléon...* cit., p. 43.

[307] M.L. SIMON, *Quadro storico...* cit., pp. 15-16. Il manoscritto, conservato in BCA, ms. 41, pubblicato in un'edizione scadente da L. Neppi Modona, aveva come prima intestazione *Narrazione storica delle vicende politiche dell'Isola di Sardegna avvenute dopo l'anno 1792, sino al presente*. Fu poi lo stesso autore a modificare il titolo originario.

rimandava ogni ulteriore approfondimento ad una «*Storia delle sarde rivoluzioni* [forse lo stesso *Quadro storico*] preparata da un virtuoso filopatro».

Alla *Crisi politica* era affidato il compito di offrire una risposta «imparziale» a due fondamentali «quesiti» posti da un «oltremontano»: il primo, «Quali sono in ristretto le vicende politiche della Sardegna dopo la memoranda Rivoluzione di Francia?»; il secondo, «La gita del re, e sua corte in quell'isola nel 1799, quando furono costretti dalle circostanze del Piemonte, ha recato alla Sardegna e a' suoi popoli reali vantaggi e quali?». Il saggio di Matteo Luigi Simon, che costituisce la prima ricostruzione storica degli eventi del 1793-96 pubblicata negli anni immediatamente successivi ai fatti, si snoda lungo il filo di un'appassionata giustificazione in chiave «patriottica» della rivoluzione stamentaria, dei moti antifeudali, dell'operato dei democratici e del giudice Angioy. Il Simon presentava un quadro impressionante della spietata repressione che aveva colpito il movimento «patriottico», dei processi sommari, delle «spedizioni armate», delle forche, degli esili e delle proscrizioni. Il suo giudizio sulla «gita» della corte sabauda nell'isola era estremamente negativo: «Ritornato di bel nuovo il Regno — scriveva — allo stato umiliante che precedé il 1793, bensì con maggiori e più reali catene, perché si è più accarezzato il feudalesimo, vera ed unica sorgente di tutte le disgrazie della Sardegna [...], né sa ora che più sperare, né che desiderare» [308].

Nello stesso anno, sempre a Genova, Matteo Luigi pubblicava, con lo pseudonimo di Ismene Auribaldo, un altro volumetto intitolato *Omaggio alla verità ossia Memorie storico-critiche delle diverse vicende sofferte dalla illustre famiglia sardo-ligure dei Simon*. Nel lavoro, dopo aver enumerato le molteplici benemerenze «patriottiche» accumulate dai Simon dal 1748 al maggio 1800, Matteo Luigi attaccava pesantemente il governo sabaudo, chiamato in causa attraverso i suoi principali esponenti, per le gravi persecuzioni di cui erano vittime tutti i membri della famiglia [309]. Le durissime accuse rivolte a personaggi che ricoprivano cariche di primo piano nel governo del Regno non potevano non creare un vivo imbarazzo ai membri della famiglia che si erano comunque

---

[308] ASTEMIO LUGTINMIO, *Crisi politica*... cit., pp. 3, 38. Cfr. anche R. CATARDI, *Matteo Luigi Simon*... cit., pp. XLI-XLII. Anche per la sua scarsa circolazione il volumetto del Simon avrebbe inciso assai poco nella rilettura storiografica delle vicende sarde del 1793-96, in cui invece, nel corso dell'Ottocento, grazie alla successiva opera del Manno, prevalse un'interpretazione di netta ispirazione conservatrice.

[309] ISMENE AURIBALDO, *Omaggio alla verità*... cit. Cfr. a questo proposito C. VITALI, *Luigi Matteo Simon storico del suo tempo*, in «La Nuova Sardegna», 16 novembre 1956.

adattati a vivere in Sardegna. Sicché, alla fine del 1800, Bartolomeo fece pubblicare una pacata *Lettera diretta a Ismene Auribaldo*, firmata da tutti i membri della famiglia Simon (compreso Matteo Luigi), con la quale cautamente prendeva le distanze dalle affermazioni dell'«amico incognito»[310].

A Genova intanto l'esule sardo rinsaldava i rapporti con gli ambienti «patriottici» della Repubblica ligure. Fu proprio la convinta simpatia maturata in questo periodo per la Francia napoleonica a segnare in modo definitivo le scelte esistenziali di Matteo Luigi Simon: «Pare che Matteo non voglia più sardizzarsi — scriveva Gian Francesco al Baille il 13 aprile 1800 —; e ben felice sarei se trova altrove un collocamento che gli dia la sussistenza»[311].

Nell'autunno del 1801 Matteo Luigi partiva per Parigi, dove il gruppo dei «patrioti» sardi che vi si erano rifugiati annoverava, oltre alla prestigiosa figura dell'Angioy, anche il brillante giurista sassarese Domenico Alberto Azuni. Nello sviluppo della personalità del Simon il soggiorno francese ebbe un ruolo determinante non solo perché gli consentì di sprovincializzare e affinare la sua cultura storico-giuridica, ma anche perché gli aprì le porte di una brillante carriera nelle magistrature dell'Italia napoleonica. Eppure Matteo Luigi non aveva dimenticato la Sardegna: la possibilità di consultare i vasti fondi della Bibliothèque Nationale parigina fu l'occasione per approfondire quelle ricerche che aveva intrapreso nell'isola o che comunque erano rimaste incompiute[312]. Fu così che nel 1802, quando venne pubblicata a Parigi l'*Histoire géographique, politique et naturelle de la Sardaigne* di Domenico Alberto Azuni, Matteo Luigi Simon ne divenne subito un censore implacabile[313].

---

[310] *Lettera diretta a Ismene Aubibaldo autore dell'opera stampata in Cosmopoli nel 1800 che ha per titolo Omaggio alla verità*, s.l. 1800, pp. 6-7. La lettera è datata 31 gennaio 1800.

[311] BUC, *Miscellanea Baille*, 81/88.

[312] Appartengono a questo periodo le *Notes à l'histoire de Vayrac* e lo *Zibaldone sopra cose della Sardegna*, un insieme di appunti, annotazioni, richiami bibliografici che sono rimasti allo stato frammentario o di semplice abbozzo. Entrambi sono conservati in BCA, ms. 41/1 e 2. Il primo è un'attenta schedatura, con numerose integrazioni dell'*État present de l'Espagne*, I, 2, dell'abate JEAN DE VAYRAC, edito a Parigi nel 1718, che Matteo Luigi aveva intenzione di tradurre e di pubblicare in italiano. Il secondo è una precisa verifica delle fonti adoperate da Azuni nella sua *Histoire* del 1802. Cfr. anche BCA, ms. 45, M.L. SIMON, *Tratti di vari autori sulla Sardegna citati dal Gemelli*; ms. 46, M. CARILLO, *Relacion al Rey Felipe III* (copiata da Matteo Luigi nella Bibliothèque Nationale nel 1803).

[313] Azuni «non capisce cosa siano le leggi fondamentali in Sardegna — osservava il suo critico —. Sulla geografia di Sardegna, errori classici. Sulla storia antica lascia lagune di secoli, dopo che talvolta la siegue anno per anno [...]. Le ingegnose osservazioni del Cetti se le appropria come sue scoperte» (L. BERLINGUER, *Domenico Alberto Azuni...* cit., p. 194).

Ma l'opera più importante a cui lavorò in questo periodo (almeno sino al 1804) fu il *Prospetto dell'isola di Sardegna antico e moderno disposto in forma di catechismo patrio*. Si tratta di un vero e proprio manuale, anzi del primo manuale della storia dell'isola, concepito «ad uso e comodo» delle scuole sarde. L'inconsueta forma del catechismo è dichiaratamente finalizzata ad educare la gioventù sarda ai valori «patriottici». Il taglio dell'opera era assai moderno e privo di ogni pedanteria: accanto alle notizie sulla storia (sino al XVIII secolo), sulla geografia, sulle istituzioni vi erano numerosi dati sull'agricoltura, sul commercio e sulle potenzialità economiche della Sardegna.

«Patria, ah nome amato — scriveva il Simon nell'introduzione —. Tu mi hai fin dai più teneri anni destato un vero amore per servirti, per difenderti, per illustrarti e per costumarti!». L'esule sardo partiva dalla constatazione che in «tutte le storie o generali o parziali della Sardegna, o vi si scorge alla prima vista la farragine, o il disordine, o la nimia prolissità, o la menzogna. Ciò appunto si è, che ritrae il lettore dal continuare lo studio e l'esame». Di qui la necessità di un «opuscolo», rivolto ai «giovinetti che da prim'anni dovrebbero istruirsi nella storia della patria», nel quale fosse possibile «rintracciar le cose in ordine» ed «aprender cose coll'occhio della critica»[314]. Ma il *Prospetto*, purtroppo, non venne mai pubblicato.

Del gruppo degli esuli sardi a Parigi Matteo Luigi era intanto diventato uno degli esponenti più autorevoli. Non era un caso quindi che gli alti funzionari del governo francese vedessero in lui un interlocutore affidabile per il nuovo progetto di spedizione in Sardegna caldeggiato da Napoleone. Fin dal 1° giugno 1803 il prefetto Carlo Salmatoris (il conte piemontese futuro protettore di Carlo Denina) gli chiedeva «un rapporto dello stato attuale della Sardegna, che il Primo Console avrebbe veduto con piacere». La richiesta era assai precisa: all'esule sardo veniva commissionato un dettagliato memoriale «sur l'isle et sa population», sulle principali città, sulle fortificazioni e «l'armament de ces villes», sulla forza militare, sui porti, sulle «forces qu'il faudroit pour s'en emparer». L'intero dossier fu predisposto in pochi giorni[315].

---

[314] BCA, ms. 43, M.L. Simon, *Prospetto dell'Isola di Sardegna antico e moderno disposto in forma di catechismo patrio ad uso e comodo degli istituti e discepoli delle scuole sarde*. L'opera è dedicata a Gian Antioco Azzei, nominato vescovo di Bisarcio (Ozieri) nel 1804. Sulla funzione dei catechismi cfr. il recente, fondamentale lavoro di L. Guerci, *«Mente, cuore, coraggio, virtù repubblicane». Educare il popolo nell'Italia in rivoluzione (1796-1799)*, Torino, 1992. Il manoscritto ci è pervenuto in una redazione incompleta di complessive 48 carte non numerate. Il lavoro era articolato in 61 domande e risposte molte delle quali non furono redatte o sono andate disperse.

[315] M.L. Simon, *Mémoire pour Napoléon...* cit., p. 45. Cfr. anche I. Calia, *Francia e Sardegna...* cit., pp. 250-251.

Nacque così il *Mémoire sur l'isle de Sardaigne* che con grande orgoglio e soddisfazione il Simon offrì a Bonaparte. Suddiviso in 51 paragrafi, il memoriale raccoglieva una miriade d'informazioni e forniva un quadro preciso ed esauriente, che andava ben al di là dei ragguagli strategico-militari che erano stati richiesti dal governo francese. Il modello a cui il Simon faceva riferimento era l'ampio e documentato memoriale che l'Angioy aveva scritto per il Direttorio nel 1799 [316]. Anche il Simon descriveva con accenti russoviani i costumi e l'indole degli abitanti dell'isola. Lo stesso spirito, nostalgico e quasi mitizzante, pervadeva la parte dedicata alle istituzioni: «la Constitution politique et fondamentale de la Sardaigne est contenue dans ce qu'on appelle *Chapitres des Cours*, qui sont lois faites par les États Généraux [...] et approuvées par les Rois [...]. L'enfrainte de cette Constitucion si belle qui garantissoit nos propriétés, notre tranquillité, et notre bonheur, a causé à la Sardaigne — concludeva Simon — tous les maux dont ell'est à présente accablée» [317].

Il memoriale fu particolarmente apprezzato e all'esule sardo furono subito richieste ulteriori informazioni per mettere a punto uno sbarco nel Capo settentrionale. Di lì a poco il progetto fu però accantonato e nel 1805 la stessa idea di una spedizione militare in Sardegna crollò definitivamente quando la disfatta della flotta francese a Trafalgar sancì l'egemonia britannica nel Mediterraneo occidentale e la sconfitta dell'Austria ad Austerlitz segnò il trionfo dell'aquila imperiale nella penisola italiana. La preziosa collaborazione del Simon fu però ricompensata, nell'ottobre del 1805, con la nomina a procuratore imperiale nel tribunale di Savona [318].

Se l'esilio nell'Italia e nella Francia napoleonica consentì a Matteo Luigi di proiettarsi in una attiva vita pubblica e professionale, la permanenza in Sardegna coincise per il resto della famiglia con un inevitabile ridimensionamento politico e civile. Bartolomeo, ormai anziano e deluso, trovava una ragione di vita nel secondo matrimonio con una giovane donna, nell'ammini-

---

[316] Nelle conclusioni il Simon scriveva: «Au reste je me remettrai et à l'égard de cet interessant article, et de tout ce qu'il a rapport, aux projets et mémoires présentés au Gouvernement autrefois par le citoyen Angioy, et autres, dont je m'en procurai quelque copie dans ce temps là, et que j'ai recontré dans mes cahiers» (M.L. SIMON, *Mémoire pour Napoléon...* cit., pp. 103-104).

[317] *Ibidem*, pp. 73, 77-78.

[318] «D.M. [Don Matteo] scriveva il 7 settembre Michele Obino in una lettera indirizzata a Giuseppe Peretti, professore di Decretali all'Università di Cagliari va a partire in questi giorni per Genova; crede che i suoi interessi personali miglioreranno costà». A. BOI, *Napoleone e lo sbarco in Inghilterra. Da lettere di un profugo sardo a Parigi*, in «Studi sassaresi», serie II, XIX (1942), p. 49.

strazione dei suoi beni e nella composizione di poesie nel dialetto catalano di Alghero. Gian Battista era tornato alle cure del suo canonicato algherese.

Di tutti i membri della famiglia Gian Francesco fu forse quello che pagò in modo più duro la stretta repressiva, l'emarginazione politica e l'estromissione dai pubblici uffici. L'abate di Salvenero uno degli intellettuali più promettenti della sua generazione, uomo brillante ed estroverso, apprezzato da ministri, cardinali, viceré ed arcivescovi viveva con sofferenza l'angusta dimensione della sua città natale: «Compianga la mia situazione — confessava al Baille il 4 aprile 1800 —, senza impiego, in mezzo a ignoranti, senza compensi di spirito [...] e isolato da ogni religione letteraria e di ragione. Cosa diamine potrò fare in Alghero, ove lungi di progredire va quella vicocca retrogradando?»[319]. E il 13 ottobre con un velo d'ironia scriveva al suo corrispondente cagliaritano: «Vo qui diventando il capo della letteratura algherese»[320].

In effetti, malgrado la dura condizione esistenziale, Gian Francesco non rimase inoperoso. Aveva ripreso a coltivare i suoi studi di storia civile ed ecclesiastica del Medioevo sardo e nel maggio 1800 rappresentava al Baille la necessità di istituire una «Società filopatrida di storia della Sardegna» allo scopo di promuovere l'«intera raccolta delli *Scriptores rerum Sardoarum*»[321].

Nel 1801 pubblicava presso la Reale stamperia di Cagliari la *Lettera sugli illustri coltivatori della giurisprudenza in Sardegna* che costituiva la prima puntuale rassegna delle fonti del diritto «patrio» e delle opere dei giuristi sardi dal Medioevo sino al XVIII secolo[322]. La «lettera» fu composta quasi di getto: «Basti dirle — confidava al Baille il 17 ottobre — che tal quale uscì dalla penna e senz'alcuna cancellatura e pentimento» venne data alle stampe[323]. Meditava intanto di riprendere, all'interno della progettata collana di «Sardi Autori», un'idea già accarezzata nel 1779 dal frate carmelitano Alberto Solinas Nurra:

---

[319] BUC, *Miscellanea Baille*, 81/818.

[320] BUC, *Miscellanea Baille*, 81/824.

[321] BUC, *Miscellanea Baille*, 81/820, lettera al Baille (Oristano, 6 maggio 1800).

[322] G.F. Simon, *Sulli illustri coltivatori della giurisprudenza in Sardegna fino alla metà del sec. XVIII. Lettera al cavalier don Tommaso De Quesada della Regia Università di Sassari*, Cagliari, 1801. La «lettera» è datata 27 settembre 1801.

[323] BUC, *Miscellanea Baille*, 81/838. Nella bozza della *Lettera*, conservata in ASGA, busta U, fasc. n. 573, con una nota aggiunta nel 1802 Gian Francesco scriveva che «l'autore la riconosce per un lavoro in cui sarebbero alcune cose da togliere, molte da aggiungere e più altre da emendare». Il Simon aveva intenzione di pubblicare «una seconda edizione» riveduta e corretta.

l'edizione integrale delle opere dell'umanista del Cinquecento Giovanni Francesco Fara [324].

Le sue condizioni di salute peggioravano però vistosamente [325]. La malattia polmonare, le delusioni, la profonda depressione in cui era sprofondato lo spingevano ad abbandonare diversi progetti. «S'ella volesse tutti quanti i sardi ch'io raccolsi — scriveva all'amico cagliaritano il 21 dicembre — glieli darò pure assai volentieri. Io ora non sono più in grado di continuare la raccolta nello stato fisico e morale in cui mi trovo; e lascio la gloria esclusiva a vostra signoria»[326].

A Cagliari, negli ambienti di corte e di governo, la famiglia Simon continuava ad essere considerata pericolosa e nell'ottobre del 1801 non si esitò sequestrare anche alcune lettere che Domenico e Matteo Luigi avevano inviato ai familiari attraverso un bastimento ligure («dunque vorranno saziarsi di leggerle...», commentava Gian Francesco) [327]. Forse nel tentativo di ammorbidire l'ostilità della corte nei suoi confronti nel giugno del 1802 l'abate algherese aveva perfino composto un sonetto encomiastico per l'«avvenimento al trono di Sardegna di sua maestà Vittorio Emanuele I»[328]. Ma il 13 di quello stesso mese dalla vicina Corsica sbarcavano in Gallura i «giacobini» Sanna Corda e Cilocco per dar vita a un disperato piano insurrezionale. La repressione nei confronti degli ex-aderenti al «partito» angioiano fu spietata. La tragica spedizione avviò nel Regno l'ennesimo giro di vite repressivo.

In settembre Gian Francesco rinnovava alle autorità la richiesta di potersi recare in Terraferma per «gli attuali incomodi di salute», giacché «questa mia patria», scriveva, è priva «di medici, di medicine, e della necessaria tranquillità di spirito» [329]. Finalmente il governo approvò la richiesta dell'abate, che il 7 ottobre si imbarcò alla volta di Alassio. Sarebbe rimasto in Terraferma sino al 1817. Nelle numerose, piccole e grandi città della penisola dove trascorse questo lungo periodo della sua vita tra apogeo napoleonico e restaurazione (rimase a Firenze sino al 1806, poi si recò a Lucca sino al 1807, poi a Bologna

---

[324] Cfr. S. CABONI, *Saggi diversi...* cit., p. 57. In BCA, ms. 40, è conservata la trascrizione del *Liber secundus* e del *Liber tertius* del *De rebus Sardois* del Fara, forse legata a questo progetto, che l'abate intendeva annunciare «con un programma di associazione». Cfr. inoltre G.F. SIMON, *Sugli illustri...* cit., p. 24; P. TOLA, *Dizionario...* cit., III, pp. 220-224.

[325] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1686, lettera non datata.

[326] BUC, *Miscellanea Baille*, 81/838.

[327] BUC, *Miscellanea Baille*, 81/836, lettera al Baille del 17 ottobre 1801.

[328] ASGA, busta U, fasc. n. 550.

[329] ASC, *Segreteria di Stato e di Guerra*, serie II, vol. 1686, lettera del 27 settembre 1802.

e a Venezia, a Savona nel 1808 per riabbracciare Matteo Luigi, poi in Piemonte e di nuovo a Genova, quindi in Toscana, a Siena, e ancora a Firenze e nel 1813 in Lombardia)[330], l'inquieto abate di Salvenero ritrovò, seppure in piena trasformazione, il suo prediletto mondo delle accademie e delle università, delle biblioteche, delle gazzette e dei salotti letterari. Dalla sua biografia emerge la figura di un intellettuale vivace e acuto, dall'ingegno prolifico e al tempo stesso dispersivo.

Conscio delle sue nevrosi e della sua «incontentabilità», nel 1801, in una lettera al Baille, aveva ammesso le difficoltà che incontrava a concludere i suoi studi e le sue ricerche: se un «primo abbozzo», confidava all'«archivista generale della letteratura sarda», «riviene alle mie mani non ha più la prima forma, e cento volte rivenisse sotto la mia penna, cento volte cambierebbe forma e colore. Posso assicurarla in breve, che se non avessi insanguinata intimamente questa maledetta incontentabilità sulle mie cose, avrei forse a quest'ora prodotto qualche cosa di più»[331].

Date queste premesse, non deve stupire che la maggior parte degli scritti composti durante il lungo soggiorno nell'Italia centro-settentrionale sia rimasta inedita. È il caso dell'articolato e interessante lavoro sulle *Vicende e progressi della letteratura in Sardegna*, intrapreso ad Alghero nel 1801, ritenuto pronto per le stampe a Firenze nel 1808, ma destinato a restare inedito: in esso il Simon esaltava il rifiorimento scientifico, culturale e letterario scaturito dal «ristabilimento» delle due Università del Regno[332]. Anche il volumetto d'ispirazione vernazziana, *Della introduzione progressi e stato attuale dell'arte tipografica in Sardegna* — un erudito «saggio storico», al quale continuava a lavorare ancora nel 1808, con l'intenzione di pubblicarlo sotto pseudonimo e di dedicarlo «al celebratissimo uomo Giambattista Bodoni da Saluzzo, tipografo di camera di sua maestà il re delle Spagne» — sarebbe rimasto manoscritto[333]. Nel 1798, a Firenze, aveva composto i commentari alle Epistole di Gregorio Magno, che «non viddero giammai la pubblica luce» e «andarono certamente perduti»[334]. Aveva maturato l'idea di pubblicare, con lo pseudonimo di Attico Coracese, la

---

[330] Cfr. l'elenco dei viaggi compiuti dall'abate di Salvenero in ASGA, busta U, fasc. n. 550.

[331] BUC, *Miscellanea Baille*, 81/835, lettera del 9 novembre 1801.

[332] ASGA, busta Y, fasc. n. 630, G.F. SIMON, *Brevi memorie per una storia letteraria di Sardegna dal stabilimento delle due Università in qua.*

[333] ASGA, busta U, fasc. n. 578, G.F. SIMON, *Della introduzione progressi e stato attuale dell'arte tipografica in Sardegna.*

[334] S. CABONI, *Saggi diversi...* cit., p. 56.

memoria *Sulla patria di Colombo. Denunzia letteraria alla colonia ligustica della Società Italiana di Scienze, Lettere ed Arti*: ma anche stavolta i ripensamenti e la rilettura del testo dovettero essere fatali [335].

Negli anni dei suoi soggiorni nella penisola Gian Francesco fu chiamato a far parte di diverse accademie: nel 1798 dell'Accademia dei Georgofili di Firenze e dell'Accademia Italiana di Siena; nel 1807 dell'Accademia Italiana di Livorno; nel 1808 dell'Accademia Olimpica di Vicenza; nel 1811 della Società Georgica ed Accademia Pontaniana di Napoli; nel 1812 dell'Accademia Valdarnese del Poggio di Figline. Infine nel 1819, dopo il rientro in Sardegna, divenne socio della Reale Società Agraria ed Economica di Cagliari, presieduta dal suo amico Lodovico Baille. Il 13 novembre 1813 l'arcivescovo di Siena lo aveva nominato canonico della Chiesa metropolitana, ma inspiegabilmente il Simon rinunciò alla carica che invece avrebbe potuto risolvere, forse per sempre, i suoi non facili problemi economici [336].

Gian Francesco ritornò in Sardegna nell'agosto del 1817 [337]. Nel dicembre del 1818 fu proposto alla carica di arcidiacono della cattedrale di Alghero: entrò in possesso del «suo nuovo uffizio» il 14 agosto dell'anno successivo. Pochi mesi dopo, il 28 dicembre 1819, si spegneva nella sua città natale: aveva 57 anni.

A Torino, dove si era definitivamente stabilito, Domenico Simon conduceva una «ascetica» esistenza, caratterizzata da una povertà «miseranda» e per certi versi anche «volontaria» (aveva sempre rifiutato perfino gli aiuti familiari): «usciva solo di notte per recarsi in casa di nobili signori nazionali dove non ricusava di stare a cena per la pura necessità, noi crediamo — osservava nel 1833 Stanislao Caboni —, di sostenersi in vita. Ivi vegliava le intere notti leggendo e studiando. Dormiva di giorno e riceveva quei pochi che andavano a vederlo per lo più in sulla sera ad uno scarso e fosco raggio di luce» [338]. Eppure questo singolare misantropo continuava ad essere apprezzato per la sua cultura vasta e profonda e per la sua erudizione filologica da grandi intellettuali e studiosi di vaglia, come Giuseppe Vernazza e Lodovico Baille.

«Allorché io giunsi a Torino nel 1817 — ricorderà Giuseppe Manno —, una del-

---

[335] Cfr. R. Porra', *Un manoscritto incompiuto di Giovanni Francesco Simon intorno alla questione della patria di Cristoforo Colombo*, in *Sardegna, Mediterraneo e Atlantico...*, cit., III, pp. 505-521, che ha rintracciato la memoria del Simon e ricostruito con molta precisione il dibattito sviluppatosi ai primi del secolo sulla patria di Colombo.

[336] La documentazione è in ASGA, busta U, fasc. n. 551.

[337] La data si evince dal passaporto per l'isola (13 agosto 1817) concesso a Genova dalle autorità sabaude (ASGA, busta U, fasc. n. 550).

[338] S. Caboni, *Saggi diversi...* cit., p. 62.

le prime curiose mie ricerche si fu la tana del Simon, il quale allora erasi incavernato in una delle case che deturpavano con sinistra fama le adiacenze a tergo del teatro di Carignano. Lo trovai, quale me l'avea figurato, lacero nelle vestimenta, incolto in tutta la persona, ma coll'occhio vispo dell'uomo d'ingegno, colla fronte serena dell'uomo virtuoso, colla brillante parlantina di ardente patriota»[339]. Visse, così, in assoluta povertà (nel 1818 aveva rinunciato anche ad una pensione attribuitagli dal sovrano) sino alla morte, che lo colse in vecchiaia (da pochi mesi aveva compiuto settant'anni), nella capitale subalpina, il 10 gennaio 1829.

Nell'ottobre del 1805 Matteo Luigi era stato nominato procuratore imperiale del tribunale di Savona. Erano gli anni della costruzione dello Stato napoleonico in Italia, dell'accentramento delle funzioni pubbliche, della codificazione del diritto, della formazione di nuovi ceti di notabili e funzionari, dell'allargamento dei compiti di governo attribuiti agli intellettuali, della liquidazione dei residui feudali e del trionfale consolidamento del diritto di proprietà. Nel 1808, designato dal collegio elettorale di Savona a rappresentare la città nel corpo legislativo francese, con decreto imperiale venne nominato membro residente. Nel 1810 gli fu conferita l'onorificenza della legion d'onore [340].

In quello stesso anno venne anche gratificato con la nomina a presidente della Corte criminale del dipartimento di Montenotte. Nel discorso di insediamento tracciava il profilo ideale del magistrato destinato a un tribunale criminale. La comprensione profonda «du droit dans tout ses rapports essentiels et variés avec la grande science de la legislation» — affermava — erano condizioni necessarie, ma non sufficienti, per un efficace e qualificato esercizio della professione: l'elemento determinante della magistratura penale era «la meditation sur l'homme en société; c'est l'étude des causes sécrètes qui déterminent nos actions en général; connaître ses moeurs, ses habitudes, la mobilité étonnante de sa conduite et la prodigieuse varieté de ses rapports: voilà la science qui constitue éminemment le magistrat organe et interprête des lois pénales». In questo contesto il Simon richiamava esplicitamente i giuristi e i «pubblicistes philantropes» che avevano contribuito a plasmare il suo spirito: Montesquieu, Mably, Raynal, Valazé, Beccaria, Genovesi, Filangieri, Sonnenfels, Pagano, Renazzi, Gravina. Né mancava un esplicito e convinto plauso al «génie» napoleonico per l'impulso dato al fondamentale processo di codificazione del diritto [341].

---

[339] G. Manno, *Note sarde e ricordi*, Torino, 1868, p. 23.

[340] Cfr. P. Tola, *Dizionario...* cit., III, pp. 194-195.

[341] *Discours prononcé par monsieur de Simon lors de son installation à la place de président de la Cour de justice criminelle du département de Montenotte*, s.l. (ma Genova), s.a. (ma 1810), pp.4,6,8.

Nel 1812 divenne consigliere della Corte d'appello di Genova e nello stesso anno fu chiamato a ricoprire l'importante ufficio di presidente della Corte speciale e straordinaria di Parma. Il suo progressivo inserimento (e la crescente identificazione) nel dinamico contesto istituzionale della nuova «monarchia amministrativa» napoleonica furono favoriti dall'autorevole protezione del cavalier Jacob, capo di divisione del Ministero delle Relazioni Estere del Regno d'Italia ed ex incaricato d'affari francese prima a Torino, poi a Venezia, a Firenze e a Madrid. L'8 gennaio 1808 Matteo Luigi Simon aveva infatti sposato la ventenne Julie-Helène Jacob, figlia di un magistrato di Sisteron nell'Alta Provenza e nipote dell'influente funzionario imperiale [342].

Per il sensibile magistrato algherese furono anche anni di intensi stimoli culturali e religiosi. Già all'indomani del suo trasferimento in Terraferma aveva ripreso i contatti con i gruppi giansenisti. Il 4 febbraio 1802 il vescovo Scipione De' Ricci raccomandava ad Eustachio Degola «Matteo Simon d'Alghero», perché la sua famiglia era bersagliata dal «fanatismo» [343]. Il suo nome appare ripetutamente nei carteggi di Henri Grégoire (il vescovo costituzionale di Blois, capo riconosciuto del giansenismo europeo), dell'abate Degola e del vescovo Scipione De' Ricci. Era appunto in una lettera al De' Ricci, dell'autunno del 1802, che Grégoire esprimeva il suo lusinghiero giudizio sull'esule sardo: «Monsieur Simon — scriveva — [...] vient de partir pour Marseille, j'esperois qu'il prolongeroit son sejours a Paris et que le tems fortifierait cette liaison. Tout ce que j'ai vu en lui est fait pour inspirer de l'estime» [344].

Nel corso del 1805 Matteo Luigi aveva tradotto in italiano la *Notizia storica sui viaggi dei papi della Francia* del magistrato francese Jacques Leboucher de Richemont, presidente del Tribunale di Gamache. La traduzione e la relativa iniziativa editoriale erano state stimolate dal viaggio in Francia di Pio VII per l'incoronazione imperiale di Napoleone. «I rapporti necessari e quotidiani che ha l'Impero Francese con l'Italia — spiegava il Simon nella nota introduttiva — richiedevano, a mio vedere, indispensabile la pubblicazione di questa *Notizia*

---

[342] M.L. SIMON, *Necrologie de Julie-Hélène Jacob*, Gênes, 1814.

[343] Cfr. E. CODIGNOLA, *Carteggi di giansenisti liguri*, II, Firenze, 1941, p. 771.

[344] E il 17 dicembre 1805 era Degola a comunicare al Grégoire che l'esule sardo proveniente da Parigi si era già stabilito in Liguria: «Monsieur Simon — scriveva — est actuellement à Savonne, chef du departement de Monte Notte, en qualité de procureur impérial pres du Tribunal Civile de prémiere instance». (E. CODIGNOLA, *Carteggi di giansenisti*... cit., III, pp. 327, 408). Nel 1808 il Simon faceva parte di una Società di Filosofia Cristiana, d'ispirazione gansenista (p. 473).

storica [...]. Mi sono determinato di distenderla pure in lingua italiana per uso, vantaggio e commodo di questa distinta parte d'Europa, oggi sì vincolata col nostro Stato in più modi»[345]. Pochi anni dopo traduceva in italiano il trattato *Sulle leggi penali* del Dufriche-Valazé, rimasto manoscritto, che aveva intenzione di dedicare al potente cancelliere imperiale Jean-Joseph Cambacérès, nominato nel 1808 duca di Parma.

Nel 1808, lanciando un manifesto di associazione patrocinato dalla libreria parigina di madame Vanraest, cercò di pubblicare un suo trattato giuridico dal titolo *Commentaire des institutes du droit romain*, ma l'opera rimase incompiuta e non fu mai stampata anche se la destinazione era essenzialmente divulgativa[346]. Probabilmente era stata composta in Sardegna: essa infatti come si legge nel manifesto d'associazione vedeva la luce «depuis vingt ans que j'occupe des places honorables dans la partie de la judicature...». Di qui l'oggettiva intempestività culturale di un commentario che nella Francia dei codici appariva obiettivamente un tardo prodotto del lungo tramonto del diritto comune.

Nella primavera del 1814 le operazioni militari in Emilia e l'abdicazione di Napoleone costrinsero l'alto magistrato ad abbandonare precipitosamente Parma e a rifugiarsi a Genova, dove l'8 aprile la giovane moglie Julie-Hélène moriva di parto a soli 26 anni[347]. La caduta dell'imperatore non interruppe però la sua carriera nella magistratura. Simon si trasferì in Francia e nel 1815 assunse la nazionalità francese. In quello stesso anno, a Marsiglia, scriveva i *Souvenirs pour mes enfants*, nei quali, attraverso la forma epistolare, affidava alle due figlie Vittorina e Luisa i ricordi sulla sua famiglia e sulla sua vita. Il 10 marzo 1816 moriva a Parigi all'età di 55 anni. Luigi XVIII lo aveva appena designato come presidente della Corte di Cassazione di Marsiglia. La notizia venne comunicata

---

[345] Cfr. G. LEBOUCHER DI RICHEMONT, *Notizia storica sui viaggi dei papi nella Francia sulla consagrazione dei suoi Re e sulle loro relazioni con la corte di Roma*, Parigi, 1805. Nella copia del volume proveniente dalla collezione Baille in BUC, in una nota aggiunta da Gian Francesco, si legge: «Traduttore di questa *Notizia Storica* dal francese all'italiano idioma si è il cavalier don Matteo Simon. Egli trovavasi in Parigi nel 1805, andatovi colà sin dal 1801».

[346] «J'ose espérer — si legge nel manifesto di associazione — que le commentaire latin que je me propose de publier sera d'une grande utilité à tous ceux qui voudront apprendre en peu de temps le droit romain» (ASGA, fasc. n. 527). Il manoscritto delle *Institutes de droit civil* è nel fasc. n. 627. La trattazione si interrompe al lib. III, tit. 24. Cfr. a questo proposito la penetrante lettura di I. BIROCCHI, *La cultura giuridica in Sardegna nell'età della restaurazione. Primi appunti*, in «Archivio sardo del movimento operaio contadino e autonomistico», n. 32-34, 1991, pp. 138-139.

[347] M.L. SIMON, *Necrologie...* cit.

alla famiglia da Michele Obino, che con lui aveva condiviso le illusioni e le amarezze degli anni successivi alla sconfitta angioiana [348].

Matteo Luigi lasciava inedito un grosso manoscritto (la dedica dell'ultima versione è alle «Grandi Potenze che si congregano in Vienna») volto ad offrire al pubblico francese un ampio quadro geografico, storico, economico e statistico del Regno di Sardegna. Alla stesura dell'opera aveva lavorato per circa quindici anni, dall'inizio del secolo fino alla vigilia della morte. Il ponderoso lavoro intitolato *De la Sardaigne ancienne et moderne ou Aperçu d'un voyage statistique critique et politique dans l'île de Sardaigne*, ultimato forse nel 1813-1815, è articolato in cinque parti: la prima è una *Notice des auteurs sardes*, una sorta di piccolo dizionario degli autori, nati nell'isola e stranieri, che avevano scritto sulla Sardegna; la seconda, intitolata *Statistique de la Sardaigne*, descrive la topografia, la geografia, la popolazione, la lingua, il clima, le antichità, i costumi e le feste; la terza, *Productions de la Sardaigne*, è dedicata all'economia agricola, al commercio, alle miniere, alle saline, alla pesca; la quarta, *Système politique religion et instruction*, affronta i temi relativi alle leggi fondamentali, alle istituzioni di governo, all'amministrazione, alla legislazione, al sistema militare, alla tradizione religiosa, al clero, al feudalesimo, alla nobiltà, alle due Università, alle scuole, alle biblioteche, alle accademie, alle gazzette e alle tipografie; infine la quinta parte, *Histoire ancienne et moderne*, è una penetrante sintesi delle vicende storiche della Sardegna dai tempi antichi sino alla dominazione sabauda [349].

A differenza dell'affrettata *Histoire* (1802) dell'Azuni, il lavoro del Simon affonda le sue radici in un patrimonio veramente solido di conoscenze storiografiche e di letture erudite, e rappresenta il punto d'approdo (e di massima proiezione) della cultura illuministica sarda dell'età del «Rifiorimento», che viene reinterpretata con singolare originalità in chiave «nazionale» e alla luce dell'impegno civile e patriottico degli anni della Rivoluzione e dell'espansione napoleonica. Si tratta in realtà di un'interessante riflessione sulle peculiarità della crisi dell'Antico Regime in Sardegna coerentemente condotta lungo le

---

[348] ASGA, fasc. n. 756. Nel fasc. 618 bis è conservato il *Testamento spirituale* di M.L. Simon.

[349] ASGA, fasc. n. 766, M.L. Simon, *De la Sardaigne ancienne et moderne...* cit. Il Simon affermava di aver depositato alla Bibliothèque Royale di Parigi due copie del voluminoso manoscritto, ma le ricerche finora compiute presso la Bibliothèque Nationale non hanno consentito di rintracciarle. In BCA, ms. 42, si conserva un primo abbozzo dell'opera, datata 1813-1814, e dedicata al marchese Manca di Vallermosa. Gli appunti preparatori sono in ASGA, fasc. n. 642.

linee di un'elaborazione teorico-politica che per molti versi era condivisa dallo stesso Angioy, come dimostrano i *mémoires* politici inviati al Direttorio nel 1799 ed il progetto di un'opera su *L'ancienne et moderne legislation de Sardaigne* del 1802.

L'*Aperçu* di Simon rivela così un'ottica sinora poco conosciuta e quasi ignorata dalla storiografia: una particolare e specifica prospettiva di approccio alle problematiche dell'isola che appare ben distinta sia dalla precedente tradizione burocratico-amministrativa, che aveva dato il suo frutto più significativo con la *Storia di Sardegna* del Gazano, sia dalla successiva storiografia della Restaurazione, che pur tenendo indirettamente conto della cultura patriottica e democratica del movimento rivoluzionario angioiano, puntò a saldare il riformismo boginiano con quello di Carlo Felice, quasi senza soluzione di continuità, con un'operazione culturale strettamente funzionale al progetto d'integrazione della «sarda nazione» nella monarchia sabauda, di cui la *Storia di Sardegna* di Giuseppe Manno fu massima espressione.

La lunga dimenticanza che colpì tutta l'opera dei Simon non fu dunque solo accidentale. In realtà la sfortunata vicenda dell'*Aperçu* rispecchia il tragico destino a cui furono condannati non solo l'agguerrito nucleo di intellettuali che si riconobbe nel partito angioiano, ma anche l'intera elaborazione culturale che trasse origine, dalla «sarda rivoluzione»: all'improvviso silenzio imposto con la repressione e con le persecuzioni, subentrarono ben presto la rimozione, l'occultamento, l'oblio.

PIERO CAZZOLA

P. B. Kozlovskij, ambasciatore russo in Sardegna e a Torino

Anche quest'anno prenderò in esame il tema della diplomazia russa alla Corte sabauda negli anni in cui i Savoia, costretti dagli eventi rivoluzionari di fine '700 ad abbandonare i loro Stati di terraferma, incorporati nella Repubblica, poi Impero francese, si erano ridotti in Sardegna, unico territorio rimasto sotto la loro sovranità. Dirò dunque di quel singolare personaggio che fu il principe Pëtr Borisovič Kozlovskij, dotato di talenti di storico e di poliglotta e aperto alle correnti liberali, a differenza del principe Aleksandr Belosel'skij-Belozerskij, poeta, filosofo e musicologo [1], che aveva rappresentato la Russia di Caterina II a Torino negli anni 1792-1793.

Nato a Mosca nel 1783 da antica famiglia nobile, il Kozlovskij ebbe un padre dispotico ed avaro, che gli fece seguire gli studi a Pietroburgo in un modesto pensionato. Frequentando egli spesso degli stranieri, soprattutto degli emigrati francesi, divenne presto padrone delle lingue europee occidentali, a 17 anni poetava e traduceva in russo *I dolori del giovane Werther* di Goethe. Entrato nel 1801 nella carriera diplomatica, fu assegnato agli archivi del Collegio (poi Ministero) degli affari esteri, dove si fece fama di stravagante e poiché era piuttosto corpulento (assomigliava ai re Borbone), la sua figura appariva comica. Alla morte del padre, pur avendo diritto alla maggior parte dell'eredità, ne fece generosa rinuncia a favore delle sorelle. Inviato nel 1802 alla Corte di Vienna, dove da anni era ambasciatore il principe Aleksandr Kurakin, uno dei più stretti collaboratori dello zar Alessandro I, vi prestò servizio, con funzioni di traduttore e col grado di segretario di legazione.

---

[1] Vedi P. CAZZOLA, *Le «dépêches» a Pietroburgo del principe Belosel'skij, ambasciatore russo alla Corte di Torino nel 1792-1793*, in *Dal trono all'albero della libertà. Trasformazioni e continuità istituzionali nei territori del Regno di Sardegna dall'antico regime all'età rivoluzionaria. Atti del convegno, Torino 11-13 settembre 1989*, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali, 1991, voll. 2.

L'anno seguente, 1803, sempre con le predette mansioni, venne trasferito a Roma, presso la Missione russa che aveva seguito i Savoia in esilio.

Dopo l'abdicazione di re Carlo Emanuele IV era da poco sul trono il di lui fratello, già duca d'Aosta, Vittorio Emanuele I. Vivendo a Roma, il Savoia non era ufficialmente riconosciuto, pur ricevendo dai governi dell'Inghilterra, del Portogallo e della Russia dei sussidi, quale «vittima» della Francia rivoluzionaria. Capo della Missione russa era allora un maturo diplomatico, Ioakim Egorovič Lizakevič, che negli anni 1792-1796 aveva ricoperto delicati incarichi presso la Repubblica di Genova, reggendo pure il Consolato russo a Nizza, ancora appartenente ai dominii dei Savoia; ora però, malandato in salute, pensava a ritirarsi.

A Roma il Kozlovskij conobbe Chateaubriand, segretario all'Ambasciata di Francia, col quale andò visitando le antiche rovine; entusiasta della civiltà romana, cominciò a scriverne la storia, che leggeva all'amico, ricevendone le lodi; purtroppo però di tale lavoro nulla si è conservato. Sempre a Roma, entrato in relazione col gesuita padre Lamy, ebbe in costui un ottimo «mentore» nel completamento della lacunosa sua istruzione; specialmente si approfondì nel latino, nella storia, nelle matematiche. Da questo rapporto col Lamy nacque nel Kozlovskij la spinta alla conversione al cattolicesimo, da lui segretamente abbracciato. Narra un suo biografo, lo Struve [2], che gli amici lo consideravano un terribile pedante e dicevano che la sua testa era come una biblioteca in gran disordine. Uno di questi, il Bulgakov, in una lettera del 1803, riferì che avendo una volta il Kozlovskij voluto recarsi a un'udienza in Vaticano, vi andò in calze di seta e accompagnato da due valletti, che lungo tutto il percorso dovevano badare a ripetere il suo nome e a pulirgli gli scarpini; e che entrato poi nei Palazzi Vaticani, andò a baciare la mano a un cardinale scambiandolo per Papa Pio VII e chiamandolo «vostra sanità», anziché «vostra santità»; ma accortosi dell'equivoco non se ne diede per inteso e passò nella sala dov'era il Papa, al quale si presentò, accoltovi assai gentilmente e rimase a lungo con lui in conversazione; pare che poi, al dire dell'amico, non dormisse la notte per l'emozione provata. Ma questo non è che un aneddoto, di sapore gogoliano, cui si potrebbero aggiungere quelli relativi ai suoi soggiorni nei «luoghi d'acque» europei alla moda (Lipeck, in Russia e Bath, in Inghilterra), da lui frequentati durante i congedi dal servizio; infatti, nonostante la sua pinguedine, il Kozlovskij otteneva sempre grandi successi in società, dedicandosi alle danze e a brillanti conversazioni.

Siamo al 1806. Napoleone, che aveva dato il via al «blocco continentale», non

---

[2] Vedi G. Struve, *Russkij evropeec*, San Francisco, Cal., «Delo», 1950.

tollerava la presenza dei Savoia e delle missioni diplomatiche accreditate presso la loro Corte a Roma, per cui Vittorio Emanuele I — che in quegli anni aveva lasciato a governare in Sardegna, come vicerè, il fratello Carlo Felice, — s'imbarcò alla volta dell'isola. Fu lo stesso Kozlovskij a procurargli una nave russa per il viaggio e a seguire il re a Cagliari, insieme ai pochi membri della Missione. Due anni dopo, nel 1808, il Lizakevič ritenne giunto il momento di ritirarsi e partì per la Russia, mentre le sorti della rappresentanza diplomatica passavano nelle mani del più giovane collega, quale incaricato d'affari. Si trattava, per vero, di un'autentica sinecura, giacché i rapporti con Pietroburgo erano scarsi e i dispacci impiegavano mesi prima di giungere a destinazione. Il Carutti, che ha scritto la storia della Corte di Savoia durante la Rivoluzione e l'Impero, ricorda che a Cagliari l'Inghilterra si faceva rappresentare dallo Smith, poi sostituito dallo Hill e la Russia dal «principe Kozlosfsky, giovane leggero e di poca autorità»; che le due Potenze «continuarono i sussidi, ma cessarono quelli di Lisbona per l'occupazione francese del Portogallo»[3].

Fu così che il Kozlovskij, annoiandosi alquanto, riprese ad occuparsi di indagini storiche e questa volta scelse ad argomento la storia del dominio genovese in Crimea nei secoli XIV-XV (ignorasi di quali fonti si valesse); anche quest'opera però, rimasta in manoscritto, non si è conservata ed invano il Berti, acuto studioso dei rapporti fra la Russia e gli Stati italiani nel Risorgimento, ne ha fatto ricerche negli archivi e biblioteche sarde [4].

Che il Kozlovskij, in quel primo periodo della sua permanenza nell'isola, non godesse di molto credito risulta pure da un dispaccio che Joseph de Maistre, rappresentante dei Savoia a Pietroburgo sin dal 1803, scrisse a questo proposito:

> «Tout homme d'esprit est tenu de savoir deux choses: 1) ce qu'il est; 2) où il est. Or il me paraît certain qu'il doit être certain pour le prince Kozloffsky qu'il est chargé d'affaires auprès de S.M. et qu'il est à Cagliari; puisque il y est, c'est donc bien apparemment parce que son maître veut qu'il y soit. Plus je regarde et moins je sais voir les difficultés de sa position. Qu'il se rende agréable à la cour, qu'il fréquente particulièrement les maisons qu'elle honore de son estime, qu'il s'éloigne des Anglais sans éloignement, qu'il s'attache au Français sans attachement, qu'il fasse de l'esprit avec ma soeur, de la physique avec son mari et puis qu'il aille se coucher. S'il agit autrement il se coupera le cou»[5].

---

[3] Vedi D. Carutti, *Storia della Corte di Savoia durante la Rivoluzione e l'Impero*, II, Torino, 1892, p. 160.

[4] Vedi G. Berti, *Russia e stati italiani nel Risorgimento*, Torino, Einaudi, 1957, p. 439.

[5] Vedi L. Pingaud, *Un diplomate russe il y a cent ans en Italie: le Prince Kozlovskij*, in «Revue d'histoire diplomatique», 1917, p. 48.

In questo dispaccio, dettato da ironia e leggera irritazione, sono presenti le grandi arti di «maestro di diplomazia» del Savoiardo; e si deve credere che il Kozlovskij le abbia apprezzate a dovere se in seguito, avendolo conosciuto di persona a Pietroburgo, de Maistre così di lui scriveva a Cagliari nel 1811:

> «Le prince Kozloffsky est arrivé. Je lui ai trouvé de la bonté, de l'esprit des connaissances, sourtout celle des faits politiques et des moyens diplomatiques à un point qui n'est pas fort commun» [6].

Però, dopo la pace di Tilsitt fra i due Imperatori, che diede inizio a un nuovo corso nei rapporti franco-russi, il Kozlovskij si dimostrò apertamente filofrancese, con grande disappunto del re Savoia. Sono noti dei contatti che egli ebbe allora con autorità francesi in Corsica e nel continente, nonché l'aiuto che fornì a dei prigionieri francesi, stati internati dagli spagnoli nelle isole Baleari, perché potessero rifugiarsi appunto in Corsica. Ciò gli valse in seguito la «Legion d'onore» conferitagli da Napoleone, che pure non aveva di lui molta stima e lo considerava uno sciocco. Nel 1809 la visita a Vittorio Emanuele I del giovane duca d'Orléans (il futuro re Luigi Filippo) diede al Kozlovskij l'occasione di frequentarlo ed apprezzarne l'ingegno e la cultura; egli anzi condivise per sei mesi la dimora col duca, che risiedeva in una villa presso Cagliari. L'anno seguente, 1810, giunse in rada, su un legno napoletano, Luciano Bonaparte che, guastatosi col fratello, era intenzionato a raggiungere gli Stati Uniti d'America. Il Kozlovskij rappresentò allora al ministro segretario di Stato, Rossi, la delicatezza della situazione e consigliò il re di non ricevere il fratello di Napoleone, perché questi se ne sarebbe risentito. Il consiglio fu accolto e il re Savoia concesse al Bonaparte dieci giorni per andarsene dall'isola; ma di fronte a una nuova proposta del Kozlovskij, dopo un colloquio con Luciano, di lasciargli attraversare la Sardegna per potersi imbarcare sul canale di Bonifacio verso un porto della Corsica, s'impuntò e pretese la scrupolosa esecuzione del suo ordine; ne seguì che il Bonaparte in capo a dieci giorni venne scortato a Malta da un vascello inglese [7].

Nel 1811, a seguito della caduta in disgrazia del ministro russo liberaleggiante Speranskij e del prevalere del partito «vecchio-russo», il Kozlovskij fu richiamato a Pietroburgo. Qui trovò la sua nomina a capo di gabinetto del Cancelliere

---

[6] L. Pingaud, *Un diplomate russe...* cit., p. 53.

[7] Vedi D. Carutti, *Storia della Corte di Savoia...* cit., II, pp. 190-191.

Rumjancev, carica che peraltro ricoprì per breve tempo, avendolo lo zar Alessandro, del quale godeva il favore, voluto nel suo seguito quando, all'inizio della campagna di guerra contro i Francesi nel giugno 1812, raggiunse il quartier generale a Vilna.

Ma già nell'autunno il Sovrano, conferendogli il titolo onorifico di *kamerger* (gentiluomo di camera o ciambellano), gli riaffidava l'incarico di rappresentare la Russia alla Corte di Cagliari, questa volta in qualità d'inviato straordinario [8]. Egli fu allora latore di lettere amichevoli dello zar per Vittorio Emanuele I, che peraltro giunsero a destinazione soltanto nel maggio 1813; infatti il Kozlovskij, imbarcatosi su una nave diretta in Inghilterra, fece naufragio nel Baltico, presso le isole Åland e raggiunse poi Londra, dove si trattenne alcuni mesi. È di quel tempo il suo successo mondano, politico e letterario e la conoscenza con Madame de Staël, che poi ebbe occasione di frequentare a Coppet.

Da una lettera (del maggio 1813) del Rossi al de Maistre a Pietroburgo [9] risulta che il Kozlovskij gli aveva scritto da Londra manifestandogli la sua premura di venire ad occupare a Cagliari il posto d'inviato straordinario affidatogli dallo zar; però non faceva menzione delle lettere di Alessandro I per il re Savoia, che le ricevette a Iglesias, dove si trovava allora la Corte, tramite il d'Aglié, incaricato d'affari sardo a Londra, il quale a sua volta le aveva prese in consegna dall'ambasciatore russo a Londra. È questo un episodio di negligenza nelle sue funzioni che non torna di certo ad onore del Kozlovskij, la cui stravaganza di carattere (*čudačestvo*) era ormai a tutta nota.

Nell'agosto 1813 egli giunge infine in Sardegna e vi rimane sino al maggio 1814, quando gli eventi politico-militari permettono al re Savoia e ai diplomatici accreditati alla sua Corte di rimettere piede negli Stati di terraferma.

Dei non molti dispacci del Kozlovskij a Pietroburgo vale la pena di esaminare, per la sua ampiezza e la ricchezza delle informazioni, quello del 10 maggio 1814, conservato negli archivi del Ministero degli esteri a Mosca e pubblicato, tradotto, dal Berti [10].

Almeno tre sono gli argomenti trattati in questo messaggio ufficiale, scritto da Genova direttamente allo zar Alessandro (al quale era acclusa una lettera autografa del re Savoia per lo zar suo «protettore»): 1) la situazione venutasi a creare con la fine del dominio francese in Italia; 2) le aspirazioni dei Savoia ad

---

[8] Vedi *Russkij biografičeskij slovar'*, St. Petersburg, 1903 (reprint New York, 1962), IX, *ad vocem.*

[9] Vedi D. Carutti, *Storia della Corte di Savoia...* cit., II, doc. giustific. XIX, pp. 439-443.

[10] Vedi G. Berti, *Russia e stati italiani...* cit., p. 330.

aumenti territoriali, come compenso per gli spossessamenti subiti da Napoleone (argomento già stato trattato l'anno precedente nella lettera del Rossi al de Maistre sopracitata); 3) il ritorno del re e del governo a Torino e la nomina del ministro San Marzano, pur compromesso coi Francesi, a posti di responsabilità, per le capacità dimostrate e l'appoggio dello zar.

Scrive dunque il Kozlovskij:

> «Il generale Michaud, aiutante di V.M.I. (si trattava di un ufficiale sardo in servizio presso lo zar), ha consegnato a S.M. il re di Sardegna la Vostra lettera autografa nello stesso giorno in cui S.M. arrivava a Genova sulla nave inglese *Boyne*, ove era ricevuto con i massimi onori da parte dei comandi terrestri e navali inglesi. S.M., dopo aver letto codesta lettera, mi ha chiamato a sé e mi ha incaricato di esprimere a V.M.I., senza indugio e per quanto possibile, la sua profonda benevolenza e la infinita gratitudine verso la Vostra persona. Il re mi ha pregato nello stesso tempo di descrivervi molto particolareggiatamente la sua situazione ponendo tutte le sue speranze nelle vostre mani protettrici...»[11].

Indi, assai diffusamente, il Kozlovskij descrive allo zar gli ultimi avvenimenti: come l'austriaco generale Bubna, senza tener conto della Convenzione conclusa fra Beauharnais e Borghese, da una parte e il maresciallo Bellegarde e lord Bentinck, dall'altra, avesse occupato con le sue truppe le fortezze piemontesi, promettendo di rimanervi il tempo necessario per ristabilirvi l'ordine; e come il re fosse stato invitato dal Bentinck a recarsi immediatamente a Torino, «qualora fosse sicuro che il popolo torinese era abbastanza ben disposto verso di lui»; e che a tanto egli si era deciso, avvertendone il Bubna tramite il conte Revel, «uomo noto per lo zelo che dimostra nel servizio». Continua poi il Kozlovskij:

> «Il soggiorno del re Gioachino a Napoli, le strane vicende che accadono a Milano dopo l'allontanamento del Viceré, il cui esercito si trova tuttora nelle regioni milanesi, la nomina di una nuova amministrazione a Parma, tutto ciò turba l'animo di S.M.», che lo ha pregato di esprimere allo zar «questa sua inquietudine, affinché la V.M. possa difenderlo per mezzo della sua protezione contro ogni possibile conseguenza e in tal modo condurre a compimento l'opera intrapresa; più di tutto egli vorrebbe che la V.M. impedisse le imposizioni di ogni genere che l'esercito austriaco possa fare...»[12].

---

[11] *Ibidem.*
[12] *Ibidem.*

Passando all'argomento degli ingrandimenti territoriali, così riferisce il Kozlovskij:

> «Il re desidererebbe arrotondare i suoi domini associandovi quelli della regione di Genova, ma egli non mi ha nascosto la sua impressione che la città di Genova avrebbe preferito rimanere indipendente come per il passato, in conformità della propensione degli abitanti per le attività commerciali e del loro attaccamento agli antichi ricordi. Tuttavia quest'impressione è in contrasto con i desideri dei Savoia e di tutti gli abitanti della Riviera di Ponente della regione genovese, ché tutti loro unanimemente desiderano essere sudditi di Casa Savoia...» [13].

E dimostrando la sua abilità diplomatica e la sua simpatia per gli Italiani continua:

> «V.M.I. conosce di certo pienamente la miserevole situazione, l'indigenza e le vessazioni di ogni genere che per un così lungo periodo hanno colpito l'Italia, perciò è facile giudicare quanto siano fondate le apprensioni del re, il quale teme che questo esercito straniero (l'austriaco), abituato secondo tutte le notizie pervenute a vivere a spese della popolazione, esaurisca sino al limite estremo il popolo; ne risulterà in conclusione, che il re dopo il suo arrivo non sarà in grado di procurarsi i più modesti mezzi per organizzare la sua amministrazione e il suo esercito. Il re spera che V.M. eserciterà tutta la sua potente influenza affinché il popolo di S.M. sia liberato senza indugio da questo giogo e che al generale austriaco sia dato l'ordine di abbandonare i domini del Regno di Sardegna e di passare il Ticino al più presto possibile...» [14].

Infine a proposito del movimento dei «costituzionalisti»:

> «Lord Bentinck mi ha detto francamente che, se non avrà un esercito a sua disposizione, il re non riuscirà a instaurare il suo potere, perché secondo la sua opinione, esiste un partito non trascurabile che desidera un governo costituzionale. Sebbene mi sia noto quanto il re e tutti i principi italiani provino ripugnanza per la sola parola "costituzione", dato l'atteggiamento amichevole e favorevole di S.M. verso di me, mi sono permesso di comunicare i timori che nutre lord Bentinck, e far presente che se veramente non c'è l'unanimità nei sentimenti del popolo di S.M., il re può pentirsi di aver allontanato troppo presto l'esercito, il quale al momento opportuno potrebbe servirgli di appoggio...» [15].

Questo documento appare, nel complesso, assai interessante e «riscatta», se così si può dire, le precedenti negligenze del Kozlovskij nel suo servizio. Vi

---

[13] *Ibid.*, pp. 330-331.
[14] *Ibid.*, p. 331.
[15] *Ibidem.*

si legge infatti con chiarezza qual è la situazione del momento: gli Austriaci che, come 15 anni prima — quando il Suvorov voleva rimettere sul trono il re Savoia, — agiscono di prepotenza e trattano gli alleati piemontesi da vassalli; Vittorio Emanuele I che, di ritorno nella sua capitale, è «inquieto» e preoccupato per il movimento d'indipendenza e d'unità a carattere liberale-costituzionale, di cui si sente parlare da varie parti e contro il quale pensa di schierare i 3000 uomini in arrivo dall'Inghilterra e i sei reggimenti che la Svizzera ha promesso, come per il passato; e infine l'aumento territoriale ai danni di Genova, auspicato e temuto nello stesso tempo. In un'atmosfera tutt'altro che serena il Kozlovskij entrò dunque a Torino il 20 maggio 1814 insieme al re, ai ministri e ai pochi diplomatici ch'erano rimasti presso i Savoia; da quelle impressioni, e forse emozioni — vedeva Torino per la prima volta, — è uscita questa pagina di asciutta cronaca e di calda umanità.

In quel 1814 però il soggiorno del diplomatico russo nella capitale sabauda non fu di lunga durata. Già nel giugno lo zar Alessandro, in occasione di una visita ufficiale a Londra, lo chiamò al suo seguito e nell'ottobre seguente, poi, lo inviò al Congresso di Vienna, onde illustrare agli Alleati il progetto di riunione del Genovesato al Piemonte. Qui il Kozlovskij conobbe illustri personaggi: dallo Humboldt all'Ipsilanti, dal Chambonad de la Garde (che apprezzava la sua indipendenza di giudizio verso uomini e avvenimenti, la prodigiosa memoria, il vasto sapere), al principe di Ligne, ch'era stato uno dei più brillanti uomini di Stato del XVIII secolo e ormai molto anziano aveva però conservato tutto il suo spirito (soleva dire: «il Congresso danza, ma non si muove» e si augurava di non privarlo di uno spettacolo d'eccezione: i suoi funerali, e morì infatti durante il Congresso) [16].

Tornato poi a Torino a ricoprire le funzioni di ministro plenipotenziario, il Kozlovskij entrò in sospetto dei governanti per il suo franco parlare e le sue simpatie liberali, sì che lo stesso Cancelliere conte di Vallesa diceva di lui: «è uno dei più stravaganti apostoli della libertà e della costituzione» e scriveva al de Maistre a Pietroburgo perché venisse richiamato.

Un colorito ritratto del Kozlovskij si può trovare nei dispacci del suo collega austriaco, lo Starhemberg, che lo storico Nada ha pubblicato [17]; «il semble être

---

[16] Vedi G. Struve, *Russkij evropeec...* cit.

[17] Vedi N. Nada, *Le relazioni diplomatiche fra l'Austria e il regno di Sardegna*, Roma, 1964, I (24/4/1814-17/7/1820), in *Fonti per la storia d'Italia*, Istituto storico italiano per l'età moderna e contemporanea, pp. 323 e 400 e seguenti.

encore de l'école de la grande Cathérine», scriveva il diplomatico in una missiva al Metternich del maggio 1817; e aggiungeva che le sue maniere aperte e libere, la sua cultura e intelligenza, la sua tendenza alla satira e al sarcasmo lo facevano stonare alla Corte dei «parrucconi» subalpini, mentre i benpensanti torinesi se ne scandalizzavano. Però, probabilmente ingannandosi su di lui, lo Starhemberg lo giudicava più conservatore e filoaustriaco di quanto non lo fosse in realtà e riteneva del tutto superficiali, quasi una posa, la sua filantropia, liberalità e bizzarria, anche in materia politica.

Ha scritto il Venturi, maestro di studi storici sul '700 «riformatore» e l'800 «liberale»:

> «Certo l'inquietudine di Koslovskij non faceva scomodo ad Alessandro I che, se dobbiamo credere a Binder, incaricato d'affari austriaco a Torino, in un suo dispaccio del 21 agosto 1817 apprezzava i "rapports écrits en style satyrique et burlesque" di Kozlovskij, intesi a "jeter le ridicule sur le gouvernement sarde". Dai dispacci pubblicati da Narciso Nada non risultano prove concrete di contatti di Koslovskij con elementi scontenti o liberaleggianti in Piemonte. Numerosi ed interessanti invece i testi che dimostrano le apprensioni di Metternich sul modo di comportarsi e sui sospettati intrighi dei numerosi viaggiatori russi che percorsero in quegli anni l'Italia» [18].

Anche l'ambasciatore di Francia sino al 1817, duca di Dalberg e quello di Spagna dal 1820, conte Bardaxi, facevano della propaganda liberale, per cui non v'è da stupire se in quei primi anni della Restaurazione gravitassero intorno alle sedi diplomatiche, e in particolare a quella russa a Torino, molti dei personaggi che furono poi i protagonisti degli avvenimenti del '21. Come ricorda il già citato Pingaud, in contatto col Kozlovskij fu allora lo stesso giovane Carlo Alberto:

> «Kozlovskij sapeva di avere un alleato in Casa Savoia, nel capo del ramo cadetto, nell'erede presuntivo al trono, Carlo Alberto, principe di Carignano. Quest'ultimo, educato in Francia e a Ginevra, già ufficiale dell'esercito napoleonico, passava in Italia per il campione futuro della causa liberale e nazionale... Durante il suo viaggio a Torino nel 1818 si lasciò sfuggire qualche parola destinata a far credere che, se avesse regnato un giorno, si sarebbe ispirato ai consigli dello zar, andò a trovare Kozlovskij un mattino assai per tempo e affermò che comune era la loro simpatia per le idee del progresso e gli fece noto, al tempo stesso, il proprio desiderio di conformare la propria condotta, all'occasione, a quella dell'imperatore Alessandro, per quanto concerneva la politica europea» [19].

---

[18] Vedi F. VENTURI, *I rapporti italo-russi dalla seconda metà del '700 al 1825*, in *Atti del II Convegno degli storici italiani e sovietici*, Roma, maggio 1966, (*Quaderno II di Rassegna sovietica)*, Roma, 1968, p. 26.

[19] Vedi L. PINGAUD, *Un diplomate russe*... cit., p. 68.

Gli studiosi accennano, parlando della storia del regno di Sardegna in quegli anni, a «misteriose suggestioni e strane pressioni in senso costituzionale e liberale» provenienti da diplomatici russi che parlavano a nome dello zar Alessandro: è, a tutta evidenza, un riferimento diretto al Kozlovskij, nonché al viaggio che lo svizzero La Harpe, già precettore dello zar, fece allora accompagnando in Italia il granduca Michele e al successivo che il ministro Capodistria compì nel 1819-1920, prendendo contatto coi liberali [20].

A proposito della politica filosvizzera che, anche per suggestione del La Harpe, conduceva allora il gabinetto russo, può essere interessante leggere il dispaccio che nell'agosto 1816 il Capodistria indirizzò al Kozlovskij:

> «A M.le Prince Kosloffsky - Moscou, le 31 Août 1816
> Mon Prince,
> Des notions particulières ont appris à l'Empereur les retards que le Ministère de Sa Majesté le Roi de Sardaigne apporte à la ratification du traité conclu le 16 Mars avec la Confédération Helvétique. D'après ces renseignements, le refus de donner à cet acte la sanction définitive a pour motif d'obliger préalablement la Confédération à reconnaître deux conventions signées à Turin le 13 Avril avec des commissaires Valaisans.
> L'objet de ces transactions, arrêtées par des Commissaires particuliers, sans instructions du directoire fédéral, est de régler les arrangements de détail relatifs à la retraite des troupes Sardes par le Valais, et aux droits de route à finir en remplacement de ceux de transit, pour les marchandises venant des Etats du Roi par le Simplon.
> Soit que le Gouvernement fédéral juge convenable d'accepter les conditions, admises par les Commissaires Valaisans, soit qu'il les rejette, il n'entre point dans les principes de l'Empereur d'intervenir dans la discussion qui peut s'élever à ce sujet entre la Sardaigne et la Suisse et entre celle-ci et le Valais; ni de préjuger des résultats qu'elle peut amener.
> Mais l'intérêt soutenu que S.M.I. a voué aux affaires de la Suisse; la part qu'Elle a prise à leur arrangement, et plus encore sa sollicitude à veiller attentivement à l'exécution des transactions arrêtées de concert par les Puissances Alliées, engagent notre A.M. à former des voeux pour la conclusion définitive du traité de Turin comme une conséquence de celui du 8/20 Novembre dernier.
> S.M. ne sauroit en même temps ne pas observer, que nulle clause n'ayant fait dépendre cette ratification de transactions postérieures la prétention du Cabinet de Turin semble n'être point fondée en justice; Elle confond d'ailleurs deux objets de négociation, distincts et indépendants l'un de l'autre.
> En plaçant la question sous le point de vue du droit, sa solution paroit n'admettre aucune difficulté.
> Les conséquences fâcheuses qui peuvent résulter au détriment des intérêts réciproques des Puissances limitrophes, d'un état de choses qui prolonge l'incertitude et cimente les germes de discorde et de méfiance, augmenteront le nombre des arguments

[20] Vedi G. Berti, *Russia e stati italiani...* cit., pp. 365 e seguenti.

dont vous pourrez vous servir, mon Prince, pour décider le Ministère Sarde à ratifier le traité de Turin.

En félicitant par vos bons offices confidentiels le rapprochement des deux Gouvernements, dans le but désiré par la Suisse, vous aurez mérité, mon Prince, l'approbation de S.M.I., et donné une nouvelle preuve du zèle éclairé qui dirige Votre conduite. Recevez l'assurance etc.

(signé) Le Comte de Capodistria»[21].

Questa vertenza dei Savoia con la Svizzera, che pare di poco conto, stava invece molto a cuore allo zar Alessandro, che già si era valso dei buoni uffici del Kozlovskij per un altro importante incarico, svolto egregiamente l'anno prima, 1815, in margine alle decisioni prese a Vienna ed in esecuzione delle stesse: la delimitazione cioè delle rispettive frontiere fra la Repubblica Elvetica, la Francia, ritornata ai suoi confini del 1792 e lo Stato Sardo. I lavori, iniziatisi a Parigi, erano continuati a Torino e «sul campo», come ricorda nella sua corrispondenza il rappresentante svizzero, il ginevrino Charles Pictet de Rochemont, che si legò allora d'amicizia col Kozlovskij. Seppe così che questi era sposato, ma segretamente, con un'italiana, pare una genovese, che aveva impalmato durante il soggiorno in Sardegna e dalla quale aveva avuto due figli; e aggiunge che avendo una volta, a Torino, nel corso dei lavori predetti, visitato la sua casa insieme ad un collega, vide in un angolo della camera da letto una bella signora che leggeva o faceva finta di leggere. Invitato poi a pranzo «alla buona», Pictet riferì: «Ora possiamo dirvi come canta l'uccellino», aggiungendo che «il cinguettio della pappagallina nella casa dell'ambasciatore russo aveva rallegrato alquanto quel pranzo»[22].

Mentre ancora era a Torino — vi rimarrà sino al 1818, poi sarà destinato a Stuttgart, alla Corte del Baden e indi a Karlsruhe, a quella del Württemberg — il Kozlovskij ricevette dal ministro Capodistria una circolare, ch'era stata inviata a tutte le ambasciate russe all'estero, col testo del discorso, di toni assai liberali, pronunciato dallo zar Alessandro dinanzi al Sejm (Parlamento) polacco. Interpellato in proposito da un funzionario piemontese: «Dunque, voi vorreste che noi concedessimo una costituzione simile a quella da voi concessa in Polonia?», pare che il Kozlovskij rispondesse come l'influenza congiunta dalla Polonia e della Francia costituzionale avrebbe potuto non poco giovare non solo alla Russia, ma a tutte le monarchie in genere. Da questo, e simili episodi

---

[21] Vedi G. Berti, *Russia e stati italiani...* cit., append. document. (doc. N. 11), pp. 822-823.
[22] Vedi G. Struve, *Russkij evropeec...* cit.

— si diceva che egli incitasse alla rivoluzione comportandosi come un «arcigiacobino», che ricorresse a tutti i mezzi, comprese le lettere anonime e i falsi ordini (ma la fonte di questa informazione è poco credibile), — appare logico che il gabinetto di Pietroburgo decidesse infine di allontanarlo da Torino verso altre Corti meno compromettenti; però il Kozlovskij resterà ancora poco tempo in servizio, essendosi congedato già nel 1820, né più essendovi in seguito ritornato [23].

Da allora vagabondò per l'Europa, fu a Berlino, Bruxelles, Parigi, Londra, in Italia, bene accolto nell'alta società e sin alle varie Corti, in particolare a quella inglese e francese. Impugnò di nuovo la penna per scrivere un *Tableau de la Cour de France*, stampato ma non diffuso fra il pubblico (1824), e a Gand, nel 1830, un opuscolo dal titolo *Lettre au duc de Broglie sur les prisonniers de Vincennes*, di carattere politico [24].

In Russia egli ritornò soltanto nel 1835 passando da Varsavia, dove incontrò il maresciallo Paskevič, governatore della Polonia, reduce dalla rivolta duramente repressa. Negli ultimi anni si occupò anche di giornalismo collaborando attivamente al *Sovremennik* (*Il contemporaneo*), la rivista fondata da Puškin, con articoli di carattere scientifico. Il principe Vjazemskij, letterato e poeta, lo stimava per la sua cultura e bontà d'animo, nonché per le doti oratorie e il coraggio delle proprie opinioni, mentre Puškin diceva di lui: «Kozlovskij sarebbe per me una provvidenza, se volesse una volta per sempre diventare uno scrittore» e apprezzava il suo classicismo in letteratura, che lo faceva riprovare tutti i moderni, salvo Byron e Puškin stesso. Va pure ricordato che nel 1836, avendogli il Ministero degli affari esteri dato l'incarico di stendere un rapporto sulle cave, le miniere e le industrie minerarie nel sud della Polonia, il Kozlovskij lo svolse con zelo e competenza; e i suoi talenti di poliglotta ancora utilizzò traducendo in francese un saggio storico del Polenov, che fu poi pubblicato dal de Custine in appendice al noto suo lavoro *La Russie en 1839*, destinato a suscitare non poche polemiche quando fu conosciuto alla Corte di Nicola I [25].

Ritiratosi a vita privata, il Kozlovskij morì a Parigi nel 1840 in fama di letterato, di storico e di pubblicista brillante; quanto ai suoi anni di diplomazia, ne abbiamo sopra riferito e vorremmo concludere trascrivendo l'intervento che una studiosa sovietica, la Kovalskaja, fece al II Convegno degli storici italiani e sovietici, svoltosi a Roma nel 1966, sulla relazione di Franco Venturi già citata:

---

[23] *Ibidem.*
[24] Vedi *Russkij biogr. slovar'...*, cit.
[25] *Ibidem.*

«Nella relazione del prof. Venturi viene ricordata la luminosa figura dell'ambasciatore russo a Torino, un nobile russo di idee liberali, il principe Kozlovskij. Anche il prof. Berti nel suo libro manifesta un grande interesse per il Kozlovskij. Benché a nostro avviso il ruolo di Kozlovskij nell'attività delle società segrete italiane sia in questo libro un po' sopravvalutato, cionondimeno è indubbio che l'ambasciatore russo ebbe dei rapporti con alcuni liberali piemontesi. Di ciò testimonia, in particolare, la costante aspirazione del principe di Carignano Carlo Alberto a mantenere una stretta amicizia con il Kozlovskij. Un importante documento in questo senso — oltre agli interessanti fatti scoperti da Berti — è costituito da uno degli ultimi rapporti di Kozlovskij dal Piemonte, che risale al 20 aprile-2 maggio 1818 (in seguito, com'è noto, egli fu richiamato da Torino), che si conserva nell'Archivio di politica estera della Russia a Mosca. In questo rapporto, si parla delle visite particolari che il principe gli aveva fatto e delle opinioni confidenziali che gli aveva manifestato. Carlo Alberto gli espresse le sue idee sulla necessità di instaurare in Piemonte la costituzione e di chiamare alla direzione del paese tutte le persone illuminate indipendentemente dalle loro opinioni (e tutto ciò Carlo Alberto affermava che avrebbe fatto se fosse giunto al potere). Questi progetti, scriveva Kozlovskij, "sono improntati al retto pensiero dei letterati che lo circondano, la cui influenza sul principe è indubbiamente utile...". I rapporti tra Kozlovskij e gli esponenti del movimento liberale a Torino sono confermati anche da uno scritto inviato a Kozlovskij dopo la sconfitta della Rivoluzione in Piemonte dal marchese di San Marzano, che della Rivoluzione era stato uno dei dirigenti. Questi, confidando nella simpatia di Kozlovskij, gli mandò una memoria in cui spiegava le cause della sconfitta e gli chiese di intervenire per diffondere questo scritto e per farlo pubblicare nei giornali europei» [26].

[26] Vedi M. A. KOVALSKAJA, in *Atti del II Conv. stor. it. e sov....* cit. (*Gli interventi*), p. 303.

MARCO CERRUTI

Le accademie

Premetto che l'evidente sproporzione tra la vastità dell'argomento e il tempo di cui disponiamo ci ha indotto a congegnare il nostro intervento in questo modo: da parte mia ci sarà un rapido preambolo di carattere insieme sinteticamente informativo e metodologico; Enzo Falcomer si fermerà quindi sull'accademia dei Concordi e in particolare sulla figura in essa emergente del giovane Carlo Vidua, un intellettuale e uomo di lettere nei cui confronti è venuta crescendo negli ultimi anni l'attenzione di chi si occupa della cultura fra Età Napoleonica e prima Restaurazione.

Vorrei dunque dire anzitutto questo: che studi sulle accademie sono stati fino a tempi recenti abbastanza rari [1]. Alcune iniziative piuttosto interessanti si sono invece prodotte nell'ultimo decennio, e interessanti sia in termini metodologici sia per la qualità anche il buon numero delle acquisizioni. Ricordo il convegno che si tenne qui a Torino nell' '83 in occasione del bicentenario dell'istituzione della nostra Accademia delle Scienze, con successivi Atti [2]; e un lavoro di gruppo promosso da Mario Saccenti, professore all'Università di Bologna, sulla locale Accademia Renia, una ricerca che ha dato luogo a due cospicui e molto utili volumi apparsi nell' '88 [3]. Il primo, costituito da una documentazione bio-

---

[1] Cfr. T. VALLAURI, *Delle società letterarie del Piemonte / libri due,* Torino, Tipografia dei Fratelli Favale, 1844; M. MAYLENDER, *Storia delle Accademie d'Italia* Bologna, 1929, voll. 3; C. CALCATERRA, *La Sampaolina*, in «La cultura», IV (1924-1925), pp. 538-544; ID., *I Filopatridi*, Torino, 1941.

[2] Cfr. *Atti del Convegno su «I due primi secoli della Accademia delle Scienze di Torino». Realtà accademica piemontese dal Settecento allo stato unitario*, Torino, Accademia delle Scienze, 1985.

[3] Cfr. *La Colonia Renia. Profilo documentario e critico dell'Arcadia bolognese*, a cura di M. SACCENTI, I, *Documenti bio-bibliografici*, e II, *Momenti e problemi*, Modena, Mucchi, 1988. Interessante anche, in questo quadro di contributi, D. MAZZOTTI, *Rubiconia Accademia dei Filopatridi. Note storiche e biografiche*, Santarcangelo di Romagna, Maggioli, 1975.

bibliografica (opere a stampa e manoscritte degli accademici), e un secondo su «momenti» e «problemi». Questo stesso gruppo, e in particolare Saccenti, ha poi molto di recente promosso una più estesa ricerca, in ambito nazionale (che coinvolge diverse sedi universitarie, fra cui questa torinese), sulle istituzioni culturali in Italia, fra cui anche appunto le accademie, fra Sei e Settecento [4]. Vorrei infine ricordare gli interventi che nel nostro convegno dell'anno scorso, «Dal trono all'albero della libertà», Enrico Mattioda e Giovanni Pagliero hanno dedicato rispettivamente agli «Accademici unanimi, uniti, pastori della Dora dal 1789 al 1802» e all'«Accademia fossanese» [5]. Importanti apporti, questi ultimi, ad una miglior conoscenza delle relazioni associative fra uomini di cultura negli Stati Sardi e poi negli ex-Stati Sardi, che integrava i risultati dell'appena richiamato convegno del 1983 sull'Accademia delle Scienze di Torino e, risalendo per li rami, dei noti studi «piemontesi» di Carlo Calcaterra e del fondamentale, almeno nel senso che non si può non partire di lì, *Delle società letterarie del Piemonte* (1844) di Tommaso Vallauri.

Quali allora, ci si può chiedere a questo punto, i possibili approcci alla realtà delle accademie subalpine nel periodo che ci interessa quest'anno, per chi intenda procedere a una riconsiderazione d'insieme. Ecco direi, proprio attenendomi al sottotitolo di questi nostri convegni, una prima questione che si pone è quella della continuità o delle innovazioni più o meno profonde o delle trasformazioni che si verificano all'interno di tali organismi. Ora esempi di sostanziale continuità certo non mancano. Si prenda il caso dell'accademia degli Innominati di Bra, fondata nel 1702 per iniziativa di un nobile saluzzese, il conte Pier Ignazio Della Torre e sotto la «protezione», che si manifestava anche nella forma di splendidi doni (arredi, ecc.) di Madama Reale Maria Giovanna Battista. Questa accademia, impegnata sia in iniziative poetiche comuni, come *Le lagrime delle muse innominate di Bra* composte e stampate nel 1715 in occasione della morte di un principe reale, sia in dibattiti periodici su problemi critico-letterari, si affermava massimamente verso la fine del secondo

---

[4] Il gruppo di ricerca si è riunito presso l'Università di Bergamo, per un seminario di confronto sulle rispettive ricerche, nel maggio 1992. Gli Atti usciranno all'inizio del '94. Chi scrive ha presentato una relazione su Girolamo Tagliazucchi, uomo di lettere modenese amico e quasi coetaneo di Muratori, attivo a Torino, fra Università e accademie, nel quarto e quinto decennio del Settecento.

[5] Ora in *Dal trono all'albero della libertà. Trasformazioni e continuità istituzionali nei territori del Regno di Sardegna dall'antico regime all'età rivoluzionaria, Atti del convegno, Torino 11-13 settembre 1989*, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali, 1991, voll. 2, rispettivamente nel t. II, pp. 593-604 e 605-612.

decennio: nel 1717 si fondava al suo interno una colonia arcadica (secondo un'apertura dunque romano-crescimbeniana) e vi si ascrivevano uomini di cultura esterni al Regno di Sardegna e tutt'altro che retrivi: il fiorentino Anton Maria Salvini, recente traduttore fra l'altro del *Cato* di Addison, il bolognese Martello, il veronese Maffei, tutti di grandissimo nome. Anche per la morte di Madama Reale, nel 1724, l'accademia perdeva pian piano questo smalto e iniziava un lungo declino, senza però estinguersi, se il Vallauri può registrarne la presenza ancora intorno al 1840. Sarebbe certo interessante vedere quali siano state le scelte e le possibili trasformazioni, entro questa permanenza, nel periodo di cui ci stiamo occupando.

Nella Capitale, se nell'ormai ben nota Filopatria troviamo — nel breve periodo che va dal 1781 al 1802, con la sospensione, probabilmente per crescenti disaccordi, in anni così delicati, all'interno del gruppo, dal 1791 sino al 1801 — non una continuità ma un tormentato tentativo, dopo Marengo, di riprendere certi fili, certi propositi dell'esperienza iniziale, in altri organismi accademici, come soprattutto in quella che all'atto della fondazione, nel 1785, vien denominata Reale accademia di Agricoltura, appare evidente un sostanziale permanere, oltre il mutare delle congiunture politico-istituzionali, ecc., degli intenti, dei programmi e delle pratiche. Un permanere, si può pensare, sicuramente legato alle peculiari finalità di questa accademia, che erano di «promuovere in Piemonte gli studi dell'agricoltura», dunque relativamente autonome dalle vicende storico-politiche. Un ovvio esempio: lo studio, stampato nel vol. I (1788) delle «Memorie» della Società, del dr. Vailua di Asti «sui mezzi più efficaci di accrescere, migliorare e conservare la specie bovina», sarebbe riuscito ugualmente interessante anche, per dire, nella Torino del 1802 e del 1815. Ora è vero che dal 1790 sino al 1802, per il solito motivo dei «civili turbamenti» (formula del Vallauri), non escono volumi di «memorie», ma dal 1791 al 1839, escluso il periodo 1815-1819, si stampa un «Calendario Georgico ossia Almanacco di Agricoltura», dove, a cominciare da Michele Buniva, l'amico e maestro di Edoardo Calvo, sono presenti i più bei nomi della ricerca scientifica piemontese, cui si debbono chiari e godibilissimi testi. Nel 1840 al «Calendario Georgico» succedevano gli «Annali della Reale Società Agraria di Torino», fra i cui «membri liberi o corrispondenti» troviamo il conte Camillo Benso di Cavour, il marchese Gino Capponi, l'abate Raffaello Lambruschini (entrambi di Firenze), il versatile avvocato e uomo di lettere subalpino Paolo Luigi Raby, l'erudito sassarese Pasquale Tola, autore del *Dizionario bibliografico degli uomini illustri di Sardegna* (1837-1838), per chiudere con Gian-Pietro Vieusseux.

Continuità dunque, permanenze, e tempi lunghi, legati, come specialmente in quest'ultimo caso, a più o meno lenti processi di sviluppo della società piemon-

tese; cui si potrebbero opporre, o forse anche accostare vicende effimere, naturalmente da studiarsi nelle ragioni e nei modi della loro caducità. Penso qui in particolare alla «Société libre d'instruction de Turin», istituita con l'approvazione del generale Jourdan nel 1802, e di cui fecero parte intellettuali non reazionari di grande prestigio, dal Caluso a Botton di Castellamonte al Buniva.

Ancora da rilevarsi, in molte di queste accademie, la presenza di soci non residenti. Già si è segnalato il fenomeno per gli Innominati di Bra e per l'accademia di Agricoltura di Torino, dove, si può qui aggiungere, figurano anche alcuni francesi, due bavaresi, un belga e persino due cittadini degli Stati Uniti (Filadelfia e Ohio). Ma particolarmente notevole per questo riguardo risulta la Colonia dei Pastori della Dora, nel cui elenco di «pastori non residenti» per il 1809-1810 s'incontrano diversi uomini e donne di lettere allora attivi fra il Centro e il Nord d'Italia — come Teresa Bandettini, G. Gherardo De Rossi, Ippolito Pindemonte, Clotilde Tambroni — e anche oltralpe, come il Denina, che stava concludendo a Parigi la sua operosissima vita. Dunque un interscambio importante, un confluire di esperienze e punti di osservazione anche assai lontani fra loro, favorito naturalmente dal fatto che fra i «pastori residenti», per restare nell'ambito di quest'ultima accademia, ci sono intellettuali dalle vaste relazioni, e ad esse inclini, quali Prospero Balbo, l'abate di Caluso, Emanuele Bava di San Paolo, Jacopo Durandi, Gian Francesco Galeani Napione. Da notarsi fra l'altro la presenza di alcune emerite signore, fra cui, tra i residenti, Diodata Saluzzo.

Ancora, per concludere, un paio di osservazioni, o meglio indicazioni di possibili percorsi di ricerca. Una prima riguarda il rapporto, o meno, e se tale di che tipo, con il potere politico, nelle sue varie forme fra ultimi anni dell'Antico Regime e prima Restaurazione. Già qualcosa si sa, e in questo intervento non mancano alcuni accenni; ma le indagini devono essere estese e approfondite, su materiale di archivio ed epistolare, specie nel caso di «società private» come la Sanpaolina. Una seconda riguarda invece l'emergere, a una considerazione ravvicinata delle varie accademie, di figure sinora poco o pochissimo note, e tuttavia diffusamente presenti. Non dico personalità come il Caluso o il Galeani Napione o il Bava di San Paolo, che pure attendono ancora una vera e propria ricostruzione monografica [6]. Penso invece a uomini di cul-

---

[6] Di tutti il più considerato è sicuramente l'abate di Caluso, anche per l'amicizia e il denso carteggio con Vittorio Alfieri. Su di lui un'importante «voce», a cura di P. TREVES e P. DELSEDIME, in *Dizionario biografico degli italiani*, 16, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, 1973, e M. CERRUTI, *La ragione felice e altri miti del Settecento*, Firenze, Olschki, 1973.

tura come il Raby che ho prima ricordato, o Evasio Leone (prima frate carmelitano, poi patriota, poi professore e giornalista a Fermo, infine viaggiatore sulle rotte dello Jonio e dell'Egeo), o il Richeri di cui già un poco ho avuto modo di occuparmi [7]. Nomi che invano cercheremmo in repertori e dizionari, le cui opere, certo non «grandi» ma storicamente significative, sono invece ritrovabili nelle biblioteche, e che appunto vengono fuori dai polverosi «elenchi dei soci», degli *Ozi letterari*, *Veglie,* ecc. delle accademie.

[7] Cfr. ID., *Le buie tracce. Intelligenza subalpina al tramonto dei Lumi*, Torino, Centro Studi Piemontesi, 1988, pp. 66-67.

EZIO FALCOMER

La Società dei Concordi

La Società dei Concordi nasce nel 1804 ad opera di quattro giovani, i due fratelli Balbo, Cesare e Ferdinando, Luigi Provana del Sabbione e Luigi Ornato. La riunione preliminare, che sancisce la nascita dell'accademia, è del 21 giugno 1804, in casa Balbo. Alla prima adunanza ufficiale (1 luglio 1804) vengono ammessi già due nuovi soci, Luigi Grimaldi e Casimiro Massimino. Le riunioni si protrarranno fino al 1808, come si può vedere dalle carte dell'accademia [1]. Progressivamente, vengono ammessi altri soci. Ai 6 membri già nominati, nel

---

[1] La storia dell'accademia può essere ricostruita dagli *Atti* mss. inediti giacenti presso l'ARCHIVIO DI STATO DI TORINO, Corte, *Biblioteca antica*, mazzo J. b. VII / 11. Essi si compongono, innanzitutto, di dieci quinterni non rilegati contenuti in una cartellina intitolata *Registro delle cose fatte nelle 63 adunanze tenutesi dal 21 giugno 1804 al 30 dicembre 1809* [d'ora in poi RCF], che però verbalizza gli atti solo fino a tutto il 1808; del volume ms. rilegato *Lavori presentati dai Soci nelle adunanze* [d'ora in poi LP], che peraltro contiene lavori presentati solo fino alla data del 28 dicembre 1806; dei fascicoli riguardanti gli *Statuti* della società, il *Carteggio* e un *Registro dei soscriventi ai lavori comuni sulla letteratura italiana* (che reca solo alcune firme e che si riferisce a lavori di cui non è rimasta traccia); di un fascicolo che raccoglie, di Carlo Vidua, i *Lavori giovanili letti alla Società dei Concordi* [d'ora in poi LGL] che vanno fino al 1809, l'ultimo dei quali, in ordine di data (cfr., nel presente lavoro, *Appendice*, 20), fa riferimento all'adunanza LXIX, del 4 maggio 1809, ed è l'ultimo atto documentato dei Concordi; di due singoli lavori, infine, e cioè un anonimo dramma in tre atti, *Eumene*, e un poemetto didascalico di tono semiserio, *La creazione del mondo*, di Filippo Grimaldi. Sui Concordi, cfr. C. RODELLA, *Studi nazionali in Piemonte durante il dominio francese*, in «Curiosità e ricerche di storia subalpina», I (1874), pp. 401-453. Notizie *passim*, anche in L. OTTOLENGHI, *Vita, studi e lettere inedite di Luigi Ornato*, Torino, Loescher, 1878 e ID., *La vita e i tempi di Luigi Provana del Sabbione*, ivi, 1881. Cfr., inoltre, G. GENTILE, *L'eredità di Vittorio Alfieri*, Firenze, Sansoni, 1964 [2], pp. 19-39; E. PASSERIN D'ENTRÈVES, *La giovinezza di Cesare Balbo*, Firenze, Le Monnier, 1940, pp. 7-22; G. B. SCAGLIA, *Cesare Balbo. Il Risorgimento nella prospettiva storica del «progresso cristiano»*, Roma, Studium, 1975, pp. 9-13; W. BARBERIS, *Le armi del Principe. La tradizione militare sabauda*, Torino, Einaudi, 1988, pp. 252-256.

settembre 1804 si aggiunge Giuliano Del Melle e, nel marzo successivo, Cesare Romagnano; nel 1806 compaiono nei verbali i nomi di Carlo Vidua (gennaio), Paolo Boetti di San Sebastiano e dell'abate Alessandro d'Angennes (maggio); nel gennaio del 1808 è ammesso Roberto Taparelli d'Azeglio; nell'aprile dello stesso anno, infine, entra nel gruppo Carlo Guasco di Castelletto.

Nata come accademia privata, la Società si proponeva, come dice il suo Statuto, lo «studio delle scienze, delle lettere e delle belle arti». Il gruppo si riuniva nelle residenze private dei vari soci, tutti più o meno coetanei, nati negli anni Ottanta del Settecento. Essi stavano vivendo i loro anni di formazione proprio durante il dominio napoleonico in Piemonte, che dal 1802 era diventato una divisione amministrativa della Francia. Tenuti distanti dal contagio delle ideologie e dalla cultura d'Oltralpe, che nell'Università torinese avevano un centro d'irradiazione non indifferente, erano allevati all'insegna di una fondamentale fedeltà alle istituzioni dell'Antico Regime e alla monarchia sabauda tipiche di questo patriziato. Attorno ad essi, si muovevano le figure di rilievo della cultura aristocratica piemontese. Il conte Prospero Balbo, innanzi tutto, che sul cenacolo giovanile esercitava, in qualità di «censore», «protettore» e socio «onorario», una funzione di controllo e di indirizzo, come si ricava da questa lettera ai Concordi che gli avevano sottoposto il progetto:

> Scelte e considerate le regole, si approvano colle seguenti condizioni.
>
> Che le adunanze si tengano in casa del sottoscritto.
>
> Che senza il previo consenso del medesimo non si proponga mai altra regola, né altro socio. Fin d'ora si approva con il singolar gradimento l'accettazione di Luigi Massimino e di Luigi Grimaldi.
>
> Che le adunanze regolarmente non si tengano più di due volte al mese.
>
> Che lo studio della letteratura Greca, Latina, Italiana, e Francese, e specialmente della lingua Latina, sia sempre un oggetto primario de' lavori sociali.
>
> Con queste condizioni, il sottoscritto non solamente gradisce e loda la proposta istituzione, ma eziandio contribuirà dal suo canto a fornire la società ed i soci degli opportuni aiuti per gl'intrapresi studi [2].

---

[2] P. BALBO, lettera del 14 giugno 1804, in *Carteggio della Società dei Concordi,* cit. Nella citazione dei materiali mss. dei Concordi ho rispettato la grafia, con relativo uso delle maiuscole, e la punteggiatura dell'originale; l'unico intervento riguarda la risoluzione in *i* della *j* intervocalica e in fine di parola. Di tali *Atti*, in appendice a questo lavoro fornisco, presentandoli secondo un criterio cronologico, una scelta di testi quasi tutti inediti (fanno eccezione i due sonetti di Luigi Ornato su Alfieri e Metastasio, che furono già presentati da C. RODELLA, *Studi nazionali in Piemonte...* cit., pp. 415-416), e tutti i testi di Carlo Vidua, editi in E. FALCOMER, *Carlo Vidua. Un giovane intellettuale subalpino in età napoleonica*, Alessandria, Edizioni dell'Orso, 1992.

Analogo ruolo sembrano rivestire gli altri due «protettori» e soci onorari, il conte Filippo Grimaldi e il conte Michele Saverio Provana del Sabbione, quest'ultimo fratello più anziano del già ricordato Luigi Provana. Punti di riferimento culturale e ideologico, questi «maestri», nella funzione di veri e propri precettori, offrivano ai giovani Concordi il consolidato modello dell'accademia o della «conversazione» privata, istituzione la quale, già nel medio e tardo Settecento in Piemonte, oltre a riproporre tradizionali modelli di cultura poetico-letteraria, aveva anche interpretato le esigenze di trasmissione e accrescimento di un sapere più articolato e dinamico, curioso delle novità europee in campo tecnico e scientifico (lo dimostra l'originale parabola che porta dalle riunioni della Società Privata alla prestigiosa Accademia delle Scienze). Il nome di Prospero Balbo rievoca esperienze come le società Sampaolina e Filopatria, quest'ultima anche fondatrice di un discorso italianistico che voleva richiamare la cultura piemontese alla tradizione linguistica e letteraria italiana. Un discorso che si sarebbe gradualmente tinto, sullo scorcio del secolo, di venature antifrancesi e più decisamente nazionalistiche e antilluministiche, delle quali si rendeva maggiore interprete Gian Francesco Galeani Napione [3]. Questi presenziava ad alcune adunanze straordinarie che i giovani Concordi tenevano in particolari occasioni durante le

---

[3] Sull'ambiente culturale subalpino dell'ultimo Settecento, oltre ai sempre fondamentali lavori di C. CALCATERRA (*«Il nostro imminente Risorgimento». Gli studi e la letteratura in Piemonte nel periodo della Sampaolina e della Filopatria*, Torino, SEI, 1935; *I Filopatridi*, ivi, 1941; *Le adunanze della Patria Società Letteraria*, ivi, 1943), cfr. M. CERRUTI, *La ragione felice e altri miti del Settecento*, Firenze, Olschki, 1973, pp. 13-120; ID., *Le buie tracce. Intelligenza subalpina al tramonto dei Lumi. Con tre lettere inedite di Tommaso Valperga di Caluso e Giambattista Bodoni*, Torino, Centro Studi Piemontesi, 1988; G. RICUPERATI, *Accademie, periodici ed enciclopedismo nel Piemonte di fine Settecento*, in *I volti della pubblica felicità. Storiografia e politica nel Piemonte settecentesco*, Torino, Meynier, 1989, pp. 203-236. Cfr., su Balbo, G. P. ROMAGNANI, *Prospero Balbo intellettuale e uomo di stato (1762-1837)*, Torino, Deputazione subalpina di storia patria, 1988-1990, voll. 2. Per quanto riguarda Galeani Napione, cfr. *Dal Muratori al Cesarotti*, a cura di E. BIGI, IV: *Critici e storici della poesia e delle arti nel secondo Settecento*, Milano-Napoli, Ricciardi («La letteratura italiana. Storia e testi»), pp. 647-657; G. CAMIZZI, *G. F. Galeani Napione*, in «Clio», XVI (1980), 2-3, pp. 155-186; C. MARAZZINI, *Galeani Napione di fronte alla «Proposta» di Monti: le «fatali conseguenze della divisione dell'Italia»*, in «Studi Piemontesi», XVIII (1989), I, pp. 103-114. Ampie notizie sulla posizione linguistica di Napione in G. L. BECCARIA, *Italiano al bivio: lingua e letteratura in Piemonte tra Sette e Ottocento*, in *Atti del Convegno «Piemonte e letteratura: 1789-1870» (San Salvatore Monferrato, 15-17 ottobre 1981)*, a cura di G. IOLI, s.l., Regione Piemonte, s.d. (ma 1983), I, pp. 15-55, e C. MARAZZINI, *L'italiano rinnegato. Politica linguistica e resistenza nazionale nel Piemonte francese*, in *Piemonte e Italia. Storia di un confronto linguistico*, Torino, Centro Studi Piemontesi, 1984, pp. 119-160.

quali leggevano i loro lavori ad un pubblico di parenti e amici, fra cui spiccano, oltre a Galeani Napione, il conte Giuseppe Angelo Saluzzo di Monesiglio, un protagonista di quell'accademismo scientifico di cui si diceva, e i suoi figli Cesare e Diodata [4]. Le opere di quest'ultima dovevano circolare frequentemente fra i Concordi. Così nel verbale del 25 maggio 1806 è ricordato che Prospero Balbo omaggia l'accademia di «4 sonetti dell'illustre Diodata Revello, stampati recentemente in Firenze, ed inseriti nell'Ape e nel Diario Cattolico»; la stessa Diodata donava nell'aprile 1808 il libro *In morte di Carlotta Melania Duchi Alfieri. Versi e Prose*, stampato nel 1807 a Parma per i tipi bodoniani [5].

Fra la produzione dei Concordi, i quali, ancora prima che un'accademia, costituivano una scuola privata, predominano, naturalmente, traduzioni dal latino e componimenti letterari che ricalcano i modelli della tradizione italiana. Sonetti, odi, versi sciolti sono terreno d'esercizio sul quale vengono passati in rassegna i registri più consueti, da quelli della lirica petrarchesca al repertorio arcadico-pastorale, al *divertissement* linguistico e al motteggio tipici della poesia giocosa di derivazione bernesca [6], con notevole presenza anche di tematiche religiose [7] o patriottiche [8]. Ma non manca una coscienza critica sia riguardo allo stereotipo del letterato arcadico (così in un sonetto di Carlo Vidua, dove l'invettiva contro i *cantori*, dei quali ormai «noiato è il Mondo, e arcinoiato», si conclude con la dichiarazione quasi programmatica: «E veggo che mia cetra ho da bruciare, / se di mio vero onor punto mi cale» [9]), sia rispetto ai modelli, il culto dei quali non pregiudica la ricerca e l'evocazione di una libertà espressiva. Così appare in questi sciolti di Luigi Ornato dedicati al *Tempio della Gloria*, dove, nell'immaginario incontro con Petrarca, oltre alla condanna morale degli *errori* dei poeti antichi, l'inneggiare alla *fantasia* suona polemica, di marca settecentesca, contro il petrarchismo deteriore e l'imitazione come dati negativi della tradizione poetica italiana:

---

[4] In due adunanze «straordinarie» si segnalano le presenze, oltre che dei «protettori» P. Balbo, M.S. Provana e F. Grimaldi, anche quelle di Angelo, Cesare e Diodata Saluzzo (RCF, adunanza XXX, 23 giugno 1806), e di due ex «Filopatridi» quali Giuseppe Franchi di Pont e Galeani Napione stesso (RCF, adun. XL, 5 marzo 1807).

[5] Cfr. RCF.

[6] Cfr. *Appendice*, 10, 14 e 15.

[7] Cfr. *Appendice*, 5 e 6.

[8] Cfr. *Appendice*, 2 e 9.

[9] Cfr. *Appendice*, 16.

[...] poscia i'vidi
I più celebri vati, Omero e ...
Pindaro, Anacreonte, e 'l buon Marone
Insieme al dolce abitator del Ponto
E Catullo, ed Orazio, e 'l gran Torquato,
E quel di Sorga, e degli Orlandi il Padre
Eran sui primi scanni. Ardito e franco
Mi spingo a ragionar coll'ombre illustri,
Quando mi vede il buon Petrarca, e a lui
tosto mi chiama, e nel mio petto audace
Novo coraggio infonde. I miei vestigi
Insieme a que' di tanti vati illustri
Ecco t'addito, allor mi disse, e tanti
Hai da seguire eccelsi esempi, e chiari,
Che pria ti mancheranno e tempo, e voglia
Che non fidi esemplar. Ma insieme ad essi
Deh non siegui gl'error. D'ampie follie
Nostri scritti spargemmo.
Ne sia tu pur fra quello stuolo immenso
D'illustri vati, che servili, e ciechi
Senza la scorta altrui non movon passo.
Alla tua fantasia
Libero lascia il freno, e qual industre
Ape leggendo i scritti il buon ne cogli [...] [10].

Altro filone d'interessi coltivato è quello matematico e tecnico: esercizi e dimostrazioni di teoremi, descrizioni meccaniche nei lavori di alcuni Concordi denunciano la piena legittimazione ormai raggiunta dalle scienze nei programmi d'istruzione privata nobiliare. Si fa sentire, qui, la suggestione della famosa istituzione scientifica torinese, che emerge anche nelle dichiarazioni d'intenti di alcuni soci, ed è peraltro favorita dagli autorevoli stimoli che giungono dai «protettori». Fra i numerosi opuscoli e libri che vengono regalati alla Società, una buona parte sono memorie spesso scritte per l'Accademia delle Scienze; risaltano i nomi di Caluso, eclettica figura di sapiente enciclopedico, matematico ma anche filologo, poeta, filosofo, e così pure i nomi di Giuseppe Vassalli-Eandi, degli stessi Prospero Balbo e Michele Saverio Provana [11]. Proprio quest'ultimo è l'autore di alcune lettere ai Concordi, in cui, assieme all'orgoglio patriottico per la rinomanza europea dell'istituto torinese, la visione degli studi scientifici è permeata di una fiducia di marca ancora illuministica:

[10] Cfr. *Appendice*, 3.
[11] Cfr. RCF.

> La Società di Torino peranco privata si pose a pari grado colle più rinomate di Parigi, di Londra, di Berlino, di Pietroburgo, e che non fece ella nelle successive mutazioni che ricevette nella sua forma? Molte scoperte certamente a lei si debbono, anzi nuove scienze ebbero in lei la culla, e sola ha il preggio di aver prodotto il geometra de' nostri dì.
>
> Ma non solo le scienze trasser vantaggio da beneaugurato divisamento di chiamar a parte delle fatiche accademiche con premi e con onori ogni letterato, che anche i più illuminati governanti seppero di questo prestigio prevalersi a migliorar la sorte de' popoli, come (senza cercare esempi estranei, ove le cose patrie ce ne provano) ampia testimonianza ne fanno i varii programmi che l'Accademia delle Scienze pubblicò e ad investigare la miglior ragione di provvedere al sostentamento di una numerosa classe di operai che dalla varia abbondanza di certa ricolta si trovan sprovvisti di lavori, ed a migliorare il sistema dell'illuminazione delle strade della Città, ed a tanti altri oggetti mirati alla pubblica felicità [12].

Di questa visione della funzione etico-civile delle accademie come nuclei dinamici nello sviluppo delle società rimangono certamente tracce nella riflessione dei giovani Concordi, anche se la dimensione di una «pubblica felicità» realizzabile, in qualche modo, ed espandibile alle masse lavoratrici attraverso un'iniziativa illuminata degli uomini di cultura e dei ceti dirigenti non è più così tanto acclamata. Può restare implicita, forse, o anche sbiadirsi nel riconoscimento dell'auspicabile aumento del sapere, questo sì; ma di un sapere che assume un colore più elitario, da difendere e mantenere, semmai, contro il potenziale distruttivo rappresentato dallo scorrere della storia e della tendenziale rovina a cui sono portate le civiltà. Possiamo infatti confrontare le parole di Michele Saverio Provana con quelle del sedicenne Cesare Balbo, che così si rivolge in un discorso ai compagni di studi:

> [...] osservate di grazia soltanto qual prodigioso accrescimento di scienza sia in questa nostra Europa accaduto dopo lo stabilimento delle Accademie; il che se non prova che ne siano queste la cagione, ma prova almen certamente che gli uomini in essa illustri le hanno al loro mantenimento credute necessarie; il qual picciol riflesso più forte diventa eziando se gettando gli occhi sugli altri tempi, non meno che sulle altre nazioni osserverete quanto poco abbia l'aureo stile di Tullio nel Lazio durato. La Greca Filosofia ed eloquenza all'incontro è stata assai più a lungo del Peripato, dal Portico dall'Accademia e da altre simili società mantenuta [13].

---

[12] M. S. Provana, lettera del 27 luglio 1806, in *Carteggio*, cit.

[13] C. Balbo, *Incominciando la Presidenza del Socio C. Balbo In gennaio del 1805, anno 1° della Società. Discorso del Presidente*, RCF, adunanza IX, 15 gennaio 1805.

L'attenzione, cioè, si sposta dall'ottimistico eudemonismo, e dal suo slancio riformatore, alla preoccupazione per un sapere aureo, antico, che è necessario prima di tutto conservare più che moltiplicare; e ciò dev'essere fatto da degli uomini «illustri» dai tratti, per così dire, eroici. Il problema diventa quello di cercare l'emulazione di modelli nobili e di rincorrere epoche gloriose. Vediamo un intervento del Balbo più giovane, Ferdinando:

> Io non m'affaticherò di persuadervi, carissimi Soci, dell'utilità delle Società letterarie, soggetto sopra il quale centinaia di discorsi sonosi già fatti massimamente dacché ne' Medicei palagi rinacque colla filosofia Platonica il nome d'Accademia. [...] Un socio non pensi soltanto a pareggiare o a sorpassare nelle sue memorie quelle d'un socio suo compagno, ma pensi a pareggiare quelle di Lagrange, o d'altro illustre matematico, se di matematiche cose si tratta, o le poesie dell'illustre Diodata Saluzzo, o d'altro bravo poeta [14].

L'accademia scientifico-letteraria è quindi contemplata come istituzione utile alla rinascita del sapere antico e come luogo ottimale per la formazione di sapienti e letterati «illustri». Qualcuno va più in là nella ricerca di un'esemplarità eroica nella definizione dei compiti del sodalizio accademico. Carlo Vidua, ad esempio, si distingue nel riferimento a modelli e a istituzioni religiose, per sottolineare le necessità di un'attività intellettuale che non sia ordinaria gestione ma sforzo militante, attivo, e polemica distinzione dalla realtà del presente, con il non secondario richiamo ai motivi della tradizione moralistica cristiana. Motivi che vengono utilizzati anche con lo scopo di arginare le espressioni dell'etica utilitaria e individualistica settecentesca, quelle che Vidua identifica nell'«egoismo» e nell'«interesse particolare». Contro questi grandi «nemici», le vicende della Compagnia di Gesù si offrono come luminoso esempio di solidarietà collettiva di una «società» di uomini alla ricerca della gloria storica e religiosa:

> Oltreché, anche lasciando da parte i ragionamenti, una folla di esempi è facile ad addurre, anzi la storia stessa è un seguito di prosperità e di decadenza, i cui gradi appunto corrispondono proporzionatamente a quello in cui si trovava o l'amor del comune bene, o l'egoismo, dirò solo, che i maravigliosi progressi della più illustre tra le moderne società Religiose, non meno celebre per la sua caduta, che pel suo inaspettato risorgimento, non sono (umanamente parlando) altramente dovuti, che allo spirito comune, ed all'affetto al corpo, che ogni membro costantemente serbava. [...] Non v'ha dubbio che ad introdurre questo spirito Sociale si debbono incontrare ostacoli. Ma che dico ostacoli?

---

[14] F. Balbo, *Incominciando la Presidenza del Socio F. Balbo. Discorso del Presidente*, RCF, adunanza XV, 12 gennaio, 1806.

> Non ve ne esiste ordinariamente che uno solo, ed è l'interesse particolare, che sempre è stato il flagello del bene commune. Il nostro scopo sia uno, quello del bene della Società, allora questa otterrà durata, produrrà frutti, riceverà lustro [15].

Più precise affermazioni programmatiche di Vidua, in altri suoi scritti, intendono esaltare il ruolo della giovanile accademia nella difesa della lingua e della letteratura italiana dall'invasione oltralpina; missione tanto più necessaria quanto più l'affermare il *primato* italiano equivale a sottolineare le radici umanistiche — e italiane, in definitiva — della civiltà europea e arginare, pertanto, la «moda» e la «barbarie» contemporanee:

> La sostanza è di lavorare, e di lavorare in Italiano e con buon gusto. Non siamo alla moda. Di qui a qualche tempo noi saremo fra i pochi o i soli quasi, che avranno mantenuto (almeno in quest'angolo d'Italia), l'onor del nome Italiano in letteratura, e che avremo salvato la tradizione del buon gusto [16].
>
> Invece di componimenti vaghi, o di vario genere, di quanta utilità non sarebbe per noi la spiegazione, ed anche il commento de' Classici, delle Note Grammaticali, delle Ricerche Storiche su la nostra Letteratura [...] Sublime dunque è il nostro proposito di difendere la nostra lingua contro la invidiosa malignità degli stranieri, e la noncuranza di tanti fra i nostri Compatrioti, e i suoi figli, contro lo stato di decadenza delle lettere che divverrà ogni dì maggiore, contro la superbia della lingua oltremontana, e finalmente contro la tendenza alla barbarie che minaccia l'Europa, e che d'ogni arte e scienza è distruggitrice [17].

Scorrendo l'epistolario di Vidua, pubblicato in parte, postumo, nel 1834 da Cesare Balbo, si può cogliere ancora più larga testimonianza del clima ideologico nel quale l'autore e i suoi amici si muovono [18]. Posizioni, quelle di

---

[15] C. VIDUA, *Incominciando la presidenza del Socio C. Vidua, discorso del Presidente*, RCF, adunanza XXII, 7 aprile 1806.

[16] ID., lettera inedita a Cesare Balbo, 6 novembre 1806, BIBLIOTECA APOSTOLICA VATICANA, *Fondo Patetta, sezione «Autografi e documenti», mazzo «Vidua – 1539»*.

[17] Cfr. *Appendice*, 17.

[18] Cfr. C. VIDUA, *Lettere*, a cura di Cesare Balbo, Torino, Pomba, 1834, voll. 3. Di Vidua fu pubblicato, sempre a cura di Balbo, anche il discorso *Dello stato delle cognizioni in Italia*, ivi, 1834, (una seconda edizione, nel medesimo anno, corredata di note dallo stesso Balbo), saggio linguistico-letterario con carattere di progetto culturale in chiave nazionale, composto fra il 1813 e il 1816. Per ulteriori notizie e indicazioni bibliografiche su Vidua, cfr. A. FERRARIS, *C. Vidua. La Virtù infelice*, in *Atti del Convegno Piemonte e letteratura...* cit., I, pp. 306-327; G. P. ROMAGNANI, *C. Vidua. Un inquieto aristocratico subalpino*, in «Studi Piemontesi», XV (1986), 2, pp. 311-326; E. FALCOMER, *Carlo Vidua. Un giovane intellettuale subalpino in età napoleonica...* cit.

Vidua, che appaiono certo variegate, e talvolta contraddittorie, e sono destinate a maggiori aperture ed arricchimenti negli anni successivi, in campo culturale e politico. Esse, comunque, per il periodo che stiamo esaminando, possono essere riassunte secondo alcune linee tematiche essenziali: il patriottismo letterario portato all'estremo, con la forte pregiudiziale antifrancese e il culto della tradizione letteraria e storica italiana, all'insegna della costruzione in chiave politica di un *epos* nazionale; il manifestarsi, sull'originario impianto formativo retorico-umanistico, dei sintomi esistenziali ed estetico-letterari della coscienza romantica; il magistero giocato dalle figure di Alfieri e Foscolo i quali, depurati delle peculiari posizioni ideologiche, degli accenti più radicaleggianti ed eterodossi, diventano dei veri e propri modelli esistenziali e culturali, in relazione soprattutto al fervente patriottismo e all'insofferenza per la Francia e Napoleone; l'esaltazione dei valori di *gloria* e *virtù* come tratti distintivi dell'intellettuale in conflitto con il proprio tempo (dove i modelli alfieriano e foscoliano si confondono con elementi più tradizionali dell'etica nobiliare e della letteratura moralistica cristiana)[19]; i temi dell'apologetica antilluministica e del pensiero controrivoluzionario, con il fascino di un cristianesimo riscoperto attraverso la lettura estetica e sentimentale datane da Chateaubriand.

La battaglia anti-*philosophique* e antifrancese può coniugarsi talvolta con l'effettiva convivenza e collaborazione, anche se forzata, con le strutture del potere napoleonico. È il caso di Cesare Balbo, che nella primavera del 1808, viene nominato Auditore al Consiglio di Stato, partecipando con diretta responsabilità alla liquidazione e al rimescolamento dei vari governi nei territori dell'Impero, a Firenze, in Dalmazia, a Roma, dove firmerà nel 1809 il proclama che dichiara la decadenza del potere temporale pontificio, attirandosi per questo la scomunica e suscitando non poco disagio fra i coetanei subalpini. Il forzato allontanamento dal cenacolo torinese non impedisce a Balbo di mantenere contatti attivi con i Concordi. Così a Firenze, facendo conoscenza di alcuni patrioti, fra i quali il giovane Gino Capponi, si impegna nel tentativo, poi fallito, di costruire una colonia fiorentina dell'accademia torinese[20]. Sempre da Firenze, in seguito alle conversazioni con lo zio Cesare Tapparelli d'Azeglio, animatore di quel gruppo di cattolici

---

[19] Cfr. anche *Appendice*, 18, 19 e 20.

[20] Sul Balbo degli anni napoleonici e sulle vicende a cui accenniamo, cfr. E. PASSERIN D'ENTRÈVES, *La giovinezza di Cesare* Balbo... cit., p. 3-38. Sul progetto di una «colonia» fiorentina dei Concordi, cfr. anche C. VIDUA, *Lettere*... cit., I, pp. 88-101.

controrivoluzionari che si riunisce attorno al periodico «L'Ape», Cesare Balbo scrive a Vidua dichiarando di voler diventare un «Voltaire cristiano»[21]. E Vidua, di rimando, gli dipinge piani di lavoro in cui, analizzando e, in fondo, ammirando la caustica prosa voltairiana, sogna di condurre una battaglia apologetica utilizzando le stesse armi dei *philosphes*, per screditare questi ultimi attraverso saggi di storia universale i quali celebrino la religione cristiana; i più grossi punti di riferimento in questo senso sono Bossuet e Chateaubriand[22].

Anche un altro «concorde», Cesare Romagnano, si impegna in queste tematiche presentando alla Società un trattatello filosofico-morale (*Il desiderio di felicità innato nell'Uomo lo conduce alla ricerca della vera Religione*)[23]. Attraverso una confutazione del materialismo sensista settecentesco, egli denuncia la concezione della *felicità* in molti *philosophes* come una stretta ripresa del pensiero morale epicureo e cinico. Dopo aver sottolineato anche l'insufficienza della stessa *virtus* stoica, si diffonde nella celebrazione di Platone, «grand'uomo» e «sublime ingegno», come il vero precursore di una metafisica suscettibile di essere adattata alle verità rivelate e ad una visione morale dove, alle debolezze della ragione «naturale», si sostituisca l'autorità inconfutabile di pochi «principi generali ed evidenti».

Dalla produzione di quest'accademia, in conclusione, si può trarre spunto per un'analisi della formazione culturale di una parte della gioventù aristocratica subalpina di primo Ottocento. Possiamo vedere come la congiuntura storica intervenga a condizionare fortemente gli atteggiamenti ideologici di questa generazione. Ormai solo vagamente eredi di quella che era stata la stagione dei Lumi nelle particolari forme che essa aveva assunto in Piemonte, questi giovani reagiscono prima di tutto, con epidermica avversione, a quelli che vengono sentiti come dati negativi della realtà contemporanea. E allora i *philosophes*, la Rivoluzione, Napoleone divengono tutti elementi costitutivi di una più generale epoca di decadenza. Culto delle lettere patrie, portato a forme angustamente nazionalistiche, apologetica e romanticismo cristiano si caratterizzano come una risposta a quella crisi storica.

Se l'esperienza dei Concordi si esaurisce nel giro di pochi anni, alcuni membri dell'accademia continueranno a frequentarsi e a maturare, durante la

---

[21] Cfr. E. Passerin D'Entrèves, *La giovinezza di Cesare Balbo*... cit., p. 21.
[22] Cfr. C. Vidua, *Lettere*... cit., I, pp. 60-67: a C. Balbo, 19 maggio 1808.
[23] Cfr. *Appendice*, 8.

prima Restaurazione, posizioni politiche e culturali sempre più affini alle ragioni del cattolicesimo liberal-moderato o a quel programma indipendentista che affronterà le prime prove con i moti del Ventuno. Sarà il gruppo di Cesare Balbo, Luigi Provana, Luigi Ornato, ai quali si aggiungerà Santorre di Santarosa. Ma allora sarà un'altra esperienza. La Società dei Concordi resta invece legata alla specificità degli anni napoleonici, ancora lontana dalle condizioni reali del «nostro imminente Risorgimento».

APPENDICE

1
LUIGI ORNATO
Sonetto [24]

Chi è costui, che 'n sulle Stigie porte
Ardito scende, e la profonda pace
Vien turbar degli Elisi, e stolto, e audace
Osa gl'arcani penetrar di morte?
Chi è costui, che la Tartarea corte
Col suon rapisce, e acqueta il can vorace?
E al di cui canto la sanguigna face
Spengon le furie scolorite, e smorte?
Chi è costui, che di nemiche offese
Non seppe spaventar, e sol poteo
D'Alcmenide oscurar l'audaci imprese?
Così pien d'ira al sol vedere Orfeo
Pluto dicea; ma al suon che meglio intese
Fermossi, e 'l scettro a lui di man cadeo.

[24] LP, Adunanza II, 9 luglio 1804.

2
LUIGI ORNATO
Sonetto [25]

Sul Tebro, ahimè! Donna Real vegg'io
Scomposto il crin, lacero il manto, e 'n negra
Veste giacer negletta, e 'l suol natio
Premer col fianco abbandonata, ed egra.
Discordia intorno le s'aggira, e 'l rio
Suo velen gli trasfonde, e parte integra
Del bel corpo non lascia; il fier desio
Vede Invidia compiuto, e sen allegra.
Sventurata! Infelice! ov'è 'l latino
Prisco splendore, ove i trofei cospersi
Di Barbarico sangue, ove gli Eroi?
Donna già fosti dell'altrui destino,
Altri or donno è del tuo; ciechi, e dispersi
Godon di tue sventure i figli tuoi.

3
LUIGI ORNATO
Sciolti: *Tempio della gloria* [26]

Era quel tempo, in cui ver la sua meta
Rivolto il Sole ha omai compito il corso;
Da moltiplici cure il cor gravato
Tardo nel camminar là giunsi alfine
Ove, da gran fragor l'aer percosso
L'instabile elemento oppresso geme,
E con sozzo color mesce l'argento.
Un Zefiretto dolce
Batteva l'ali aurate, e seco avea
Il grato, e lusinghier nume del sonno.
Sulla riva m'assido; il duol feroce
Cede a sì dolce incanto, e i sensi oppressi
Prendon lento riposo. In un istante
La riva, e 'l fiume più non veggo, e solo
Mi trovo (su sc)oscesa orrida rupe,
Che sembra contrastar col Cielo istesso
Per l'altezza, e la mole; incolta, ed aspra
N'è la salita e 'n verde prato accanto

[25] LP, Adunanza II, 9 luglio 1804.
[26] LP, Adunanza II, 9 luglio 1804.

Veggo pascersi al suol destriero alato.
Me gl'accosto tremante, ei dolce, e queto
Mi porge il dorso, e su vi salgo; in alto
Ei mi porta veloce.
Tal dal gelo costretta, e mari, e monti
Varcar si vide già Progne dolente;
Tal nel consesso de' pennati augelli
Per ottener sovra degli altri il regno
Si vide alzar l'aquila altera il capo.
Alla cima del monte io giungo alfine
Affaticato, ansante; appena il piede
Pongo sopra del suol, che in aria tosto
Veggo librarsi il mio destrier di nuovo.
Sorge su quella vetta antico, ed alto
Un maestoso tempio; alte colonne
ne sostengon l'ingresso, e all'avid'occhio
Dell'uomo ammirator argentea Nube
Pregna d'umor la sommitate invola.
Una perpetua luce
Qui regna insieme al portator del giorno.
Colà dentro m'avvio; su scanno aurato
Stavasi il biondo Nume, e a lui d'intorno
Le sorelle sedean figlie di Giove.
Su minori sedili poscia i' vidi
I più celebrati vati, Omero e (...)
Pindaro, Anacreonte, e 'l buon Marone
Insieme al dolce abitator del Ponto
E Catullo, ed Orazio, e 'l gran Torquato,
E quel di Sorga, e degli Orlandi il Padre
Eran sui primi scanni. Ardito e franco
Mi spingo a ragionar coll'ombre illustri,
Quando mi vede il buon Petrarca, e a lui
tosto mi chiama, e nel mio petto audace
Novo coraggio infonde. I miei vestigi
Insieme a que' di tanti vati illustri
Ecco t'addito, allor mi disse, e tanti
Hai da seguire eccelsi esempi, e chiari,
Che pria ti mancheranno e tempo, e voglia
Che non fidi esemplar. Ma insieme ad essi
Deh non siegui gl'error. D'ampie follie
Nostri scritti spargemmo.
Ne sia tu pur fra quello stuolo immenso
D'illustri vati, che servili, e ciechi
Senza la scorta altrui non movon passo.
Alla tua fantasia
Libero lascia il freno, e qual industre
Ape leggendo i scritti il buon ne cogli.
Sì disse, e mi svegliai. Sul margin grato

Del lento fiumicel tuttor mi vidi,
Ma nella mente impresso
Ancor ritenni quel che udito aveva.

4
CESARE BALBO
Sonetto [27]

Dall'alte cime del Parnaso monte
Deh, tu mira, o Signor, questa or nascente
Squadra di tuoi seguaci ansiosa ardente
Del bel desio ch'a tutti leggi in fronte.
Deh, per pietà, Signor, seppur dall'onte
Che tante son dell'Italiana gente,
Aggiunger questa ancor tu non consente
Di torle il passo al bel, Castalio Fonte;
Deh, per pietade, un sorso sol nel porgi
Un sorso sol di quel liquor facondo
Ch'al sommo Tosco al gran Torquato desti.
Allor vedrai siccome in noi si desti
Quel bel desio di far parlare il mondo
Che sopito in noi tuttor ne scorgi.

5
LUIGI ORNATO
Sonetto [28]

Tra 'l fosco orrore d'atra nube avvolto
Stava il mio core, e affascinato, e cinto,
Da rei pensieri il freno avea disciolto
Onde ragione lo teneva avvinto.
Già scosso d'ogni parte e quasi estinto
Languiva il Divin foco in esso accolto
E 'l miser d'uno in altro error sospinto
Il tenebroso orror rendea più folto.
Quando, Signore, dagli eterni, e vasti
Celesti spazi con benigno ciglio
I miei tormenti, e 'l mio dolor mirasti.
E a pietà mosso del penoso esiglio
In ch'io viveva da Te lontan, calmasti
Il giusto sdegno, e m'accettasti in Figlio.

---

[27] LP, Adunanza V, 22 settembre 1804.
[28] LP, Adunanza V, 27 ottobre 1804.

6
FERDINANDO BALBO
Sonetto [29]

Souverain Dieu, mon Roi, Dieu d'equité,
Toi qui te plais à nous être propice
Ne t'arme pas de toute ta justice
Mais juge nous avec l'œil de bonté.
Je sais Seigneur que mon impieté
Doit m'attirer le plus cruel supplice
Je sais Seigneur que j'ai suivi le vice
Punis moi donc comme j'ai mérité.
Envoi Seigneur contre moi ton tonnerre
Déclare moi une mortelle guerre
Embrase-moi de ton feu dèvorant.
Mais vois ton fils qui paroit sur la terre
Son sang versé, désarme ta colère,
E tu pardonne au pêcheur repantant.

7
LUIGI ORNATO
Sonetto [30]

Giran lente nel Ciel le stelle avverse,
E col loro girar segnan del mio
Acerbo Strazio interminabil rio
L'ore infelici d'altro duol cosperse.
Siede il Fato fra d'esse, e le diverse
Vicende col rigor natìo,
E fra 'l vano timore, e 'l van desio
Tiene le mie speranze al suol disperse.
Sul lito i' seggio abbandonato e stanco,
E al turbato mar de' miei pensieri
Volgo lo sguardo impallidito e bianco.
Mostri ho d'intorno sanguinosi, e feri,
Scogli mi veggo al destro lato e al manco,
Né via io pur trovo onde salute io speri.

[29] LP, Adunanza VI, 10 novembre 1804.
[30] LP, Adunanza VIII, 14 dicembre 1804.

8
CESARE ROMAGNANO
Il desiderio di felicità innato nell'Uomo lo conduce alla ricerca della vera Religione [31]

Tutti gli uomini desiderano ardentemente d'esser felici; questo desiderio è l'anima dei loro pensieri, e dirigge le loro azioni. Esso incoraggisce Alessandro nel mezzo delle sue conquiste, e il rozzo abitatore delle incolte contrade d'America sospira presso questa propria felicità, questa cerca, allorché errando trascorre le di lei ampie selve. Dal maggior fra' Regnanti sino all'infimo de' Viventi tutti corrono in traccia della felicità. Io son uomo; e del pari ai miei simili sento quella sete divoratrice della felicità, che ci accompagna dalla culla sino alla tomba, senza saziarsi giammai. Ma cosa è questa felicità, oggetto di tanti voti, e di tante ricerche? Interrogo il mio cuore, che già mi risponde: La felicità, a cui aspiro, è un contento puro, senza alcun miscuglio di male; un contenuto perfetto, inalterabile, che riempia tutta l'estensione de' miei desiderii, e che nulla mi lasci a temere. Ma ove, quando, e come potrò io giungere a questo stato di felicità, a questa dolce pace? Qui la brillante luce, che finora mi fu scorta, divien fosca; la voce della natura, che sì vivamente m'invita alla felicità, mi presenta (tosto che le chiedo quali siano i mezzi, che vi conducono, e quale sia l'oggetto, che la forma) una folla confusa di sensazioni diverse, che è d'uopo sviluppare, schiarire, ed esaminare alla luce della sana ragione, per non traviare, seguendo guide fallaci, in un'intrapresa troppo per me importante. Consultiamo gli Uomini, e senza fermarci a quel popolo infinito, che limitato nelle sue idee ai principii, che ha d'altrui ricevuto, è continuamente occupato a provvedersi del necessario, o del dilettevole, dà senza riflessione il nome di felicità, o di avversità alle diverse situazioni, in cui le vicissitudini insuperabili della vita Umana, naturale, e civile, successivamente lo pongono; consultiamo dico, ed ascoltiamo quelli uomini speculativi, che hanno tentato d'indagare la natura, e la sapienza, di svelarne gli arcani, e di formare sistemi. La folla immensa degli antichi filosofi si divide in molte sette, che a vicenda si contraddicono nell'assegnare quale sia l'oggetto, che forma il sommo bene dell'Uomo, la sua felicità. Risaliamo alla sorgente; ed esaminiamo quale sia la causa produttrice di una così grande moltiplicità di diverse opinioni.

L'Austero Zenone tosto si presenta seguito da' suoi Stoici, e seco lui sono i Catoni, i Seneca, i Marc'Aurelii, e gli Epitteti. Egli mi assicura gravemente, che la felicità consiste nella sola virtù; che la giustizia, la prudenza, la forza, e la temperanza colle altre virtù, che ne dipendono, formano sole la desiata felicità; che il Savio basta a sé solo; che nel mezzo degli obbrobrii, della povertà, e dei tormenti gode d'una felicità costante; che altro male non havvi, se non se il vizio; che la vita, la morte, la sanità, la malattia, il piacere, il dolore, la gloria, e il disprezzo non sono, che accidenti eguali fra di essi, ed indifferenti.

Il sensuale Aristippo co' suoi Cirenaici si oppone acremente alla severa dottrina della Setta del Portico, e non ammette altra felicità, che le delizie del corpo, e la voluttà dei sensi. Tutti gli oggetti ci dirigge a questo fine; virtù, ricchezze, onori, nulla egli stima, se non conduce a dilettevoli sensazioni.

Sembra Epicuro tener lo stesso linguaggio; e qualunque sia il vero senso della sua dottrina quasi nulla mi dice di nuovo; poiché se la voluttà sensuale è la meta de' suoi desiderii, egli s'accorda con Aristippo; e se sotto il nome di voluttà comprende la dolcezza d'una coscienza pura, che gode della soddisfazione, e della tranquillità, che cagiona l'esercizio della virtù, ei non s'allontana dalli Stoici, se non che quelli considerano la cagione, ed esso gli effetti.

---

[31] LP, Adunanza XII, 5 maggio 1805.

Erillo ha creduto, che la scienza sola bastava per render l'uomo felice.

Panezio collocava il sovrano in una vita, che fosse conforme alla natura, e che abbracciasse tutte le soddisfazioni ragionevoli dell'anima, e del corpo.

Platone, ha una dottrina, che gli è particolare, e di cui parleremo in seguito.

La turba degli altri filosofi antichi, che sono stati meno celebri, non ci offre punto, che varie modificazioni, e diverse combinazioni dei sistemi, che abbiamo testè accennato. Quelli fra i moderni filosofi, che s'allontanarono dai principi della Religion Cristiana, camminano sull'orme degli antichi. Si prendano la maggior parte delle opere filosofiche moderne, che parlano della somma felicità dell'Uomo, si spoglino esse del colorito, di cui furono da man sagace inorpellate, il loro ordine, le loro massime non presentano all'attento lettore, che lo scheletro delle opinioni di qualche vecchia Setta.

Filosofi di tenue ingegno! O vi lasciate sedurre da ciò, che vi piace, o le vostre speculazioni v'inducono in errore; certamente voi v'ingannate. No, niente di ciò, che mi proponete mi può soddisfare pienamente. La voce della natura, e dell'uomo grida contro la larva di felicità dello stoico. Io sento, io vedo, che la verità è amabile, e bella; tutto l'universo in ciò s'accorda; ma qualora si tenta d'erigerla in Divinità, diventa una chimera. Parliamo senza allegoria. Per non fare stima della virtù, convien essere un mostro di sceleratezza, o di stupidità; ma conviene ancor esser privo di buon senso per immaginarsi, che la virtù basti talmente a se stessa, che indipendentemente da qualunque ricompensa, e da qualunque relazione con un Essere Supremo infinitamente perfetto, essa renda l'Uomo virtuoso sopranamente felice, allora eziandio, che egli soffre le più crudeli avversità, i più aspri martiri, i dolori li più acuti.

L'Asserzione dello Stoico è ridicola, perché essa è eccessiva, e falsa; essa è eccessiva, e falsa, perché si oppone alle nozioni chiare, ed intime, colle quali la natura, la ragione, e l'esperienza persuadono a tutti gli uomini, che soventi l'esercizio della virtù è accompagnato da qualche pena; che il dolore è un vero mal fisico, e che per conseguenza affetta necessariamente l'Uomo, che ha un'esistenza fisica; e che qualunque oggetto, cui si frammischia la pena, e da lui non esclude qualunque male, non può renderlo veramente felice. Si è dunque un errore incompatibile con la sottigliezza, di cui si vanta la scuola del Portico, d'aver confuso l'idea della ricompensa alla virtù dovuta con la virtù medesima.

Aristippo è meno degli altri convincente, e solido. È evidente, che il suo sistema ha meritato l'ignominiosa condanna, che il voto riunito di tutti gli Amici della virtù, e dei filosofi i più commendabili per la loro probità, e per le loro cognizioni gli fanno d'età in età subire.

So in vero, che questo sistema ha avuto dei Settarii, e in questo nostro stesso secolo; ma se è stato promosso in questi ultimi tempi, lo fu da quella turba di scrittori licenziosi, che forma la feccia della filosofia moderna. So, che questi autori troppo contenti di essere riputati filosofi, e di coprire col manto di un sistema l'obbrobrio, a cui sentivano giustamente condannarsi dalla loro depravata condotta, hanno fatto ogni sforzo per sostenere, e promuovere questo sistema; essi hanno prodigato il loro spirito per cercare di rendersi simili ai bruti, ma la loro causa è troppo essenzialmente cattiva. Io non vedo punto ne' loro scritti, che ripetizioni di sofismi, che già furono condannati in quelli dei loro Predecessori, e oscenità, che l'Antica Grecia medesima un tempo arrossiva d'ascoltare. So, che una folla di giovani libertini ha fatto plauso al Cirenaismo rinascente; ma se questo frivolo, e reo sistema ha fatto qualche progresso, egli è purtroppo su miseri avanzi della quasi estinta ragione. L'Autor della Natura per un effetto della sua sapienza, e bontà ha collegato il piacere alle azioni necessarie alla conservazione ed alla sussistenza dell'Uomo; ed è evidente, che ha voluto, che in un essere dotato di ragione il desiderio di godere di questo piacere fosse ad essa subordinato, ed a certe leggi, che servissero di freno all'impetuosità delle passioni, e conservassero quell'ordine, e quell'armonia dell'Università, di cui noi tutti abbiamo un'idea più, o meno distinta, e che la legge della natura esigge. Invano addunque i

filosofi Materialisti chiamano in loro soccorso la voce della natura, e l'istinto, che invita tutti gli esseri animati alla voluttà, ed ai piaceri del senso; non si tratta di provar l'esistenza di questa fatal conclusione, né la sua forza, né le sue attrattive; alcun non havvi, che di ciò dubiti; si tratta di sapere se l'intero appagamento di tali desiderii è l'oggetto finale, e principale, per cui l'Uomo esiste, pensa, e vive sulla terra; o se questi desiderii sono sottomessi ad un altro fine principale, ed a leggi, che loro siano di freno, e ne diriggano gli usi. Se il sommo bene dell'Uomo è il piacere del senso, la sua condizione è peggiore di quella de' bruti, poiché il bruto come lui ne gode, e va esente da un gran numero di pene, d'inconvenienti, e d'affizioni, alle quali l'Uomo, e soprattutto il voluttuoso è soggetto. Ora ripugna alla ragione, che la dilui condizione sia per se stessa peggiore di quella dei bruti. Se i piaceri dei sensi costituiscono quel perfetto contento, che l'uomo con sì grande anzietà [*sic*] continuamente cerca, l'Ammirabile Sapienza, che compare in tutto il resto dell'Universo si è smentita; e si è ingannata nella principale delle sue opere; poich'essa lo ha formato per un fine, a cui soventi non può giungere, ancorché lo desideri ardentemente. Infatti (senza parlare delle infermità, del dolore, e degli altri mali, che fanno gemere nell'afflizione un gran numero di viventi pendente la maggior, e la minor parte della loro vita) quanti non vi sono che godendo della sanità la più robusta, e cercando avidamente le soddisfazioni del senso, non arrivano giammai a gustare le delizie, e le voluttà, presso cui anelano? Sia perché l'indigenza, che gli opprime, li sottopone a necessità più pressanti; sia perché mille accidenti, che attraversano i loro disegni, li impediscono di giungere al desiato fine, e di godere dei piaceri, che desiderano unicamente, e più di tutti gli altri.

Se il diletto dei sensi è il sommo bene dell'Uomo, ne segue, che egli gode soventi della sua felicità, senza essere perfettamente contento. Questa si è un'assurdità manifesta, poiché non è somma felicità, se non rende pienamente felici colui, che la possiede; ed è certo, che un gran numero d'uomini, i quali hanno goduto di tutti i piaceri, che i sensi presentar possono, non sono perciò stati né più fortunati, né più contenti. Basta per convincersene il considerare la vita di que' voluttuosi, che si sono resi celebri nell'istoria pel furore, con cui si sono ingolfati nelle delizie, e pei raffinamenti di voluttà, all'invenzione de' quali hanno consecrati i loro tesori, il lor genio, la loro sanità.

Ella è dunque un'insensataggine, una frenesia il voler collocare la somma felicità dell'Uomo in un Oggetto, che deprime la sua condizione al di sotto di quella dei bruti, di cui una gran parte degli Uomini non può godere, e che non può render felici quelli, che l'ottengono. Non parlo punto di tutti gli orrori dell'Ateismo, che questo sistema trae seco, e di cui è ordinariamente la cagione, ed il principio. Se la dottrina dei filosofi materialisti viene adottata, la virtù perisce, l'ordine civile e morale è rovesciato, poiché tutto verrà sacrificato alla voluttà. Il Sistema di questi pretesi filosofi altro adunque non merita, che l'esecrazione dell'uman genere.

Né la sola virtù, né la voluttà sola non formano dunque il sommo bene dell'Uomo. La sola scienza non lo forma neppure. L'Uomo non è fatto solamente per conoscere; ed altronde le cognizioni, che può acquistare e collo studio il più indefesso, sono troppo limitate, troppo incerte, e troppo piene d'oscurità, perché li possano interamente soddisfare. Esso ha bisogno d'un bene, che nulla gli lascia desiderare. Questo conviene dunque a cercare. Raduniamo tutto per trovarlo, e supponiamo vere le idee di quei filosofi, che hanno lasciato più libero il campo alle loro brame. Fingiamo un fantasma, in cui tutto si riunisca; che sia amabile, bello, robusto, sapiente, filosofo, dolce, giusto, intrepido; che la virtù, la fortuna, le delizie, e la gloria ognora lo accompagnino; che le passioni le più tenere, e le più vive, le inclinazioni le più rette, e delicate, l'eroismo il più magnanimo rendano la sua sorte interessante, e degna dell'invidia di tutti i mortali; sarà esso perciò veramente felice? No, perché sa, che la felicità, che gode finirà; perché più il suo cuore vi sarà attaccato, più il timore di perderlo riempirà d'amarezze i suoi piaceri, e la sua vita; perché l'immagine funesta della morte, che lo aspetta, è troppo terribile per non turbare il suo cuore.

Poiché l'uomo può bensì dissimularsi l'immensità de' suoi desiderii, affine di gustare più liberamente un piacer passeggiero; ma non può allontanare dal suo cuore quell'intimo sentimento dell'Anima, che gli dice, che non vi ha, se non se una felicità illimitata nella sua durata, e nella sua estenzione [*sic*], che possa pienamente contentarlo. Ora se un Essere immaginario, un uomo, che non esiste, e non esisterà giammai, che dotato abbiamo delle prerogative le più rare, e posto nel centro delle felicità temporali, non sarebbe sommamente felice; come possiamo sperare di esserlo per la possessione di questi beni, noi, che esistiamo realmente in un ordine molto inferiore a quella chimera, che abbiamo supposto? Se il complesso di tanti beni non basta per rendere l'uomo felice, quanto meno potremo aspirare a questa felicità, noi, che ricevuto ne abbiamo soltanto una piccola porzione? Noi vogliamo ciò nonostante esser perfettamente felici. Il Sistema, che assegna per oggetto agli umani voti i beni temporali, è dunque erroneo, o l'Autor della natura ci ha ingannati, ispirandoci i desiderii li più vivi, ed i più uniformi d'una felicità, che ci è impossibile d'ottenere? Sarei in grado, un insensato, se dubitar potessi dell'infinita Sapienza, della Bontà infinita, che mi ha formato, e che risplende in tutto l'Universo; bisogna dunque abbandonare l'idea insussistente di trovare una felicità perfetta in oggetti essenzialmente imperfetti; convien dunque cercarla altrove.

Platone s'offre d'essermi scorta. Questo grand'Uomo, sublime ingegno, e sopra tutto gran Metafisico ha conosciuto il debole di tutti i beni finiti, e caduchi, gli abbandona, eleva il suo cuore al di sopra della terra, e del tempo, mi apre una nuova carriera, mi presenta un'altra vita, un'eternità, un Ente Supremo infinitamente perfetto, principio della mia esistenza, e mia somma felicità, a cui devo unirmi per sempre. Non si è in vano, mi dice, che l'Autor della Natura dandovi l'essere vi ha ancora dato un cuore, che desidera ardentemente di giungere alla somma felicità; vi giungererte, se voi seguite la virtù; seguite la pendente la breve carriera, che precede l'immortal vita, per cui foste formato, e questa guida fedele, ancorché austera, che la somma Sapienza vi diede, vi condurrà al termine dei vostri desiderii. Questo Sistema, rapisce, ma conviene esaminarlo.

Che io sia l'opera d'un Essere infinitamente sapiente, e buono; che quest'Ente Supremo esigga da me, che io sia virtuoso, e che a questo prezzo mi prometta il possedimento della vera felicità, a cui aspiro, non emmi difficil cosa il crederlo; la luce della retta ragione, e i miei desiderii me lo persuadono. Alla grata vista d'una felicità senza limiti, che l'Autor della natura m'offre egli stesso, una dolce speranza viene a rassicurare la mia anima inquieta sul suo destino, e spaventata dal vedersi così ingolfata, ed abbandonata in un labirinto d'errori, di dubbi, e di miserie, una luce benefica mi s'affaccia agli occhi, e già mi scopre alcuni tratti del mistero della mia esistenza, de' miei desiderii, del mio ultimo fine. Più non mi reca stupore li vedermi da una parte confuso coi bruti per l'uniformità delle sensazioni; di sentirmi capace di conoscere, e di amare oggetti più sublimi, e più perfetti di quelli, che la terra mi offre. Se la mia anima è immortale, e destinata ad amare pendente un'eternità una bellezza, ed una bontà infinita; se la mano medesima, che mi ha cavato dal nulla, e che mi ha dato la facoltà di conoscere, di desiderare e di amare, s'obbliga a rendermi sovranamente felice dopo una breve prova; il complesso meraviglioso del nulla, e della grandezza, che scopro nell'Uomo, cessa d'essere incomprensibile per me, e non eccita più nel mio cuore, che sentimenti d'amore, d'ammirazione, e di riconoscenza verso la Bontà, e sapienza infinita, che vuole condurmi per vie così degne di lei ad una felicità, che io ardentemente desiderava senza osar di sperare.

Nulla sicuramente è più consolante di questo sistema, nulla havvi di più degno dell'Uomo. Ma donde viene, che quelli stessi filosofi che con Platone s'accordano su questo punto, dissentono fra di loro, quando si tratta di definire tutti i doveri, e tutte le virtù, che l'Autor della natura prescrive all'Uomo, affinché arrivi al Sommo Bene? La riconoscenza verso l'Autor del mio essere, e l'omaggio dovuto alle sue perfezioni, ed alla sua grandezza entrano senza dubbio,

e necessariamente verso le virtù, che Egli esigge, che io pratichi; si è a Lui, e non alle opinioni arbitrarie degli Uomini, che appartiene di fissare, e di determinare il culto, che deve risultare dall'esercizio di queste virtù: non mi bastano dunque ragionamenti puramente filosofici per avere della mia sorte, e de' miei doveri la dovuta necessaria certezza. Aderisco con gioia alle nozioni chiare, che la luce della ragione e della filosofia s'accordano a dettarmi; ma poiché la luce della ragione, e della filosofia la più saggia non vanno esenti d'errori, e di debolezze, qualora si allontanano da un picciol numero di principi generali, ed evidenti, è certo, che l'Autor della natura a queste sole fallaci guide non m'ha abbandonato, e che non pago ancor d'aver impresso nel cuore dell'Uomo il germe delle principali verità, e dei primi doveri, ha promulgato inoltre leggi, e rivelate verità, che la sola luce della ragione, e la filosofia punto non insegnano. Queste convien dunque attentamente cercare. La mia felicità ne dipende: quello, che devo all'Autor della natura mi vi obbliga.

9
CARLO VIDUA
Sonetto: *All'Italia*[32]

Di bruno ammanto regal donna cinta
Spirante ancora maestà dal volto
Piangente, gemebonda e il crine incolto
Vidi seder fra duri ceppi avvinta.
In cento parti del suo sangue tinta
E 'l dolce lume cridelmente tolto
Vidi colei, che 'l Mondo aveva raccolto
In sua possanza, or abbattuta e vinta.
Benché sì oppressa pur non è smarrita,
Né il prisco ardire nel suo cor s'estingue,
Ma che può far senza l'altrui fatica?
Invan però vuolsi apprestarle aita,
Ch'ella cieca il ricusa, e non distingue
Qual sia l'ostile e qual la mano amica.

10
FERDINANDO BALBO
Sonetto[33]

I'vò tingendo penne in calamaio,
E n'escon sgorbi, e frati, e gesuiti,
A guisa di scolaro, o di notaio,
Sì che m'intingo tutti quanti i diti.

[32] LP, Adunanza XXIII, 13 aprile 1806.
[33] LP, Adunanza XXIX, 22 giugno 1806.

Ma n'escon pur Sonetti, a paio a paio,
Ciance, e bisticci non per anco uditi,
E versi molti, in modo or tristo or gaio
Ai borri e granchi a profusion forniti.
Se ad uno a caso alcun mio verso i' mostro,
Subito fammi un viso spaurato
E poi sul patto mi si ride al naso.
Sì ch'io, confuso, pallido, e gabbato,
Maledico la penna e fin l'inchiostro
E le rime, e le muse ed il Parnaso.

11
LUIGI ORNATO
Sonetto: *Ad Alfieri* [34]

Tragico illustre, che gli antichi scempi
Fervidi pingi con sublime vena,
E le passate età fingendo in scena
I vizi adombri de' moderni tempi;
A come il petto di terror riempi
Col maschio stil, cui nullo intoppo affrena!
O come l'alma di scompiglio è piena
A quei d'orrore lagrimosi esempi!
Per te meno superba, e men fastosa
Vassi la Gallia, e de' suoi vanti in forse
Il gran Cornelio ricordar non osa.
E se ad Italia sitibondo, insano
Non ti togliea il destin, la Grecia forse
I vati suoi rammenterebbe invano.

12
LUIGI ORNATO
Sonetto: *Sulla tomba del Metastasio* [35]

Qui, dove l'aere è più sereno, in questa
Solitudin d'orror, fra questi sassi.
Ricongiunta al suo vel l'alma s'arresta
Del gran vate Roman, del gran Trapassi

[34] LP, Adunanza XXIX, 22 giugno 1806.
[35] LP, Adunanza XXIX, 22 giugno 1806.

Molle di pianto il sen su la funesta
Urna feral inconsolabil stassi.
L'afflitta Italia, e sospirosa, e mesta
Tien la man su la fonte, e gli occhi bassi.
Quel lauro, ahi lauro! già si verde, e bello,
Or non più tale, i rami incurva, e stende
Quasi corona a l'onorato avello.
E, qual già scese al sovrumano incanto
De l'alta cetra avvivatrice, or scende
Su la gran Tomba involontario il pianto.

13
CARLO VIDUA
Ode [36]

Qual dono al biondo Apollo un Pastor chiede?
Non gemme d'India, od il metallo eletto,
Che cuor gentile ha a vile, ed a dispetto
Venal mercede
Non fiero scempio far del suo simile,
Si ch'oltre a Stige copia d'alme scenda
Pur che glorioso il nome suo s'estenda
Da Battro a File,
Né alti palagi d'oro, e marmi ornati;
O cinto il capo aver da bella Dama
Premio de' Cavalier di chiara fama
Ne' tempi andati
Non già che quanto al guardo acuto appare
In suo poter fia tutto all'Alpe insino
Od i venti sfidar sul cavo pino
Nell'ampio Mare
Sol dammi, dicea Elpino, una Capanna
O Delio Nume, nel Parassio bosco,
Una sampogna soave, e fugga il fosco
Pensar, che affanna
Solingo piangerò con dolci modi
Gli avversari casi miei duri cotanto
O gli alti pregi esprimerò col canto
E le tue lodi.

[36] LP, Adunanza XXXII, 27 luglio 1806.

14
LUIGI PROVANA
Imitazione di Messer F. Berni [37]

Chi vuol veder quantunque può natura
In far un gran bisbetico animale
Un uomo di sì orribile figura
Peggior della befana, o d'altro tale
Anzi il ritratto egli è della paura
O delle febbri terze, od altro male
E nel mirarvi dalle vene fura
Il sangue il suo sguardo micidiale
Cieco d'un occhio e i' lo diria nasulto
Sordo al pari d'un tal che udir non voglia
Non men zoppo che gobbo, ed orecchiuto
Largo e stretto non meglio ch' un bordone,
Fermo sui piè qual penn' al vento o foglia
Anzi m'han detto che quest'uccellone
Ognor va dondolone
E vacillando sempre tal bestiaccia
Di rovinarti addosso ella minaccia
Ohimè che brutta faccia!
Se fra di voi un tal bramasse forte
Conoscer il ritratto della morte
Sen vada ne la corte
Della sporca Osteria del crepacuore
E guardi di trovarsi alle sei ore
Vedrà un brutto signore
Che al primo colpo d'occhio, e al primo aspetto
Parrà fuggito uomo dal cataletto.

15
FERDINANDO BALBO
Sonetto [38]

S'io avessi le rime, e aspre, e chiocce
Come quei che cantò le male bolge,
Acciò 'l tuo nome in mondo si divolge,
Direi di te che nato sei fra chiocce.

[37] LP, Adunanza XXXIII, 16 novembre 1806.
[38] LP, Adunanza XXXIII, 16 novembre 1806.

Direi che 'l tuo cervel distilla gocce
D'ogni sozzura ch'entro a te s'avvolge,
Che non so com'alcun non lo soffolge
Per distillar marciume nelle bocce.
Direi che tua cucuzza è una bigoncia
Dove stanno in conserva i calabroni,
Che vi fanno entro una dimora sconcia.
Item che ti porrei nell'asinaia
A farti camminar con gli speroni,
Non che restare come can per l'aia,
Od in una caldaia,
Empita di vesponi, e di zanzare,
A farti gentilmente becchettare.

16
CARLO VIDUA
Sonetto [39]

Piena è la terra di cantori. Piomba
Su ogni innocente orecchia tenerella
Ad ogni istante un colpo qual di bomba,
Che introna e assorda, e toglie la favella.
Chi usa la piva, e chila cennamella
Qual cetra d'armi e cavalier rimbomba,
Qual fa l'amore a una gentil Donzella,
E va e si perde, e poi ritorna a bomba.
Di lor noiato è il Mondo, e arcinoiato,
e pur non cessan mica di strillare,
Né cesseranno fin ci manchi il fiato.
Per me, quando ci penso, mi vien male,
E veggo che mia cetra ho da bruciare,
Se di mio vero onor punto mi cale.

[39] LGL, Adunanza XXXIX, 4 marzo 1807.

17
CARLO VIDUA
Discorso
Sugli Studi delle Società Letterarie,
e particolarmente della Concorde [40]

Io ho meco stesso sovente [41] cercato le cagioni, per cui le Accademie e le società scientifiche e letterarie de' nostri tempi sieno state così grandi in numero, così piccole per la maggior parte in frutto. Sovente ho considerato, perché le accuse fatte alle Accademie siano nella bilancia di un uomo spregiudicato assai più forti e vere delle difese; perché infatti le Accademie abbiano sovente per adulazione invanito, o per livore avvilito, ma non mai formato un Grand'Uomo, e finalmente qual'astro nemico le abbia or poste se non in discredito almeno nella comune indifferenza. Questo Problema sì difficile, e ad un tempo sì interessante parvemi d'averlo sciolto in parte nel Discorso che già vi lessi, ornat.mi Soci sull'utilità delle Società Scientifiche e Letterarie, e specialmente della Concorde. In esso io vi diceva che la grandezza delle Società dipende dalla mancanza di cognizioni, e dal bisogno della loro propagazione [42]. Io vi adducevain esempi illustri, le [43] Accademie del 1400, e quella del Cimento, che apparvero nel rinascere le une delle lettere, e le altre della Fisica. Quindi io feci l'applicazione di questa mia idea alla nostra Società, e ne dedussi che il sostenere la Lingua e Letteratura nell'Italia Subalpina in tempi così per lei funesti esser poteva col tempo la nostra gloria, e l'utile scopo della Società nostra. Voi m'ascoltaste benigni, tantopiù che tutti già eravate per educazione, e per ragionata inclinazione amanti della vostra lingua ed aspiravate alla gloria di sostenerla. Una cosa sola, ma importante sfuggì a noi tutti. Noi eravamo sì intenti al fine, che non pensammo al mezzo, senza cui non potevamo ottenerlo. Noi parlavamo di sostener la lingua italiana ne' tempi pur troppo barbari, a cui andiamo incontro, noi imprendevamo l'ardua intrapresa di sostenere col tempo l'onor suo letterario, e intanto non facevamo parola, né pensavamo all'unico mezzo, che or abbiamo fra le nostre mani, ed è quello dello Studio. Lo Studio! potrebbe dir taluno, è bandito da ogni Società letteraria.

Egli è il vero, che basta dare uno sguardo a buona parte di loro per osservare, che desse non sono per lo più altro che trastulli letterari [44]. Sovente avviene, che taluno si applichi allo studio per conseguire alcuni onori letterari, che sono lo scopo della sua ambizioncella... Acquistati ch'è gli ha, ottenuto quel titolo di Accademico, di Socio, di Pastore non si cura più di meritarlo. Già l'indolenza è naturale all'Uomo. All'ombra di quell'Accademia, di quella Società, di quell'Arcadia si passa per valente, e si finisce per pesuader se medesimo, del proprio valore. Né v'ha opposizione alcuna per chi vi siede accanto. La mania di questa classe di lodare, e di esser lodato furono, e forse sono ancora all'eccesso. Quindi furono accusati i Letterati di un commercio di

---

[40] LGL, Adunanza LI, 4 febbraio 1808.

[41] Considerato perché *cancellato; i n interlinea, aggiunto dopo «considerato»* e cercato le cagioni, per cui.

[42] In interlinea, sopra «propagazione» diffondimento.

[43] *In testo primitivo riportava* lo vi adduceva degliesempi, e le Accademie... *i n un secondo tempo è stato aggiunto in margine* in *e in interlinea* illustri *e sono state cancellate le seguenti parole:* «degli» *e* «e le».

[44] *È stato cancellato* La famosa Accademia della Crusca negl'ultimi tempi stanca della grand'opera del Dizionario, e datasi al compilar elogi, ed altrettali lavori stanco altresì la stima del Pubblico.

vicendevoli elogi. Che più? le Società letterarie furono soventi volte promotrici dell'Ozio, sebbene abbia l'onorifico titolo di letterario. La conoscenza vicendevole de' vari Membri obbliga a molti vicendevoli doveri, poi la conversazione, poi le dispute insignificanti, poi le adulatrici critiche, poi la lettura de' libri nuovi, poi le corrispondenze coi letterati, e simili altri divagamenti accompagnano l'Accademico. Quindi niun tempo o pochissimo rimane per lo studio. A ciò pur contribuisce assai il genere di occupazioni, che s'intraprendono. Già non parliamo ora che delle Società Letterarie. La Storia ne è pochissimo coltivata. Qual monumento fu pubblicato, qual'opera non dirò classica, ma universalmente e giustamente stimata è escita da un'Accademia? Oltrecché pochi essendo i tempi favorevoli a ben iscrivere l'Istoria, e non contendandosi essa di un lavoro interrotto e di diverse mani, poche Società vi si applicarono. L'Eloquenza non somministra alle Società gravi soggetti veri, e gl'immaginari non possono guari dar luogo che a declamazioni. Quindi per tutti questi riguardi non che per la grande facilità che si trova in una lingua naturalmente poetica a mettere i suoi pensieri in versi, le Accademie Poetiche si moltiplicarono a dismisura. Ma queste sì che esigono poco studio, anzi quasi nullo, massime quando non si ha in vista che la mediocrità, o che questa colla sublimità si scambia. Subiremo noi dunque Ornat.mi Soci la sorte de' volgari Poeti, e Prosatori del nostro e del passato secolo? Questa è pure, io oso dirlo, poiché vari di voi so essere di questo parere, la sorte, a cui finora ci destinano le nostre produzioni. Niun serio lavoro è stato fatto, la Società nostra non ha ancora occasionato [45] alcuno grave e continuato studio. Ma tuttavia il buon volere de' Soci ed il zelo per il lustro della Società, ci danno dei grandi modi di rimediare a tal mancanza. Se le altre Società rovinarono, o non crebbero per mancanza di studio non sarà così della nostra. Noi saremo affatto differenti dalle altre Società Letterarie anche in questo, che le altre sono un premio, e sovente direi anche una specie di *giubilazione* per coloro che hanno passati i loro anni nella carriera delle lettere, in modo che il titolo di Accademico sovente dà diritto al riposo; in noi all'incontro l'essere membri della Società de' Concordi farà un'occasione di renderci degni collo studio di conseguire poi col tempo il glorioso scopo di essere i Conservatori della lingua patria nell'Italia Subalpina.

Il vantaggio degli Studi di una Società Letteraria può provenire a quel che mi pare da due cause, dalla emulazione e dalla Critica. La competenza de' diversi lavori sopra simili argomenti risveglia l'una, ed aguzza l'altra. Del resto la nostra Critica mostrai essere sovente forte, ma non mai certamente acre. Il conflitto delle opinioni non potrebbe poi a meno di non destare una grande luce sulle questioni, che ne sarebbero l'oggetto. Invece di componimenti vaghi, o di vario genere, di quanta utilità non sarebbe per noi la spiegazione, ed anche il commento de' Classici, delle Note Grammaticali, delle Ricerche Storiche su la nostra Letteratura, sulle sue vicende, sui suoi progressi, sul vario carattere de' nostri principali Autori, sul modo di compire la Biblioteca Italiana, il raccogliere le opere inedite di chiari Uomini, l'avanzarsi infine sempre più nella scienza della propria lingua. Egli è il vero che si ripeteranno molte cose dette da altri, e per qualche tempo i nostri lavori saranno di nessuna pubblica utilità. Saranno bensì dei grande utilità a noi, e tanto basta. Sarebbe assai ridicolo, che per non dire quel che gli altri dissero, non sapessimo neppure quel che gli altri seppero. Non altrimenti divennero grandi i nostri famosi Maestri [46]. L'Alfieri medesimo malgrado la smania che aveva di essere originale, e di parerlo, pure confessò che avea studiato la poesia in Dante, Petrarca, Ariosto, Tasso, Poliziano, ed Ossian, insomma ne' Classici che il precedettero.

---

[45] *In interlinea, sopra «occasionato»* causato.

[46] *In linea, cancellato* Petrarca, Ariosto, Tasso, Metastasio, Alfieri, Studio.

Tanto fece dunque un Alfieri, e non cureremo o sdegneremo di farlo noi? Sdegniamo piuttosto di correr la sorte di tante altre Società. I nostri destini debbono esser più sublimi. Sublime è chi arditamente si assume l'incarico di difendere l'onor di un oppresso. Sublime dunque è il nostro proposito di difendere la nostra lingua contro la invidiosa malignità degli stranieri, e la noncuranza di tanti fra i nostri Compatrioti, e suoi figli, contro lo stato di decadenza [47] delle lettere che diverrà ogni dì maggiore [48], contro la superbia della lingua oltremontana, e finalmente contro la tendenza alla barbarie che minaccia l'Europa, e che d'ogni arte e scienza è distruggitrice [49].

18
CARLO VIDUA
Pensieri sulla gloria [50]

Vidi dell'altra parte giunger quella.
Che trae l'uom dal sepolcro e in vita il serba
Petrarca Trionfo della fama 1.

1. Chi conosce il desiderio di gloria è incapace di conseguirla. Perocché è questo desiderio qualità delle anime grandi. Ma per vero dire non tutti coloro che desiderano la gloria, hanno l'anima grande, ma bensì tutti quelli che hanno l'anima grande hanno ancora vivissimo desiderio di gloria.

2. È una chimera, alcun dice, il pensare alla Gloria, tanto difficile si è il conseguirla! ed infatti a quanto pochi è avvenuto di ottenerla, e quanti le son iti dietro vanamente. Quanti? Io porto ferma opinione, che la Gloria sia stata ottenuta da pochi, perché pochi l'han veramente ricercata. Ma convien prima intendersi ne' termini. Io non comprendo sotto il nome di Gloria quelle vanità piccole e passaggiere, che si sogliono chiamare vanaglorie e ch'io appellerò gloriole. Gloriola è quella fama, la quale non si estende più in là della vostra città e del vostro territorio. Gloriola è l'esser eccellente in qualche arte frivola, od in qualche genere infimo di arte nobile, come di riuscire in far versi maccaronici e consimili, in disegnare o modellare le materie fragili, etc. — Gloriola io chiamo il brillare in un impiego in un'Ambascieria, in un Governo, in un'Annata, se non lascerete nelle Storie memoria alcuna durevole di voi. — Gloriola io chiamo finalmente la riputazione a cui salgono i novantanove centesimi (per dir poco) di quella Classe di Uomini che hanno o dovrebbero avere per iscopo la gloria, voglio dire la Classe de' Dotti e de' Letterati. Che diremo dunque in tutte quelle altre Glorie, Gloria di avere più bei calzoni, il più moderno bougué

---

[47] *Nel ms. avevamo* contro la decadenza delle scienze a cui crediamo; *in un secondo momento è stato cancellato* delle scienze a cui crediamo *ed è stato aggiunto in interlinea* stato di *e in margine* delle lettere.

[48] *In linea, cancellato* contro la soverchia influenza delle scienze astratte de' numeri.

[49] *Seguono, in linea, queste frasi cancellate.* Ma per ottener la gloria, che noi bramiamo, e che mi lusingo ci aspetti, non val sola la grandezza dell'impresa, ma la costanza nello studio. Uno scopo sì grande, e sì fatto merita pure qualche applicazione che è pure il gran mezzo di conseguirla. Di questa costanza.

[50] LGL, Adunanza [?], 10 marzo 1809.

[*sic*], l'orologio più ricco di ciondoli? A queste daremo un altro nome, e ne faremo una terza classe: Glorie femminili.

Se egli è vero, come lo è infatti, che la maggior parte degli Uomini colti corre presso alla Gloria, ma alla terza classe di Gloria cioè alla Gloria femminina, e che una minore ma pur anche numerosa parte è da riporsi nella seconda classe, cioè ha per iscopo le Gloriole, non parrà più strano, se così pochi arrivano alla Gloria vera. Infatti è natura delle cose umane che pochi arrivino al bene. Molti corrono il pallio, uno lo riporta. Quanti percorrono una carriera, quanto pochi arrivano ad un'altra carica. Su seicento mille soldati quanti Marescialli? Sulla turba de' Curialisti quanti grandi Magistrati? – se dunque ove moltissimi concorrono, pochi ottengono, che sarà di quell'arringo a cui pochi si accingono [51]? Questa e non altra si è a parer mio la cagione intrinseca per cui tanto pochi sieno coloro che arrivano alla gloria. Chi corre per una strada, ma nella maggior parte la sublimità delle loro idee non si estende più in là delle Glorie femminili, o delle Gloriole, senza parlare di quell'immenso numero di Uomini, alle di cui orecchie non è giammai pervenuto questo nome.

Togliamo dunque prima questo immenso numero di uomini, o miseri od oppressi o dati all'aratro, od alla mercatura, od alle arti meccaniche, od ai piaceri. Poi numerosi seguaci delle Glorie femminili. Finalmente togliamo ancora i cercatori di Gloriuccie, che ci resterà? Una scarsissima classe di Uomini, o per dir meglio alcuni pochi Individui sparsi sulla superficie del Mondo, o piuttosto dell'Europa, che è quasi il solo angolo del Mondo in cui si possa acquistar vera Gloria.

Ma que' pochi cercatori di vera Gloria si debbono dividere in diverse classi perché in diverse maniere si può ella acquistare. Però conviene ancora da questo scarsissimo numero togliere ancora tutti quelli che avrebbero potuto acquistarla per una strada, ma che scegliendone un'altra che non era adattata [52] al loro carattere hanno rinunciato per se stessi al loro scopo [53]. Ora togliamo ancora tutti quelli che al principio o alla metà, o verso il termine della loro strada furono trattenuti e per sempre. I Genitori, gl'invidiosi, le rivoluzioni, le malattie, le disgrazie, infinite particolari circostanze, e sopra tutto la morte immatura hanno troncato a moltissimi la speranza, e fermatili a mezzo cammino. Molti altri ancora cui né ingegno mancarono, né voglia, né conoscenza di se stessi per sciegliere quella carriera, che più al genio loro conveniva, né sanità, né mezzi, né tempo, ebbero la sorte di nascere in età infelici, in cui o l'ignoranza, od il cattivo gusto, od il falso sapere regnavano. Altre che il buon gusto, ed il vero sapere passeggia in diversi paesi, e non suole far fermo soggiorno in alcuno onde quello stesso Uomo, che nacque a Torino nel secolo di Luigi XIV, sarebbe stato Uomo grande se fosse nato in quel tempo a Grenoble, e viceversa in altro tempo. Io non so se mi spieghi, ma tutte queste chiacchiere voglio indurre che un radunamento di circostanze molte ci vuole perché uno possa riescir [54] grande; ma che date queste circostanze, la gloria si ottiene da chi ha volontà ferma, e determinata di arrivarci. — E di qui ne segue che malgrado le difficoltà infinite che a prima vista appaiono, io non credo chimera l'idea di acquistar gloria. Od almeno non la crederò chimera per chi sia determinato a rinunciare non che alle glorie femminili, ma alle gloriole, e nello stesso ad affrontare tutte le difficoltà, e tutti i pericoli che s'incontrano per

---

[51] Accingono *In interlinea; in linea non cancellato* propongono.

[52] Adattata *in margine, in interlinea; sotto, in margine, in linea, non cancellato* acconcia; *in linea, cancellato* propria.

[53] *In linea, cancellato* quelli cioè che hanno fallito la loro vocazione.

[54] Riescir *In interlinea; in linea, non cancellato* esser.

arrivarci. Poiché chi si determina a rinunciare alle glorie femminili ed alle gloriole fa come il Giuocatore calcola le probabilità. Cosicché se prima avea da farsi strada infra un milione d'uomini, or non ha più da contrastare se non con mille. Ora l'esser uno fra un milione è chimera, l'esser uno fra mille non lo è. — Io penso di avere con questi sebbene alquanto forse oscuri concetti, indicato così in generale anche i mezzi con cui si acquista la gloria, che in somma consistono nell'uscir dal volgo. Poiché Volgo non è solo quel numero immenso d'uomini, che non ha mai udito a parlar di gloria ma Volgo sono i ricercatori di gloria femminile, volgo ancora sono i ricercatore di gloriole.

Seguite i pochi e non la volgar gente

e volgo nondimeno sono altresì coloro che van cercando di uscirne nelle minuzie e colle stranezze, e quelli che s'incamminarono, e poi si riposarono nel più buono [55].

3. Se io avessi saputo che sì care
Fosser [56] le voci de' sospiri mie' in rima
Fatte le avrei del sospirar mio prima
in numero più spesse, in stil più rade.

Questo quadernario del Petrarca io trovo poter essere il soggetto di mille considerazioni. Se Petrarca sorgesse e visitando le nostre camere trovasse su tutti i nostri tavoli le sue Rime, ed appena appena nelle più ricche Biblioteche la sua Africa, e le sue Egloghe pensate voi che non resterebbe egli compreso di altissimo stupore? Noi Uomini veramente non sappiamo quel che facciamo credend' [57] aver solcata la fronte di sudori in tutto il corso di nostra vita, i Posteri poi non ci conoscono talvolta che per bagatelle che noi riputavamo di niun valore. Felice ancora chi s'incontra d'aver fatto di tali bagatelle!

E se Petrarca avesse pensato alla Posterità, e ci avesse dato delle Rime «in numero più spesse in stil più rade» chi sa se la Posterità avrebbe pensato a lui? Quando ci fosse pervenuto un Tomanio di rime, di cui per farle più rade incontrassimo una folla di Sonetti come alcuni in cui domina lo spirito anzi il giuoco dello spirito invece dell'affetto, se avesse composte più canzoni *rade* come quella

Mai non vo' più cantar come soleva
o l'altra
Giovane donna sotto un verde lauro
chi sarebbe di lui?
A tali pensieri è forza il fremere, e cade la penna di mano.

---

[55] E quelli che... più buono *è addizione marginale, situabile con approssimazione nel testo. Un'altra possibilità è che dovesse essere inserita al termine del precedente periodo dopo...* ancora sono i ricercatori di gloriole. *Non vi sono, in effetti, segni di richiamo.*

[56] Fosser *in interlinea; in linea, non cancellato* Sarien.

[57] Credend' *lettura incerta di una correzione in interlinea; altre letture possibili:* crediamo *oppure* se crediamo.

19
CARLO VIDUA
Pensieri
sopra il destino della Virtù [58]

Aprendo le pagine dell'Istoria, e meditando sugl'avvenimenti presenti e passati, saremo a forza convinti che nel Libro eterno del Destino sta scritto: L'Uomo virtuoso sarà infelice. — Quanto più io considero questi avvenimenti, tanto più mi convinco che se v'è un Dio, cosa incontrastabile, è pure incontrastabile che vi sia un altro Mondo in cui la Virtù si consoli de' strapazzi, del disprezzo, degl'oltraggi, che ha sofferto quaggiù.

Quella fortezza d'animo che ci conferma e ci rende immoti nel partito della virtù io la credo oggimai la prima e la più difficile tra le grandi qualità, perché tutto cospira a corromperci, a strapparci dal retto sentiero, a persuaderci di seguire la strada del vizio se non vogliamo vivere oscuri, ingiuriati, percossi da ogni specie di calamità, sprezzati, ed avviliti sempre.

Avviliti sempre, ma vili non mai, direbbe un Filosofo. Ma e chi filosofa non ascoltato? Chi filosofa deriso? Altri soccorsi ci vogliono che i tuoi o Filosofia per trarre l'uomo dal delitto quando nel vederlo accarezzato, corteggiato, applaudito, deificato, gli si presenta questa terribile alternativa: scegli, non vi son che due partiti nella Scena del Mondo: o sii scellerato, ma ti segue la fortuna, e sarai celebrato per virtuoso: o sii virtuoso, e sarai sempre infelice e riputato o un nulla, o un vile, o un pazzo, e fors'anche sari detto scellerato. Terribile alternativa, ma unica. Senonché alcuni si adatteranno ad esser riputati un nulla, sperando che non dimeno la virtù sebbene oscura sarà rispettata, ed anche stimata da' cattivi, e che l'evidenza sarà in loro favore. Ahi lusinga vana. I cattivi hanno rivenuti certi mezzi, coll'aiuto de' quali l'evidenza stessa cede. Sogghignando rimirando essi il giusto, l'innocente, e per la prima volta lo apellano briccone, furibondo, ingrato, perfido. E la moltitudine per la prima volta pensa, che questi titoli s'adattano solamente a coloro che li danno. Ma quegli instancabili esclamano di nuovo briccone, furibondo, ingrato, perfido, e lo ripetono tante volte, che la moltitudine s'avvezza prima a sentirlo, poi a sospettarlo, comincia finalmente a credere, e finisce con essere persuasa contro l'evidenza stessa.

La sorte di Mitridate, e quella di Lucullo, Pompeo, e degl'altri Capitani Romani che combatterono contro di lui mi è parso sempre un esempio terribile. Se osservi il valore e la costanza nelle avversità, il talento, la grandezza d'animo, più grandi certamente li trovi in Mitridate, se la causa più bella più santa, più nobile egli non poteva difendere, la causa della patria. Più iniqua, più scellerata, più vile non poteva essere l'impresa dei Romani. La causa delle loro armi era l'usurpazione, la prepotenza, la malnata mania di incatenare, ed esterminare i Popoli. Né questa smania avrebbero potuto essi soddisfare contro il Re del Ponto, se i suoi stessi figli ponendosi nel numero de' suoi nemici non lo avessero proditoriamente ucciso. Così il tradimento compì l'opera della prepotenza. Intanto la fama ha celebrato nelle seguenti età i Generali Romani come Eroi, e Mitridate come un barbaro Guerriero furibondo, ingrato, perfido, che ebbe l'ardimento di volersi cimentare colle armate Romane per difendere la sua patria, e sopra di cui il Cielo ha scagliato i suoi fulmini. Così la scelleraggine fortunata perviene non solo a chiamare, ma a far riputar delitto il più sacro, il primo de' doveri.

---

[58] LGL, Adunanza LXVIII, 29 aprile 1809.

20
CARLO VIDUA
Dell'obblio in cui sono caduti alcuni Uomini grandi e particolarmente del Sarasa [59]

Niuna cosa per mio avviso è tanto propria a spegnere la sete ardentissima di gloria [60] quanto il considerare la sorte fatale che ebbero alcuni Uomini grandi. Chi avrà scorso molti Libri senza attenersi ad un ramo solo di cognizioni, e senza disprezzare que' Libri che non godono della maggior celebrità, si sarà facilmente accorto che se non molti almeno parecchi Scrittori grandissimi sono stati, i quali per qualunque siasi cagione non hanno destato grandissimo rumore, e di cui o si tace, o sommessamente si parla.

Ma già parmi udire la sentenza di coloro i quali reputano giustissima non Tiranna, ma giudice delle opere la Posterità. Anch'io l'ho creduta, ma parecchi fatti mi hanno convinto che era necessario di adottare anche in questo caso una distinzione. Quanto alle opere di letteratura, certo è che un Libro veramente buono può esser per alcun tempo ignoto, ma poi sorgerà, ed all'incontro un'epoca di falso gusto potrà elevare un'Opera, ma il tempo lo farà decadere sicuramente, perché l'immaginazione ed il cuore sono sempre gli stessi, perché la Natura è sempre la stessa, e così sempre sensibile la sua vera vivace imitazione, perché Pindaro e Virgilio vivran sempre. Ma quando si tratta di Opere di ragionamento una funesta esperienza ci insegna, che soventi volte i Libri i più belli, i più ragionati, cadono in un Obblio inesplicabile. Inesplicabile, ... Perché? ... Tentiamo d'indagarne le cagioni. Saran molte, ma io ne accennerò solamente due. La prima si è la mancanza dirò così di forma. Chiamo mancanza di *forma* quell'ordine inesatto, quelle digressioni troppo lunghe o fuori di luogo, quel gravitare su alcune questioni meno importanti mentre si trattano brevemente altre o più utili, o più curiose, o più adattate alla folla, quell'addottare certi sistemi che urtano la folla, quello stile intralciato, lungo, non piacevole infine, quella supposizione di certi dati di cui non tutti *convengono*, e d'altrettali cose, che ributtano il Lettore superficiale, stancano l'intelligente, e disgustano il dotto. La seconda cagione poi secondo ma principale sono le circostanze de' tempi in cui le Opere furono pubblicate. Un'Opera di ragionamento sebbene ottima, quando è già priva di quelle *esterne forme*, di cui abbiamo discorso, se è tale che nel momento in cui esce alla luce debbe andare all'incontro della corrente de' sistemi, de' pregiudizi, degl'errori di quell'età ella sarà certo infinitamente meno conosciuta di quello che lo dovrebbe essere. Ove poi i Contemporanei non la celebrino, difficile riescirà il farsi conoscere da' Posteri fuorché una nuova maniera di pensare sorga che a lei si adatti. E poi ancora sorgendo questa nuova maniera di Pensare sogono altri Libri che varranno infinitamente meno, ma che le si addatteranno infinitamente più. Vero è che anche nel quasi universale obblio, accade a queste Opere di esser pregiate da qualche altro grandissimo Uomo, la di cui Autorità però non è quasi mai da tanto da poter ricondurre a lei il volgo.

Quanto io spiegai, o piuttosto accennai confusamente finora, si addatta mirabilmente a Paolo Mattia Doria, e ad Alfonso Sarasa. Il primo nella sua *Vita Civile* è grande, ma poco ordinato, poco compito, e si perde nel Sistema Platonico. Il secondo nella sua Arte di viver felice (ars semper gaudendi) è grandissimo, ma lungo, non piacevole, e si perde nei Sistemi della grazia. Doria

---

[59] LGL, Adunanza LXIX, 4 maggio 1809.

[60] La sete... di gloria *aggiunto in interlinea; in linea, non cancellato* il fuoco ardentissimo dell'ambizione.

scrisse mentre la Filosofia Francese prendeva piede in Italia; il Serasa lasciando il soggetto suo primo, ed immergendosi nelle più intralciate Questioni di Teologia morale non poteva parer nuovo a' Cattolici né piacere a' Protestanti. Quelli erano troppo occupati e questi troppo poco di tali Questioni. Fra tanti libri che sorgevano su di esse presso i Cattolici gran rumore certo non poteva fare quello di Sarasa od almeno la sua seconda parte che sarà stata allora la più comunemente letta, ed all'incontro occupandosi allora infinitamente i Protestanti di diritto naturale e pubblico, dovettero essi rimanere indifferenti al Libro di Sarasa. Fo questo confronto perché Sarasa visse, e pubblicò i suoi Libri in Paesi quasi communi alle due Religioni, e da cui potevano facilmente spandersi sia fra gli uni, sia fra gli altri.

Finalmente secondo che narra di Denina un celebre Ministro soleva dire se riputar più profonda una pagina di Paolo Mattia Doria di tutto Montesquieu, e Leibnitz ebbe in tanto pregio Sarasa, che gran parte della sua celebre Teodicea dicesi essere estratta da' di lui scritti. Sulla vita di quest'ultimo mi fermerò alquanto, narrandovi quel poco che si sa di lui.

Alfonso Antonio di Sarasa nacque a Nieuport in Fiandra da parenti Spagnuoli l'anno 1618, de' quali non si ha alcuna certa notizia. Probabile si è che suo Padre fosse colà stabilito per qualche impiego stando allora la Fiandra con le altre Provincie del Belgio non rivoltato sotto il dominio della Spagna. Certo si è che suo Padre ebbe cura di una educazione, e che nelle Scuole sin da ragazzo diede grandi speranze di se. Le scuole del Belgio erano in allora dirette da' Gesuiti, e questi Maestri grandi non meno in scienza quanto nel discernimento degli spiriti viddero forse in Sarasa quelle disposizioni d'ingegno e d'animo che accennano l'uomo grande. Fatto sta che nel 1633, nell'anno decimo quinto di sua età il giovane Alfonso fu ascritto alla Compagna di Gesù nella quale passò il non lungo, ed uniforme corso di sua vita. Ebbe ingegno atto, e pieghevole [61] ad ogni genere di studii. Poiché insegnò con lode grande le Lettere, e la Matematica, e di cui lasciò alcuni scritti. Predicò anche con frutto, e celebrità grande nelle principali Città de' Paesi bassi e della Fiandra a Gand, a Brusselles, ad Anversa. Questo esercizio continuò per tutto il tempo di sua vita, e dicesi che sempre grandissimo concorso gli si affollava non solo per l'eleganza, ma per la chiarezza e la perspiquità del dire che a tutti rendevalo grato. Ma soprattutto lo occuparono le Scienze Morali, ed a queste deve il maggior monumento di suo sapere. Finalmente in età ancora giovine non sine luctu, come si esprime uno Storico contemporaneo, non sine luctu universae Civitatis, in medio laborum cursu morì in Anversa l'anno 1667, addì 5 di Luglio di mal di pleuritide in età di soli 49 anni.

L'Opera sua principale, e quella che gli da il diritto alla celebrità si è il Trattato da lui intitolato Ars semper gaudendi ex principiis divinae Providentiae et rectae Conscientiae deducta. Lo scopo di questo Trattato non può esser più interessante, poiché indirizzato a soddisfare la prima e più forte passione dell'uomo quella della felicità. Il suo sistema che nel fondo è il sistema della Religion nostra, ma ottimamente sviluppato, e spiegato si è felice esser colui che si abbandona alla Provvidenza. Sebbene alquanto prolisso, e si ripeta, e malgrado vari altri difetti la Prima Parte in cui prova che non vi è felicità senza il dogma della Provvidenza è un vero capo d'opera. Nella seconda parte entra a parlar della Coscienza nel seguire i cui dettami consiste anche in gran parte la nostra felicità, ma ivi s'ingolfa in un mare di questioni Teologiche, e nei sistemi della grazia, e nella tanto disputata causa del Probabilismo. Questa seconda parte secondo me è la vera cagione per quest'Opera non è poggiata tant'alto quanto avrebbe potuto. Si rincorse poi da alcuni non so se ammiratori della gloria dell'Autore, o del proprio lucro amanti all'espediente del compendio. Ma già troppo gran criterio, e scienza ci vuole per comprendere un'opera in cui tutto è ragionamento, anzi catena di ragionamenti.

---

[61] Atto, e pieghevole *in interlinea; in linea, non cancellato* adatto, e flessibile.

LUCETTA LEVI MOMIGLIANO

Il barone Giuseppe Vernazza: dall'esilio ai pubblici uffici presso l'Accademia imperiale delle scienze e la Biblioteca dell'Università

Nel 1818 Gianfrancesco Galeani Napione pubblicava a Pisa le sue «Vite ed elogi di illustri italiani» che comprendevano al loro interno il *Ragionamento intorno alle pitture di Gio. Antonio Molineri che sono in Savigliano al Signor Giuseppe Franchi di Pont*. Noi sappiamo da Giuseppe Vernazza che il saggio del Napione era stato scritto già nel dicembre del 1801 quando i due studiosi si erano scambiati appunti manoscritti e notizie sulle opere del pittore saviglianese [1]. Lo scritto del Napione aveva preso le mosse non solo dall'esigenza, espressagli anche dal Franchi di Pont, di ricercare sul territorio piemontese le testimonianze e le tracce dei monumenti antichi, ma anche e soprattutto dalla particolare situazione del patrimonio figurativo subalpino, sconvolto in quegli anni dal fenomeno delle spoliazioni volute da Napoleone. E se il Galeani si soffermava a riflettere sulle antichità del Piemonte come l'Arco di Aosta (già rappresentato «pittorescamente» dal Piranesi) e quello di Susa («illustrato dal Maffei, e dal Muratori, pubblicato in misura esatta geometrica dal Massazza»),

---

[1] Tra le carte manoscritte del Vernazza, conservate presso l'Accademia delle Scienze di Torino, il MS 1084 contiene alcune annotazioni dello studioso a proposito di ciò che il Padre Guglielmo Della Valle aveva scritto il 20 aprile 1795 nella *Prefazione* al Tomo XV della sua ristampa delle *Vite* del Vasari relativamente al pittore piemontese Sebastiano Taricco. Il Vernazza, che trasmetterà nel 1801 queste sue riflessioni al Napione, contestava il Della Valle contrapponendo il proprio metodo di ricerca avvalorato da prove documentarie e «istoriche tradizioni» all'esercizio del conoscitore sostenuto da «un po' di pratica nel disegno, un occhio avvezzo a molti confronti, e che al primo sguardo, a un di presso arguisca l'epoca della pittura....». Le osservazioni del Vernazza si riferiscono ad una *Deposizione* della chiesa di S. Dalmazzo a Torinò che il Della Valle aveva attribuito a Sebastiano Taricco e che invece Vernazza considerava precedente e di mano del Molineri di Savigliano.

riteneva poi opportuno di dedicarsi ad opere «più a noi vicine e più popolari, quali sono le dipinture». E sceglieva in questo senso l'opera del Molineri, lamentando l'oblio e la trascuratezza nei confronti del patrimonio pittorico presente nel nostro territorio. Di contro a questa incuria egli citava l'attenzione del Franchi di Pont per il pittore di Savigliano e la premura del Vernazza nel trasmettergli l'incisione di Giovenale Boetto tratta dal *Martirio di San Paolo* dipinto dal Molineri nel Presbiterio della chiesa di S. Pietro in Savigliano. Erano anni difficili non solo per i beni storici e artistici del Piemonte, ma anche per quei personaggi che avevano a cuore la tutela delle memorie patrie. Sarà sufficiente pensare al ben noto ritrovamento a Susa nel 1802 dei torsi loricati, trasportati a Torino presso l'Accademia delle Scienze, ammirati dal Canova di passaggio nella nostra città, illustrati dal Tarini, dal Franchi di Pont e da Michelangelo Boucheron e poi fatti definitivamente partire per Parigi dove arrivarono nel giugno del 1803 [2].

Il Galeani Napione, il Franchi di Pont e Giuseppe Vernazza, già attivi nella Società dei Filopatridi, avevano affrontato quindi gli anni difficili delle spoliazioni e dell'annessione alla Francia continuando le loro ricerche sulle memorie patrie [3]. Per Giuseppe Vernazza, in modo particolare, il 1801 fu l'anno della rinuncia ad ogni incarico pubblico e l'inizio di un periodo assai tormentato che ebbe il suo culmine, dopo il soggiorno a Roma e a Gaeta tra il 1805 e il 1806, nella prigionia e negli arresti domiciliari tra il 1807 e il 1808. Le linee generali di queste vicende sono note: dopo la rinuncia alla nomina a membro della municipalità torinese e la pubblicazione del suo «Pièces choisies concernant le Piémont» (Torino 1802), contenenti un rapporto segreto del generale Grouchy sull'abdicazione di Carlo Emanuele IV, il Vernazza, a causa di speculazioni finanziarie sbagliate, subì nel 1804 il pignoramento dei beni mobili e dovette vendere la sua biblioteca. In gravi difficoltà finanziarie decise di abbandonare Torino e, passato per Parma, dove tentò, ma senza successo, di trovare un impiego presso il Bodoni come correttore di bozze, si recò a Roma

---

[2] Per la vicenda dei Torsi segusini e bibliografia relativa, L. Levi Momigliano, *Dei Torsi segusini* (scheda), in *Cultura figurativa e architettonica negli Stati del Re di Sardegna (1773-1861)*, Catalogo della Mostra a cura di E. Castelnuovo e M. Rosci, I, Torino, 1980, p. 193.

[3] Per l'attività del Vernazza nella società filopatria, e per le notizie biografiche relative al periodo dell'Ancien Régime, L. Levi Momigliano, *Per una biografia intellettuale di Giuseppe Vernazza di Freney: dalla cultura arcadica alla ricerca sulle memorie patrie,* in *Dal trono all'albero della libertà. Trasformazioni e continuità istituzionali nei territori del Regno di Sardegna dall'antico regime all'età rivoluzionaria. Atti del Convegno, Torino 11-13 settembre 1989*, II, Roma, 1991, pp. 721-730.

dove arrivò nel gennaio del 1805 [4]. Del suo soggiorno romano che durò fino alla fine di maggio, così come di quello seguente a Gaeta rimangono le lettere scambiate con Pietro Paolo Burzio, consigliere delle Reali Finanze [5]. A Roma il Vernazza fu accolto, grazie alla protezione del Cardinal Stefano Borgia, nella cerchia dei letterati che tenevano le loro conversazioni presso Gherardo Derossi, direttore dell'Accademia portoghese di Belle Arti; fu in stretto contatto con Gaetano Marini, il celebre studioso di antichità con il quale già dagli anni Ottanta del Settecento aveva intrattenuto un erudito scambio epistolare che vedeva il Cardinale Borgia, l'Affò e l'abate Gaspero Luigi Oderico come illustri punti di riferimento nel campo dell'erudizione antiquaria, numismatica e bibliografica [6]. Dalle lettere al Burzio risulta evidente come il Vernazza seguisse da vicino la vita dell'entourage di Carlo Emanuele IV con l'intento di ottenere i favori del sovrano in esilio; assisteva infatti ai riti religiosi presso le chiese di S. Marco e del Gesù (dal momento che la chiesa del SS. Sudario, già di proprietà del governo piemontese, era allora passata ai francesi). Ma nello stesso tempo il Vernazza proseguiva gli studi epigrafici e la ricerca delle memorie patrie nelle chiese romane più prestigiose e soprattutto osservava da vicino il collezionismo (gli acquisti di Luciano Bonaparte) e l'attività di alcuni artisti subalpini attivi a Roma. È il caso dello scultore Felice Festa presso il quale egli vede in fieri i monumenti funebri in marmo del duca di Monferrato e del conte di Moriana, ed un Perseo e Andromeda per Lord Harvey conte di Bristol [7]; o dell'attività di Amedeo Lavy che, si diceva stesse per essere ammesso nello studio del Canova. Nello stesso tempo, attento ai progressi dell'incisione, il Vernazza segnalava al Burzio come alcuni artefici piemontesi, come Gian Battista Boucheron e Antonio Maria Stagnon, fossero

---

[4] Per le linee generali di questa vicenda, G. CLARETTA, *Memorie storiche intorno alla vita e agli studi di Gian Tommaso Terraneo, di Angelo Paolo Carena e di Giuseppe Vernazza con documenti...*, Torino,1862, pp. 211-229. Per la documentazione manoscritta, *Carte Vernazza*, *Mémoires de Vernazza écrits de sa prison à Turin 1807*, MS 1184, ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO.

[5] BIBLIOTECA NAZIONALE DI TORINO, MS. Q2. I.41.

[6] Per le notizie sul Marini, studioso di antichità, Prefetto degli Archivi della Santa Sede a partire dal 1771, ed autore delle *Iscrizioni antiche delle ville e de' palazzi Albani* (Roma, 1785) e de *Gli Atti e monumenti de' fratelli Arvali scolpiti già in tavole di marmo ed ora raccolti, diciferati e commentati* (1795), W-S, *Marini (Gaetan-Louis)* in *Biographie Universelle ancienne et moderne*, Tome XXVII, Paris 1820, pp. 169-170; per lo scambio epistolare Vernazza-Marini relativo agli anni Ottanta del Settecento, lettere dal 10003 al 10024, ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO.

[7] Nella lettera al Burzio da Roma del 3 aprile 1805 il Vernazza scriveva che alla morte di Lord Harvey alcune opere da lui commissionate erano e rimaste negli studi di artisti importanti e citava una *Morte di Virginia* del Camuccini.

1.

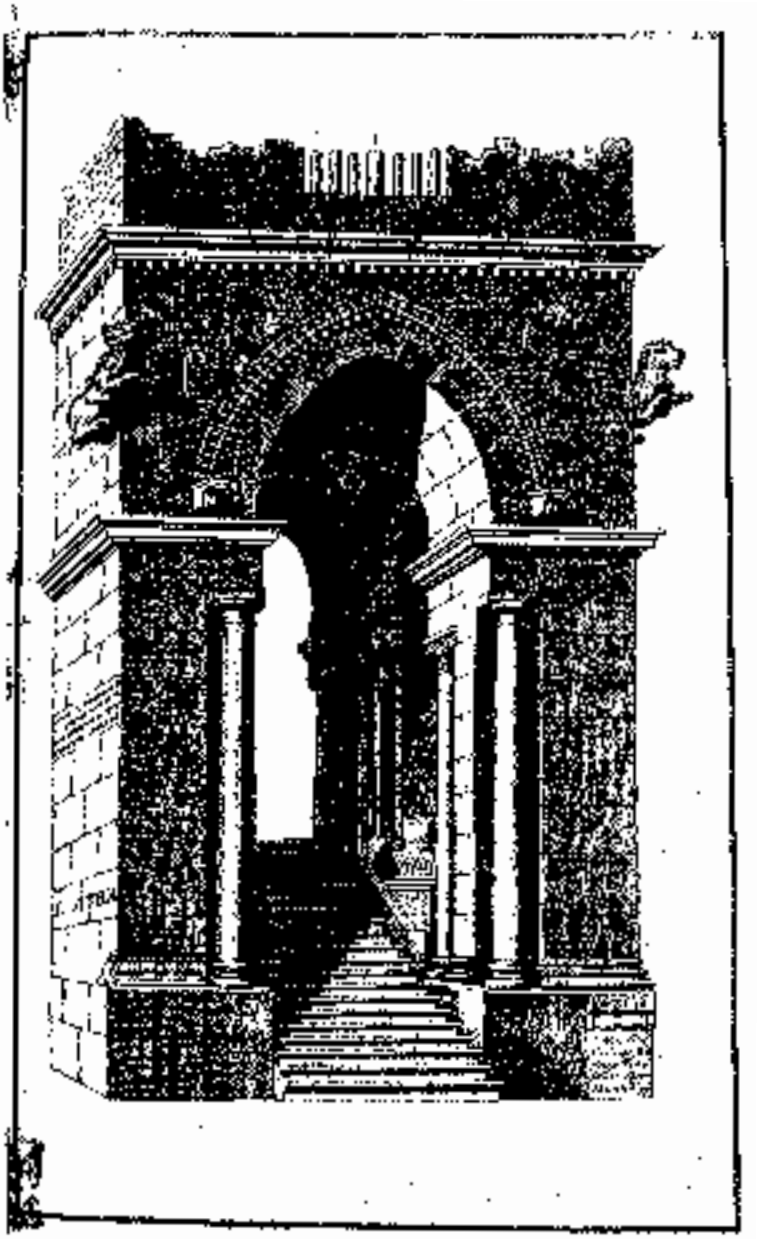


1) GIOVENALE BOETTO, *Ritratto di Giovanni Antonio Molineri*, incisione. Torino, Galleria Sabauda. (Fondo di grafica).

2.



2) GIOVENALE BOETTO (da Giovanni Antonio Molineri), *Martirio di San Paolo*, incisione. Galleria Sabauda. (Fondo di grafica).



3) Luigi Valperga, *Campanile di Gaeta*, incisione. Torino, Biblioteca Reale.

4.



4) Carlo Lasinio, *Diploma dell'Accademia italiana di Scienze, Lettere ed Arti di Livorno*, Incisione. Torino, Biblioteca Nazionale.



IOSEPHVS VERNAZZA TAURINENSIS ALBENSIS POMPEIANVS
ACADEMIAE IMPERIALIS SCIENTIAR·LITTERAR·ET·ARTI·SUDALIS
BIBLIOTHECAE IMPERIALI PRAEFECTVS
HISTORIAE PROFESSOR

Ex herma quam AMEDEVS LAVY e gypso modulo fictilem fecit
Magistri cervicem effigiem pectus exhibuit
LVDOVICVS COSTA Taurin. delin. VI id. mai. anno MDCCCXII.

5) LODOVICO COSTA (dall'Erma di Amedeo Lavy), *Ritratto di Giuseppe Vernazza*, incisione. Torino, Biblioteca Reale.

6.

6) LUIGI VALPERGA (da un disegno di Giuseppe Bagetti), *L'Arco di Susa*, incisione. Da Giuseppe Vernazza, *Recensio Nummorum...*, Torino, 1813.

RECENSIO

NVMMORVM

QVI

SECVSII

ANNO MDCCCXII MENSE SEPTEMBRI

SVNT REPERTI

FACTA

A

IOSEPHO VERNAZZA DE FRENEY

Academiae Imperialis Taurinensis Scientiarum Littorarum et Artium Sodali.

Ornari negat contenta doceri.



EDITA MENSE DECEMBRI

AVGVSTAE TAVRINORVM A VINCENTIO BIANCO.

DELLA

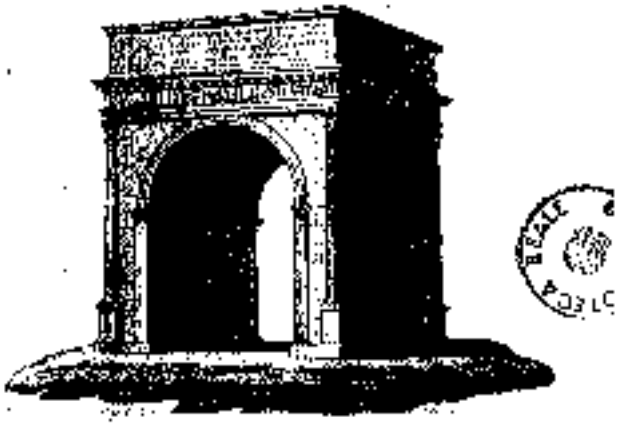
MONETA SECVSINA

DISSERTAZIONE

DEL

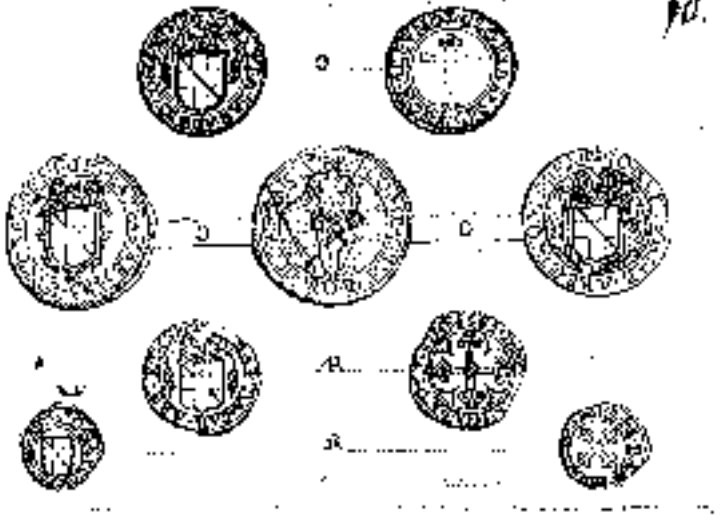
BARONE VERNAZZA

SEGRETARIO DI STATO DI SVA MAESTÀ



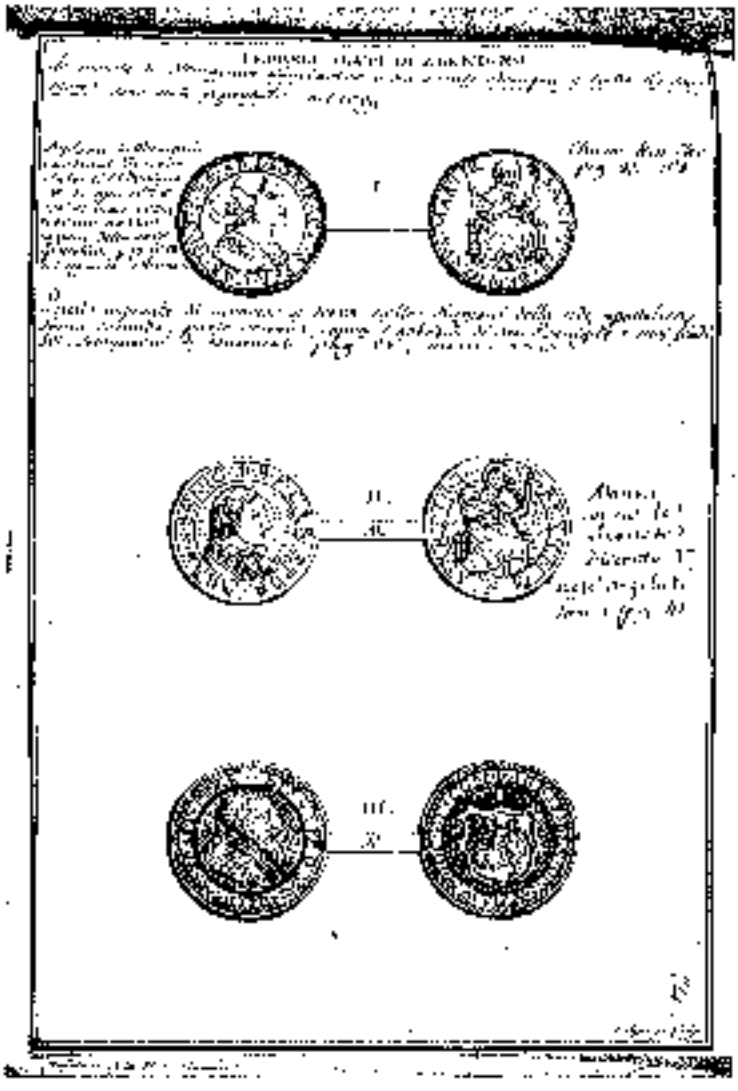
TORINO MDCCXCIII PER GIACOMO FEA.

7) LUIGI VALPERGA (da un disegno di Giuseppe Bagetti), *L'Arco di Susa*, incisione. Da Giuseppe Vernazza, *Della Moneta secusina, dissertazione del Barone Vernazza segretario di Stato di Sua Maestà*, Torino, 1793.



8) LUIGI VALPERGA, «*Monete di Giambattista di Savoia*», incisione. Da Giuseppe Vernazza, *Vita di Giambattista di Savoia Principe del sangue e notizie delle sue monete*, Torino, 1813.

9.



9) LUIGI VALPERGA, «*Monete di Bonifacio, Sebastiano e Ferdinando antichi abati di Fruttuaria*», incisione. Torino, Biliotecа Reale.

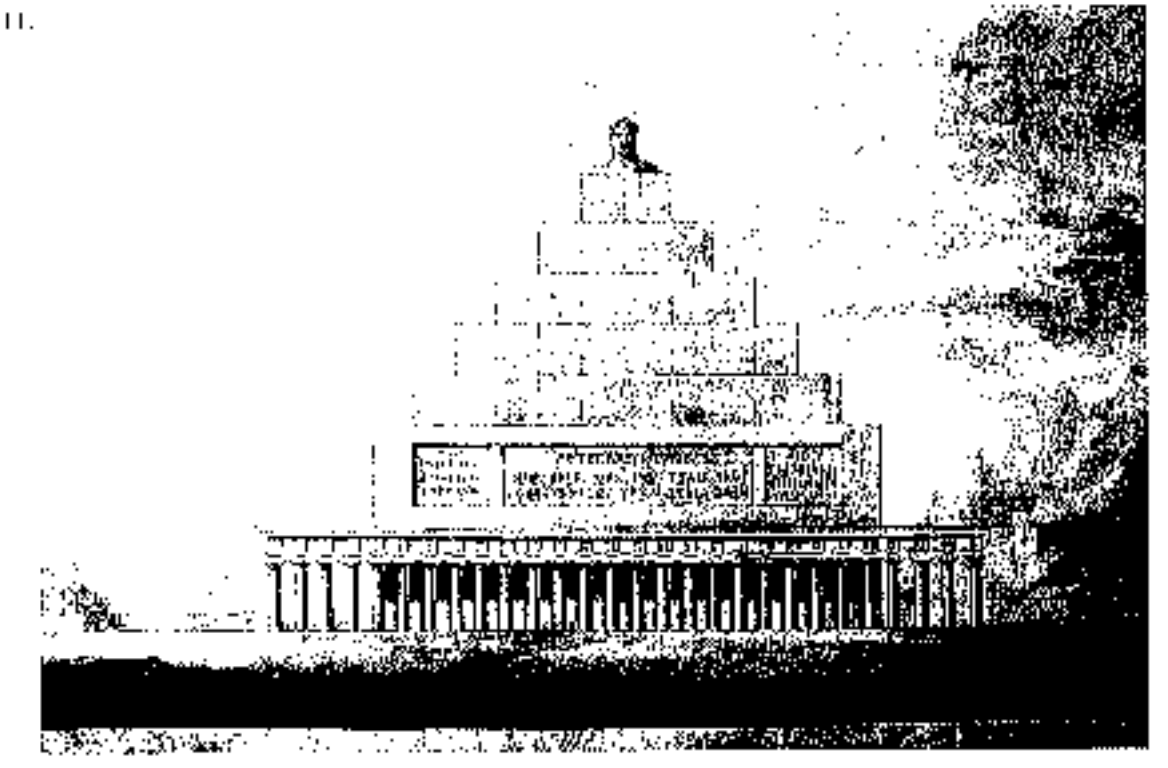
10.



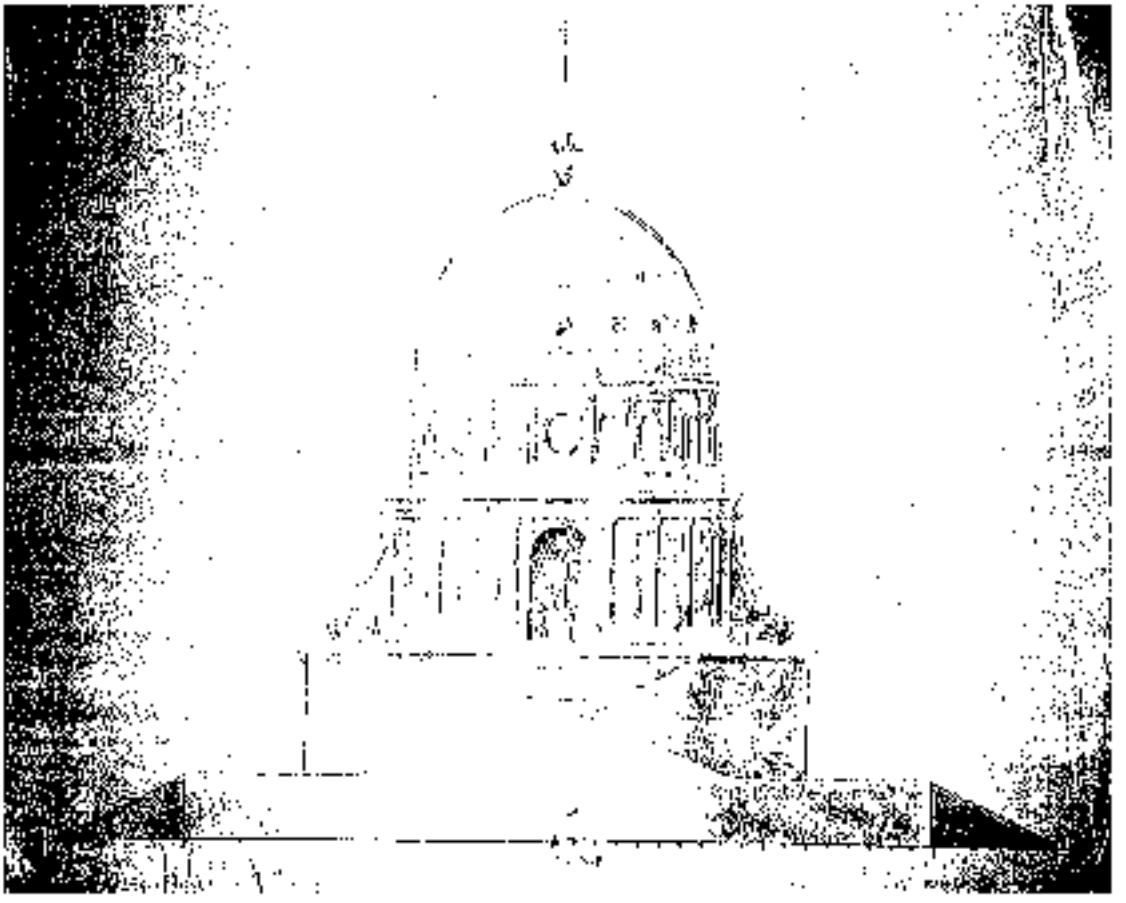
10) ANTONIO MARIA STAGNON, «*S. Benignus Martyr Presbyter*», incisione, 1804. Toríno, Biblioteca Reale.

11) BENEDETTO PÊCHEUX, *Progetto per il «Monumento decretato sopra il Moncenisio»*, disegno a penna acquerellato, Parigi, 1813. Torino, Accademia delle Scienze.

11.



12.



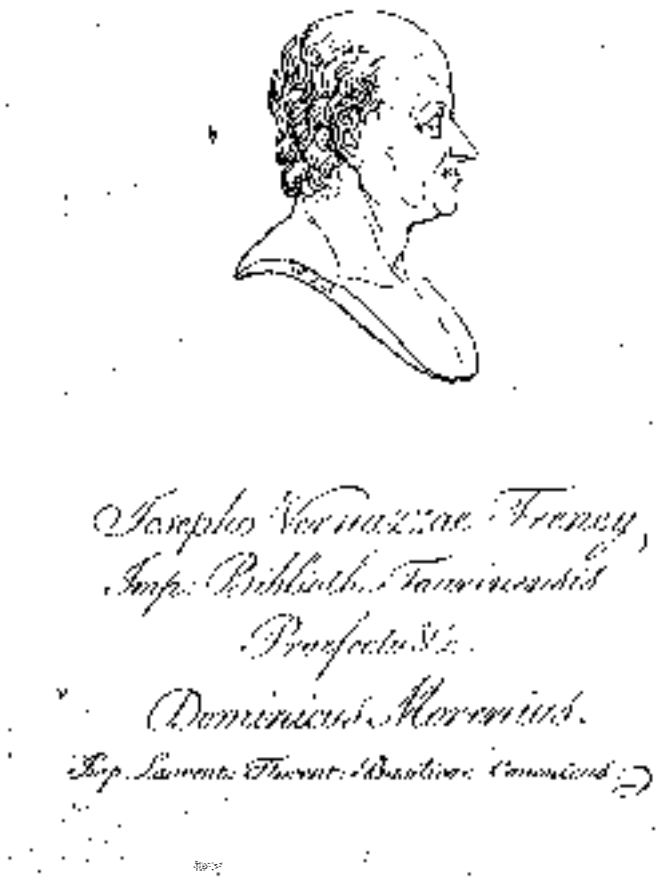
12) Disegnatore anonimo, *Mèditations pour l'éxécution du monument ordonnè par S.M. qui devra être construit sur le Mont Cénis*, disegno a penna acquerellato. Torino, Accademia delle Scienze.



13) Disegnatore anonimo, *Il «Rapimento del Palladio»*, disegni a penna acquerellati. Torino, Accademia delle Scienze.

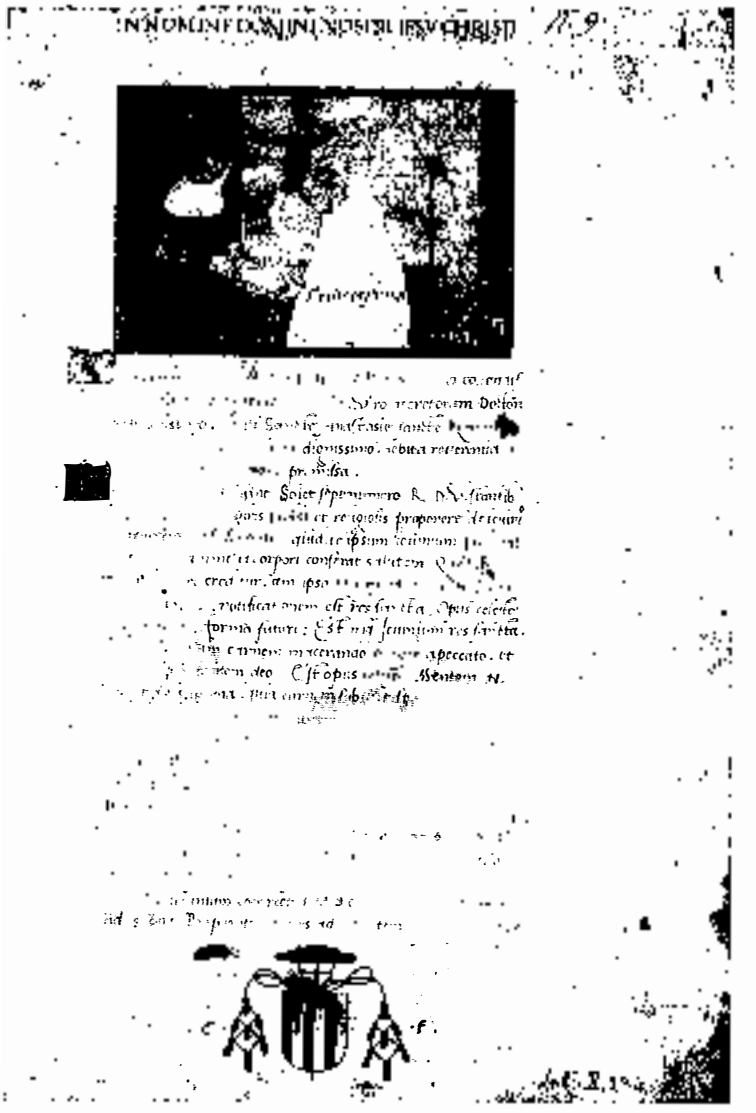
13.

14.



14) Incisore anonimo, *Ritratto di Giuseppe Vernazza*, (dall'Erma di Amedeo Lavy). Da Domenico Moreni, *Degli Annali della Tiporafia Fiorentina di Lorenzo Torrentino*, Firenze, 1813.

15.



15) Miniatore anonimo, *Frate Stefano e il Cardinale Antonio Trivulzio*. Da Stephanus De Nottis, *De Ieunio*, manoscritto miniato 1501-1502. Torino, Biblioteca Nazionale.

ben conosciuti anche presso i colleghi romani (ad esempio presso Pietro Bonato che stava incidendo un una grande tavola tratta dal Mausoleo dell'Arciduchessa Maria Cristina del Canova).

Ancora assai legato all'ambiente aristocratico ed ecclesiastico subalpino, nel maggio del 1805 il Vernazza aveva partecipato ad una riunione dell'Arcadia romana e, come compastore più anziano tra i 13 presenti [8], aveva esibito i due suoi pseudonimi arcadici (Iblesio Nafilio e Libano Tritonio). Lo scambio epistolare con Pietro Paolo Burzio accompagnerà il Vernazza anche dopo la partenza da Roma e durante il conseguente soggiorno a Gaeta a partire dal giugno 1805. Nello stesso anno a Torino, il 14 marzo, lo studioso veniva proposto assieme al Franchi di Pont come Membro della Classe di Letteratura e Belle Arti dell'Accademia delle Scienze, ma per il momento l'elezione andava a favore del conte Franchi. Malgrado ciò lo studioso albese scriveva al Burzio di avere composto una dissertazione sul campanile di Gaeta, nella speranza di poterla leggere all'Accademia Reale delle Scienze, «se mi troverò in tempo di radunanze, e se avrò la fortuna di esservi ammesso» (da Gaeta il 3 agosto 1805). Del soggiorno a Gaeta, dove il Vernazza ha continui contatti con la corte di Vittorio Emanuele I ed anche con gli artisti che lavoravano colà per il sovrano (è il caso del vedutista Giuseppe Verani [9]) e dove vive ospite di Monsignor Gattola [10], studioso di storia locale, rimane un quaderno di appunti bibliografici ed epigrafici assai interessanti soprattutto per le notizie sui pittori e sugli artisti anche antichi presenti con le loro opere nelle chiese di Gaeta. È il caso di una preziosa documentazione sugli interventi in città di Sebastiano Conca o di quelli più antichi di Scipione Pulzone e di Giovanni Filippo e Giovanni

---

[8] Per il Vernazza ed i suoi rapporti con l'Arcadia e, in particolare, con la colonia arcadica di Fossano, L. LEVI MOMIGLIANO, *Per una biografia...* cit., Roma, 1991, pp. 709-719.

[9] Del vedutista Giuseppe Verani di cui sono noti lo *Scontro tra la Guardia Nazionale e la Guarnigione francese della Porta di Po in occasione dell'attacco fatto alla città da parte degli austriaci il 26 maggio 1799*, e la *Veduta della Piazza Castello di Torino con l'episodio dell'abbattimento dell'albero della libertà da parte del popolo torinese il 26 maggio 1799* (acquerelli del 1800 circa pubblicati da A. PEYROT-V. VIALE, *Immagini di Torino nei secoli*, Torino, 1976, nn. 285-286), il Vernazza scriveva al Burzio a proposito della permanenza del pittore presso la corte sabauda a Gaeta: a Ischia il pittore aveva «delineato» 4 Vedute: «il casino Bonacore dove abitava la corte», «la campagna veduta dall'interno del casino», «la veduta del paese di Lacco», «l'attuale eruzione del vesuvio», e a Gaeta lavorava per le feste e le illuminazioni.

[10] G. GATTOLA, *Ragionamento istorico genealogico della famiglia Gattola, con una memoria pubblicata nell'anno 1769 sopra le isole di Ponza, Palmarola, Pondataria, e Sannone, ora dallo stesso autore accresciuta di notizie, e della serie delli Consoli e Duchi della citta di Gaeta*, Napoli,1788.

Angelo Criscuolo [11], oppure del riordinamento degli archivi del Convento dei Domenicani. Come lo stesso Vernazza aveva preannunciato al Burzio, alcuni frutti delle ricerche condotte dallo studioso a Gaeta sarebbero approdati più tardi alla Accademia delle Scienze di Torino: nelle due riunioni del 12 e del 19 maggio 1810 il Vernazza avrebbe letto il *Ragionamento sopra il campanile di Gaeta* che sarebbe stato stampato a Torino in 57 esemplari nel 1821, ma pubblicato postumo solo nel 1826, mentre nelle Memorie accademiche del 1813 sarebbe apparsa emendata dall'autore una *Inscriptio Caietana*, accompagnata, in alcuni esemplari sciolti stampati nel 1812, dal ritratto del Vernazza fatto incidere nel 1811 dal disegno del busto scolpito dal Lavy per la sala delle riunioni dell'Accademia delle Scienze. *La Memoria sul Campanile di Gaeta* sarà stampata senza immagini, anche se il Vernazza aveva fatto rilevare il monumento da Giuseppe Verani e se tra le sue carte sono i disegni della pianta e dell'alzato e una incisione di Luigi Valperga della base dell'antico campanile. Infatti le *Tre iscrizioni latine di un edificio de' bassi tempi in Gaeta* fatte stampare dal Vernazza nel 1807 a Torino presso Vincenzo Bianco erano state murate sui pilastri della base del Campanile che secondo lo studioso doveva essere stata originariamente l'atrio dell'antica Cattedrale. Nelle lettere di risposta del Brizio compaiono invece le notizie riguardanti l'ambiente aristocratico torinese, i fatti politici del momento, gli incarichi istituzionali anche nelle residenze reali (7 maggio 1805), con un accenno significativo all'architetto Giuseppe Battista Piacenza per il quale erano ancora in sospeso le nomine imperiali per le Residenze e le Delizie Reali [12].

---

[11] *Appunti su Gaeta*, MS. 0278, Accademia delle Scienze di Torino. L'incisione di Luigi Valperga che riproduce la base del Campanile di Gaeta si trova nella Biblioteca Reale di Torino, *Misc. Vern.*, 76 (1).

[12] L'attenzione alle residenze coincideva con la svolta significativa della politica culturale del Governo Imperiale nei confronti del patrimonio figurativo piemontese; ne sono prove significative gli inventari «des Meubles Effets et autres objets Mobiliers» del Palazzo imperiale torinese del 1805 e del 1807 (L. Lucetta Levi Momigliano, *Due inventari del 1822,* in *Conoscere la Galleria Sabauda. Documenti sulla storia delle sue collezioni*, Torino, 1982, pp. 53-85). Per ciò che riguarda il Piacenza e le sue vicende biografiche in periodo di dominazione francese sarà indispensabile una ulteriore ricerca che metta a fuoco la sua attività sia come architetto sia come teorico: notizie importanti in questo senso si possono ricavare da una serie di documenti degli archivi francesi e torinesi: Archivio di Stato di Torino [d'ora in poi AST], Corte, *Carte di epoca francese*, II serie, busta 45: *Miscellanea Regi Palazzi*, dove Piacenza compare come Architetto imperiale e Prefetto della Palazzina di Stupinigi; Archives Nationales, Paris, Q2 940 (Microfilm di due bobine). Per Piacenza teorico non va dimenticato che il III e il IV volume del suo Baldinucci usciranno a Torino nel 1813 e nel 1814.

I primi mesi del 1806 segnano per il Vernazza il ritorno in Piemonte che avviene lentamente con una tappa di 15 giorni in maggio a Roma dove Vernazza visita le antichità, le basiliche più importanti e soprattutto consulta i fondi di alcune biblioteche come la Vaticana, la Casanatense, la Corsini e quella dell'Oratorio dei Filippini.

In patria (il Vernazza sarà ad Alba definitivamente nel luglio) lo aspettava la notizia che Prospero Balbo (rettore dell'Università imperiale dal 1805) aveva proposto il suo nome per la nomina a primo sottobibliotecario dell'Ateneo torinese in assenza di Carlo Denina, impegnato a Berlino come sottobibliotecario imperiale. La proposa di Prospero Balbo di introdurre Giuseppe Vernazza nel suo progetto di rivitalizzazione e riforma dell'Università torinese dà inizio alla collaborazione e alla profonda amicizia intellettuale tra i due personaggi, anche se sarà la causa, come ha scritto Gian Paolo Romagnani [13], delle drammatiche vicende che vedranno Vernazza al centro dell'attacco sferrato dai medici dell'Università contro Prospero Balbo e il suo entourage, accusato di essere troppo legato ai circoli sabaudisti e quindi impegnato in una pericolosa trama contro il governo francese. Di questa vicenda che culminò negli arresti domiciliari del Vernazza dal 15 giugno 1807 al 14 maggio 1808 parla diffusamente il maggior biografo ottocentesco dello studioso albesano.

Lo storico Gaudenzio Claretta, spiegando con queste parole le ragioni dell'arresto («L'essersi dunque recato in alcune città d'Italia, l'aver avuto un abboccamento coi principi spodestati, furono l'ineluttabil causa del suo arresto, provocato dal sospetto che ebbe il Ministero che il Vernazza tenesse corrispondenza colla casa di Savoia, pregiudizievole al nuovo stato delle cose»), elenca i personaggi illustri che, oltre a Prospero Balbo e ad Angelo Saluzzo, aiutarono il Vernazza sia dal punto di vista finanziario sia con l'appoggio presso il governo imperiale della sua candidatura per l'impiego all'Università [14]. È a questo proposito significativo ciò che Tommaso Valperga di Caluso scrive dal Castello di Masino allo studioso il 29 luglio 1806: «Quanto le dissi per appoggiarla fu necessaria conseguenza della stima, dell'opinione che ho di lei che credo veramente siccome per molte altre cose, così ottimo per riempire l'impiego di bibliotecario così segnalatamente bene con lustro e distinzione come si conviene a chi presiede ad una biblioteca primaria» [15].

---

[13] G.P. Romagnani, *Prospero Balbo intellettuale e uomo di stato (1762-1837)*, II, *Da Napoleone a Carlo Alberto (1800-1837)*, Torino, 1990, pp. 100-123.

[14] G. Claretta, *Memorie...* cit., 1862, p. 219.

[15] G. Claretta, *Memorie...* cit., 1862, p. 220.

Analoghi riconoscimenti arrivavano al Vernazza da altri stati e da altre istituzioni culturali italiane anche durante la sua prigionia: del 31 ottobre 1807 è infatti l'attestato di nomina a socio ordinario della Classe di Letteratura dell'Accademia di Livorno che si adoperava per «l'aumento e perfezione delle Scienze Lettere ed Arti» [16]. Lo studioso ritornerà libero nel maggio del 1808: da poco era stato nominato Grand Maître dell'Università imperiale Louis Fontanes, legato all'ambiente cattolico e conservatore e quindi ben disposto ad appoggiare la politica di Prospero Balbo e ad aiutarlo a reintegrare come funzionari imperiali personaggi ancora fedeli all'ancien régime e alla riforma universitaria amedeana del 1729. Alla liberazione del Vernazza segue quasi automaticamente la richiesta ufficiale di Prospero Balbo a Parigi di poter impiegare nell'Università lo studioso, «homme de lettres très distinguè et grand bibliographe», la risposta affermativa del 16 luglio del Ministro dell'Interno francese e il 19 ottobre la firma di accettazione del decreto di nomina a sottobibliotecario in assenza dell'abate Denina [17].

L'attività del Vernazza, il quale dimostrò subito di già ben conoscere i fondi della Biblioteca, si concentrò sul riordinamento e sulla catalogazione dei libri, sul funzionamento e la apertura al pubblico per la consultazione ed i prestiti, in attesa di un regolamento definitivo per il quale Prospero Balbo avrebbe voluto attenersi ai principi normativi dell'Università amedeana e ai modelli delle grandi biblioteche europee contemporanee. Molte lettere del Vernazza relative al 1810, si riferiscono ad un suo progetto di abbellimento dei locali della biblioteca, progetto redatto dall'architetto Castelli e per il quale Prospero Balbo opponeva i problemi di bilancio che affliggevano la gestione degli stabilimenti scientifici dell'Università. Il Vernazza aveva individuato dove localizzare l'entrata («per la sala che si trova in fondo della Galleria in capo alla scala. Già sopra la porta sta una tavola di marmo di Como con lettere di bronzo dorato dicenti BIBLIOTHECA»); secondo il disegno del Castelli poi, l'ingresso avrebbe dovuto essere fiancheggiato da due colonne doriche di marmo verde

---

[16] L'originale del Diploma si trova in BIBLIOTECA NAZIONALE DI TORINO, *Miscellanea Vernazza* (K3, V. 17), fascicolo: *Documeti riguardanti Vernazza.*

[17] Per la nomina del Vernazza, la sua prima attività nella Biblioteca dell'Università, la sua collaborazione con Prospero Balbo, *Carteggio Balbo-Vernazza* in *Miscellanea Vernazza* K3. V. 17, Fasc. 3, BIBLIOTECA NAZIONALE DI TORINO; *Carteggio Balbo-Vernazza*, Lettere dal.23916 al23935; dal 6123 al 6204, ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO; *Rapporti con Ministeri, Università, Categoria 7, Classe unica*, Mazzo 305, Fasc. 3 (*Biblioteca Universitaria, 1798-1813*), ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO; Lettere dal n. 36 al 176 in *Miscellanea Vernazza* I; dal 19 al 164 in *Miscellanea Vernazza 3*; Fogli dal n. 55 al 209, in *Miscellanea Vernazza 5*, BIBLIOTECA REALE DI TORINO.

di Susa sopra un plinto di marmo bianco di Pont e con un capitello di bronzo come quello per la cappella del SS. Sudario. Alla ricerca di queste colonne in territorio subalpino aveva collaborato il conte Carlo Salmatoris Rossilion Intendente generale dei Beni della Corona al di là delle Alpi, responsabile, per desiderio di Napoleone, del Cerimoniale della nuova Corte e Prefetto di Palazzo dal 1810. A lui l'architetto Carlo Randoni avrebbe dedicato nel 1813 il suo scritto *Degli ornamenti dell'architettura e delle loro simmetrie colle regole teorico-pratiche per ben profilare ogni genere di cornici*, e avrebbe ricordato nella prefazione come il Salmatoris avesse donato i marmi destinati a decorare la Biblioteca imperiale di Torino [18].

Negli stessi mesi Prospero Balbo e Giuseppe Vernazza mettevano a punto un progetto per una scuola di paleografia e diplomatica in seno alla biblioteca ed una raccolta di *Rerum Subalpinorum Scriptores*, di cui il Piemonte mancava ancora nei confronti della Francia e degli altri stati italiani. Essi contavano sulla collaborazione di altri personaggi che operavano allora sia all'interno sia all'esterno dell'istituzione universitaria. In primo luogo vi era il conte Luigi Amedeo di Gattinara [19], direttore generale degli archivi in periodo di dominazione francese, il quale condivideva con il Vernazza la trepidazione per la sorte delle carte d'archivio torinesi che si temeva potessero essere trasportate a Parigi e contemplava la possibilità di cedere alla Biblioteca universitaria il fondo Bertola [20] che comprendeva oggetti e strumenti scientifici di grande

---

[18] Significativa nella prospettiva di questo progetto la *Lezione accademica intorno alla storia dell'Università di Torino pronunciata da Prospero Balbo il 30 novembre 1808*. Fu pubblicata soltanto nel 1825 in «Memorie dell'Accademia delle Scienze», vol. XXIX (1825), pp. 223. Per una lettura della Memoria, G. P. ROMAGNANI, *Prospero Balbo...* cit., II, 1990, pp. 164-167. Per il Salmatoris e i suoi rapporti eruditi con il Vernazza anche in periodo di ancien régime: Lettere nn.13821-13824, ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO. Il Salmatoris nel 1788 aveva chiesto al Vernazza di comporre le iscrizioni per i ritratti dei sovrani e dei ministri nel Gabinetto della Pace del suo Palazzo a Cherasco.

[19] Per le notizie biografiche di Gaspare Giuseppe Luigi Amedeo Gattinara, G. MANNO, *Il patriziato subalpino*, ms., vol. 12, p. 224. Dal 1809 fu preposto agli archivi di Corte, dove, grazie alle sue conoscenze sulle memorie patrie, riuscì a salvare molti documenti: si adoperò insieme a Giovanni Simondi, segretario degli Interni e suo collaboratore agli Archivi, per procurare alla Biblioteca dell'Università retta dal Vernazza fondi importanti quali la collezione dell'abate Bernardo De' Rossi (professore a Parma), ricca di manoscritti e di codici in lingue orientali; la collezione venne invece acquistata dalla duchessa Maria Luigia per la Biblioteca Palatina di Parma.

[20] Lettera di Prospero Balbo a Giuseppe Vernazza (19 settembre 1810): il Balbo propone al Vernazza di chiedere agli Archivi la Biblioteca Bertola dotata di lettere interessanti per la collezione epistolare che il Vernazza aveva intrapreso nella Biblioteca e di strumenti scientifici provenienti anche dall'Accademia del Cimento, preziosi per il Gabinetto di Fisica dell'Università.

interesse e documenti di argomento letterario utili per una scuola di paleografia. Inoltre proprio a questo proposito si facevano i nomi di valenti giovani studiosi come Lodovico Costa [21] e Lodovico Sauli d'Igliano [22], entrambi vicini al Vernazza per l'amore per gli studi letterari e frequentatori assidui dell'istituzione universitaria. Proprio attraverso di loro il Vernazza riusciva a tenere i contatti con famosi studiosi europei ai quali inviava le copie dei codici più rari della biblioteca torinese.

Era questo per il Vernazza un momento di grande impegno segnato anche dalla nomina il 1° maggio 1809 a membro dell'Accademia delle Scienze per la Classe di Letteratura e Belle Arti. Gli interventi dello studioso alle sedute accademiche iniziano con la sua «prima parlata» del 18 marzo 1810 [23] nella quale, rifacendosi alla tradizione settecentesca della istituzione, il Vernazza si ricollega idealmente ad alcuni illustri fondatori come il Lagrange, Angelo Saluzzo, Prospero Balbo e ricorda come nel 1805, quando per la prima volta era stato proposto il suo nome, avesse presenziato e sostenuto la sua candidatura lo stesso generale Menou. Dopo avere quindi ribadito un collegamento ideale con la tradizione culturale e scientifica subalpina di fine '700 e la propria disponibilità a lavorare all'interno dell'Accademia imperiale, il Vernazza intraprendeva una collaborazione attiva con interventi e memorie sui manoscritti della Biblioteca universitaria, con studi bibliografici e paleografici e con l'illustrazione delle epigrafi dei monumenti studiati a Gaeta. Nel suo primo discorso accademico Giuseppe Vernazza faceva riferimento ad un personaggio prestigioso non torinese divenuto socio straniero della Classe di Scienze morali storiche e filologiche: era Luigi Lanzi che il Vernazza aveva conosciuto a Torino nel 1793 in occasione del viaggio nel «Genovesato e nel Piemontese» dello storico fiorentino e in seguito incontrato a Firenze nel 1805 [24]. L'aggregazione di Luigi Lanzi all'Accademia torinese coincide con la stampa in edizione definitiva della *Storia pittorica d'Italia* che contiene alcune puntuali ed aggiornate osservazioni sul progresso delle arti e su alcune importanti novità, così chiaramente espresse:

---

[21] Per Lodovico Costa ed i suoi rapporti con il Vernazza, P. ASTRUA, *Lodovico Costa e il dibattito sulle arti in Piemonte nella prima Restaurazione*, in *Conoscere...* cit., 1982, pp. 53-85.

[22] Per Sauli d'Igliano, il suo ruolo di bibliotecario degli Archivi ed i suoi studi sotto la guida del Vernazza, *L'opera cinquantenaria della R. Deptazione di Storia Patria di Torino*, Torino, 1884, pp. 373-375.

[23] *Prima parlata di Giuseppe Vernazza Freney nell'Accademia imperiale di Torino.* Domenica 18 marzo 1810, *Mémoires de l'Académie Imperiale des Sciences Littérature et Beaux Arts de Turin, pour les années 1809-1810*, Torino, 1811, pp. 160-163.

[24] *Viaggio pel Genovesato e il Piemontese di Luigi Lanzi*, a cura di G. C. SCIOLLA, Treviso, 1984.

«il trasporto dei principi per le belle arti,... l'uso di esporre in pubblico le pitture alla vista di un popolo, i pubblici premi dati a' più meritevoli di qualunque nazione essi siano, e accompagnati da' componimenti de' letterati e da feste pubbliche in Campidoglio ...». Queste riflessioni, anche se riferite nel testo del Lanzi all'ambiente romano, restituiscono molto bene la viva attenzione dei membri dell'Accademia torinese per il ruolo degli artisti e delle arti figurative in Piemonte in quegli anni [25].

Dalla lettura dei Verbali e delle Memorie dell'Accademia delle Scienze, dei cataloghi delle due Esposizioni del 1811 e 1812 [26], tenute nelle sale dell'Accademia stessa, dell'epistolario e delle carte manoscritte del Vernazza emerge un progetto organico che, articolandosi alternativamente all'interno delle due istituzioni, l'Accademia e l'Università, attribuisce alle immagini ed alle arti del disegno molteplici finalità e significati. Sin dal luglio 1810 il Vernazza aveva fatto collocare nell'atrio dell'Università i due busti di Carlo Emanuele III e Vittorio Amedeo III per poi sistemare nella sala manoscritti della Biblioteca l'immagine scolpita di Vittorio Amedeo II fatta trasportare in città dalla Basilica di Superga. A queste significative presenze si affiancava in una delle sale di consultazione il ritratto del Terraneo [27] disegnato a matita da Ettore Vernazza, inciso da Luigi Valperga per il *Salon des Beaux Arts et Manufactures à Turin* nel 1812 [28]; i ritratti del Conte Bogino, del botanico Carlo Allioni dipinti dal Revelli, il busto di Angelo Saluzzo scolpito da Amedeo Lavy rappresentavano ai Salons le immagini dei «Piemontesi illustri», continuamente presenti, come ha ricordato Luciano Guerci nel suo intervento, anche negli articoli dei periodici subalpini degli stessi anni, e convivevano accanto a quelle di Napoleone e del principe Camillo Borghese e dei componenti della corte imperiale. Non a caso Giuseppe Vernazza e Lorenzo Pêcheux sottoscrivevano insieme una accurata descrizione di un ritratto a figura intera del principe Borghese scolpito in avorio ed ebano

---

[25] F. Castelnuovo - C. Ginzburg, *Centro e periferia*, in *Storia dell'Arte italiana*, I, *Questioni e metodi*, pp. 287-297, soprattutto per l'attenzione degli autori ad alcuni concetti settecenteschi e winckelmanniani riguardo al progresso delle arti.

[26] *Académie de Turin, XV Août 1811. Exposition d'ouvrages de Beaux Arts et Manifactures: Salon de Beau Arts ed Manifactures à Turin a la St. Napoléon 1812*, Archivio storico comunale di Torino, *Coll. Simeom.*

[27] Accademia delle Scienze di Torino, Mss.1194 e 1217; Biblioteca Reale di Torino, *Miscellanea Vernazza 3*, fogli 47-70.

[28] Per le Esposizioni del 1811 e del 1812, V. Natale, *Le Esposizioni a Torino durante il periodo francese e la Restaurazione*, in *Arte di Corte a Torino da Carlo Emanuele III a Carlo Felice,* a cura di S. Pinto, Torino, 1987, pp. 260-266.

nero da Francesco Tanadei e proponevano l'opera ai «sodales» dell'Accademia per l'attribuzione di una medaglia d'oro all'artista [29]. Le immagini proposte dalle Esposizioni dei 1811 e 1812 [30] rispecchiavano molto bene la situazione di compromesso tra il nuovo gruppo al potere e la antica aristocrazia intellettuale sabauda: è evidente che con il benestare di Camillo Borghese, governatore dei dipartimenti ai di là delle Alpi (a Torino dall'aprile del 1808) e di Alessandro Lameth, prefetto del dipartimento del Po dall'aprile 1809, Prospero Balbo e il suo entourage trovassero facilmente un varco per riaffermare l'efficacia delle istituzioni culturali subalpine di tradizione settecentesca e la volontà di aprirle alla promozione di nuovi progetti. Dall'epistolario del Vernazza emerge in modo chiaro come questo gruppo di intellettuali fosse impegnato in prima persona nell'organizzazione delle Esposizioni del 1811 e 1812 in onore dell'Imperatore. Il Vernazza da parte sua faceva parte di una commissione preposta alla scelta e alla collocazione degli oggetti per il Salon de Beaux Arts et Manufactures del 1812. La commissione era formata da tutti i membri ancora in vita dell'antica Accademia Reale di Belle Arti, dagli artisti Membri dell'Accademia Imperiale delle Scienze, Lettere e Belle Arti e da qualche *amateur* scelto all'interno dell'Accademia stessa e avrebbe dovuto decidere della distribuzione di medaglie di incoraggiamento ai dilettanti e agli artisti non docenti [31]. A questo proposito, un appunto accompagnato da una firma difficile da decifrare, conservato nel *portefeuille* del Vernazza propone alcuni criteri di valutazione degli oggetti esposti e degli autori presenti. Chi scrive riflette sulle «qualità indispensabili e relative per riuscire eccellenti Maestri nelle bell'arti». E le identifica con una «intrinzeca, e soda cognizione nella sintassi del disegno, contorni, e costruzione del corpo umano; nella proporzione, e forme in generale, nella bellezza, prospettiva, ed ottica, sopra qualunque oggetto da rappresentarsi nelle rispettive produzioni». Si fanno anche alcuni nomi degni di essere scelti «ad eccettuazione di tutte l'opere dei professori Maestri, e di quelli, che già godono impieghi, e sono stati graduati o dal Magistrato o dal Governo»: Luigi Vacca, Angelo Boucheron e Pietro Palmieri figlio. Inoltre compaiono nell'elenco Sofia Giordano Le Clerc (per il ritratto del Prof.

---

[29] ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO; *Carte Vernazza,* MS 1088, Verbali dell'Accademia delle Scienze, Classe di Letteratura e Belle Arti, Anni 1806-1814, Seduta del 4 giugno 1812.

[30] Non vanno dimenticate di M. CHIANTORE E FIGLIO: *La posa della prima pietra del Ponte di Po nel 1810 con veduta della campagna e delle colline ad est di Torino* e la *Veduta del nuovo ponte, della campagna e delle colline a est di Torino* (entrambe del 1812).

[31] BIBLIOTECA NAZIONALE DI TORINO, *Miscellanea Vernazza*, ms. K3. V. 17, Foglio 90.

Vassalli), Amedeo Lavy e Vincenzo Revelli [32]. Viene anche ricordato Ferdinando Balbo (secondogenito di Prospero Balbo) il quale, proprio nel 1812 era partito con l'Armata imperiale per la campagna di Russia e nel 1813 sarebbe morto durante la disastrosa ritirata. Giovane colto e sensibile anche nei confronti delle arti figurative (era stato nel 1802 con Massimo d'Azeglio nello studio di Fabre) aveva presentato all'Accademia delle Scienze un *Ragionamento sovra lo stato attuale della scuola fiorentina e delle Belle Arti* in Toscana e aveva presentato alla Esposizione del 1812 alcune miniature ed un disegno da Pêcheux [33].

Tra il 1812 e il 1813 molte delibere accademiche riguardano le arti figurative. Il 4 giugno 1812 su proposta di P. Balbo si forma una giunta di sette persone tra le quali compaiono Prospero Balbo (direttore della Classe di Letteratura e Belle Arti), Cesare Saluzzo (segretario) e Francesco Galeani Napione (bibliotecario) per stendere un piano di lavoro per la pubblicazione dei *Monumenti subalpini di antichità e Belle Arti* [34]. Il progetto coinvolgeva anche l'Università che avrebbe dovuto sostenere la spesa dei disegni e delle incisioni su rame. Ancora il 25 giugno il Vernazza proponeva che il tema per il concorso accademico del 1814 riguardasse «la sola arte del disegno», e che trattasse un fatto storico scelto dall'artista «fra le azioni di Sua Maestà l'imperatore».

Si indicavano le tecniche (incisione su rame a bulino, senza l'aiuto di acquaforte), le dimensioni, il numero delle figure e, premesso che il concorso sarebbe stato aperto anche ad artisti stranieri, si precisava che il vincitore avrebbe dovuto essere non solo l'esecutore, ma anche l'inventore e il disegnatore dell'iconografia [35].

L'attenzione alle tecniche dell'incisione e al collezionismo da parte delle istituzioni trova testimonianza anche in una lettera a Prospero Balbo del maggio dello stesso anno in cui il Vernazza scriveva di aver ricevuto dal marchese Morozzo un saggio di incisione all'acquaforte di Giuseppe Piaggio (genovese), una copia da Marcantonio Raimondi, da conservare nella collezione di stampe della Biblioteca universitaria torinese, che lo studioso aveva intenzione di riordinare. Il Piaggio a Parma aveva presentato i suoi lavori a Vivant Denon ed

[32] ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO, *Carte Vernazza*, ms. 1093. Il 17 febbraio Luigi Richeri legge ai sodales dell'Accademia *La sala delle Belle Arti e Manifatture in Torino nella festa di San Napoleone 1812, poeticamente descritta da Luigi Richeri*.

[33] Per Ferdinando Balbo, G. P. ROMAGNANI, *Prospero Balbo...* cit., II, 1990, pp. 232-235.

[34] *Verbali della Classe di Letteratura e Belle Arti*, Seduta del 4 giugno 1812, ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO.

[35] ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO, *Verbali...*, seduta del 25 giugno 1812.

era in attesa di un giudizio dell'illustre personaggio sulla sua opera [36]. Altro elemento di novità, espresso da Luigi Lanzi ed anche evidenziato dalle due Esposizioni nelle sale dell'Accademia delle Scienze, era l'attenzione per il ruolo delle arti del disegno applicato all'industria: l'8 luglio del 1813 il Vernazza riceveva da parte della Camera di Commercio, attraverso la mediazione dell'Avv. Paolo Raby, il compito di definire e proporre l'iconografia per una medaglia gettone di presenza dell'Accademia delle Scienze: l'artista incaricato del conio era Amedeo Lavy a cui Vernazza proponeva modelli per l'immagine del «Genio» per il quale, secondo lo studioso, occorreva ispirarsi a monete imperiali romane, non dei bassi tempi, per una definizione corretta e organica della figura. La Camera di Commercio intendeva con questo progetto promuovere l'Industria e il Commercio, e il Vernazza interveniva con la sua preparazione in campo numismatico e iconografico per proporre buoni modelli [37].

Se dunque gli anni dal 1810 al 1813 furono di intensa attività all'interno di due istituzioni, l'Accademia e l'Università, legate in quel periodo da un progetto comune di recupero e tutela delle memorie patrie anche in campo figurativo, negli stessi anni vedono la luce due scritti del Vernazza che in qualche modo raccolgono ed evidenziano i frutti di questa ricerca e il significato del progetto. Le due opere sono ripettivamente la *Recensio nummorum qui Segusii anno MDCCXII mense september sunt reperti, facta ab Josepho Vernazza de Freney Academiae Imperialis Taurinensis Scientiarm Litterarum et Artium Sodali* (Torino presso Vincenzo Bianco 1813) e la Vita di *Giambattista di Savoia Principe del sangue e notizie delle sue monete. Libri tre di Giuseppe Vernazza di Freney, letti in febbraio e marzo 1813* (per Felice Galletti). La prima opera è una specie di catalogo delle monete ritrovate in Susa nel settembre 1812 e affidate dal prefetto Lameth all'Accademia delle Scienze affinché una commissione, della quale facevano parte, tra gli altri, il Vernazza e il direttore del Museo di Antichità, l'abate Barucchi, le esaminasse. Dal settembre 1812 quindi fino all'aprile 1813, momento della stampa definitiva, Prospero Balbo, come Retto-

---

[36] ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO, *Carte Vernazza*, MS. 1083.

[37] ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO, *Verbali della Classe di Letteratura e Belle Arti (1806-1814)*, Seduta dell'8 dicembre 1813; ms. 1096. Il Raby era stato Segretario dell'Accademia subalpina di storia e belle arti ristabilita nel 1800. (AST, Corte, *Carte di epoca francese, serie I, Finanze*, mazzo 45, fasc. 8). Dal *ms. Patetta* 1235 della BIBLIOTECA VATICANA (devo la segnalazione alla cortesia di Gian Paolo Romagnani) risulta che l'Accademia Subalpina era succeduta a quella degli Unanimi per poi confluire nella Classe di Letteratura e Belle Arti dell'Accademia delle Scienze. La sua attività durò dal 26 marzo 1801 al 5 settembre 1802 nelle Sale dell'Accademia delle Scienze di Torino.

re dell'Università, si fa promotore dell'opera affidando al Vernazza il compito di esaminare le monete ritrovate nella contrada imperiale della città nuova di Susa, prima di formare la commissione, patrocinata dal Consiglio universitario. La relazione finale sul ritrovamento avrebbe dovuto essere comunicata al prefetto Lameth e alla Classe di Letteratura e Belle Arti dell'Accademia delle Scienze per poter essere stampata tra il gennaio e il maggio del 1813. Il Prefetto Lameth e il principe Camillo Borghese, che avevano permesso la conservazione dei preziosi monumenti, offriranno nel luglio 1813 le monete al Museo dell'Università di Torino e ad essi venne dedicata significativamente l'opera a stampa: ad Alessandro Lameth per aver evitato la dispersione della raccolta e al principe Camillo Borghese per la sua «Providentia Conservatrix» e, comunque, per la loro attenzione al patrimonio storico artistico e alle istituzioni culturali subalpine [38]. L'opera a stampa presenta in qualche esemplare una antiporta con il ritratto del Vernazza inciso dal disegno del busto scolpito da Amedeo Lavy ed esposto al Salon des Beaux Arts del 1811 per il giorno onomastico di Napoleone. L'incisione, come scrive il Balbo nel giugno del 1812, era stata realizzata dal giovane allievo del Vernazza, Lodovico Costa, ed era destinata, oltrechè ad essere esposta nel Salon del 1812, ad essere unita agli esemplari della *Recensio* dedicati al Príncipe Borghese, al Lameth, ai letterati ed agli amici. Il frontespizio inoltre presenta l'Arco di Susa disegnato dal Bagetti e inciso da Luigi Valperga. Come già ha osservato Paola Astrua [39], la *Recensio* si ricollega in maniera conseguente alla memoria *Della moneta secusina* pubblicata a Torino nel 1793 dallo stesso Vernazza, non solo per il tema, ma anche per il frontespizio che recava la medesima incisione dal disegno dell'Arco di Susa del Bagetti. Riappropriarsi delle antichità secusine e dell'immagine bagettiana voleva dire riconfermare una linea di ricerca che in *Ancien Régime* aveva visto artisti come Bagetti, Luigi Valperga, Antonio Maria Stagnon ed eruditi come il Galeani Napione e il Vernazza stesso impegnanti nella illustrazione delle memorie patrie.

La seconda opera, dedicata ad un principe sabaudo ed alle sue monete, sembra ribadire quanto il Napione l'anno prima aveva affermato nelle sue *Osservazioni intorno ad alcune antiche monete del Piemonte*: «Ma le monete,

---

[38] Per questa vicenda, *Carteggio Balbo-Vernazza*, lettere dal n. 6135 al 6230, ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO.

[39] P. ASTRUA, *Della moneta secusina* (schede nn. 143, 143a) in *I rami incisi dell'Archivio di Corte: sovrani, battaglie, architetture, topografia,* Catalogo della Mostra a cura dell'ARCHIVIO DI STATO DI TORINO, Torino, 1981, pp. 284-286.

considerate come monumenti gloriosi della grandezza, della potenza, e delle imprese dei Principi, che le fecero coniare, come una prova dell'antichità delle famiglie sovrane, di molti fatti della storia, e de' progressi delle arti del disegno, e come soggetto di erudite ed importantissime ricerche dirette ad illustrare segnatamente i tempi di mezzo è cosa utile che vengano studiate da chi ha le cognizioni necessarie per farlo»[40]. Sul frontespizio della vita di Giambattista il Vernazza fece incidere dal Chianale su un ovale nero la frase ciceroniana: «Studio illustrium hominum aetates ac tempora persequendi», quasi a voler ribadire il senso delle affermazioni del Napione. Nella Prefazione il Vernazza scriveva di voler offrire all'Accademla delle Scienze i tipi incisi di cinque monete fatte coniare da Giambattista di Savoia, del quale principe egli desiderava ricostruire le vicende biografiche anche attraverso i preziosi documenti da lui stesso ritrovati durante gli studi giovanili presso gli archivi di corte. Le cinque monete riprodotte in incisione da Luigi Valperga si riferivano al periodo, compreso tra il settembre 1581 e l'agosto 1582, in cui il Principe sabaudo era stato destinato da Carlo Emanuele I al padronato dell'Abbazia di S. Benigno di Fruttuaria. Ma l'opera è in realtà un intreccio più complicato di spunti e motivazioni che, ancora una volta ci riportano alla moneta secusina e agli studi settecenteschi dell'autore. Per un verso il Vernazza si proponeva di tracciare la vita del Principe sabaudo attraverso le testimonianze di alcune monete e delle sue ricerche giovaniIi d'archivio, in secondo luogo di ripercorrere le vicende degli studi settecenteschi sulle monete dei Reali di Savoia e infine di dare notizie dei tipi fatti coniare dagli antichi abati di S. Benigno. Il Vernazza prendeva le mosse dall'iconografla delle cinque monete del principe sabaudo da lui rintracciate nel Gabinetto di Sua Maestà e in prestigiose collezioni private, o a lui date in dono da illustri personaggi, come aveva fatto ad esempio nel 1804 Carlo Vittorio Ferrero della Marmora[41], vescovo di Casale e discendente appunto di alcuni antichi abati di Fruttuaria.

Nelle carte manoscritte del Vernazza, conservate presso la Biblioteca Reale di Torino, un intero volume di appunti è dedicato alle vicende di Giambattista e rivela come il Vernazza dagli anni Novanta del Settecento raccogliesse notizie

[40] *Mémoires de l'Académie Impériale des Sciences, Littérature et Beaux Arts de Turin pour les Années 1809-1810*, Turin, 1811, pp. 181-288.

[41] Carlo Vittorio Ferrero della Marmora aveva segnalato a Lodovico Costa alcune monete di Tortona; il Costa definito dal Vernazza «uno dei più eletti giovani che siensi esercitati nella necessaria paleografia» avrebbe infatti nel 1814 pubblicato il *Chartarium Derthonenense nunc primum editum e codice Regiae Taurinensis Bibliothecae e la Cronaca di Tortona pubblicata per la prima volta*.

documentarie sull'argomento rivolgendosi a prestigiose istituzioni e a studiosi illustri di altri stati, come Gaetano Marini (prefetto degli archivi pontifici), Ubaldo Belli (prefetto dell'archivio segreto della Dateria Apostolica) e il bolognese Zanetti. Grazie a questa massiccia raccolta di dati, alla analisi iconografica dei cinque tipi, e al confronto con tre monete fatte coniare da tre antichi abati di Fruttuaria (Bonifacio, Sebastiano e Ferdinando, vescovi di Ivrea) il Vernazza rifletteva sull'immagine di San Benigno, sui tre diversi modi di rappresentare il Santo, e arrivava a concludere come in Piemonte nel corso del Cinquecento le immagini di S. Benigno, di S. Tiburzio e di S. Teonesto, continuamente ricorrenti nella zecca subalpina, fossero state presumibilmente tratte da una iconografia comune. Questa ipotesi era frutto delle diffuse conoscenze dello studioso sulla zecca del Piemonte ed è significativo ritrovare tra le sue carte tutti i probabili riscontri iconografici che significativamente si concludono con una immagine di San Benigno incisa nel 1804 da Antonio Maria Stagnon per volere dell'ultimo abate di Fruttuaria, Giacomo Valperga: l'immagine ingrandita, ma tratta dalle monete, presenta il Santo in trono con abiti ecclesiastici con la mano destra benedicente e la palma del martirio [42]. Dopo l'esemplare lettura filologica dell'immagine, la trascrizione dei documenti d'archivio, l'analisi delle monete come strumenti ausiliari dello studio della storia e allo stesso tempo testimonianze delle arti del disegno, il Vernazza traccia una storia della collezione di monete dei sovrani sabaudi ricollegandosi idealmente al momento della stampa della moneta secusina quando aveva dovuto rinunciare a pubblicare accanto al testo i disegni peraltro già da lui preparati dei tipi delle monete del Gabinetto del sovrano. Non a caso nella vita di Giambattista di Savoia lo studioso pubblicava una rara moneta del conte Edoardo (di Savoia) che era stata da lui descritta, ma non «delineata» nell'opera dedicata alla zecca di Susa. Per quanto riguarda le vicende del collezionismo numismatico di Casa Savoia lo studioso si rifaceva al momento in cui nel 1755 il Ministro Morozzo (primo Segretario di Stato per gli Affari Interni, Riformatore dell'Università degli Studi di Torino e Consigliere e Controllore di Regie Finanze sotto Carlo Emanuele III), dopo aver iniziato a riordinare le monete coniate dai Savoia e quelle che, vietato il commercio nel 1755 delle monete sabaude antiche, vennero portate al cambio e da lui esaminate, fu costretto ad abbandonare il progetto per eccessivo carico di lavoro, affidandolo prima al Conte Orsini d'Orbassano, poi all'abate Berta (bibliotecario dell'Università) e infine al

[42] Biblioteca Reale di Torino, *Miscellanea Vernazza*, 34.

Vernazza stesso, diventato nel 1780 segretario di Stato. Ma anche il Vernazza aveva dovuto abbandonare il progetto quando era stato ufficialmente incaricato della custodia dell'archivio dei Gesuiti: da quel momento il materiale numismatico ed i disegni delle monete erano passati attraverso varie mani fino a quando non erano stati destinati dal Governo Provvisorio piemontese alla Biblioteca dell'Università dove il Vernazza li avrebbe poi ritrovati in periodo imperiale. Ma negli anni Novanta gli studi erano proseguiti grazie al Galeani Napione che, come Soprintendente alla Perequazione e al Censimento, si occupava della zecca e al Vernazza il quale, dedito agli studi sopra la storia della Real Casa, si dedicava non solo alle vicende della monetazione sabauda, ma anche a quelle della zecca di Susa, di Asti, di Ivrea e di Tortona. Inoltre il Vernazza dopo la morte del Berta e dopo che la collezione era stata venduta a Vittorio Amedeo III, aveva classificato la raccolta di monete dei bassi tempi dell'abate.

Le due opere del Vernazza del 1812 erano dunque l'ideale e coerente prosecuzione delle ricerche degli anni Novanta del Settecento sulla Moneta secusina; allo stesso modo le *Osservazioni intorno ad alcune monete del Piemonte* del Galeani Napione (lette all'Accademia delle Scienze il 20 maggio 1812) sono da collegare al regio incarico affidatogli nel lontano 1787 di scrivere la *Storia delle monete nelle zecche de' Reali Principi di Savoia battute sia ai tempi più recenti*, e al viaggio del 1791 a Modena, Bologna, Firenze e Roma intrapreso per studiare l'antico e le raccolte numismatiche delle principali città. E come in quei lontani anni il Napione aveva insieme a Prospero Balbo incoraggiato il Vernazza a pubblicare la sua opera, malgrado il rifiuto del sovrano a concedergli di pubblicare i tipi delle antiche monete in Susa, così ancora nel 1812 le *Osservazioni* del Galeani rappresentavano una sorta di introduzione e di inquadramento storiografico alla più specifica e circostanziata trattazione del Vernazza.

Nel frattempo la Classe di Letteratura e Belle Arti dell'Accademia delle Scienze veniva coinvolta in un progetto di portata europea. Nella riunione del 23 giugno 1812 veniva data lettura di due decreti imperiali del 22 Maggio e del 10 giugno dello stesso anno [43]. Il primo, emesso dall'Imperatore dal campo di battaglia di Wurtchen e trasmesso al Direttore della Classe Prospero Balbo dal generale Alessandro Lameth, prefetto del Dipartimento del Po, ordinava l'erezione di un monumento sul Moncenisio per testimoniare la riconoscenza

[43] ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO, *Verbali della Classe Morale*, vol. II (1806-1814), seduta del 23 giugno 1813.

di Napoleone verso i popoli di Francia e Italia che avevano assicurato l'integrità dell'Impero e dei suoi alleati [44]; nel secondo invece l'Imperatrice Maria Luisa formalizzava gli articoli del Decreto che davano incarico agli Istituti di Francia e del Regno d'Italia, alle Accademie di Roma, di Amsterdam, di Torino e di Firenze di presentare i progetti per il monumento, progetti che avrebbero dovuto essere poi trasmessi a Parigi entro il 1° novembre e che avrebbero dovuto avere come obbiettivo principale «un avantage d'utilité publique». Nella medesima seduta la Classe guidata da Prospero Balbo deliberava di formare dal suo seno una giunta composta da alcuni membri delle due classi accademiche e più precisamente da Lorenzo Pêcheux, Giuseppe Vernazza, Modesto Paroletti, il Bava di San Paolo, il Revelli e il Porporati della Classe di Letteratura e Tommaso Valperga Caluso, Vassalli Eandi, Ignazio Micheletti e il Bidone di quella di Scienze Fisiche e Matematiche. Il 23 ottobre 1813 In una seduta straordinaria delle Classi Unite Prospero Balbo presentava i risultati del lavoro della commissione e Modesto Paroletti, in sostituzione del Segretario della Classe Cesare Saluzzo, leggeva una relazione sul progetto ideato dal Balbo stesso e disegnato dall'architetto Bonsignore. Gli accademici deliberavano quindi una medaglia d'oro per il Bonsignore, una medaglia d'argento per il disegnatore Reviglio, addebitandone le spese al bilancio dell'Accademia stessa. Sappiamo poi da una lettera del Vernazza al canonico Moreni che il 30 ottobre i progetti erano partiti per Parigi per essere esaminati per primi all'Istituto di Francia. Dai verbali accademici e dalle carte del Vernazza risulta evidente come il decreto del Bonaparte, redatto all'alba del giorno seguente la battaglia che aveva visto vittoriosi gli eserciti franco-italiani sugli austro-russi, avesse impegnato profondamente i letterati e gli scienziati torinesi, consapevoli dell'importanza del progetto per il prestigio dell'istituzione subalpina anche agli occhi dell'intellettualità europea; sappiamo anche che Giannantonio Selva, su incarico di Antonio Canova, aveva fatto parte a Milano di una commissione impegnata al medesimo progetto. I disegni del Selva, che vennero scelti dal Canova stesso e che si attenevano nella sezione e nell'alzato al modello piramidale canoviano del Monumento a Tiziano, erano stati prodotti dall'architetto veneziano con un certo disinteresse dovuto alla non conoscenza, dichia-

---

[44] «L'Empereur Napoléon, sur le Champ de Bataille de Wurtchen, a ordonné l'érection de ce Monument, comme un témoignage de sa reconnaissance envers les peuples de France et d'Italie, et pour transmettre à la postérité la plus réculée le souvenir de cette époque celèbre, où en trois mois 120000 hommes ont couru aux armes pour assurer l'intégrité du territoire de l'Empire et de ses Aliés».

rata peraltro, sia del luogo a cui il monumento era dedicato sia delle motivazioni e degli scopi del progetto [45]; a Torino invece il dibattito doveva essere stato molto vivace, come risulta da ciò che è possibile rintracciare dai documenti tuttora a nostra disposizione. Due testimonianze ci sono offerte da una serie di disegni e da due relazioni che li accompagnano [46]. Benedetto Pêcheux [47] figlio di Lorenzo, manda da Parigi, dove la sua presenza è segnalata dal 1808, alcuni disegni ed una presentazione del progetto. Le parole dell'artista rivelano il desiderio di realizzare un'opera aderente ai principi dell'architettura neoclassica e nello stesso tempo ai principi illuministici della pubblica utilità. Infatti Benedetto Pêheux prende le mosse da un breve excursus sui monumenti celebrativi più famosi del mondo antico (dalla Babilonia all'Egitto alla Grecia agli archi di trionfo e alle colonne imperiali romane) ricordandone oltre alla magnificenza e alla monumentalità anche l'utilità nel campo delle scienze e delle arti; prosegue poi immaginando una forma grande, solida e semplice anche in vista dell'ambiente naturale e del clima particolare che il monumento avrebbe dovuto affrontare. Quindi passa a dare le misure, a precisarne la forma piramidale, coronata dalla testa bifronte dell'imperatore rivolta sia alla Francia sia all'Italia, e cinta alla base da un porticato di ordine dorico, destinato a difendere dalle intemperie le iscrizioni con i nomi delle città e dei cantoni alleati. Sopra il portico coronato da un fregio con metope e trifigli avrebbe campeggiato la dedica al Bonaparte ed il decreto imperiale di fondazione del monumento. Quindi Benedetto Pêcheux passa a precisare quello che era il significato concettuale dell'opera, dedicata, nella sua definizione esterna, alla gloria militare e invece, nel suo spazio circolare interno, alla illustrazione delle scienze, e in particolare alla Matematica, alla Fisica e all'Astronomia rappresentate dai nomi incisi dei più prestigiosi scienziati, dalle immagini scolpite degli strumenti di ricerca e delle scoperte scientifiche più importanti: le scienze «si presenteranno così come fiorenti all'ombra delle armi, ed avviluppate di quel mistero che deve difenderle dall'occhio e dagli attentati dei profani, e renderle più rispettabili».

Il secondo disegno anonimo (*Méditations pour l'éxécution du monument ordonné par S.M. qui devra être construit sur le Mont Cénis*) tende alla defini-

---

[45] Per il progetto del Selva e la bibliografia relativa: *Selva Giannantonio* (1751-1819), schede 1324-1325, in: *The Age of Neoclassicism* (catalogo della Mostra), London, 1972, pp. 624-626.

[46] ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO. FF 14 *Disegni e Relazioni*.

[47] Per Benedetto Pécheux, A. BAUDI DI VESME, *L'arte in Piemonte dal XVI al XVII secolo*, III, Torino, 1968, pp. 795-796.

zione di una struttura monumentale di forma cilindrica, coronata da una cupola e dalle immagini simboliche del globo e dell'aquila; pilastri corinzi, nicchie e contrafforti ne avrebbero articolato il volume, decorato dalla statua in bronzo dell'imperatore posta su un basamento in granito all'interno di una profonda nicchia, scavata sulla fascia dell'ordine principale ornato da colonne corinzie e da un bassorilievo in bronzo che interrompeva la superficie del tamburo con l'immagine della Vittoria.

Ma attraverso le carte personali del Vernazza [48], il dibattito sul monumento imbocca ancora un'altra direzione: dalle sue lettere al canonico Moreni sappiamo che il 29 luglio 1813 lo studioso si era recato al Moncenisio per un sopralluogo con il Paroletti, il matematico Bidone, un architetto, due misuratori, e un pittore di prospettiva e che venerdì 23 agosto alla riunione delle Classi Unite dell'Accademia delle Scienze non aveva osato «propor cosa conveniente alle intenzioni espresse nei due`decreti imperiali». Il significato di questa frase è forse individuabile nella relazione compilata dallo stesso Vernazza dopo il sopraluogo, molto dettagliata nei particolari e circostanziata per le notizie relative anche agli ingegneri topografi presenti in quel momento al Moncenisio per le misurazioni e le rilevazioni. In effetti il Vernazza che vuole proporre le sue riflessioni al «sodales» della commissione accademica, prende le mosse da una analisi della natura del luogo e del terreno («j'ai parcouru cet espace dans tous les sens, à pied, et en me promenant plusieurs fois sur le lac, seul et avec des compagnons») che il disegnatore Reviglio rilevava per lui con misurazioni e disegni in prospettiva; inoltre egli assume notizie sulla situazione ambientale e climatica e sulla somma di denaro ricavabile ogni anno dalla tassa di pedaggio imposta sul passaggio di animali dall'Italia alla Francia. Dopo queste premesse il Vernazza richiama l'attenzione su due punti significativi del decreto: l'idea del monumento come testimonianza della riconoscenza dell'imperatore verso «i suoi popoli» e quindi come un progetto finalizzato alla pubblica utilità. Di conseguenza il rifiuto per un monumento celebrativo della persona e della famiglia dell'imperatore e invece la proposta per una «Maison d'instruction absolument gratuite dans les Arts et les Manifactures». Il Vernazza intendeva offrire a giovani ragazzi onesti e bisognosi alloggio nutrimento e istruzione nello spirito della carità cristiana: dal punto di vista didattico il progetto prendeva in considerazione un'area di studio comune a tutti (tendente alla alfabetizzazione

---

[48] ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO, *Carteggio Vernazza-Moreni, Lettere*, nn. 10289-10306 (19 luglio 1813).

dei giovani) ed una specializzazione nelle singole arti e manifatture. Il corpo docente sarebbe stato scelto tra i monaci che già vivevano al Colle. Lo studioso passava poi a definire la collocazione e l'aspetto formale dell'edificio. Pur non insistendo sui dettagli che avrebbero potuto tediare i colleghi, il Vernazza sembrava però voler concedere qualche cosa ai principi informativi del monumento neoclassico, chiaramente privilegiati dall'ambiente accademico, e accennava all'idea di una struttura quadrata al cui interno una chiesa di «gusto severo», con un grande altare scolpito dal Canova, sarebbe stata collegata con gallerie e colonnati agli appartamenti; a tutta la struttura monumentale avrebbe dato accesso una galleria con i nomi dei cantoni dell'Impero e con l'iscrizione dettata da Napoleone nel suo decreto. La massa quadrata e imponente dell'insieme si sarebbe lentamente e gradatamente elevata di fronte al pellegrino e al viaggiatore che arrivando da Lanslebourg avrebbe percorso la strada che attraversava il pianoro del colle secondo un'asse perfettamente perpendicolare al portale d'ingresso.

Il dibattito e il lavoro di progettazione che impegnò per quattro mesi i membri dell'Accademia torinese emerge con chiarezza dalle relazioni periodiche che Prospero Balbo come Presidente della Commissione e Modesto Paroletti come Segretario inviarono all'Institut Impérial de France; questa istituzione aveva essa stessa nominato una commissione composta dai membri delle sue quattro classi (comparivano, tra gli altri, personaggi come Vivant Denon, Quatremère de Quincy, gli architetti Fontaine e Percier) ed ebbe il ruolo non solo di elaborare essa stessa un progetto, ma soprattutto di raccogliere, esaminare e giudicare i materiali che arrivavano a mano a mano dagli altri Istituti e anche da singoli uomini di cultura e da semplici privati [49].

Dalle carte presenti alle Archives Nationales e all'Institut de France emergo-

---

[49] Una parte della documentazione è presente a Parigi, ARCHIVES NATIONALES: F17. 1090 Dossier 13 (in fotocopia anche all'Archivio di Stato di Torino) e alcuni Dossier, non numerati che seguono il n° 14. Per ciò che concerne l'Institut de France, ad un primo sondaggio risultano tracce della vicenda nella documentazione delle varie Classi: INSTITUT DE FRANCE, ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES LETTRES, *Procès Verbaux*, 1813, Archives E 315; INSTITUT DE FRANCE, ACADÉMIE DES SCIENCES, *Dossier Montcénis (Monument du)* n. 15. Nel 1° fascicolo è contenuto il progetto di Ettore Vernazza. Viene anche citato un *Rapport sur le projet de Monument à être élevé sur le Montcénis avec quatres dessins de l'Académie de Turin*. (Il fascicolo risulta essere stato rispedito a Torino e presumibilmente è quello presente all'Accademia delle Scienze di Torino); INSTITUT DE FRANCE, Archives 3A5; INSTITUT DE FRANCE, ARCHIVES ACADÉMIE DES BEAUX ARTS 5E6. Tracce della vicenda torinese sono presenti anche in AST, *Finanze*, *Carte Governo francese*, mazzo 1709, fasc. 15.

no ancora tracce della vicenda torinese: i disegni e le relazioni dell'Accademia delle Scienze di Torino erano stati inviati all'Institut che li aveva ricevuti il 25 novembre (*Rapport sur le projet de monument à élever sur le Montcénis avec quatre dessins*), e più tardi restituiti, quando il progetto venne lasciato cadere per ragioni finanziarie prima e storico-politiche poi.

Tra le relazioni sottoscritte da Prospero Balbo che arrivavano all'Institut periodicamente ce n'è una significativa datata al 9 ottobre: l'Accademia delle Scienze chiede ancora tempo per definire il progetto mettendo in luce tutto il lavoro preliminare di conoscenza del luogo e dell'ambiente, assai particolare, a cui il monumento era destinato: quindi si fa cenno al sopraluogo della commissione ristretta, ai rilevamenti degli ingegneri civili e militari, alle due relazioni dei Professori Balbo e Carena rispettivamente sulla vegetazione e sulle variazioni meteorologiche, a quella del prof. Borson sugli aspetti mineralogici del territorio, fino all'elaborazione delle iscrizioni che avrebbero dovuto contenere i nomi dei vari cantoni e dipartimenti, all'excursus storico sui monumenti celebrativi dell'antichità e al dibattito sui due significati dell'edificio definitivo: quello estetico monumentale e quello relativo al principio della pubblica utilità [50]. Questo approccio al problema, ancora legato ai modelli settecenteschi dell'encyclopédisme, caratterizza peraltro anche i lavori all'interno dell'Institut dove, anche se il ruolo maggiore era stato dato all'Académie des Beaux Arts, ampia collaborazione era stata richiesta all'Académie des Sciences e a quelle d'Inscriptions et Belles Lettres e d'Histoire e Littérature ancienne.

La relazione del Vernazza aveva quindi messo a fuoco uno degli aspetti, quello della pubblica utilità, secondo i principi riformatori di fine Settecento; principi che nei progetti degli altri membri accademici erano stati tenuti più in ombra e che forse lo studioso non aveva potuto imporre con più forza. A questo proposito è significativo, anche se non del tutto chiaro, il fatto che Ettore Vernazza, figlio dello studioso e segretario della Prefettura del Po, avesse mandato autonomamente, non attraverso l'istituzione accademica e in tempi assai precoci (13 settembre), un progetto per un tempio intitolato *à la reconnaissance* che prevedeva all'interno le statue colossali dell'Imperatore e dell'Imperatrice e bassorilievi illustranti i Dipartimenti di Francia e del Regno d'Italia e tutt'intorno 150 abitazioni corrispondenti ai dipartimenti francesi e italiani, destinate alle

---

[50] *Rapport à Monsieur le Général Alexandre Lameth, Maître des Requêtes au Conseil d'État Baron de l'Empire, Officier de la Légion d'Honneur, Préfet du Département du Po,* Torino 9 ottobre, firmata da Modesto Paroletti per Prospero Balbo, in F17 1090, Dossier intitolato *Projet du Monument*, ARCHIVES NATIONALES DE PARIS.

famiglie, bisognose e meritevoli, dei 150 veterani di guardia al Monumento [51].

Nei verbali delle riunioni accademiche torinesi non si farà più cenno all'ambizioso progetto: d'altra parte la Classe di Letteratura e Belle Arti non si riunirà più a partire dall'11 maggio 1814 e i verbali delle Classi Unite non continueranno oltre il 19 novembre 1813.

Il Vernazza scriverà infatti nell'agosto del 1815 a Aubin Louis Millin che l'Accademia delle Scienze era ormai totalmente abbandonata e che Prospero Balbo e lui stesso non erano più al servizio del sovrano [52].

L'amicizia e lo scambio erudito con il Millin e con Domenico Moreni segnano positivamente per il Vernazza i mesi difficili di passaggio alla prima Restaurazione.

Il Milin, in rapporto epistolare con lo studioso sin dal 1810, era stato a Torino e nella seduta del 12 febbraio del 1812 aveva letto un *Mémoire sur quelques pierres gravées qui représentent l'enlèvement du Palladium*: «C'était un besoin pour moi d'y revoir des Savans et des Littérateurs, dont l'estime m'est honorable et dont l'amitiè m'est chère: d'y resserrer des noeuds dont j'avais senti les charmes. Je regarde donc mon séjour à Turin comme une des plus heureuses époques de ma vie. Je ne saurais vous exprimer avec quelle satisfaction je suis témoin du goût général qui règne ici pour l'instruction. Quel spectacle est plus important que celui de cette superbe ville... Si j'avais à la figurer, je la représenterais entourée de tous les attributs des arts et des sciences»[53].

La memoria prende lo spunto dalla collezione torinese di pietre intagliate dell'abate Pullini; tratta di una serie di gemme scolpite che il Millin aveva potuto vedere in numerose collezioni europee e delle quali aveva fatto produrre i disegni. Proprio questi disegni sono conservati tutt'ora tra le carte del Vernazza dell'Accademia delle Scienze poiché vennero dallo studioso affidati ad Angelo Boucheron che li incise a bulino per la stampa. Il Millin che faceva parte dell'Institut Impérial de France, come direttore del Cabinet des médailles,

---

[51] INSTITUT DE FRANCE, ACADÉMIE DES SCIENCES, *Dossier Montcénis (Monument du)* n. 15, fasc. 3, Hector Vernazza, Conseiller de Prefecture, *Projet d'un Monument à s'élever sur le Montcénis d'aprés les dispositions...*

[52] Per il carteggio Millin-Vernazza, Lettere nn. 10201-10220, ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO. Per il Millin, i suoi rapporti con il Vernazza e con l'ambiente subalpino in periodo imperiale e di prima Restaurazione, e per il suo *Voyage*, L. LEVI MOMIGLIANO, *La Capitale del Nuovo Regno: gli osservatori esterni e le Guide locali*, in *Arte di Corte...* cit., 1987, pp. 179-180. *Il suo Voyage en Savoie en Piemont à Nice et à Gênes* pubblicato a Parigi nel 1819 presenta sul frontespizio l'incisione dell'*Arco di Susa* tratta da un disegno del Bagetti che il Vernazza aveva stampato nella sua *Moneta secusina* e nella *Recensio Nummorum...*

[53] «Mémoires de l'Académie de Sciences Littérature et Beaux, Arts, pour les années 1811-1812», Torino, 1813, pp. 3-16.

aveva, durante i suoi viaggi, raccolto una quantità di disegni tratti da ogni specie di pietre antiche e, attraverso le immagini intagliate intendeva ricostruire nuovi dati per la conoscenza della mitologia e nuovi simboli per decifrare il linguaggio allegorico degli antichi. La Memoria letta all'Accademia delle Scienze rappresentava così un riconoscimento lusinghiero per i «Savans et Littérateurs» che ne facevano parte e che in quegli ultimi mesi del governo imperiale promuovevano, come Vernazza, una quantità di nuovi progetti.

Anche Domenico Moreni, canonico della Laurenziana di Firenze, aveva offerto in dono all'Accademia una sua opera importante che il Vernazza aveva presentato nella seduta dell'8 dicembre 1813: *Delle tre suntuose Cappelle Medicee situate nell'Imperiale Basilica di San Lorenzo. Descrizione istorico critica del Canonico Domenico Moreni, socio onorario della Imperiale Accademia delle Belle Arti di Firenze.*

L'opera era stata dedicata a Gian Giacomo Trivulzio perché amante delle Scienze e delle Lettere, protettore degli studiosi e possessore di un prestigioso museo e di una ricchissima biblioteca; ma il Moreni ricordava nella sua opera anche l'impegno che il Vernazza aveva personalmente profuso affinché Giuseppe Battista Piacenza potesse pubblicare il III volume delle *Notizie dei professori del disegno...* del Baldinucci, corredato della vita di Michelangelo e di un ritratto dell'artista inciso da Luigi Valperga.

Ancora nello stesso anno il Moreni faceva pubblicare a Firenze una memoria del Vernazza, *Della tipografia dei Torrentini in Mondovì* come importante completamento al suo scritto *Degli Annali della Tipografia Fiorentina di Lorenzo Torrentino.* La Dedica al Vernazza era preceduta da una Antiporta con il ritratto inciso dello studioso subalpino, nella sua funzione di Prefetto della Biblioteca Imperiale di Torino. Il contributo del Vernazza aveva precisato come il tipografo Lorenzo Torrentino, dopo essere stato al servizio di Cosimo de' Medici, fosse poi passato in Piemonte nel 1562 presso Emanuele Filiberto e come nel 1564 a Mondovì fosse esistita una tipografia intitolata ad un Leonardo Torrentino.

In quell'anno 1813 così denso di attività un intenso scambio legava quindi insieme gli studi di Giuseppe Vernazza, di Giuseppe Battista Piacenza, di Aubin Louis Millin e di Domenico Moreni: ad essi si aggiungeva la figura di un nobile mecenate e collezionista, il conte Gian Giacomo Trivulzio a cui il Vernazza aveva dedicato nel 1809 un estratto da un codice latino conservato nella Biblioteca dell'Università (il De Ieunio di Stephanus De Nottis): codice dell'inizio del XVI secolo che il Trivulzio aveva visto in originale nella Biblioteca torinese e di cui aveva ammirato il frontespizio con una vignetta dipinta raffigurante frate Stefano che porge l'opera ad un antenato del Conte, il Cardinale Antonio Trivulzio. Di questa immagine il Vernazza aveva inviato in

dono al Trivulzio la copia disegnata da Gaetano figlio di Lorenzo Pêcheux [54].

Questo episodio è una ulteriore conferma del lavoro che il Vernazza aveva condotto per la conoscenza dei codici latini della Biblioteca che egli stava catalogando e di cui spesso relazionava nelle riunioni accademiche [55].

In questo genere di studi il Vernazza si dimostrava attento alla storia esterna e alla provenienza dei manoscritti, alla analisi delle immagini, all'individuazione di altri possibili esemplari e versioni: ne descriveva con cura le immagini, ne dava possibili attribuzioni e datazioni [56].

Ma proprio la Biblioteca universitaria sarebbe stata chiusa di autorità insieme agli altri stabilimenti scientifici nell'aprile del 1814 dal Ministro degli Interni Cerruti [57].

Prospero Balbo e Giuseppe Vernazza ridiventavano semplici cittadini dopo l'abbandono dell'Accademia delle Scienze da parte del sovrano reinsediato.

Una nuova, ma ormai breve vicenda (il Vernazza morirà nel1822) avrà inizio il 2 ottobre 1815 quando Carlo Alberto nominerà lo studioso «Consigliere nostro ed Istoriografo del Nostro ramo di famiglia con la incumbenza di sovraintendere agli Archivi e Biblioteca nostra privata con tutti li onori e prerogative a tale carica, spettanti coll'annuo stipendio di franchi mille da cominciare dal primo luglio di quest'anno...» con la significativa motivazione della fondamentale utilità dello studio della storia «Maestra della Vita» [58].

---

[54] *Excerptum e codice MS Bibliothecae Imperialis Taurinensis.* Il *De Ieunio* di STEFANO DE NOTTIS è ancora rintracciabile alla Biblioteca Nazionale di Torino (H. III. 42). Contiene una lettera manoscritta del Vernazza (19 gennaio 1810) con la quale lo studioso trasmette al Trivulzio la copia dell'immagine dipinta sul frontespizio. L'Accademia delle Scienze di Torino conserva alcune lettere del carteggio Vernazza-Trivulzio (Lettere nn. 14586-14591).

[55] Tra le carte manoscritte del Vernazza dell'Accademia delle Scienze di Torino il MS 1218 conserva le note dello studioso ad alcuni codici della Biblioteca Universitaria.

[56] Un esempio possono essere le *Observations sur un manuscrit de Romuléon Par M. Vernazza de Freney* in *Mémoires de l'Académie de Sciences Littérature et Beaux Arts pour les années 1809-1810*, Torino, 1811. La descrizione accurata della prima pagina del codice con lo scudo azzurro in basso e l'elmo coronato sormontato da un fiore con giglio d'oro permette il riscontro con il codice L.I.4 tuttora presente alla Biblioteca Nazionale di Torino.

[57] Per questa vicenda, G. P. ROMAGNANI, *Prospero Balbo...* cit., 1990, II, pp. 237-239. Un appunto autobiografico del Vernazza è rintracciabile nel ms K3. VI. 17 (fasc. IV, foglio 73) della Biblioteca Nazionale di Torino: «Irato e furibondo / senza saper mio nome / ad onorato impiego / Napoleone l'accesso / da prima si negò / Poi mi ha concesso / Il placido Cerruti / il cui figlio Luigi / ammaestrai cortese / con subito comando / Del posto ch'io tenea: ingrato! mi diè il bando / voi che di violente / azioni intendete / La vera turpitudine / Anime d'onor piene / Dite chi più dei due / Trattommi turpemente.

[58] ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO, mss 1186 e 1189.

INDICE GENERALE

I

ISABELLA MASSABÒ RICCI, *Discorso di apertura* 13

GERARD ERMISSE, *La réalisation du volume* Fonti dell'Archivio Nazionale di Parigi per la storia istituzionale del Piemonte, *1798-1814: un exemple de collaboration franco-italienne* 16

ALESSANDRO GALANTE GARRONE, *All'ombra dell'aquila imperiale* 18

PIERRE VILLARD, *Esquisse de l'état des études d'histoire institutionnelle sur l'époque napoléonienne* 26

GIORGIO VACCARINO, *L'amministrazione prefettizia in Piemonte: apparati e personale* 35

MARCO CARASSI, *L'amministrazione prefettizia in Piemonte: organizzazione istituzionale e funzionamento* 44

BURGHART SCHMIDT, *Continuité et transformations du régime institutionnel dans les département hanséatiques (1806-1814)* 49

DANIELA CAFFARATTO, *Le municipalità in Piemonte in età napoleonica: Cavour* 84

DIEGO ROBOTTI, *Le municipalità in Piemonte in età napoleonica: Lanzo* 100

GABRIELLA SERRATRICE, *Le istituzioni comunali di Savigliano nel periodo napoleonico* 124

LIVIO ANTONIELLI, *L'élite amministrativa nell'Italia napoleonica (Repubblica e Regno d'Italia)* 148

ANDRE PALLUEL-GUILLARD, *Le système communal en Savoie sous le Premier Empire* 177

MICHEL DERLANGE, *Les municipalités dans le département des Alpes-Maritimes* 187

ITALO BIROCCHI, *Il problema del riordinamento della legislazione sarda ed il progetto di codificazione del 1806* 199

MARIO DA PASSANO, *I Savoia in Sardegna e i problemi della repressione penale* 210

FEDERICO FRANCIONI, *Gli inglesi e la Sardegna: conflitti e progetti politici nella prospettiva del crollo dell'impero napoleonico* 235

XAVIER MARTIN, *Note critique sur l'image de la codification française de 1804* 291

ISIDORO SOFFIETTI, *La nuova società e il diritto: il caso delle successioni in Piemonte* 300

JEAN-MARIE CARBASSE, *Etat autoritaire et justice répressive. L'évolution de la législation penale de 1789 au Code pénal de 1810* 313

MARINA VELO, *Il codice penale napoleonico in Piemonte attraverso le sentenze della* Cour Extraordinaire de Turin 334

CECILIA LAURORA, MARIA PAOLA NICCOLI - *La giustizia in periodo napoleonico* 347

MICHEL BROERS, *L'ordine pubblico nel Piemonte napoleonico* 369

GIOVANNI ASSERETO, *Coscrizione e politica militare nella Liguria napoleonica: indicazioni e ipotesi di ricerca* 377

FRANCO DELLA PERUTA, *L'armata del napoleonico Regno d'Italia* 392

GIUSEPPE TUNINETTI, *Gli arcivescovi di Torino e la politica ecclesiastica di Napoleone* 413

MARCO VIOLARDO, *Composizione sociale del notabilato piemontese ed atteggiamenti elettorali (1803-1812)* 429

II

LOUIS BERGERON *Remarques complémentaires sur la notion de notabilité à l'époque du premier empire napoléonien* 473

PAOLA NOTARIO, *L'Ospizio di Maternità nella Torino francese. Analisi di un'istituzione assistenziale* 480

MARINA ROGGERO, *L'alfabeto e le orazioni. L'istruzione di base nel primo Ottocento* 491

GIAN PAOLO ROMAGNANI, *L'istruzione universitaria in Piemonte dal 1799 al 1814* 536

V. MARCHIS, *L'istruzione (e la cultura) scientifica nel Piemonte in età napoleonica* 570

ALBERTO CONTE, *Gli studenti piemontesi all'*École Polytechnique *di Parigi* 598

FRANCO ROSSO, *Controllo architettonico e urbanistico a Torino: il* Conseil des Édiles *e le sue origini, 1562-1814* 610

ANNA SAIU DEIDDA, *La cultura artistica in Sardegna nell'età napoleonica* 659

MARIA GIOVANNA SANJUST, *I Savoia nei versi e nelle prose scritti in Sardegna dal 1799 al 1815* 692

L. SANNIA NOWÉ, *Cultura letteraria e impegno civile in Sardegna nell'età napoleonica* 719

ANTONELLO MATTONE - PIERO SANNA, *I Simon, una famiglia di intellettuali tra riformismo e restaurazione* 762

PIERO CAZZOLA, *P. B. Kozlovskij, ambasciatore russo in Sardegna e a Torino* 864

MARCO CERRUTI, *Le accademie* 877

EZIO FALCOMER, *La Società dei Concordi* 882

LUCETTA LEVI MOMIGLIANO, *Il barone Giuseppe Vernazza: dall'esilio ai pubblici uffici presso l'Accademia imperiale delle scienze e la Biblioteca dell'Università* 914

Pubblicazioni degli Archivi di Stato

L'Ufficio centrale per i beni archivistici, Divisione studi e pubblicazioni cura la pubblicazione di un periodico (Rassegna degli Archivi di Stato) e di cinque collane (Strumenti, Saggi, Fonti, Sussidi, Quaderni della Rassegna degli Archivi di Stato) e di volumi fuori collana. Tali pubblicazioni sono in vendita presso l'Istituto poligrafico e Zecca dello Stato, Libreria dello Stato.
Altre opere vengono affidate a editori privati.
Il catalogo completo delle pubblicazioni è disponibile presso la Divisione studi e pubblicazioni dell'Ufficio centrale per i beni archivistici, via Palestro 11 - 00185 Roma.

«RASSEGNA DEGLI ARCHIVI DI STATO»

Rivista quadrimestrale dell'Amministrazione degli Archivi di Stato. Nata nel 1941 come «Notizie degli Archivi di Stato», ha assunto l'attuale denominazione nel 1955.

L'ultimo fascicolo pubblicato è il n. LIII/1 (gennaio-aprile 1993).

STRUMENTI

CXVI. *Archivio Turati. Inventario*, a cura di ANTONIO DENTONI-LITTA, Roma 1992, pp. XII, 452, tavv. 10, L. 26.000.

CXVII. ARCHIVIO DI STATO DI MANTOVA, *Antichi inventari dell'Archivio Gonzaga*, a cura di AXEL BEHNE, Roma 1993, pp. 302, L. 32.000.

CXVIII. *Gli archivi Pallavicini di Genova.* I. *Archivi propri. Inventario,* a cura di MARCO BOLOGNA, Roma 1994, pp. 430.

SAGGI

21. *L'ordine di Santo Stefano nella Toscana dei Lorena. Atti del convegno di studi, Pisa 19-20 maggio 1989*, Roma 1992, pp. 338, L. 29.000.

22. *Roma e lo Studium Urbis. Spazio urbano e cultura dal Quattro al Seicento. Atti del convegno, Roma, 7-10 giugno 1989*, Roma 1992, pp. 554, tavv. 77, L. 34.000.

23. *Gli archivi e la memoria del presente. Atti dei seminari di Rimini, 19-21 maggio 1988, e di Torino, 17 e 29 marzo, 4 e 25 maggio 1989*, Roma 1992, pp. 308, L. 20.000.

24. *L'archivistica alle soglie del 2000. Atti della conferenza internazionale, Macerata, 3-8 settembre 1990*, Roma 1992, pp. 354 (il volume è stato edito a spese dell'Università di Macerata).

25. *Le fonti per la storia militare italiana in età contemporanea. Atti del III seminario, Roma, 16-17 dicembre 1988*, Roma 1993, pp. 496, L. 26.000.

26. *Italia Judaica. Gli ebrei nell'Italia unita, 1870-1945. Atti del IV convegno internazionale, Siena 12-16 giugno 1989*, Roma 1993, pp. 564, L. 52.000.

27. *L'Archivio centrale dello Stato, 1933-1993*, a cura di MARIO SERIO, Roma 1993, pp. XVI, 612, L. 48.000.

FONTI

XII. *I Libri iurium della Repubblica di Genova. Introduzione*, a cura di DINO PUNCUH e ANTONELLA ROVERE, Roma 1992, pp. 413, L. 30.000.

XIII. *I Libri iurium della Repubblica di Genova*, I/1, a cura di ANTONELLA ROVERE, Roma 1992, pp. XVI, 493, L. 34.000.

XIV. ARCHIVIO DI STATO DI MANTOVA, *Giulio Romano. Repertorio di fonti documentarie*, a cura di DANIELA FERRARI, introduzione di ANDREA BELLUZZI, Roma 1992, tt. 2, pp. LIV, 1302, L. 66.000.

XV. *Le pergamene del Convento di S. Francesco in Lucca (secc. XII-XIX)*, a cura di VITO TIRELLI e MATILDE TIRELLI CARLI, Roma 1993, pp. CXL, 524, L. 109.000.

XVI. ELENA AGA ROSSI, *L'inganno reciproco. L'Armistizio tra l'Italia e gli anglo-americani del settembre 1943*, Roma 1993, pp. XVI, 476, L. 62.000.

XVII. ARCHIVIO CENTRALE DELLO STATO, *Fonti per la storia della scuola.* I. *L'istruzione normale dalla legge Casati all'età giolittiana*, a cura di CARMELA COVATO e ANNA MARIA SORGE, Roma 1994, pp. 336.

SUSSIDI

5. ARCHIVIO DI STATO DI FIRENZE, *I blasoni delle famiglie toscane conservati nella raccolta Ceramelli-Papiani. Repertorio*, a cura di PIERO MARCHI, Roma 1992, pp. XXII, 580, tavv. 4, L. 70.000.

6. ARCHIVIO CENTRALE DELLO STATO, *Bibliografia. Le fonti documentarie nelle pubblicazioni dal 1979 al 1985*, Roma 1992, pp. XXVI, 542, L. 44.000.

QUADERNI DELLA «RASSEGNA DEGLI ARCHIVI DI STATO»

64. *Bibliografia di Cesare Guasti*, a cura di FRANCESCO DE FEO, Roma 1992, pp. 282, L. 23.000.

65. *Archivio Galimberti. Inventario*, a cura di EMMA MANA, Roma 1992, pp. XLIV, 200, L. 15.000.

66. ARCHIVIO CENTRALE DELLO STATO, *Archivio Vittorio Bodini. Inventario*, a cura di PAOLA CAGIANO DE AZEVEDO, MARGHERITA MARTELLI e RITA NOTARIANNI, Roma 1992, pp. 156, L. 11.000.

67. FIORENZA GEMINI, *Due parrocchie romane nel Settecento: aspetti di storia demografica e sociale*, Roma 1992, pp. 168, L. 17.000.

68. COMUNE DI SAN MINIATO, *Guida generale dell'archivio storico*, a cura di LUIGINA CARRATORI, ROBERTO CERRI, MARILENA LOMBARDI, GIANCARLO NANNI, SILVIA NANNIPIERI, ARIANNA ORLANDI e IVO REGOLI, Roma 1992, pp. 160, L. 8.000.

69. ELEONORA SIMI BONINI, *Il fondo musicale dell'Arciconfraternita di S. Girolamo della carità*, Roma 1992, pp. 230, L. 19.000.

70. *Fonti per la storia della popolazione*. 2. *Scritture parrocchiali della Diocesi di Trento*, Roma 1992, pp. 206, L. 26.000.

71. UFFICIO CENTRALE PER I BENI ARCHIVISTICI, *Fonti orali. Censimento degli Istituti di conservazione*, a cura di GIULIA BARRERA, ALFREDO MARTINI e ANTONELLA MULÈ, prefazione di PAOLA CARUCCI, Roma 1993, pp. 226, L. 36.000.

72. GEHUM TABAK, *I colori della città eterna. Le tinteggiature dei palazzi romani nei documenti d'archivio (secc. XVII-XIX)*, Roma 1993, pp. 120, tavv. 20, L. 15.000.

73. ANTONELLA PAMPALONE, *La cappella della famiglia Spada nella Chiesa Nuova. Testimonianze documentarie*, Roma 1993, pp. 142, tavv. 16, L. 22.000.

74. ASSOCIAZIONE ARCHIVISTICA ECCLESIASTICA, *Guida degli Archivi diocesani d'Italia*, II, a cura di VINCENZO MONACHINO, EMANUELE BOAGA, LUCIANO OSBAT, SALVATORE PALESE, Roma 1994, pp. 310.

PUBBLICAZIONI FUORI COLLANA

ARCHIVIO DI STATO DI GENOVA, *Inventario dell'Archivio del Banco di S. Giorgio (1407-1805)*, sotto la direzione e a cura di GIUSEPPE FELLONI, III, *Banchi e tesoreria*, Roma 1990, t. 1°, pp. 406, L. 25.000; Roma 1991, t. 2°, pp. 382, L. 23.000; t. 3°, pp. 382, L. 24.000; t. 4°, pp. 382, L. 24.000; Roma 1992, t. 5°, pp. 382, L. 24.000; Roma 1993, t. 6°, pp. 396, L. 25.000; IV, *Debito pubblico*, Roma 1989, t. 1°, pp. 450, t. 2°, pp. 436, L. 26.000, Roma 1994, t. 3°, pp. 380.

Les archives nationales ou fédérales. Systèmes, problèmes et perspectives. Actes de la XXVI Conférence internationale de la Table ronde des archives, Madrid 1989/ The National or Federal Archives: Systems, Problems and Perspectives. Proceedings of the 26th international Conference of the Round Table on Archives, Madrid 1989, Roma 1991, pp. 354, L. 25.000.

COMMISSIONE NAZIONALE PER LA PUBBLICAZIONE DEI CARTEGGI DEL CONTE DI CAVOUR, *Camillo Cavour. Diari (1833-1856)*, a cura di ALFONSO BOGGE, Roma 1991, tt. 2, pp. 810, L. 52.000.

ALTRE PUBBLICAZIONI DEGLI ARCHIVI DI STATO

I seguenti volumi sono stati pubblicati e diffusi per conto dell'Ufficio centrale per i beni archivistici da case editrici private.

CAMILLO CAVOUR, *Epistolario, 1856 (gennaio-maggio)*, a cura di CARLO PISCHEDDA e MARIA LUIGIA SARCINELLI, Firenze, Olschki, 1992, XIII, tt. 2, pp. X, 1026.

UFFICIO CENTRALE PER I BENI ARCHIVISTICI, *L'Archivio di Stato di Milano*, a cura di G. CAGLIARI POLI, Firenze, Nardini, 1992, pp. 252, con tavole.

UFFICIO CENTRALE PER I BENI ARCHIVISTICI, *L'Archivio di Stato di Roma*, a cura di L. LUME, Firenze, Nardini, 1992, pp. 284, con tavole.

UFFICIO CENTRALE PER I BENI ARCHIVISTICI, *Il viaggio di Enrico VII in Italia*, Città di Castello, Edimond, 1993, pp. XII, 328, tavv. 94.